

Achte Sitzung – Huitième séance**Montag, 12. Dezember 1977, Nachmittag****Lundi 12 décembre 1977, après-midi**

15.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bussey

77.005

**Berufsbildung. Bundesgesetz
Formation professionnelle. Loi**

Botschaft und Gesetzentwurf vom 26. Januar 1977 (BB I, 681)

Message et projet de loi du 26 janvier 1977 (FF I, 697)

Beschluss des Ständerates vom 22. Juni 1977

Décision du Conseil des Etats du 22 juin 1977

Antrag der Kommission

Eintreten

*Antrag Carobbio*Rückweisung an den Bundesrat
zur Ueberarbeitung des Gesetzes mit dem Ziel

- a) eine polyvalente Berufsbildung zu realisieren,
- b) die Grundausbildung für alle Lehrlinge erheblich zu erweitern.

Proposition de la commission

Entrer en matière

Proposition Carobbio

Renvoi au Conseil fédéral en l'invitant à revoir le projet de loi de manière à

- a) assurer une formation professionnelle polyvalente;
- b) développer considérablement la formation de base pour tous les apprentis.

M. **Spezliani**, rapporteur: La commission chargée d'examiner le projet de loi sur la formation professionnelle se devait d'être studieuse et elle le fut sans aucun doute, puisqu'elle s'est réunie à trois reprises, à Sursee d'abord, à Faido ensuite, à Berne enfin.

Vingt-sept heures de séance, dans un climat de travail et au milieu de discussions toujours vives et parfois serrées, ont été en effet consacrées à l'examen d'ensemble puis de détail du projet que le Conseil fédéral nous présente et sur lequel le Conseil des Etats s'est déjà prononcé.

Vingt-sept heures de délibérations ne furent donc pas de trop pour la discussion générale, puis pour traiter les 153 propositions d'amendement qui furent présentées par les membres de la commission. Ce nombre très élevé de propositions témoigne et de l'importance du sujet et de l'intérêt que tous les milieux lui accordent, même si les prises de position et les idéologies qui les sous-entendent sont parfois diamétralement opposées.

Le débat d'entrée en matière a été très serré, stimulant comme chaque fois que les différences sont essentielles au point de vue politique et que les partis sont inspirés par leur propre philosophie.

Au départ, on a vu s'affronter des positions très contrastées, dans une atmosphère assez tendue et difficile.

Pour les uns – la grande majorité – la loi n'a rien de spectaculaire et de sensationnel, n'est pas faite pour soulever des enthousiasmes, mais elle est réaliste et conduit sûrement à une sensible amélioration des principes et des

dispositions réglant la formation professionnelle. Le système actuel de la formation professionnelle dans l'entreprise, complété par une formation culturelle dans le cadre de l'école professionnelle, a fait ses preuves; il est considéré dans le monde entier comme un modèle judicieux et efficace.

En fait, il s'agit d'un projet qui trouve sa base dans des principes éprouvés et des expériences concluantes.

Pour la minorité de la commission, la nouvelle loi, bien qu'améliorant la situation actuelle dans plusieurs secteurs, ne donne pas entière satisfaction; elle aurait, selon certains commissaires, le grave défaut d'être l'expression de l'économie privée, plus encore, d'être «d'inspiration patronale». Elle ne serait en rien inspirée par le souci de défendre vraiment l'intérêt des apprentis.

Pendant les débats de la commission, il y eut même un moment d'un pessimisme presque dramatique, de lourdes critiques, une tension qui a demandé toute l'expérience et la force de conviction de M. Brugger pour nous ramener tous à une plus sereine évaluation.

En somme, je répète ici ce que j'ai dit à la commission: il est toujours judicieux et parfois absolument nécessaire, si l'on veut bâtir dans l'esprit d'une raisonnable évolution, de ne pas trop vouloir, surtout dans la conjoncture actuelle. Laissons-nous donc inspirer plutôt par l'optimisme de la volonté que par le pessimisme de la raison.

Pour tous, en tout cas, il s'est agi d'un effort méritoire, avec la volonté d'améliorer la loi et de trouver, dans les limites du possible, une convergence la plus large; ce qui du reste a été réalisé grâce à la compréhension des commissaires de tous les partis, y compris des socialistes qui, tout en étant très critiques, se sont montrés constructifs et coopératifs.

Pour tous les membres de la commission, encore, la préoccupation fut de servir le mieux possible 140 000 jeunes travailleurs, assez souvent insuffisamment compris et soutenus. Il faut également opposer à cette situation les dépenses et la compréhension des autorités, à tous les niveaux, en faveur des étudiants universitaires, environ 50 000, pour nous convaincre de faire quelque pas en avant en faveur des apprentis.

Il est de notre devoir de démontrer à l'opinion publique qu'il est faux de faire une discrimination entre la voie de la formation professionnelle et celle des études. Ou, comme l'a très bien dit M. Chavanne, «il faut faire un effort pour limiter la différence trop grande entre la «voie royale» des études et la «voie étroite» de la formation professionnelle».

Encore une considération générale acceptée par tous les commissaires: la procédure de consultation a révélé que le modèle actuel, qui prévoit que l'apprentissage dans l'entreprise privée ou publique doit rester le pilier de la formation professionnelle, est encore le meilleur. Du reste, le modèle actuel n'a pas été mis en discussion dans nos débats. Très apprécié – dans ce contexte – l'article 15 sur les cours d'introduction qui assureront une partie non négligeable de la formation de base. Aujourd'hui, les 5 pour cent des apprentis sont formés dans les écoles-laboratoires: un passage à ce type d'école, même limité au 50 pour cent des apprentis, nécessiterait, d'après l'expérience, 150 nouvelles écoles au prix de 20 millions chacune.

Il faut, à tout prix, que tous – entrepreneurs et autorités – s'efforcent d'assurer une place à la formation professionnelle des jeunes; c'est un des buts essentiels d'une politique sérieuse, qui ne doit pas négliger les droits des apprentis. Ces derniers doivent être placés au premier plan de toute politique de formation responsable et moderne.

Il faut que cette formation – à la fois professionnelle et culturelle – soit la meilleure, en visant l'épanouissement de la personnalité des apprentis. L'épanouissement n'est du reste pas assuré seulement à l'école, mais également à l'usine; dans cette dernière la loyauté, l'honnêteté, le sens de collaboration, de la discipline et du travail en équipe, peuvent être largement développés.

L'apprenti doit être protégé, en tout cas, contre le danger que l'entrepreneur le considère comme un facteur de production à bon marché, ce qui est traité à l'article 21, 3e et 4e alinéas. On parle souvent d'un malaise au sein des apprentis: il y a là une vérité, mais seulement une partie d'une vérité plus globale. Le malaise est plus général puisqu'il touche la jeunesse entière: il est causé par les nouvelles conditions de vie, les profondes mutations d'une société humaine trop permissive et trop exaspérée par les intérêts matériels.

L'entrée en matière fut votée par 17 voix contre 6 et 1 abstention, car la commission a estimé, dans sa grande majorité, que le projet présenté constitue un progrès réel et réalisable par rapport à la loi en vigueur.

Aux grandes idées succéda alors l'examen des articles de loi, un à un, voire alinéa après alinéa, puisque la plupart d'entre eux ont fait l'objet de propositions d'amendement. Au vote, après des discussions longues et ardues, plus de 30 propositions d'amendement furent acceptées par la commission, tandis que 15 propositions de minorité furent présentées et maintenues. Il serait trop long et surtout trop fastidieux de rapporter, ici, en détail, sur chacune d'elles. Qu'il me soit permis de les rappeler brièvement. La commission a donc décidé de vous proposer les modifications suivantes:

- A l'article 1er, 1er alinéa, lettre c: la recherche en matière de formation professionnelle a été étendue à la recherche en matière de professions.

- Un nouvel alinéa 1bis a été ajouté à l'article 1er: il prévoit que l'application de la loi dépend de la nature de la profession et non de celle de l'entreprise.

- A l'article 5, le nouvel alinéa 3 recommande aux cantons d'instituer une information obligatoire concernant le choix de la profession.

- A l'article 9, au 1er alinéa, on introduit une utile simplification.

- A l'article 10, le 2e alinéa donne une nouvelle définition du maître d'apprentissage.

- A l'article 11, le 1er alinéa traite de l'organisation des cours pour maître d'apprentissage, tandis que le second précise la formation qui sera donnée aux maîtres d'apprentissage.

- A l'article 12, 4e alinéa, sont prévus l'adaptation périodique des règlements d'apprentissage ainsi que la coordination de la formation dans les professions apparentées.

- A l'article 15, 3e alinéa, on énumère les conditions régissant les cours d'introduction pour les apprentis.

- L'article 16, 1er et 2e alinéas, donne des précisions au sujet du programme de formation et du rapport sur la formation de l'apprenti.

- L'article 19, 2e alinéa, prescrit que le département établit la liste des professions pour lesquelles un certificat médical doit être joint au contrat d'apprentissage.

- L'article 21, 2e alinéa, codifie les relations qui doivent exister entre le maître d'apprentissage d'une part, et l'apprenti et son représentant légal, d'autre part. Le 4e alinéa de cet article réduit, dans une très large mesure, le travail rémunéré des apprentis selon un critère de production.

- Le 6e alinéa, qui est nouveau, oblige le maître d'apprentissage à communiquer à l'apprenti s'il pourra ou non rester à son service après l'apprentissage.

- A l'article 24, au 3e alinéa, qui est nouveau, l'autorité cantonale est chargée de veiller à ce que l'apprenti puisse terminer normalement son apprentissage en cas de fermeture de l'entreprise.

- L'article 26, 1er alinéa, est complété par la mention d'un éventuel enseignement à option.

- L'article 28, 3e alinéa, précise que, s'il remplit certaines conditions, l'apprenti est en droit de suivre l'école professionnelle supérieure ou des cours facultatifs sans qu'une retenue ne soit opérée sur son salaire.

- L'article 30 parle de formation tout court et non plus de formation de base.

- L'article 35, 2e alinéa, charge l'Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle de former les ins-

tructeurs en vue des cours destinés aux maîtres d'apprentissage.

- L'article 48, 5e alinéa, ajoute aux dispositions déjà proposées par le Conseil fédéral, la préparation à un apprentissage pour les personnes suivant ou ayant suivi la formation élémentaire.

- L'article 56, 1er alinéa, règle les possibilités pour le candidat ayant échoué de se représenter aux examens.

- A l'article 58, 3e alinéa, la commission est revenue à la rédaction du Conseil fédéral, s'écartant ainsi de la décision du Conseil des Etats relative aux élèves qui achèvent avec succès leur formation ETS.

- L'article 60, 1er alinéa, devient impératif, obligeant ainsi la Confédération à encourager la formation dans d'autres écoles supérieures.

- A l'article 61, 1er alinéa, on a étendu la recherche en matière de formation professionnelle à la recherche en matière de professions.

- L'article 63, 1er alinéa, lettre d, inclut les écoles supérieures de cadres pour l'économie et l'administration, tandis que le 2e alinéa, lettre g, mentionne toutes les autres écoles supérieures et le 3e alinéa, nouvelle lettre d, ajoute, dans la liste des objets subventionnables, le matériel d'enseignement des branches obligatoires pour les apprentis appartenant à une minorité linguistique.

- Enfin, l'article 75 prévoit une nouvelle réglementation transitoire pour les maîtres d'apprentissage, qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, auront déjà formé avec succès des apprentis pendant cinq ans au moins. Ceux-ci seront dispensés de suivre un cours de formation pour maître d'apprentissage.

S'étant décidée sur tous les points que je viens de rappeler, la commission s'est prononcée en faveur de ce projet de loi, qu'elle vous propose d'adopter. C'est par 14 voix contre 1 et 2 abstentions que la commission a pris sa décision.

Sur un plan général, je dois encore souligner les liens vitaux existant entre la formation professionnelle et le marché de l'emploi. La formation professionnelle joue un rôle primordial dans la lutte contre le chômage chez les jeunes car notre pays est, de tous ceux de l'OCDE, celui qui a le plus petit nombre de jeunes chômeurs - jusqu'à 24 ans - que ce soit en chiffres absolus ou relativement à la population active. Or, cette heureuse constatation, nous pouvons la faire aujourd'hui grâce à notre système de formation professionnelle, conçu de manière très pratique. En effet, pour pouvoir commencer un apprentissage, la jeune fille ou le jeune homme doit d'abord trouver une place d'apprentissage. Par ce système, la régulation avec le marché de l'emploi, donc avec les besoins de l'économie, se fait quasi automatiquement. A l'heure actuelle, la conjoncture n'étant pas complètement rétablie et certaines mutations structurelles n'étant pas achevées ou même commencées, le moment n'est pas venu d'abandonner, même partiellement, ce système qui a fait ses preuves, notamment par sa souplesse; cela d'autant plus que ces prochaines années verront l'entrée dans la vie active des jeunes nés durant la période d'expansion démographique. Il faudra créer de nouvelles places d'apprentissage pour que chaque jeune trouve un emploi. Or seul un système éprouvé le permettra. Il ne saurait être question de courir l'aventure au risque de priver nos jeunes d'emploi.

Cela dit, il me reste deux remarques à faire. Premièrement, je dois remercier M. Brugger, conseiller fédéral, chef du Département fédéral de l'économie publique, pour la sagesse et la patience avec lesquelles il nous a renseignés tout au long de ces nombreuses séances. Je remercie également M. Bonny, directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, toujours à l'aise dans la connaissance de ses dossiers et si prompt à trouver une solution nouvelle ou de compromis; je remercie enfin M. Dellsperger, sous-directeur de l'OFIAMT, qui a pris une part décisive aux travaux préparatoires.

Deuxièmement, je voudrais tenter de dégager un sentiment d'ensemble des travaux de la commission, à défaut de réussir une synthèse qui semble impossible en l'es-pèce. Ce sentiment est le suivant: la formation professionnelle tient à cœur à tous les partis et à toutes les personnes qui se sont penchés sur elle. C'est donc dans cet intérêt mais, quelque fois, avec des conceptions, des «Weltanschauungen» divergentes que nous avons constaté combien ce projet de loi constitue une étape importante. C'est un véritable progrès car il est raisonnable et réalisable. Les milliers d'apprentis et d'apprentis de demain et d'après-demain en profiteront largement.

Frau **Thalmann**, Berichterstatterin: Ein zeitgemässes Berufsbildungsgesetz ist für unser Land von grösster Bedeutung. Ueber 150 000 Jugendliche, die von mehr als 48 000 Lehrmeistern in 270 verschiedenen Berufen ausgebildet werden, unterstehen diesem Gesetz, und angesichts der Werte, die die Berufsbildung in sich birgt – es ist Erziehung zur Arbeit –, müssen wir an der Reform dieses Gesetzes interessiert sein und dem Entwurf grösste Aufmerksamkeit schenken.

In diesem Gremium muss wohl nicht extra betont werden, dass sich eine Revision aufdrängt. Seit dem Jahre 1963 sind in der Wirtschaft und damit auch indirekt in der Grund- und Weiterbildung viele Aenderungen nötig geworden. In dieser Zeit hat man in der Berufsbildung auch etliche Versuche durchgeführt, und es geht nun darum, dass man das, was sich bewährt hat, jetzt auch gesetzlich verankert. Ich werde kurz die Wesenszüge des neuen Berufsbildungsgesetzes streifen; auf die einzelnen Artikel komme ich in der Detailberatung zurück.

Dem Bund obliegt durch das Berufsbildungsgesetz die Regelung der Grund- und Weiterbildung und die Subventionierung der Berufsbauten. Der Entwurf enthält deshalb Vorschriften über den Geltungsbereich, die Berufsberatung, die berufliche Grund- und Weiterbildung, die Berufsbildungsforschung, die Bundesbeiträge und den Vollzug des Gesetzes. Das Berufsbildungsgesetz ist wiederum ein Rahmengesetz. Es lässt Platz offen für Experimente, zum Beispiel für Lehrplanänderungen, Anerkennung neuer Berufe. Das ist notwendig; denn die Berufsbildung ist fortwährend einem technischen, wirtschaftlichen und demographischen Wandel unterworfen. An der Meisterlehre, in Zukunft Betriebslehre genannt, hat man wiederum festgehalten. Der Jugendliche absolviert die Lehre bei einem Lehrmeister, in einem Betrieb, und besucht gleichzeitig die Berufsschule. Bei diesem dualen System arbeiten Wirtschaft und Schule zusammen. Am Schluss der Lehre, je nach der Branche verschieden lang, weist der Lehrling in einer Lehrabschlussprüfung seine praktischen und theoretischen Kenntnisse nach, und wenn diese genügen, erhält er einen eidgenössischen Fähigkeitsausweis. Im Laufe der letzten Jahre ist man – analog dem Muster der Lehrwerkstätten – in der Industrie zum trialen System übergegangen. Es werden Einführungskurse veranstaltet. Hier erlernt der Jugendliche grundlegende Fertigkeiten, und im Entwurf sind diese Einführungskurse nun verankert.

Der Geltungsbereich des Berufsbildungsgesetzes bleibt vorderhand noch beschränkt. Die sozialen und medizinischen Hilfsberufe sind wieder nicht erfasst. Solange die Berufsbildung auf den Wirtschaftsartikeln der Bundesverfassung fusst, kann die Grund- und Weiterbildung nur in den Berufen der Industrie, des Handwerks, des Handels, der Banken, der Versicherungen, des Gastgewerbes, des Transportes und anderer Dienstleistungsbetriebe sowie der Hauswirtschaft im Gesetz verankert werden. Die eingereichte Einzelinitiative von Kollege Renschler wird zeigen, ob die nationalrätliche Kommission hier eine Sonderabstimmung verlangt oder nicht.

1. Die berufliche Grundausbildung: Der Jugendliche soll durch die Lehre die Kenntnisse, die zu einer Berufsausübung nötig sind, erhalten. Es muss also hier die Grundlage für die fachliche Bildung gegeben und die Allgemein-

bildung erweitert werden, so dass sich der Jugendliche zur Persönlichkeit entfalten kann. Gerade bei der Grundausbildung sehen wir, wie das Spiel der Kräfte zwischen den Jugendlichen, den Berufsberatungsstellen, den Lehrmeistern, den Berufsverbänden, den Berufsbildungsämtern und den Berufsschulen zum Tragen kommen muss. Es werden im Gesetz entsprechende Vorschriften festgehalten und die Kompetenzen verteilt. Es ist deshalb auch schwierig, allen gerecht zu werden, und darum müssen auch wir im Parlament bereit sein zu Kompromissen. Als Voraussetzung verlangt man vom Jugendlichen primär nur die Erreichung des 15. Altersjahres. Seine Vorbildung wird auch im neuen Gesetz nicht vorgeschrieben. Durch den Lehrvertrag verpflichtet sich der Lehrling zur Arbeit im Betrieb, zur Befolgung der Anweisungen des Lehrmeisters und zum Schulbesuch. Für Invalide sind besondere Schutzbestimmungen vorgesehen. Damit der Volksschule entlassene Jugendliche zu Beginn seiner Laufbahn einen seiner Eignung und Neigung entsprechenden Beruf ergreift, steht ihm die Berufsberatungsstelle zur Verfügung. An die Berufsberatung werden in Zukunft höhere Anforderungen gestellt. Der Beruf darf nur noch ausgeübt werden von Personen, die eine vom Bund anerkannte Ausbildung aufweisen. Neben der Beratung der Jugendlichen muss die Berufsberatung auch Erwachsenen offenstehen.

Vom Lehrmeister wird vorausgesetzt, dass er die nötigen Fachkenntnisse und die menschlichen Fähigkeiten besitzt, um einen Jugendlichen auszubilden und während der Lehre zu führen. Er selbst weist je nach Beruf sein Können nach durch einen Fähigkeitsausweis seiner Lehrabschlussprüfung, seiner Berufsprüfung oder auch seiner Meisterprüfung. In Zukunft wird er zu obligatorischen Lehrmeisterkursen verpflichtet. Ueber die Ausnahmen werden wir uns in der Detailberatung unterhalten. Die Kurse befassen sich weniger mit fachlichen Problemen als vielmehr mit der Menschenführung. Das ist wohl richtig, wird doch dem Lehrmeister ein noch bildungsfähiger junger Mensch anvertraut. Der Lehrmeister muss dem Lehrling die nötige Zeit für den Schulbesuch geben, ihn freistellen für die Einführungskurse, und der Lehrling soll auch ein angemessenes Mitspracherecht erhalten.

Auch die Berufsverbände übernehmen durch die Lehrlingsausbildung wiederum grosse Verpflichtungen. Jede Berufsgruppe hat wie bis anhin ein Ausbildungs- und Prüfungsreglement zu erstellen, und neu ist im Entwurf, dass der Berufsverband auch einen Modell-Lehrgang zur Verfügung stellen muss. Dadurch wird dem Lehrmeister gezeigt, in welcher Reihenfolge die einzelnen Ausbildungsgänge erfolgen können. Auch bei der Organisation der Einführungskurse sind die Berufsverbände massgeblich beteiligt. Dem kantonalen Berufsbildungsamt obliegt die Aufsicht über die Berufslehren und die Organisation für die Lehrabschlussprüfung. Es hat die Lehrverträge zu genehmigen und bei Uneinigkeit der Parteien die Richterrolle zu übernehmen. Die Berufsschulen haben einen eigenständigen Bildungsauftrag. Die Pflichtfächer und die Freifächer sind in den Lehrplänen der einzelnen Berufsgruppen aufgezählt, ebenso die ihnen zufallenden Wochenstundenzahlen. Nach dem Entwurf des Gesetzes ist eine Regionalisierung der Berufsbildung und Berufsschulen anzustreben. Der Zusammenzug ist aber nur dann ratsam, wenn damit wirkliche Vorteile erreicht werden, wenn nämlich dadurch der Unterricht berufsbezogen gestaltet werden kann und tüchtige Lehrkräfte unterrichten. Sind diese zwei Voraussetzungen auch in der kleinen Schule gegeben, so ist eine Zusammenlegung nicht erwünscht. Vom erzieherischen Standpunkt aus gesehen weist die kleine Schule mehr Erfolge auf, weil der persönliche Kontakt mit den Schülern enger gestaltet werden kann. Zuzufolge des ungleichen Niveaus und der ungleichen Vorbildung der Lehrlinge hat der Berufsschullehrer oft mit viel Schwierigkeiten zu rechnen. Und weil auch die Schulzeit auf ein Minimum beschränkt ist, ist man auf besonders tüchtige Lehrkräfte angewiesen. Die Aus- und Weiterbildung der Fachgewerbelehrer erfolgt

heute durch das berufspädagogische Institut. Hier wird der Fachmann auch zum Methodiker und zum Pädagogen ausgebildet. Durch die Verankerung im Gesetz wird der Stellenwert dieses Instituts erhöht. Diese Lehrerausbildungsstätte entspringt einem dringenden Bedürfnis. Was nützt uns ein modernes Berufsbildungsgesetz, wenn die entsprechenden Lehrkräfte nicht genügend vorbereitet sind? Einen grossen Fortschritt bildet die gesetzliche Verankerung der Berufsmittelschule. In 25 Schulen werden heute 3700 Lehrlinge zusätzlich während eines weiteren Schultages ausgebildet. Sie verschafft Zugang zu anspruchsvolleren Bildungsgängen und stellt ein Beispiel in unserem schweizerischen Bildungswesen für die Durchlässigkeit unseres Bildungssystems dar. Mit gut bestandener Abschlussprüfung eines Berufsmittelschülers ist es möglich, prüfungsreif ins Technikum überzutreten, und die Ausbildung am Technikum ihrerseits ermöglicht den Besuch eines Vorkurses an der ETH. Somit steht dem Lehrling auch ohne Mittelschule das akademische Studium offen. Hierin zeigt sich, dass die Berufsbildung eine echte Alternative zum Studium darstellt.

2. Die berufliche Weiterbildung: Eine Revision des Berufsbildungsgesetzes würde sich allein schon wegen der vorgesehenen Weiterbildungsmöglichkeiten rechtfertigen. Aus Gerechtigkeitsgründen gegenüber den Lehrlingen – sie stammen mehrheitlich aus sozial schwächeren Kreisen, verglichen mit den Mittelschülern –, aber auch im Interesse der Wirtschaft, die neben ausführenden Kräften auch mittleres und oberes Kader benötigt, will man Jugendlichen, die sich nach der Volksschule direkt der Berufsbildung zuwenden, den Weg zum Aufstieg erleichtern. Das Berufsbildungsgesetz spricht von der Zusatzlehre. In einem einjährigen zusätzlichen Kurs kann man einen anderen Beruf in einer anderen Sparte erlernen. Möglich wird auch die differenzierte Lehre sein. Hier erfolgt die Grundausbildung gemeinsam. Hernach, bei der Spezialisierung, trennen sich die Wege. Weiter wird im Gesetz die Stufenlehre erwähnt. Sie hat sich bis heute speziell im Verkaufsberuf bewährt. Die Stufenlehre kann von gewissen Erfordernissen abhängig gemacht werden, zum Beispiel von einer bestimmten Durchschnittsnote der ersten Lehrabschlussprüfung. Das Niveau darf in der zweiten Stufe nicht allzu unterschiedlich sein, und der Lehrer muss sein Bildungsziel stets vor Augen halten, weil die zusätzliche Ausbildung nur ein Jahr dauert. Es ist anzunehmen, dass dies auch für andere Berufsgruppen, die ein weiteres Tätigkeitsfeld aufweisen, eingeführt wird.

In 72 Lehrberufen kennt man heute die höhere Fachprüfung. In den Ausbildungsreglementen ist die Ausbildungszeit vorgeschrieben. Die entsprechenden Berufsschulen übernehmen die Vorbereitungskurse. Diese Institution ist gedacht für Fachleute, die selbständig erwerbend werden wollen. Das Gesetz erwähnt jetzt auch die Berufsprüfungen. Hier wird besonders auf die praktische Ausbildung Gewicht gelegt. Dieser Absolvent wird später eine Vorgesetztenstelle bekleiden. Der Abschluss einer höheren Fachprüfung berechtigt zum Diplom, der Absolvent einer Berufsprüfung erhält einen eidgenössischen Fähigkeitsausweis.

Eine grosse Neuerung stellt die Verankerung der Technikerschulen und der Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen im Berufsbildungsgesetz dar. Es ist der direkte Ausbildungsweg für das mittlere Kader in den technischen und in den kaufmännischen Betrieben. Wer die Abschlussprüfung an einer vom Bund anerkannten Technikerschule bestanden hat, ist berechtigt, den Titel «Techniker TS» zu führen. Wer die Abschlussprüfung an einer höheren technischen Anstalt abgelegt hat, kann sich Ingenieur HTL nennen, und wer die Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschule mit der Prüfung abgeschlossen hat: Betriebsökonom. Mit der Führung dieser Titel sind unsere Fachleute gegenüber den Ausländern mit gleicher Ausbildung nicht mehr benachteiligt.

3. Die spezielle Förderung von Jugendlichen: Jugendliche, die aus irgendeinem Grunde noch nicht voll berufsbildungsfähig sind, können sich nach dem Gesetz in der Form von Werkklassen auf eine Lehre vorbereiten. Diesbezügliche Versuche sind an Berufsschulen gemacht worden. Damit kann die Bereitschaft zur eigentlichen Lehre gefördert werden. Das Gesetz spricht in Zukunft auch von Stützkursen. Das ist gedacht für Jugendliche, die bereits in der Lehre sind, denen jedoch einzelne Fächer besonders Mühe machen. Im Nachhilfeunterricht kann in Kleinklassen auch der schüchterne Lehrling gefördert werden. Durch sie hat man schon vielen die Lehre ermöglicht. In Zukunft sind diese Stützkurse, weil im Gesetz verankert, subventioniert. Es gibt noch eine Gruppe, die speziell gefördert werden muss. Es sind diejenigen, die nach der Volksschule keine Möglichkeit hatten, eine Lehre zu absolvieren, in der Zwischenzeit aber das Bedürfnis darnach empfinden. Für sie ist die «Lehrabschlussprüfung für die Angelernten» möglich. Die Berufsschulen führen periodisch solche Angelerntenkurse durch. Für sie ist, wie bis anhin, die doppelte Zeit der praktischen Tätigkeit, zum Beispiel anstatt drei sechs Jahre, vorgesehen. Somit haben auch diese die Möglichkeit, sich einer Lehrabschlussprüfung zu unterziehen und, wenn bestanden, ihre Dienste als gelernte Kraft auf dem Arbeitsmarkt anzubieten.

Alle diese Förderungsmassnahmen haben sich bis heute schon recht gut eingebürgert.

Aber bis jetzt besteht noch keine Möglichkeit, geistig weniger begabten Jugendlichen etwas zu bieten, das schweizerisch anerkannt ist. In der Zeit der Hochkonjunktur waren sie wegen Personalmangels auf dem Arbeitsmarkt dennoch gefragt. In Zeiten des Personalüberflusses sind sie verurteilt, die unterste Arbeit auszuführen, wenn sie nicht zu den Arbeitslosen zählen wollen.

In 14 Kantonen, die teilnahmen am Vernehmlassungsverfahren, haben 13 von ihnen die Anlehre gewünscht. Eine Arbeitsgruppe der deutschschweizerischen Berufsbildungsämterkonferenz hat hierfür Vorschläge unterbreitet. Für Anlehren, die mindestens ein Jahr dauern, muss in Zukunft ein Anlehrvertrag abgeschlossen werden. Der Angelernte wird nicht wie der Lehrling in alle Abteilungen eines Lehrbetriebes eingeführt. Er verrichtet eine einfache Arbeit, die aber auch Handfertigkeit, Geschicklichkeit und Zuverlässigkeit erfordert. Auch der Angelernte wird nach Gesetz zum Schulbesuch verpflichtet. Es muss ein Unterricht sein, der seinem Fassungsvermögen angepasst ist. Ich persönlich denke da an Hilfsschullehrer. Es soll den Schüler beruflich fördern, und es soll ihm auch eine Lebenshilfe bedeuten. Am Schluss der Anlehre erhält der Jugendliche einen amtlichen Ausweis, der Abschluss gibt über die Dauer, die Berufsbezeichnung und den erfolgten Schulbesuch. Ich persönlich meine: Ein Bewährungsdienst für eine bestimmte Zeit bei einem fremden Meister, wie es der Kanton Obwalden kantonal bereits praktiziert, hätte den Wert des Ausweises noch erhöht. Nicht in jedem Betrieb wird die Anlehre möglich sein, und nicht jeder Lehrmeister wird willens sein, solche Jugendliche einzustellen. Sicher aber ist, dass wir diesen Menschen durch ihre Anlehre mehr Freude an der Arbeit verschaffen können und damit das Selbstbewusstsein gehoben wird. Die Anlehre stellt nicht nur eine Bereicherung des Berufsbildungswesens dar, sondern ist auch volkswirtschaftlich ein Gewinn. Die Befürchtung, die Meisterlehre könnte dadurch entwertet werden, ist sicher fehl am Platz. Ein wirklich tüchtiger Unternehmer weiss doch sicher, welche Kraft er benötigt, und er wird auch unterscheiden können, ob es sich um einen Angelernten, um einen mit der Grundausbildung oder um einen Bewerber mit zusätzlich höherer Bildung handelt.

4. Finanzielle und personelle Auswirkungen: Laut der Botschaft würden die Neuerungen schliesslich durch das Berufsbildungsgesetz: etwa 3 bis 3,5 Millionen Mehraufwendungen ergeben. Man rechnet mit einer Erhöhung der Subventionsansätze für Lehrwerkstätten und Schulen für

Gestalten von 30 auf 40 Prozent. Ebenso ist einberechnet die Heraufsetzung des Beitragssatzes für die Einführungskurse. Ausserdem rechnet man mit etwa 20 Anlernklassen. Wird die HWV (Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschule) der Höheren Technischen Anstalt gleichgestellt, ergibt sich auch hier eine bescheidene Mehrbelastung. Reise- und Unterhaltsentschädigungen für Lehrlinge, die den obligatorischen Unterricht nicht am Lehr- oder Wohnort besuchen können, werden in Zukunft vom Bund nicht mehr bezahlt. Für bedürftige Lehrlinge stehen hier Stipendien zur Verfügung. Der Bund übernimmt bei der Berechnung seines Anteils darauf Rücksicht. Die Herabsetzung der Beitragssätze für Bauten, die wir letztes Jahr im Parlament beschlossen haben – es ging um 5 Prozent oder 8 Millionen Einsparung –, wird den Mehrkostenbetrag für den Bund mehr als wettmachen. Für die Kantone ist mit zumutbaren Mehraufwendungen zu rechnen. Solche, die jedoch Lehrwerkstätten und Schulen für die Gestaltung unterhalten, werden ihrerseits entlastet wegen der Erhöhung des Beitragssatzes.

In personeller Hinsicht muss durch die Neuerungen mit drei Personaleinheiten gerechnet werden, da die Abteilung der Berufsbildung und besonders das Institut für Berufspädagogik mit zusätzlichen Aufgaben betreut werden. Für die Kantone ist voraussichtlich wegen der Neuerungen nicht mit einem Zuwachs an Personal zu rechnen.

5. Zum Schluss noch einige Worte aus der Arbeit der nationalrätlichen Kommission: Im Hinblick auf die allseitige Bedeutung einer modernen Berufsausbildung für unsere Jugend, für unsere Wirtschaft und für unsere gesamte Volkswirtschaft hat die Kommission des Nationalrates den Entwurf scharf unter die Lupe genommen. Während fünf Tagen wurde darüber beraten. Ueber 150 Anträge wurden gestellt. Das Sitzungsprotokoll enthält allein 120 Seiten. Gegenüber dem Ständerat sind von der Mehrheit der Kommission 21 Aenderungen vorgeschlagen worden, und weitere 17 Anträge werden von einer Minderheit in unserem Rat gestellt, neben den Anträgen, die im Laufe der letzten Tage eingegangen sind.

In der Detailberatung liegt es an uns zu entscheiden, ob die Aenderungen gegenüber dem Ständerat berechtigt sind und ob die Minderheitsanträge akzeptiert werden sollen oder nicht. Ich habe dabei nur zwei Wünsche: Bei den Detailberatungen, die sicher hart sein werden, sollten wir nicht übersehen, dass es 1. um unsere Jugend geht. Ein jeder sollte nach seinen Anlagen gefördert werden können. Darum ist das Bildungsangebot mit Grund- und Weiterbildung so vielfältig. 2. müssen wir uns bewusst bleiben, dass wir auch auf eine Vielzahl von Lehrmeistern angewiesen sind. Halten wir darum Mass in den Forderungen! Versagt der Lehrmeister sein Mittun, haben wir eine arbeitslose Jugend, die, wie das Ausland beweist, zu allem fähig ist.

Die nationalrätliche Kommission hat dem Entwurf zugestimmt mit 14 gegen 1 Stimme (bei 2 Enthaltungen).

Am Schluss empfinde ich noch das Bedürfnis, Herrn Bundesrat Brugger, Herrn Direktor Bonny vom BIGA und dem Vorsteher des Berufsbildungswesens, Herrn Dellsperger, und seinen Mitarbeitern herzlich zu danken für ihr Bemühen um die Berufsbildung. Es war nicht immer leicht und wird auch in unserem Parlament nicht leicht sein, die verschiedenen Interessen auf einen Nenner zu bringen. Wir alle müssen es schätzen, dass im Gesetz nicht Höhenflüge angekündigt werden, die nachträglich doch nicht realisiert werden können. Meines Erachtens darf das Gesetz als ausgewogen bezeichnet werden. Ich bin überzeugt, dass die Mehrheit unseres Rates dieses Bemühen anerkennen wird.

Sauser: Für einen Praktiker der Berufsbildung in der Industrie kam der Vorstoss des Bundesrates für eine Totalrevision des Berufsbildungsgesetzes eher unerwartet. Die heutigen gesetzlichen Bestimmungen sind schliesslich erst seit dem April 1965 in Kraft. Es darf wohl gesagt werden,

dass sie sich bewährt haben. Wenigstens die Maschinenindustrie, wo ich die Verhältnisse näher kenne, könnte gut mit dem bisherigen Gesetz weiterleben, ohne dass deswegen von seiten der Lehrfirmen oder der Lehrlinge Nachteile in Kauf genommen werden müssten. Es kann auch in den übrigen Wirtschaftszweigen nicht schlecht um unsere Lehrlingsausbildung stehen, sonst wäre das eidgenössische Fähigkeitszeugnis nicht weltweit anerkannt. Zum Ansehen unserer Berufsausbildung mag auch beitragen, dass unsere Lehrlinge an internationalen Berufswettbewerben immer in den vordersten Reihen zu finden sind.

Der Bundesrat war deshalb gut beraten, mit seinem Revisionsentwurf vom 26. Januar 1977 keine grundlegende Aenderung unseres Berufsbildungssystems vorzuschlagen, sondern auf Bewährtem weiterzubauen. Auch etwas, das befriedigend funktioniert, kann jedoch auf einzelnen Sektoren noch verbessert werden. Bewährt hat sich in unseren schweizerischen Verhältnissen sicher die Betriebslehre. Sie wird durch das neue Gesetz richtigerweise nicht in Frage gestellt, sondern dort, wo es nötig ist, bloss ergänzt. Ich denke da besonders an die Einführungskurse für Lehrlinge, in denen die grundlegenden Fertigkeiten des Berufes vermittelt werden sollen. Dazu kommen auch die obligatorischen Ausbildungskurse für Lehrmeister. Bei beiden Neuerungen müsste allerdings auf schon bestehende Einrichtungen in grösseren Lehrfirmen oder auf Kurse, die von Berufsverbänden jetzt schon mit Erfolg durchgeführt werden, angemessen Rücksicht genommen werden.

Positiv zu werten sind auch die gesetzliche Verankerung der Berufsmittelschule, des Schweizerischen Institutes für Berufspädagogik, der höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschule und der Technikerschule. Persönlich begrüsse ich auch die bundesrechtliche Regelung der Anlehre.

In den Kommissionsberatungen sind zahlreiche Anträge gestellt worden, die darauf ausgingen, die Ausbildung im Betrieb zugunsten des Unterrichtes in der Berufsschule zu beschneiden. Sie finden zum Teil ihren Niederschlag in den Minderheitsanträgen, die auf der Fahne enthalten sind. Ich möchte mich dazu im einzelnen nicht äussern. Wir kommen ja in der Detailberatung darauf zurück. Ich erlaube mir nur die allgemeine Bemerkung, dass die menschlichen Qualitäten des Lehrlings nicht allein in der Berufsschule gefördert werden können; noch wesentlich massgebender ist hier der Einfluss der Vorgesetzten, die der junge Mensch an seinem Arbeitsplatz erlebt. Die Erziehung der Erzieher ist deshalb voll zu bejahen. Vor der Ueberschulung der Lehrlinge müssen wir uns dagegen hüten. Der Revisionsentwurf des Bundesrates und die meisten Beschlüsse der vorberatenden Kommission halten in dieser Hinsicht eine vertretbare Linie ein.

Namens der liberalen und der evangelischen Fraktion beantrage ich Ihnen deshalb Eintreten auf die Vorlage.

Schärli: Die grosse Mehrheit der CVP-Fraktion erachtet den Entwurf zum vorliegenden Berufsbildungsgesetz, wie er von BIGA, Bundesrat und Expertenkommissionen ausgearbeitet wurde, als realistisch. Der Evolution seit Inkraftsetzung des alten Gesetzes ist Rechnung getragen worden, und das Bewährte wird nicht abgeschafft.

Vor allem scheint uns wichtig zu sein, dass die wertvolle, unersetzbare Betriebslehre oder Meisterlehre beibehalten wird. Es muss so bleiben, dass auch im neuen Gesetz der Lehrmeister, der verantwortliche Auszubildner, die Hauptverantwortung der fachgerechten Ausbildung trägt. Wobei das neue Gesetz mit Recht verlangt, dass die Qualität der Lehrmeister durch entsprechende Kurse, Vorbereitungen usw. noch gesteigert wird. Andererseits finden wir es auch richtig, dass für geistig schwächere Jugendliche oder solche, die aus einem anderen Grund keine Meisterlehre absolvieren können, die Anlehre institutionalisiert wird. Der Angelernte wird nicht – wie der Lehrling – in alle Abteilungen eines Lehrbetriebes eingeführt. Er verrichtet einfachere Arbeiten, soll aber auch obligatorisch zu einem Schul-

besuch verpflichtet werden. Wichtig ist, dass er nach Beendigung der Anlehre einen amtlichen Ausweis erhält. Ich finde es auch richtig, dass für jede Berufsgruppe ein Ausbildungsreglement erstellt werden muss, damit auch die Eltern laufend kontrollieren können, ob die Ausbildung programmgemäss erfolgt. – Damit auch weiterhin eine umfassende Ausbildung, eine fachgerechte, praxisbezogene Ausbildung garantiert ist, muss dem Lehrmeister, dem Ausbilder, aber auch genügende Ausbildungszeit belassen werden. Eine solide Berufsausbildung verlangt eine möglichst zusammenhängende Präsenzzeit, denn nur so können dem Lehrling vernünftige Arbeiten übertragen werden. Der junge Mensch muss in der Berufsausbildung arbeiten lernen. Der Lehrmeister muss ja seinen anvertrauten Schützlingen Bildung durch Arbeit vermitteln, in ihnen Charaktereigenschaften fördern, die einen guten Menschen aus ihnen formen.

Die grosse Mehrheit unserer Fraktion meint gerade deshalb, dass es falsch wäre, im neuen Berufsbildungsgesetz für alle Berufsarten – es sind ja über 250 – eine mindestschulische Ausbildung von 1 1/2 oder sogar – wie Herr Nationalrat Renschler vorschlägt – 2 Tagen vorzuschreiben. Es gibt Berufe, da sind 1 1/2 Tage Schule (und in gewisser Zeit weniger praktische Ausbildung) falsch; aber in gewissen Berufen, wo speziell viel theoretisches Wissen vermittelt werden muss, da sind 1 1/2 Tage bis 2 Tage Schule absolut am Platze. Wir sind deshalb für die flexible Lösung, Vorschlag Bundesrat/Ständerat, wo festgehalten wird, dass das Bundesamt in den Lehrplänen bestimmt, wieviel Schule für die einzelnen Berufe richtig ist. Wir brauchen gute Berufsschulen. Sie sollen aufgewertet werden, aber sinngemäss durch bessere Schulung des Lehrkörpers, durch konzentrierteren Unterricht, dem auch vermehrt Aufmerksamkeit für die Allgemeinbildung geschenkt wird. Was wir nicht brauchen, ist eine radikale Gewichtsverlagerung in Richtung «Verschulung». Wir dürfen auch die jungen Leute nicht in die Anlehre, anstelle der Berufslehre, jagen, weil wir zuviel Schule einführen. Denken Sie an Berufe wie Schuhmacher, Schmiede, Käser, Wagner usw. Ich meine einfach, wir brauchen keine Sattler- oder Dachdecker-Hochschule; diese Leute brauchen praktische Ausbildung. Die Lernbefähigten, diejenigen, die in ihrem Beruf mehr anvisieren, die eine gehobene Stellung anstreben, haben ja die Möglichkeit, die neu gesetzlich verankerte Berufsmittelschule zu besuchen. Es ist deshalb wichtig, dass grundsätzlich jeder Lehrling, der in Betrieb und Berufsschule die Voraussetzung erfüllt, berechtigt ist, eine solche Schule zu besuchen, eine echte praktische Möglichkeit der Chancengleichheit.

Vielleicht zum Schluss noch eine ganz persönliche Meinung. Im ganzen Ausbildungssystem sollte vielleicht wieder etwas mehr auf den jungen Menschen ganz allgemein Rücksicht genommen werden. Dieser Appell richtet sich nicht nur an die Bildungsfachleute, sondern auch an die Wirtschaft, an die Gesellschaft. Der Kopf mit dem konsumhungrigen Gehirn ist ein Teil des Menschen. Daneben hat er aber auch ein Gemüt. Zufriedenheit heisst nicht nur Bildung, Ausbildung, Lernen, jeden Abend bis 10 oder 11 Uhr Aufgaben machen, der junge Mensch soll auch Freizeit verbringen können, damit er die Freizeit der schönsten Lebensjahre im jugendlichen Alter nicht aus knappen Zeitgründen nur am Fernsehapparat verbringen kann und muss, sondern sich wieder vermehrt damit beschäftigt, was alles Schönes und Zufriedenstellendes neben Arbeit und Schule getan werden kann.

Zusammenfassend meine ich, dass das Gesetz, richtig angewendet, Verbesserungen bringt, in der Ausbildung, in der Stellung des jungen Menschen, in der Chancengleichheit. Es ist realistisch, und ich meine, dass wenn ein junger Mensch eine Grundlehre durchsteht und sich nachher etappenweise weiterbildet, dann darf man auch behaupten, dass er eine solide und ansprechende Bildung genossen hat. Darf ich Sie bitten, zu beachten, dass das neue Berufsbildungsgesetz von vielen Lehrbetrieben, speziell

von den kleinen und mittleren Betrieben, von den Familienbetrieben, einiges verlangt, um verkräftet zu werden. Es bringt einige neue Auflagen, wie das Obligatorium der Lehrmeisterkurse, das Obligatorium der Einführungskurse, Modell-Lehrgänge usw. Die Lehrbetriebe sind bereit, diese Aufgaben zusätzlich in Kauf zu nehmen. Stören wir aber die ausgezeichnete Zusammenarbeit zwischen Schule, Berufsverbänden und Wirtschaft nicht durch Schaffung von Problemen, die nicht nötig sind.

Unsere Fraktion ist für Eintreten auf die Vorlage.

M. Carobbio: La réforme de la loi sur la formation professionnelle constitue sans aucun doute l'un des fondements de la politique pour la jeunesse; avant tout parce qu'elle concerne plus de la moitié des jeunes Suisses, mais aussi parce que, dans le secteur de l'apprentissage, on retrouve les aspects les plus discriminatoires de la condition des jeunes dans notre société; aspects encore aggravés ultérieurement par la crise. Le droit même à une formation professionnelle complète est mis en cause et l'économie libérale est dans l'impossibilité d'assurer à nos jeunes une formation à la mesure de leurs aspirations et ensuite, en fin d'apprentissage, de leur garantir un emploi. Cela est largement prouvé par le fait que le chômage est plus accentué chez les jeunes que chez les autres catégories de travailleurs et qu'un bon tiers des jeunes âgés de 20 ans échappent à toute formation scolaire ou professionnelle complète. En effet, parmi les jeunes qui entreprennent un apprentissage, on peut estimer que le quart d'entre eux ne le terminent pas, soit qu'ils abandonnent en cours de route, soit qu'ils échouent aux examens finals.

Une telle discrimination signifie, pour les apprentis, par rapport aux jeunes du même âge qui suivent la voie des études, moins de formation générale, moins de préparation à la vie, à ses problèmes, parfois une préparation professionnelle insuffisante ou trop spécialisée pour leur permettre de s'adapter demain à l'évolution économique et technique de la société. A tout cela, il faut encore ajouter les discriminations du point de vue de la durée du travail, des vacances, des possibilités de loisirs, qui font des apprentis des jeunes de deuxième catégorie. Ce n'est du reste pas par hasard que les apprentis proviennent toujours, ou presque, des mêmes couches sociales: ouvriers et employés des classes inférieures. J'en ai moi-même fait l'expérience en tant qu'instituteur de l'école professionnelle pendant plus de seize années. Cette situation n'est pas le résultat naturel des choses, c'est un produit de l'organisation économique et sociale de la société qui fait que pratiquement, sauf cas d'exception, celui qui naît ouvrier meurt ouvrier. C'est le résultat d'une certaine organisation de l'école en général et plus encore en particulier d'une certaine conception de la formation professionnelle. Il y a en effet deux façons d'aborder le problème d'une réforme de la formation professionnelle. La première, c'est de considérer comme prioritaires les exigences de la production et de l'industrie, la seconde, par contre, c'est de donner la priorité aux exigences des jeunes. Pour nous, le choix ne fait pas de doute, nous sommes en faveur de la deuxième solution. Par contre, le choix qui est à la base de la proposition de la nouvelle loi sur la formation professionnelle nous paraît tenir plutôt de la première.

Tout d'abord, un fait est évident à nos yeux. La solution du problème de la formation professionnelle et de la formation en général de notre jeunesse va bien au-delà du simple problème de la loi. Elle implique une transformation profonde de notre système économique, notamment de l'organisation du travail, ainsi qu'une réforme des structures, des contenus et des méthodes de l'école en général, à commencer par celle qui précède la formation professionnelle. Mais comme nous ne sommes pas de ceux qui veulent tout ou rien, nous sommes convaincus que même une simple réforme de la loi sur la formation professionnelle peut constituer une occasion concrète d'avancer vers la réalisation d'une éducation démocrati-

que et populaire, permettant à l'ensemble de la population de s'emparer des instruments du savoir et du savoir-faire nécessaires pour vivre dans le monde d'aujourd'hui et pour le transformer demain au gré des besoins collectifs et individuels. En tout cas, la réforme de la loi sur la formation professionnelle constitue une occasion réelle de chercher à modifier l'opinion selon laquelle il y a opposition entre travail intellectuel et travail manuel. Opposition qui tend à perpétuer la division de nos jeunes en deux catégories et qui est un des produits typiques de la société de classes. Elle constitue surtout une occasion de lutter contre la discrimination dont sont l'objet la majorité des jeunes et de faire des choix pour l'avenir en dehors des contraintes économiques du moment. Or c'est justement ce que ne fait pas suffisamment à notre avis, même dans une optique de réforme, le projet de loi qui est soumis à notre examen. Sans nier quelques innovations positives – cours d'introduction rendus obligatoires, exclusion du travail à la tâche, etc. – le projet est nettement d'inspiration patronale. A ce propos nous ne pouvons qu'être d'accord avec la jeunesse de l'Union syndicale suisse qui, lors de la présentation au mois de juin dernier d'une pétition, affirmait: «que les jeunes membres de l'Union syndicale suisse sont d'avis que les projets en discussion ne tiennent pas suffisamment compte des revendications des syndicats. L'OFIAMT a trop volontiers prêté l'oreille aux points de vue de l'artisanat et de l'industrie et pas assez aux vœux des principaux intéressés, les apprentis eux-mêmes.» Pour notre part nous ajouterons – et c'est là à notre avis l'aspect le plus grave – que le projet, s'il était approuvé tel quel, codifiera une adaptation ultérieure de la formation professionnelle aux exigences des transformations structurelles du capital privé et du marché du travail, selon l'optique capitaliste. Et cela, à travers le refus d'augmenter réellement le temps à disposition des jeunes apprentis pour leur formation générale, de réduire réellement le nombre des contrats d'apprentissage, à travers l'introduction de nouvelles divisions et hiérarchies dans la formation professionnelle avec l'apprentissage par degrés, l'école professionnelle supérieure pour une élite, à travers l'insuffisance des dispositions garantissant les droits des apprentis, l'accentuation de la sélection au niveau de la formation professionnelle.

C'est vraiment dommage que le Conseil fédéral n'ait pas voulu, ou n'ait pas pu, aborder la réforme avec plus d'audace et de courage. Dans ces conditions, le groupe du Parti du travail et du Parti socialiste autonome ne peut que s'opposer à une telle loi et proposer son renvoi au Conseil fédéral en l'invitant à la revoir. Il s'agit, à notre avis, d'envisager une révision des contenus et des finalités de la formation professionnelle aux fins de donner la priorité à la formation générale, au développement de la personnalité et du sens des responsabilités des jeunes, dans le sens également d'une élimination progressive de la division entre travail intellectuel et manuel. En d'autres termes, une libération de la formation professionnelle des exigences immédiates de la production.

Concrètement, cela signifie – c'est là l'alternative que nous proposons – une éducation professionnelle plutôt qu'une instruction professionnelle, polyvalente dans la plus grande mesure possible, à travers la réduction du nombre des apprentissages. Au lieu des 260 professions que nous connaissons aujourd'hui, il faudrait préconiser de grands groupes – mécanique, électronique, mode, alimentation, administration, etc. – avec au moins deux années communes pour chaque groupe, suivies d'une ou deux années de spécialisation. Ceci revient à dire qu'il faut prévoir qu'une formation polyvalente ne pourra plus être, comme aujourd'hui, assignée seulement à une seule entreprise ou à un seul employeur avec un contrat de droit privé; elle devra dépendre directement de la collectivité en collaboration étroite avec l'économie. Cela permettra entre autres de lutter contre l'insuffisance du nombre des

postes de travail, due aux structures économiques et aux variations conjoncturelles.

En attendant, on peut et on doit commencer par une réduction sensible du nombre des branches d'apprentissages, par le refus d'une différenciation excessive de la formation professionnelle et d'une sélection accrue, en particulier refus de l'apprentissage par degrés, de l'école professionnelle supérieure et de la formation élémentaire des semi-qualifiés (Anlehre); augmentation des heures de cours à l'école professionnelle (deux journées entières au moins) pour tous les apprentis, avec cours à option; adaptation des dispositions minimales (statut unique) pour tous les apprentis.

Quant aux salaires et aux vacances, ils doivent être, les premiers améliorés, les seconds prolongés et différenciés selon l'année d'apprentissage. Il en est de même de l'horaire de travail.

Voilà résumés les éléments d'une nouvelle conception de la formation professionnelle et d'une révision du projet de loi.

Il ne s'agit pas de propositions particulièrement révolutionnaires. Je vous rappelle que de telles propositions ont été formulées par l'Union syndicale suisse, par la Jeunesse syndicale et par le directeur du Service de la formation professionnelle du canton du Tessin.

En conclusion, je vous invite à appuyer notre proposition de renvoi au Conseil fédéral avec prière de présenter un projet plus progressiste, plus moderne et plus conforme aux aspirations de la jeunesse travailleuse.

Schmid Arthur: Die sozialdemokratische Fraktion, in deren Auftrag ich sprechen darf, wird für Eintreten auf die Vorlage stimmen. Sie tut das allerdings mit gedämpftem Trommelklang und mit ganz bestimmten Erwartungen. Lassen Sie mich zunächst ganz deutlich feststellen, dass wir Sozialdemokraten der Berufsbildung grösste Wichtigkeit zumessen, und das nicht nur im Rahmen einer fortschrittlichen Bildungspolitik, sondern gerade auch im Hinblick auf die schwierigen wirtschaftlichen und politischen Probleme, denen sich unser Land gegenübergestellt sieht.

Gerade wegen der zentralen Bedeutung, welche wir der Bildung im allgemeinen und der Berufsbildung im besonderen zumessen, sind wir vom Entwurf des Bundesrates für das neue Berufsbildungsgesetz zutiefst enttäuscht. Von den zahlreichen notwendigen Reformgedanken, die noch vor einigen Jahren zur Diskussion standen, ist recht wenig übriggeblieben. Es wird im Gegenteil die bereits bestehende Praxis weitgehend rechtlich zementiert und eine weitere Aufspaltung in der beruflichen Ausbildung eingeleitet, anstatt die Integration im Bildungswesen, die Verringerung der Kluft zwischen Berufsbildung und Mittelschulbildung anzustreben. Von den seinerzeitigen Verbesserungsvorschlägen der Kommission Grübel ist eigentlich nur das Instrument der obligatorischen Einführungskurse geblieben. Keinen Fortschritt strebt der bünderrätliche Entwurf im Ausbau des Schulunterrichtes an; eine verbesserte Kontrolle der Lehrbetriebe ist nicht vorgesehen; das Obligatorium der Lehrmeisterausbildung wird zwar postuliert, dann aber durch eine viel zu large Uebergangsbestimmung gleich wieder völlig durchlöchert.

Die Kommission schlägt Ihnen nun einige Verbesserungen vor. Für die sozialdemokratische Fraktion sind diese Verbesserungsvorschläge das absolute Minimum, das wir im Rahmen dieser Gesetzesrevision erwarten. Ich meine dabei schwegewichtig die grundsätzliche Ausdehnung des Pflichtunterrichtes auf anderhalb Tage, das Instrument der Stützkurse für leistungsschwächere Lehrlinge als Alternative zur Stufenlehre und Anlehre sowie die Verbesserung der Lehrmeisterausbildung durch die Beschränkung der Ausnahmen auf ein vernünftiges Mass in den Uebergangsbestimmungen.

Daneben erwarten wir in der Detailberatung noch einige zusätzliche Verbesserungen. Wir werden diese wichtigen Anliegen durch entsprechende Anträge unterstreichen. Ich erwähne folgende Schwerpunkte:

1. Im Zusammenhang mit den zahlenmässig überdurchschnittlich hohen Jahrgängen, die die Schule in den nächsten Jahren verlassen, und der momentanen unsicheren Wirtschaftslage muss die öffentliche Hand ein zusätzliches Lehrstellenangebot sicherstellen und daher vermehrt in die Lage versetzt werden, Lehrwerkstätten einzurichten.

2. Es darf nicht nur einer kleinen Schicht von Lehrlingen in der Berufsmittelschule eine breitere der beruflichen und persönlichen Entwicklung dienende Bildung vermittelt werden, die auch den Zugang zu anspruchsvolleren Berufsgängen erleichtert; die bestmögliche Förderung ist allen Lehrlingen angedeihen zu lassen.

3. Das Mitspracherecht der Lehrlinge und der Arbeitnehmerorganisationen ist gebührend zu verankern.

Es ist auch uns Sozialdemokraten bewusst, dass die gegenwärtige Situation, die geburtenstarken Jahrgänge der Schulentlassenen einerseits, Rezession und Unsicherheit in der Wirtschaft andererseits, fortschrittlichen und zukunftsgerichteten Lösungen nicht unbedingt förderlich ist. Ich möchte Sie aber eindringlich darauf hinweisen, dass immer im Zusammenhang mit Bildungs- und Ausbildungsfragen entscheidende Weichen für unsere Zukunft gestellt werden. Gerade bei der Berufsbildung sind wir zu ganz besonderen Anstrengungen aufgerufen, damit wir der Grosszahl unserer heranwachsenden Jugend, die nicht das Privileg des Besuches weiterführender höherer Schulen geniesst, einen echten Ersatz an Grundbildung und Lebenshilfe bieten können. Das Leben wird nicht einfacher; die Probleme, mit denen unsere Kinder als Menschen und Staatsbürger konfrontiert sind, werden immer komplexer. Um sich als freier Mensch noch einigermaßen zurechtzufinden und nicht den Entscheiden anderer ausgeliefert zu sein, muss ein Mensch heute – und erst recht morgen – im Wissen und Denken vermehrt geschult sein. Daran ist letztlich nicht nur jeder einzelne interessiert. Weil Freiheit und Menschenwürde etwas mit Bildung und Ausbildung zu tun haben, ist daran entscheidend auch unsere staatliche Gemeinschaft und unsere Wirtschaft interessiert, wenn wir als Staat und Volk die Zukunft bestehen wollen.

Die rund 150 000 Lehrlinge bedeuten ein grosses Potential. Ihre Ausbildung wird mehr und mehr zum Schlüssel für die künftige Leistungsfähigkeit unseres Landes. Die jüngsten Entwicklungen in der Wirtschaft haben es deutlich gezeigt: Eine zu weit getriebene fachliche Spezialisierung birgt grosse Risiken in sich. Die Berufslehre muss sich deshalb auf eine breite Grundausbildung abstützen. Sie muss mehr als bisher die Persönlichkeitsentwicklung des Lehrlings fördern. Die Berufsbildung darf auch nicht isoliert betrachtet werden, sondern sie muss sich in das gesamte Bildungswesen einordnen, so dass die Durchlässigkeit von Stufe zu Stufe und von einem Bildungsweg zum andern gewahrt bleibt. Vor allem in Zeiten der Rezession behindern vertikale und horizontale Barrieren des Bildungswesens die dringendst erforderliche Mobilität in besonders verhängnisvollem Grade.

Dass im Zusammenhang mit der Berufsbildung von den Lehrbetrieben, von der Wirtschaft schlechthin gewisse Opfer gefordert werden, soll nicht bestritten werden. Ich möchte mich aber deutlich dagegen wenden, dass die Ausbildung von Lehrlingen als reines Verlustgeschäft dargestellt wird. Zunächst sind doch die Lehrbetriebe und die gesamte Wirtschaft an einem guten beruflichen Nachwuchs interessiert, und zum andern leisten die Lehrlinge auch bei vermehrter Abwesenheit wegen der Schule, bei intensiverer Betreuung im Betrieb doch gegen Ende ihrer Lehrzeit produktive Arbeit, die derjenigen eines ausgebildeten Berufsarbeiters nahekommt. Die zahlenmässige Ausweitung der Lehrstellen darf somit keineswegs auf Kosten der Ausbildungsqualität erfolgen. Zu Recht geben wir heute Millionen von Franken für die Forschung und für die Hochschulausbildung aus. Es scheint mir nicht verantwortbar zu sein, dass wir bei der Berufsbildung zurückstecken wollen, lediglich unter Berufung auf die knapper gewordenen Finanzen. Was für die Bildung ausgegeben wird, das

sind die eigentlichen Investitionen für die Zukunft.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten, die von der Kommission vorgenommenen Verbesserungen zu übernehmen und den zusätzlichen Anträgen im Sinne einer neuzeitlichen Berufsbildung zuzustimmen.

Müller-Aargau: Wer vom neuen Berufsbildungsgesetz eine neue kostspielige bundesgeleitete Bildungsmaschinerie erwartet hat, der soll und muss enttäuscht sein.

(Protestrufe und Lärm auf der Tribüne; Flugblätter werden in den Saal geworfen)

Le président: La séance est interrompue pour un quart d'heure.

Müller-Aargau: Wem Menschenbildung ein Anliegen ist, wer zugleich weiss, dass Schule und Bildung nicht gleichgesetzt werden können, der schätzt einen alternativen Ausbildungsgang mit Schulbildung nach Mass.

Das Statusdenken der Eltern hat viele Jugendliche unglücklich gemacht. Die vergangenen Jahre der Hochkonjunktur haben die Tendenz verstärkt, jedem, der die nötigen Hürden zu nehmen wusste, den Weg in die Mittelschule zu bahnen, ungeachtet seiner Liebhabereien und sonstigen Begabungen.

Verdreht waren aber nicht nur die Köpfe vieler Eltern, sondern auch jene gewisser Bildungspolitiker.

Aus der Unzufriedenheit solcher missgeleiteten Jugendlichen erfolgte die Kritik an unseren Gymnasien: diese Schulen müssten im Sinne von Praxisbezogenheit und körperlicher Tätigkeit umgestaltet werden. Als wenn es jene begeisterten Theoretiker und abstrakten Denker nicht gäbe, die als zukünftige Studenten früher ausschliesslich unsere Gymnasien bevölkert hatten und für die wir auch in Zukunft diese Schule halten und gestalten wollen und müssen.

Das Schulleben ist für einen intelligenten jungen Menschen durchaus nicht der Inbegriff des glücklichen Daseins. Ja, für viele wird die Ausbildung desto attraktiver, je weiter sie vom Schulmässigen entfernt ist. Das ist eine Feststellung und spricht weder gegen die heutige Schule noch in jedem Falle für die Meisterlehre. Es spricht höchstens für die individuelle Vielgestaltigkeit unserer Jugendlichen.

Dieses Gesetz zieht die richtigen Konsequenzen. Nicht die Gymnasien haben sich in Richtung Berufstätigkeit zu öffnen, sondern den Lehrlingen soll die Möglichkeit vermehrten Schulbesuches offenstehen. Dies aber bleibe Offerte und werde nicht Pflicht.

Die Berufsmittelschule, längst in der Praxis erprobt, wird nun gesetzlich verankert. Der junge Mensch, potentiell durchaus zum Studium fähig, aber der praktischen Arbeitswelt zugeneigt, kann hier seiner Begabung entsprechend gefördert werden.

Daher sollten Absolventen der Berufsmittelschule auch prüfungsfrei in eine höhere Lehranstalt übertreten können. Zudem ist dieser Bildungszwang zwischen Berufsbildung und Mittelschule aufgrund dieses Rahmengesetzes fast beliebig gestaltbar.

Dass dem vorwiegend praktisch Begabten die Möglichkeit gegeben wird, bis zu 1½ Tage Schulunterricht zu geniessen, scheint uns angemessen. Doch auch dies sei nur Offerte und Berechtigung. Denn: auch die heste Schulstunde garantiert nicht, dass möglicherweise damit eine Stunde von grösserem Bildungswert am Arbeitsplatz versäumt wird. Eine Ergänzung des obligatorischen Unterrichtes durch Freifächer an den Schultagen kann während der Arbeitszeit, aber auch ausserhalb erfolgen.

Hören wir damit auf, das Gymnasium als Massstab aller Dinge zu setzen. Es wird sowieso nur dort verglichen, wo es etwas «einschenkt»: bei den Ferien etwa, bei den Pausen, bei den sogenannten Privilegien. Wenn der Mittelschüler, eingeschlossen die Aufgabenbelastung, 50 Stunden arbeitet und dazu durchschnittlich noch drei Wochen-

stunden an Freifächern belegt mit den entsprechenden Aufgaben, so kräht kein Hahn danach. Wenn seine Anwesenheit an der Schule von morgens 7.30 bis abends um 7 Uhr dauert, weil es stundenplantechnisch nicht anders geht, dann ist das eine Selbstverständlichkeit; dem Lehrling aber soll, mit Blick auf die Arbeitszeit des Angestellten, nach 17 Uhr keine Schulstunde mehr zugemutet werden.

Wo private Initiative seinerzeit die berufliche Fachschule geschaffen hat und eine private Trägerschaft diese Schule zu bester Zufriedenheit führen kann, soll dies so bleiben. Keine staatliche Administration kann diesen Schulkörper effektiver und kostengünstiger gestalten. Daher soll zum Beispiel dem Kaufmännischen Verein für sein Wirken eine Garantie gegeben werden.

Dass auch jenen, die bisher auf eine planmässige Grundausbildung verzichten mussten, mit der Anlehre eine Chance gegeben wird, kann nur begrüsst werden.

Der Forderung, jedem nach seinen Fähigkeiten, jedem nach seiner Begabung, wird bestens Rechnung getragen. Gleichzeitig können wir abrechnen mit der früheren Hypothese, die durch die Praxis heute widerlegt ist, dass jede Form der Intelligenz beliebig machbar sei. Räumen wir auch damit auf, dass Intelligenz in jedem Falle in der Schulbank mehr gefördert werde als an der Werkbank oder am Bankschalter.

Ein Berufsbildungswesen mit vertikaler Gliederung, aber der Möglichkeit, bei zusätzlichen Anstrengungen oder späterem Wachwerden den Zug zu wechseln oder entsprechend aufzustocken, bringt für eine Höchstzahl das Höchstmass an beruflicher und allgemeiner Bildung, aber auch an Entfaltungsmöglichkeiten und Wohlbefinden für den Jugendlichen.

Im Grunde genommen ist die Trennung in berufliche und allgemeine Bildung ebenso künstlich wie die Trennung in ethisches und politisches Gewissen; es ist eine technisch bedingte Massnahme.

Gute Berufsausbildung heisst gute Allgemeinbildung. Unsere öffentlichen Dienste haben dies längst erkannt. Beim Einstellen von verantwortungsbewusstem Personal, zum Beispiel Fahrdienstpersonal bei den SBB oder bei Polizeirekruten, wird als Grundschulung eine Berufslehre verlangt, ungeachtet der Fachrichtung.

Was eine Meisterlehre hergibt, kann nur ermassen, wer selber mit Hingabe und Freude eine solche absolviert hat. Den Buchwissern stehen in der Regel vor allem die Kritiken jener zur Verfügung, die die Berufslehre als notwendiges Uebel, als einzigen Ausweg betrachten, nachdem ihnen die Mittelschule als zu erstrebender Höchstwert vorgegaukelt worden ist.

Dem Aussenstehenden mag vielleicht noch einleuchten, dass eine Arbeitsgemeinschaft im Betrieb mehr Reife und Bildung vermitteln kann als die beste Arbeitsgemeinschaft in der Schule. Dem Aussenstehenden fehlt aber der Sinn, die Gestaltungskraft des Materials einzurechnen, die Charakterbildung, die daraus erwächst, Durchhaltewille, Geduld, Aufmerksamkeit, Mitleben, Sorgfalt, Differenziertheit, Zähigkeit usw., aber auch Einsichten, die der beste Philosophieunterricht nicht hätte vermitteln können.

Hätte ich in meiner Jugendzeit eine Mittelschule besucht anstelle einer Lehre, ich würde dieser Schule nicht mehr verdanken können als dem harten Stein und meinem Lehrmeister.

In diesem Sinne beantrage ich im Namen der Fraktion des Landesrings der Unabhängigen Eintreten auf die Vorlage.

Augsburger: Wenn ein Gesetz noch nicht länger als 12 Jahre in Kraft ist und bereits revidiert werden muss, dann liegt die Vermutung nahe, es enthalte grosse Mängel und Lücken, die es zu schliessen gelte. Davon kann im Ernst keine Rede sein. Das Gesetz hat sich bewährt. Es liess als Rahmengesetz genügend Spielraum, um zeitgemässe Lösungen zu ermöglichen. Dass sich unser Berufsbildungssystem, das auf der Meisterlehre beruht, bewährt hat, geht nicht zuletzt daraus hervor, dass an internationalen Be-

rufswettbewerben unsere Vertreter immer wieder hervorragend abgeschnitten haben. Herr Sauser hat bereits darauf hingewiesen. Die gezeigten Spitzenleistungen junger Berufsleute, die nicht auf besondere Vorbereitungen, wohl aber auf eine gründliche Lehre in Betrieben und Lehrwerkstätten zurückzuführen sind, dürfen uns mit echter Freude erfüllen. Das will nicht heissen, dass im Bildungs- und Ausbildungssektor Selbstzufriedenheit Platz greifen soll und dass es nichts zu verbessern gäbe. Wir haben hier einen permanenten Auftrag zu erfüllen. Die SVP steht hinter dem neuen Gesetz, das auf dem Bewährten aufbaut, das auf spektakuläre Schritte verzichtet und das Machbare vor Augen hält.

Wir begrüssen die Neuerungen, die das Berufsbildungsgesetz beinhaltet. Die Einführungskurse, der Schritt vom dualen zum trialen System, dürfen als sinnvolle Ergänzung zur Ausbildung im Betrieb und in der Berufsschule bezeichnet werden. Dass Lehrmeister obligatorisch auf ihre Aufgabe in Ausbildungskursen vorbereitet werden sollen, entspricht einer Notwendigkeit. Die Erfahrungen, die man mit solchen Kursen gemacht hat, sind sehr positiv ausgefallen. Man mag es bedauern, dass all jene Lehrmeister vom Kursbesuch dispensiert sind, die schon zwei oder mehr Lehrlinge mit Erfolg ausgebildet haben. Jede andere Lösung würde aber an der Realität vorbeigehen. Ein weitgehender Zwang wäre mit tragbarem Aufwand nicht zu bewältigen, abgesehen davon, dass man ältere Berufsleute nicht mehr ohne weiteres in eine Schulbank zwingen kann. Was man allerdings versuchen sollte, ist die Förderung der Bereitschaft zu einem freiwilligen Besuch dieser Kurse. Auch ein erfolgreicher Lehrmeister hat nie ausgelernt.

Wir begrüssen es, dass von den Berufsverbänden ausgearbeitete Modell-Lehrgänge, wie wir sie schon heute kennen, in Zukunft als obligatorisch erklärt werden. Wir stellen uns auch positiv zur Verankerung der Berufsmittelschule im Gesetz. Ich hatte als Fachlehrer an der Gewerbeschule der Stadt Bern während langen Jahren Einblick in die Gegebenheiten des berufskundlichen Unterrichts. Das Intelligenzgefälle zwischen den besten und den schwächsten Schülern ist derart gross, dass einzig eine Berufsmittelschule Gewähr dafür bietet, dass Zugpferde nicht lahm werden oder umgekehrt, schwächere Lehrlinge wegen mangelnder Förderungsmöglichkeit nicht zu verzweifeln brauchen. Dass die Anlehre, sofern sie länger als sechs Monate dauert, bundesrechtlich geregelt wird, betrachten wir als begrüssenswerten Fortschritt. Die Gefahr ist sehr klein, dass durch die Anlehre die Berufslehre gefährdet werden könnte. Es ist vielmehr denkbar, dass über eine Anlehre der Weg zur Berufslehre gefunden werden kann.

In unseren Reihen unbestritten ist auch die Verankerung der Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschule im Gesetz, die einem Bedürfnis entspricht, wie auch die Förderung der Berufsbildungsforschung.

Welches sind die kritischen, umstrittenen Punkte, sofern man nicht das ganze Konzept der Berufsbildung an sich in Frage stellt? Nach Auffassung der SVP ist die Dauer des schulischen Unterrichtes von ausschlaggebender Bedeutung, ob das neue Gesetz tatsächlich zum Tragen kommt. Wenn die Meinung der Kommissionsmehrheit obsiegt und der Schulunterricht in der Regel 1½ Tage dauert, was in der Praxis in sehr vielen Fällen einer zweitägigen Abwesenheit vom Betrieb gleichzustellen ist, dann hegen wir grosse Befürchtungen, ob die nötige Ausbildungsbereitschaft erhalten bleibt, von der wünschbaren Ausweitung der Ausbildungsbereitschaft ganz zu schweigen. Wenn schon geburtenreiche Jahrgänge auf uns zukommen und der Weg über die Berufslehre gesucht wird, dann müssen wir alles tun, um zumindest das Lehrstellenangebot zu erhalten. Wenn die Anwesenheit im Betrieb auf praktisch drei Tage pro Woche beschränkt wird, dann braucht man kein Prophet zu sein, um zu erklären, dass negative Reaktionen nicht ausbleiben werden. Es ist ja Gott sei Dank nicht so, wie von Uneingeweihten leichtfertig behauptet wird, dass der Lehrling als billige Arbeitskraft ausgenützt

werde. Im Gewerbe wie in der Industrie, aber auch in Berufen, die durch dieses Gesetz nicht erfasst werden, macht man sich eine Ehre daraus, junge Leute beiderlei Geschlechts bestmöglich auszubilden, ihnen menschlich und fachlich das mitzugeben, was nötig ist, um im harten Erwerbsleben bestehen zu können. Darüber hinaus wird dem Lehrling ein anständiger Lohn ausbezahlt. Es gilt, mit der Mär von der billigen Arbeitskraft aufzuräumen; es gilt, die allseitig bedürfnisgerechte betriebliche Ausbildungsmöglichkeit aufrechtzuerhalten, wenn die Ausbildungsbereitschaft nicht leiden soll. Nur wer das Heil in möglichst zahlreichen staatlichen Lehrwerkstätten sieht, ohne danach zu fragen, wer für die immensen Kosten eines solchen Berufsbildungssystems aufkommen soll, kann hier anderer Meinung sein.

Vom Grundsätzlichen her weniger wichtig, für die Betroffenen aber doch von Bedeutung, ist die Titelfrage für Absolventen der Technikerschulen. Hier drängt sich eine endgültige und befriedigende Lösung auf. In ihrer grossen Mehrheit kann die SVP-Fraktion der Meinung des Ständerates, wonach nur ein Ausweis anstelle eines Diploms abzugeben sei, nicht folgen. Wir unterstützen die Fassung des Bundesrates.

In der Kommission habe ich auf zwei Punkte hingewiesen, die ich auch vor dem Plenum zur Diskussion stellen und vom Bundesrat beantwortet haben möchte. In verschiedenen Kantonen kennt man das sogenannte Werkjahr, eingebettet zwischen obligatorischer Schulzeit und Beginn der Lehre. Mit dem Vorlehrjahr hat man im Kanton Bern zum Beispiel sehr gute Erfahrungen gemacht, so dass man einen Ausbau dieser Einrichtung plant. Das bringt erhebliche Kosten mit sich. Meine Frage geht dahin, ob es möglich ist, Subventionen zu sprechen, auch wenn ein solches Werkjahr im Berufsbildungsgesetz nicht eingebaut ist.

Zum zweiten: In verschiedenen Städten gibt es seit Jahrzehnten eine Berufsschule für Verwaltung. Hier gehen jene Töchter und Lehrlinge zur Schule, die ihre Lehre in einer öffentlichen Verwaltung, einem Anwalts- oder Notariatsbüro absolvieren. Die massgeblichen Leute dieser Schulen, die einen ausgezeichneten Ruf geniessen, sind sehr unglücklich darüber, dass ihr Lehrgang vom BIGA nicht mehr anerkannt wird. Man hat ihre Schule in einen KV-Ableger umfunktioniert, obschon sie ganz andere Bedürfnisse zu befriedigen hätte. Die Lehrlinge werden gezwungen, praktisch zwei Lehren zu absolvieren, nämlich eine KV- und eine Verwaltungslehre, was als zu grosse Belastung empfunden wird.

Meine Frage geht dahin, ob tatsächlich keine Möglichkeit besteht, die Verwaltungsschule als das zu betreiben, für was sie gedacht ist. Die Verwaltungsschule entspricht einem Bedürfnis; sie sollte in einem zeitgemässen Gesetz Platz haben.

Die SVP-Fraktion empfiehlt Eintreten auf die Vorlage. Zu einigen Punkten werden wir uns in der Detailberatung noch äussern.

Vetsch: Ich beantrage Ihnen im Auftrag der freisinnig-demokratischen Fraktion, auf die Vorlage einzutreten. Wir sind daran, eine besonders vornehme gesetzgeberische Aufgabe zu erfüllen, nämlich bestmögliche Voraussetzungen für die Berufsbildung unserer Jugend zu schaffen.

Allgemein wird zu Recht anerkannt, dass sich das jetzige Berufsbildungsgesetz aus dem Jahre 1963 und noch mehr unser Ausbildungssystem bewährt haben. Unsere wirtschaftliche Leistungsfähigkeit beruht im wesentlichen auf der sorgfältigen Ausbildung unserer Lehrlinge und Studenten und der Weiterbildung unserer Berufsleute. Darin liegen unsere weltweit geschätzte Qualitätsarbeit und damit verbunden unser Wohlstand begründet. Es gilt Bewährtes zu erhalten und die Ausbildung neuen Erfordernissen anzupassen. Deshalb kann das revidierte Gesetz keine umwälzenden Neuerungen bringen, eben weil sonst Gutes gegen Schlechteres oder mindestens gegen Ungewisses eingetauscht werden müsste.

Mit der Aufnahme der Berufsmittelschule, die ihre Einführungsjahre erfolgreich bestanden hat, und der Anlehnung ins neue Gesetz erfährt die Berufsbildung eine wichtige Ergänzung und Differenzierung im Interesse des leistungsfähigeren und leistungswilligeren wie auch des weniger begabten Lehrlings. So wird es auch den Berufsschulen erleichtert, nach dem Grundsatz, jeden nach seinen Kräften und Begabungen zu fördern, zu unterrichten. Das Angebot der Berufsschulen wird damit verbreitert, verbessert und auch aufgewertet. Dazu tragen die Weiterbildungsmöglichkeiten und deren Unterstützung durch das vorliegende Gesetzeswerk ebenfalls wesentlich bei, wie die Berufsprüfungen und höheren Fachprüfungen, die Technikerschulen, die Höheren Technischen Lehranstalten usw.

Seien wir bestrebt, im Gesetz Wesentliches und Grundsätzliches im Sinne eines Rahmengesetzes zu regeln. Im falschen Glauben, durch gesetzliche Bestimmungen könne alles geregelt und das Wohlergehen des Menschen gesichert werden, laufen wir Gefahr, zu viele Gesetze und zu einengende Vorschriften zu schaffen. Nicht primär die Gesetze, sondern der Mensch mit seinem Tun und Lassen bestimmt den Erfolg. Dies gilt ganz besonders in der Erziehung und Ausbildung. Wir wollen flexible Rahmenbedingungen schaffen, damit sich die praktische Anwendung sinnvoll den unterschiedlichen Bedürfnissen der verschiedenen Berufe und Landesgegenden anpassen kann. So gehören namentlich folgende Bestimmungen nicht in ein Gesetz hinein: einmal die Dauer des Schulunterrichtes, die flexibel und angepasst in der Verordnung geregelt wird; weiter das Verhältnis zwischen allgemeinbildenden und berufsbezogenen Fächern oder etwa ein Verbot des fakultativen Unterrichts an Abenden und an Samstagen. Ueberlegen wir uns einmal diese Forderung: Wie sinnvoll kann doch der Besuch freigewählter Fächer im Sinne von Freizeitbeschäftigung sein! Oder die Vorschrift für ein berufsbezogenes ärztliches Zeugnis, weiter die Vorschrift, wann der Lehrmeister dem Lehrling bekanntzugeben habe, ob er nach der Lehre im Lehrbetrieb bleiben könne, oder die Empfehlungen an die Kantone betreffend Berufswahlunterricht und Berufsberatung in den Abschlussklassen der Volksschule.

In der Berufsbildung sind die schulische und die praktische Ausbildung als Einheit, als Ganzes zu betrachten; kein Teil darf und kann gegen den anderen ausgespielt werden. Wir müssen ein ausgewogenes Verhältnis beibehalten. Die Befürworter einer massiven Ausdehnung des Berufsschulunterrichtes auf anderthalb oder gar zwei Tage für alle übersehen die Tatsache, dass die diesbezüglichen Bedürfnisse der verschiedenen Berufe sehr unterschiedlich sind und dass die überwiegende Mehrheit der Lehrlinge dies gar nicht will. Nicht nur die Lehrmeister, sondern auch die meisten Lehrer lehnen eine generelle und derart massive Erhöhung der Schulzeit ab, weil sie das ausgewogene Verhältnis zwischen Schule und Werkstatt gefährdet sehen und auf die Erfordernisse der einzelnen Berufe und der Lehrlinge zu wenig Rücksicht genommen wird. Denken wir an den hohen Bildungswert der praktischen Arbeit, vor allem wenn sie gestützt auf ein gutes Ausbildungsprogramm und unter Anleitung eines gütig-strengen, vorbildlichen und fähigen Meisters erfolgt. Gerade am Arbeitsplatz geschieht Persönlichkeits- und Menschenbildung ebenso sehr wie in der Schulbank. Den Ausbildnern sei an dieser Stelle der Gehalt und die Verantwortung in ihrer Aufgabe in Erinnerung gerufen. Die Meisterlehre und die Partnerschaft Betrieb und Berufsschule hat sich bewährt, muss erhalten bleiben und gefördert werden.

Lassen wir eines nicht zu, nämlich dass die Berufsbildung, wie sie mit dem vorliegenden Gesetz zur Debatte steht, und die Mittelschul- und Hochschulbildung miteinander verwechselt oder gar gegeneinander ausgespielt werden. In diesem Zusammenhang von Diskriminierung oder Opfern zu sprechen, wie wir das gehört haben, ist völlig abwegig. Beide Bildungswege sind für die menschliche Gemeinschaft und unsere Volkswirtschaft absolut gleichwertig.

tig; beide müssen optimal und mit Rücksicht auf die vorhandenen Bedürfnisse gefördert werden.

Die Berufsbildung hat in den letzten Jahren eine beachtliche Förderung erfahren; davon zeugen die vielen modernen und zweckmässigen Berufsschulbauten, die Gewerbelehrerausbildung, die Berufsmittelschulen, die neuen Lehrpläne und die damit verbundene Ausweitung des Unterrichtes, namentlich in den allgemeinbildenden Fächern, die Erstellung von Ausbildungszentren durch Verbände und die Einrichtung von Höheren Technischen Lehranstalten.

Ich glaube, es kann heute weder in bezug auf die eine noch auf die andere Ausbildungsrichtung im Ernst von Benachteiligung gesprochen werden. Die von Kollege Arthur Schmid ausgesprochene tiefe Enttäuschung ist – glaube ich – gegenüber dieser Vorlage wirklich nicht am Platz. Von einem Zurückstecken kann in diesem Zusammenhang – entgegen seiner Meinung – schon gar nicht die Rede sein. Wenn sich alle in der Erziehung und Bildung Tätigen ihres edlen Auftrages und ihrer hohen Verantwortung bewusst sind, wenn sie sich stets bemühen, ihre Aufgabe von Mensch zu Mensch zu erfüllen, dann leisten sie unserer Jugend und damit unserem Volk den wertvollsten Dienst, etwa im Sinne von Pestalozzi, der einmal sagte:

«Nur das bildet den Menschen wahrhaft menschlich, was ihn in seiner Herz, Geist und Hand umfassenden Gemeinkraft ergreift und fördert.»

Ich empfehle allen Erziehern – dazu gehören wir alle –, sich selbstverständlich an die Gesetze und damit auch an diesen Erlass zu halten, noch mehr aber an die ewig wahren und weisen Grundsätze von Pestalozzi. In diesem Sinne empfehle ich Ihnen namens der freisinnigen Fraktion Eintreten auf die Vorlage.

M. Jelmini: «Comme il fallait s'y attendre, le projet de loi sur la formation professionnelle, présenté par le Conseil fédéral au Parlement, s'écarte peu de l'avant-projet soumis en consultation par l'OFIAMT. Le projet ne crée pas les conditions propres à faire de la formation professionnelle un pendant à part entière d'autres cycles de formation.» Ainsi s'exprimait la Confédération des syndicats chrétiens de la Suisse après avoir pris connaissance de ce présent message.

La procédure de consultation a mis en évidence deux tendances opposées: l'exigence d'améliorer la formation de l'apprenti et la possibilité économique d'une telle amélioration.

La deuxième tendance l'a emporté sur l'autre sous l'influence évidente de la situation économique actuelle. Au lieu de procéder à une réforme réclamée depuis quelque temps de plusieurs parts, on s'est limité à une révision trop partielle. La préoccupation légitime, mais peut-être excessive, de placer à tout prix les apprentis, de résoudre le problème de l'emploi après la fin de la scolarité obligatoire, a fait oublier la nécessité de considérer et de résoudre d'autres problèmes plus importants, se posant à plus longue échéance. On a, en d'autres mots, négligé de faire une analyse complète de la réalité. Une partie de notre jeunesse reçoit une formation, pour ainsi dire, complète pour laquelle nous avons opéré, ces derniers temps, une promotion véritablement qualitative et quantitative. L'accès aux études supérieures a été énormément facilité, soit par l'emploi de moyens considérables, soit par des perspectives professionnelles plus intéressantes. Cependant, la grande majorité des jeunes continue de recevoir une formation unilatérale, c'est-à-dire débouchant sur une seule profession.

Cette diversité de formations, qui tend d'ailleurs encore à s'accroître, crée, en définitive, un abîme entre deux catégories de jeunes gens, entre des futurs citoyens de première et de deuxième classe. J'admets qu'il n'est pas facile de combler ce fossé mais il faut, en tout cas, en réduire les proportions. Il est indéniable que l'évolution rapide de la société exige une formation de base plus élar-

gie et plus efficiente à tous les niveaux. Il faut offrir à chacun la possibilité de s'épanouir, en s'intégrant dans la société d'une façon harmonieuse; ce qui constitue, d'ailleurs, une condition de développement de la société comme du maintien et du perfectionnement de la démocratie. Le développement de la formation générale, dans le cadre de la formation professionnelle, est une exigence de la démocratie. Or ce n'est pas avec les quelques innovations proposées – dont nous sommes pourtant loin de méconnaître la valeur – qu'on pourra atteindre ce but.

L'augmentation de la durée minimale de l'enseignement hebdomadaire dans les écoles professionnelles, le caractère polyvalent de l'éducation déterminé en particulier par la réduction du nombre des apprentissages, le rapprochement de l'apprenti des autres étudiants au point de vue de l'organisation et la qualité de l'enseignement et des conditions de l'emploi, sont des problèmes qui ont été touchés en passant mais qu'on n'a pas voulu résoudre.

Je partage, bien sûr, l'appréciation positive de quelques collègues sur la formation que l'apprenti peut recevoir d'un maître d'apprentissage dans une entreprise, surtout sur le plan du développement de son caractère et de sa personnalité. Mais cet avantage n'est généralement pas assuré. Il y a encore un trop grand nombre d'apprentis qui ne sont pas considérés comme des jeunes citoyens en voie de formation mais bien plutôt comme de la main-d'œuvre à bon marché.

Je voterai l'entrée en matière en espérant que ce conseil aura le courage d'adopter les propositions formulées par la commission. C'est un petit pas en avant qui nous est proposé. Il devra stimuler une réflexion plus approfondie, sur le plan de la réglementation comme sur celui de l'application, afin d'envisager des solutions favorisant mieux l'épanouissement de la personne humaine.

Ueltschi: Die Beratung des Berufsbildungsgesetzes stellt eine ausgezeichnete Gelegenheit dar, einmal festzuhalten, wieviel von der privaten Wirtschaft und ihren Organisationen auf diesem Gebiet im Interesse unserer gesamten Wirtschaft überhaupt geleistet wird. All jenen Lehrmeistern, namentlich im Handwerk und Gewerbe, die sich jahraus, jahrein, ja Tag für Tag mit den praktischen Fragen der Ausbildung von Nachwuchskräften befassen und dafür ihr Bestes hergeben, gebührt Dank. Nur durch diese privaten Anstrengungen ist es überhaupt möglich, auf dem ausserordentlich wichtigen Gebiet der beruflichen Ausbildung mit – beispielsweise im Verhältnis zur Hochschulausbildung – ausserordentlich geringen Beiträgen der öffentlichen Hand auszukommen.

Wenn wir nun daran gehen, das Berufsbildungsgesetz durchzuberaten, haben wir von dieser Grundvoraussetzung auszugehen und alles zu vermeiden, was dazu beitragen könnte, die Situation des Lehrmeisters noch mehr zu erschweren und damit die Ausbildungsbereitschaft zu schwächen. Die Vorlage des Bundesrates und das Ergebnis der Beratungen im Ständerat tragen diesen Gesichtspunkten – von einigen Ausnahmen abgesehen – im wesentlichen Rechnung. Dasselbe lässt sich von den Beratungen unserer Kommission, namentlich in bezug auf die angekündigten Minderheitsanträge, leider nicht behaupten. Sie entspringen zum Teil einer Optik, die jeden Lehrmeister in einem gewissen Sinne als Ausbeuter darstellt und ideologische Fragen (etwa die Entfaltung der Persönlichkeit) an die Stelle der Erlernens solider beruflicher Fähigkeiten setzen möchte; Anträge, die grundlegende Konfliktsituationen Lehrling/Lehrmeister als natürlich darstellen. Gegen solche Tendenzen werden wir uns wehren müssen, und zwar mit allen uns zur Verfügung stehenden Mitteln. Wer namentlich im Berggebiet die tägliche Arbeit von Lehrmeister und Lehrling beobachten kann, wird mir ohne zu zögern zustimmen, dass das Verhältnis zwischen beiden ein ausgezeichnetes ist, dass es von gegenseitiger Achtung und Vertrauen getragen wird. Mit einer Ausdehnung der staatlichen Einflussnahme über vermehrte Schul-

besuche, die wohl in den Hintergedanken gewisser Leute auch zu ideologischer Aufklärung benutzt bzw. missbraucht werden könnten, wird hier nichts gewonnen. Wir übersehen die Notwendigkeit theoretischer Grundkenntnisse in keiner Weise. Was aber fehlt, ist die Persönlichkeit des Lehrmeisters, der sich täglich am Markt selbst behaupten muss, seine Fähigkeiten also auf den Markt und die Wünsche seiner Kundschaft auszurichten hat. Dieser tägliche Kampf um das wirtschaftliche Ueberleben ist eine weit bessere Lebensschule als theoretisierende Kurse. Das gilt auch für die vorgesehenen Meisterkurse.

Aus der Sicht des Berggebietes und seiner vor allem landwirtschaftlichen und gewerblichen Wirtschaft sei mir noch eine Bemerkung im Zusammenhang mit dem Minderheitsantrag zu Artikel 31 Absatz 4 gestattet. Hier wird verlangt, der Bund solle die Einrichtung von Betriebs- und Lehrwerkstätten im Berggebiet fördern, falls für Berufslehren bei Meistern wenige Möglichkeiten bestehen. Zusammen mit anderen zielt dieser Antrag eindeutig in eine Richtung, die wir ablehnen müssen. Das Vorgehen ist etwa folgendes: Zuerst wird mit Schikanen und Auflagen aller Art dem privaten gewerblichen Lehrmeister die Möglichkeit der Ausbildung von Lehrlingen derart erschwert, dass sie im Interesse der Erhaltung ihres Betriebes darauf geradezu verzichten müssen. In der Folge muss dann aber nach der Meinung der Antragsteller offenbar der Staat wiederum mehr Mittel einsetzen, um die berufliche Ausbildung zu gewährleisten, vor allem aber, um seinen Einfluss hier direkt geltend machen zu können. Gerade dem Berggebiet und seiner gewerblichen Wirtschaft gegenüber, der man mit solchen Anträgen angeblich helfen möchte, leistet man mit einer solchen Auffassung meiner Ueberzeugung nach geradezu einen Bärenienst. Was wir im Berggebiet vor allem brauchen, sind Leute, die gewillt sind, trotz den heutigen wenig erfreulichen wirtschaftlichen Verhältnissen noch einen Betrieb auf eigenes Risiko zu führen, und die auch bereit sind, ihre bewährten Fähigkeiten an einen Lehrling unmittelbar weiterzugeben, ohne dass man ihm unzumutbare administrative und theoretische Auflagen macht.

Ich bin grundsätzlich für Eintreten. Meine endgültige Stellungnahme zu dieser Vorlage wird davon abhängen, ob es gelingen wird, ein praxisbezogenes Gesetz zu schaffen und ideologischen Ballast endlich über Bord zu werfen.

Frau Uchtenhagen: Ich habe mich in der Fraktion trotz all meiner Vorbehalte für Eintreten auf das Berufsbildungsgesetz ausgesprochen. Ich bin zwar, Herr Vetsch, wirklich auch tief enttäuscht, vielleicht gerade weil ich Ihre schönen Worte zu wörtlich nehme.

Das Gesetz bringt einige Neuerungen, die begrüßenswert sind, wobei allerdings nicht übersehen werden kann, dass diese Neuerungen und auch fast alle anderen Revisionspunkte keine Neufassung des Berufsbildungsgesetzes erfordert hätten. Selbst die viel weitergehenden Thesen des Grübel-Berichtes hätten – ich habe das nachgeprüft – nur drei gesetzliche Aenderungen vorausgesetzt. Alles andere hätte durch Aenderung von Verordnungen, Wegweisungen und Richtlinien resp. Kreisschreiben an die Kantone erreicht werden können. Das neue Gesetz kodifiziert tatsächlich weitgehend das grösstenteils bereits Praktizierte. Das mag in einigen Fällen richtig sein, kann aber auch den Nachteil mit sich bringen – und in diesem Fall erachte ich die Nachteile als sehr gross –, dass der Raum für künftige Entwicklung und Erneuerungen eher eingengt wird. Einige wenige Verbesserungen sind noch durch die Kommissionsarbeit hineingebracht worden. Dankbar bin ich insbesondere dafür, dass man noch im letzten Moment meinen Antrag auf Einführung von Stützungskursen für leistungsschwächere Schüler gutgeheissen hat. Andere Verbesserungen sind durch Minderheitsanträge in Frage gestellt. Besonders wichtig wäre meines Erachtens die Ausdehnung des Berufsschulunterrichtes. Damit soll keineswegs eine Verschulung der Lehre angestrebt, sondern

lediglich mehr Raum geboten werden für eine breitere Allgemeinbildung und vielleicht auch etwas mehr Zeit, die es gestattet, mehr auf unsere Jugendlichen und ihre Probleme einzugehen. Die Gefahr von ideologischen Beeinflussungen, wie sie Herr Ueltschi befürchtet, dürfte relativ klein sein. Unsere Lehrer sind in der Regel sehr staatsert haltende Bürger; in Zürich sorgt dafür schon ein Herr Regierungsrat.

Herr Bundesrat Brugger hat immer wieder betont, dass das vorliegende Gesetz das heute Machbare sei. Er dürfte damit nicht so unrecht haben. Politik ist bei uns im wesentlichen die Realisierung des Machbaren. Fortschritte werden nur in kleinen Schritten erzielt. Und wenn einem etwa an einem noch so kleinen Schritt gelegen ist, tut man gut daran, sich den ungeschriebenen parlamentarischen Regeln zu fügen und sich um pragmatische Sachlichkeit und Nüchternheit zu bemühen, auch dort, wo man sehr engagiert ist. Es geht um den vielzitierten Spatz in der Hand, nicht um jene Tauben, die bereits unerreichbar weit auf dem Dach sind. Zwangsläufig geht es uns daher auch kaum je um Grundsatzfragen oder auch nur um das Hinterfragen des Gegebenen oder des stillschweigend Vorausgesetzten. Diese pragmatisch nüchterne Art des Politisierens hat gewiss nicht nur Nachteile. Das in kleinen Schritten Aufgebaute ist in der Regel stabil und tragfähig.

Aber es gibt auch Grenzen dieser Art des Politisierens. In einer Zeit des beschleunigten Wandels zeigen sich die Nachteile recht deutlich. Immer häufiger werden wir von Sachzwängen überrollt, Sachzwänge, die letztlich auf politische Fehlentscheide der Vergangenheit, auf fehlendes prospektives Denken und die Vernachlässigung von gesamtwirtschaftlichen, gesellschaftlichen und staatspolitischen Zusammenhängen zurückzuführen sind. Ich bin überzeugt, dass das, was in diesem Zusammenhang an sozialen Kosten – um einen ökonomischen Begriff zu verwenden – entsteht, heute oft recht gross ist. Und so glaube ich, es wäre richtig, wenn wir uns manchmal eingestehen würden, dass das Machbare noch nicht das Wünschbare ist und dass es auch eine Pflicht gibt, sich über das Wünschbare Gedanken zu machen. Aus dem Wünschbaren liesse sich auch für die kleinen Schritte zumindest die Richtung der Schritte ableiten.

Bei der Erarbeitung und der Diskussion um das Berufsbildungsgesetz ist dies kaum geschehen. Der gegenwärtigen wirtschaftlichen Situation entsprechend, ist das Gesetz weitgehend auf die Erfordernisse der Wirtschaft ausgerichtet. Die vom Gewerkschaftsbund ausgearbeitete Alternative und die Anträge, die von unserer Seite gestellt wurden, sind kaum auf ihren bildungspolitischen Gehalt hin angesehen worden. Die Ablehnung der unseres Erachtens in eine falsche Richtung gehenden weiteren Ausdifferenzierung der Berufslehre in Berufsmittelschule, gewöhnliche Lehre und die neu zu verankernde Anlehre hat nichts mit den ideologischen Zielsetzungen einer klassenlosen Gesellschaft zu tun, wie uns das immer unterschoben worden ist, sondern trägt im wesentlichen bloss den gesicherten bildungspolitischen Erkenntnissen Rechnung. Selbstverständlich soll eine Förderung des besonders Begabten den Anschluss nach oben, also an Techniken und Hochschulen, ermöglichen. Aber der Durchschnittsschüler sollte genauso sehr Anspruch auf eine Förderung seiner Begabungen haben, zum Beispiel durch einen entsprechenden Ausbau von allgemeinbildenden und berufsbezogenen Wahlpflichtfächern. Der schulisch leistungsschwache Schüler sollte ebenso speziell gefördert werden, damit er nicht wegen schulischem Ungenügen die Lehre abbrechen muss oder den Lehrabschluss nicht schafft, obwohl er sicher in der Mehrzahl der Fälle ein guter Berufsmann geworden wäre, oder damit er nicht, wie das heute bereits geschieht, zum vornherein in eine Anlehre abgeschoben wird. Differenzierungen dürfen nicht auf Kosten der Durchlässigkeit gehen, zu Sackgassen und Einbahnstrassen führen. Eine bessere berufliche Ausbildung, die im Rahmen des Möglichen auch die Förderung und die Menschenbil-

derung des Jugendlichen ganz allgemein anstrebt, dient nicht nur dem Jugendlichen, indem sie ihn befähigt, sich als Erwachsener im Beruf, in der Familie, aber auch in diesem Staat zurechtzufinden. Sie dient auch der Wirtschaft und der Gesellschaft ganz allgemein. Vielleicht kommen wir in der Detailberatung noch auf diese Zusammenhänge zu sprechen.

Ich schliesse mit einigen dringlichen Bitten: Die Wirklichkeit lässt sich nur zum Teil mit Gesetzen einfangen. Verordnungen, Interpretationen, die Ausschöpfung aller Möglichkeiten – oder wenn Sie wollen –, der Geist, in dem ein Gesetz gehandhabt wird, sind manchmal ebenso wichtig. Und hier liegen vielleicht einige Chancen, dass der mager Spatz, wie wir ihn jetzt in der Hand halten, wenn ihm verschlechternde Minderheitsanträge nicht noch den Todesstoss versetzen, aufgepäppelt und lebensfähig gemacht wird. Dies ist nur möglich, wenn wir und alle an der Ausbildung der jugendlichen Beteiligten alles nur Menschenmögliche tun. Die Wirtschaft muss bereit sein, trotz schwieriger Wirtschaftslage, den geburtenreichen Jahrgängen der nächsten Jahre mehr Lehrstellen zu offerieren. Insbesondere sollte auch die öffentliche Hand in dieser Hinsicht besondere Anstrengungen unternehmen. Ich bin überzeugt, dass, soweit das den Bund betrifft, die Mehrheit der beiden Räte gewillt wäre, hier die nötigen Mittel bereitzustellen und Ausnahmen beim Personalstopp zu bewilligen. An das BIGA und die Berufsbildungsämter gelangt ich mit der Bitte, Vorkehren zu treffen, dass die gesetzliche Verankerung der Anlehre, die ja wohl kaum aufzuhalten sein wird, nicht dazu führt, dass jungen Menschen eine breitere berufliche Ausbildung vorenthalten wird, obwohl sie – vielleicht mit ein wenig zusätzlicher Förderung – sehr wohl in der Lage wären, eine Berufslehre – vielleicht eine einfache nur, aber immerhin eine Berufslehre – zu absolvieren. Wichtig wäre auch, dass die Lehrpläne nicht immer mit noch mehr Stoff belastet werden, die den Lehrling intellektuell überfordern. Die rein schulischen Anforderungen dürfen nicht mehr hinaufgeschraubt werden. Ein guter Mechaniker muss nicht schon ein halber Techniker sein, eine junge Frau kann eine erstklassige Sekretärin sein, auch wenn ihr Buchhaltung und Rechnen nicht liegen.

Eine grosse Verantwortung haben hier die Lehrkräfte. Ihnen obliegt die schwierige Aufgabe, Wichtiges von weniger Wichtigem zu unterscheiden und ihren Lehrstoff auf eine den Schülern angepasste Weise zu vermitteln, aber auch offen zu sein für die Probleme und Sorgen der Jugendlichen, alles Aufgaben, auf die sie durch ihre Ausbildung oft nur ungenügend vorbereitet werden. Es liegt sicher nicht nur an den gesteigerten schulischen Anforderungen, dass viele Jugendliche überfordert sind, dass die Zahl der Selbstmorde in dieser Alterskategorie besonders gross ist, dass die Zahl jener, die zu harten Drogen und neuerdings wieder zu Alkohol Zuflucht nehmen, immer noch im Steigen begriffen ist. Wir können die oft schwierigen Lebensumstände vieler Jugendlicher nicht ohne weiteres ändern, sicher nicht mit einem Berufsbildungsgesetz. Aber wir können uns bemühen, nicht noch zusätzliche Schwierigkeiten und Probleme zu schaffen. Erinnern wir uns daran, dass es auch für uns nicht immer leicht war, jung zu sein, und offensichtlich ist es heute noch schwieriger geworden. Tragen wir dem bei der Beratung der Vorlage Rechnung!

Sigrist: Es ist von mehreren Seiten schon betont worden, dass das Gesetz aus dem Jahre 1963 ein gutes Gesetz sei, und dass man sich füglich fragen könne, ob denn eine Revision nach so kurzer Zeit unbedingt nötig sei. Unter dem Regime des nun abzulösenden Gesetzes haben Tausende von Lehrlingen und Lehtöchtern sich auf ihren künftigen Beruf vorbereitet. Und wir können – so glaube ich – stolz sein auf unsere Berufsleute, die den Ruf schweizerischer Qualitätsarbeit in alle Welt hinausgetragen haben. Als gutes Zeugnis für unser Berufsbildungssy-

stem kann auch das Interesse ausländischer Staaten daran gewertet werden.

Das Gesetz ist auf dem Grundgedanken der Meisterlehre aufgebaut. Wir sind sehr froh darüber, dass der neue Entwurf des Bundesrates daran nicht gerüttelt hat. Wenn in der heutigen Vorlage einige bewährte, erprobte Neuerungen, wie die Einführungskurse, die Modell-Lehrgänge, die Lehrmeisterkurse, die Berufsbildungsschule, ihre gesetzliche Grundlage finden, können wir uns damit zufrieden geben, weil diese Neuerungen eben in der Praxis erprobt werden konnten, und wir deren Auswirkungen kennen. Auch das neue Gesetz ist flexibel. Frau Uchtenhagen hat das vorhin zwar etwas angezweifelt. Sie hat gesagt, der Spielraum werde eher enger. Ich glaube das nicht. Zum Beispiel in der Frage der Schuldauer lässt die Formulierung des Bundesrates flexiblere Lösungen zu als der enge Begriff, der jetzt im Antrag steht. Es verdient aber vermerkt zu werden, dass die genannten Neuerungen auch unter dem alten Gesetz eben möglich waren, und ihretwegen hätte man die Revision nicht in die Wege leiten müssen. Wir, ich und meine Vertreter aus Gewerbe und Industrie, haben deshalb auch nicht nach einem neuen Gesetz gerufen. Sollte darum dieses neue Gesetz, das nach Meinung einiger Kommissionsmitglieder viel zu wenig fortschrittlich in ihrem Sinne ist – zum Beispiel von den Sozialdemokraten –, abgelehnt werden, könnten auch wir uns gut mit dem alten Gesetz abfinden. Dazu möchte ich zu bedenken geben, dass in der Folge einer Ablehnung wohl kaum in kurzer Zeit ein neues Berufsbildungsgesetz nach dem Wünschbaren – wie es Frau Uchtenhagen angetönt hat – entstehen würde. Aber über das Wünschbare lässt sich ja streiten, nicht alle Leute finden dasselbe wünschbar.

Wir wenden uns nicht gegen dieses neue Berufsbildungsgesetz, wenn es weiterhin den Grundsatz der Meisterlehre aufrechterhält. Ein schlimmer Einbruch in diesen Grundsatz ist bei den Verhandlungen in der nationalrätlichen Kommission erfolgt. Die Formulierung der Mehrheit zu Artikel 27, den ich eben angetönt habe: «Für den beruflichen Unterricht stehen dem Lehrling in der Regel wöchentlich anderthalb Tage zur Verfügung», ist für uns absolut inakzeptabel. Nun schlagen ja die Herren Carobbio und Renschler neu zwei Tage vor. Dazu brauche ich keine Bemerkungen zu machen. Sollte diese Bestimmung mit den anderthalb Tagen Gesetzestext werden, könnte sie Anlass zu Widerstand bei Gewerbe, Handel und Industrie zum gesamten Gesetz werden, was ich persönlich sehr bedauern würde.

Es ist in diesem Zusammenhang festzuhalten, dass heute von 250 Berufen erst deren 15 mehr als einen Tag Schulunterricht aufweisen. Die Regel der anderthalb Tage müsste also rasch zu einer gewaltigen Ausweitung des Schulanteils führen. Dass für einzelne Berufe eine vermehrte Schulzeit nötig sein kann, bestreiten wir nicht; das Bundesamt hat in dieser Hinsicht aber bereits bis heute den Erfordernissen der einzelnen Berufe Rechnung getragen. Es ist darum nicht einzusehen, weshalb die bewährte Regelung nach dem Vorschlag des Bundesrates geändert werden soll. Es wird auch in Zukunft viele Berufe geben, für die ein Schultag vollends ausreicht, und einige andere mit längerer Schulzeit, weil sie mehr theoretischen Unterricht erfordern; eine Regel gibt es hier nicht. Und man komme uns nicht mit der Unterschiebung, wir möchten die Lehrlinge einfach länger im Betrieb ausnützen können. Wer Lehrlinge ausgebildet hat, der weiss, was das für eine Aufgabe ist. Wir haben deshalb unsere Meister immer wieder auffordern müssen, und das auch in der letzten Zeit immer wieder getan, in ihren Anstrengungen um die Lehrlingsausbildung nicht nachzulassen, obwohl rein rechnerisch und kurzfristig und kurzfristig – ich gebe das zu: sehr kurzfristig ist diese Auffassung – für keinen Betrieb sich die Ausbildung direkt lohnt. Wir wissen aber um den langfristigen Erfolg dieses Systems und sind darum auch in Zukunft bereit, unseren erheblichen Beitrag im Bildungssektor unseres Landes zu leisten. Ich möchte Sie

aber dringend bitten, den Bogen nicht zu überspannen. Berufsmittelschule, Einführungskurse, Lehrmeisterkurse usw. sind wertvolle Errungenschaften. Sie belasten aber den Lehrmeister direkt kurzfristig. Sollten noch weitere Erschwernisse hinzu kommen, könnte die Bereitschaft zur Ausbildung von Lehrlingen nachlassen, was weder im Interesse des Staates noch im Interesse des Lehrmeisters und auch nicht im Interesse des Lehrlings läge. Das soll keine Drohung sein. Ich kann Ihnen versichern, dass wir unsere Lehrmeister immer wieder darauf hinweisen, was für eine kurzsichtige Politik das wäre, wenn man in der Ausbildung von Lehrlingen nachlassen würde. Aber wir haben auch schwarze Schafe, das sei offen zugestanden. Wenn man etwas boshaft sein wollte, könnte man fast auf den Gedanken kommen, die Anträge der Sozialdemokraten zielten bewusst darauf ab, dem Lehrmeister das Ausbilden von Lehrlingen zum Verleiden zu bringen – um dann hinterher die Notwendigkeit des Ersatzes der Meisterlehre durch die staatliche Berufsschule beweisen zu können. Ich hoffe zwar nicht, dass dem so ist.

Herr Arthur Schmid hat in seinem Fraktionsreferat angemerkt, es gäbe ein absolutes Minimum, das dieses Gesetz enthalten müsse, damit man noch zustimmen könne. Er hat die anderthalb Tage erwähnt, die Stützkurse und die Beschränkung der Ausnahmen bei der Lehrmeisterausbildung. Das sind genau die Punkte, die wir als untragbar erachten, und ich weiss deshalb noch nicht, wie wir uns finden können. Wenn wir ein neues, modernes Berufsbildungsgesetz haben wollen, können wir nicht in Richtung Aushöhlung der Meisterlehre schreiten. Ich weiss indes, dass nicht nur wir, sondern auch viele Gewerkschafter die Tendenz zur staatlichen Berufsbildung nicht zu fördern wünschen. Wir möchten ein neues Gesetz, dem auch wir – trotz den Mehrbelastungen, die es für den Lehrmeister bringt – noch zustimmen können. Ich werde für Eintreten stimmen.

Schalcher: Ich habe bei der Beratung des Hochschulförderungsgesetzes darauf hingewiesen, dass wir sehr aufpassen müssen, dass wir nicht in einen ungunstigen Akademikerüberschuss hineingeraten, während wir zu wenig guten kaufmännischen, gewerblichen und Fachkräftenachwuchs haben. Wenn und soweit dieses Berufsbildungsgesetz dazu dienen kann, hier etwas besser gleichzuziehen und dieser falschen Entwicklung zu steuern, deren Ursachen ich allerdings mehr in einem falschen Schulanschluss (Anschluss der Mittelschule an die Primarschule, statt erst an die zweite Klasse Sekundarschule) und weniger in einer Unzulänglichkeit der jetzigen Berufsausbildung sehe, ist es zu begrüssen. Ich möchte aber mit Entschiedenheit davor warnen, für die Lehrmeister ohne Not immer neue Erschwernisse aufzustellen. In dieser Hinsicht scheint mir die Vorlage des Bundesrates im allgemeinen bereits an die Grenze dessen zu gehen, was noch nicht kontraproduktiv wirkt. Anträge, die wesentlich darüber hinausgehen wollen, sind eindeutig abzulehnen. Man kann auch nicht auf der einen Seite aufrufen, mehr Lehrstellen zu schaffen, um die geburtenstarken Jahrgänge aufzunehmen, und auf der anderen Seite gleichzeitig durch unnötige Erschwernungen diejenigen Lehrmeister, die sich bis jetzt mit Ernst und Erfolg bemüht haben, tüchtige Berufsleute auszubilden, vor den Kopf stossen, dass es ihnen schliesslich verleidet, die besonders heute ohnehin nicht immer leichte Aufgabe auf sich zu nehmen, noch Lehrlinge auszubilden. Und was die Anträge auf Mitbestimmung der Lehrlinge, vor allem auch noch in der Aufsicht über die Berufslehre, betrifft, möchte ich nur sagen: Früher hat man zuerst etwas lernen müssen, bevor man mitreden konnte. Heute will man mitreden, bevor man etwas gelernt hat. Ich würde meinen, dass der frühere, bewährte Grundsatz auch heute noch so falsch nicht sei.

Renschler: Ich komme mir als Mitglied der Sozialdemokratischen Partei immer mehr vor, als ob ich einer Bekenntniskirche angehören würde! Schon in militärpolitischen

Fragen erwartet man von uns dauernd ein Bekenntnis zur Armee, und nun verlangt Herr Sigrüst von uns, dass wir bei der Berufsbildung ein Bekenntnis zur Meisterlehre vorausschicken, bevor wir Kritik an der Berufsbildung üben dürfen.

Der bundesrätliche Gesetzesentwurf hat auf Arbeitnehmerseite – es wurde dies bereits mehrmals erwähnt – Enttäuschung hervorgerufen, was ganz besonders für den Schweizerischen Gewerkschaftsbund gilt. Die Revisionsarbeiten am Berufsbildungsgesetz haben rund acht Jahre gedauert, und was herausgekommen ist, stellt eigentlich nicht viel mehr dar als die Festschreibung des Status quo. Der Bundesrat nennt in seiner Botschaft auf Seite 14 zehn Punkte als wesentliche Neuerungen. Aus gewerkschaftlicher Sicht – da meine ich immer die Gewerkschaften, die dem SGB angeschlossen sind, damit ja keine Missverständnisse aufkommen – sind unter diesen Neuerungen zwar einige Verbesserungen zu vermerken, wesentlich sind sie jedoch kaum, mit Ausnahme vielleicht des Übergangs vom dualen zu einem trialen System.

Hingegen sind Neuerungen sogar vorgesehen, die in Gewerkschaftskreisen auf Ablehnung stossen, mindestens aber stark umstritten sind. Zu nennen ist insbesondere die Verankerung der Anlehre und der Berufsmittelschule. Bei der Anlehre wird befürchtet, dass für Schulabgänger mit beschränkter Ausbildungsbereitschaft und -fähigkeit das Ausbildungsangebot verschlechtert wird. Statt dafür zu sorgen, dass sie eine Lehre absolvieren können, werden sie kurzerhand in die Anlehre abgeschoben. Sind zu wenig Lehrstellen vorhanden, was zurzeit der Fall ist, dann kann die Anlehre sogar als eigentlicher Ersatz für Normallehren missbraucht werden, nicht zuletzt auch in der Absicht, die fehlenden ausländischen Arbeitskräfte mit tiefem Ausbildungsniveau durch einheimische zu ersetzen. Bildet bei der Anlehre die Nivellierung nach unten eine Gefahr, so ist eine solche bei der Berufsmittelschule in der Selektionierung nach oben zu sehen. Lediglich – es wurde schon erwähnt – etwa 5 Prozent der Lehrlinge werden von diesem höheren Bildungs- und Ausbildungsangebot profitieren können.

Statt – was der Gewerkschaftsbund wollte – ein integriertes, in sich durchlässiges Ausbildungs- und Bildungssystem zu schaffen, wird der Weg in die Desintegration mit Anlehre, Normallehre und Berufsmittelschule beschränkt. Diese Tendenz wird etwas korrigiert durch die von der Kommission vorgenommene Aenderung von Artikel 26, wo den Berufsschulen die Durchführung von Stützkursen für leistungsschwächere Lehrlinge ermöglicht wird.

Der Abänderungsantrag Schmid Arthur zu Artikel 28 will ferner die Durchlässigkeit des Systems nach oben verbreitern und verbessern, indem auch jenen Lehrlingen, die nicht die Berufsmittelschule besuchen können, vermehrte Weiterbildungschancen offeriert werden. Ich hoffe, dass der Rat diesen Antrag wie auch jenen der Kommission bezüglich der Stützkurse annimmt. Leider muss ich feststellen, dass der Bundesrat die differenzierten Reformvorschläge von gewerkschaftlicher und sozialdemokratischer Seite in seiner Vorlage kaum berücksichtigte. Der SGB hat sogar ein detailliertes Alternativgesetz ausgearbeitet und dem Bundesrat eingereicht. Demgegenüber ist jedoch den Bedürfnissen von Gewerbe und Industrie weitgehend Rechnung getragen worden. Die Vertreter in der vorbereitenden Kommission konnten sich denn auch entsprechend positiv äussern. Man konnte Aeusserungen hören wie: Der Bundesrat ist zu beglückwünschen zu der Vorlage, die Vorlage sei ausgewogen und realistisch, man verzichte auf Spektakuläres, man beschränke sich auf das Machbare. Bei soviel Lob von Arbeitgeberseite, wie das auch hier zum Teil im Rate durchgeklungen ist, mussten die Betroffenen, nämlich die Lehrlinge, zu kurz kommen. Diese haben ihre Forderungen an das Gesetz in einer Petition mit 55 000 Unterschriften bekanntgemacht. Die wichtigsten Punkte dieser auch vom SGB verlangten Forderungen sind: Umfassende Grundausbildung und nicht nur berufsbezogene Ausbildung zum «Job», die ständige Weiterbil-

derung aller Arbeitnehmer, die Aus- und Weiterbildung für alle Lehrkräfte von Berufsschulen und Lehrbetrieben als Obligatorium, die Einführung von Wahlpflichtfächern, dann die auch hier noch zur Diskussion stehenden zwei Tage Unterricht pro Woche, und schliesslich als letzter wichtiger Punkt die Mitbestimmung der Lehrlinge. Diese Vorschläge sind in der neuen Gesetzesvorlage nicht berücksichtigt worden, und auch die ehemalige Expertenkommission – die sogenannte Kommission Grübel – fand wenig Beachtung mit den Vorschlägen, die sie in ihrem Bericht ausgearbeitet hatte. Da es der Vorlage des Bundesrates an substantziellen Verbesserungen fehlt, stellte ich in der Kommission den Nichteintretensantrag. Als zusätzliche Begründung führte ich folgende drei Argumente an:

1. Die Rahmenbedingungen sind wegen des Mangels an Lehrstellen zurzeit denkbar schlecht, um das Gesetz zu revidieren, weil man vor Sachzwängen steht.

2. In absehbarer Zeit ist eine Neuauflage des Bildungsartikels zu erwarten. Weshalb nun hier, bevor der Verfassungsartikel vorhanden ist, diese Revision vorwegnehmen?

3. Ich wies in der Kommission auf das Forschungsprogramm «Education et vie active» hin, das vom Bundesrat mit einem Budget von 8 Millionen Franken beschlossen wurde. Auch hier kann ich nicht verstehen, weshalb man ein solches Forschungsprogramm beschliesst, das fünf Jahre dauern soll, und jetzt bei der Revision des Gesetzes das vorwegnimmt, was erst in diesem Forschungsprogramm als Resultat herauskommen soll.

Ich gebe zu, dass die Kommission einige Verbesserungen der Vorlage vorgenommen hat – anderthalb Tag berufliche Unterrichtszeit, Stützkurse usw. –; aber wenn nicht noch weitere Verbesserungen im Rate hier beschlossen werden – entsprechende fortschrittliche Anträge liegen vor –, dann kann ich diesem Gesetz in der Gesamtabstimmung nicht zustimmen. Ich stimme jetzt für Eintreten in der Hoffnung, dass in der Detailberatung noch einige Verbesserungen an der Vorlage vorgenommen werden können.

Künzl: Im Kanton Zürich habe ich mich als Volkswirtschaftsdirektor mit der Berufsbildung zu befassen. Deshalb möchte ich aus eigener Erfahrung einige Bemerkungen zum vorliegenden Gesetz äussern. Es braucht hier nicht besonders betont zu werden, welche grosse Bedeutung dem Berufsbildungswesen als einem wichtigen Bestandteil unseres gesamten Bildungswesens quantitativ und qualitativ zukommt. Die Berufslehre ist bekanntlich bei weitem der wichtigste Ausbildungsweg des jungen Schweizlers. Rund 150 000 Lehrlingen und Lehrtöchtern stehen «nur» 52 000 Hochschulabsolventen gegenüber. Es ist jedermann klar, dass unsere Wirtschaft gerade in den kommenden Jahren auf gut ausgebildete Berufsleute angewiesen ist und dass es weitgehend von der Qualität der Arbeit abhängt, wie sich unsere Wirtschaft und damit auch der Wohlstand unseres Volkes entwickeln werden. Es ist naheliegend und vernünftig, dass der vorliegende Entwurf des Bundesrates zu einem neuen Berufsbildungsgesetz am Konzept eines Rahmengesetzes festhält, das auf Erprobtem und Bewährtem aufbaut und eine beständige Weiterentwicklung der Berufsbildung ermöglicht. In dieser Richtung arbeiten wir auch im Kanton Zürich. Die vorgesehenen Neuerungen sind geeignet, unser Berufsbildungssystem – ich möchte betonen, eines der besten der Welt, das ist nicht übertrieben – in verschiedenen Bereichen weiterzuentwickeln und wesentlich zu verbessern. Einer der wesentlichen Gründe für die Revision des Gesetzes ist die Notwendigkeit, die berufliche Grundausbildung zu verbessern. Der Entwurf hält mit gutem Recht am Prinzip der Betriebslehre fest. Sie ist zweifellos die für unsere Verhältnisse zweckmässigste Ausbildungsform. Sie ist praxisnah und vermittelt im Berufsalltag nebst fachlicher auch menschliche und betriebliche Erfahrung, die eine Schule nicht alleine zu bieten vermag. Der Gesetzesentwurf bringt zwei bedeutende Reformen des Systems der Berufslehre, die geeignet sind, die praktische Ausbildung im Betrieb wirksamer zu gestalten: das Obligatorium der Lehrmeister-

ausbildung und das Obligatorium der Einführungskurse. Sie bedeuten einen beachtlichen Fortschritt in der beruflichen Grundausbildung, und es ist sicher fehl am Platz, wenn man betont, das Gesetz bringe nichts Neues. Hier wird eine bisherige Lücke ganz wesentlich geschlossen.

Das Merkmal der Betriebslehre liegt meines Erachtens darin, dass sich zwei Partner in der Ausbildungsaufgabe teilen: der Lehrbetrieb und die Berufsschule. Ein zentrales Problem bei der Ausgestaltung der Betriebslehre ist die zeitliche Aufteilung zwischen dem Berufsschulunterricht und der praktischen Ausbildung im Betrieb. Bei der Lösung dieses Problems – wir werden sicher morgen noch eingehend darüber diskutieren – ist zu bedenken, dass wir die Betriebe und Berufsverbände zur Lehrlingsausbildung benötigen und dass wir deshalb nicht gegen oder ohne die Wirtschaft Berufsbildung treiben wollen und können. Wenn wir unser Berufsbildungssystem beibehalten wollen, brauchen wir vielmehr nach wie vor eine enge und gute Zusammenarbeit mit den Betrieben und den Verbänden. Wir müssen also auch auf die berechtigten Interessen der Lehrbetriebe etwas Rücksicht nehmen, wenn wir deren Ausbildungsbereitschaft nicht aufs Spiel setzen wollen. Wir brauchen ja mehr Lehrplätze, und die Wirtschaft hat uns mehr Lehrplätze offeriert. Des weiteren ist zu anerkennen, dass auch die Ausbildung im Betrieb Bildungswerte zu vermitteln vermag. Der Bundesrat hat in seiner Botschaft mit Recht darauf hingewiesen, dass der Umgang mit Menschen verschiedenartiger Prägung, das Aufbringen von Verständnis für die Meinungen anderer, die Notwendigkeit der Einordnung in eine Gemeinschaft, die Uebernahme persönlicher Verantwortung für übertragene Arbeiten inskünftig wesentlich dazu beitragen, alle Charaktereigenschaften zu fördern, die einen guten, verlässlichen und damit auch gebildeten Menschen kennzeichnen. Diese Auffassung wird zweifellos auch von den Berufsschulen geteilt.

Die Forderung nach einer generellen Erweiterung des Berufsschulunterrichtes auf drei bis vier halbe Tage pro Woche ist nach dem Gesagten meines Erachtens unrealistisch. Der Bundesrat hat in seinem Entwurf abgelehnt, im Gesetz Minima und Maxima für die wöchentliche Dauer des Unterrichtes vorzulegen. Ich unterstütze diesen Vorschlag. Nach seiner Auffassung soll auch inskünftig auf die Verhältnisse in den einzelnen Berufen Rücksicht genommen werden. Ich darf Ihnen sagen, dass die Berufsschulen weitgehend diese Ansicht teilen. Für Berufe mit einem verhältnismässig einfachen Berufsinhalt bestehe kaum Anlass, den bisherigen Unterricht wesentlich zu verlängern. Demgegenüber sei in den letzten Jahren der berufliche Unterricht für Berufe, in denen viel technisches Wissen vermittelt werden muss, verlängert worden. Diese Tendenz muss anhalten. Ich möchte das einfach kurz zusammenfassen: Dort, wo ein Tag genügt, wollen wir nicht verlängern. Wir sind aber bereit, anzusetzen dort, wo es wirklich notwendig ist. Meines Erachtens ist im neuen Berufsbildungsgesetz Raum für ein differenziertes Bildungsangebot zu schaffen, das einerseits den Anforderungen des Lehrberufes Rechnung trägt und den unterschiedlichen Begabungen und Bedürfnissen der Jugendlichen entgegenkommt, und das andererseits gewährleistet, dass den Betrieben genügend Zeit für die praktische Ausbildung zur Verfügung steht.

Ich befürworte auch die Verankerung der Berufsmittelschule im neuen Berufsbildungsgesetz. Auch hier haben wir im Kanton Zürich viel Erfahrung sammeln können. Ich darf Ihnen bestätigen, dass dies bei uns eine absolute Notwendigkeit darstellt. Es melden sich sehr viele Schüler für die Berufsmittelschule, viel mehr, als wir aufnehmen können. Das zeigt doch, dass hier ein Interesse vorhanden ist. Wir müssen in dieser Richtung also sicher etwas bieten. Ich bin froh, dass im neuen Gesetz die Berufsmittelschule verankert ist.

Es ist eine wertvolle Ergänzung, dass die Berufsschule aufgrund von Artikel 26 die Möglichkeit haben soll, schwächere Schüler in Stützkursen zu fördern, denn die schwa-

chen Schüler bedürfen der Förderung am meisten. Die schwachen Lehrlinge scheitern eher in der Berufsschule als in der praktischen Ausbildung. Dies könnte durch entsprechende Massnahmen in vielen Fällen verhindert werden. Genau aus diesem Grund unterstütze ich auch die Anlehre.

Es ist zu begrüßen, dass der Bund inskünftig auch Einrichtungen und Veranstaltungen, welche die Durchlässigkeit zwischen einzelnen Bildungssystemen erleichtert, unterstützen wird. Der Durchlässigkeit zwischen den verschiedenen Bereichen unseres Bildungssystems kommt eine grosse Bedeutung zu. Die Lage auf dem Arbeitsmarkt erfordert eine grössere Flexibilität, nicht nur des einzelnen, sondern auch unseres Bildungssystems. Das neue Berufsbildungsgesetz bringt einen wichtigen Fortschritt im Abbau von Barrieren zwischen den einzelnen Bildungssystemen.

Abschliessend darf gesagt werden, dass es sich beim vorliegenden Entwurf zu einem neuen Berufsbildungsgesetz um einen sehr guten Kompromiss handelt einerseits zwischen Lehrbetrieb, andererseits zwischen der Schule, der unsere Berufsbildung wieder ein gutes Stück vorwärts bringt. Es ist zu hoffen, dass unser Rat der Vorlage zustimmen wird, damit das bedeutende Gesetzeswerk so rasch wie möglich in Kraft treten kann.

M. Barras: Permettez-moi de faire quelques remarques au sujet des nouvelles dispositions prévues dans la loi.

Les articles 10 et 11 du projet s'inspirent du légitime souci d'améliorer l'instruction des jeunes apprentis en donnant une formation pédagogique aux maîtres d'apprentissage. Ils visent aussi à permettre aux autorités de rappeler et d'enseigner aux patrons les obligations qu'entraîne la formation d'adolescents. Je ne doute pas que les intentions soient bonnes, mais les mesures préconisées présentent de graves inconvénients.

Nous avons tous constaté, durant ces dernières années, que les jeunes ayant terminé leur formation scolaire avaient de la peine à trouver une place d'apprentissage. En plusieurs endroits, les autorités sont intervenues pour faciliter, dans la mesure du possible, la recherche d'une telle place et pour maintenir et même augmenter le nombre d'entreprises disposées à former des apprentis. En imposant une nouvelle charge aux maîtres d'apprentissage, on les décourage de continuer à former des apprentis. Il y a plus encore. L'obligation de suivre des cours sera facilement réalisable pour ceux qui disposent d'une grande entreprise. J'imagine en effet que le patron transmettra sa charge à l'un de ses subordonnés qui sera responsable de la formation des apprentis. En revanche, les petits commerçants et indépendants devront se rendre eux-mêmes à ces cours et abandonner ainsi leur entreprise pour une certaine durée, ce qui est difficilement imaginable et ce qui va les inciter à renoncer à la formation d'apprentis. Il ne faut pas oublier qu'à la fin de la journée, une fois le travail d'atelier terminé, les artisans, petits commerçants et indépendants doivent se mettre à table pour établir leur comptabilité, s'occuper des clients, chercher les commandes. Ils se trouvent souvent devant de nombreuses difficultés et ce n'est pas en leur imposant des cours de formation qu'on va les aider dans leur tâche. C'est sûrement au contraire les décourager.

Enfin, on peut se demander si les cours de formation prévus ne sont pas superflus ou à tout le moins superficiels. Ils sont superflus dans la mesure où l'on mélange le rôle des écoles professionnelles qui doivent donner un enseignement théorique, à l'aide d'éducateurs bien formés, et des maîtres d'apprentissage qui assument la charge de la formation pratique, c'est-à-dire l'utilisation des machines et du matériel, charge où l'exemple et la démonstration sont la meilleure pédagogie. Ces cours ne sont-ils pas superficiels dans la mesure où l'on prétend former un pédagogue en cinquante heures?

En conclusion, je pense que l'article 10 devrait être modifié par la suppression de la phrase: «ont fréquenté un cours de formation pour maîtres d'apprentissage.»

Welter: Es ist bereits darauf hingewiesen worden, dass wir in unserem Lande im Jahre 1976 147 000 Lehrverträge zählten. Ich möchte hinzufügen, dass über 40 000 dieser Lehrverträge für Lehrlinge und Lehrtöchter gelten, die in den kaufmännischen und in den Verkaufsberufen tätig sind. Es ist auch darauf hingewiesen worden, dass in den letzten Jahren rund 70 Prozent der Knaben und 33 Prozent der Mädchen eine Berufslehre absolvieren. Das ist annähernd dreimal soviel, als Studenten an unseren Hochschulen immatrikuliert sind, wobei ich noch hinzufügen möchte, dass die Berufe der Krankenpflege und der medizinischen Hilfsberufe nicht in den Geltungsbereich des Berufsbildungsgesetzes fallen.

Gestatten Sie mir, dass ich hier die erfreuliche Feststellung einflechte, dass gemäss den jüngsten Publikationen die Wirtschaft gewillt ist, die Zahl der Lehrstellen in den kommenden Jahren zu vergrössern. Hier teile ich die Auffassung von Frau Uchtenhagen, dass auch die öffentliche Hand in ihren Betrieben mehr Lehrstellen einrichten sollte. Ich bin überzeugt, dass die gute berufliche Ausbildung in den handwerklichen, technischen und Büroberufen eine wesentliche Voraussetzung war und bleibt für das Gedeihen unserer Wirtschaft im allgemeinen und der Exportwirtschaft im besonderen. Es ist deshalb richtig und notwendig, wenn sich der Bund kraft eines besonderen Bundesgesetzes über die berufliche Ausbildung mit dieser Sparte des Bildungswesens befasst und die Vorschriften von Zeit zu Zeit den geänderten Erfordernissen anpasst. In sehr vielen Berufen haben sich die Verhältnisse, vor allem im letzten Jahrzehnt, ganz wesentlich verändert. Ich erwähne nur, dass die Mechanisierung, Rationalisierung und Automatisierung, die im technischen Bereich ihren Anfang nahmen, nicht haltgemacht haben vor den Büros, vor den Büros der Banken, der Versicherungen, der Handelsbetriebe, ja nicht einmal vor den Türen der öffentlichen Verwaltung. Mit diesem Vorgang sind Änderungen verbunden, die sich auch auf die schulische Ausbildung auswirken.

Es trifft zu, dass die Revisionsvorlage, welche wir beraten, keine umwälzenden Neuerungen bringt, immerhin enthält sie einige Verbesserungen, die sehr zu begrüßen sind; ich erwähne aus meiner Optik die folgenden:

1. Die Einführungskurse, welche die Berufsverbände im Rahmen der Berufslehre durchzuführen haben, zur Aneignung der grundlegenden Fertigkeiten des Berufes;
2. Die obligatorischen Ausbildungskurse für Lehrmeister, für welche das BIGA das Mindestprogramm bestimmt, wobei gemäss Antrag Ihrer Kommission eine Dispensation des Lehrmeisters nur möglich ist, wenn er vor Inkrafttreten des Gesetzes während mindestens fünf Jahren Lehrlinge mit Erfolg ausgebildet hat;
3. Ist dem Lehrling in der für ihn in Betracht kommenden geeigneten Weise ein Modell-Lehrgang zur Kenntnis zu bringen, damit er weiss, wie sich eine systematische und methodisch richtige Ausbildung abwickelt;
4. Die Berufsmittelschule hat sich dort, wo sie eingeführt wurde, bewährt – ich weiss das aus den kaufmännischen Berufen –; bereits zählen wir in unserem Lande (im ganzen gesehen) 25 Berufsmittelschulen mit 3700 Schülern. Eine gesetzliche Verankerung scheint mir deshalb zweckmässig zu sein.

Schliesslich möchte ich mich für die bundesrechtliche Regelung der Anlehre aussprechen. Die Vertreter der Berufsbildungsämter sagen meines Erachtens zu Recht, dass die Anlehre bereits heute in der Praxis besteht, jedoch ungeregt, ohne schulische Bildung und ohne Schutz. Die Anlehre, wie sie nun in Artikel 48 geregelt wird, verlangt einen Anlehrvertrag; die jungen Leute sind verpflichtet, den beruflichen Unterricht zu besuchen und erhalten nach Abschluss der Anlehre einen Ausweis; es steht fest, dass

bereits einige Kantone die Anlehre auf ihrem Gebiet mit gutem Erfolg eingeführt haben.

Gestatten Sie mir noch einige Bemerkungen zu Artikeln des Gesetzes, für die ich mich speziell verwenden möchte. In Absatz 3 von Artikel 5 hat die Mehrheit der Kommission einem Antrag zugestimmt, in welchem der Bund verpflichtet wird, den Kantonen zu empfehlen, in den letzten Schuljahren in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden eine obligatorische Aufklärung über die Berufs- und Studienwahl durchzuführen. Da die Schulhoheit den Kantonen zusteht, kann der Bund keine obligatorischen Vorschriften erlassen. Immerhin ist die Berufsberatung von so grosser Bedeutung, vor allem in der heutigen relativ heiklen, um nicht zu sagen labilen Wirtschaftslage, dass eine solche Empfehlung angezeigt erscheint.

Sie haben der Presse entnehmen können, dass die Stadt Zürich ein Berufsinformationszentrum geschaffen hat, als erstes dieser Art in der Schweiz, und zwar weil das Bedürfnis in der Bevölkerung nach Beratung und Information in Fragen der Berufs- und Laufbahnwahl stark gewachsen ist. Das Informationszentrum gibt über sämtliche in der Schweiz ausgeübten Berufe Auskunft bezüglich Anforderungen und Realisierungschancen anhand von Karteien, Handbüchern und Tonbildschauen. Damit möchte ich einfach die Notwendigkeit der Aufklärung über die Berufs- und Studienwahl untermauern, und zwar bin ich der Meinung, dass sie mit Vorteil während der letzten Schuljahre erfolgen kann, wo alle Schüler erfasst werden.

Artikel 21 Absatz 4 regelt die Pflichten des Lehrmeisters. Schon an dieser Stelle möchte ich Sie bitten, dem Vorschlag des Bundesrates zuzustimmen, der vorschreibt, dass der Lehrling nicht zur Leistung von Akkordarbeiten herangezogen werden darf. Ich bin Herrn Bundesrat Brugger dankbar dafür, dass er aus Gründen des Jugend- und des Gesundheitsschutzes hier mit Bezug auf die Akkordarbeiten eine ablehnende Haltung einnimmt.

Noch ein paar Worte zur Auflösung des Lehrverhältnisses. Besonders in der heutigen Zeit kann es immer wieder vorkommen, dass ein Betrieb aus wirtschaftlichen oder anderen Gründen geschlossen werden muss. In solchen Fällen sollen die Behörden dafür sorgen, dass der Lehrling die begonnene Lehre ordnungsgemäss beenden kann. Ich bitte Sie, dieser Ergänzung, welche Ihre Kommission vorschlägt, zuzustimmen. Wichtig scheint mir auch die durch die Kommission vorgeschlagene Ergänzung zu sein, wonach für leistungsschwächere Lehrlinge nach Möglichkeit Stützkurse durchgeführt werden sollen.

In Artikel 27 schlägt die Mehrheit der Kommission vor: «Für den beruflichen Unterricht stehen dem Lehrling in der Regel wöchentlich anderthalb Tage zur Verfügung.» Ich betone, dass die anderthalb Tage die Regel sein sollen. In den kaufmännischen Berufen haben sie bereits seit ein paar Jahren Geltung. Angesichts der fortlaufenden Modernisierung und der damit verbundenen Veränderungen erscheinen mir die anderthalb Tage wirklich als notwendig, vor allem wenn wir grundsätzlich der Ueberlegung beipflichten, dass die Allgemeinbildung neben den spezifisch berufskundlichen Fächern nicht nur nicht zu kurz kommen darf, sondern dass ihr mehr Zeit eingeräumt werden soll, im Sinne einer Grundausbildung, die sich jener der Mittelschulen angleicht.

Befürworten möchte ich in der Eintretensdebatte auch den Vorschlag der Minderheit zu Artikel 64, wonach die Kantone eine Berufsbildungskommission zu bestellen haben, zur Beaufsichtigung der Berufslehre und als Konsultativorgan, wobei Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen, Berufsschulen und schliesslich auch die Lehrlinge angemessen vertreten sein sollen. Mir scheint, dass in der heutigen Zeit, wo der Gedanke der Mitbestimmung in weiten Kreisen Fuss fasst – wenn er nicht nur Papier bleiben soll –, die vorgeschlagene Regelung durchaus vertretbar ist.

Bei Artikel 75 bitte ich Sie, dem Antrag der Kommission beizupflichten, wonach ein Lehrmeister nur dann nicht gehalten ist, einen Ausbildungskurs zu besuchen, wenn er

schon vor Inkrafttreten des Gesetzes während mindestens fünf Jahren Lehrlinge mit Erfolg ausgebildet hat und hiefür weiterhin Gewähr bietet.

Schliesslich gestatte ich mir, in der Eintretensdebatte auch noch meinen Abänderungsantrag zu Artikel 31 Absatz 2 zu signalisieren. Mein Vorschlag geht dahin, den einschlägigen Artikel des geltenden Gesetzes zu übernehmen. Er verlangt, dass die Kantone für die Errichtung von Berufsschulen zu sorgen haben, soweit nicht bereits vom Bund anerkannte Schulen oder Kurse von Berufsverbänden, gemeinnützigen Organisationen oder Betrieben Werkschulen bestehen. Dieser Wortlaut stand auch noch im Vorentwurf zum neuen Gesetz. Die Vorlage des Bundesrates ist abgeändert worden und lautet, dass nun die Kantone für die Errichtung von Berufsschulen zu sorgen haben oder dass sie durch geeignete Vorkehren den Besuch ausserkantonalen Schulen ermöglichen müssen. Und erst in einem zweiten Satz heisst es: «Der berufliche Unterricht kann auf Schulen übertragen werden, deren Träger Berufsverbände, gemeinnützige Organisationen oder Betriebe sind.» Aus welchen Gründen die Vorlage des Bundesrates abgeändert wurde, ist mir und den Trägern der Berufsschulen, so zum Beispiel dem Schweizerischen Kaufmännischen Verein, nicht verständlich. Nach der neuen Fassung können die Kantone nunmehr die Führung einer Schule beim KV belassen, wenn sie wollen, während nach dem alten Text die Kantone Berufsschulen nur schaffen mussten, wenn nicht bereits solche bestanden. Es handelt sich meines Erachtens um eine materielle Aenderung, und betroffen sind neben den kaufmännischen Berufsschulen gewisse Verkäuferinnenschulen, die einen Gewerbeverband oder eine Detaillistenorganisation als Träger haben, ferner Buchdruckerfachschohlen, Gärtnerschulen, aber auch Werkschulen grosser Firmen. Ich werde auf diesen Fragenkomplex bei der Detailberatung zurückkommen.

Im übrigen möchte ich Ihnen beantragen, auf die Vorlage einzutreten.

Schwarz: Nachdem unser Rat in der vorangegangenen Session das Hochschulförderungs- und Forschungsgesetz verabschiedet hat, ist es sehr erfreulich, dass jetzt als Pendant auch die Gesetzgebung im Bereiche der Berufsbildung auf den neuesten Stand gebracht werden kann. Ich möchte betonen: auf einen sehr anspruchsvollen und erfreulichen Stand. Wenn man die beiden Gesetze vergleicht, haben sie einen ähnlichen Aufbau, angefangen von den Prozentrahmen für die Beiträge bis zu den Forschungsaufgaben, womit auch nach aussen der enge Zusammenhang im Bildungsbereich unserer Jugend zum Ausdruck kommt. Natürlich muss auch der innere Zusammenhang, oder, wie man im Fachjargon sagt, die Durchlässigkeit gewährleistet sein, woran noch von beiden Seiten zu arbeiten ist, vor allem im praktischen Anwendungsbereich der Gesetze. Das Ziel muss sein, dass vom Berufsbildungsweg bei entsprechender Neigung und Eignung auf den Hochschulbildungsweg umgestiegen werden kann und umgekehrt, ohne dass der betreffende Kandidat allzu viel Zeit verliert. Beide Möglichkeiten sind wichtig. Der junge Berufsmann also, welcher im Verlaufe seiner Berufsausbildung spezifische Fähigkeiten entdeckt, welche auf der Hochschule eine entsprechende Förderung erfahren könnten, und auf der anderen Seite der Hochschulabsolvent, welcher im Verlaufe seines Studiums feststellt, dass er doch eher zu einer praktisch betonten Berufsausbildung neigt. Im Rahmen einer Verstärkung der Bemühungen um noch bessere Durchlässigkeit geht es vielfach darum, dass jüngeren oder älteren Leuten, welche aus irgendeinem Grund – und es gibt deren zahlreiche – nicht den normalen Bildungsweg beschreiten können, die Gelegenheit geboten wird, entsprechende Bildungsausweise aufgrund der Absolvierung von Prüfungen, wie sie normalerweise auf dem institutionalisierten Wege abgelegt werden, zu ermöglichen. Im vorliegenden Entwurf zum neuen Berufsbildungsgesetz sind erfreulicherweise für alle Grundausbil-

dungen Vorkehrungen dafür getroffen, dass begabte Leute, welche keinen normalen Ausbildungsgang absolvieren durften, trotzdem einen eidgenössischen Ausweis oder ein Diplom erwerben können. Ich denke vor allem an die Einrichtung der Externprüfung, die eine Vorbereitung auch neben der Berufsarbeit ermöglicht. Dass dabei eine zusätzliche Anstrengung verlangt wird, ist verständlich, da natürlich der normale Ausbildungsweg nicht konkurrenzisiert werden soll. Leider ist bei den neuen Fachschulen, d. h. bei der Technikerschule und bei der HWV die Möglichkeit einer externen Prüfung nicht ausdrücklich genannt. Persönlich zweifle ich nicht daran, dass ausgerechnet in der heutigen Zeit mit dem nicht zuletzt auch aus konjunkturpolitischen, neben den bereits genannten Gründen, grossen Mobilitätsbedürfnis von Berufstätigen, auch hier externe Prüfungsmöglichkeiten vorgesehen sind. Auf alle Fälle habe ich vernommen, dass Herr Bundesrat Brugger in der Kommission die Zusicherung abgegeben habe, dass in diesem Bereich das Institut der externen Prüfung im Rahmen der Vollziehungsverordnung verankert wird. Ich wäre Herrn Bundesrat Brugger sehr dankbar, wenn er im Plenum diese Zusicherung bestätigen könnte.

Wagner: Wenn in den letzten Jahren hier im Saal von Bildung und Forschung die Rede war, so drängten sich die Redner zu diesem Pult. Tage- und stundenlang haben wir über bessere Bildungsmöglichkeiten gesprochen und auch die erforderlichen Kredite bewilligt. Denn was konnten wir anderes tun? Alle Parteien, von links bis rechts, haben ihren Wählern versprochen, für bessere Bildungsmöglichkeiten einzustehen. Und wenn ich so zurückdenke, so hat sich doch meistens das Gespräch um Universitäten, Hochschulen und Studenten gedreht. Recht wenige nahmen sich Zeit und Mühe, abzuklären, wie es mit den Bildungsmöglichkeiten auf den unteren Berufsstufen bestellt sei. Vor lauter Studium hat man vergessen, dass es auch noch handwerkliche Berufe, dass es Mechaniker, Schlosser, Schreiner, Verkäuferinnen und Coiffeusen gibt. Wir Arbeiter in den Betrieben haben oft das Gefühl, bei den Bemühungen für bessere Bildungsmöglichkeiten einfach übergegangen worden zu sein. Ich habe hier eine Statistik, aus der hervorgeht, dass der Bund in den letzten zehn Jahren über 9 Milliarden Franken für Wissenschaft, Forschung und Hochschulen ausgegeben hat, rund ein Fünftel, d. h. 1,8 Milliarden, blieben für die handwerklichen Berufsgruppen übrig.

Noch etwas mehr ins Detail: Im Jahre 1976 hat der Bund pro Student 22 040 Franken pro Jahr aufgewendet. Demgegenüber standen für die handwerklichen Berufe ein Zwölftel, nämlich 1823 Franken, zur Verfügung. Ich glaube nun, dass es endlich an der Zeit ist, sich auch dieser Berufsgruppen anzunehmen. Die technische Entwicklung, an der wir selbst gearbeitet haben oder die uns vom Ausland aufgezungen worden ist, macht nicht nur vor den Toren unserer Universitäten und Hochschulen halt. Denn die technische Entwicklung verlangt nicht nur vom Akademiker mehr Wissen und Können, die Anforderungen sind auch für die Arbeitnehmer, die an der Maschine oder der Werkbank ihre Arbeit leisten, heute wesentlich höher geschraubt. Wo sich immer Gelegenheit dazu bietet, erwähnen wir den hohen Stand unserer Qualitätserzeugnisse. Da müssen wir immer wieder feststellen, dass unsere Qualitätsarbeit nicht das alleinige Verdienst unserer Professoren, Ingenieure und Techniker ist; ein ebenso grosses Verdienst kommt auch jenen zu, die schliesslich das Endprodukt herstellen. Das sind unsere Arbeitnehmer in Industrie und Gewerbe, die bei der täglichen Arbeit den kleineren Lohn und die schmutzigen Hände bekommen. Seit Jahren warten wir Arbeiter auf ein gutes und fortschrittliches Berufsbildungsgesetz, das auch den unteren Berufsgruppen bessere Bildungsmöglichkeiten anbieten kann.

Nach jahrelangem Hin und Her hat uns der Bundesrat endlich einen Gesetzentwurf auf den Tisch gelegt. Ich will nicht sagen, wir seien über diesen Entwurf glücklich und

wir hätten Freude daran. Wir haben uns wirklich eine zeitgemässere, eine fortschrittlichere Lösung vorgestellt. Enttäuschend für uns ist vor allem: Der Schulunterricht bleibt weiterhin ungenügend. Eine bessere Kontrolle der Lehrbetriebe ist nicht vorgesehen. Das Obligatorium der Lehrmeisterausbildung ist kaum wirksam. Die Möglichkeit, den Lehrling zur Akkordarbeit zu verpflichten, stammt zwar nicht vom Bundesrat, verantwortlich zeichnet für diesen Rückschritt die Kommissionsmehrheit. Bei der Detailberatung werden wir auf diese Punkte noch zu sprechen kommen.

Die technische Entwicklung auf allen Gebieten geht weiter. Die Anforderungen an jeden einzelnen, wo er im Beruf auch stehen mag, werden immer grösser und die Aufgaben schwerer. Milliarden haben wir für den Ausbau der Höheren Lehranstalten bewilligt. Wir waren von der Notwendigkeit überzeugt. Die Zustimmung zu diesen Krediten ist mir zwar nicht immer leicht gefallen, aber zugestimmt habe ich diesen Vorlagen immer. Jetzt glaube ich nun aber, es sei der Zeitpunkt gekommen, für die handwerklichen Berufe die Bildungsmöglichkeiten zu verbessern. Denn nur wenn wir auch hier etwas tun, sind die riesigen Investitionen für die Universitäten und Hochschulen gerechtfertigt und auch gut angelegt.

In der Wirtschaft brauchen wir nicht nur Theoretiker. Ohne Praktiker kommen wir nicht aus. Weil wir erkannt haben, dass eine gute Allgemeinbildung Voraussetzung ist, ein guter Berufsmann zu werden, stand das Thema Bildung auch für uns immer an vorderster Stelle. Ich darf bei dieser Gelegenheit darauf hinweisen, dass die Arbeiterschaft noch nie gegen eine Hochschulvorlage Sturm gelaufen ist. Als Gegenleistung erwarten wir nun aber von Ihnen, dass Sie mithelfen, ein Berufsbildungsgesetz zu schaffen, das man als zeitgemäss und fortschrittlich bezeichnen darf.

Ueber den bisherigen Verlauf der Beratungen bin ich zwar enttäuscht, und ich muss einfach feststellen, dass, wenn es um Bildung geht, mit verschiedenen Ellen gemessen wird. Es gibt hier im Saal Kolleginnen und Kollegen, die haben bei früheren Vorlagen, wo es um die Erweiterung der Höheren Bildungsanstalten ging, es nie versäumt, hier am Pult zu erklären, wie notwendig und unentbehrlich eine gute Bildung sei. Von diesen Hochschulförderungsspezialisten, die uns in den letzten Jahren stundenlang vordoziert haben, wie wichtig eine Ausbildung sei, erwarten wir nun, dass sie aktiv mithelfen, dass das Bildungsniveau auch auf den untersten Berufen gehoben werden kann.

130 Mitglieder unseres Rates haben an einer Universität oder Hochschule ein Studium absolviert. Sie haben davon profitiert, dass der Bund und die Kantone gute Bildungsmöglichkeiten angeboten haben. Dass sie diese Möglichkeiten nutzen konnten, freut mich, denn dazu hatte ich keine Gelegenheit. 150 000 Lehrtöchter und Lehrlinge erwarten nun von uns hier im Saal, dass wir ein Gesetz schaffen, das die Voraussetzungen gibt, dass jeder, der guten Willens ist, einen Beruf zu erlernen, sei er Student oder Arbeitnehmer, im Gewerbe oder in der Industrie, das unter den besten Bedingungen tun kann. Stellvertretend für diese Lehrlinge und stellvertretend für Hunderttausende von Arbeitnehmern appelliere ich nun an Sie, an Ihre Intelligenz und an Ihr Wissen, Ihren Einfluss geltend zu machen und uns zu helfen, ein Berufsbildungsgesetz für die handwerklichen Berufe zu schaffen, das den Namen wirklich verdient und uns auch Freude macht. Ich bin für Eintreten. Ueber ein Ja oder ein Nein entscheide ich, wenn ich weiss, wie dieses neue Gesetz aussieht.

M. Chavanne: On oppose souvent les besoins de la formation universitaire à ceux, tout aussi réels, de la formation des apprentis. Notre ami Walter vient de souligner la nécessité de faire pour les apprentis un effort analogue à celui qui est fait en faveur des écoles supérieures. Malheureusement, au sein de la commission, nous avons eu beaucoup de peine à savoir ce que signifie, pour les représentants de l'extrême-droite économique de notre con-

seil, faire «autant» pour la formation professionnelle que pour l'université, bien au contraire.

Il ne faut pas toujours dire, lorsqu'il s'agit de donner à l'université, qu'on ne fait pas assez pour les apprentis et, après avoir aussi fait refuser des crédits pour l'université, refuser de faire un effort pour les apprentis.

Cette loi comprend deux parties. La première a trait à la formation professionnelle proprement dite, soit à l'acquisition des connaissances nécessaires à l'exercice d'un métier en vue de gagner sa vie, par une fabrication ou un travail de bureau, par exemple.

Les modifications, relativement peu importantes, apportées à cette partie de la loi, c'est-à-dire à la formation professionnelle classique acquise en partie chez le patron, en partie à l'école professionnelle, constituent certes des améliorations; elles s'imposaient d'ailleurs. Il devient en effet de plus en plus difficile d'enseigner les métiers en raison de leur complication croissante. Dans les métiers de la production, il y a toujours plus de matériaux nouveaux; les procédés de fabrication évoluent rapidement et de nombreux patrons, malgré toute leur bonne volonté, ne sont plus en mesure d'enseigner l'ensemble des règles de leur métier, simplement parce qu'ils ne les appliquent plus; ils se sont spécialisés dans telle ou telle partie pour assurer la viabilité de leur entreprise ou de leur atelier. A cet égard, la nouvelle loi apporte des améliorations et je voudrais remercier les fonctionnaires qui ont, dans certains cas, suivi très exactement ce qui a été expérimenté dans les cantons, lesquels n'ont pas attendu la nouvelle loi pour améliorer l'apprentissage dans certaines branches et introduire les apprentissages combinés, les apprentissages préparatoires, etc.

J'en viens à la deuxième partie de la loi. Près de la moitié des adolescents, garçons et filles, de 15 à 18 ou 19 ans font un apprentissage. Que leur offre-t-on en dehors de la formation professionnelle? L'article 6 dit que la formation professionnelle «élargit la culture générale et développe la personnalité et le sens des responsabilités». Certes, apprendre, exercer un métier développe la personnalité et le sens des responsabilités, mais cela ne suffit pas.

Je citerai trois exemples que je connais de l'intérieur. Vous vous rappelez la bataille qui a suscité la proposition de M. König au sujet de l'éducation physique des apprentis. C'était presque une révolution. On a fait un pas dans ce sens, mais aujourd'hui, on cherche déjà à revenir en arrière parce que cela coûte cher. Les salles de gymnastique sont construites pour les collégiens plutôt que pour les apprentis. On a dit et répété que les apprentis n'avaient pas besoin d'éducation physique. Or ils en ont probablement encore plus besoin que les collégiens. A Genève, où il a été possible de mettre quelques salles à disposition pour l'éducation physique des apprentis, nous avons constaté que l'exercice de certains métiers entrave le développement normal de la musculature. Je ne veux pas citer ces métiers parce que cela leur causerait du tort, mais nous avons l'intention de charger un groupe de médecins du travail d'étudier ce problème. Si, demain, il se révèle, ce qui est probable, que certains métiers, particulièrement des métiers féminins, empêchent le développement physique harmonieux de ceux qui les exercent, pourra-t-on continuer de traiter les jeunes gens et les jeunes filles qui restent toute la journée assis ou debout devant leur machine ou leur bureau, sans bouger ou en bougeant dans des conditions défavorables, autrement que les collégiens qui sortent cinq ou dix minutes toutes les heures, qui peuvent jouer et se dépenser physiquement?

D'autre part, nous avons développé d'une manière considérable, dans une école professionnelle formant aux métiers de l'industrie et de l'artisanat, le service de bibliothèque et de prêt de cassettes. Si, au début, les apprentis s'intéressaient surtout aux bandes dessinées et aux aventures de Tintin ou d'Obélix, ils manifestent actuellement, grâce au travail des bibliothécaires et des maîtres, un intérêt très net pour des lectures plus sérieuses, des ou-

vrages scientifiques, de science-fiction et même pour la littérature sérieuse. Si on ne leur avait pas offert cette possibilité, comment auraient-ils pu bénéficier de ces avantages culturels?

Enfin, troisième exemple, on connaît l'intérêt que portent les apprentis à l'étude de l'anglais, parce qu'il y a les chants, les disques, et parce qu'on insiste sur l'importance de la connaissance de cette langue. Lorsqu'on donne aux apprentis la possibilité d'apprendre l'anglais, on constate toujours qu'ils manifestent un certain intérêt pour cette étude. Or la loi ne donne pas ou que très peu la possibilité de donner suite à cette volonté de se cultiver dans un domaine ou dans un autre par le moyen de branches à option. Etant donné le nombre des heures prévues, ces enseignements ne peuvent que très difficilement être dispensés pendant les heures de travail. C'est pourquoi nous demanderons deux jours d'enseignement par semaine, dont une demi-journée au moins devra être consacrée aux branches à option que je viens de citer et à d'autres encore.

En face des dépenses énormes que nous consentons pour les collèges, pour les universités, nous n'avons pas le droit de refuser notre aide aux adolescents qui ont choisi une voie difficile, celle de l'usine, de l'atelier, du bureau, une voie plus difficile que celle qu'ont choisie leurs camarades qui font des études secondaires et supérieures. Notre loi devrait prescrire entre autres un nombre suffisant d'heures d'enseignement dans les branches de culture générale, afin que les apprentis puissent recevoir au moins une faible partie de ce que l'on donne à leurs camarades.

Dirren: Jeder Schweizer ist befugt und scheint prädestiniert, über Bildungs- und Ausbildungsprobleme zu sprechen. Dies zeigt jeweils die lange Rednerliste.

Gestatten Sie mir zur Eintretendebatte einige Worte und vor allem, dass ich diese mit einem Satz von Max Huber einleite. Er heisst: «Die Zukunft darf nicht an der Vergangenheit zugrunde gehen, und weil diese Zukunft, was die Berufsbildung betrifft, jedenfalls zum Teil auch von uns und unserem Wollen abhängt, blicke ich zuversichtlich dieser Zukunft entgegen.» Das nun vorliegende Berufsbildungsgesetz, in diesen Realismus eingebettet, entspricht teilweise dem verfassungsmässigen Auftrag. Obschon die Vorlage in der Presse mit Ueberschriften wie: «Als Anpasser», «Handschrift der Arbeitgeber», «Können wieder gefragt», «Zu stark von der Wirtschaft geprägt» usw. kommentiert wurde, bin ich der Ansicht, dass die grossen Richtlinien aus einer Bewährung heraus gewachsen sind, ihre Wurzeln sich verzweigten und vervielfältigten und mit einigen Sprossen an die Oberfläche der Realität gestossen sind.

Dass eine Anpassung an die soziale, wirtschaftliche und ökonomische Berufswelt von Notwendigkeit war und einem breiten Wunsch entspricht, ist schon dadurch bewiesen, dass mehr als 140 Vernehmlassungen aus den verschiedensten Kreisen der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerschaft, den Gewerkschaften und den Schulkreisen eingegangen sind. Zu bedauern ist jedoch, dass der Geltungsbereich des vorliegenden Gesetzentwurfes nicht auf alle Berufe angewendet werden kann und so die sozialen und medizinischen Berufe und Hilfsberufe sowie diejenigen der Landwirtschaft und Verwaltung erneut teilweise ausgeschlossen sind. Ist der Bundesrat bereit, mittels einer Verfassungsänderung diese Lücke baldmöglichst zu schliessen?

Die Berufsberatung ist nun Jugendlichen und Erwachsenen offen, und dies ist vor allem in Zeiten der Rezession bei der Laufbahnberatung, der Weiterschulungs- oder der Umschulungsberatung enorm wichtig. In Artikel 2 wird auf die Aufklärung hingewiesen, und ich möchte den Herrn Bundesrat anfragen, ob unter dieser Aufklärung auch der sukzessive Ausbau der Arbeitsmarktinformation und weitere Gegebenheiten und Anliegen, die im internationalen Uebereinkommen über die Berufsberatung und Berufsbil-

dung verankert sind, zu verstehen sind. Die Berufsinformationszentren wurden bereits erwähnt, und ich möchte darauf nicht weiter eingehen.

Wichtig scheint mir, dass die bisherige zweistufige Ausbildung durch ein triales System ersetzt werden soll, das sich in unserem Kanton seit einigen Jahren bewährt hat.

Hier bleibt jedoch eine Frage an den Bundesrat offen. Es bleibt zu prüfen, ob es nicht sinnvoll wäre, solche Einführungskurse nicht nur im ersten Lehrjahr bzw. nach spezifischen Anforderungen und Erfordernissen, sondern in jedem Lehrjahr konsequent durchzuführen und ihnen als sogenannte «praktische Kurse» und der damit vorgesehenen dritten Stufe mehr Gewicht zu verleihen. Dadurch würde man durch entsprechende Programmierung dem verschiedenseitigen Druck und Wunsch nach vermehrter Berufsschulbildung teilweise entgegenkommen. Diese Einführungskurse können so erst noch als Ueberprüfungsmassnahmen der Modell-Lehrgänge einerseits und andererseits Schliessung bzw. Ausgleich bestehender Ausbildungslücken dienlich sein. Deshalb kann ich mich mit einigen Vorrednern nicht einverstanden erklären. Die gegenwärtige Meisterlehre beinhaltet Garantie, und ich möchte mich daher gegen die generelle, einzige Ausbildung in öffentlichen Lehrwerkstätten aussprechen und hiezu einen Satz aus dem Buch «L'éducation professionnelle» von Roger Grégoire, der immerhin grosse Erfahrung in europäischen Ländern ausweisen kann, zitieren:

«La prise en charge totale de la formation professionnelle par l'Etat serait une entreprise gigantesque, moins par l'obligation de créer des établissements nombreux et variés que par la nécessité de les adapter en permanence aux besoins évolutifs.»

Dies gesagt, kommen wir jedoch nicht darum herum, solche Lehrwerkstätten für Behinderte oder für teilweise hier noch erwähnte Bergregionen zu planen und zu bauen. Es muss aber gesagt werden, dass solche Lehrwerkstätten in ihrem Lehrprogramm unbedingt Versetzungen in die Privatwirtschaft vorsehen müssen. Mit dem Slogan «Gleiche Bildungschance für alle» haben wir in den letzten Jahren immer wieder versucht, der praktischen Berufslehre, die in unserem Land meistens das Endprodukt, die vielbestaunte und -gerühmte Qualitätsarbeit liefert, eine vermehrte intellektualisierte Richtung zu weisen, im Extremfall die Verschulung oder die berufliche starke Spezialisierung zu erreichen. Entwicklungspsychologisch gesehen und angesichts der frühen körperlichen Entwicklung unserer Jugendlichen, die oft mit geistigen Retardierungen und Schulschwierigkeiten zusammenhängt, können wir von einem Jugendlichen, einem Lehrling, nicht eine volle Disponibilität und Polyvalenz für alle Berufsprobleme erwarten. Höheres, Weitläufigeres erdauern wir, erwerben wir allmählich, und damit sei gleichzeitig auf die Wichtigkeit der konstanten Weiterbildung hingewiesen, die der Bundesrat in der gegenwärtigen Vorlage verankert hat. Dadurch ist er auch zu vermehrten Investitionen bereit und will deshalb alles in den Rahmen der zu schaffenden nationalen Erziehungspolitik stellen. Ich verkörpere hier nicht einen Vertreter der Wirtschaft, dem man vielleicht noch zumuten könnte, dass möglichst wenig Absenzen vom Lehrbetrieb gewünscht werden, da der Lehrling nicht nur ausgebildet werden soll, sondern auch gerne eine gewisse Leistung als Kompensation gesehen wird. Leute, die mit zurückgekrempelten Hemdsärmeln Qualitätsarbeit liefern und daher wesentlich zur heutigen Wohlfahrt beigetragen haben, lehren uns, die Leistungen der Wirtschaft und der öffentlichen Hand zu schätzen. Wenn wir die 5-Tage-Woche des Lehrbetriebes durch allzu vielen theoretischen Unterricht noch mehr dezimieren, riskieren wir dann nicht die Initiative und die Ausbildungsbereitschaft der Wirtschaft zu hemmen? Wenn wir den Schulunterricht über einen Tag ausdehnen, sind wir verpflichtet, gemäss dem Bundesgesetz vom 17. März 1972 über die Förderung von Turnen und Sport, den Turnunterricht um eine weitere Lektion zu erweitern. Dies bedingt, dass wir viele Millio-

nen für den Turnhallenbau ausgeben müssen. Solche Ausgaben sind in bezug auf die angenommenen bedauerlichen Sparmassnahmen in diesem Sektor zurzeit sehr fraglich. Hier stellt sich die Frage, ob das vorhin erwähnte Bundesgesetz nicht durch eine Motion in seiner Befristung über das Jahr 1986 hinaus erstreckt werden sollte. Abgesehen von den baulichen Mehrkosten für Turnhallen müssten auch mehr Klassenzimmer, Installationen und anderes mehr zur Verfügung gestellt werden. Für das Baugewerbe und die Arbeitsplatzsicherung wäre dies zwar im gegenwärtigen Zeitpunkt eine gute Sache. Für unseren Kanton wurden bei einer generellen Erhöhung auf anderthalb Schultage kurzfristige Ausgaben von zirka zehn Millionen Franken errechnet. Auch würde das kantonale Budget unseres Kantons mit zirka 3 Millionen jährlichen Mehrausgaben für Betriebskosten belastet. Solche Mehrinvestitionen für die Jugend sollten aber nicht gescheut werden; denn sie bedeuten das bestangelegte Kapital für unsere zukünftige Volkswirtschaft.

Aber nun zur Realität: Reden wir mit unseren Lehrlingen und Lehtöchtern, wie wir es täglich tun, so erfahren wir meistens, dass die gegenwärtige Stundenzahl des Berufsschulunterrichtes vollauf als genügend taxiert wird. Was aber erwünscht wird, sind während der Arbeitszeit zwei bis drei Stunden Hilfe des Lehrmeisters oder eines Arbeiters, damit der Lehrling den Grossteil seiner Hausaufgaben im Betrieb erledigen kann. Hier muss ein generelles Entgegenkommen der Lehrmeister stattfinden. Meines Erachtens sollte aber die Anzahl der Berufsschulstunden nicht in ein Schema gepresst werden. In einer Verordnung, in Zusammenarbeit zwischen Bundesamt und Berufsverbänden, sollten Richtlinien erstellt werden.

Gestatten Sie mir noch einige Worte zur Berufsmittelschule, die nach einem ersten Run heute noch von schätzungsweise zirka 5 bis 6 Prozent der Lehrlinge besucht wird. Die Verankerung im Gesetz ist begrüssenswert. Immer wieder gibt es Jugendliche, die die Berufswahl ohne Lebensplan treffen und auf die zeitgemässen Fähigkeiten und Neigungen abstellen. Selbstfindung haftet an Aeusserlichem. Identifikation und Vorbildwahl und vor allem die Lebensplanung werden im Laufe der Ausbildung realistischer, und das Lebensziel ist nicht mehr nur Anpassung und Pflichterfüllung. Immer gibt es darunter zielstrebige junge Leute, die ihre erwähnten und erwachten Fähigkeiten und Tendenzen ausnützen wollen, weil es ihnen früher aus den erwähnten Gründen oder wegen familiären Verhältnissen nicht vergönnt war, eine sogenannte «höhere Ausbildung» anzutreten oder zu geniessen. Man muss ihnen die Möglichkeit geben, mehr praktisches und schulisches Wissen zu erwerben. Ob die Privatwirtschaft allein mit diesen Mehrkosten belastet werden soll, oder ob es nicht auch opportun wäre, die Schule, die öffentliche Hand und den Lehrling an diesen Kostenbeitrag heranzuziehen, indem vielleicht gewisse Stunden durch die Schule am Samstag vormittag durchgeführt werden und der Lehrmeister in bezahlten Arbeitsstunden seinen Beitrag zollt? Dass man fundamentale Ausbildungskurse für Ausbilder und Lehrmeister organisiert, kommt der zielgerichteten Ausbildung und dadurch dem Lehrling zugute. Man muss aber die Konsequenz vor allem für kleinere Betriebe beachten. Die nun vorgesehene Dispensation von solchen Kursen scheint mir aber äusserst fraglich. Der nachfolgende Vergleich zeigt, dass es einem Lehrmeister, der sich unter Umständen gar wenig mit dem Lehrprogramm oder der Lehrlingsausbildung befasst, gelingt, aktive, zielbewusste Lehrlinge einzustellen und dadurch ohne sein Zutun gute Resultate erzielt. Ein anderer Lehrmeister stellt aus sozialen oder freundschaftlichen Erwägungen heraus Lehrlinge ein, die nicht zur intellektuellen Oberschicht gehören und nur mit Mühe dem Berufsschulunterricht und auch der praktischen Ausbildung folgen können und demzufolge keinen guten oder ausgezeichneten Lehrabschluss erreichen. In dieser Hinsicht sind die Vergleichsmomente zu erweitern und die in Artikel 5 aufgeführten Gründe dürfen deshalb auch nicht als einziger entscheidender Faktor einer Diskussion

betrachtet werden. Die Anlehre muss im gegenwärtigen Gesetz verankert und institutionalisiert werden. Die Anlehre bildet eine schwache Stelle im Gesetz, weil sie vielleicht nicht von allen Schichten als solche anerkannt und verstanden wird. Die Anlehre bedeutet nicht Entwertung der Meisterlehre; sie ist im weitesten Sinne eine solche und kann auch als solche gewertet werden. Dieses Instrumentarium der Berufsbildung funktioniert bereits heute, wenn ich an die vielen Lehrwerkstätten für Behinderte denke, in denen praktische Anlehren in der Dauer von zirka drei Jahren mit berufskundlichem und allgemeinbildendem Schulunterricht vermittelt werden. Auch die Anlehre kann so zur Meisterlehre werden, wenn Versetzungen anvisiert werden. Aehnliche Anlehrverträge werden bei uns auch in Zusammenarbeit mit den Berufsbildungsämtern und der Wirtschaft ausgehandelt und haben sich bewährt. Für den spezifischen Betrieb, der solche Anlehrlinge aufnimmt, besteht heute auch die Möglichkeit des finanziellen Entgegenkommens seitens der schweizerischen Invalidenversicherung. Man hat vorhin von Durchlässigkeit gesprochen. Die Berufsbildungsämter sollten auch die Durchlässigkeit nach unten gewähren, indem Lehrlinge, die dem ersten Berufsschuljahr wegen allzu starker schulischer Schwierigkeiten nicht mehr Folge leisten können, zurückversetzt werden können und der Vertrag in einen Anlernvertrag umgewandelt werden kann.

Es scheint, dass die Regelung betreffend die Ingenieure der ETH und HTL in diesem Gesetz einen Platz gefunden hat, der ihr gebührt. Grössere Betriebe, die in innerbetrieblichen Lehrwerkstätten die Grundfertigkeiten vermitteln können, müssen gleich wie die anderen Betriebe behandelt werden, und eine Kontrolle sollte hier möglich sein. Es bleibt hier die Frage offen, ob bereits bestehende Einrichtungen seitens dieser Privatwirtschaft nicht durch eine finanzielle Abgeltung und nach Rücksprachen mit den Berufsbildungsämtern für sämtliche Lehrlinge dieser Berufskategorien zur Verfügung gestellt werden könnten. Das Problem der Werkklassen, die Organisation und die finanziellen Aspekte wurden hier bereits aufgezeigt.

Ausbildung ist daher Weiterführung der Erziehung oder Bildung, wobei die Schüler in die Gymnasien und die beruflichen Schulen kommen, um sich Kenntnisse anzueignen oder ihr Wissen zu vertiefen, um auf das Leben des Erwachsenen vorbereitet zu werden. Es ist deshalb wichtig, dass wir auch eine entsprechende Berufsbildung und Berufsforschung betreiben, wie sie gegenwärtig beispielsweise von Dr. Andreas Bürgi und Dr. Weilenmann in den ersten Konzeptionen aufgezeigt werden. Sicher ist auch ein totales Verbot der Akkordarbeit sehr fraglich und wird in der Detailbehandlung hoffentlich noch zur Sprache kommen. Auf die bereits aufgeworfenen Problemkreise der verschiedenen Vorredner kann ich aus Zeitmangel nicht mehr zurückkommen.

Ich möchte mit einem Zitat von Friedrich Hebbel zum Schluss kommen: «Bildung ist ein durchaus relativer Begriff; gebildet ist jeder, der das hat, was er für seinen Lebenskreis braucht.» Wir müssen alle gewillt sein, diese Werte entsprechend weiterzugeben, das Rahmengesetz als solches zu unterstützen und zu modellieren. Wir sollten nicht noch mit Argumenten der vermehrten überverhältnismässigen Ausgaben für die Hochschulen eine negative Stimmung auf die Vorlage des gegenwärtig vorliegenden Entwurfes schaffen. Sicher hätte man noch einiges verbessern können. Wir bleiben auf dem Boden der Realität, und ich bin für Eintreten.

Nauer: Wir haben derzeit zwischen 140 000 und 150 000 Lehrlinge in der Schweiz. Diese bilden ein entscheidendes Potential für die künftige Leistungsfähigkeit unseres Landes. Ebenso wie der einzelne in Beruf und Gesellschaft, so kann auch die Gesellschaft kulturell sowie der Mensch in bezug auf seine Lebensform aufsteigen. Voraussetzung des Aufstiegs ist immer Bildung und Ausbildung. Dennoch ist die Ausbildung für den einzelnen keine Risikoversiche-

rung und keine Garantie aller Möglichkeiten. Ja, gegebenenfalls kann sich ihre Wirkung in negativer, blosser Produktivitätssteigerung erschöpfen. Die moderne Technologie hat Kunst und Literatur, die traditionellen Erscheinungsformen menschlicher Kultur, aus ihrer bestimmten Rolle verdrängt. Raum und Zeit als Grundkategorien menschlichen Lebens sind mit der Erfindung der Massenkommunikationsmittel fragwürdig geworden. Die kybernetischen Maschinen machen dem Menschen das Monopol auf geistige Leistungen streitig. Die hieraus erwachsende Entfremdung des Menschen kann aber nicht dadurch rückgängig gemacht werden, indem man auf die Technik verzichtet. Der einzige Weg ist eine bessere und ständig angepasste Ausbildung, die es dem Menschen ermöglicht, die Technik zu beherrschen, statt von ihr und ihren Folgen beherrscht zu werden. Wenn Ausbildung zum Abbau der Entfremdung beitragen soll, dann muss sie Mehrfaches bewirken: Sie muss vorab fachliches Wissen und Können vermitteln. Sie muss die modernen Sprachen der Naturwissenschaften allen Menschen mindestens so weit verständlich machen, dass sie die technologische Entwicklung verstehen und verfolgen können. Sie muss aber auch die Qualität der Sprache neu beleben, d. h. ein neues Verhältnis zur Natur und zur Kultur bewirken und dadurch das Verhältnis des Menschen zu sich selbst verändern. Die Technologie erfordert früher oder später einen Strukturplan für die menschliche Gesellschaft, der das Leben, die Umwelt, die Produktion, die Verteilung und damit das Wachstum der Bevölkerung umfasst. Ein solcher Strukturplan setzt eine verbesserte, ja veränderte Ausbildung voraus. Diese muss offen und praxisnah, aber auch zukunftsorientiert sein. Sie muss die verschiedenen Schulen und Disziplinen berücksichtigen, und sie muss Lehrer, Schüler und die Träger des gesellschaftlichen Ausbildungsbedarfs durch Beteiligung einbeziehen.

Die bisherige Bildungsplanung orientierte sich sehr einseitig an dem vermuteten Bedarf an Arbeitskräften und Berufsqualifikationen. Das bedeutete letzten Endes, dass das Ausbildungsniveau nur so weit angehoben wurde, wie es den Bedürfnissen der Arbeitgeber entgegenkam. Die bisherige Auffassung von der Aufgabe des Bildungssystems entspricht aber auch zu sehr der Produktion von Berufsqualifikationen, die einerseits profitabel verwertbar sind oder aber für notwendig gehalten werden, um das System profitabler Verwertung menschlicher Arbeitskraft zu erhalten.

In engem Zusammenhang mit dieser Auffassung über die Aufgabe des Bildungssystems steht seine weitere Funktion als Instrument sozialer Steuerung. Die Frage, wer als Schlosser oder Mechaniker in eine Maschinenfabrik geht oder wer die Privilegien eines höheren Berufes in Anspruch nehmen kann, wird im wesentlichen durch die Schule entschieden. Das Steuerungsinstrument Schule weist aufgrund des jeweils erreichten Abschlusses die Position in der Gesellschaft zu. Es hat den für die Stabilität unseres Gesellschaftssystems unschätzbaren Vorteil, dass sich die Steuerung unter dem Schein der Gerechtigkeit vollzieht. Wer angeblich dümmer ist, kann eben nicht so viel werden.

Die anhaltende Automatisierung stellt darüber hinaus unsere Gesellschaft vor schwerwiegende soziale Probleme, welche zu neuen Formen des gesellschaftlichen Lebens führen. Durch welche gesellschaftliche Tätigkeit sollen jene Lücken ausgefüllt werden, die durch den Wegfall der Arbeit im traditionellen Sinn entstehen? Eine mögliche Lösung ist, diese Arbeit durch schöpferische Tätigkeit zu ersetzen, indem Lernen und Lehren den Rang eines gesellschaftlich anerkannten Arbeitsprozesses gewinnen. Ein ideales Berufsbildungsgesetz müsste daher nicht nur dafür sorgen, dass der dargebotene Lehrstoff auf der Höhe der Zeit steht, sondern auch von Lehrmeistern und Lehrern vermittelt wird, die ihrer Aufgabe voll gewachsen sind. In seinem Rahmen müssten des Weiteren auch moderne Un-

terrichtsmethoden mit entsprechenden Einrichtungen Platz finden. Des weitern sollte die berufliche Ausbildung in der ganzen Schweiz ein einheitliches Niveau anstreben und jedem Schulentlassenen eine seinen Fähigkeiten angepasste Möglichkeit der Weiterbildung bieten.

Die von uns zu beratende Vorlage geht ein Stück weit in dieser Richtung, begnügt sich aber in der Hauptsache damit, die unter der Herrschaft des bisherigen Gesetzes in die Wege geleiteten Neuerungen auf Gesetzesstufe allgemeinverbindlich vorzuschreiben, ein Umstand, der zu einigen Fortschritten führt, welche die Berufslehre wieder attraktiver zu machen geeignet sind. Er bringt aber auch Regelungen, so etwa die Anlehre, die von zweifelhaftem Wert sind.

Bedauerlich ist auch, dass in der Vorlage recht wenig zu finden ist von den detaillierten Vorschlägen, wie sie die Jugendkommission des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes ausarbeitete und wie sie vor den Beratungen im Ständerat in einer von 55 000 Jugendlichen unterzeichneten Petition an das Parlament herangetragen wurden. Die Detailbehandlung der Vorlage wird zeigen, ob man bereit ist, in der künftigen Ausbildung die Bedürfnisse des Menschen nach Entfaltung und Prägung seiner Gefühlswelt so zu berücksichtigen und ihnen einen angemessenen Platz einräumt.

In der Hoffnung, dass sich entsprechende Korrekturen anbringen lassen, bin ich für Eintreten.

Rüegg: Die Vorlage des Bundesrates ist seitens der Sozialdemokraten sehr ungnädig aufgenommen worden. Man wirft ihr vor, sie sei zu wenig fortschrittlich und verankere eigentlich nur das Bestehende. Man hat auch hier von Persönlichkeitsentwicklung gesprochen und uns weismachen wollen, unsere Berufsarbeiter seien zu wenig ausgereifte Persönlichkeiten. Nehmen Sie zur Kenntnis, dass die Berufsarbeiter ausgereifte Persönlichkeiten sind, die nicht unter Frustration leiden und die keinen Psychiater brauchen, weil sie Freude haben an ihrem Beruf und an ihrer Arbeit.

Aus der Sicht der Praxis scheint mir die Vorlage ausgewogen zu sein, und ich bin auch der Meinung, dass sie die Bedürfnisse unserer Wirtschaft angemessen berücksichtigt. Wir betrachten dieses Gesetz als entwicklungsfähiges Instrument, das eine weitere Verbesserung der Berufslehre erlaubt. Dass in unserem Lande die Berufsbildung sehr ernst genommen wird, zeigt die Entwicklung, wie sie sich seit Erlass des Gesetzes von 1963 vollzogen hat. Auch die vielen Stellungnahmen im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens und die grosse Zahl von Zuschriften interessierter Kreise während der Kommissionsberatungen zeugen von einem lebhaften Interesse für unsere Berufsbildung.

Die vielen Anträge, die der Kommission unterbreitet wurden, machten zwei Tendenzen sichtbar: auf der einen Seite das Bestreben, alles Heil von der rechtlichen Normierung zu erhoffen, der privaten Initiative wenig Vertrauen entgegenzubringen und der schulischen Ausbildung stärkeres Gewicht zu geben als der Betriebspraxis; auf der anderen Seite die Ueberzeugung, dass die Konzeption unserer Berufsbildung richtig sei, dass sich keine grundlegende Neugestaltung aufdränge und dass an den wesentlichen Elementen, insbesondere an der Betriebslehre, festzuhalten sei.

Bei der Beurteilung der Frage, wer in diesem Meinungsstreit der Wahrheit wohl näher komme, darf man vielleicht folgende Feststellungen machen: Das Gesetz aus dem Jahre 1963 hat sich in dem Sinne bewährt, als es einen gewissen Freiraum für praktische Erprobungen neuer Erkenntnisse offenliess. Ich erinnere an die Berufsmittelschule und an die zwei- und vierjährige Lehrzeit in der Maschinenindustrie. Unsere praxisbezogene Lehrlingsbildung findet weltweit Beachtung, und unsere Lehrlinge haben an internationalen Konkurrenzen bedeutende Erfolge

erzielt. Die Berufsverbände der Industrie und des Gewerbes haben nicht unterlassen, die Berufsbildung mit grossen Mitteln zu fördern. Ich erinnere an die mustergültigen Lehrwerkstätten und die Berufsbildungszentren. Ist es aufgrund der Erfahrungen nicht naheliegend, am Bewährten festzuhalten und nicht unmöglichen Forderungen nachzugeben, die insbesondere in der gegenwärtigen Situation die Ausbildungsplätze gefährden müssten? Ich bin Herrn Bundesrat Brugger und dem BIGA dankbar, dass sie auf dem Boden der Realität geblieben sind und sich nicht verleiten liessen, den falschen Bildungspropheten zu folgen.

Man kann sich höchstens fragen, ob die Revision überhaupt nötig war, nachdem sich das Gesetz aus dem Jahre 1963 gut bewährt und sich die Berufsbildung erfreulich entwickelt hat. Nachdem es zu gelingen scheint, die Betriebslehre zu erhalten, und nachdem sich in der Kommission eindeutig gezeigt hat, dass eine Mehrheit die praxisbezogene einer überbetonten schulischen Ausbildung vorzieht, war diese Ausmarchung doch recht nützlich. Was vorliegt, ist nicht ein schäbiges und kleinkariertes Gesetz, wie in der Kommission gesagt wurde, sondern ein brauchbares Instrument für eine gedeihliche Weiterentwicklung unserer Berufsbildung. Denken Sie daran, dass man heute in vielen Industriestaaten, ja sogar in Entwicklungsländern, über gute Ingenieure und Techniker verfügt. Was jedoch meist fehlt, ist gut ausgebildetes mittleres Kader und sind gründlich ausgebildete Berufsleute. Unsere Industrie hat es verstanden, im Laufe der Jahrzehnte die Lehrlingsausbildung so zu gestalten, dass wir über diese Leute verfügen, die dank ihrer gründlichen fachtechnischen Ausbildung und ihre Einsatzbereitschaft wesentlich zur Prosperität unserer Wirtschaft beigetragen haben. Es wäre geradezu verheerend, wenn wir durch einen falschen Bildungseifer die Qualität der Ausbildung gefährdeten.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und bei der Detailberatung zu bedenken, dass der Fortschritt in unserer Industrie wesentlich davon abhängt, ob es uns gelingt, auch weiterhin gute Betriebspraktiker auszubilden.

M. Besuchet: «Les bases légales de la formation professionnelle doivent être en harmonie avec notre temps.» Cette affirmation que j'ai relevée au début du message du Conseil fédéral m'a fait espérer, quelques instants, que le projet de loi s'inspirant de ce principe contenait de véritables innovations. Démunie de richesses naturelles, en concurrence toujours plus serrée avec les grandes puissances économiques, notre pays est condamné à créer et à perfectionner sans cesse des produits de haute technicité et d'excellente qualité qui font sa réputation sur le marché mondial.

Cette réalité économique met en évidence l'attention que nous avons le devoir d'attacher à tout ce qui touche à la main-d'œuvre, à l'éducation générale, à la formation et au perfectionnement professionnels en particulier. La vie de notre collectivité, son bien-être, le climat social dépendent en grande partie de ce que nous faisons ou ne faisons pas dans ce domaine. Mais il y a une autre réalité! Une réalité humaine. Celle qui fait que la qualité de la vie de chaque homme, de chaque femme dépend, en grande partie, du choix de sa carrière, de la qualité de sa formation, des possibilités qui lui sont offertes de se perfectionner et de progresser dans sa profession, de se réaliser et de s'épanouir dans l'exécution d'un travail qui lui convient, qui lui permet de vivre et de faire vivre sa famille, un travail qui le valorise parce qu'à travers lui, il apporte quelque chose à la communauté.

Vu dans cet esprit, le projet de loi que nous discutons aujourd'hui ne me donne pas satisfaction, ne serait-ce que parce qu'il ne peut pas satisfaire les travailleurs que je représente ici, parce qu'il est loin de répondre, dans l'esprit et dans la lettre, aux propositions qu'à travers l'Union syndicale et ses fédérations affiliées, les travailleurs et les apprentis ont pourtant fait connaître. A quoi donc a servi l'énorme travail de consultation, de réflexion et de rédaction

tion qui est la base des propositions très concrètes et complètes faites par l'Union syndicale lors de la procédure de consultation? Quelle attention le Conseil fédéral, le Département de l'économie publique et l'OFIAMT ont-ils portée à la pétition, revêtue de 55 000 signatures et déposée il y a quelques mois à la Chancellerie fédérale par la Jeunesse de l'Union syndicale?

En ignorant la presque totalité des points de vue, propositions et suggestions des salariés et de leurs organisations, en se limitant, pour l'essentiel, à codifier l'évolution intervenue depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1963, le texte proposé ne répond, et de loin, pas aux espoirs de ceux qui, finalement, sont les principaux intéressés: les travailleurs et notamment les jeunes qui sont ou vont entrer en apprentissage.

Était-ce vraiment trop demander que de situer la formation professionnelle dans le contexte d'une politique générale de l'emploi?

Cette dernière, étudiée sur des bases scientifiques et à long terme, permettrait de faire de la prospective quant aux besoins quantitatifs et qualitatifs de personnel. Dès lors, la formation et le perfectionnement professionnels pourraient, se fondant sur une analyse sérieuse, s'orienter vers l'avenir et éviter des erreurs dans les choix, erreurs qui ne sont pas sans provoquer des drames humains.

La révision de cette loi n'est-elle pas l'occasion de repenser d'une façon approfondie les buts et le fonctionnement de l'orientation professionnelle? Beaucoup trop de jeunes gens, de jeunes filles n'ont pas la possibilité de bénéficier d'une formation professionnelle correspondant à leurs goûts et à leurs aptitudes. Beaucoup de travailleurs ont dû constater, pendant la récente récession économique, combien ils sont dépendants d'une entreprise parce que leur formation professionnelle est nulle ou trop limitée. Ces deux constatations, et bien d'autres encore, montrent que le titre deuxième de la loi proposée, concernant l'orientation professionnelle, n'est pas seulement perfectible, mais nettement insuffisant. J'aurai du reste l'occasion d'y revenir dans la discussion de détail.

Je salue la généralisation de l'apprentissage organisé sur un système à trois composantes: cours d'introduction, apprentissage dans une entreprise avec fréquentation simultanée de l'école professionnelle. Les cours d'introduction qui existent déjà dans beaucoup de professions se sont révélés très positifs et méritent d'être généralisés par des dispositions légales. En revanche, je regrette profondément que le projet ne prévoie pas une première phase d'apprentissage au cours de laquelle les professions apparentées seraient réunies afin qu'une certaine perméabilité s'établisse entre elles. D'autre part, la Confédération se limite à encourager le perfectionnement professionnel; il appartient donc aux associations professionnelles d'organiser, si elles le veulent, une formation professionnelle supérieure. Ce manque de perméabilité horizontale et le caractère facultatif des possibilités de perfectionnement ne consacrent pas efficacement les principes de l'égalité des chances au départ et de l'inscription de la formation professionnelle dans le cadre de la formation permanente.

D'autre part, je ne peux souscrire à l'idée de la formation élémentaire telle qu'elle est prévue à l'article 48. Elle aura pour effet de mettre à la disposition des entreprises un nombre important de semi-qualifiés qui seront à la merci de modifications structurelles et conjoncturelles et privés de toute possibilité de promotion.

Le projet de loi n'apporte pas une solution satisfaisante au problème de la surveillance de l'apprentissage. Le fait que cette tâche soit abandonnée aux cantons ne serait pas un mal en soi si ces derniers associaient, dans les faits, les organisations professionnelles à ce contrôle. Ce n'est malheureusement pas le cas partout. Dans certains cantons, le contrôle de l'apprentissage est loin d'être satisfaisant. Souvent, les commissaires professionnels ne donnent pas suffisamment de garantie quant à leur indépendance face aux entreprises qu'ils contrôlent. Souvent

aussi, ils manquent de disponibilités pour une surveillance régulière et efficace.

Au sujet des associations professionnelles dont on parle souvent dans la loi, j'ai pris acte, Monsieur le Conseiller fédéral, que lors de la première séance de la commission vous nous avez donné la garantie que ce terme couvre tout à la fois des organisations d'employeurs et de travailleurs. Il reste malheureusement beaucoup à faire dans le concret pour que les syndicats soient sur un pied d'égalité avec les organisations d'employeurs pour tout ce qui touche à la formation. Soyez assuré, Monsieur le Conseiller fédéral, que nous nous efforcerons à l'avenir de faire en sorte que le principe de l'égalité rentre dans les faits. Les syndicats comptent, pour ce faire, sur l'appui de votre département et des autorités cantonales compétentes.

Malgré les réserves que je viens de faire, malgré d'autres encore sur lesquelles je reviendrai dans la discussion de détail, je voterai l'entrée en matière. La loi qui nous est proposée codifie et généralise les expériences positives faites dans plusieurs professions au cours de ces dernières années. Elle contient certains éléments qui constituent un modeste progrès. Certaines propositions de la commission, de sa majorité ou de sa minorité pourraient améliorer ce projet de loi. Cela dépendra du sort que vous leur réserverez. A défaut de véritables innovations, faites en sorte que cette loi apporte quelques améliorations. Ce n'est qu'à cette condition, qu'en tant que représentant des travailleurs et des apprentis, je pourrais apporter ma voix lors du vote final sur l'ensemble.

Le président: Les deux orateurs suivants, MM. Seiler et Flubacher, renoncent à prendre la parole.

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

77.013

**Fuss- und Wanderwege. Volksinitiative.
Fristverlängerung
Chemins et sentiers. Initiative populaire.
Prolongation du délai**

Herr **Schär** legt namens der Kommission folgenden schriftlichen Bericht vor:

Ueber den Gegenentwurf zur Volksinitiative betreffend Fuss- und Wanderwege haben die beiden Räte Beschlüsse gefasst, die voneinander abweichen. Der Nationalrat beschloss einen Gegenentwurf, der Ständerat lehnte ihn ab.

Das Geschäftsverkehrsgesetz (Art. 29 Abs. 4) ermächtigt die Räte, in diesem Fall die Behandlungsfrist, die am 20. Februar 1978 ablaufen würde, um ein Jahr zu verlängern.

Der Kommission des Nationalrates bleibt zu wenig Zeit, um ihre Stellungnahme mit der erforderlichen Sorgfalt festzulegen. Sie ist der Meinung, dass in diesem Fall die Fristverlängerung notwendig ist, um die Diskussion im Zweikammersystem in geordneter Weise abwickeln zu können.

Die Kommission stellt daher den Antrag:

Die Frist zur Behandlung der Volksinitiative betreffend Fuss- und Wanderwege wird nach Artikel 29 Absatz 4 GVG verlängert bis 20. Februar 1979.

Le président: Je remercie le président de la commission, M. Schär. Je remarque que la commission propose de prolonger jusqu'au 20 février 1979, conformément à l'article

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.12.1977 - 15:30
Date	
Data	
Seite	1563-1585
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 209

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

29, 4e alinéa, de la loi sur les rapports entre les conseils, le délai imparti pour l'examen de l'initiative populaire sur les chemins et sentiers.

Zustimmung – Adhésion

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Schluss der Sitzung um 19.45 Uhr

La séance est levée à 19 h 45

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Dienstag, 13. Dezember 1977, Vormittag

Mardi 13 décembre 1977, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bussey

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz Formation professionnelle. Loi

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1563 hiervor — Voir page 1563 ci-devant

M. **Spezlali**, rapporteur: Mme Thalman et moi-même laisserons volontiers à M. le conseiller fédéral Brugger le soin de répondre aux 26 orateurs d'hier.

Une seule chose a été assez décevante dans ce long débat d'entrée en matière: on a trop peu parlé de la jeunesse qui devrait quand même rester au centre des débats sur la formation professionnelle. Je ne ferai donc que quelques considérations très simples.

Tout d'abord, nous pouvons partager les tendances de celles et ceux qui se sont exprimés sur la loi en trois grandes catégories. La première, c'est la catégorie de ceux qui considèrent cette loi comme bonne et même très bonne, excellente et même trop courageuse, trop libérale, trop ouverte, trop progressiste. La deuxième catégorie comprend ceux qui considèrent la loi comme médiocre, pas exaltante, rien de spectaculaire, on l'a dit plusieurs fois, rien d'extraordinaire, tout en lui reconnaissant plusieurs qualités et quelques innovations positives, ceux qui acceptent la loi telle qu'elle est sortie des débats de la commission qui l'a améliorée sur plusieurs points importants. Enfin, troisième catégorie, ceux qui la considèrent comme rien du tout ou presque, tellement prudente et conservatrice qu'il vaut la peine d'en étudier une autre entièrement nouvelle qui soit une réponse complète et prompte aux aspirations de la jeunesse. Pour ces derniers, la loi n'est qu'une simple adaptation aux exigences de la société capitaliste, de la classe patronale.

Si l'on veut, comme on le doit, faire une analyse objective, on peut affirmer que la loi mérite d'être acceptée: elle se situe en effet entre les deux évaluations extrêmes, tenant compte et de l'espoir et de la réalité. En paraphrasant Racine dans *Britannicus*, je résumerai ainsi le débat: «Placée entre ciel et terre» – le ciel de la théorie ou peut-être même de l'utopie qui, en soi, a toujours quelque chose de merveilleux, et la terre de la réalité, hélas! très difficile et complexe – «placée entre ciel et terre, elle ne mérite ni cet excès de gloire ni cette indignité.» La loi mérite d'être approuvée, nous voterons donc l'entrée en matière. Ne demandons ni la gloire d'un triomphe, ni la tristesse d'un renvoi.

Mais le renvoi au Conseil fédéral a été demandé par M. Carobbio qui a longuement expliqué les raisons de sa proposition, en son nom et au nom de son groupe. Tous les autres groupes se sont déclarés pour l'entrée en matière. Pourquoi renvoyer au Conseil fédéral une loi qui – c'est M. Carobbio lui-même qui l'a reconnu – apporte quelques innovations intéressantes, qui représentent malgré tout un pas en avant, un progrès réel, qui est l'image d'une politique de progression lente mais sûre? Pourquoi jeter aux

orties un travail énorme du département, du Conseil fédéral, de la commission, qui aura certainement de bons résultats? Quel est le sens d'un renvoi de cette loi? Afin d'en élaborer une autre, comme le demande M. Carobbio, à l'image – «a sua immagine e somiglianza, per intenderci» – à l'image de la vision, de la pensée politique de M. Carobbio et à la mesure de ses aspirations d'ordre philosophique? M. Carobbio sera d'accord avec moi: pour préparer une nouvelle loi qui soit pour lui appréciable et acceptable, il faudrait des années et des années de travail. L'ordre économique et politique suisse devrait être bâti à nouveau, pour en tirer une loi conséquente avec ce nouvel ordre politique. C'est donc une proposition qui ne pourrait aboutir à quelque chose de concret, de plus progressiste, que dans un avenir certainement pas très proche. Mieux vaut donc accepter quelque chose qui soit utile aujourd'hui que de rêver de la perfection pour un lendemain assez lointain.

L'ottimo, lo sappiamo, è nemico del buono. Perché tentare quindi la strada del rinvio e perdere ulteriore tempo? L'onorevole Carobbio, che è anche un pragmatico oltre che un politico, che è un uomo solido, con i piedi per terra, deve convenire che il rinvio, a questo stadio dello studio, non ha molto senso.

Votons donc l'entrée en matière et rejetons la proposition Carobbio de renvoi au Conseil fédéral.

Frau **Thalmann**, Berichterstatterin: Der Kommissionspräsident hat Ihnen bereits kundgetan, dass wir für Eintreten auf das Gesetz sind. Ich möchte zu gewissen Punkten Stellung nehmen. Die Debatte, die uns bevorsteht, ist nicht leicht. Allzu viele Interessen müssen auf einen Nenner gebracht werden. Darum ist es wichtig, dass wir nicht von falschen Voraussetzungen ausgehen. Erlauben Sie mir, dass ich als ehemalige Leiterin einer Berufsschule einige Richtigstellungen anbringe.

1. Wenn man sagt, das Gesetz bringe nichts Neues, so muss ich beifügen, dass eine gesetzliche Verankerung von so vielen Versuchen einen bedeutenden Fortschritt darstellt. Ich denke an die Berufsmittelschule, an die Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschule, an die Einführungskurse für alle gewerblichen Berufe, an die Einführung der Stufenlehre, an die Einführung der Berufsprüfung. Und bedeutet nicht der obligatorische Modell-Lehrgang für die Berufsverbände einen ganz grossen Fortschritt für unsere jungen Leute?

2. Der Beweis, dass man bei den Jugendlichen differenzieren muss, wurde gestern doch deutlich erbracht. Nicht alle Jugendlichen sind gleich. Wer Gelegenheit hatte, gestern die jungen Leute auf der Tribüne zu beobachten, der war von neuem überzeugt, dass Differenzieren wichtig und richtig ist. Lassen wir jetzt alle Illusionen weg. Denken wir alle einmal zurück an unsere eigene Schulzeit. War es nicht schon damals so, dass Können, Leisten, Einsatz, Zielstrebigkeit sehr verschieden gross waren? Konsequenz: Fördern wir jene, die wollen und können, fördern wir besonders jene, die aus sozial ärmeren Schichten kommen und vorwärtskommen wollen. Das Faszinierende für mich als Schulleiterin an einer Berufsschule war ja gerade, einem Jugendlichen sagen zu können: Auch für dich ist der Aufstieg heute möglich, vielleicht etwas mehr erschwert als für den Mittelschüler, aber auch du kannst aufsteigen! Dass wir also an alle Jugendlichen denken, sollte schon aus der Eintretensdebatte hervorgegangen sein. Aber die weitere Konsequenz: Schule nach Mass. Ich habe es sehr bedauert, dass die Ausführungen von Kollege Müller-Aargau über die Verschiedenheit der Anforderungen, die man an einzelne Berufe stellt, gestört wurden. Wegen dieser Vielfalt also keine Wochenstundenzahl in das Rahmengesetz! Darf ich Ihnen noch sagen, dass 15 Berufe bereits zwei Schultage kennen. Darf ich Ihnen weiter sagen, dass die kaufmännischen Berufsschüler bereits anderthalb Tage zur Schule gehen? Die Gruppe kaufmännische Berufsschüler, Bürolehre, Verkaufspersonal, Apo-

thekenhelferinnen und Drogisten machen 30 Prozent aus. 50 000 Schüler haben also bereits anderthalb Schultage. Für gewisse Berufe und für gewisse Jugendliche genügt ein Tag. Lassen wir also diesen Schematismus auf der Seite, und lassen wir Freiheit im Ausbildungsreglement.

3. Die Revision des Gesetzes erfolgte in einer Zeit, in der das Lehrstellenangebot viel grösser war als die Nachfrage. Es wurde also nicht, wie man gestern behauptet hat, unter dem Druck von zu wenig Lehrstellen gemacht. Darf ich Ihnen weiter sagen, dass wir für das Jahr 1978 genügend Lehrstellen zur Verfügung haben? Für 1979 ist eine Aktion geplant für vermehrte Lehrstellen in der Verwaltung von Bund, Kantonen und Gemeinden. Richtig ist, dass es an Lehrstellen für Mädchen fehlt, bei denen keine Vorbildung verlangt wird, also für diejenigen, die am wenigsten Schulbildung haben. Die Alltagsschulen, die bei den Mädchen einen grossen Platz einnehmen – ich denke an die Krankenschwestern, an die sozialen Schulen, an die Heimerzieherinnen usw. –, verlangen alle eine gute Schulbildung. Auch für die Berufe, die keine Schulbildung voraussetzen, suchen wir ebenfalls Auswege.

4. Wer die Anlehre nicht bejaht, sollte einmal Rücksprache nehmen mit einem Hilfsschullehrer oder mit einem Sonderschullehrer. Gerade für diese Kinder ist die Anlehre gedacht. Schon 1955 hat der Vorsteher des Berufsbildungsamtes, Herr Frey in Basel, der übrigens auch der SP angehört, eine grosse Schrift herausgegeben und dabei gesagt, wie ungerecht es sei, dass man den einsatzbereiten, oft praktisch recht begabten Hilfsschülern nichts anbieten und ihnen keinen Ausweis aushändigen könne.

5. Der Kostenvergleich, der gestern angebracht wurde, ist wahrscheinlich fehl am Platz und in dieser Form auch nicht richtig. Ich glaube, es ist nicht angebracht, wenn wir beim Bildungswesen immer Hochschule und Berufsschule gegeneinander ausspielen. Wenn wir aber einen Kostenvergleich machen wollen, dann müssten wir sagen: Wir dürfen nicht nur die Bundesleistungen in Vergleich ziehen. Dann müssten wir auch die Aufwendungen der Berufsverbände dazu zählen und auch alle Aufwendungen, die die Kantone für das Berufsschulwesen gemacht haben. Ich denke dabei natürlich nicht an Zürich, ich denke an alle Nichthochschulkantone, die bis heute an die Hochschulen noch gar nichts leisten mussten, die aber Erhebliches geleistet haben an alle Berufsschulen. Ich glaube, es ist richtig, wenn wir im Gesetz so flexibel als möglich bleiben. Es ist richtig, wenn wir nicht zu viele Einzelheiten in ein Rahmengesetz bringen. Gerade deshalb hat man ja von den 150 Anträgen so viele schon in der nationalrätlichen Kommission zurückgezogen.

Bundesrat **Brugger**: Lassen Sie mich ausgehen vom alten Berufsbildungsgesetz. Es wurde am 15. April 1965 in Kraft gesetzt und kodifizierte eine Reihe wesentlicher Verbesserungen. Es öffnete aber gleichzeitig den Weg zu weiteren Neuerungen, und zwar deswegen, weil es den Rahmen weit zog und nicht alles und jedes abschliessend in enge Paragraphen zu fassen versuchte. Mit anderen Worten: Es liess Experimentierraum frei. Dieses heute gültige Gesetz ist denn auch nicht am Gegensatz zwischen legislatorischer Statik oder Starrheit auf der einen Seite und der realen Dynamik des Lebens auf der anderen gescheitert. Noch während eine Expertenkommission an Neuerungen arbeitete, wurden gleichzeitig Versuche mit der Stufenlehre gemacht, wurden in gewissen Branchen erste Einführungskurse durchgeführt, wurde die Berufsmittelschule ausprobiert, die Technikerschule, die Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschule; damit wurden die Ausbildungs-, aber auch die Aufstiegsmöglichkeiten verbessert und damit übrigens auch die Durchlässigkeit. Gleichzeitig und parallel dazu wurden Dutzende von Ausbildungsreglemente der wirtschaftlichen Entwicklung angepasst, gewissermassen von einem Tag auf den anderen. Ich möchte Ihnen die Frage stellen: Kennen Sie eigentlich einen anderen Bereich unseres Bildungswesens, der eben-

so flexibel, ebenso anpassungsfähig wäre – etwa die Hochschulen oder gar unsere Mittelschulen? Ich glaube, diese Frage stellen, heisst gleichzeitig sie beantworten.

Nun geht ja das Leben weiter, ebenso die technische und die wirtschaftliche Entwicklung. Es ist daher wohl vorteilhaft, wenn wir diese Flexibilität unserer Gesetzgebung über das Berufsbildungswesen erhalten. Das ist der Grund, weshalb wir Ihnen wiederum eine Rahmengesetzgebung vorlegen. Ich werde mich gegen alles wehren, was den Experimentierspielraum einschränkt, weil das von der Sache her falsch ist.

Eine zweite Bemerkung: Für die Revision dieses Gesetzes bestand kein unmittelbarer Sachzwang, wie das gestern behauptet worden ist. Sie erfolgte auch nicht auf eine «inspiration patronale», wie Herr Carobbio das behauptet. Sie erfolgte wirklich nicht auf Drängen der Wirtschaft. Im Gegenteil, nicht alle Vertreter der Wirtschaft – das haben Sie gestern auch gemerkt – haben eine geradezu grosse Freude daran, dass dieses Gesetz revidiert wird. Dass die Wirtschaft aber bei einer Revision mitredet, dass wir den Kontakt mit ihr suchen müssen, ist ja klar; denn sie ist ja auch sehr direkt von diesen Neuerungen betroffen. Sie hat für diese Berufsausbildung nach wie vor und auch in Zukunft einen schönen Teil der Verantwortung zu übernehmen. Sie hat übrigens auch einen Teil der Kosten zu tragen. Wenn wir zu dieser Revision geschritten sind, dann ganz einfach aus dem Betreiben, aus dem Wunsch heraus, das Gute, das wir schon haben, noch zu verbessern, die Berufsbildung aufzuwerten, sie – und das antworte ich Herrn Nationalrat Wagner – auch im Verhältnis zu dem, was wir für den akademischen Ausbildungsweg tun, aufzuwerten und eine Gleichstellung zu versuchen. Wobei ich sagen möchte: Wir brauchen das eine wie das andere. Unsere Haltung kann doch nur die sein, dass wir das eine tun und das andere nicht lassen.

Bei allen diesen Neuerungen hat uns selbstverständlich die gute Wirtschaftslage, die Hochkonjunktur geholfen. Es ist deshalb nicht erstaunlich, wenn heute hie und da die Frage gestellt wird – sie wurde auch gestern sous-entendu gestellt –, ob eigentlich eine Revision, ein Weitergehen in einer veränderten und unsicheren Wirtschaftslage, wie wir sie heute haben, noch richtig sei. Der Bundesrat ist der Auffassung, dass kein Grund vorliegt, diese Revision wegen der veränderten Wirtschaftslage zurückzustellen. Wir glauben im Gegenteil, dass den Ausbildungsfragen in Zeiten der wirtschaftlichen Rezession eine noch erhöhte Bedeutung zukommt; und wir vertreten sehr engagiert die Ansicht, dass die Qualität unserer Arbeit, unsere Kenntnisse, aber auch unsere Phantasie, Kreativität und Innovationsfähigkeit entscheidend und massgebend dafür sind, ob wir der Herausforderung der neuen Wirtschaftslage im Zeichen eines stark gebremsten Wirtschaftswachstums und einer weltweiten harten Konkurrenz zu begegnen vermögen. Denn wir sind ja gewissermassen dazu verurteilt, an der Spitze zu bleiben; natürliche Konkurrenzvorteile fehlen uns.

Vor etwa 130 Jahren hat Friedrich Engels, der Mitverfasser des Kommunistischen Manifestes, die Schweiz bereist und ist aufgrund seiner Beobachtungen zu Schlussfolgerungen gelangt, dass die Schweiz, weil ihr die natürlichen Voraussetzungen für etwas fehlen, für immer eines der ärmsten Länder Europas bleiben werde. Nun, Engels hat sich in dieser Beziehung geirrt. Das ist übrigens nicht die einzige Behauptung, bei der er sich geirrt hat; denn er hat den Menschen vergessen, und er hat übersehen, dass die Entwicklung einer Nation, auch ihre wirtschaftliche Entwicklung, eben nicht nur von den natürlichen Voraussetzungen, von den Standortsvorteilen, abhängt, sondern auch von den Fähigkeiten des Menschen, der diese Wirtschaft betreibt.

Ich möchte also sagen: Diese Revision passt sehr gut in die heutige Landschaft hinein. Sie passt auch in einer anderen Beziehung gut hinein, wenn ich an das Zusammenleben in unserer staatlichen Gemeinschaft denke. Es ist schon so, wie Herr Arthur Schmid gestern gesagt hat: wer

heute seine Pflichten als Staatsbürger erfüllen will, braucht in einer immer komplizierter werdenden Welt, in der auch sehr viel Anonymes und Unverständliches vorkommt, in viel weitergehendem Mass Kenntnisse aller Art und die Fähigkeit, Zusammenhänge zu erkennen, als dies früher der Fall war. Er braucht wohl auch einen kritischen Sinn, um in der Lawine von Informationen – von guten, halbweisen und von falschen Informationen – die auf ihn einprasseln, die Wahrheit wirklich zu erkennen. Ich glaube, an diese staatspolitische Zielsetzung hat auch die Berufsbildung ihren Beitrag zu leisten. Ich wehre mich nur gegen das Cliché, wonach allein die Berufsschule und Berufslehre zur Erreichung dieses Ziels beizutragen hätten. Der Glaube, dass nur die Schule zum aufgeschlossenen Staatsbürger erziehen könne, ist nämlich falsch, ist ein Irrglaube. Es gibt noch ganz andere Mittel, um diese Aufgeschlossenheit zu erreichen, zum Beispiel die Erziehung im Elternhaus.

Bei der Ausarbeitung dieses Entwurfes haben wir uns natürlich bemühen müssen, das heute wirklich Machbare zu erkennen. Das hat nichts mit Kleinmut und mangelndem Reformwillen zu tun. Man kann indessen auch mit fliegenden Fahnen untergehen und vor einem Scherbenhaufen stehen. Wir möchten diese Erfahrung nicht machen müssen; denn für Experimente grossen Stils bleibt heute weder Zeit noch Raum. Die grossen Probleme haben wir in den nächsten Jahren zu lösen, und es wäre in dieser Situation unverantwortbar, den bestehenden Bau unseres Berufsbildungswesens abzubrechen und einen Neubau zu erstellen. Was da passieren kann, habe ich zufällig in den letzten Tagen durch einen Bericht aus der Bundesrepublik Deutschland erfahren können. Ich zitiere: «Unser nördlicher Nachbar muss seinen Uebereifer im Ins-Werk-Setzen zu wenig auf ihre Folgen überprüfter Reformprogramme teuer bezahlen.» Gemeint ist hier wohl vor allem der Modellfall «Kollegstufe Nordrhein-Westfalen» in der näheren Umgebung und unter Führung der Universität Bielefeld, den ich übrigens persönlich studiert habe. Der Bericht fährt dann fort: «Seine Gesamthochschulen (diejenigen der Bundesrepublik Deutschland) überlaufen, und die Studienanwärter, die unter dem harten Regime des Numerus clausus keinen Studienplatz ergattern können, branden zurück in die unten anschliessenden Stufen der beruflichen Aus- und Weiterbildung, wo sich infolge der geburtenstarken Jahrgänge die Kandidaten ebenfalls auf die Füsse treten. Wie aber soll man auf die gewöhnliche Berufslehre ausweichen, wenn infolge Strukturveränderungen in der Wirtschaft, aber auch durch eine doktrinaire Berufsbildungspolitik die Zahl der Lehrstellen von 600 000 auf 400 000 pro Jahr zurückgefallen ist? Es hat sich an diesem Beispiel drastisch gezeigt, wohin eine Bildungspolitik führt, die glaubt, über legitime Belange der Arbeitgeber und Lehrmeister hinwegschreiten zu können in einem Augenblick, da der Staat gar nicht in der Lage ist, für die verlorengehenden Lehrstellen in öffentlichen Lehrwerkstätten und Fachschulen hinreichenden Ersatz zu bieten.» Es ist heute ausserordentlich schwer, dieses Rad wieder zurückzudrehen. Es empfiehlt sich deshalb dringend, gerade wegen den Erfahrungen unseres nördlichen Nachbarn, vom Betreten ungesicherten Neulandes abzusehen und dafür das Bestehende sinnvoll weiterzuentwickeln. Hinzu kommt noch die von mir selbst gemachte Erfahrung, dass ja ohnehin die Meinungen weit, meilenweit auseinandergehen. Wenn ich an die Beratungen im Ständerat denke, wo ich bei einigen Neuerungen eher Mühe hatte, sie durchzubringen, dann wird einem die Gegensätzlichkeit der Auffassungen, die in unserem Lande herrschen, voll bewusst.

In unseren Verhältnissen teilen sich zwei Partner in die Aufgabe der Berufsbildung: die Wirtschaft und der Staat. Während die Berufsschule im wesentlichen eine staatliche Aufgabe darstellt, ist die Ausbildung im Betrieb eine solche der Wirtschaft, wobei allerdings auch hier der Staat die rechtlichen Rahmenbedingungen setzt, das Lehrverhältnis auch rechtlich schützt, seine Einhaltung kontrolliert, gleichzeitig aber der Wirtschaft einen grossen Hand-

lungsspielraum und damit auch eine entsprechende Verantwortung belässt. Wenn wir dieses Bildungssystem aufrechterhalten wollen, brauchen wir die Zusammenarbeit mit den Betrieben und den Berufsverbänden. Wir können nicht einsame Beschlüsse in einer Zentrale fassen. Das Engagement und den Willen zur Zusammenarbeit können wir übrigens heute beim überwiegenden Teil der Berufsverbände feststellen, und wir müssen diesen Willen zur Zusammenarbeit auch erhalten. Wir haben mit diesem dualen System gute Resultate erzielt und brauchen den Vergleich mit anderen Industriestaaten, welche den unseren ähnliche Verhältnisse aufweisen, keineswegs zu scheuen; im Gegenteil. Der direkte Bezug zur wirtschaftlichen Praxis hat ja auch eminente Vorteile, vor allem den Vorteil, dass man eben das vermittelt, was man im Leben brauchen kann, und so immer à jour ist. Es wäre wohl auch falsch – gestatten Sie mir diese Bemerkung –, in unseren Verhältnissen der Wirtschaft jede Verantwortung für die Ausbildung und Förderung ihres Nachwuchses abzunehmen. Sie trägt damit auch eine öffentliche Verantwortung, die ihr gut tut. Es gibt in der Wirtschaft ja Tausende von Leuten, die sich dieser Aufgabe mit grösster Hingabe widmen und die ein Wissen und eine Substanz zur Verfügung stellen, die sonst von niemandem beigebracht werden könnten. Dass es auch schlechte Lehrverhältnisse gibt, bestreiten wir nicht. Es wird eine Daueraufgabe sein, gegen missbräuchliches Verhalten vorzugehen. Ich möchte aber auch hier die Frage stellen: Gibt es denn nicht auch beispielsweise in den Mittelschulen unbefriedigende Situationen? Gibt es in den anderen Ausbildungssparten nur gute und beste Verhältnisse? Gibt es nicht auch dort menschliches Versagen?

Wenn wir diese Zusammenarbeit erhalten wollen, wird es notwendig sein, dass auch die Anforderungen an die Ausbildungsbetriebe nicht so hoch hinaufgeschraubt werden, dass die Ausbildungsbereitschaft absinkt. Man kann wohl sagen, das sei keine grundsätzliche, sondern eine pragmatische Ueberlegung. Meinnetwegen! Ein Absinken der Ausbildungsbereitschaft wäre aber ganz einfach eine Katastrophe, die wir nicht durch staatliche Massnahmen vollständig korrigieren könnten. Wir könnten – mindestens kurzfristig – keinen echten Ersatz bieten. Darüber täuschen noch so schöne Ausbildungskonzepte nicht hinweg. Bildungswissenschaftler werden wir auch in Zukunft brauchen, die das Grundsätzliche überdenken und neue Konzepte aufzeigen. Wir werden in Zukunft vor allem jene Wissenschaftler brauchen und vertrauensvoll mit ihnen zusammenarbeiten, die uns Neuerungen vorschlagen, die tatsächlich auch praktikabel und genügend erprobt sind und die das Experimentierstadium hinter sich haben. Wir benötigen auch jene Wissenschaftler, die über einen genügenden Fundus an Erfahrungen im menschlichen Bereich verfügen, damit sie uns glaubhaft erscheinen. Ich glaube, das ist ein deutliches Wort. Das sind unsere guten Ratgeber. Aber ich muss schon sagen: Es gibt auf diesem Gebiet auch andere; ich nehme da kein Blatt vor den Mund. Es gibt auch solche – wie man in dieser Situation zu sagen pflegt –, die Weichen stellen auf Geleisen, auf denen keine Züge fahren. In diesem Zusammenhang – ich spreche immer noch von der Ausbildungsbereitschaft – darf ich die Feststellung machen, dass unsere Diskussionen mit den Berufsverbänden und auch unser Aufruf, das Lehrstellenangebot quantitativ sowie qualitativ auch in der Zeit der Rezession aufrechtzuerhalten oder es sogar zu vermehren, ein gutes Echo gefunden haben. Wir stellen fest, dass im allgemeinen – Ausnahmen wird es auch hier geben – von einer Lehrstellennot in der Schweiz in Gegensatz zu allen unseren Nachbarländern nicht gesprochen werden kann. Die Zahl der gesetzlich geregelten Lehrverhältnisse nimmt bei uns nicht ab, sondern zu. Wir haben heute einen absoluten Höchststand seit Bestehen der Berufsbildungsgesetzgebung. Wenn es im Jahre 1975 noch rund 143 000 Lehrverhältnisse waren, so sind es heute etwa deren 147 000. Darauf sind wir angewiesen, und zwar im Hinblick auf unsere demographische Entwicklung. 1978 wird es keine

Schwierigkeiten geben, vielleicht aber 1979 und 1980. Das ist der Grund, weshalb das BIGA heute schon Aktionsprogramme für diese Jahre vorbereitet. Frau Thalman hat das lebenswürdigerweise erwähnt. Ab 1981 werden dann die geburtenschwächeren Jahrgänge zur Berufsausbildung kommen; die Situation wird sich somit ändern. Das mag mit ein Grund sein, weshalb in den meisten Branchen diese erhöhte Ausbildungsbereitschaft besteht; denn wer für den Nachwuchs der Zukunft sorgen will, muss dies heute tun und nicht erst morgen, weil es dann zu spät ist.

Welche realistischen, grundsätzlichen Alternativen werden denn eigentlich zur Verfügung stehen? Da wäre die Uebernahme der Berufsbildung, auch der betrieblichen Ausbildung, durch den Staat. Das könnte ja wohl nur eine Endphase sein. Es gibt Leute, die das propagieren, wobei zu sagen wäre, dass auch bei einer schulischen Ausbildung der Lehrlinge ein praxisbezogener Unterricht, d. h. Werkstätten und Laboratorien, notwendig sein werden, wenn man das Lehrziel erreichen will. Woher nähmen wir eigentlich zu einer solchen Umstellung die Kraft? Nach unseren Schätzungen wären 400 bis 500 neue Lehrwerkstätten zu errichten, wenn wir grundsätzlich auf das schulische System umstellen würden. Woher nähmen wir die Mittel, um diese teuren Lehrwerkstätten und ihren ebenso teuren Betrieb zu bezahlen; dies in einer Situation, in der ich grosse Mühe hatte, die paar Millionen flüssig zu machen, die es braucht, um die Neuerungen gemäss Entwurf des neuen Berufsbildungsgesetzes zu bezahlen.

Es bleibt also wohl gar nichts anderes übrig, als diese bewährte Partnerschaft zwischen Wirtschaft und Staat zu erhalten. Es geht also in diesem Gesetz um einen zweckmässigen Ausbau und eine Fortentwicklung einerseits der Betriebslehre, andererseits auch um eine Verbesserung des Berufsschulunterrichtes.

Nun erhebt sich in diesem Zusammenhang der an sich berechtigte Ruf nach mehr Allgemeinbildung und damit nach einer Gewichtsverschiebung zwischen Schule und Betrieb. Das ist ein Optimierungsproblem; denn wir werden die Lehrzeiten nicht verlängern können, und schon heute klagen natürlich beide Partner, sie hätten zuwenig Zeit zur Verfügung. Von einer Gewichtsverschiebung könnte man wohl dann sprechen, wenn, wie das gestern vorgeschlagen und auch in einzelnen Vernehmlassungen beantragt worden ist, der berufliche Unterricht auf mindestens zwei volle Tage pro Woche gesetzlich festgelegt würde. Wir haben in diesem Gesetz bewusst einen solchen Schematismus vermieden, obwohl auch wir wissen, dass die Tendenz in diese Richtung geht. In den letzten Jahren haben 14 neue Berufe den Unterricht in der Berufsschule ausgedehnt. Im Jahre 1976 erhielten immerhin bereits 45 300 Lehrlinge, also 30,7 Prozent, wöchentlich einen Unterricht von mehr als einem Tag. Zurzeit stehen 15 Reglemente in Bearbeitung, für welche die Frage zur Diskussion steht, ob der Unterricht pro Woche auf mehr als einen Tag ausgedehnt werden soll. Hier haben Sie übrigens wieder ein Beispiel für die Flexibilität unseres Systems, das sich differenziert nach den tatsächlichen Bedürfnissen ausrichten kann. Es stellt sich in diesem Zusammenhang natürlich auch die Frage, was eigentlich Allgemeinbildung sei und ob es wirklich so sei, dass nur in einer Schule Allgemeinbildung vermittelt werden könne. Aus meinen Erfahrungen, und ich bin ja schliesslich ursprünglich auch ein Schulmann (ich habe sogar das Privileg, zwölf Jahre lang Lehrer an einer kaufmännischen Berufsschule gewesen zu sein und später, nach einer gewissen Bewährungsfrist, Prüfungsexperte – Sie haben also immer ein bisschen Pech mit mir, ich habe ein so reiches berufliches Leben hinter mir, dass ich sehr viel auf eigene Erfahrung abstützen kann), kann man die Frage, ob nur die Schule Allgemeinbildung zu vermitteln vermöge, nicht einfach mit einem klaren Ja beantworten. Ich glaube, die Vermittlung von Bildungswerten ist kein Monopol der Schule; denn der Umgang mit Menschen verschiedenartiger Prägung, die Notwendigkeit der Einordnung in eine Arbeitsgemeinschaft, in ein Team, die Uebernahme persönlicher Verant-

wortung für echte, übertragene Aufgaben, der Kontakt auch mit dem tätigen Leben können natürlich auch ganz wesentlich dazu beitragen, alle jene Charaktereigenschaften zu fördern, die einen guten, verlässlichen und auch einen gebildeten Menschen kennzeichnen. Das Privileg Bildung zu besitzen, ist nicht auf den Akademikerstand beschränkt. Ich kenne Leute, die hinsichtlich Bildung, hauptsächlich wenn man auch noch Gemüt und Herzensbildung dazu nimmt, es ohne Hochschule mit manchem «Gschstudierten» aufnehmen. Die Auffassung der Aufklärer, dass man wissen müsse, um ein guter Mensch zu sein, hat ja in dieser absoluten Form ohnedies Schiffbruch erlitten. Wer noch nicht versteht, was ich da meine, dem empfehle ich, wieder einmal in den Schriften Pestalozzis zu lesen, der einen grossen Teil seiner Arbeit auf Ausführungen über den Bildungswert der manuellen Arbeit konzentriert hat. Ich empfehle Ihnen, insbesondere einmal «Die Abendstunde eines Einsiedlers» zu lesen.

Nun macht man unserem System ferner den Vorwurf – das ist auch gestern geschehen –, dass es zu stark differenziiert, auf den Leistungen des Einzelnen aufbaue. Der Mensch ist kein Einheitswesen. Der Mensch in seiner Vielgestalt ist derart verschieden, dass sogenannte Einheitslösungen wohl an seinem Wesen scheitern werden. Das System der Einheitsschule spielt da ja hinein, das vermeiden soll, dass eine zu frühe Spezialisierung auf Kosten der Grundausbildung vorgenommen werde. Wir nehmen übrigens im Vergleich zu vielen andern Staaten diese Spezialisierung relativ spät vor. Wir befinden uns da nicht etwa in einer Extremposition. Können Sie mir, was Einheitsschule betrifft, ein einziges kantonales Schulsystem nennen – es sind ja die Kantone, die für den Unterbau, für das Volksschulwesen zuständig sind –, welches das Prinzip dieser Einheitsschule, wo gewissermassen alle Wege nach Rom führen, anwendet? Man hat da und dort Versuche unternommen; zum Teil laufen sie noch. Viele Schulversuche, die in dieser Richtung gingen, sind unterdessen aber mangels Resultaten abgebrochen worden. Wir stehen vor der Tatsache, dass alle unsere Schulsysteme auf Leistung, auf Promotionsordnungen, auf Zeugnisdurchschnitte, auf Prüfungen aufgebaut sind. Man kann das bedauern, je nach der Haltung, die man hier einnimmt. Das ändert aber nichts an der Tatsache selbst. Auf jeden Fall ist es schwer, einzusehen, wie man bei fehlendem Unterbau, wo diese Einheitsschule nicht verwirklicht ist, nun ausgerechnet bei der Berufsbildung etwas tun soll, wofür die Voraussetzungen überhaupt nicht vorhanden sind. Denn auch die Berufsschule muss ja auf etwas aufbauen können: Sie baut auf auf den acht, neun oder zehn Jahren, die der Lehrling oder die Lehrtochter vorher eben absolviert hat. Ich glaube, viel wichtiger ist es, dass wir ein reiches Bildungsangebot schaffen. Es ist ja gerade eine der Zielsetzungen dieser Neuerung, dieses Bildungsangebot wesentlich auszubauen. Ein Bildungsangebot, das zwar nicht jedem nach Mass auf seine Statur geschrieben ist, das aber nach Möglichkeit den Voraussetzungen des jungen Menschen, seinen Fähigkeiten und Neigungen entspricht. Ich sage: nach Möglichkeit, denn ein idealer Zustand wird hier ja nie erreicht werden können, weil die Vielfalt der Menschen zu gross ist.

Dann scheint mir etwas Weiteres wichtig zu sein: dass wir die Durchlässigkeit von einem Ausbildungsgang zum andern und auch die Uebertrittsmöglichkeiten verbessern, dass die Berufslehre beispielsweise keine Einbahnstrasse ist. Auch hier bietet uns das neue Gesetz erweiterte Möglichkeiten. Mit dieser vergrösserten Durchlässigkeit meine ich zum Beispiel den Eintritt von einer Klasse der Mittelschule in die Berufslehre oder von der Anlehre in die Berufslehre; ich meine damit auch den Uebertritt in alle weiterführenden Schulen.

Nun möchte ich ein paar kurze Bemerkungen anbringen im Sinne einer Zusammenfassung der wesentlichen Neuerungen, die wir Ihnen vorschlagen.

Einmal der Uebergang vom sogenannten dualen System zum trialen System. Der dritte Pfeiler unserer Berufsbil-

dung sind die sogenannten Einführungskurse, zu denen die Lehrlinge der gleichen Ausbildungsgattung immer dann zusammengenommen werden, wenn im fachlichen Bereich neue, grundlegende Fertigkeiten vermittelt werden sollen – dies ist in der Meinung, dass damit der Betrieb etwas entlastet wird, weiter in der Meinung, dass diese neuen Fertigkeiten in den Einführungskursen erworben und nachher in den Betrieben weiterentwickelt und vor allem geübt werden. Das ist ein ganz wesentlicher Fortschritt. Ich bedaure es, dass man das nicht besser erkennt. Es handelt sich übrigens um einen Fortschritt, der uns in der Durchführung einige Probleme aufgeben wird; grosse Anstrengungen werden notwendig sein, bis wir dieses triale System, diesen dritten Pfeiler, vollständig aufgebaut haben.

Das Zweite, das von Bedeutung ist, ist die Erarbeitung von Modell-Lehrgängen für alle Ausbildungsstufen, immer im Bestreben, damit die kurze zur Verfügung stehende Ausbildungszeit besser und systematischer auszunutzen.

Das Dritte ist die Lehrmeisterausbildung mit dem obligatorischen Besuch von Ausbildungskursen. Auch in der Lehrlingsausbildung spielt letzten Endes ja der Mensch die entscheidende Rolle. Der Lehrling und die Lehrtochter befinden sich in einer wichtigen – vielleicht sogar in der wichtigsten – Phase ihrer persönlichen Entwicklung. Es ist darum sicher kein Luxus, wenn diejenigen Erwachsenen, die mit diesen jungen Menschen tagtäglich zu tun haben und ihnen gegenüber Verantwortung tragen, auch über einige Grundkenntnisse in Pädagogik, in Jugendpsychologie, in Methodik und Didaktik, aber auch über die notwendigen Gesetzeskenntnisse verfügen, die eben ein guter Lehrmeister haben sollte. Dabei bin ich mir bewusst, dass ein schlechter Lehrmeister auch in solchen Kursen nicht «auf Hochglanz poliert» werden kann; ich bin mir auch bewusst, dass es schon heute Hunderte, ja Tausende von Lehrmeistern gibt, die eine natürliche Begabung besitzen, die gewissermassen pädagogische Naturtalente sind, die kontaktfreudig sind und ein gutes Herz diesen jungen Menschen gegenüber haben, die also ihre Aufgabe auch heute schon – ohne diese Kurse – gut erfüllen. Andererseits stellen wir fest, dass sehr viele Lehrmeister auf diese Kurse warten. Die «Probelaufe», die wir veranstalteten, fanden ein ausserordentlich positives Resultat und Echo.

Was die Berufsberatung betrifft, tun wir einiges, aber wir können ja niemanden zum Besuch dieser Institution zwingen; die Verantwortung der Eltern muss in dieser Beziehung gewahrt bleiben.

Wir möchten ferner das Institut für Berufspädagogik gesetzlich verankern, nachdem auch hier die Experimentierphase abgelaufen ist. Dieses Institut hat eine grosse Aufgabe zu erfüllen: Es ist zuständig für die Ausbildung der Berufsschullehrer (an sich schon quantitativ eine immense Aufgabe); es muss mitwirken bei der Ausbildung der Lehrmeister, es muss eine gesamtschweizerische Dokumentation für das Berufsschulwesen zusammenstellen, und es muss Forschung auf dem Gebiete der Berufsbildung sowie Berufsforschung betreiben. Das ist ein sehr ambitiöser Katalog, der ebenfalls nur schrittweise wird realisiert werden können. Dies alles hängt davon ab, in welchem Umfang wir hier die Mittel – auch in personeller Hinsicht – zur Verfügung haben.

Wir möchten auch neue Schultypen, die ausprobiert worden sind, definitiv institutionalisieren und in diesem Gesetz verankern: Die Berufsmittelschule, die heute von etwa 4000 Schülern besucht wird; das ist nicht ein Endstand, sondern diese Schule ist im Aufbau und Ausbau begriffen; ferner die Technikerschule als Mittelstück für die Ausbildung von Leuten zwischen dem Facharbeiter und dem eigentlichen Ingenieur, für Arbeitsvorbereiter, Konstrukteure usw.; ferner die Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschule, gewissermassen eine «höhere technische Lehranstalt» auf dem Verwaltungs- und kaufmännischen Gebiet.

Schliesslich möchten wir in diesem Gesetz eine vielleicht eher marginale, für die Betroffenen aber zentrale Frage

endlich lösen: die leidige Titelfrage der Absolventen unserer Höheren Technischen Lehranstalten.

Das Gesetz bringt aber noch etwas grundsätzlich Neues: die gesetzliche Regelung der Anlehre, soweit sie ein gewisses zeitliches Ausmass erreicht. Wir glauben nämlich, dass sich hier ein eigentlicher «Wildwuchs» abzeichnet, der nicht nur erfreuliche Erscheinungen zeitigt. Diese gesetzliche Regelung hat den Sinn, die Betroffenen zu schützen und ihnen auch einen Schulbesuch zu garantieren. Es ist gar nicht wenig, was wir da vorschlagen; es ist vielmehr ein bedeutender Schritt, den wir tun wollen. Wir sollten ihn tun; das sage ich auch jenen, die eher bremsen möchten, denn gerade gegenüber den fast 150 000 Absolventen einer Lehre tragen wir eine grosse Verantwortung.

Noch ein Wort zu unserem Verhältnis zu den Kantonen. Die Kantone sind gestern überhaupt nicht in Erscheinung getreten, was mich verwunderte. Wir tun hier so, als wären wir die einzigen im staatlichen Bereich, die auf diesem Gebiet Verantwortung tragen. Das ist mir gänzlich neu; denn mit Ausnahme der ETH haben wir keinen Schultypus, in dem wir eine so stark normierende Mitwirkung des Bundes kennen. Die Durchführung ist aber im wesentlichen Sache der Kantone; dieses Rahmengesetz lässt ihnen nach wie vor einen wesentlichen Spielraum des Gestaltens. Das scheint mir gut zu sein. Das Gebiet der Ausbildung ist ja gemäss unseren föderalistischen Verhältnissen an sich grundsätzlich den Kantonen überlassen. Hier hat auch der Föderalismus wesentliche Substanz – auch heute noch. Es wäre nach meiner Meinung falsch, die Kantone hier aus ihrer Verantwortung entlassen zu wollen. Sie möchten das ja auch nicht; es besteht kein Anlass, hier etwas zu ändern. Die Kantone stehen hier ja eher «an der Front» als wir. Zudem sind die Verhältnisse vielgestaltig. Voraussetzung ist aber, dass wir ein offenes Rahmengesetz erarbeiten, das den Kantonen den ihnen zukommenden Gestaltungsspielraum lässt.

Nun noch zu einigen wenigen konkreten und klar formulierten Einzelfragen aus der Eintretensdebatte. Ich werde mich möglichst kurz fassen. Herr Nationalrat Dirren möchte wissen, wann die Verfassungsänderung komme, die auch die Unterstellung der Berufe für Krankenpflege und medizinische Hilfsberufe gestatte. Diese Unterstellung wäre sachlich richtig. Ich glaube, man hat das auf allen Bänken erkannt. Aber vorläufig gilt immer noch Artikel 34ter Absatz 1 Buchstabe g der Bundesverfassung, der diese Unterstellung nicht gestattet. Man wollte das im neuen Bildungsartikel vorsehen, der vor einigen Jahren in der Volksabstimmung abgelehnt worden ist. So müssen Sie und ich eben auf einen neuen Bildungsartikel warten.

Herr Renschler wartet ebenfalls auf den neuen Bildungsartikel. Ich weiss auch nicht, wann er kommt und ob er dannzumal angenommen werden wird. Ich weiss nicht, ob das politische Klima günstiger geworden ist; ich wage es zu bezweifeln. Eines kann ich Ihnen zum Trost noch sagen: Wäre der erste Bildungsartikel angenommen worden, dann hätten wir lediglich einen Artikel im alten Berufsbildungsgesetz ändern müssen, nämlich jenen, der diese Unterstellung enthält; alles andere hätte auch in den Rahmen einer neuen Verfassungsbestimmung gepasst. Sie sehen, so offen und so gut ist dieses Gesetz.

Herr Augsburgberger fragt, ob das Werkjahr subventioniert wird. Ich verweise Sie auf Artikel 78 Alinea 5 des Gesetzesentwurfes. Sie haben auch noch eine sehr spezielle Frage gestellt zu dieser Berufsschule für Verwaltungsangestellte. Ich verweise Sie der Einfachheit halber auf Seite 23 des Protokolls von Sursee, wo diese Frage schon beantwortet worden ist.

Herr Nationalrat Schwarz fragt, ob ich auch im Rat die Erklärung abgebe, dass die Möglichkeiten der externen Prüfung grosszügig angewendet würden. Ich möchte diese Frage auch hier bejahen. Meine Erklärungen in der Kommission gelten also auch hier.

Zum Schluss habe ich noch Stellung zu nehmen zum Nichteintretensantrag von Herrn Carobbio. Gestatten Sie

mir vorher eine Klammerbemerkung. Herr Carobbio hat gesagt, dass man in sozialistischen Staaten keine Jugendarbeitslosigkeit kenne, was die Korruptheit unseres Systems beweise. Wissen Sie, Herr Carobbio, wir hätten auch keine Jugendarbeitslosigkeit, wenn wir gleich vorgehen würden wie dort; wenn wir zum Beispiel keine Arbeitslosenversicherung hätten, wenn wir die Möglichkeit einer zwangsweisen Zuweisung der Arbeitslosen an freie Arbeitsplätze hätten, also eine absolute Mobilität, und wenn die Löhne nicht partnerschaftlich durch die Tarifpartner festgelegt würden, sondern einseitig durch den Staat. Wenn wir diese Voraussetzungen hätten, gäbe es auch bei uns keine arbeitslosen Jugendlichen. Man muss also Gleiches mit Gleichem vergleichen. Das nur eine Zwischenbemerkung.

Herr Carobbio möchte die polyvalente Ausbildung, offenbar nach der in der Sowjetunion und in der DDR üblichen Methode. Dort ist diese polyvalente Ausbildung vorhanden, und zwar so, dass schon in der Volksschulausbildung ein polyvalenter Unterricht in dem Sinn besteht, dass dort auch Handfertigkeitsunterricht, grundlegende Bearbeitungstechniken an Holz und Metall vermittelt werden und auch teilweise eigene Schulwerkstätten zur Verfügung stehen, teilweise sogar ein vorübergehender Einsatz in den Betrieben. Es handelt sich hier also um den Unterbau der Berufsausbildung. Wenn Sie Ihre Idee durchsetzen müssen, sind Sie hier an der falschen Adresse. Das wäre ja dann Sache der Kantone, eine solche polyvalente Grundausbildung zu schaffen.

Um die Grundausbildung für die Lehrlinge – das ist der zweite Teil Ihrer Begründung des Antrages – zu erweitern, braucht das Gesetz nicht an den Bundesrat zurückgewiesen zu werden. Die Ausbildung in den einzelnen Berufen wird jeweils in einem Reglement geregelt, und die gesetzliche Grundlage hierzu ist Artikel 12 des Entwurfes, den die Kommission des Nationalrates noch in dem Sinne ergänzen will, dass das Departement die Ausbildung in verwandten Berufen koordinieren soll. Diese Rechtsgrundlage genügt durchaus, um auch die Grundausbildung – was immer man darunter verstehen will – gegebenenfalls zu erweitern. Hingegen möchte ich den Schematismus von Herrn Carobbio ablehnen, denn die Verhältnisse sind in den verschiedenen Berufen zu vielgestaltig.

Im übrigen haben wohl meine allgemeinen Ausführungen wesentlich dazu beigetragen, dass es Ihnen nicht allzu schwer fallen wird, den Rückweisungsantrag von Herrn Carobbio abzulehnen. Ich bitte Sie, dieser Vorlage zuzustimmen. Es ist mir auch ein aufrichtiges Anliegen, den beiden Referenten zu danken, dem Präsidenten der Kommission und Ihren Kommissären, die unter einem ausserordentlich grossen Aufwand an Zeit und Kraft dieses Gesetz für Sie vorberaten haben.

Le président: Je constate que l'entrée en matière n'est pas combattue. Elle est adoptée.

M. Carobbio a fait une proposition de renvoi au Conseil fédéral, proposition qui a déjà été motivée.

Abstimmung – Vote

Für den Rückweisungsantrag Carobbio	5 Stimmen
Dagegen	133 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1*Antrag der Kommission**Abs. 1**Bst. c*

Die Berufsforschung und die Berufsbildungsforschung.

Für den Rest von Absatz 1: Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1bis

Die Anwendbarkeit des Gesetzes richtet sich nach der Art des zu erlernenden Berufes und ist von der Art des Betriebes unabhängig.

Abs. 2 und 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag Augsburger**Abs. 1 Bst. c*

Nach Entwurf des Bundesrates

Art. 1*Proposition de la commission**Al. 1**Let. c*

La recherche en matière de professions et de formation professionnelle.

Pour le reste de l'alinéa 1: Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1bis

L'application de la loi dépend de la nature de la profession et non de celle de l'entreprise.

Al. 2 et 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition Augsburger**Al. 1 let. c*

Selon le projet du Conseil fédéral

Augsburger: In Artikel 61 will die Kommissionsmehrheit die Förderung der Berufsforschung durch den Bund verankern. Eine Minderheit, der ich angehöre und die ich zu vertreten habe, wendet sich dagegen und will es bei der Förderung der Berufsbildungsforschung durch den Bund, entsprechend dem bundesrätlichen Antrag und dem Beschluss des Ständerates, bewenden lassen. Nachträglich bin ich zur Auffassung gelangt, dass die Ablehnung der Förderung der Berufsforschung konsequenterweise auch in Artikel 1 ihren Niederschlag finden müsste, indem im Gegensatz zum Antrag der Kommission die Berufsforschung herauszustreichen und die Fassung des Bundesrates zu unterstützen wäre. Ich begründe deshalb den Antrag der Kommissionsminderheit zu Artikel 61 bereits im Zusammenhang mit meinem Antrag zu Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe c.

Was ist überhaupt Berufsforschung? Welches sind ihre Ziele, ihre Anwendungsbereiche und ihre Methoden? Wie bei jeder jungen und neuen Wissenschaft kann man kaum von klaren und eindeutigen Vorstellungen sprechen. Die Absichten der Initianten – das sind in erster Linie die Berufsberater – dürften in recht starkem Mass von gewerkschaftlichen Ideen abweichen. Dass die Arbeitgebersseite auch ihre eigenen Vorstellungen hat, versteht sich von selbst. Es würde zu weit führen, die ganze Problematik der Berufsforschung hier zur Darstellung bringen zu wollen. Unter einigen Stichworten möchte ich Ihnen meine Auffassung kundtun.

1. Finanzieller Mehraufwand: Die gegenwärtige Situation der Bundesfinanzen spricht gegen die Institutionalisierung einer Berufsforschungsanstalt, denn die Absichten der Initianten und weiterer Kreise sind derart mannigfaltig, dass

mit grossen Investitionen und wiederkehrenden Ausgaben gerechnet werden müsste. In Deutschland arbeiten rund 100 wissenschaftlich geschulte Fachkräfte an dieser Aufgabe.

2. Berufsforschung und Berufsbildungsgesetz: Nach Ansicht verschiedener Experten geht es nicht an, dass die Berufsforschung in einem Gesetz, das sich nur mit der Berufsbildung befasst, geregelt wird. Der Rahmen des Gesetzes wird damit eindeutig gesprengt. Eine Berufsforschung müsste umfassend sein, sie dürfte die Landwirtschaft und die Berufe im Sektor des Gesundheitswesens nicht ausser acht lassen, und damit ginge sie weit über den Geltungsbereich dieses Gesetzes (Abs. 1 Bst. b) hinaus. Damit würden der Berufsbildung Kosten angelastet, die mit diesem Gesetz wenigstens zum Teil nicht mehr zu begründen wären.

3. Berufsforschungs- und Arbeitsmarkt- bzw. Strukturpolitik: Ich verhehle die Befürchtung nicht, namentlich wenn sich die Forschung vor allem auf das quantitative Moment stützt, dass mit den Grundlagen Arbeitsmarkt- und Strukturpolitik betrieben wird. Diese Gefahr ist um so grösser, je mehr Bildungsplaner am Werk sind und je theoretischer die Grundlagenforschung betrieben wird. Meiner Ansicht nach sind in erster Linie die Praktiker und die Verbände, die täglich mit dem entsprechenden Beruf konfrontiert werden, in der Lage, die Berufsforschung pragmatisch zu konkretisieren und ohne Verzug zu handeln. Wenn unter Berufsforschung vorab die Erarbeitung von Grundlagen für Bedarfsprognosen verstanden wird, dann ist dem entgegenzuhalten, dass ein solches Unterfangen in unserer schnelllebigen technisierten Arbeitswelt äusserst problematisch ist.

4. Erfahrungen im Ausland: Die mit der Berufsforschung namentlich in Deutschland gemachten Erfahrungen im Ausland sind nicht ermutigend. Die Berufsbildung geriet dort in den Einflussbereich weltfremder Theoretiker und Ideologen. Es wurde eindeutig an den Bedürfnissen der Praxis vorbeigeforscht, und von einem Vorsprung der Berufsbildung dank Berufsforschung kann dort wohl keine Rede sein.

Trotz diesen kritischen Bemerkungen ist einzugestehen, dass der Berufsforschung, allerdings klar eingegrenzt und auf die wirklichen Bedürfnisse der Berufsberatung und Berufsbildung zugeschnitten, die Berechtigung nicht einfach abgesprochen werden kann. Man wird sich mit diesen Bedürfnissen viel konkreter auseinandersetzen müssen, als das anlässlich der Beratung des Berufsbildungsgesetzes der Fall war. Wenn schon, dann wäre die Berufsforschung im Arbeitsvermittlungsgesetz, das gegenwärtig im Vorstadium der Revision ist, zu verwirklichen, nicht aber im Berufsbildungsgesetz. Ich bitte Sie deshalb, meinem Antrag zuzustimmen, d. h. der Fassung des Bundesrates und des Ständerates den Vorzug zu geben.

M. Jelmini: Je me sens un peu responsable de cette discussion sur l'article 1er parce que j'ai formulé, au sein de la commission, la proposition de compléter la lettre c de cet article 1er qui ne peut pas être dissocié de l'article 61, ainsi que M. Augsburger vient de le préciser.

La première disposition délimite le champ d'application, la deuxième en définit le contenu. Il s'agit, ici, de fixer la compétence de la Confédération de promouvoir une recherche déterminée. L'article 61 nous dira avec qui la Confédération collabore à cette fin, à qui pourront être confiées certaines tâches de recherche, quels seront les problèmes particuliers qui devront trouver une solution. Les buts de cette recherche tels que fixés à l'article 61 paraissent assez restrictifs. On se borne à envisager l'organisation de l'enseignement, les modalités, la forme et le contenu de l'enseignement. La disposition votée par la majorité de la commission a l'avantage d'élargir cette compétence en vue d'une recherche plus efficiente. Il faut envisager la profession et non seulement la formation professionnelle. Car, l'analyse des exigences et des ten-

dances de développement entre les diverses professions constitue la condition de la recherche dans le domaine de la formation. La recherche dans le domaine de la profession est, pour ainsi dire, une recherche de base par rapport à la recherche en matière de formation professionnelle. Je ne crois pas qu'il soit possible d'aborder la deuxième sans considérer la première. De nombreux aspects de la profession doivent être envisagés au point de vue économique, technique, médical, psychologique, etc. Les conséquences financières ne sont pas redoutables. Il s'agit en grande partie d'un travail de coordination. La recherche dans le domaine de la profession est déjà faite en partie par les pouvoirs publics, l'économie et l'école. Il faut résumer le tout et le mettre à la disposition des instituts et des personnes qui s'occupent de la formation professionnelle. Ceci est important surtout pour l'orientation professionnelle. Les données fournies par l'orientation professionnelle doivent être collectionnées sur des bases scientifiques et non pas seulement empiriques comme c'est le cas actuellement.

Evidemment, l'étendue de cette recherche doit être définie comme d'ailleurs l'étendue de la recherche sur la formation professionnelle. Mais il est important, ici, de fixer au moins la compétence générale de la Confédération. Par conséquent, je vous invite à repousser la proposition de M. Augsburger.

M. Speziali, rapporteur: La majorité de la commission a adopté par 13 voix contre 6 les considérations faites à la commission par notre collègue Jelmini. Ces considérations ont été répétées ce matin très clairement par lui-même. Au nom de la commission, nous soutenons cette proposition prévoyant une recherche en matière de professions, chose très souhaitable. Au nom de la majorité de la commission, je vous engage à soutenir la proposition de la commission elle-même.

Frau Thalmann, Berichtersterlerin: Die Mehrheit der Kommission hat den Antrag Jelmini unterstützt mit 13 gegen 6 Stimmen. Warum? Wir brauchen eine Grundlagenforschung und eine angewandte Forschung. Dadurch sollte man konkrete Ergebnisse erhalten, über den Arbeitsmarkt, eine Arbeitsbeschreibung, Berufsbeschreibung und Anforderungsprofile. Ob man nun den Auftrag im Berufsbildungsgesetz oder im Gesetz für Arbeitsvermittlung festhalten soll, das bleibe dahingestellt. Aber sicher ist, dass die Berufsforschung der Berufsberatung, den Berufsverbänden, den Wirtschaftsgruppen, aber auch den politischen Behörden dienen soll. Darum glaube ich, dass es richtig ist, wenn die Mehrheit die Grundlagenforschung auch bejaht. Wenn wir heute teilweise gegen die Grundlagenforschung sind, so kommt das wahrscheinlich von der Wissenschaftsforschung her, und da hat man hier und da die Zielsetzung zu wenig umschrieben. Man hat die Aufträge nicht zeitlich befristet. Sicher ist, dass man auch bisherige Forschungsergebnisse anwenden müsste, und nicht einfach sagen kann, eine Kontaktaufnahme sei verboten. Dann hat auch die Grundlagenforschung einen grossen Wert.

Bundesrat Brugger: Ich habe mich schon in der Kommission gegen diese Ausweitung der Zielsetzung gewehrt, denn es heisst ja: «Das Gesetz regelt» die Berufsbildungsforschung und neu noch die Berufsforschung. Man wird sich fragen müssen: Gehört das in dieses Gesetz oder nicht? Die Berufsforschung – damit meint man wohl vor allem auch Studien über die Zukunftsaussichten eines Berufes, die Entwicklung eines Berufes – ist ein Instrument der Arbeitsmarktpolitik und nicht der Bildungspolitik. Es ist sogar gefährlich, das zusammenzubringen, denn gestern ist gesagt worden, man sollte die Ausbildung des Menschen nicht einfach an die wirtschaftlichen Zukunftsaussichten binden, sondern die Freiheit der Wahl nach Neigung sollte erhalten bleiben. Vielleicht soll auch das Sozialprestige der verschiedenen Berufe – was auch immer

sich hinter diesem Begriff versteckt – überprüft werden. Weiter hinten sagt man dann, wie das geregelt werden soll, nämlich das berufspädagogische Institut sollte dies tun. Ich muss Ihnen sagen: Dieses Institut ist nicht in der Lage, diese Forschung zu betreiben. Es wird noch lange gehen, bis es einmal das macht, was zu seinen Leisten gehört, nämlich die Berufsbildungsforschung, weil uns ja die Mittel gar nicht zur Verfügung stehen. Hingegen beabsichtigen wir, etwas von dem ins Berufsvermittlungsgesetz, das in Revision ist, hineinzunehmen; dort wäre es am richtigen Ort. Die Berufsbildungsforschung müsste auch von anderen Forschungsteams übernommen werden, als von jenen im berufspädagogischen Institut. Das ist keine so wichtige Frage, aber ich glaube, wir sollten doch machen, was richtig ist.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	46 Stimmen
Für den Antrag Augsburger	60 Stimmen

Abs. 1bis, 2 und 3 angenommen gemäss Antrag der Kommission

Al. 1bis, 2 et 3 adoptés selon la proposition de la commission

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1 und 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Besuchet, Bundi, Chavanne, Jelmini, Müller-Luzern, Renschler, Seiler, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

Die Berufsberatung soll Jugendliche und Erwachsene über die wirtschaftlichen und sozialen Aussichten, welche die verschiedenen Berufe bieten, orientieren.

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1 et 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Besuchet, Bundi, Chavanne, Jelmini, Müller-Lucerne, Renschler, Seiler, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

L'orientation professionnelle doit renseigner les jeunes gens et les adultes sur les perspectives économiques et sociales qu'offrent les différentes professions.

M. Besuchet, porte-parole de la minorité: Lors de la discussion en séance de commission, il a été dit qu'il allait de soi que les orienteurs professionnels donnent des précisions sur les perspectives économiques et sociales qu'offrent les différentes professions. Je voudrais bien que tel soit le cas, mais je dois constater qu'il en est tout autrement dans les faits. Selon les nombreux témoignages que j'ai pu recueillir, les personnes responsables de l'orientation professionnelle se limitent, dans la plupart des cas, à déterminer le niveau intellectuel, les aptitudes et les goûts des jeunes qui se trouvent devant le choix d'une carrière, et à leur présenter un éventail de professions possibles, en tenant compte des places d'apprentissage disponibles et des besoins à moyen terme de l'éco-

nomie régionale. Les orienteurs sont, par ailleurs, soumis à des pressions et à une publicité tapageuse de la part de certaines associations d'employeurs en mal de main-d'œuvre qualifiée. J'ai eu quelquefois l'occasion d'assister à des séances dites d'information, organisées par des associations patronales, à l'intention des préposés, parfois même de maîtres de classes terminales primaires ou secondaires. J'ai toujours été frappé par les moyens à disposition pour faire la démonstration que tel ou tel métier est le plus beau qu'il soit; films hauts en couleur, diapositives commentées, monographies luxueuses, collations bien arrosées, rien n'y manque sinon le souci d'objectivité ou simplement d'honnêteté. Honnêteté qui veut que l'on dise que le maçon, le ferblantier travaillent aussi au froid et à la pluie, que le cuisinier est presque toujours de service lorsque les autres s'amusent ou que le mécanicien sur automobiles doit s'accommoder du cambouis et la vendeuse des humeurs du client. Honnêteté qui veut que l'on dise aussi, qu'en règle générale, la vendeuse doit se contenter d'un salaire de misère, que dans certaines régions, la profession de monteur-électricien est encombrée et qu'un grand nombre de dessinateurs-architectes ou en génie civil sont sans travail dans leur profession. Le jeune homme ou la jeune fille en quête d'un métier, doit être informé objectivement sur les perspectives connues ou vraisemblables de la profession qu'il envisage de choisir, surtout en ce qui concerne le marché de l'emploi, sur ses avantages et ses servitudes, sur le niveau moyen de la rémunération, sur la durée et sur l'horaire de travail actuels et probables, sur la réglementation ou la non-réglementation des conditions de travail par convention collective, sur l'éventail des possibilités qu'ouvre la profession, sur les chances réelles de promotions qu'elle offre. Ce droit d'être renseigné et de pouvoir se déterminer en toute connaissance de cause est un droit fondamental; il doit trouver sa place dans la loi sur la formation professionnelle. Pour les préposés aux offices d'orientation professionnelle qui informent déjà les jeunes gens et les adultes sur les perspectives économiques et sociales qu'offrent les différentes professions, ce nouvel alinéa ne fera que codifier leur pratique, ce qui est tout à leur honneur. Ne serait-ce que pour les orienteurs qui négligent cet aspect important de leur tâche, il est nécessaire de le leur rappeler, en l'inscrivant dans le 3e alinéa de l'article 2.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à soutenir la proposition de la minorité.

M. Speziall, rapporteur: M. Besuchet a présenté à la commission une proposition un peu semblable à celle-ci. Même si celle qu'il nous soumet aujourd'hui est un peu changée, la substance demeure la même. Il convient de reconnaître que la proposition de M. Besuchet comporte un fond très juste, en ce sens qu'elle prévoit une orientation professionnelle qui soit la plus complète possible. Cependant, la proposition a été repoussée par 11 voix contre 7 et 2 abstentions. En effet, la majorité pense que ce que cette dernière réclame ici se situe dans l'ordre normal du bon sens de l'orientation professionnelle elle-même, dont la tâche essentielle est bien d'informer les jeunes gens sur les perspectives économiques et sociales. En l'occurrence, nous sommes d'avis que la substance de l'alinéa 2 de l'article 2 contient déjà ce que demande M. Besuchet.

Au nom de la majorité de la commission, je vous prie donc de repousser cette proposition.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Die Kommission hat diesen Antrag mit 11 gegen 7 Stimmen abgelehnt. Auch die Kommissionsmehrheit hält dafür, dass die Berufsberatungsstellen im Rahmen des Möglichen das ihrige tun sollen. Wir glauben aber, dass die Berufsberatung in erster Linie die Eignung und die Neigung des Jugendlichen abzuklären hat. Auskunft über die sozialen Aussichten zu geben, ist dagegen sehr schwierig. Da wir annehmen, dass die Berufsberatungsstellen durch die Aufnahme einer dies-

bezüglichen Bestimmung überfordert wären, möchten wir davon absehen. Wir möchten nicht etwas ins Gesetz aufnehmen, was sich nachher doch nicht durchführen lässt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	78 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	40 Stimmen

Art. 3, 4, 5 Abs. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 3, 4, 5 al. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 5 Abs. 3

Mehrheit

Der Bund empfiehlt den Kantonen, in den letzten Schuljahren in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden eine obligatorische Aufklärung über die Berufs- und Studienwahl durchzuführen.

Minderheit

(Vetsch, Augsburger, Bürer, Fischer-Weinfeld, Flubacher, Kloter, Künzi, Müller-Aargau, Rüegg, Sauser, Schärli, Sigrist, Schnyder-Bern, Thalmann)

Streichen

Art. 5 al. 3

Majorité

La Confédération recommande aux cantons d'instituer, dans les dernières années de la scolarité et avec la collaboration des associations professionnelles, une information obligatoire concernant le choix de la profession ou des études.

Minorité

(Vetsch, Augsburger, Bürer, Fischer-Weinfeld, Flubacher, Kloter, Künzi, Müller-Argovie, Rüegg, Sauser, Schärli, Schnyder-Berne, Sigrist, Thalmann)

Biffer

Vetsch, Sprecher der Minderheit: Die Berufsberatung erfüllt tatsächlich eine wichtige Aufgabe. Sie wird durch dieses Gesetz auch entsprechend gefördert. Die Kantone haben für eine zweckmässige Organisation zu sorgen, was dieses Gesetz bestimmt. Das ist recht so. Nun würden wir aber zu weit gehen, wenn wir dem Mehrheitsantrag zu Artikel 5 Absatz 3 neu zustimmten. Zwar ist der Gedanke, dass in den Volksschul-Abschlussklassen Aufklärung über die Berufs- und Studienwahl durchgeführt werden soll, durchaus richtig. Das wird denn auch in Zusammenarbeit mit den Berufsberatern und Betrieben, namentlich auch mit sogenannten Schnupperlehren oder Schnuppertagen, erfolgreich getan. Was hier gefordert wird und im Grundsatz zu bejahen ist, ist nun aber Sache der Kantone. Sie haben die Lehrpläne für die Volksschule zu schaffen; sie allein und nicht der Bund sind für die Volksschule zuständig. Weil das auch die Kommissionsmitglieder wissen, sind sie auf die unmögliche Form der Empfehlung ausgewichen. Ich bitte Sie, dies zu beachten. «Der Bund empfiehlt den Kantonen», heisst es im Mehrheitsantrag. In ein Gesetz gehören keine Empfehlungen, sondern klare, verbindliche Bestimmungen. Eine klare Zuständigkeitsordnung zwischen Bund und Kantonen darf nicht durch gesetzliche Empfehlungen verwischt werden. Ich bitte Sie, den Mehrheitsantrag, der mit 12 zu 9 Stimmen zustande gekommen ist, abzulehnen und den Minderheitsantrag, der immerhin von 14 Mitgliedern der Kommission unterzeichnet ist, gutzuheissen, damit wir nicht unzulässigerweise in die kanto-

nale Schulhoheit eingreifen und so etwas Unfachmännisches wie gesetzliche Empfehlungen zu erlassen beginnen.

Welter: In der Botschaft auf Seite 16 heisst es zu Artikel 3 im zweiten Abschnitt: «In verschiedenen Vernehmlassungen kommt zum Ausdruck, dass im letzten Schuljahr oder permanent vom 7. Schuljahr an eine generelle Berufsberatung durchgeführt werden müsse. In diesem Sinne sei die Berufsberatung obligatorisch zu erklären. Mit einer solchen Bestimmung würde der Bund den Kantonen auf die Volksschulstufe ein bestimmtes Fach vorschreiben; dafür fehlt ihm aber die verfassungsmässige Kompetenz. Es ist somit nicht möglich, diesem Begehren zu entsprechen» – und nun kommt das Wichtigste –, «auch wenn es sachlich gerechtfertigt sein mag.» Also: an und für sich ist es gerechtfertigt, aber es fehlt die Kompetenz des Bundesrates. Nun schlagen wir vor, eine Empfehlung an die Kantone als Bestimmung in das Gesetz aufzunehmen. Es ist nicht verboten, dass der Bund Empfehlungen weitergibt.

Die materielle Begründung: In der Praxis ist es so, dass durch die Einzelberatung, zu der sich der Jugendliche selber begeben muss – er muss die Amtsstelle aufsuchen, er muss den Berufsberater aufsuchen –, ein erheblicher Teil der Jugendlichen nicht erfasst wird, und zwar werden oft diejenigen nicht erfasst, bei denen eine gründliche Abklärung über Neigungen und Fähigkeiten am nötigsten wäre. Es fehlt ihnen begreiflicherweise auch die Uebersicht über die zahlreichen Lernberufe, über Beschäftigungs- und Aufstiegsmöglichkeiten. So kommt es in vielen Fällen zu einer rein zufälligen oder gar falschen Berufswahl, was sich für den Jugendlichen unter Umständen ganz verhängnisvoll auswirken kann. Ich weiss, dass auch die Berufsberater eine solche Mitwirkung im Rahmen des Unterrichtes befürworten. Wir betrachten die einlässliche Berufsberatung als so wichtig, weil schliesslich sozusagen der ganze weitere Lebenslauf weitgehend durch die Wahl des Berufes geprägt wird. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, dem Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen.

Renschler: Herr Kollega Vetsch: Gerade weil wir mit diesem Antrag nicht in die Hoheit der Kantone eingreifen wollen, muss es bei einer Empfehlung bleiben. Man muss genau umgekehrt argumentieren, als Sie das getan haben; wir könnten hier gar keinen präzisen Auftrag erteilen, auch wenn wir wollten, da die Kompetenz eben bei den Kantonen liegt. Materiell ist der Antrag meiner Meinung nach sehr wichtig, ganz einfach deshalb, weil es notwendig ist, den Schulabgängern eine bessere Beratung für die Berufswahl zu vermitteln. Sehr häufig ist es so, dass gerade diejenigen, die es am nötigsten hätten, richtig beraten zu werden, nicht die Gelegenheit haben, von einer Einzelberatung zu profitieren. Dabei mag bei Eltern und Schülern ein wenn auch unbegründetes Misstrauen gegenüber öffentlichen Amtsstellen jeweils mit im Spiele sein. Die mangelnde Kenntnis über das Spektrum der zahlreichen Lernberufe, über Beschäftigungs- und Aufstiegsmöglichkeiten führt in vielen Fällen zu einer rein zufälligen oder gar falschen Berufswahl, die sich vor allem in Zeiten der Rezession verhängnisvoll auswirken kann. Insofern ist eine kontinuierliche Information in den letzten Schuljahren nicht nur eine Ergänzung der Einzelberatung, sondern eine absolut notwendige Ausweitung der gesamten Beratungstätigkeit. Sie darf sich nicht einfach auf einen einmaligen «Auftritt» des Berufsberaters beschränken. Vielmehr ist eine Vorbereitung der Berufswahl während der letzten drei Schuljahre wünschbar. Das ist das, was mit diesem Antrag hier erreicht werden soll. Ich bitte Sie, dem Beschluss der Kommissionsmehrheit zuzustimmen und damit den Weg zu dieser vertieften Berufsberatung zu öffnen.

M. Speziall, rapporteur: Je voudrais faire avant tout une considération d'ordre général: j'ai bien l'impression qu'on

a peur du moindre changement. On n'accepte pas la plus petite des modifications. On commence assez mal parce qu'il ne s'agit pas de quelque chose de très important. Dans la substance, oui, parce que l'orientation c'est en fait le pilier de l'orientation professionnelle. Moi aussi j'ai été actif pendant vingt ans à l'école. On a toujours dit que l'orientation c'est le premier pas vers une formation professionnelle ou culturelle d'une certaine valeur. Ici, que fait la majorité de la commission (12 voix contre 9)? Elle ne veut pasblesser le fédéralisme qui est sacré, et même trop. Mais si l'on dit que l'on recommande aux cantons d'activer l'information, d'activer l'orientation, c'est le moins qu'on puisse dire! Est-ce vraiment trop que de recommander à certains cantons de promouvoir une orientation sérieuse dans un secteur qui en a tellement besoin? Ce n'est donc pas s'ingérer dans les droits des cantons, il s'agit seulement de leur suggérer de faire quelque chose dans un secteur délicat et fondamental.

Je voudrais vous prier instamment de voir les choses avec une objectivité suffisante, je ne dirai pas une largeur d'esprit excessive parce que ce n'est pas le cas, mais accepter une telle recommandation c'est simplement faire preuve de bon sens. Je le répète, après de longues discussions, la commission a pris sa décision par 12 voix contre 9; et dans les 12 voix, il n'y avait évidemment pas que les socialistes, six ou sept seulement étaient présents: il y avait des représentants de tous les partis; cela pour vous dire que ce n'est vraiment pas nécessaire de repousser toutes les propositions de la majorité, je dirai même que ce n'est pas très élégant.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Der Antrag Welter ist mit 12 zu 9 Stimmen von der Mehrheit angenommen worden. Man hatte dabei die gute Absicht, allen Schülern eine Berufsberatung zukommen zu lassen. Man will damit eine falsche Berufswahl verhindern. Darf ich Ihnen noch sagen, warum ich der Minderheit angehöre? Die Minderheit ist auch für eine Berufsberatung, wie, so glaube ich, alle in diesem Raum versammelten Ratsmitglieder. Im Kanton St. Gallen ist das aber zum Beispiel schon überall der Fall; für andere Kantone kann ich nicht sprechen. Die Berufsberatung darf aber nicht in den letzten drei Jahren erfolgen; das würde die Berufsberater bei ihrem heutigen Bestand weit überfordern. Wir meinen, diese Bestimmung gehöre nicht in das Gesetz, weil der Bund hierfür keine Kompetenz hat. Wir würden es aber sehr begrüßen, wenn der Bund ein Kreisschreiben diesbezüglich veranlassen würde; denn im Prinzip sind wir ja alle auch für die Berufsberatung.

Bundesrat Brugger: Mein lieber Freund, der Kommissionspräsident, braucht sich gar nicht aufzuregen. Eine solche Grundsatzfrage ist das auch wieder nicht; denn ob Sie den Minderheitsantrag annehmen oder ablehnen: in der Praxis ändert das nicht viel. Wenn wir die verfassungsmässigen Grundlagen hätten, diese Berufsberatung obligatorisch zu erklären, dann hätten solche Bestimmungen im Gesetz einen Sinn. Dann könnten wir eine klare Norm schaffen und den Kantonen Anweisungen geben. Nun ist das nicht der Fall. An wen richtet sich eigentlich dieser Mehrheitsantrag? Er richtet sich an den Bund, genauer an den Bundesrat. Das Resultat wird sein, dass der Bundesrat oder das Departement ein Kreisschreiben mit der Aufforderung an die Kantone richtet, diese fortschreitende Berufsberatung vor allem in den Abschlussklassen zu betreiben. Das ist alles, was Sie mit Absatz 3 erreichen. Ich erkläre Ihnen, dass wir materiell diese Auffassung schon lange haben, dass wir in unseren Gesprächen und Kontakten die Kantone einladen, dies zu tun, dass eine Reihe von Kantonen das heute schon macht, andere nicht oder nur teilweise, dass dies ihrem Ermessen aber anheim gestellt ist.

Viel wichtiger als all diese Seelenmassage ist der Umstand, dass wir diese zusätzlichen Aufwendungen der Kan-

tone in der Berufsberatung subventionieren. Das ist das beste Druckmittel, das wir haben. Wir haben das bisher schon getan, wir werden es auch in Zukunft so machen. Deshalb glaube ich, auch im Sinne einer sauberen Legiferierung gehört diese Empfehlung nicht in das Gesetz; ein Gesetz ist schliesslich keine Erbauungsschrift.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	67 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	78 Stimmen

Art. 6-9

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 9bls (neu)

Antrag Carobbio

Titel

Lehrlingsstatut

Wortlaut

Der Bund kann nach Rücksprache mit den Sozialpartnern Vorschriften über ein Lehrlingsstatut erlassen, das Mindestlöhne, Mindestdauer der Ferien und allgemeine Arbeitsbedingungen betrifft.

Art. 9bls (nouveau)

Proposition Carobbio

Titre

Statut de l'apprenti

Texte

La Confédération, après avoir consulté les partenaires sociaux, peut définir un statut de l'apprenti fixant les salaires minimaux, la durée minimale des vacances et les conditions générales de travail.

M. Carobbio: Un aspect particulièrement choquant de la discrimination dont sont victimes les apprentis, par rapport à leurs collègues du même âge qui fréquentent des écoles secondaires, concerne leurs conditions de travail. Vous connaissez en général la situation. Les mêmes jeunes qui, à 15 ans, quittent l'école obligatoire en choisissant les uns – une minorité – la voie des études, les autres – la grande majorité – la voie des professions, ont des conditions complètement différentes quant à la durée du travail, aux vacances, aux horaires, aux possibilités de loisirs, d'occupation du temps libre. Pour ne parler que du seul aspect des vacances – le plus choquant à mon avis – il y a, d'un côté, pour les étudiants plusieurs semaines de vacances en été, en hiver, à Pâques, de l'autre côté, quatre semaines dès la première année et durant tout l'apprentissage pour les apprentis. Il y a pour ces derniers au début de l'apprentissage un changement brutal qui ne se justifie ni du point de vue pédagogique, ni du point de vue physiologique. C'est là un des aspects concrets de la différence de statut social dont j'ai parlé lors du débat d'entrée en matière.

A cela s'ajoutent, entre les diverses professions et les diverses régions, des différences en ce qui concerne le salaire. C'est ainsi que des apprentis touchent un salaire de 100 francs par mois durant la première année d'apprentissage alors que d'autres reçoivent 300 ou 400 francs, et la différence est encore plus choquante au cours des dernières années d'apprentissage.

Une telle situation est ressentie par les jeunes comme une discrimination et l'amertume et le mécontentement qu'elle

provoque ont des répercussions tant sur le lieu de travail qu'à l'école.

Elle habitue surtout l'apprenti à considérer comme naturelles des discriminations qui ne le sont pas. Cette situation doit être corrigée. C'est là le but de ma proposition de modification de l'article 9bis visant à fixer dans la loi le principe selon lequel la Confédération peut, après concertation avec les partenaires sociaux, édicter, par voie d'ordonnance par exemple, des conditions minimales valables pour tous les apprentis et concernant la durée du travail, les vacances, la rémunération. Il s'agit d'un pas concret dans la voie d'une formation professionnelle à la mesure de l'homme; il s'agit d'améliorer le plus rapidement possible les conditions matérielles de l'apprenti par des dispositions visant à abolir les inégalités qui existent entre apprentis de professions et de régions différentes. Il s'agit d'adopter des mesures concrètes pour mettre les apprentis sur un pied d'égalité avec leurs camarades qui poursuivent leurs études et d'atténuer ainsi les inégalités entre jeunes gens de même âge.

De telles dispositions devraient viser

- à réduire l'horaire de travail des apprentis, surtout au cours des premières années d'apprentissage;
- à augmenter la durée des vacances, qui devraient être beaucoup plus longues les premières années (je rappelle qu'en 1974 déjà, nos collègues MM. Speziali, Barchi et Jelmini avaient proposé, sans succès du reste, que la durée des vacances des apprentis soit portée à six semaines);
- à donner des garanties quant au poste de travail, en prévoyant par exemple qu'un apprenti a le droit de rester dans l'entreprise pendant les six mois qui suivent la fin de l'apprentissage (je rappelle que ce principe a été accepté il y a quelques années, tout au moins sur le plan de la théorie, par le patronat tessinois);
- à fixer une gratification minimale pour tous les apprentis (c'est probablement le postulat le plus difficile à réaliser, mais je ne crois pas qu'il soit irréaliste).

Or, s'il est vrai que l'application des principes que j'ai énoncés ne peut être obtenue que par le moyen de tractations entre les partenaires sociaux, il importe cependant de fixer dès maintenant dans la loi le principe selon lequel la Confédération peut édicter de telles dispositions. Je le répète, elles ont le soutien de divers milieux, en particulier des organisations syndicales et des responsables de la formation professionnelle, et je vous prie de les accepter.

M. Speziali, rapporteur: La commission n'a pas eu connaissance de la proposition de M. Carobbio, si bien que je ne puis m'exprimer en son nom et ne vous donnerai que mon avis personnel.

Il est vrai que, ainsi que l'a dit M. Carobbio, j'avais en son temps présenté un postulat visant à allonger la durée des vacances des apprentis, qui n'a du reste pas été accepté. Il me paraît que la question de la durée des vacances est réglée par le code des obligations et non par la loi sur la formation professionnelle. Il est à craindre d'autre part qu'en donnant à la Confédération la possibilité de légiférer en la matière, on ne lui donne des droits trop étendus et qu'elle ne mette sur pied un statut trop rigide. Il est très difficile d'analyser *ex abrupto* les conséquences d'une proposition d'une telle envergure et d'une telle importance, si bien que je vous propose, à titre personnel, de la refuser.

Frau Thalman, Berichterstatterin: Der Antrag Carobbio ist in der Kommission nicht vorgelegen. Ich kann daher nicht im Namen der Kommission sprechen.

Persönlich müsste ich den Antrag ablehnen. Es hat jeder Lehrling einen Lehrvertrag. Dieser Vertrag muss vom Berufsbildungsamt genehmigt werden. Wenn dieser Lehrvertrag also etwas enthält, das im Kanton nicht gestattet ist, wird man sowieso reklamieren. Die Löhne der einzelnen

Berufe werden ja auch für die Lehrlinge schon von den Berufsverbänden festgelegt. In den Berufsverbänden sind Arbeitgeber und Arbeitnehmer vertreten.

Was ich persönlich wünschen möchte, wäre eine Vereinheitlichung der Ferien, wenn man regionale Berufsschulen führt und in den Kantonen nicht die gleichen Ferienansätze vorhanden sind, gibt das stets Unzufriedenheit. Mir scheint das aber für ein Rahmengesetz nicht wichtig genug zu sein. Ich hätte eher den Wunsch, dass einmal ein Kreisschreiben herausgegeben wird, damit die Kantone hier vereinheitlichen.

Bundesrat Brugger: Der Bund kann natürlich keine Mindestlöhne vorschreiben, da deren Vereinbarung Sache der Vertragsparteien ist; das gehört also ins Zivilrecht. Der Bund hat legiferiert, was die Ferien betrifft, nämlich im Artikel 345 des Obligationenrechtes. Die Regelung lautet heute so: Bis zum vollendeten 20. Altersjahr für jedes Lehrjahr mindestens drei Wochen. Die Kantone können auf vier Wochen verlängern, was übrigens praktisch alle gemacht haben. Die allgemeinen Arbeitsbedingungen, beispielsweise Schutzvorschriften für Jugendliche, sind im Arbeitsgesetz in den Artikeln 29 ff. festgelegt. Ich sehe nicht, wie ein solches Statut noch Platz hat neben dem, was bereits gesetzlich vorhanden ist. Wenn Sie mit den Normen, die im bestehenden Recht vorhanden sind, nicht einverstanden sind, dann müssten Sie eher auf Abänderung dieser Normen hinarbeiten, als ein Lehrlingsstatut im Berufsbildungsgesetz zu schaffen.

Ich möchte Sie bitten, den Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Carobbio	21 Stimmen
Dagegen	88 Stimmen

Art. 10

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3 und 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Als Lehrmeister gilt der Betriebsinhaber oder ein von ihm bezeichneter Mitarbeiter, der die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllt.

Art. 10

Proposition de la commission

Al. 1, 3 et 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Est réputé maître d'apprentissage le chef d'entreprise ou celui de ses collaborateurs qu'il désigne et qui remplit les conditions fixées au 1er alinéa.

Angenommen – Adopté

Art. 11

Antrag der Kommission

Abs. 1

Die Kantone führen in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden Ausbildungskurse für Lehrmeister durch. Sie können die Durchführung den zuständigen kantonalen Berufsverbänden übertragen. Für Berufe mit wenigen Lehrverhältnissen oder beim Fehlen kantonalen Berufsverbände kann das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (im folgenden Bundesamt genannt) schweizerischen oder regionalen Berufsverbänden auf deren Gesuch die Durchführung für die ganze Schweiz, für eine Region oder für ein Sprachgebiet übertragen.

Abs. 2

Mehrheit

Das Bundesamt bestimmt das Mindestprogramm der Kurse. Das Schweizerische Institut für Berufspädagogik sorgt in Zusammenarbeit mit den Kantonen und Berufsverbänden für die Ausbildung der Instrukturen und fördert die Weiterbildung der Lehrmeister.

Minderheit

(Sigrist, Augsburger, Bürer, Flubacher, Künzi, Rüegg, Sauer, Schnyder-Bern, Vetsch)

Nach Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Nach Entwurf des Bundesrates

Art. 11

Proposition de la commission

Les cantons organisent des cours de formation pour maîtres d'apprentissage avec la collaboration des associations professionnelles. Ils peuvent en confier l'exécution à l'association professionnelle compétente du canton. Lorsque des professions n'ont qu'un nombre très restreint d'apprentissages ou en l'absence d'une association professionnelle cantonale, l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (appelé par la suite l'office fédéral) peut confier, sur demande, l'organisation des cours pour tout le pays, une région ou une région linguistique, à l'association suisse ou à l'association régionale.

Al. 2

Majorité

L'office fédéral fixe le programme minimal des cours. L'Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle est chargée de la formation des instructeurs avec la collaboration des cantons et des associations professionnelles et il encourage le perfectionnement professionnel des maîtres d'apprentissage.

Minorité

(Sigrist, Augsburger, Bürer, Flubacher, Künzi, Rüegg, Sauer, Schnyder-Berne, Vetsch)

Selon le projet du Conseil fédéral

Al. 3

Selon le projet du Conseil fédéral

Sigrist: Die Materie von Artikel 11 Absatz 2 ist dieselbe wie in Artikel 35 Absatz 2. Ich möchte vorschlagen, diese beiden Artikel zusammen zu beraten und die Erörterung von Artikel 11 Absatz 2 auszusetzen bis zur Behandlung von Artikel 35.

Vizepräsident Generali übernimmt den Vorsitz

M. Generali, vice-président, prend la présidence

Präsident: Herr Sigrist beantragt, Absatz 2 von Artikel 11 im Zusammenhang mit Artikel 35 zu behandeln.

Der Kommissionspräsident und die Berichterstatterin deutscher Zunge sind damit einverstanden.

Abs. 1 und 3 angenommen gemäss Antrag der Kommission

Al. 1 et 3 adoptés selon la proposition de la commission

Art. 12

Antrag der Kommission

Abs. 1–3 und 5

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 4

Das Departement sorgt in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden dafür, dass die Ausbildungsreglemente jeweils

den Entwicklungen und Veränderungen in den Berufen angepasst werden. Es koordiniert die Ausbildung in verwandten Berufen.

Art. 12

Proposition de la commission

Al. 1 à 3 et 5

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 4

Le département veille, avec la collaboration des associations professionnelles, à ce que les règlements d'apprentissage soient périodiquement adaptés à l'évolution des professions. Il coordonne la formation dans les professions apparentées.

Angenommen – Adopté

Art. 13

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Carobbio

Abs. 2 und 3

Streichen

Art. 13

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Carobbio

Al. 2 et 3

Biffer

M. Carobbio: L'article 13, 2e alinéa, prévoit la possibilité d'instituer l'apprentissage par degrés ou différencié lorsqu'une profession comprend un vaste champ d'activité. Quant au 3e alinéa du même article, il prescrit que, dans le cas d'un apprentissage par degrés, «... le passage à l'échelon supérieur peut dépendre de certains résultats minimaux à l'examen de fin d'apprentissage du degré inférieur ou de la réussite d'un examen d'admission».

En ouvrant cette possibilité, à laquelle il faut ajouter la disposition sur la formation élémentaire (Anlehre) répondant aux intérêts des grandes industries, on envisage pratiquement d'institutionnaliser des apprentissages semi-qualifiés et de renforcer la hiérarchisation, complétée par la proposition de légalisation de l'Ecole professionnelle supérieure, entre les voies de formation courte, normale, supérieure.

Nous sommes absolument opposés à ces différenciations qui auront pour effet d'introduire d'autres discriminations pour la plus grande partie de notre jeunesse. On prétend que tout cela est dicté par la nécessité de favoriser les apprentis soi-disant plus doués, en oubliant tout simplement que l'une des tâches de toute formation est justement de chercher à combler les différences sociales, de «récupérer» les moins favorisés parce qu'ils proviennent de milieux sociaux plus faibles du point de vue culturel. De telles propositions sont en contradiction avec la conception pédagogique moderne qui tend justement à créer des structures scolaires pouvant permettre à chacun de surmonter ses handicaps. Encore une fois – voilà un autre exemple – ce ne sont pas les intérêts et les aspirations des jeunes apprentis qui sont considérés ici, mais les intérêts de la production. Un fait me paraît particulièrement contestable, à savoir l'intention de vouloir créer des apprentissages par degrés, qui débouchent sur la préparation d'une armée de semi-qualifiés privés de possibilités de promotion et risquant d'être les premières victimes du chômage. Permettez-moi, à propos de l'apprentissage par degrés, de vous faire connaître l'opinion de la commission

tessinoise pour la formation professionnelle et du Conseil d'Etat du canton du Tessin. Ces deux organismes disent:

«1. Un tirocinio di durata limitata non permette di dare all'apprendista una base sufficientemente ampia di conoscenze non solo per le materie strettamente collegate con la sua professione (cognizioni professionali) ma, e in modo particolare, per quelle riguardanti la sua formazione culturale e umana (materie di cultura generale);

2. Anche per quanto concerne l'apprendimento della professione, la Commissione ritiene che due anni di tirocinio siano insufficienti per una preparazione pratica che permetta di considerare come qualificato chi ottiene l'attestato di capacità. Si teme che, anziché formare degli operai qualificati come vogliono la legge sulla formazione professionale e i regolamenti federali di tirocinio si arrivi, tutt'al più, a formare dei manovali specializzati. Trattasi di una politica che la Commissione ritiene contraria alle sempre maggiori esigenze che l'evoluzione della tecnica richiede alla mano d'opera qualificata;

3. Con l'introduzione del tirocinio graduale, nell'intento di facilitare la qualificazione dei giovani meno dotati, si favorisce una ingiustificata discriminazione fra questi e gli altri. Per un'indiscutibile ragione d'equità e di giustizia, dovrebbero invece essere intensificati gli sforzi per permettere proprio ai meno dotati di raggiungere un livello di preparazione professionale e culturale che sia soddisfacente. Da notare che, per i più dotati, è aperta la via della scuola media professionale (o superiore), che dà appunto la possibilità a chi lo desidera, et ne ha le attitudini, di migliorare il livello della propria preparazione professionale e culturale.»

Je suis complètement d'accord, sauf sur le dernier point, avec les considérations qui ont été exprimées par les organes tessinois que j'ai cités.

Pour toutes ces raisons, nous vous proposons de supprimer la possibilité de créer de tels apprentissages. Les problèmes des soi-disant plus doués et des moins favorisés sont à résoudre dans le cadre d'une formation unique pour tous, avec des cours à option. En ce sens, nous sommes aussi opposés à la législation sur l'Ecole professionnelle supérieure et nous appuierons les propositions de minorité. Je vous invite donc à approuver ma proposition visant à biffer les 2e et 3e alinéas de l'article 13.

M. Spezzali, rapporteur: Pour une fois, M. Carobbio est entièrement d'accord avec le Conseil d'Etat du canton du Tessin, ce qui me fait douter un petit peu de la substance même de ses propositions. M. Carobbio nous propose de biffer les 2e et 3e alinéas de l'article 13. On n'en a pas discuté en commission mais je crois que c'est une erreur. On doit, en effet, maintenir une certaine souplesse même dans la formation professionnelle. En ce qui concerne la formation des apprentis, il faut quand même établir des différences. Il faut même une certaine rigueur, puisque la qualité doit être prise en considération même dans la formation professionnelle. C'est peut-être déjà le tort qu'on a aujourd'hui de ne pas tenir compte suffisamment des qualités personnelles de l'un ou de l'autre de ces apprentis. Dans d'autres écoles, on a tendance à faire également une différence. M. Carobbio le sait très bien. Au Tessin, on a mis sur pied – pour ma part, j'ai donné mon accord – la «Scuola media unica» qui commence à entrer dans les faits; l'école est unique pour la 6e et la 7e année. Après le passage dans ces classes, on commence déjà à faire une différence à partir des qualités, des possibilités intellectuelles, manuelles même, des jeunes gens. Je n'ai toutefois rien à dire au nom de la commission, parce qu'elle ne s'est pas occupée de ce problème. Pour ma part, je vous propose d'en rester à la formulation du Conseil fédéral, du Conseil des Etats et de la commission, c'est-à-dire de rejeter la proposition Carobbio.

Frau **Thalman**, Berichterstatterin: Der Antrag Carobbio ist in der Kommission nicht vorgelegen. Wir haben aber ein-

gehend über die Stufenlehre und über die differenzierte Lehre gesprochen, weil man diese Sachen zu wenig kennt. Am Schluss der Kommissionsberatungen haben wir gesehen, dass es einen ganz grossen Rückschritt bedeuten würde, wenn man diese Absätze streichen würd. Zum Beispiel: Die differenzierte Lehre braucht man in der Industrie. Man hat einen gemeinsamen Ausbildungsweg auf der unteren Stufe, und in der Spezialisierung wird man differenzieren. Da gehen die Ausbildungswege auseinander. Die Stufenlehre ist heute eingeführt, und sie hat sich bewährt bei den Detailhandelsangestellten. Etwa 500 Schüler und Schülerinnen sind Detailhandelsangestellte, d. h. sie schliessen nach der Grundlehre einen neuen Lehrvertrag ab und haben zwei Tage Schule. Sie sind in Waren-, Berufs-, Verkaufskunde bewandert, aber sie kennen sich zu wenig aus im Kaufmännischen. Darum will man in diesem einen Jahr die kaufmännischen Kenntnisse nachholen. Deshalb die zwei Schultage. Man will – deshalb Absatz 3 – gewisse Voraussetzungen für diese Schüler fordern, d. h. eine gewisse Durchschnittsnote oder eine Prüfung verlangen. Weil diese zweite Lehre nur ein Jahr dauert, brauchen wir ein einigermaßen einheitliches Niveau. Wir brauchen dazu nur die besten Lehrkräfte, denn sonst könnten wir in einem Jahr das Ziel nicht erreichen.

Darum möchte ich Sie dringend bitten, die Stufenlehre und die differenzierte Lehre im Gesetz zu belassen und den Antrag Carobbio abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	87 Stimmen
Für den Antrag Carobbio	21 Stimmen

Art. 14

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 15

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2, 4–6

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Der Besuch der Kurse ist für alle Lehrlinge des betreffenden Berufes obligatorisch. Lehrlinge von Betrieben, welche die grundlegenden Fertigkeiten in einer betriebsinternen Lehrwerkstätte oder in anderer gleichwertiger Form vermitteln, brauchen die Einführungskurse nicht zu besuchen. Die betriebsinterne Vermittlung der Grundfertigkeiten soll hiebei mit den Einführungskursen der Berufsverbände koordiniert werden.

Antrag Dirren

Abs. 1

Das Bundesamt bzw. die Kantone führen in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden im Rahmen...

Art. 15

Proposition de la commission

Al. 1, 2, 4 à 6

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

La fréquentation des cours est obligatoire pour tous les apprentis de la profession. Les apprentis des entreprises au sein desquelles l'acquisition des techniques fondamentales de travail est assurée dans un atelier de formation

de l'entreprise ou sous une forme équivalente sont dispensés de suivre les cours d'introduction. L'acquisition des techniques fondamentales de travail au sein de l'entreprise doit alors être coordonnée avec les cours d'introduction des associations professionnelles.

Proposition Dirren

Al. 1

L'office fédéral et les cantons organisent dans le cadre de l'apprentissage, en collaboration avec les associations professionnelles, des cours...

Dirren: Im Artikel 15 Alinea 1 werden die Berufsverbände beauftragt, diese Einführungskurse durchzuführen. Es geht hier um eine Vereinheitlichung mit Alinea 1 und Alinea 4, die sich auch redaktionell vereinbaren lässt. Alinea 1 beauftragt die Berufsverbände, Alinea 4 die Berufsverbände und die Kantone mit deren Durchführung. Wenn Einführungskurse und damit das triale System zum Tragen kommen sollen, muss die Kompetenz, die Organisationspflicht, genau geregelt werden und kann nicht allein den Berufsverbänden überlassen werden. Das Bundesamt sollte die Oberaufsicht ausüben und daher auch ein Mitspracherecht besitzen, dies im Sinne einer anzustrebenden nationalen Erziehungspolitik. Dass solche Kurse auf den beruflichen Unterricht abzustimmen sind und dieser nicht beeinträchtigt werden soll, ist reine Selbstverständlichkeit und wird in den Kantonen bereits praktiziert. Alinea 1 kann also in meinem Sinne abgeändert, Alinea 4 aber gestrichen werden.

M. Speziall, rapporteur: La commission n'a pas été saisie de cette proposition. Personnellement, je la trouve acceptable.

Frau Thalman, Berichterstatterin: Der Antrag Dirren hat der Kommission nicht vorgelegen. Ich kann daher hierüber keinen Aufschluss geben. Darf ich aber bei dieser Gelegenheit ganz kurz zu Artikel 15 im allgemeinen sprechen?

Diese Einführungskurse werden in den gewerblichen Berufen sehr gewünscht, und ich glaube, der Uebergang zum trialen System stellt einen Fortschritt dar. Wer scheidet nun für diese Einführungskurse aus? Da ist einmal das kaufmännische Personal (rund 50 000). Derjenige, der betriebsintern ausbildet, muss dies ja in Koordination tun, aber es ist ja immerhin anzunehmen, dass dort sicher auch ein Einführungskurs vorhanden ist. Die gestalterischen Berufe haben einen Vorkurs. Die Befreiung ist möglich, von den Berufsbildungsämtern aus. Heute haben wir bereits in 72 Berufen Einführungskurse. Man hat bei den Finanzen den Subventionsansatz von 30 auf 40 Prozent erhöhen wollen. Deshalb entsteht nur ein Mehrbetrag von 500 000 Franken, weil eben wie erwähnt viele Lehrlinge ausscheiden. Man will auch die Frist nicht fest ansetzen, so dass man die Möglichkeit hat, den Uebergang zum trialen System in einem gewissen Zeitraum zu bewerkstelligen.

Ich glaube, die Änderungen, wie im Entwurf vorgesehen, sind anzunehmen.

Bundesrat Brugger: Nötig wäre dieser Antrag nicht gewesen; denn die Bestimmungen, wie wir sie Ihnen vorschlagen, sind absolut klar. Aber wenn Herr Dirren damit noch sagen will, dass auch das Bundesamt und die Kantone da irgendwie etwas mitzureden haben, wenn das der Sinn der Uebung ist, dann meinerwegen als Grundsatzbestimmung. Sie haben dann in Alinea 4 die Durchführungsbestimmung, die sagt, wer diese Kurse durchzuführen hat. Das sind die Berufsverbände, und ich glaube, da kann es keinen Zweifel geben, dass weder das Bundesamt noch die Kantone in der Lage wären, für ungefähr 250 Berufe diese Einführungskurse zu organisieren und durchzuführen. Das müssen wir natürlich den Berufsverbänden überlassen. Aber man kann vielleicht bei formeller Interpretation sagen: Ali-

nea 1 ist einfach ein Grundsatz, der festlegt, wer da alles irgendwie in irgendeiner Form mitwirkt; Alinea 4 ist der Durchführungsbeschluss. Aber ich weiss nicht, ob diese Interpretation nicht sehr kompliziert ist und ob wir sie überhaupt brauchen. Mir scheint, diese Bestimmung, wie sie vorliegt, ist klar. Deshalb bitte ich Sie, den Antrag Dirren abzulehnen.

Präsident: Herr Dirren zieht seinen Antrag zurück.

Angenommen – Adopté

Art. 16

Antrag der Kommission

Abs. 1

... Er ist dem Lehrling in geeigneter Weise zur Kenntnis zu bringen.

Abs. 2

Der Lehrmeister hält den Stand der Ausbildung periodisch, in der Regel jedes Semester, in einem Ausbildungsbericht fest, den er mit dem Lehrling bespricht. Der Bericht ist dem gesetzlichen Vertreter zur Kenntnis zu bringen.

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Wyler

Abs. 1

... im Betrieb auszuarbeiten. Gestützt auf diesen Modell-Lehrgang hat der Lehrmeister ein betriebsinternes Ausbildungsprogramm mit Zeitangaben zu erstellen. Sie sind dem Lehrling ...

Art. 16

Proposition de la commission

Al. 1

... Ce document doit être remis, sous une forme appropriée, à l'apprenti lors de son entrée en apprentissage.

Al. 2

... rapport périodique, en règle générale semestriel, qu'il discute avec l'apprenti. Le rapport sera porté à la connaissance du représentant légal.

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Wyler

Al. 1

... au règlement d'apprentissage. En se fondant sur ce guide, les responsables de l'apprentissage doivent établir un programme interne de formation qui en indique la durée approximative pour les diverses disciplines. Ces documents sont remis...

M. Wyler: Le but de nos délibérations est de donner la meilleure formation possible aux apprentis. Ma proposition va dans ce sens. Je désire qu'on instaure un contrôle plus approfondi de l'enseignement dispensé par les maîtres d'apprentissage et surtout que l'apprenti soit tout à fait informé sur cette formation et sa durée approximative dans les diverses disciplines. C'est pourquoi j'ai proposé cette adjonction à l'article 16, 1er alinéa; en se fondant sur ce guide – il s'agit du guide interne élaboré par les associations professionnelles, un guide méthodique – les responsables de l'apprentissage doivent établir un programme interne de formation indiquant la durée approximative pour les diverses disciplines. Il me semble nécessaire de préciser ce programme de formation pour obtenir, dans la mesure du possible, une certaine unité dans les diverses professions. L'apprentissage sera valable

seulement si la formation pratique et méthodique est complète. Je propose donc cette adjonction à l'alinéa et je vous prie de l'accepter.

Präsident: Ich bitte die Berichterstatter, gleichzeitig auch Absatz 2 zu begründen.

M. Speziali, rapporteur: La proposition Wyler se comprend. Je ne crois pas qu'elle soit nécessaire puisqu'on l'applique déjà dans la pratique. On dit, d'ailleurs, dans la loi: «L'association professionnelle compétente élabore un guide méthodique type conforme au règlement d'apprentissage.» Quant aux autres conséquences, la commission n'en a pas discuté. M. Wyler n'ayant pas fait cette proposition à la commission, on a pensé que c'était matière de règlement. Il n'est donc pas nécessaire d'y ajouter ce que M. Wyler nous propose.

Or, à l'alinéa 2, la commission a changé la périodicité des rapports. Elle est désormais semestrielle. Je vous propose d'en rester à la formulation de la commission.

Frau Thalman, Berichterstatterin: Artikel 16 gibt Auskunft über die Hilfsmittel für die Ausbildung. Hier finden wir den Modell-Lehrgang, der sehr zu begrüßen ist. Der Lehrmeister hat die Pflicht, jährlich einen Ausbildungsbericht zu erstatten; eventuell muss der Lehrling selbst ein Arbeitsbuch führen.

Der Antrag Wyler lag der Kommission nicht vor. Meines Wissens hat jeder Lehrmeister ohnehin ein Ausbildungsprogramm für den einzelnen Lehrling. Sollte das nicht der Fall sein, wird es aus dem erwähnten Jahresbericht hervorgehen, so dass ein Vater erklären kann, er wünsche noch zusätzlich Zeitangaben. Ich glaube also nicht, dass dieses Detail ins Gesetz gehört; mir scheint der Antrag Wyler überflüssig zu sein.

In Absatz 2 von Artikel 16 finden wir einen berechtigten Antrag der Kommission. Ich halte es für gut, dem gesetzlichen Vertreter eines Jugendlichen mitzuteilen, ob man mit dem Lehrling zufrieden sei oder nicht; und wenn nicht, warum nicht. Hier handelt es sich ja um Jugendliche, die in der Regel nicht zu Hause bei Vater und Mutter sind, sondern die einen Vormund haben. Da kommt es hin und wieder vor, dass ein solcher Vormund viel zu tun hat und sich nicht nach dem Stand des Lehrlings erkundigt. Dieser selbst wird dann natürlich auch nichts sagen. Darum halte ich diese Ergänzung für gut, die in der Kommission gewünscht worden ist.

Präsident: Der Kommissionspräsident wünscht noch eine Erklärung abzugeben.

M. Speziali, rapporteur: Je dois m'excuser auprès de M. Wyler. Sa proposition a été faite, je le vois dans le procès-verbal de la commission, lors de la séance de Faido. Elle a été rejetée par 16 voix contre 6.

Bundesrat Brugger: In Absatz 1 und 2 kann sich der Bundesrat den Anträgen der Kommission anschliessen. Dagegen möchte ich Sie bitten, den Antrag Wyler abzulehnen. Es ist natürlich eine Illusion zu glauben, dass man in einer Ausbildung ganz genaue Zeitangaben darüber fixieren könne, was jeweils wann an die Reihe zu kommen habe. Denken Sie beispielsweise an die Berufe des Baugewerbes, wo die Wetterabhängigkeit eine Rolle spielt.

Man sollte sich hier nun einmal zufriedengeben. Was wir den Lehrbetrieben auferlegen, ist nämlich nicht wenig: Einhaltung des Modell-Lehrganges; Erstellen eines halbjährlichen Ausbildungsberichtes für jeden Lehrling und jede Lehrtochter.

Schliesslich möchte ich Sie noch an meine einführenden Worte erinnern, als ich Sie darum bat, ein Rahmengesetz zu schaffen und nicht alle Einzelheiten in dieses Gesetz hineinzupressen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Wyler
Für den Antrag der Kommission

25 Stimmen
74 Stimmen

Art. 17**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté**Art. 18****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Dirren**Abs. 1**

Kann ein Behinderter wegen...

... die kantonale Behörde in Zusammenarbeit mit Berufsberatung für Behinderte, ob ein Lehrverhältnis...

Art. 18**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Dirren**Al. 1**

L'autorité cantonale, en collaboration avec l'orientation professionnelle, décide...

Präsident: Hier liegt ein Antrag Dirren vor. Herr Dirren wird gleichzeitig seine Anträge zu den Artikeln 23 und 30 begründen.

Dirren: Artikel 18 betrifft die Berufslehre für Invalide. Zunächst habe ich eine redaktionelle Aenderung vorgeschlagen, indem ich anstelle des «Invaliden» sagen würde «Behinderter».

Ich möchte auf die Berufsberatung Behinderter verweisen. Die Lehrstellenvermittlung, die durch diese Institution erfolgt, aber auch die Verhandlungen mit Lehrmeistern und Spezialschulen, die Zusammenarbeit mit den körperlich Behinderten, mit jenen, deren intellektuelle Fähigkeiten eingeschränkt und die nur praktisch bildungsfähig sind, mit den psychisch Behinderten, aber auch auf die Beschäftigungsstudien und all die weiteren Informationen, die diese Berufsberatungsstellen liefern können und müssen, sind breitgestreute Aufgaben.

Es geht mir dann aber auch darum, die in diesem Gesetz verankerte Institution der Berufsberatung bei allfälligen Beratungen und Konsultationen beizuziehen. Wenn Zweifel an der Eignung und am Erfolg auftreten, werden die Vertragsparteien und allenfalls die Berufsschule angehört; es ist doch äusserst wichtig, dass auch die Berufsberatung – die in diesem Gesetz ihren wichtigen Platz erhalten hat – beangezogen wird, wenn solche Entscheide gefällt werden. Wenn Vorkehren gemäss Artikel 30 bezüglich Anlagen und Neigungen getroffen werden, gehören nicht nur Vertragsparteien und Berufsschule, sondern auch die Berufsberatung (die sich unter Umständen mit diesem Jugendlichen bereits befasst hat) in dieses Gremium der Konsultation. Ich beantrage deshalb, in den entsprechenden Artikeln neben der Berufsschule jeweils auch die Berufsberatung beizuziehen.

M. Speziali, rapporteur: A mon avis, les propositions de M. Dirren ne sont pas nécessaires. La collaboration avec l'office d'orientation professionnelle va de soi mais l'on doit prendre garde aussi au fait que l'autorité cantonale n'est pas obligée de consulter qui que ce soit. En effet, l'article 3, que nous avons voté, stipule que l'orientation profes-

sionnelle est facultative et gratuite. Ainsi, l'autorité cantonale peut donc, à titre exceptionnel, il est vrai, prendre des décisions sans consulter l'office d'orientation professionnelle. En l'occurrence, je pense que les propositions de M. Dirren doivent être repoussées.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Ich frage mich, wie es sich dann verhalte, wenn ein Invalider zuvor nicht die Berufsberatung aufgesucht hat. Das war ja bisher nicht obligatorisch. Ich bin deshalb hier nicht ganz schlüssig.

Im ganzen gesehen bin ich immer wieder überrascht, wieviel Rücksicht man in einer Lehre auf Invalide nimmt im Vergleich zu Mittelschulen und Maturität. Ich kann das aus Erfahrung im Erziehungsrat unseres Kantons sagen. In der Mittelschule ist man sehr starr oder sogar stur in dieser Beziehung; man verlangt einfach das Reifezeugnis. In Lehrverhältnissen dagegen nimmt man denkbar viel Rücksicht auf invalide Leute.

Ob man die Anträge Dirren annehmen soll, entzieht sich meiner Kenntnis.

Bundesrat Brugger: Ich habe eine sehr positive Einstellung zur Berufsberatung; sie kann äusserst nützliche Dienste leisten. Die Person des Berufsberaters ist natürlich für den Erfolg entscheidend.

In allen drei Fällen kann der Beizug der Berufsberatung nützlich und notwendig sein; ebenso gut kann es aber Fälle geben, wo ihr Beizug lediglich einen Leerlauf darstellt. Ich glaube, man sollte das nicht so allgemein fassen. Zweitens kommen Sie dann in Konflikt mit Artikel 3 des Gesetzes, das die Berufsberatung freiwillig macht. Wenn die Berufsberatung wirken soll, muss man den Lehrling, die Lehrtochter oder den Behinderten sehen, man muss also diese Leute vor den Berufsberater bringen. Das können Sie nicht erzwingen. Ich bitte Herrn Dirren um Verständnis, dass ich eine ablehnende Haltung einnehmen muss.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Dirren
Für den Antrag der Kommission

26 Stimmen
53 Stimmen

Art. 19**Antrag der Kommission****Abs. 1, 3 und 4**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2**Mehrheit**

Der Lehrmeister hat den Lehrvertrag vor Beginn der Lehre der kantonalen Behörde einzureichen. Das Departement bestimmt die Berufe, für welche dem Lehrvertrag ein berufsbezogenes ärztliches Zeugnis beigelegt werden muss. Die kantonale Behörde genehmigt das Lehrverhältnis, sofern die Voraussetzungen erfüllt sind und der Vertrag den gesetzlichen Vorschriften entspricht, und übermittelt je ein Exemplar des genehmigten Vertrages den Vertragsparteien. Dem Lehrling sind ferner das Ausbildungs- und Prüfungsreglement sowie der Lehrplan für den beruflichen Unterricht auszuhändigen.

Minderheit

(Schärli, Augsburger, Bürer, Flubacher, Moser, Rüegg, Schnyder-Bern, Sigrüst, Thalmann, Vetsch)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Carobbio**Abs. 2**

... kantonalen Behörde einzureichen. Diese genehmigt den Vertrag, sofern die Voraussetzungen erfüllt sind und wenn er den gesetzlichen und vertraglichen Vorschriften entspricht.

Art. 19*Proposition de la commission**Al. 1, 3 et 4*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2**Majorité*

Le maître d'apprentissage doit remettre le contrat d'apprentissage à l'autorité cantonale avant le début de l'apprentissage. Le département établit la liste des professions pour lesquelles un certificat médical doit être joint au contrat d'apprentissage. L'autorité cantonale approuve...

Minorité

(Schärli, Augsburger, Bürer, Flubacher, Moser, Rüegg, Schnyder-Berne, Sigrist, Thalmann, Vetsch)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition Carobbio**Al. 2*

... avant le début de l'apprentissage. L'autorité cantonale approuve le contrat si les conditions sont remplies et s'il est conforme aux prescriptions légales et contractuelles.

Schärli, Sprecher der Minderheit: Die in der Kommission mit 13 zu 9 Stimmen zustande gekommene Forderung der Mehrheit führt nach unserer Auffassung zu einem beträchtlichen Mehraufwand, wenn man ganze Berufsgruppen einbezieht. Es sind unnötige Kosten für den Lehrling, die Lehrtochter bzw. deren Eltern (Arbeit für den Arzt), Ob ein Lehrling oder eine Lehrtochter nach Beurteilung seiner körperlichen Gesundheit eine Lehre durchstehen kann oder nicht, kann ja auch der Berufsberater beurteilen, er kann hier beratend mitwirken und den Lehrling im Zweifelsfall zum Arzt schicken. Zusätzlich zeigt sich sicher auch in der Schnupperlehre, ob es gesundheitlich geht oder nicht. Wenn es dort noch nicht definitiv zutage tritt, ob es möglich ist oder nicht, so ist immerhin noch eine Probezeit eingebaut, so dass eine obligatorische Untersuchung nicht notwendig ist. Diese Bestimmung beeinträchtigt einzig die jungen Leute in ihrer Berufswahl. Deshalb gehört die von der Mehrheit geforderte Bestimmung nicht ins Gesetz und die Minderheit empfiehlt Ihnen, dem Antrag des Bundesrates und dem Beschluss des Ständerates zuzustimmen.

M. Carobbio: Avant tout, je dois dire que nous appuyons la proposition de la majorité de la commission en ce qui concerne la question de la liste des certificats médicaux. Ma proposition à l'article 19, 2e alinéa, est très simple: je propose de fixer dans la loi le principe selon lequel l'autorité cantonale, lors de l'examen du contrat d'apprentissage, se doit de veiller aussi à ce que l'on respecte non seulement les dispositions légales mais aussi celles concernant les apprentis qui se trouvent quelquefois dans les contrats collectifs de travail. Vous savez comme moi que, depuis quelques années, les syndicats tendent à fixer dans les contrats collectifs de travail des dispositions concernant les apprentis. Il s'agit surtout de dispositions ayant trait aux conditions de travail: durée du travail, vacances, gratifications minimales, etc. Or, à mon avis, il est important que l'autorité cantonale veille à ce que même ces dispositions-là soient respectées par les signataires des contrats d'apprentissage. Il arrive parfois que des patrons – j'en ai fait l'expérience – oublient ces dispositions ou bien ne les respectent pas. Vous allez prétendre qu'il appartient aux syndicats de vérifier si ces dispositions sont respectées, mais rien ne vous empêche de fixer le principe selon lequel l'autorité cantonale est tenue de veiller au respect des dispositions des contrats collectifs. Deux contrôles valent toujours mieux qu'un seul.

En l'occurrence, je vous invite à approuver ma proposition et à ajouter à l'article 19, 2e alinéa, la référence au contrat collectif de travail, le reste de l'article demeurant tel que prévu par la majorité de la commission.

Rothen: Ich spreche zu Artikel 19 Absatz 2. Das Departement bestimmt die Berufe, für welche dem Lehrvertrag ein berufsbezogenes ärztliches Zeugnis beigefügt werden muss. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen und den Antrag der Minderheit abzulehnen. Kurz die Begründung zu dieser Auffassung.

Die Erfassung zeigt, dass eine ärztliche Untersuchung vor Antritt der Lehrzeit wesentlich dazu beitragen kann, gesundheitliche Fehlleistungen in der Berufswahl zu verhindern. Gerade in der sogenannten Adoleszenzphase ist diesem Aspekt grösste Beachtung zu schenken, zumal bei Jugendlichen während der Lehrzeit immer wieder gesundheitliche Schäden auftreten. Ich habe in diesem Sinne schon in den Kommissionsberatungen votiert, was schliesslich auch dazu beigetragen haben mag, dass Ihnen die Mehrheit den vorliegenden Antrag stellt. Immerhin wurde dieser Antrag schon in der Kommission bekämpft, was mich bewogen hat, in der Folge bei verschiedenen kantonalen Lehrlingsämtern eine Umfrage durchzuführen. Diese Umfrage hat eindeutig bestätigt, dass das Einholen eines berufsbezogenen Zeugnisses für viele Berufe von grossem Vorteil ist.

Ich bitte Sie demzufolge, den Antrag der Minderheit abzulehnen und der Mehrheit zuzustimmen.

M. Speziall, rapporteur: Durant les débats en séance de commission, c'est bien M. Rothen qui a fait cette proposition. Je tiens encore à préciser, pour que ce soit clair, qu'il s'agit seulement de la deuxième phrase du 2e alinéa, qui stipule que «le département établit la liste des professions pour lesquelles un certificat médical doit être joint au contrat d'apprentissage». A mon avis, c'est une disposition intelligente, à caractère social et qui va dans le sens de l'intérêt des apprentis. Pour cette raison, au nom de la grande majorité de la commission, je vous engage à voter la proposition de la majorité.

Après avoir entendu la proposition Carobbio, je suis convaincu qu'elle est applicable. D'ailleurs, elle aussi sert également l'intérêt des apprentis. En l'occurrence, je suis d'accord avec ce que nous propose M. Carobbio.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: In der Mehrheit haben wir das ärztliche Zeugnis bejaht, nämlich dass das Departement bestimmt, ob es ein Zeugnis braucht oder nicht. Eine starke Minderheit meinte, wir sollten nicht alles dem Staat überlassen. Wenn Sie aber finden, wie Herr Rothen ausgeführt hat, dass es richtig ist, wenn das Departement die betroffenen Berufe bestimmt, wollen wir daraus keine Staatsaffäre machen. Zum Antrag von Herrn Carobbio möchte ich mich nicht äussern.

Bundesrat Brugger: Ich bitte Sie, den Antrag Carobbio abzulehnen. Ich weiss nicht, was er unter diesen vertraglichen Vorschriften versteht. Die Vertragsparteien müssen sich an die Vorschriften des Berufsbildungsgesetzes, des Obligationenrechtes und des Arbeitsgesetzes halten. Zusätzliche Vereinbarungen können nur im Rahmen dieser Gesetzesnormen getroffen werden und dürfen nicht rechtswidrig sein. Das genügt doch vollständig für eine Kontrolle der Rechtmässigkeit eines Vertragsverhältnisses. Zum ärztlichen Zeugnis: Wenn nicht eine Minderheit den bundesrätlichen Antrag aufgenommen hätte, hätte sich der Bundesrat wohl der Mehrheit angeschlossen. Nun entspricht es der guten Sitte, dass wir unser Kind nicht verlassen. Ich muss Ihnen formell den Antrag stellen, der Minderheit zuzustimmen, was nicht verbietet, auch selbständige Ueberlegungen anzustellen. Die Gesundheit eines jungen Menschen ist auch etwas wert, und es gibt Berufe, wo ein solches Zeugnis notwendig sein kann. Vernünftige

Lehrmeister machen das schon von sich aus, unvernünftige nicht. Sie machen es übrigens im eigenen Interesse. Der Kanton Genf hat diesen Zeugniszwang jetzt schon für alle Lehrlinge, einige Kantone haben ihn für einzelne, gesundheitlich besonders hohe Ansprüche stellende Berufe. Ich bitte Sie, zu entscheiden.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	73 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	38 Stimmen

Präsident: Wir haben noch den Antrag Carobbio zu bereinigen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	72 Stimmen
Für den Antrag Carobbio	22 Stimmen

Art. 20

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 21

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3 und 5

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Der Lehrmeister informiert den Lehrling und bespricht mit ihm und dem gesetzlichen Vertreter alle wesentlichen Massnahmen im Zusammenhang mit dem Lehrverhältnis. (Rest des Absatzes streichen)

Abs. 4

Mehrheit

Die Beschäftigung des Lehrlings im Leistungslohn ist nur zulässig, soweit sie die Ausbildung nicht beeinträchtigt. Sie kann im Ausbildungsreglement für die ganze Dauer der Lehre oder einen Teil davon untersagt werden.

Minderheit

(Besuchet, Bundi, Chavanne, Jelmini, Müller-Luzern, Renschler, Schmid Arthur, Seiler, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 6

Mehrheit

Der Lehrmeister gibt dem Lehrling drei Monate vor Lehrabschluss bekannt, ob er nach der Lehre im Lehrbetrieb bleiben kann.

Minderheit

(Sigrist, Augsburg, Flubacher, Moser, Rüegg, Sauser, Schnyder-Bern, Vetsch)

Streichen

Art. 21

Proposition de la commission

Al. 1, 3 et 5

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Le maître d'apprentissage renseigne l'apprenti et discute avec lui et son représentant légal de toutes les mesures importantes qui touchent l'apprentissage. (Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 4

Majorité

Pour l'apprenti, le travail rémunéré selon la production n'est autorisé que si sa formation n'en est pas compromise. Le règlement peut l'interdire pendant tout ou partie de l'apprentissage.

Minorité

(Besuchet, Bundi, Chavanne, Jelmini, Müller-Lucerne, Renschler, Schmid Arthur, Seiler, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 6

Majorité

Trois mois avant la fin de l'apprentissage, le maître d'apprentissage fait savoir à l'apprenti s'il pourra ou non rester à son service après l'apprentissage.

Minorité

(Sigrist, Augsburg, Flubacher, Moser, Rüegg, Sauser, (Schnyder-Berne, Vetsch)

Biffer

Abs. 4 – Al. 4

M. Besuchet, porte-parole de la minorité: C'est à juste titre que, lors de la procédure de consultation, la plupart des cantons et organisations professionnelles se sont prononcés pour l'interdiction des travaux à la tâche pendant toute la durée de l'apprentissage. Suivant cet avis, le Conseil fédéral propose que l'alinéa 4 de l'article 21 ait le teneur suivante: «Le maître d'apprentissage ne doit pas occuper l'apprenti à des travaux à la tâche.» Le Conseil des Etats a suivi cette proposition. Malheureusement, la majorité de la commission entend reprendre, sous une autre forme rédactionnelle, les principes qui figuraient au 3e alinéa de l'article 17 de la loi de 1963.

S'il est vrai que l'on ne saurait se contenter que l'apprenti acquière seulement les bases du métier, s'il est vrai qu'il doit, notamment vers la fin de sa formation, s'efforcer d'arriver à une certaine habileté, le travail rémunéré selon la production va à l'encontre de la notion même de formation professionnelle. Il est évident que le jeune homme ou la jeune fille qui ne dispose que d'un maigre salaire d'apprenti est tenté par le gain supplémentaire que peut apporter le travail à la tâche, à l'accord, à la prime, aux pièces ou au rendement. Il n'est pas moins évident que le maître d'apprentissage, cédant à l'obligation de respecter des délais, profitera de cet appât du gain pour faire exécuter à son ou à ses apprentis des travaux répétitifs ou en grande série, pendant un temps plus ou moins long. En règle générale, de tels travaux ne peuvent être interrompus pour les besoins de la formation, notamment lorsque des travaux nouveaux, formateurs, se présentent dans l'entreprise. Dès lors la formation s'en ressent. D'autre part, la priorité doit être accordée à la qualité du travail effectué par l'apprenti et le travail à la tâche implique des cadences qui ne permettent souvent pas cette recherche de la qualité. Dans certains cas, les apprentis sont intégrés dans des équipes d'ouvriers payés en fonction de leur rendement collectif. Poussés par les impératifs de la production, les plus expérimentés des travailleurs de l'équipe exécutent eux-mêmes les travaux demandant des connaissances et des compétences et les apprentis sont le plus souvent amenés à exécuter, dans ces cas-là, des tâches de manutention ou des travaux faciles, lesquels ne sont pas formateurs.

La majorité de la commission propose que le travail rémunéré selon la production ne soit autorisé que si la formation n'est pas compromise, mais elle ne dit pas qui apprécie si la formation est compromise ou non. Or l'expérience nous a montré que cette appréciation est le fait du maître d'apprentissage ou de son représentant. La loi doit proté-

ger l'apprenti et favoriser sa formation, elle doit donc être stricte sur ce point; c'est la seule façon d'éviter des abus et de protéger la formation. Dès lors, au nom de la minorité de la commission, je vous invite à suivre la proposition du Conseil fédéral et du Conseil des Etats, et à rejeter la proposition de la majorité.

Sigrist: Die Formulierung im alten Gesetz lautet: «Die Beschäftigung des Lehrlings mit Akkordarbeiten ist nur zulässig, soweit sie die Ausbildung nicht beeinträchtigt. Sie kann im Ausbildungsreglement für die ganze Dauer der Lehre, oder einen Teil davon, untersagt werden.» Ich habe in der Kommission den Antrag gestellt, den alten Gesetzestext wiederaufzunehmen. Durchgegangen ist dann allerdings nur mit knapper Mehrheit der Kompromissantrag, der nicht mehr von Akkordarbeiten spricht, sondern von «Beschäftigung im Leistungslohn». Die Minderheit wollte dem Bundesrat zustimmen, welche ganz einfach Akkordarbeiten für Lehrlinge allgemein verbietet. Mit der bisherigen Regelung wurden keine schlechten Erfahrungen gemacht, zum mindesten hat niemand in der Kommission von Klagen wegen Akkordarbeiten von Lehrlingen gesprochen. Im weiteren lässt die heutige Regelung, die elastisch ist, ein Verbot der Akkordarbeit in Berufen, bei denen es als notwendig erachtet wird, im Ausbildungsreglement zu. Hingegen sind Fälle denkbar – und die Praxis zeigt es –, dass in Berufen, in denen Akkordarbeit üblich ist, auch der Lehrling sich während seiner Ausbildung einmal mit diesem Lohnsystem auseinandersetzen soll und kann. Warum denn diese sture Regelung, wenn die elastische Regelung zu Klagen keinen Anlass gegeben, hingegen sicher vielen Lehrlingen ein praxisnahes Vertrautmachen mit einem eben immer noch angewandten Lohnsystem ermöglicht hat? Ich möchte beifügen: In meinem Betrieb hat es überhaupt noch nie Akkordarbeit gegeben, ich bin kein Verfechter dieses Systems. Aber solange es dieses System gibt, glaube ich, dass sich auch die Lehrlinge einmal damit beschäftigen müssen. Ich bitte Sie darum, der Mehrheit zuzustimmen.

Sauser: Ich möchte Ihnen ebenfalls empfehlen, bei Absatz 4 dem Antrag der Kommissionsmehrheit zuzustimmen. Die Fassung des Bundesrates, die von der Minderheit vertreten wird, ist erstens zu einseitig und zweitens zu wenig klar. Der Akkord war in der schweizerischen Industrie früher das dominierende leistungsbezogene Lohnsystem. Seither ist der reine Akkord mehr und mehr durch verschiedene Prämiensysteme abgelöst worden. Wenn Akkordarbeit für Lehrlinge grundsätzlich verboten werden soll, so müsste zunächst geklärt werden, ob damit auch die heute in der Industrie gebräuchlicheren Prämiensysteme gemeint sind, bei denen Risiko- und Gewinnmöglichkeiten gewissermassen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer geteilt werden. Es gibt aber namentlich bei Lehrlingen auch noch andere Formen, um eine gute Leistung anzuerkennen, zum Beispiel durch Tüchtigkeitszuschläge, wobei selbstverständlich der vertraglich vereinbarte Lehrlingslohn immer garantiert sein muss. Um jede Unklarheit und spätere Schwierigkeiten in der Auslegung des Gesetzes zu vermeiden, ist es also besser, den Oberbegriff «Leistungslohn» zu verwenden, wie es die Kommissionsmehrheit vorschlägt. Ein generelles Verbot des Leistungslohnes für Lehrlinge würde aber einfach zu weit gehen. Richtig ist es, solche Entlohnungsformen dort zu verbieten, wo die Ausbildung dadurch beeinträchtigt würde. Die entsprechenden Vorschriften werden deshalb am besten in den einzelnen Berufsreglementen erlassen. Dann kann auch vermieden werden, dass ein Lehrling gewisse, für seine Ausbildung wichtige Arbeiten, gar nicht ausführen könnte, weil sie üblicherweise im betreffenden Lehrbetrieb nur innerhalb einer Akkord- oder Prämiengruppe erledigt werden.

Ich bitte Sie deshalb, der Fassung der Kommissionsmehrheit zuzustimmen, die sachgerecht und klar ist und zudem im wohlverstandenen Interesse der Lehrlinge liegt.

Wagner: Ich bin froh, dass Herr Sigrist als Antragsteller zugibt, in seinem Betriebe werde nicht nach Akkord gearbeitet. Das entschuldigt seinen Antrag. Man redet hier von Leistungs- oder Akkordlohn für Lehrlinge. Nicht nur einmal bin ich am 1. Mai hinter einem Transparent hergelaufen, auf dem geschrieben stand: «Akkord ist Mord!» So gefährlich war es aber doch nicht; denn ich habe 30 oder mehr Jahre im Akkord arbeiten müssen und habe diese Prozedur eigentlich recht gut überstanden. Eines habe ich aber in dieser langen Zeit gelernt und gesehen: dass das Akkordarbeiten unweigerlich zu flüchtigerem Arbeiten verleitet. Als Gegenleistung bekommt man dann vielleicht einen höheren Lohn.

Mit besserer Berufsausbildung hat diese Entlohnungsart aber rein nichts zu tun. Als Gesetzgeber eines Berufsbildungsgesetzes soll unser Anliegen darin liegen, dem Lehrling die Arbeit nicht nach Leistungslohn zu bemessen. Der Schwerpunkt muss für uns vielmehr darin liegen, dass der Lehrling eine umfassende Grundausbildung bekommt. Ich bin froh, dass der Bundesrat für Lehrlinge die Akkordarbeit nicht gestatten will. Auch die kantonalen Lehrlingsämter bestätigen, dass Lehrlinge nur in Einzelfällen, also ganz selten, in ihren Verträgen diese Bestimmung haben. Die Kantone Basel-Land und Basel-Stadt kennen jedenfalls in den Lehrverträgen keine solche Bestimmung.

Es ist für mich unerklärlich, dass Herr Sigrist mit seiner Kommissionsmehrheit die Vorlage mit dieser Bestimmung belasten will. Wir Arbeitnehmer lehnen jedenfalls eine solche Bestimmung ab. Wenn Sie dem Antrag der Kommissionsmehrheit zustimmen, wären wir schwer enttäuscht. Ich habe lange darüber nachgedacht, warum uns die Kommissionsmehrheit dieses Ei ins Nest gelegt hat. Der Grund kann nur darin liegen, dass diese Damen und Herren überhaupt noch nie in ihrem Leben im Akkord- oder Leistungslohn gearbeitet haben. Wenn Sie also etwas Dummes tun wollen, so beschliessen Sie nach der Mehrheit der Kommission. Der Vorlage werden Sie in diesem Falle einen grossen Bärendienst erweisen. Ich bitte Sie, diesen Antrag abzulehnen und nach Bundesrat zu beschliessen.

Und noch eine Anregung an die Adresse des Herrn Sigrist und der Kommissionsmehrheit: wenn schon Akkord- oder Leistungslohn für Lehrlinge, dann könnten wir einmal für uns als Nationalräte einen Test durchführen. Es wäre einen Versuch wert, die Höhe unseres Taggeldes von der Präsenz im Rate abhängig zu machen. Das wäre nach Leistungs- oder Akkordlohn entlohnt.

Müller-Luzern: Wenn ich Herrn Sigrist und Herrn Sauser richtig verstanden habe, argumentieren sie so, dass es in einem Betrieb für die Ausbildung des Lehrlings unter Umständen notwendig sein könnte, den Lehrling in eine Gruppe zu integrieren, die im Leistungs- oder Akkordlohn beschäftigt ist. Wenn das der Fall wäre, müsste man aber diese Idee anders formulieren. Dann sollte es nicht heissen, die Beschäftigung im Leistungslohn sei zulässig, soweit sie die Ausbildung nicht beeinträchtigt. Es müsste dann vielmehr heissen – und dem könnte ich zustimmen – «...soweit die Ausbildung dies erfordert.» Die Bestimmung ist aber vollständig umgekehrt formuliert. Prinzipiell gestattet man die Akkordarbeit und lässt als Einschränkung nur zu, dass die Ausbildung des Lehrlings nicht beeinträchtigt werden darf. Grundsätzlich müsste aber die Akkordarbeit verboten sein, unter Zulassung von Ausnahmen, wenn die Ausbildung Ausnahmen erfordert. Die vorliegende Formulierung der Kommissionsmehrheit scheint mir also nicht akzeptabel. Sie schützt die Akkordarbeit und nicht den Lehrling. Da wir aber ein Berufsbildungsgesetz schaffen, haben wir die umgekehrte Aufgabe zu erfüllen. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Kommissionsminderheit zuzustimmen.

*Präsident Bussey übernimmt wieder den Vorsitz
M. Bussey, président, reprend la présidence*

Seller: Spätestens seit gestern weiss ich, für wen dieses Berufsbildungsgesetz gemacht werden soll. Herr Ueltschi hat gestern gesagt, wir müssten in diesem Gesetz alles unterlassen, was die Situation des Lehrmeisters verschlechtert, und Herr Rüegg hat, vermutlich zu Recht, festgestellt, dass der vorliegende Gesetzentwurf den Bedürfnissen der Wirtschaft angepasst sei. Dies als Vorbemerkung.

Herr Ueltschi hat gestern weiter gesagt, dass die Minderheitsanträge den Lehrmeister als Ausbeuter darstellen würden. Ich komme mir als Vertreter der Minderheit beileibe nicht als Ausbeuter des Lehrmeisters vor, wenn wir bei der Berufslehre die Akkordarbeit verbieten wollen. Herr Sigrist hat in der Kommission gesagt, Akkordarbeit schade dem Lehrling nicht. Diese für den Lehrling negative Formulierung ist bezeichnend und kommt denn auch gleich wieder im Mehrheitsantrag zum Ausdruck, wie das Kollege Müller vorhin ausgeführt hat. Ich glaube, Akkordarbeit schadet tatsächlich dem Lehrling, aber sie schadet nicht nur dem Lehrling, sondern ganz generell auch dem Ansehen der Berufslehre. Ich bitte Sie dringend, der Kommission minderheitlich zuzustimmen und den Versuch zu unterlassen, den Ständerat rechts zu überholen.

M. Spezlali, rapporteur: La majorité de la commission s'était prononcée en faveur du principe de l'interdiction des travaux à la tâche pour les apprentis, ainsi qu'on peut le lire à la page 33 du procès-verbal de la séance de Faïdo, mais elle a estimé que des dérogations peuvent être prévues dans les cas où la formation de l'apprenti n'est pas compromise.

Le texte proposé par la majorité de la commission est plus souple et tient mieux compte de l'intérêt matériel de l'apprenti que celui du Conseil fédéral et du Conseil des Etats, qui est plus impératif et dispose que les apprentis ne doivent pas être occupés à des travaux à la tâche, même s'ils y ont un intérêt matériel.

Au nom de la majorité de la commission, je vous prie d'accepter le texte qu'elle vous propose, mais personnellement, considérant que toute exception au principe énoncé à l'article 21, 4e alinéa, est dangereuse, je voterai la proposition de la minorité de la commission, que j'ai déjà votée en commission bien que je ne l'aie pas signée.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: In der Kommission hat Artikel 21 Absatz 4 eine grosse Debatte ausgelöst. Die einen waren für Akkordarbeit, andere waren dagegen. Eine Mittellösung ist die Kann-Vorschrift, für die man mit 13 zu 12 Stimmen gestimmt hat. Ich glaube, Herr Wagner hat insofern recht: Hier sollen nun die Fachleute entscheiden. Ich hätte nur den einen Wunsch, dass auch bei gewissen anderen Abstimmungen nur Fachleute entscheiden sollten, die das Berufsschulwesen kennen.

Bundesrat Brugger: Ich halte natürlich am Antrag des Bundesrates fest, hauptsächlich nachdem auch der Ständerat mit 17 zu 13 Stimmen einen Antrag, der ähnlich wie der heutige Antrag der Mehrheit lautete, abgelehnt hat. Jeder, der sich nun entscheiden muss, wird sich überlegen müssen, ob der Nutzen des Mehrheitsantrages wirklich so gross ist, dass er zum psychologischen und politischen Schaden, der mit der Aufrechterhaltung der Akkordarbeit oder teilweisen Aufrechterhaltung derselben vermutlich für die ganze Institution entsteht, in einem vernünftigen Verhältnis steht. Merkwürdigerweise ist das bei der Vorbereitung dieses Gesetzes in den Gesprächen, die wir führten, im Vernehmlassungsverfahren, überhaupt keine cause célèbre gewesen. Die wenigen Vernehmlassungen, die auf diesen Punkt überhaupt eingegangen sind, haben der Abschaffung der sogenannten Akkordarbeit entweder ausdrücklich zugestimmt, andere stillschweigend, und einige wenige haben eine Formulierung vorgeschlagen, etwas im Sinne der Mehrheit, die ja der Formulierung im alten, heute gültigen Gesetz entspricht. Auf der anderen Seite

haben wir doch gewisse Informationen von seiten kantonaler Berufsbildungsämter, dass durch einzelne missbräuchliche Anwendungen dieser Freiheit offenbar dem Ansehen der Berufslehre auch schwerer Schaden zugefügt werden kann. Ich bitte Sie, dem Antrag des Bundesrates, der ausnahmsweise einmal mit demjenigen der Minderheit übereinstimmt, zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	26 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	88 Stimmen

*Abs. 1 bis 3 und 5 angenommen
gemäss Antrag der Kommission*

*Al. 1 à 3 et 5 adoptés selon la proposition
de la commission*

Abs. 6 – Al. 6

Sigrist, Sprecher der Minderheit: Nur ein Satz zum vorherigen Geschäft. Es ist sehr schade, dass der Antrag von Herrn Müller-Luzern nicht gestellt wurde. Meine Auffassung war genau die seine. Vielleicht nimmt der Ständerat diese Auffassung wieder auf.

Zum Artikel 21 Absatz 6: Nach Antrag einer knappen Mehrheit hat der Lehrmeister dem Lehrling drei Monate vor Lehrabschluss bekanntzugeben, ob er nach der Lehre im Betrieb bleiben kann. Das geht schon deshalb nicht, weil der Lehrvertrag rechtlich ein Vertragsverhältnis auf bestimmte Zeit beinhaltet. Im Bundesgesetz mit öffentlich-rechtlichem Charakter wird deshalb die Voraussetzung für ein neues Anstellungsverhältnis, für einen privatrechtlichen Einzelarbeitsvertrag, geschaffen, was zu beanstanden ist.

Neben diesen juristischen Belangen aber, die mir nicht besonders liegen, gibt es politische Gründe gegen diese Pflichtauferlegung an den Lehrmeister. Einmal ist sie einseitig. Der Lehrmeister meldet dem Lehrling gesetzeskonform und pflichtschuldigst drei Monate vor Lehrabschluss, ob er bleiben kann oder nicht. Der Lehrling seinerseits hat keine entsprechende Pflicht; er kann seine Zusage bis zum letzten Moment hinausschieben. Erst wenn er anderswo nicht unterkommt, sagt er dann seinerseits auch zu. Dabei wäre auch der Lehrbetrieb sehr daran interessiert, früh zu wissen, wer bleibt und wer gehen möchte. Es tönte nämlich nicht immer so, wie auf einem der schönen Zettel, die gestern von der Tribüne herabflatterten, gefordert wird: Garantierte Weiteranstellung im Lehrbetrieb nach der Lehre im gelernten Beruf. Von garantiertem Weiterverbleiben des Lehrlings steht natürlich nichts in der Forderung. Bis vor kurzem war es übrigens so, dass der Lehrling selbst den Wunsch in den weitaus meisten Fällen äusserte, fremdes Brot zu essen und die Welt oder auch nur eine andere Firma kennenzulernen; der Lehrmeister hat sich damit abgefunden und für den Wunsch des Klimawechsels Verständnis aufgebracht, obwohl er seine eigenen Lehrlinge mit Handkuss weiterbeschäftigt hätte. Das ist heute noch in weitaus den meisten Fällen so, nämlich überall dort, wo man füreinander Verständnis aufbringt, wo man sich gegenseitig achtet, wo man miteinander redet. Das Miteinanderreden sollte aber nicht durch das Gesetz vorgeschrieben werden, oder wenn schon, dann soll die Verpflichtung gegenseitig und nicht einseitig sein.

Ich bitte Sie, den Mehrheitsantrag abzulehnen und dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

Wagner: Was will die Kommissionmehrheit? Sie will, dass der Lehrmeister seinem Lehrling drei Monate vor Lehrende bekanntgibt, ob er im Betrieb weiterarbeiten kann oder nicht. Es scheint mir eine Selbstverständlichkeit zu sein, obwohl die Betriebe vielleicht zahlreich sind, die eine solche Voranmeldung erlassen müssen. Aber es ist Anstand und Pflicht eines Arbeitgebers, der vier Jahre einen Lehrling beschäftigt hat, ihm rechtzeitig zu sagen: Du kannst weiterarbeiten, oder: Du musst Dir eine andere Stelle su-

chen. Wie war es zur Zeit der Hochkonjunktur? Gerade umgekehrt. Da hat der Lehrbetrieb, der Meister, dem Lehrling vielleicht schon nach dem dritten Lehrjahr einen Anstellungsvertrag vorgelegt, und der Lehrling konnte oder musste erklären: Ich arbeite weiter nach diesen vier Jahren. So war es während der Hochkonjunktur. Und jetzt, wo die Arbeitsverhältnisse anders geworden sind, will man den Spiess umkehren. Ich verstehe die Welt nicht mehr, und ich kann mir keinen Arbeitgeber vorstellen, der es nicht als Anstand und Pflicht erachtet, seinem Lehrling rechtzeitig zu melden, ob er im Betrieb bleiben kann oder nicht.

Ich bitte Sie also, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Rothen: Gestatten Sie mir nur ein paar wenige Worte: Anlässlich der Kommissionsberatung wurde darauf hingewiesen, dass es eine Selbstverständlichkeit sei, was die Mehrheit wolle. Dieser Auffassung kann man sicher beipflichten. Es bleibt aber zu beachten, dass diese Selbstverständlichkeit besteht für anständige Lehrmeister. Es gibt auch andere. Mit diesem Text der Mehrheit soll ja dazu beigetragen werden, dass das, was wir als selbstverständlich erachten, auch durchgesetzt werden kann. Um das geht es! Ich glaube doch, dass der Lehrling wie auch die Eltern ein Recht haben zu wissen, wie es nach der Lehre weitergeht. Es bleibt zu beachten, Herr Sigrist, dass der Lehrling eindeutig der Schwächere ist, und dass es für den Lehrmeister einfacher ist, sich mit dem Lehrling abzusprechen, was nach Beendigung der Lehre geschehen soll.

Ich möchte Sie bitten, der Mehrheit beizupflichten und den Antrag der Minderheit abzulehnen.

Oehen: Wenn man dieser Diskussion aufmerksam zugehört hat, ist klar geworden, dass man sich am Ungleichgewicht stösst, dass nämlich nur der Lehrmeister die Verpflichtung hat, drei Monate vorher bekanntzugeben, ob der Vertrag weitergeführt werden soll oder nicht. In gewissen Zeiten ist das tatsächlich ein Nachteil für den Lehrmeister.

Ich möchte Sie deshalb bitten, der Mehrheit zuzustimmen, damit eine Differenz zum Ständerat entsteht. Damit kann zweifellos eine Formulierung gesucht werden, die den beidseitigen Bedürfnissen Rechnung trägt. Man könnte sich nämlich zum Beispiel eine Formulierung vorstellen, die ungefähr lauten würde: «Der Lehrvertrag geht automatisch in ein Angestelltenverhältnis über, sofern nicht drei Monate vor dessen Ablauf Lehrmeister oder Lehrling den Vertrag aufkündigen.» Dann wäre die beidseitige Interessenlage auch bei wechselnden Anstellungsbedingungen auf dem Markt geschützt.

Ich bitte Sie, aufgrund dieser Ueberlegung der Mehrheit zuzustimmen.

M. Spezlall, rapporteur: A l'article 21, 6e alinéa, la commission a approuvé la proposition de notre collègue Besuchet, puisque l'on a considéré comme très grave le fait que, trois mois avant de terminer leur apprentissage, les jeunes gens ne savent pas encore s'ils pourront rester dans l'entreprise ou non. M. Besuchet a appuyé sa proposition avec des faits, concrètement. Je m'y suis rallié en relevant que j'avais constaté des cas pareils à Locarno, au Tessin. Notre collègue Oehen a raison lorsqu'il parle de «Ungleichgewicht» entre l'entrepreneur et l'apprenti, mais il existe quand même une différence: l'apprenti n'est pas défendu comme l'entrepreneur. Si, à la fin de son apprentissage, l'apprenti n'a plus de travail, sa situation est bien plus dramatique et tragique que celle de l'entrepreneur. Je trouve le raisonnement de notre collègue Oehen assez juste, lorsqu'il propose de voter pour la majorité. Il ne s'agit pas de la substance. Quant à la forme, on transmet la proposition au Conseil des Etats pour obtenir quelque chose de mieux. C'est une possibilité, mais en tout cas, la proposition de la majorité de la commission est vraiment très équilibrée; il faut l'accepter. On ne peut pas mettre à la rue des jeunes gens qui ont travaillé pendant trois ou qua-

tre ans comme apprentis et dès lors que l'entrepreneur n'a plus de travail, ou qu'il veut s'en séparer pour une raison ou l'autre. Je crois que la proposition de la majorité est très sage. Je vous invite à l'approuver, la commission l'ayant fait par 13 voix contre 9.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Die Kommission hat dem Antrag Besuchet mit 13 zu 9 Stimmen zugestimmt. Wir sind uns bewusst, dass dabei die Chancengleichheit nicht gewahrt ist. Der eine muss es melden, der andere nicht.

Warum kommen wir zu diesem Schluss? Wenn wir die Jugend kennen, wissen wir, wie unproblematisch sie noch ist in diesem Alter. Erinnern Sie sich noch, als wir die Debatte über die Jugendarbeitslosigkeit führten? Da wurde im März – denken Sie daran – eine Umfrage gestartet, ob die Jugendlichen eine Stelle hätten oder nicht. Von diesen 1400 Jugendlichen hat rund ein Viertel gesagt, sie hätten sich noch gar nicht bemüht; zuerst käme jetzt die Prüfung. Das sind junge Leute, die den Wirtschaftskampf überhaupt noch gar nicht kennen. Der Lehrmeister aber ist ein Erwachsener; er ist wirtschaftlich der Stärkere; er kennt seinen Betrieb und hat den Ueberblick; er kennt aber auch die gesamte Wirtschaftslage.

Aus diesem Grunde haben wir der Mehrheit zugestimmt, weil wir uns gesagt haben: Hier ist Chancengleichheit nicht am Platz.

Bundesrat Brugger: Ich habe mich der Mehrheit in der Kommission nicht widersetzt, obwohl es mir scheint, dass dann, wenn die rechtzeitige Information über die Weiterbeschäftigung nicht mehr klappt, offenbar allerlei faul ist in einem Lehrverhältnis. Aber anscheinend gibt es einzelne solcher Fälle. Natürlich wirft diese Formulierung einige Fragen auf. Was passiert eigentlich, wenn der Lehrmeister diese Information unterlässt? Ist das die Verletzung einer Ordnungsvorschrift, die eine Busse für ihn nach sich zieht? Damit ist dem Lehrling vermutlich nicht stark geholfen. Oder ist das implizite einfach der Abschluss oder der Verzicht auf den Abschluss eines Einzelarbeitsvertrages?

Ich möchte Ihnen folgendes empfehlen: Wenn Sie glauben, an sich sollte man von dieser Idee im Gesetz doch etwas haben, wenn Sie also die Grundsatzfrage eher bejahen, dann wäre es vielleicht nicht ungeschickt, wenn eine Differenz zum Ständerat geschaffen würde und diese rechtliche Frage – Herr Oehen hat hier wohl recht – im Zusammenhang mit der Differenzvereinbarung im Ständerat noch weiter ergründet werden könnte.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	79 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	23 Stimmen

Art. 22

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 23

Antrag der Kommission

Abs. 1–3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1 bis

Minderheit

(Luzschler, Besuchet, Bundi, Chavanne, Jelmini, Müller-Luzern, Schmid Arthur, Seiler, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

Die Lehrlinge sind in geeigneter Form an der Aufsicht über die Berufslehre zu beteiligen.

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Antrag Dirren**Abs. 3**

... und allenfalls der Berufsschule und der Berufsberatung die notwendigen Anordnungen ...

Art. 23**Proposition de la commission****Al. 1 à 3**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1bis**Minorité**

(Renschler, Besuchet, Bundi, Chavanne, Jelmini, Müller-Lucerne, Schmid Arthur, Seiler, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

Les apprentis sont associés, de manière appropriée, à la surveillance de l'apprentissage.

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Proposition Dirren**Al. 3**

... les parties contractantes et, le cas échéant, l'école professionnelle et l'orientation professionnelle; ...

Renschler, Sprecher der Minderheit: Ich erwähnte bereits in der Eintretensdebatte, dass die Petition der Lehrlinge mit 55 000 Unterschriften u. a. die Forderung nach Mitbestimmung der Lehrlinge auf allen Ebenen beinhaltete. Mein Antrag will diese Forderung verwirklichen helfen. Wohl zum Aerger von Herrn Kollega Flubacher halte ich an meinem Antrag fest. Nach der Mini-Demonstration von gestern soll er nämlich laut «Tat» wörtlich gesagt haben: «Ich bin froh über diese Aktion, denn jetzt sehen die Mitbestimmungsbeürworter, was für eine Brut sie unterstützen.» Diese reaktionäre Ausfälligkeit eines bestandenen Parlamentariers halte ich für weit bedenklicher als die Ruhestörung durch jugendliche Ungeduld. (Teilweise Unruhe) Ich danke für den Applaus; er kommt von der richtigen Seite.

In Artikel 21 ist ein Mitspracherecht vorgesehen, das jedoch nicht sehr weit geht. Der Minderheitsantrag hier bei Artikel 23 ist nicht isoliert zu betrachten. Er bildet vielmehr ein Ganzes zusammen mit den Minderheitsanträgen zu Artikel 32 Absatz 6 und zu Artikel 64 Absatz 3. Den Minderheitsantrag zu Artikel 32 Absatz 6 wird Kollege Wyler speziell begründen. Den Artikel 64 Absatz 3 begründe ich einfachheitshalber jetzt gleich mit dem Minderheitsantrag zu Artikel 23.

Die drei Anträge haben die Mitbestimmung der Lehrlinge auf drei verschiedenen Ebenen zum Ziele. Bei dem zur Diskussion stehenden Artikel 23 geht es um die Mitbestimmung in bezug auf das Lehrverhältnis im allgemeinen. Bei Artikel 32 geht es um die Mitbestimmung in der Berufsschule und bei Artikel 64 geht es um die Mitbestimmung in kantonalen Berufsbildungskommissionen, die der Beaufsichtigung der Berufslehre und als Konsultativorgan dienen soll.

Das Mitspracherecht in Artikel 21 bezieht sich auf das individuelle Verhältnis jedes Lehrlings zu seinem Lehrmeister, während es uns hier bei diesem Artikel um die allgemeinen grundsätzlichen Belange des Lehrverhältnisses geht. Ich nehme an, dass die Formulierung «in geeigneter Form», wie schon in der Kommission, zu Kritik Anlass geben wird. Bei der Mitbestimmung ist es besonders schwer, die Gegnerschaft zufrieden zu stellen. Hätte ich eine präzisierende Art der Mitbestimmung in den Antrag aufgenommen,

dann ertönte sicherlich der Vorwurf, die Formulierung sei zu starr, sei zu einschränkend.

Es geht hier und bei den beiden anderen erwähnten Artikeln darum, den Arbeitnehmer frühzeitig mit der Mitbestimmung und der daraus erwachsenden Verantwortung vertraut zu machen. Wie oft hört man von Arbeitgeberseite den Spruch: Wir wären durchaus für mehr Mitbestimmung, wenn die Arbeiterschaft genügend darauf vorbereitet wäre. Hier ist nun die Gelegenheit, das Notwendige frühzeitig vorzukehren. Was Studenten eingeräumt werden kann, das verkraften auch Lehrlinge in ihrem überblickbareren Bereich. Die institutionalisierte Mitbestimmung wird dazu beitragen – davon bin ich überzeugt –, das demokratische Verhalten der Jugendlichen zu fördern, lernen sie doch, ihre Interessen zu erkennen, wahrzunehmen, aber auch Mehrheitsbeschlüsse zu akzeptieren. In vereinzelt Betrieben wurden interne Lehrlingskommissionen gebildet, die jedoch noch stark von der Betriebsleitung abhängig sind. Aber darin sind doch schon Schritte auf die Mitbestimmung hin zu sehen. Als positives Experiment der Lehrlingsmitbestimmung ist die Vertretung der Lehrlinge in der Aufsichtskommission des Kantons Solothurn zu werten. Ich ersuche Sie, meinem Antrag zu Artikel 23 zuzustimmen und dasselbe dann auch bei den anderen Mitbestimmungsanträgen, nämlich bei Artikel 32 und 64, zu tun.

Müller-Luzern: Der Antrag Renschler enthält nichts Revolutionäres, denn er vertritt eine Ansicht, die Sie in X Büchern, besonders pädagogischen Werken, nachlesen können, und die darin besteht, dass man die Mitverantwortung, das staatsbürgerliche Denken, am besten fördern kann, wenn man den Schüler bzw. den Lehrling irgendwo in die Verantwortung miteinbezieht. Es gibt in bezug auf die Mitsprache die verschiedenartigsten Modelle, gute und schlechte. Wir müssen feststellen, dass an vielen Hochschulen nicht die besten Modelle gewählt worden sind, sondern Modelle, die gerade dann versagt haben, wenn es darum gegangen ist, Konflikte auszutragen. Es gibt aber auch andere Modelle, und die Formulierung von Herrn Renschler ist ja sehr offen. Er spricht von «geeigneter Form», und diese Formulierung gibt die Möglichkeit, einmal einen kleinen pädagogischen Fortschritt in diesem Berufsbildungsgesetz zu verankern. Das könnte die Phantasie des Amtes, aber auch all derjenigen, die mit Lehrlingen zu tun haben, anregen. Darüber gibt es übrigens in der Schweiz verschiedene Literatur. Ich erinnere vor allem an die sehr wertvollen, fundierten Schriften des früheren Direktors des Zuger Lehrerseminars, Herrn Direktor Kunz. Ich möchte sie Ihnen zur Lektüre empfehlen, dann werden Sie selbst feststellen, dass Herr Renschler keineswegs etwas Ungebührliches verlangt.

M. Spezlali, rapporteur: Pour une fois, mes amis et mes collègues peuvent être tranquilles, je ne suis pas avec la minorité, avec M. Renschler.

La proposition de M. Renschler n'est certes pas révolutionnaire. Il faut d'autres forces pour faire passer quelque chose de révolutionnaire dans ce Parlement! Cela ne veut pas dire que M. Renschler ne les ait pas. Mais, ici, même les choses qui ne sont pas révolutionnaires risquent de ne pas passer; si elles étaient révolutionnaires, elles ne passeraient jamais. Cependant, avec l'appui de M. Müller-Lucerne, il a cherché à convaincre d'une façon très objective. La commission n'a pas discuté longtemps sur ce point: c'est un des articles qui a été adopté le plus rapidement. M. Renschler a fait sa proposition. Or il s'est opposé à Mme Spiess et à M. le conseiller fédéral, qui était fort de considérations très pertinentes.

Contrairement à ce que M. Renschler nous a dit, je trouve cette formulation vague et dangereuse. Si on lit bien l'article, ce serait l'autorité cantonale qui doit décider de la surveillance de l'apprentissage. Mais que ferait-elle pratiquement avec ces apprentis? C'est imprécis. Pour cela, j'ai voté avec la majorité. On pourrait, à la limite, même

dire que ce sont les apprentis qui se surveillent eux-mêmes. Dans les autres écoles, par exemple les écoles normales, les lycées, etc., des commissaires, suisses-allemands en général, mais aussi suisses-romands et même italiens, viennent au Tessin. C'est eux seuls qui ont la surveillance, et les étudiants n'ont aucune possibilité dans cette matière. Je trouve un peu exagéré que les apprentis puissent se surveiller eux-mêmes: on ne saurait pas ce que l'on veut. Je vous engage à voter avec la majorité, c'est-à-dire contre la proposition Renschler.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Die Frage der Mitbestimmung kommt in Artikel 21, 23 32 und 64 vor. Bei Artikel 21 geht es um die Information. Ich glaube, wir müssen da immer unterscheiden: Die Mitbestimmung hat drei Phasen, nämlich erstens die Information, zweitens die Mitsprache, drittens die Mitbestimmung. Herr Renschler spricht bei Artikel 23 in etwas unklarer Weise, wenn er sagt: «in geeigneter Form.» Wenn er dabei meint, bei den Beratungen in den kantonalen Kommissionen dabei sein, um zum Beispiel etwas Neues zu erklären, dann könnte ich ohne weiteres ja sagen. Wir haben in unserem Kanton auch Lehrlinge zu den Beratungen hinzugezogen. Wenn er aber meint, dass die Lehrlinge sich nachher selbst kontrollieren können, dann müsste ich nein sagen. Und ich glaube, weil die Formulierung zu wenig klar war, hat man sie mit 11 zu 4 Stimmen abgelehnt.

Bei Artikel 32 sieht es schon aus, wie wenn der Lehrling über die Berufsschule mitentscheiden könnte. Da muss ich Sie darauf aufmerksam machen, dass das Problem ja in den Mittel- und Hochschulen schon sehr oft hochgespielt worden ist. Unsere Lehrlinge wären noch jünger als die Studenten. Und vergessen wir nicht: Gute Lehrlinge werden vor den Examen nicht mehr mitmachen; sie werden sagen: Jetzt haben wir anderes zu tun. Die Mitbestimmenden wären dann also 16-, 17jährig. Ich frage mich dann doch: Können wir es verantworten, dass 16-, 17jährige bei Fragen mitentscheiden sollen, bei denen sie sich vielleicht mit 30 Jahren an den Kopf greifen müssten. Darum ist der Antrag bei Artikel 32 mit 5 zu 12 Stimmen abgelehnt worden. Glücklicherweise hat aber Herr Welter bei Artikel 32 etwas sehr Gemässigtes angekündigt, nämlich ein angemessenes Mitspracherecht. Das ist etwas ganz anderes, und ich glaube, wir müssen dort ja sagen.

Bei Artikel 64 möchte man die Lehrlinge zu kantonalen Kommissionen beiziehen; ich glaube, hier müssen wir schon nein sagen. Die Arbeitgeber und Arbeitnehmer sind hier ja paritätisch vertreten. Ich meine, wenn die Lehrlinge auf kantonalen Ebene bei den Beratungen etwas zu sagen haben, ist das genug.

Bundesrat Brugger: Es handelt sich vorerst um einen politischen Entscheid, den Sie zu treffen haben. Es geht wieder einmal um die Mitbestimmung, und zwar um eine sehr umfassende Mitbestimmung durch die Lehrlinge. Ich halte es nicht für richtig, wenn Herr Müller-Luzern das nun verniedlicht. Es ist wirklich eine Grundsatzfrage, die wir übrigens hier schon mehrfach diskutiert haben.

Es geht aber auch um einen praktischen Entscheid (ich äussere mich nun zu Artikel 23). Herr Renschler will die Lehrlinge an der Aufsicht über die Berufslehre beteiligen. In seiner Begründung verwies er u. a. auf das Beispiel des Kantons Solothurn, wo zwei Lehrlinge in der kantonalen Berufsbildungskommission Einsitz genommen haben. Das ist aber ein absolut falsch gewähltes Beispiel: Jene kantonale Berufsbildungskommission hat nicht die Aufsicht über die Berufslehre, sondern sie ist ein beratendes Organ der amtlichen Instanzen, vor allem offenbar des Regierungsrates. Die Aufsicht über die Berufslehren wird natürlich durch staatliche Organe ausgeübt, durch Funktionäre, vor allem die kantonalen Berufsbildungsämter; sie geschieht beispielsweise durch konferenzielle Aussprachen, durch Besuche in den Betrieben oder die Anordnung von Zwischenprüfungen, um sich über den Stand der Ausbildung

Rechenschaft geben zu können. Das sind aber Beamte, die das vornehmen. Auch der Arbeitgeber ist an dieser Aufsicht nicht beteiligt.

Ich sehe deshalb auch praktische Gründe, die eigentlich zu einer Ablehnung des Antrages Renschler führen müssen, ganz abgesehen vom Grundsätzlichen, über das Sie hier zu entscheiden haben.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	89 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	43 Stimmen

Le président: M. Dirren retire sa proposition concernant l'alinéa 3. L'article 23 est ainsi adopté.

Art. 24

Antrag der Kommission

Abs. 1 und 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3 (neu)

Wird ein Betrieb aus wirtschaftlichen Gründen geschlossen oder kann er nicht mehr nach den gesetzlichen Vorschriften ausbilden, so sorgt die kantonale Behörde nach Möglichkeit dafür, dass der Lehrling seine begonnene Lehre ordnungsgemäss beenden kann.

Art. 24

Proposition de la commission

Al. 1 et 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3 (nouveau)

Si l'entreprise qui forme l'apprenti ferme ses portes pour des motifs d'ordre économique ou lorsqu'elle n'est plus en mesure d'assurer la formation conformément aux prescriptions légales, l'autorité cantonale veille autant que possible à ce que l'apprenti puisse terminer normalement l'apprentissage qu'il a commencé.

Angenommen – Adopté

Art. 25

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 26

Antrag der Kommission

Abs. 1

Die Berufsschulen vermitteln als Schulen mit einem eigenständigen Bildungsauftrag den Lehrlingen im Rahmen des Pflicht- und eines allfälligen Wahlpflichtunterrichts die zur Ausübung ihres Berufes notwendigen theoretischen Grundlagen und fördern durch eine allgemeine Bildung die Entfaltung ihrer Persönlichkeit. Für leistungsschwächere Lehrlinge führen sie nach Möglichkeit Stütz Kurse durch, welche der vertieften Durcharbeitung des Pflichtstoffes dienen. Sie können ferner insbesondere freiwillige Kurse für Lehrlinge und Kurse durchführen, welche die Weiterbildung oder Umschulung von Gelernten oder Angelernten sowie die Vorbereitung zum Besuch von höheren Schulen bezwecken. Ausserdem vermitteln sie den beruflichen Unterricht an Anlehrlinge nach Artikel 48 Absatz. 2

Abs. 2, 2bis und 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 26*Proposition de la commission**Al. 1*

Ayant leur propre tâche éducative, les écoles professionnelles dispensent aux apprentis, dans le cadre de l'enseignement obligatoire et éventuellement à option, les connaissances théoriques de base indispensables à l'exercice de leur profession et favorisent l'épanouissement de leur personnalité en développant leur culture générale. Elles peuvent aussi organiser notamment des cours facultatifs pour apprentis, des cours de perfectionnement ou de reclassement professionnels pour apprentis ou personnes au bénéfice d'une formation élémentaire, ainsi que des cours de préparation aux écoles supérieures. Elles dispensent en outre l'enseignement professionnel aux personnes suivant la formation élémentaire selon l'article 48, 2e alinéa.

Al. 2, 2bis et 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 27*Antrag der Kommission**Titel**Abs. 1¹**Mehrheit*

Dauer des Unterrichts, Pflichtfächer und Stundenzahlen
Für den beruflichen Unterricht stehen dem Lehrling in der Regel wöchentlich anderthalb Tage zur Verfügung.

Minderheit

(Rüegg, Augsburger, Bürer, Fischer-Weinfeld, Flubacher, Moser, Sauser, Schärli, Sigrist, Thalman, Vetsch)
Ablehnung des Antrages der Mehrheit

*Abs. 1**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bundi, Besuchet, Chavanne, Jelmini, Müller-Aargau, Renschler, Schmid Arthur, Spiess, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

... Prüfungsreglement erlassen. In den Lehrplänen sind den allgemeinbildenden Fächern in der Regel ebensoviel Lektionen wie den berufsbezogenen einzuräumen.

*Abs. 2**Mehrheit*

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Rüegg, Augsburger, Bürer, Fischer-Weinfeld, Klöter, Moser, Müller-Aargau, Schärli, Schnyder-Bern, Sigrist, Vetsch)

Bei der Festlegung der Stundenzahl ist darauf zu achten, dass die betriebliche Ausbildung nicht beeinträchtigt wird.

*Antrag Carobbio**Abs. 1¹*

Für den beruflichen Unterricht stehen dem Lehrling wöchentlich zwei Tage zur Verfügung.

*Antrag Renschler**Abs. 11*

Für den beruflichen Unterricht stehen dem Lehrling in der Regel wöchentlich zwei Tage zur Verfügung.

Eventualantrag Müller-Luzern

für den Fall, dass der Rat den Mehrheitsantrag (1½ Tage Unterricht) ablehnt

Art. 27

Das Bundesamt stellt Lehrpläne auf, welche die Pflichtfächer, allfällige Wahlpflichtfächer und die Stundenzuteilung enthalten. Die Stundenzahl ist so anzusetzen, dass alle Ziele der Grundausbildung (Art. 6) erreicht werden können. Den allgemeinbildenden Fächern ist die gleiche Bedeutung zuzumessen wie den berufsbezogenen. (Rest des Artikels streichen.)

Art. 27*Proposition de la commission**Titre**Al. 1¹**Majorité*

Durée de l'enseignement, branches obligatoires et nombre de leçons

L'apprenti dispose, en règle générale, d'un jour et demi par semaine pour suivre l'enseignement professionnel.

Minorité

(Rüegg, Augsburger, Bürer, Fischer-Weinfeld, Flubacher, Moser, Sauser, Schärli, Sigrist, Thalman, Vetsch)

Rejeter la proposition de la majorité

*Al. 1**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bundi, Besuchet, Chavanne, Jelmini, Müller-Argovie, Renschler, Schmid Arthur, Spiess, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

... fin d'apprentissage correspondants. Dans les programmes-cadres d'enseignement, il y a lieu, en règle générale, d'attribuer aux branches de formation générale autant de leçons qu'aux branches spécifiquement destinées à la formation professionnelle.

*Al. 2**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Rüegg, Augsburger, Bürer, Fischer-Weinfeld, Klöter, Moser, Müller-Argovie, Schärli, Schnyder-Berne, Sigrist, Vetsch)

En fixant le nombre d'heures de cours, on veillera à ne pas compromettre la formation au sein de l'entreprise.

*Proposition Carobbio**Al. 1¹*

L'apprenti dispose de deux jours par semaine pour suivre l'enseignement professionnel.

*Proposition Renschler**Al. 1¹*

L'apprenti dispose, en règle générale, de deux jours par semaine pour suivre l'enseignement professionnel.

Proposition subsidiaire Müller-Lucerne

en cas de rejet de la proposition de majorité (un jour et demi d'enseignement)

Art. 27

L'office fédéral établit des programmes-cadres d'enseignement indiquant les branches obligatoires, les branches à

option éventuelles et le nombre de leçons qui leur est attribué. Ce nombre sera fixé de manière à pouvoir atteindre tous les objectifs de la formation de base (art. 6). On attribuera aux branches de formation générale la même importance qu'aux branches spécifiquement destinées à la formation professionnelle. (Biffer le reste de l'article.)

Rüegg, Sprecher der Minderheit: Zu Artikel 27 lagen in der Kommission sieben Anträge vor, welche alle darauf hielten, die schulische Ausbildung zulasten der betrieblichen zu verstärken. Der Bundesrat sieht in seinem Entwurf vor, dass Pflichtfächer sowie allfällige Wahlfächer und deren Stundenzahl in den vom Bundesamt aufgestellten Lehrplänen festgelegt werden. Diese sollen den Erfordernissen der einzelnen Berufe angepasst werden. Es hat nun meines Erachtens keinen Sinn, im Gesetz für den beruflichen Unterricht anderthalb Tage festzulegen – wie das die Mehrheit will – und das dann durch den Ausdruck «in der Regel» schmackhaft machen zu wollen. Es gibt Berufe, für die eine schulische Ausbildung von einem Tag pro Woche genügt, und es gibt Berufe, für die zwei Tage oder sogar mehr erforderlich sind. Eine Regelung in der Verordnung ist also viel zweckmässiger und flexibler. Aus der Sorge, dass bei der derzeitigen Ueberbewertung der schulischen Ausbildung die praktische Ausbildung zu kurz komme, habe ich zudem den Antrag gestellt, in das Gesetz einen Absatz 2 aufzunehmen mit folgendem Wortlaut:

«Bei der Festlegung der Stundenzahl ist darauf zu achten, dass die betriebliche Ausbildung nicht beeinträchtigt wird.» Ich ersuche Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen und diesen Absatz 2 im Gesetz aufzunehmen.

Basler: Hinter den Abänderungsanträgen zu Artikel 27 steht mehr als die Dauer des beruflichen Unterrichtes. Im Grunde genommen geht es darum, ob wir uns noch zur Berufslehre bekennen, oder ob wir die berufliche Ausbildung mehr und mehr den Schulen zuweisen wollen. Ich erlaube mir hier ein eigenes Urteil zugunsten der Lehrbetriebe und damit der Lehrlinge, weil ich zu den wenigen Ratsmitgliedern gehöre, die selber eine handwerkliche Lehre abgeschlossen haben; heute bin ich mitverantwortlich für unsere Zeichnerlehrlinge, denen mehr als anderthalb Tage wöchentlicher Unterricht zur Verfügung stehen. Zudem kenne ich ausländische Verhältnisse, die ohne Betriebslehre sind, wohl aber eine Schulpflicht bis zum 18. Altersjahr haben. (In den Vereinigten Staaten ist das so.) Dort beneidet man uns und findet, der Ruf der Schweizer Qualitätsarbeit sei in dieser Betriebslehre begründet.

Nun geht es ja nicht nur um die berufliche Tüchtigkeit. Mit Frau Dr. Uchtenhagen bin ich der Meinung, dass es bei den Jugendlichen, die heute oft so unsicher im Leben stehen, auch um die Persönlichkeits- und Charakterbildung gehe, d. h. darum, sie in ein sinnvolles Leben einzuführen.

Im Lehrbetrieb entsteht aber oft eine bessere Charakterbildung als in der Berufsschule, wo ein Erwachsener einem Dutzend Jugendlicher gegenübersteht. Im Lehrbetrieb ist das Verhältnis umgekehrt. Hier wird der Lehrling in eine Gruppe Erwachsener aufgenommen. Er braucht und erhält im Betrieb Vorbilder in Meistersleuten und Vorarbeitern, denn in diesem Alter sind die Jugendlichen im problemreichsten Lebensabschnitt. Sie beginnen sich ja vom Elternhaus zu lösen. Im Lehrbetrieb finden sie Aufnahme in überblickbaren Gruppen reifer Mitmenschen. Dort erhalten sie die ersten kleinen Arbeiten und dadurch eine persönliche Verantwortung, damit eine Selbstbestätigung und Entfaltung, die sie oftmals besser entwickelt als die Enge von Schulbänken und der Klassengeist von Gewerbeschulen.

Aber nicht nur die persönliche Entwicklung spricht für den Lehrbetrieb. In handwerklichen Berufen drückt sich das Können durch ein Werk der Hände aus. Daher die Berufsgruppenbezeichnung Handwerker. Handfertigkeit ist dabei zu üben. Die Eigenheiten des Werkstoffes sind zu erfah-

ren. Es heisst nicht umsonst: Übung macht den Meister. Diese Übung darf nicht zu kurz kommen, sonst müsste die Lehrzeit zum Nachteil der Lehrlinge verlängert werden. Schliesslich gibt es viele schulmüde Jugendliche, die sich am Ende der Pflichtschuljahre danach sehnen, eine Arbeit mit den Händen zu tun, ins Leben hinauszutreten, eher, als sich weiterhin mit Algebra und Fremdsprachen aus Büchern zu plagen. Andererseits gibt es Berufe, in denen viel technisches Wissen nötig ist und kaum anders als in Berufsschulen vermittelt werden kann. Man sollte aus diesen Gründen keine gleichschaltende Regelung der wöchentlichen Berufsschulpflicht über alle Berufe hin im Gesetz vorschreiben. Es liegt im Interesse der Jugend, dass ein Schulentlassener je nach Neigung seine berufliche Ausbildung in Betriebslehren wählen kann, die durch mehr oder auch durch möglichst wenig Schule ergänzt werden. Daher ist diese Vielfalt der Möglichkeiten offenzulassen und die Dauer des Berufsschulunterrichtes den Erfordernissen der einzelnen Berufe anzupassen, wie das die bundesrätliche Fassung vorsieht.

Baumann: In der Botschaft des Bundesrates Seite 28 ist unter Artikel 27 zu lesen, dass in den Vernehmlassungen der Berufsverbände die geschlossene Forderung nach den berufsbezogenen Lehrplänen erhoben wird. Ferner ist man sich im klaren, dass die Gefahr der Verschulung im Raum bleibt. Der Bundesrat vertritt in diesem Abschnitt die Auffassung, es soll auch inskünftig auf die Verhältnisse in den einzelnen Berufen Rücksicht genommen werden. Nicht in allen Berufen besteht die Notwendigkeit, den bisherigen Unterricht zu verlängern. Ferner muss allgemein darauf Bedacht genommen werden, dass den Betrieben für die praktische Ausbildung genügend Zeit zur Verfügung steht.

Gestatten Sie mir, anhand einer Wochendarstellung für Lehrlinge im Gastgewerbe darzutun, was sich ergäbe, wenn Sie der Mehrheit der Kommission zustimmen würden: 1½ Tage Schule (neu), 1½ Tage Ruhetage nach Gesetz, 3/5 Tage Ferien und zusätzliche Freitage. Für die praktische Arbeit verbleiben pro Woche somit 3½ Tage; von diesen 3½ Tagen praktischer Arbeit müssen noch folgende Abwesenheiten abgezogen werden: eine Woche Einführungskurs im ersten Lehrjahr, zwei Wochen Weiterbildungskurs im zweiten Lehrjahr; Krankheit, Unfall, Familienanlässe. Schlussendlich verbleiben für die praktische Arbeit auf dem Lehrbetrieb sage und schreibe knappe drei Tage. Ich frage Sie: Könnten Sie unter diesen Umständen in den einzelnen Lehrbetrieben die Frage vermeiden, ob sie unter diesen Bedingungen noch Lehrlinge ausbilden können? Wenn Sie der Mehrheit zustimmen, dann dürfen Sie diesen Lehrmeistern keinen Vorwurf machen, wenn sie sich fragen, ob sie überhaupt noch weiter Lehrlinge ausbilden wollen.

Gestatten Sie mir weitere Hinweise. Es ist Ihnen allen von der Suisse mécanique ein Querschnitt durch 700 Lehrbetriebe zugestellt worden. Ich bitte Sie, diesen Angaben Ihre Aufmerksamkeit zu schenken. Ich möchte sie nicht wiederholen. Es wurden Fragen gestellt an die 700 Lehrbetriebe, die jeweils von 90 bis 98 Prozent der angefragten Betriebe beantwortet worden sind. Beispielsweise: Würden Sie in Ihrem Betrieb die Führung eines Arbeitsbuches durch den Lehrling durchsetzen, wenn Sie damit eine Ausdehnung des wöchentlichen Schulantenteils verhindern könnten? Kann ein Lehrling nach Ihrer Ansicht 9 Schulstunden à 50 Minuten pro Woche und einem Tag verkraften, nachdem das Schulturnen auch zum Schulunterricht gehört? – Dies nur ein Ausschnitt.

Ich ersuche Sie, aus diesen Gründen der Fassung von Bundesrat und Minderheit der Kommission Ihre Zustimmung zu geben.

Renschler: Es gibt offenbar handfeste Interessen der Arbeitgeberseite gegen die zeitliche Ausdehnung des beruflichen Unterrichtes. Die Arbeitgeber bilden – nach meiner

Meinung – nicht aus altruistischen Gründen Lehrlinge aus, wie sie das hie und da glauben machen wollen. Sie verdienen an den Lehrlingen Geld, und zwar nicht erst dann, wenn sie gut ausgebildete Facharbeiter geworden sind. Im «Schweizerischen Kaufmännischen Zentralblatt» Nr. 38 vom September 1977 wurde der Aufwand und Ertrag eines kaufmännischen Lehrlings errechnet. Es ergab sich für die dreijährige Lehrzeit ein Nettoertrag von rund 19 000 Franken zugunsten des Arbeitgebers. Dabei wurde mit 1½ Schultagen pro Woche gerechnet. Bei zwei Schultagen würde sich der Nettoertrag um rund 3000 Franken auf 16 000 Franken reduzieren. Man kann also sagen: Je länger der schulische Unterricht dauert, um so geringer der finanzielle Nutzen für die Arbeitgeber. Oft dürfte gerade hier der Grund zu suchen sein, wenn Arbeitgeber den Vorwurf der Verschulung erheben.

Dazu kommt auf Arbeitgeberseite noch ein weiteres Argument, das ein Mitglied der vorberatenden Kommission wörtlich folgendermassen formulierte, ich zitiere: «Es nützt uns» – gemeint waren die Arbeitgeber – «nichts, wenn die Lehrlinge besser rechnen können als wir.» Ich nehme an, der betreffende Kollege dachte an Preiskalkulationen und Gewinnmaximierung. Ich argumentiere genau umgekehrt. Die Lehrlinge sollen während ihrer Ausbildung lernen, mindestens so gut zu rechnen, im konkreten wie im übertragenen Sinne, wie die Arbeitgeber rechnen können. Nicht Fachidioten, sondern so umfassend wie möglich ausgebildete Mitarbeiter und Staatsbürger sollen aus der Lehre hervorgehen.

Die Berufsschule hat einen doppelten Auftrag: einerseits den Ausbildungsanforderungen der einzelnen Berufe gerecht zu werden, andererseits dem Lehrling eine ihm angemessene Allgemeinbildung zu vermitteln. Wenn es uns mit der Demokratie ernst ist, dann müssen wir dafür sorgen, dass Jungbürger heranwachsen, welche ihre demokratischen Rechte zu nutzen wissen, ihre Pflichten kennen und vor allem in der Lage sind, ein eigenes Urteil zu bilden.

Für diese Doppelaufgabe – einerseits Berufsausbildung, andererseits Allgemeinbildung – braucht es Zeit, und zwar vermutlich um so mehr, je geringer die Lernfähigkeit des Lehrlings ist. Irgendwie scheint es mir persönlich paradox: Die Musterlehrlinge, die überdurchschnittlich begabt sind und leicht lernen, erhalten beim Besuch der Berufsmittelschule einen Schultag pro Woche mehr; diejenigen, die sich beim Lernen schwer tun, sollen dafür weniger zur Schule gehen. Einem Papier der schweizerischen Direktorenkonferenz gewerblicher Berufs- und Fachschulen vom April dieses Jahres entnehme ich den Vorschlag, die Gesamtdauer des Unterrichts solle zwei Tage nicht übersteigen. Ich schliesse mich diesem Vorschlag an, zumal der Schweizerische Gewerkschaftsbund, die im VPOD organisierten Berufslehrer und meine Partei, die SPS, in ihren Vernehmlassungen zum Berufsbildungsgesetz zwei Tage beruflichen Unterricht verlangten.

Diese Forderung ist keineswegs übertrieben. In der vorberatenden Kommission wurde uns mitgeteilt – und Herr Bundesrat Brugger hat das heute hier bestätigt –, dass gegenwärtig schon etwa 43 000 – also fast ein Drittel der diesem Gesetz unterstellten Lehrlinge – mehr als einen Tag Pflichtunterricht pro Woche haben. 24 000 kaufmännische Lehrlinge besuchen bereits während der ganzen Lehrzeit an 1½ Tagen pro Woche die Schule, und an die 20 Berufsbildungsreglemente sollen in Bearbeitung sein, um den Pflichtunterricht über einen Tag hinaus zu verlängern.

Mein Antrag auf zwei Tage schulischen Unterricht pro Woche verlangt nichts Unmögliches, er liegt im Trend und markiert das Ziel. Ich bitte Sie, dem Antrag zuzustimmen.

M. Carobbio: Je serai très bref concernant cette proposition de porter à deux jours le temps à disposition des apprentis pour l'école professionnelle, M. Renschler ayant déjà exposé les raisons principales qui la motivent. Pour l'essentiel, je me rallie à ses propos afin d'éviter toute

répétition. Je voudrais simplement ajouter une considération personnelle: M. le conseiller fédéral Brugger, dans son intervention sur l'entrée en matière, a précisé notamment qu'«une formation culturelle générale peut être acquise non seulement à l'école mais aussi dans les entreprises». Je puis être d'accord avec lui dans la mesure où ces propos-là signifient qu'il faut abattre le mur qui divise aujourd'hui le travail intellectuel du travail manuel. En réclamant deux journées complètes d'école, nous n'entendons pas simplement poser la question d'une plus longue fréquentation de l'école traditionnelle de la part des apprentis. Au contraire, il s'agit d'augmenter le temps réservé à la formation générale, à l'éducation, à la connaissance des problèmes de la vie et de la société. Cela peut et doit être réalisé en étroite collaboration avec l'entreprise et surtout par la modification des contenus et des méthodes traditionnelles de l'enseignement à ce niveau. Quelqu'un a dit ici que les jeunes en général ne tiennent pas à un écolage plus long. Ceci est vrai si l'on se réfère à l'école traditionnelle. C'est faux si cela concerne une école qui a pour but de développer les intérêts des jeunes gens pour les problèmes de la vie, de les habituer à discuter, à être critiques.

Je vous rappelle ici les propos – que j'approuve – tenus hier, lors du débat d'entrée en matière, par M. Chavanne, à propos de l'extension des possibilités de formation générale et culturelle des apprentis. C'est dans cette perspective-là qu'il faut concevoir et évaluer la proposition d'augmenter à deux jours le temps réservé à l'école. Il s'agit d'ailleurs, comme l'a dit M. Renschler, d'une revendication que les associations de jeunes avancent depuis des années. Je rappelle ici la pétition de la jeunesse syndicale et les diverses prises de position des syndicats. Je crois que le moment est venu d'écouter au moins sur cette question les aspirations des jeunes. Je vous invite donc à approuver la proposition qui vise à porter à deux jours le temps d'école.

Müller-Luzern: Herr Bundesrat Brugger hat in seinem eindrücklichen Abschiedsvotum hier vor dem Geist der Konfrontation gewarnt. Mir scheint, diese Warnung sei nun vor allem in bezug auf das Berufsbildungsgesetz am Platz. Wir laufen ja Gefahr, dass hier ein unüberbrückbarer Graben aufgeworfen wird und auch aufgeworfen bleibt, und das scheint mir sehr bedauerlich. Soll dieses Gesetzeswerk, das gleicherweise dem Arbeitnehmer und dem Arbeitgeber dienen will, zum Konflikttherd werden, der immer neue Konflikte heraufbeschwört? Müssen sich wirklich hier die Geister unversöhnlich scheiden? Ich glaube, das darf nicht sein. Da nun aber die Frage nach der Dauer des Unterrichtes zum Politikum geworden ist, das vor allem die Gewerkschaften in die Opposition zu treiben droht – und zwar denke ich da nicht einfach an einen Referendums-kampf, sondern an eine dauernde Konfrontation – und da diese Missstimmung auf andere Bereiche der Sozialpartnerschaft übergreifen kann, dürfen wir es – wie mir scheint – nicht einfach bei der ursprünglichen Version des Bundesrates sein Bewenden haben lassen. Ich meine daher, dass man dem Anliegen der Gewerkschaften Rechnung tragen müsste entweder dadurch, dass man eine Zahl einfügt (1½ Tage) oder dass man eine Lösung sucht, die die Nachteile einer schematischen Regelung umgeht.

Was steckt denn eigentlich hinter dem Vorschlag, eine Unterrichtsdauer zu fixieren? Man will offenbar ein Zeichen dafür setzen, dass das neue Gesetz wirklich darauf zielt, den jungen Menschen in allen Bereichen zu entfalten. Dieses Ziel kann aber auch in anderer Weise erreicht werden als in der Fixierung einer Zahl, nämlich indem wir dafür sorgen, dass die Ziele, wie sie in Artikel 6 formuliert sind, nicht leere Worte bleiben, sondern sich im Lehrplan unmittelbar niederschlagen. Der Artikel 6 ist – das muss man ihm zugestehen – vorzüglich konzipiert; er atmet nicht den Geist Otto Fischers, sondern entspricht ganz genau den Anforderungen, die man an eine zeitgemässe

Bildung stellen muss. Ich glaube, es lohnt sich, diesen Artikel sich zu vergegenwärtigen. Er lautet: «Die berufliche Grundausbildung hat die zur Ausübung eines Berufes notwendigen Fertigkeiten und Kenntnisse zu vermitteln, die Allgemeinbildung zu erweitern sowie die Entfaltung der Persönlichkeit und des Verantwortungsbewusstseins zu fördern. Sie bildet ferner die Grundlage zur fachlichen und allgemeinen Weiterbildung.» Besser könnte man die Ziele der Berufsbildung kaum formulieren. Nachdem nun der Rat diesem Programm bei der Behandlung von Artikel 6 diskussionslos zugestimmt hat, sollte es ihm auch leicht fallen, diesen Artikel zum verbindlichen Konzept des Berufsschulunterrichts zu machen. Und wenn dieses Konzept ernst genommen wird, dann führt es automatisch zu einer flexiblen, sachgemässen Anpassung der Lehrpläne, nicht aber zu einer Schematisierung und Schablonisierung. Ich meine also, mein Antrag, den ich als Eventualantrag eingereicht habe, komme dem Bedenken gegen die gesetzliche Fixierung einer bestimmten Zahl entgegen; er trägt aber dem Anliegen der Gewerkschaften, das ich unterstütze, voll Rechnung. Der letzte Satz meines Antrages bestimmt übrigens, dass den allgemeinbildenden Fächern die gleiche Bedeutung zugemessen werde wie den berufsbezogenen. Ich rede also von der gleichen Bedeutung, vom gleichen Gewicht, nicht wie Kollega Bundi von der gleichen Lektionenzahl; denn wir müssen uns im Bildungswesen von der Zahlenmystik befreien. Der bildende Effekt hängt nicht einfach von der Zahl der Lektionen ab, sondern von der Wirksamkeit, von der Effizienz des Unterrichtes. Ich bin überzeugt, dass der Berufsschulunterricht durch geeignete Methoden, wie zum Beispiel programmierten Unterricht und anderes, ganz wesentlich verbessert, unter Umständen auch verkürzt werden könnte. Wenn wir nun starr festsetzen, dass die allgemeinbildenden Fächer gleichviel Lektionen in Anspruch nehmen sollen wie die berufsbezogenen, so kann sich das bei jeder Rationalisierung des Unterrichtes wiederum zuungunsten der allgemeinen Bildung auswirken. Ich meine deshalb, dass man dem Anliegen von Herrn Bundi, das auch mein Anliegen ist, viel besser Rechnung trägt, wenn man nicht von gleicher Lektionenzahl spricht, sondern eben davon, dass man seinem Anliegen das gleiche Gewicht beimisst wie den berufsbezogenen Fächern. Natürlich hätte bei einer Annahme meines Vorschlages der Antrag Rüegg kaum mehr Platz, denn mein Antrag sagt ja ebenfalls, dass die Berufsausbildung zu pflegen sei. Im Artikel 6 ist das ausdrücklich festgelegt. Wenn der Antrag Rüegg einfach meinem Antrag beigefügt würde, käme ein störendes Element in die Vorlage hinein, das vielleicht sogar als Provokation empfunden werden müsste. Im Augenblick geht es indessen meines Erachtens darum, Lösungen zu finden, die keine Provokation bedeuten, sondern Brücken schlagen und fähig sind, einen Kompromiss zwischen den Gewerkschaften und den Arbeitgebern darzustellen. Ich glaube somit, dass Sie im Falle der Ablehnung des Mehrheitsantrages meinem Antrag zustimmen sollten.

Ammann-Bern: Nachdem ich mich seit über 30 Jahren recht unmittelbar mit der Lehrlingsausbildung befasse, erlaube ich mir, zum Fragenkomplex «theoretischer Unterricht – praktische Arbeit» einige Feststellungen zu machen. Dabei bin ich mir voll bewusst, dass die berufliche Ausbildung in ihrer Gesamtheit so ausserordentlich vielfältig ist, dass es nur sehr wenig Tatbestände gibt, die für alle Berufe gelten. Gerade diese Vielfältigkeit ist ja der Hauptgrund, weshalb für unser Land mit den unbegrenzten wirtschaftlichen Betätigungsmöglichkeiten nur die Betriebslehre in Frage kommen kann. Einer öffentlichen Lehrwerkstatt wäre es unmöglich, für all die vorkommenden Berufe praktische Ausbildungsmöglichkeiten auf ihrem speziellen Gebiet zu bieten.

Damit Sie mich richtig verstehen, ist es notwendig, dass ich Ihnen die Rahmenbedingungen nenne, innerhalb deren Grenzen ich meine langjährige Erfahrung in der Ausbil-

dung von jungen Berufsleuten beziehe. Es handelt sich um den schweren Maschinenbau, in welchem der Schwerpunkt auf der Ausbildung von Mechanikern und Maschinenschlossern liegt. Daneben werden jedoch, wenn auch in geringerer Zahl, Dreher, Bohrer, Fräser, Elektriker und Baumaschinenmechaniker ausgebildet. Selbstverständlich gehört auch die Ausbildung von Zeichnern und kaufmännischen Angestellten zu unserer Aufgabe. Der Gesamtbestand an Lehrlingen liegt in der Grössenordnung von 140 oder im Durchschnitt knapp 40 pro Jahr. Eine Lehrwerkstatt für die beiden ersten Lehrjahre sowie eine Zeicherschule sind vorhanden, zusammen mit den notwendigen Instruktoren. Die Zusammenarbeit mit der Berufsschule klappt sehr gut; die Koordination ist nicht immer sehr einfach, aber doch optimal gelöst. Es handelt sich also hier um Verhältnisse, wie sie heute in der schweizerischen Maschinenindustrie gang und gäbe sind, hat doch der zuständige Arbeitgeberverband in der Lehrlingsausbildung immer eine seiner Hauptaufgaben gesehen. Ich möchte auf einige Punkte in der praktischen Ausbildung hinweisen, welche in unserem speziellen Fall durch eine öffentliche Lehrwerkstatt nur sehr unvollkommen oder gar nicht vermittelt werden könnten: Unsere Arbeit lässt sich nicht mit kleinen Übungs- und Prüfungsstücken durchführen. Sie kann nur im Massstab 1 zu 1 an den eigentlichen Maschinen selbst erfolgen. Sehr oft ist es auch nicht die Arbeit eines einzelnen, sondern einer aufeinander eingespielten Arbeitsgruppe. Gerade diese Arbeit zusammen mit erfahrenen Berufskollegen ist in einer Schule nicht zu erleben. Ich denke in diesem Zusammenhang auch an das Hantieren mit schweren Lasten. Mit dieser nicht ungefährlichen Arbeit kann ein junger Berufsmann ebenfalls nur in einem entsprechenden Betrieb, zuerst durch fortgesetzten Anschauungsunterricht, später mit praktischer Anwendung, die notwendige Sicherheit erlangen. Ich denke auch an die praktische Unfallverhütung, wo es immer wieder neue Gefahrenquellen zu erkennen und abzusichern gilt. Was in einer Schule graue Theorie wäre, ist im Betrieb tägliche Praxis. Der wichtigste Punkt scheint mir jedoch darin zu liegen, dass der junge Berufsmann in seinen Lehrjahren seinen Beruf in seiner ganzen Vielfalt kennenlernt und somit nach der Abschlussprüfung in den vollen Arbeitsprozess integriert werden kann. Er kann sich eventuell sofort auf einzelnen Gebieten spezialisieren oder zielbewusst auf eine Weiterbildung hinsteuern, wobei er stets die Gewissheit einer sicheren Basis besitzt. Ich bin überzeugt, dass dieser Uebergang wesentlich weniger Probleme bietet als der Praxisanfang nach der Ausbildung in einer öffentlichen Lehrwerkstätte. Wir sind also auf die Betriebslehre angewiesen. Diese kann sich nur dann positiv auswirken, wenn die Arbeit nicht mehr als unbedingt notwendig durch den theoretischen Unterricht unterbrochen wird.

Als Zweites möchte ich zu der Kostenfrage Stellung nehmen. Allzu viele Votanten haben von der Ausnützung des Lehrlings, von den billigen Arbeitskräften gesprochen, als dass man über diese wesentliche Frage hinweggehen könnte. Zum Teil wird diese Ansicht ideologisch mit allen Mitteln genährt. zum andern Teil ist es vielleicht für den Aussenstehenden effektiv nicht ganz so einfach, die Verhältnisse wirklich zu beurteilen. Vorerst möchte ich betonen, dass nach meiner Auffassung das Gewerbe und die Industrie dafür selbst verantwortlich sind, dass sie sich auf einen genügend qualifizierten Nachwuchs abstützen können. Dabei werden zwangsläufig Anpassungen an die wirklichen Bedürfnisse in jeder Beziehung laufend notwendig sein. Die Aufgabe des Staates ist es, genau wie es dieses neue Gesetz versucht, die Rahmenbedingungen zu schaffen, namentlich auch die theoretische Ausbildung sicherzustellen. Eine solch lebenswichtige Aufgabe kostet Geld. Sie kostet den Staat viel Geld für die Berufsschule; sie kostet aber auch den Betrieb Geld für die Ausbildung der jungen Berufsleute. Darüber soll und darf man sich nicht beklagen. Um so empfindlicher reagiert der Meister oder die Lehrfirma, wenn man von Ausnützung der Lehrlinge,

vom grossen Geschäft mit den Lehrlingen, böswillig oder mangels besseren Wissens spricht. Die Reaktion auf die immer weitergehende Belastung der Lehrfirma mit zusätzlichen Forderungen, welche mit der soliden Berufsausbildung nichts mehr zu tun haben, ist mehr als verständlich. Trotz aller Einsicht und allem Verständnis gibt es diesbezüglich Grenzen, welche nicht ohne schwerwiegende Konsequenzen überschritten werden. Diese Grenzen sind heute zweifelsohne erreicht.

Aus unserer betrieblichen Kostenrechnung geht eindeutig hervor, dass uns bereits heute eine produktive Lehrlingsstunde mehr kostet als die produktive Stunde eines ausgebildeten Berufsmannes. Um einen richtigen Vergleich anstellen zu können, ist vorerst einmal zu errechnen, was die effektiv gearbeitete Stunde eines ausgebildeten Mitarbeiters den Betrieb wirklich kostet. Hierzu sind zu seinem Stundenlohn sämtliche Soziallasten und Zusatzvergütungen, auf die Stunde bezogen, zu addieren. Der so gefundene Wert ist durch das Verhältnis wirklich gearbeiteter Zeit zu bezahlter Zeit zu dividieren. Für den ausgebildeten Mitarbeiter kostet die effektive gearbeitete Stunde damit heute zirka 1,5 mal mehr als sein Stundenlohn. Nebenbei bemerkt, würde bei einer 40-Stunden-Woche dieser Faktor schlagartig auf zirka 1,65 steigen. Dieselbe Rechnung ist nunmehr mit dem wesentlich tieferen Lehrlingslohn durchzuführen. Vorerst muss dieser Lehrlingslohn jedoch um die Kosten für die direkte Ausbildung erhöht werden. Ausser einigen Nebenkosten sind dies vor allem die Löhne für die Instruktoren und für die spezielle Betreuung der Lehrlinge. Im Gegensatz zum ausgebildeten Mitarbeiter sind die Soziallasten bei Lehrlingen noch gering. Dagegen liegen die möglichen Stunden, an welchen ein Lehrling heute mit vollem Wirkungsgrad – also wie ein ausgebildeter Berufsmann – produktiv arbeiten kann, bedenklich tief. Dabei sei hier angenommen, dass der Lehrling im Durchschnitt zirka 70 Prozent der Leistung eines ausgebildeten Berufsmannes erbringt. In unserem Betrieb betragen damit die produktiven Stunden der Mechaniker im ersten Lehrjahr noch ganze 18 Prozent, im zweiten Lehrjahr 30 Prozent, im dritten Lehrjahr 40 Prozent und im letzten Lehrjahr 34 Prozent der total bezahlten Stunden. Mit diesen Zahlen ergeben sich für die Firma Kosten für die produktive Lehrlingsstunde, welche im Durchschnitt, auf die gesamte Lehrzeit verteilt, 10 bis 15 Prozent über den Kosten des ausgebildeten Berufsmannes liegen. Sollte jemand in diesem Saal die Richtigkeit meiner Zahlen bezweifeln, bin ich jederzeit bereit, diesen die genannten Zahlen anhand unserer Betriebsrechnung nachzuweisen. Dabei sind keine allgemeinen Unkosten des Betriebes eingerechnet. Namentlich ist auch nicht berücksichtigt, dass für die Lehrlinge in der Werkstatt während ihrer häufigen Abwesenheit Arbeitsplätze freigehalten werden müssen, auf denen mit ausgebildeten Berufsleuten voll produktive Arbeit geleistet werden könnte.

Anhand dieser praktischen Erfahrungen glaube ich, für diesen Fall der beruflichen Ausbildung den Nachweis erbracht zu haben, dass wir einerseits auf die praktische Betriebsausbildung angewiesen sind und dass andererseits der Belastbarkeit der Lehrfirmen Grenzen gesetzt sind. Ich bin davon überzeugt, dass sich sinngemässe Argumente und Zahlen auch für die meisten anderen Berufe ergeben, ganz unabhängig von der Grösse der Lehrfirma. Es ist doch zu bedenken, dass sich in einem grösseren Lehrbetrieb vieles wohl etwas rationeller ausführen lässt, was andererseits in einem kleinen Betrieb individueller und einfacher gemacht werden kann, den Meister jedoch auf die produktive Lehrlingsstunde bezogen teurer zu stehen kommt, so dass die Kosten schliesslich kaum wesentlich verschieden sein werden.

Ganz zuletzt möchte ich noch auf den gesunden Ehrgeiz, auf den point d'honneur, des Lehrmeisters oder der Lehrfirma hinweisen, dass ihre Lehrlinge in der Abschlussprüfung gut abschneiden. Darin allein liegt so viel Positives im Interesse unserer angehenden jungen Berufsleute, dass das mit Geld gar nicht aufzuwiegen ist.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Wagen nicht zu überladen und unbedingt der Kommissionsminderheit zuzustimmen. Damit können die verschiedenen Bedürfnisse am zweckmässigsten erfüllt werden.

Bundl, Sprecher der Minderheit: Ich spreche zum Absatz 1 des Artikels 27. Der Minderheitsantrag, der eine Ergänzung des Absatzes 1 dieses Artikels darstellt, geht vom Gedanken einer umfassenden Ausbildung des jungen Menschen aus. Er steht in einem engen Zusammenhang mit dem Antrag der Kommissionsmehrheit im neuen Absatz 1¹, den beruflichen Unterricht auf anderthalb Tage festzulegen. Er möchte einen Ausgleich herbeiführen gegenüber Tendenzen, welche vorrangig die technisch-berufsspezifische Seite im beruflichen Unterricht gewichten.

Mit der Forderung nach einer ungefähr gleichen Berücksichtigung der allgemeinbildenden wie der berufsbezogenen Fächer oder Lektionen möchte der Minderheitsantrag eine kleine Korrektur herbeiführen. Er möchte die Lehrpläne der Berufsschulen in dem Masse verändern, dass das heutige Verhältnis von 4 zu 5 oder 3 zu 5 zwischen den allgemeinbildenden Fächern und den berufsbezogenen in ein solches von etwa 5 zu 5 überführt würde. Ein Ausbau der allgemeinbildenden Fächer würde eine Vertiefung der Allgemeinbildung erlauben, insbesondere eine intensivere Beschäftigung mit den Fächern Muttersprache, Staats- und Wirtschaftskunde und mit der neuesten Geschichte. Das Hauptanliegen dieses Antrages – daraus mache ich mir keinen Hehl – ist eine breitere Vermittlung staatsbürgerlichen Wissens. Der Staats- und Wirtschaftskunde ist ein viel breiterer Raum zu gewähren, als das heute der Fall ist. Die beinahe 70 Prozent unserer Jugendlichen, die nach dem Besuch der obligatorischen Volksschule keine weiterführenden Mittelschulen besuchen, sind in dieser Beziehung unverhältnismässig stark vernachlässigt. Und gerade dieser Teil unserer Bevölkerung – ich spreche hier ganz im Sinne meines Kollegen Wagner – sollte später eine wichtige Rolle in unserem Wirtschafts- und politischen Leben spielen. Ein befriedigendes Funktionieren unserer Demokratie setzt mehr politische und wirtschaftskundliche Information an unseren Gewerbeschulen voraus. Eine seriöse Grundlage auf dieser Stufe vermag die Motivation zur Beteiligung und Selbstverantwortung für das Gemeinwesen in unserem Staate zu wecken. Durch mehrjährige Erfahrung bei Prüfungsvorbereitungen von Lehrlingen konnte ich mir ein Bild machen über den Zustand des staatskundlich-wirtschaftlichen Wissens unserer angehenden Stimmbürger. Grösstenteils fehlen klare Vorstellungen über den Aufbau unseres Staates und seiner Einrichtungen. Mangelnde Kenntnisse der elementaren Begriffe möchte ich aber als den Hauptgrund der Resignation bei den Volksabstimmungen bezeichnen.

Es nützt wenig, noch so gute wissenschaftliche Studien über die Stimmabstimmungen, wie die jüngste der Professoren Neidhart und Hoby, herauszugeben, ohne die sich aufdrängenden Folgerungen daraus zu ziehen. Die hohen Anteile derjenigen, denen der private Bereich wichtiger als alles andere ist, der sogenannten Unpolitischen, sowie der Enttäuschten und der Ueberforderten müssen unbedingt reduziert werden. Einen wesentlichen Beitrag dazu kann eine vermehrte allgemeine Bildung in den Berufsschulen leisten.

Unser Antrag mit der Formulierung «in der Regel» lässt ohne weiteres noch Spielraum für einzelne Berufsgruppen nach unten und nach oben offen. Aus diesem Grunde bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit zu unterstützen.

Bürer: Ich gehe von der Annahme aus, dass alle die wenigen noch anwesenden Damen und Herren hier im Saal ein Berufsbildungsgesetz anstreben, das den Erfordernissen der einzelnen Berufsgattungen möglichst weitgehend entspricht, d. h. dass die Lehrlinge in einer Meisterlehre so auf ihren künftigen Beruf vorbereitet werden, dass sie im heutigen harten Wirtschaftsleben bestehen können und die Möglichkeit haben, sich auch ihren spezifischen Fähigkeiten

ten gemäss weiterzubilden. Dementsprechend kommt man sicher zur Feststellung, dass die Dauer der Schulzeit in den verschiedenen Berufen unterschiedlich sein muss. Beispiele hierfür wurden genügend aufgeführt.

Die Frage ist nun einfach die: Soll im Gesetz eine Zeitdauer von anderthalb oder zwei Tagen aufgenommen werden? Persönlich bin ich gegen jede feste Regelung im Gesetz; um einen in jedem Fall zweckmässigen Unterricht zu gewährleisten, muss eine flexible Lösung gewählt werden.

Die Dauer des Unterrichts soll demnach weiterhin durch die Lehrpläne bestimmt werden. Niemand wehrt sich ja dagegen, dass in anspruchsvolleren Berufen die Unterrichtszeit auf anderthalb oder zwei Tage festgesetzt werden soll. In vielen Fällen – wir haben es gehört: in 15 Berufen – ist das ja bereits heute so. Sicher werden noch mehr Berufe folgen. Grundsätzlich soll aber die Stundenzahl durch das Bundesamt in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden in den Lehrplänen bestimmt werden. Die Erfordernisse werden damit den einzelnen Berufen angepasst. Wenn schon die Kommissionmehrheit die Formulierung «in der Regel anderthalb Tage» vorschlägt, so kann man dies ebenso gut weglassen und dem Antrag des Bundesrates folgen. Eine Interpretation des Ausdruckes «in der Regel» wird nicht einfach sein und stösst viele Gewerbetreibende vor den Kopf, die darin doch eine bindende Vorschrift sehen. Aus eigener Erfahrung mit Lehrlingen kann ich ebenfalls beurteilen, dass mit mehr Unterrichtsstunden nicht unbedingt die Qualität der Ausbildung gefördert wird. Vielmehr schockieren wir viele kleine Meister, die sich mit der Lehrlingsausbildung seit Jahren aufopfernd befassten. Ob wir mit der längeren Schuldauer nicht die unliebsamen Erfahrungen machen, dass sich in Zukunft vermehrt junge Leute der Anlehre zuwenden, bleibe dahingestellt. Streben wir deshalb die flexible, zweckmässige Lösung an, die allen begründeten Anforderungen für längeren Unterricht ohne weiteres gerecht zu werden vermag.

Ich empfehle Ihnen, der Kommissionminderheit zuzustimmen, welche auch die Ansicht der Mehrheit der CVP-Fraktion ist.

Etter: Wenn ich mich auch noch in diese Diskussion einschalte, hat das seine ganz besonderen Gründe. Den Bestimmungen in den Artikeln 27 und 28, so wie sie in Mehr- und Minderheitsanträgen aus der Kommission kommen, messen wir im Schweizerischen Gewerbeverband und in den angeschlossenen Berufsverbänden grösste Bedeutung zu. Würden die Räte den Anträgen der Mehrheit in Artikel 27 Absatz 1^a und denjenigen der Minderheit in bezug auf den Umfang des allgemeinbildenden Unterrichtes folgen, ist leicht vorzusehen, dass über kurz oder lang das heutige System der Meisterlehre in die Brüche gehen würde. Wir würden dann die Lehrmeister, die bereit sind, unter solchen Umständen noch Lehrlinge auszubilden, mühsam zusammensuchen müssen. Das kann aber doch nicht der Sinn und der Zweck eines neuen Berufsbildungsgesetzes sein! Die Aufrechterhaltung der Meisterlehre ist uns ein echtes Anliegen. Sie liegt auch im wohlverstandenen Interesse unseres Staates.

Der Mehrheitsantrag in Artikel 27 Absatz 1^a verlangt für den beruflichen Unterricht neu «in der Regel wöchentlich anderthalb Tage». Wir müssen wissen, dass heute in besonderen Lehrberufen diese 1½ Tage bereits verwirklicht sind, weil das theoretische Fachwissen dies dort erfordert. In den übrigen rund 250 Lehrberufen genügt bis heute ein ganzer Schultag pro Woche. Nehmen wir nun an, dass von diesen 250 Lehrberufen nur die Hälfte diesen dritten Schultag einführen würde, so müssen wir auch die damit verbundenen Konsequenzen sehen: Die Lehrkörper müsste um rund 25 Prozent erhöht, die erforderlichen Schulräumlichkeiten vermutlich etwa in derselben Größenordnung vermehrt werden. Woher nehmen wir die zusätzlichen Fachlehrer und woher die finanziellen Mittel? Aus langjähriger praktischer Erfahrung wissen wir, dass in den allermeisten Lehrberufen auch in Zukunft ein Schul-

tag bestimmt ausreichen wird, um das notwendige Fach- und Allgemeinwissen zu vermitteln.

Die Lösung des Bundesrates und des Ständerates ist unseres Erachtens weitaus besser als diejenige der Kommissionmehrheit. Der Schulunterricht soll nur dort ausgedehnt werden, wo ein echtes Bedürfnis dazu besteht. Ich empfehle Ihnen deshalb, dem Minderheitsantrag Rüegg zuzustimmen.

Im Absatz 1 verlangt der Minderheitsantrag Bundi, dass dem allgemeinbildenden Unterricht ebenso viele Lektionen wie dem berufsbezogenen Unterricht eingeräumt werden. Heute ist das Verhältnis in der Regel 3 zu 5. Dieser Antrag Bundi heisst im Klartext nichts anderes als: Erweiterung des Schulunterrichtes mit allgemeinbildenden Fächern zulasten der berufskundlichen Fächer. Das kann aber kaum ernsthaft in Frage kommen! Wir würden das als völlig verfehlt betrachten und lehnen daher den Antrag Bundi ab.

Schliesslich muss in diesem Zusammenhang auch der Minderheitsantrag Renschler zu Artikel 28 gesehen werden. Diese Bestimmung versteht sich als Alternative zur Berufsmittelschule, die damit gewissermassen obsolet würde. Begabten und leistungswilligen Lehrlingen soll während der ganzen Lehrzeit die Möglichkeit zu sogenannten Wahlpflichtfächern geboten werden. Für den Besuch dieser Fächer – neben dem obligatorischen Unterricht – sollen pro Woche ganze zwei Tage zur Verfügung gestellt werden. Das wäre eine offenkundige Uebermarchung. Ich muss ganz konkret die Frage aufwerfen: Wann soll eigentlich der Lehrmeister seinen Lehrling noch praktisch ausbilden? Man schränkt ihm dauernd die zur Verfügung stehende Lehrzeit ein, während gleichzeitig die an ihn oder den Verband gestellten Anforderungen immer höher geschraubt werden.

Das berufliche Bildungswesen ist uns im Gewerbe ein echtes und ein ernstes Anliegen. Ich bitte Sie sehr höflich und dringend, unseren Vorschlägen zuzustimmen und Uebermarchungen abzulehnen. Damit wird den wahren Anliegen der jungen Lehrlinge und Lehrtöchter bestimmt am besten gedient.

Wagner: Sind 1½ Tage für den beruflichen Unterricht in der Woche zuviel, ist 1 Tag richtig oder sollen es 2 Tage sein? So stellen sich die drei Fragen. Bis heute war es so, dass in den allermeisten gewerblichen Berufen dem Lehrling pro Woche ein Tag für die Schule zur Verfügung stand. Wenn wir nun die Durchfallquoten bei den Lehrabschlussprüfungen näher analysieren, so müssen wir feststellen, dass in den meisten Fällen nicht das praktische Können, sondern mangelnde Schulbildung die Ursache war. Denn die technische Entwicklung hat heute andere Schwerpunkte gesetzt. Der Anspruch, der an den Lehrling gestellt wird, ist anders als zu Grossvaters Zeiten. Die Akademiker behaupten immer, dass sich der Lehrstoff an den höheren Bildungsstätten vervielfacht hätte. Glauben Sie, es sei beim Handwerk alles beim alten geblieben?

Sieben Mitglieder, die den Minderheitsantrag unterzeichnet haben, haben akademische Bildung. Es überrascht mich nicht, dass gerade diese Damen und Herren uns glaubhaft machen wollen, es sei beim Handwerker, beim Mechaniker, beim Schlosser oder Elektriker, alles gleich geblieben. Die technische Entwicklung hat an den Universitäten nicht haltgemacht. Alle Berufe – das trifft auch für die Landwirtschaft zu – stehen heute unter anderen Bedingungen. Die Schwierigkeiten beim Lehrling sind weniger im Betrieb zu suchen, sie treten vor allem in der mangelnden Schulbildung hervor. Die Behauptung, der Lehrling hätte kein Interesse an der Schule, trifft vielleicht im ersten oder zweiten Lehrjahr zu. Die Lehrlinge sind schulmüde. Das soll aber auch bei den Studenten vorkommen. Im vierten Lehrjahr merkt dann aber der Lehrling plötzlich die grossen Lücken im Schulfach, in der Theorie. Dann ist es meistens zu spät, den Rückstand noch aufzuholen.

Ich habe mir die Mühe genommen herauszufinden, wo die Hauptursachen für das Versagen bei den Lehrabschlussprüfungen liegen. Es überrascht mich nicht, dass das Versa-

gen im theoretischen Bereich liegt. Ich will nicht überheblich sein. Ich rechne meine Landsleute im Kanton Basel-Land zu den Normalbegabten, wenn man von einem schweizerischen Durchschnitt reden will. Ich habe aus der kantonalen Statistik meines Wohnkantons einzelne Berufe herausgegriffen und die Durchfallsquoten ermittelt. Bei der Lehrabschlussprüfung durchgefallen: bei den Automechanikern im Durchschnitt 18 bis 20 Prozent, also nahezu jeder Fünfte (im Extremjahr waren es 43 Prozent), bei den Elektrikern ebenfalls 18 bis 20 Prozent als Normalfall (im Extremjahr ebenfalls über 40 Prozent), bei den Laboranten Durchfallquote: 10 bis 15 Prozent. Die Ursachen dieses Versagens liegen in den wenigsten Fällen im praktischen Lehrbetrieb; die Ursache ist im theoretischen Bereich. Diese wenigen Fälle zeigen doch recht deutlich, dass die jungen Leute von der technischen Entwicklung überrollt werden. Wenn wir nicht einem normalbegabten Schüler eine Lehre ermöglichen wollen, so bleibt uns nichts anderes übrig, als den beruflichen Unterricht an der Schule zu erweitern. Wir haben in der Schweiz nicht nur ein Interesse daran, gute Akademiker auszubilden, wir müssen auch dafür sorgen, dass wir dem Berufsarbeiter im Gewerbe und in den Betrieben das notwendige Rüstzeug mitgeben, damit er in der Lage ist, den guten Ruf der schweizerischen Qualitätsarbeit beizubehalten. Für den beruflichen Unterricht sind anderthalb Tage notwendig, und mit der Einschränkung «in der Regel» sollte die Zustimmung doch möglich sein.

Noch ein Wort zu Kollege Bürer, der im Namen der CVP-Mehrheit beantragt hat, der Minderheit zuzustimmen. Das überrascht mich eigentlich ein wenig. Auf Seite 11 der bundesrätlichen Botschaft, wo es um die Vernehmlassungen geht, steht nämlich geschrieben, die CVP begrüsse es, dass es sich beim Entwurf wieder um ein Rahmengesetz handle, finde aber, «dass die höheren Ziele der Berufsbildung im Sinne des CVP-Aktionsprogrammes nicht genügend verwirklicht werden». Das ist lediglich eine Feststellung.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäfts unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr
La séance est levée à 12 h 55*

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Dienstag, 13. Dezember 1977, Nachmittag

Mardi 13 décembre 1977, après-midi

16.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bussey

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz Formation professionnelle. Loi

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1586 hiervoor — Voir page 1586 ci-devant

Art. 27

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1609 hiervoor — Voir page 1609 ci-devant

Frau **Uchtenhagen**: Ich weiss, dass es ein gewisses Risiko ist, wenn ich in einer Sache, in der ich so engagiert bin, ohne Manuskript rede. Aber nachdem ich zwei Tage lang nichts anderes als das Wort «bewährt» gehört habe, von «bewährten Wegen», wie man auf «bewährte Art und Weise» weitergehen solle, habe ich keine grosse Lust, mich auch noch zu «bewähren». Der wirklich «bewährte» Herr Bundesrat Brugger wird das vielleicht verzeihen. Ich werde mir trotzdem Mühe geben – um der Sache willen –, möglichst sachlich zu sein.

Ich habe, als ich das elterliche Geschäft leitete, selber Lehrtöchter ausgebildet. Ich habe 15 Jahre auch an der Berufsschule unterrichtet, und ich habe last but not least drei Kinder, die jetzt in diesem Alter sind. Trotzdem würde ich meinen, dass mich das noch nicht zu dem Fachmann qualifiziert, wie ihn Frau Thalmann darstellt. Ich möchte auch nicht unbedingt als Berufsbildungsfachmännin reden. Zwar brauchen wir Berufsbildungsfachleute, und es ist auch vollkommen legitim, wenn die Wirtschaft ihre Interessen vertritt. Aber es scheint mir, es gibt wenig Leute in diesem Raum, die die legitimen Interessen der Jugendlichen vertreten. Schliesslich geht es nämlich um die Jugendlichen; es geht um die Lehrlinge und Lehrtöchter.

Die Frage, die wir jetzt diskutieren, ob wir 1½ Schultagen – mit Ausnahmen natürlich –, dem Antrag Renschler, der weitergeht, oder dem «dynamischen» Vermittlungsantrag Müller-Luzern zustimmen sollen, oder ob wir mit dem Antrag Rüegg sogar noch hinter den Bundesrat zurückgehen wollen, nimmt einen wenig breiten Raum ein. Es geht nicht, wie immer wieder gesagt wird, um grosse ideologische Auseinandersetzungen. Ich habe mich schon in der Kommission immer wieder gefragt, welchen Feind man eigentlich ständig bekämpft. Unseres Erachtens hat überhaupt niemand die Meisterlehre in Abrede gestellt. Trotzdem fühlt man sich ständig verpflichtet, die Meisterlehre zu verteidigen. Wir sind uns ja einig, dass es eine gute Sache ist und dass die meisten Lehrmeister ihre Lehrlinge auch gut ausbilden. Dieses Thema könnte man nun wirklich ad acta legen. Wir haben Herrn Bundesrat Brugger auch nicht gebeten, riesige Experimente in Richtung Gesamtschule zu machen. Wir würden nicht wagen, so revolutionäre Vorschläge zu machen. Wir haben auch nicht erwartet, dass er das ganze Land mit Lehrwerkstätten überzieht, da wir die Meisterlehre im Prinzip bejahen. Es geht nur darum, wie wir eigentlich die immer wieder zitierte Chan-

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.12.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1586-1615
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 211

gen im theoretischen Bereich liegt. Ich will nicht überheblich sein. Ich rechne meine Landsleute im Kanton Basel-Land zu den Normalbegabten, wenn man von einem schweizerischen Durchschnitt reden will. Ich habe aus der kantonalen Statistik meines Wohnkantons einzelne Berufe herausgegriffen und die Durchfallsquoten ermittelt. Bei der Lehrabschlussprüfung durchgefallen: bei den Automechanikern im Durchschnitt 18 bis 20 Prozent, also nahezu jeder Fünfte (im Extremjahr waren es 43 Prozent), bei den Elektrikern ebenfalls 18 bis 20 Prozent als Normalfall (im Extremjahr ebenfalls über 40 Prozent), bei den Laboranten Durchfallquote: 10 bis 15 Prozent. Die Ursachen dieses Versagens liegen in den wenigsten Fällen im praktischen Lehrbetrieb; die Ursache ist im theoretischen Bereich. Diese wenigen Fälle zeigen doch recht deutlich, dass die jungen Leute von der technischen Entwicklung überrollt werden. Wenn wir nicht einem normalbegabten Schüler eine Lehre ermöglichen wollen, so bleibt uns nichts anderes übrig, als den beruflichen Unterricht an der Schule zu erweitern. Wir haben in der Schweiz nicht nur ein Interesse daran, gute Akademiker auszubilden, wir müssen auch dafür sorgen, dass wir dem Berufsarbeiter im Gewerbe und in den Betrieben das notwendige Rüstzeug mitgeben, damit er in der Lage ist, den guten Ruf der schweizerischen Qualitätsarbeit beizubehalten. Für den beruflichen Unterricht sind anderthalb Tage notwendig, und mit der Einschränkung «in der Regel» sollte die Zustimmung doch möglich sein.

Noch ein Wort zu Kollege Bürer, der im Namen der CVP-Mehrheit beantragt hat, der Minderheit zuzustimmen. Das überrascht mich eigentlich ein wenig. Auf Seite 11 der bundesrätlichen Botschaft, wo es um die Vernehmlassungen geht, steht nämlich geschrieben, die CVP begrüsse es, dass es sich beim Entwurf wieder um ein Rahmengesetz handle, finde aber, «dass die höheren Ziele der Berufsbildung im Sinne des CVP-Aktionsprogrammes nicht genügend verwirklicht werden». Das ist lediglich eine Feststellung.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäfts unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr
La séance est levée à 12 h 55*

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Dienstag, 13. Dezember 1977, Nachmittag

Mardi 13 décembre 1977, après-midi

16.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bussey

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz Formation professionnelle. Loi

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1586 hiervoor — Voir page 1586 ci-devant

Art. 27

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1609 hiervoor — Voir page 1609 ci-devant

Frau **Uchtenhagen**: Ich weiss, dass es ein gewisses Risiko ist, wenn ich in einer Sache, in der ich so engagiert bin, ohne Manuskript rede. Aber nachdem ich zwei Tage lang nichts anderes als das Wort «bewährt» gehört habe, von «bewährten Wegen», wie man auf «bewährte Art und Weise» weitergehen solle, habe ich keine grosse Lust, mich auch noch zu «bewähren». Der wirklich «bewährte» Herr Bundesrat Brugger wird das vielleicht verzeihen. Ich werde mir trotzdem Mühe geben – um der Sache willen –, möglichst sachlich zu sein.

Ich habe, als ich das elterliche Geschäft leitete, selber Lehrtöchter ausgebildet. Ich habe 15 Jahre auch an der Berufsschule unterrichtet, und ich habe last but not least drei Kinder, die jetzt in diesem Alter sind. Trotzdem würde ich meinen, dass mich das noch nicht zu dem Fachmann qualifiziert, wie ihn Frau Thalmann darstellt. Ich möchte auch nicht unbedingt als Berufsbildungsfachmännin reden. Zwar brauchen wir Berufsbildungsfachleute, und es ist auch vollkommen legitim, wenn die Wirtschaft ihre Interessen vertritt. Aber es scheint mir, es gibt wenig Leute in diesem Raum, die die legitimen Interessen der Jugendlichen vertreten. Schliesslich geht es nämlich um die Jugendlichen; es geht um die Lehrlinge und Lehrtöchter.

Die Frage, die wir jetzt diskutieren, ob wir 1½ Schultagen – mit Ausnahmen natürlich –, dem Antrag Renschler, der weitergeht, oder dem «dynamischen» Vermittlungsantrag Müller-Luzern zustimmen sollen, oder ob wir mit dem Antrag Rüegg sogar noch hinter den Bundesrat zurückgehen wollen, nimmt einen wenig breiten Raum ein. Es geht nicht, wie immer wieder gesagt wird, um grosse ideologische Auseinandersetzungen. Ich habe mich schon in der Kommission immer wieder gefragt, welchen Feind man eigentlich ständig bekämpft. Unseres Erachtens hat überhaupt niemand die Meisterlehre in Abrede gestellt. Trotzdem fühlt man sich ständig verpflichtet, die Meisterlehre zu verteidigen. Wir sind uns ja einig, dass es eine gute Sache ist und dass die meisten Lehrmeister ihre Lehrlinge auch gut ausbilden. Dieses Thema könnte man nun wirklich ad acta legen. Wir haben Herrn Bundesrat Brugger auch nicht gebeten, riesige Experimente in Richtung Gesamtschule zu machen. Wir würden nicht wagen, so revolutionäre Vorschläge zu machen. Wir haben auch nicht erwartet, dass er das ganze Land mit Lehrwerkstätten überzieht, da wir die Meisterlehre im Prinzip bejahen. Es geht nur darum, wie wir eigentlich die immer wieder zitierte Chan-

cengleichheit und Durchlässigkeit realisieren wollen. Herr Bundesrat Brugger hat gesagt, für ihn sei die Durchlässigkeit sehr wichtig. Das sind schöne Worte. Die Vorlage, die wir jetzt behandeln, wird sehr wahrscheinlich genau das Gegenteil bewirken. Es sind Einbahnstrassen, die wieder auseinanderstreben und dann sehr schwer wieder zu verbinden sein werden. Wenn man einmal in der Anlehre ist, oder wenn man eine kürzere Lehre gemacht hat, oder wenn man eine Mittelschule besucht hat, dann dürfte es sehr schwer sein, diesen Entschluss wieder rückgängig zu machen. Es gibt eine Möglichkeit, wie man diese rigiden Trennungen teilweise überbrücken könnte, indem man etwas mehr für alle Jugendlichen tut. Ich möchte noch einmal sagen: Niemand bestreitet, dass besonders begabte Schüler eine Berufsmittelschule besuchen können, aber wir müssen wirklich auch etwas für die Durchschnittsschüler und die leistungsschwächeren Schüler tun. Sie haben – vielleicht haben einige das gar nicht bemerkt (Herr Sigrist hat in der Eintretensdebatte auch sie bestritten) – die Stützkurse für leistungsschwächere Schüler gutgeheissen. Diese müssen im Unterricht ihren Platz haben. All jene, die in Berufsschulen unterrichtet haben, wissen, wie wenig Spielraum man dort hat. Wenn man das Lehrziel erreichen will, dann muss man mit den Schülern in der Regel büffeln, büffeln, büffeln. Das, was man in der Mittelschule, obwohl es dort nicht so nötig ist, vermehrt tun kann, nämlich diskutieren, vielleicht sogar einmal ein Museum besuchen, etwas Lebenskunde betreiben, auf die Probleme der Jugendlichen eingehen, dazu verbleibt gerade in der Berufsschule kaum Platz. Wenn wir nun den Unterricht ausdehnen wollen, indem wir allgemeinbildende Fächer ausbauen, dann geht es doch letztlich um etwas, das uns allen dient, nicht zuletzt der Wirtschaft. Eine breitere berufliche Ausbildung, aber auch eine breitere Bildung im menschlichen Bereich, eine Allgemeinbildung, dienen nämlich der Wirtschaft sehr wohl. Wir wissen, dass der Berufsmann heute im Durchschnitt ungefähr dreimal im Leben seine Tätigkeit wechseln muss. Er muss unter Umständen sogar mobil genug sein, um die Branche zu wechseln. Es ist aber eine Erfahrungstatsache, dass das nur jemand tun kann, der über ein gewisses Selbstverständnis und Selbstvertrauen, ein gewisses Minimum an Bildung verfügt. Die Mobilität wird mit der Allgemeinbildung erhöht. Eine bessere Allgemeinbildung, so wie auch Herr Bundi das dargelegt hat, dient nicht zuletzt unserem Staat; denn unser Staat ist darauf angewiesen, dass seine Bürger mit ihm denken, ihn tragen, dass sie ein Minimum von Zusammenhängen begreifen, sonst können sie die politischen Prozesse nicht verstehen. Wenn wir also hier ein wenig mehr Raum schaffen, dann geschieht dies zum Nutzen dieser Jugend. Es geht darum, dass sie etwas gesünder, etwas glücklicher heranwachsen kann, dass auch für die nicht so Leistungsfähigen, für die nicht so Tüchtigen genügend Lebensraum bleibt. Deswegen bitte ich Sie, im Namen dieser Jugend, in diesem Berufsschulgesetz für eine bessere Allgemeinbildung ein wenig mehr Raum zu schaffen.

Schmid Arthur: Dieser Artikel 27 scheint mir eine sehr wichtige Frage der gesamten Gesetzesrevision darzustellen. Trotzdem möchte ich Sie bitten, hier nun nicht zu dramatisieren, wenn man beispielsweise dem Vorschlag der Kommissionmehrheit unterstellen will, hier werde gewissermassen die Meisterlehre aus den Angeln gehoben. Wenn man diese Diskussion hört, dann hat man den Eindruck, jeder verträte hier die Berufsbildung, die er meine. Wir sollten uns doch schlussendlich zu einer Lösung durchringen, die einen einerseits bescheidenen Fortschritt darstellt und andererseits in diesem Rat eine Mehrheit findet. Was die Kommissionmehrheit vorschlägt, scheint mir eine vernünftige Lösung zu sein, und wir haben in den Kommissionsberatungen um diese Lösung erheblich gerungen. Dabei hat uns Herr Bundesrat Brugger schlussendlich gewissermassen die goldene Brücke mit dieser

Formulierung gebaut. Es heisst «in der Regel wöchentlich anderthalb Tage beruflichen Unterricht». Dazu möchte ich erstens einmal sagen, das hat mit Verschulung nichts zu tun, sondern das ist schlicht, wie Herr Wagner hier bereits darzustellen versuchte, eine notwendige Konzession an die Entwicklung. Es ist doch heute so, dass sich zwar die meisten Berufe mit diesem einen Tag noch behelfen, dass aber dieser eine Schultag mit Unterrichtsstunden und mit Stoff vollgepfropft ist. Ich behaupte, heute werden von dieser Konzentration auf einen Schultag, und der ist ja dann nicht auf sechs oder sieben Stunden limitiert, die Lehrlinge schlicht und einfach überfordert. Es ist ja auch so, dass der Berufsschulunterricht nach der Konzeption des BIGA gewissermassen an verschiedenen Orten konzentriert wird. Man hat die kleinen Gewerbeschulen und die kleinen KV-Schulen nicht mehr so gern, und obschon die Lehrlinge dann z. T. aus unserem recht verzweigten ganzen Kanton zusammenströmen müssen, ist man wegen des einen Schultages genötigt, morgens bereits um 7.30 mit dem Unterricht zu beginnen und diesen bis abends gegen 6 oder auch 7 Uhr fortzusetzen. Die sogenannten Freifächer werden zwar offeriert, wenn immer möglich aber an einem anderen Tag nach Arbeitsschluss, und deshalb ist dies meines Erachtens eben nur eine halbe Offerte.

Man hat schon sehr viel von der Attraktivität gesprochen, die man auch diesem Ausbildungsweg zukommen lassen sollte, als Alternative zu Mittel- und zur Hochschulbildung. Ich bin sehr der Meinung, dass man das tun muss; aber die Attraktivität besteht eben auch darin, dass man diesen jungen Menschen eine spezifische Berufsbildung auf der einen Seite und ein Minimum an Allgemeinbildung auf der anderen Seite zukommen lässt, ohne sie mehr und mehr einem unzumutbaren Leistungsstress auszusetzen – das eben im Gegensatz zu den Mittelschülern. Wenn schon so gerne die akademische Ausbildung und die Berufsausbildung einander gegenübergestellt werden, dann muss ich sagen: Was wollen Sie denn eigentlich? Man hat bei der Hochschulförderung gesagt, da könne man nur einverstanden sein, wenn man auch in der Berufsbildung etwas tue. Wenn hier nun ein ganz bescheidener Fortschritt gesetzlich festgelegt werden soll, nämlich die Regel von anderthalb Tagen, dann soll das auch nicht geschehen! Das ist eine etwas merkwürdige Argumentation. Man hat ja auch die Stellungnahme zum Referendum beim Hochschulförderungsgesetz etwas von diesen Verhandlungen abhängig gemacht. Ich frage mich: Wird man die Hochschulförderung dann nicht bekämpfen, wenn hier nichts geht, oder wird man sie ohnehin bekämpfen? Das nur nebenbei.

Ich möchte sagen: Die Formel der Mehrheit ist ja auch flexibel, weil sie «in der Regel» enthält und weil auch nach dieser Formel das Bundesamt in den einzelnen Berufen die Ausbildungs- und Prüfungsreglemente erstellen wird und daher sagt: «Bei diesem Beruf genügt ein Tag, und bei einem weiteren Beruf genügen eben die anderthalb Tage nicht; da brauchen wir zwei Tage.» Aber es wird ein Akzent gesetzt, sozusagen die Umkehrung der Beweislast. Man wird jetzt doch eher auf anderthalb Tage gehen und damit das Pensum für die Lehrlinge erträglich darbieten. Wenn die Minderheit, die Herr Bundi vertritt, der Allgemeinbildung einen gewissen Stellenwert zumisst, dann ist das letztlich wohl auch für die spezifische Ausbildung von Nutzen, und es ist nötig, wenn wir es mit unserer direkten Demokratie ernst meinen, wenn wir nämlich meinen, dass auch der grosse Prozentsatz unserer Leute in diesem Land, die eine berufliche und keine akademische Ausbildung hinter sich haben, mitentscheiden und mitbestimmen können.

Ich bitte Sie also, nicht hinter den Antrag der Kommissionmehrheit mit diesen anderthalb Tagen zurückzubuchstabieren. Damit täten Sie dieser Vorlage entscheidend Abbruch.

Fischer-Bern: Herr Renschler hat heute morgen gesagt, dass offenbar die Arbeitgeber ein handgreifliches Interes-

se an dieser Berufsbildung haben müssen. Ich kann Ihnen bestätigen, dass das stimmt. Die Arbeitgeber haben tatsächlich ein handgreifliches Interesse daran. Ich bin aber überzeugt, dass das ganze Volk ein handgreifliches Interesse daran hat, und zwar deshalb, weil es sich darum handelt, ein Optimum zwischen der Ausbildung im Betrieb und der Ausbildung in der Schule zu gewährleisten und nicht, dass wir zulasten des einen Teiles den zweiten Teil immer mehr vergrössern. Beide Ausbildungsarten sind notwendig. Die Ausbildung im Betrieb ist die Basis, und dazu kommen Zusätze, die in den Schulen absolviert werden müssen.

Wenn wir etwas zurückblicken, stellen wir fest, dass die Schulzeiten zulasten der Betriebszeiten immer stärker vergrössert worden sind, oder – umgekehrt gesagt – dass sich die Lehrzeiten in den Betrieben verkürzt haben. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass wir in den letzten 20 Jahren die 5-Tage-Woche eingeführt haben – das ging zulasten der Ausbildung im Betrieb –; wir haben gegenwärtig eine Initiative der Gewerkschaften, die vor Weihnachten eingereicht werden soll, mit der man die Arbeitszeiten weiter verkürzen will. Wenn das Tatsache wird, geht das erneut zulasten der Ausbildung im Betrieb. Wir haben sodann in einem Anflug von Grosszügigkeit das obligatorische Turnen eingeführt; das geht weitgehend ebenfalls zulasten der Ausbildung im Betrieb. Es besteht die Tendenz, immer mehr Freifächer zu gewähren – es hat eine diesbezügliche Bestimmung in diesem Gesetz –, und das würde zulasten der Ausbildung im Betrieb gehen. Die Berufsmittelschule geht für die Betroffenen, die davon profitieren können, zulasten der Ausbildung im Betrieb; die längeren Ferien, die konzidiert worden sind, gehen zulasten der Ausbildung im Betrieb; die von Herrn Schmid angeführte Zentralisation der Berufsschulen hat die Tendenz, ebenfalls zulasten der Ausbildung im Betrieb zu gehen, weil die Lehrlinge viel längere Reisezeiten benötigen, und die gehen nicht nur zulasten ihrer Freizeit, sondern auch zulasten des Betriebes.

Wir stehen also vor der Situation, dass die Zeiten, bei denen der Lehrling im Betrieb ist, immer mehr zusammengedrückt werden, und dass gleichzeitig nun eine frontale Offensive kommt, die Zeiten, die den Schulen reserviert werden sollen, zu vergrössern. Ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass das Gleichgewicht zwischen Lehre im Betrieb und Ausbildung in den Schulen dadurch gefährdet wird. Wenn Sie das machen, was jetzt die Kommissionmehrheit beantragt, oder sogar was Herr Renschler offenbar als taktischen Schachzug uns vorlegt, nämlich dass wir auf zwei Tage gehen sollen, dann gefährden Sie die Meisterlehre, und es nützt nichts, wenn Frau Uchtenhagen heute hier ein verdankenswertes Bekenntnis zur Meisterlehre abgelegt hat. Sie hat erklärt, die Meisterlehre sei gut, und sie werde von niemandem bestritten. Das genügt nicht. Man muss auch die Voraussetzungen schaffen, die auf längere Sicht die Aufrechterhaltung der Meisterlehre ermöglichen. Wenn Sie nun die Zeiten, in denen der Lehrling dem Betrieb zur Verfügung steht, immer stärker reduzieren, wird dadurch eben das Gleichgewicht gestört und die Betriebsinhaber davon abgehalten, überhaupt Lehrlinge auszubilden. Ich bin überzeugt, dass es gewisse Leute hier im Saal gibt, die das wollen; sie wollen die Meisterlehre so zusammendrücken, dass zuletzt die Lösung über Lehrwerkstätten, d. h. über die staatliche Ausbildung, gesucht werden muss. Hier geht es wirklich um eine entscheidende Frage, nicht eine solche, über die man in guten Treuen diskutieren könnte.

Es ist doch heute so, dass wir mehr Lehrstellen brauchen. Wenn Sie hier aber immer weitergehen und die Möglichkeiten der Lehrmeister, über die Lehrlinge zur Ausbildung zu verfügen, immer weiter reduzieren, dann werden so und so viele Leute keine Lehrlinge mehr ausbilden; dann haben wir statt mehr Lehrstellen eben weniger. Um das zu merken, braucht man nicht Bildungswissenschaft studiert zu haben.

Im Interesse der Lehrlinge möchte ich Ihnen also sehr empfehlen, die Meisterlehre aufrechtzuerhalten; diese Jugendlichen sind nämlich gar nicht glücklicher – Frau Uchtenhagen –, wenn sie länger in die Schule müssen; es gibt auch keine besseren Staatsbürger – Herr Bundi –, wenn sie in der Gewerbeschule einige Stunden mehr Staatsbürgerkunde haben. Sie wissen das so gut wie ich.

Im Interesse dieser jungen Leute, aber auch im Interesse einer genügenden Anzahl von Lehrstellen möchte ich Sie also bitten, alle Anträge abzulehnen, die auf eine zusätzliche Dotierung des Schulunterrichtes hinauslaufen.

Ich möchte Sie vor allem auch bitten, den Antrag Müller-Luzern abzulehnen. Darin wird nämlich nur in Worten umschrieben, was die Kommissionmehrheit eigentlich gerne möchte: Anstatt zu sagen, was man anstrebt, wird mit gewundenen Phrasen versucht, das gleiche Ziel zu erreichen. Ich ersuche Sie also, hier nicht eine Zwickmühle zu schaffen und das BIGA zu zwingen, nachher eine Politik zu verfolgen, die der *ratio legis* widerspricht. Darum ist es nötig, eine klare Lösung zu finden und diesen sogenannten Eventual- oder Vermittlungsantrag Müller-Luzern abzulehnen. Ich wiederhole: Wenn es Ihnen ernst ist mit einem Bekenntnis zur Meisterlehre, dann dürfen Sie nicht zulasten der Ausbildung im Betrieb die Schulzeit ständig vergrössern. Darum bitte ich Sie, der Kommissionsminderheit und damit dem Antrag Rüegg zuzustimmen.

M. Barchi: Quelques mots à l'appui de la proposition de la majorité concernant le nouvel alinéa 1 de l'article 27, quelques mots dans l'optique du canton du Tessin, même si le président de la commission est tout aussi Tessinois que moi, dans l'optique des opinions qui sont partagées par tous les partis politiques de mon canton.

Je ne peux pas comprendre l'attitude des représentants de la minorité qui s'opposent au nouvel alinéa 1 de l'article 27, qui s'opposent à un postulat que je considère comme minimal et qui, à bien voir et à long terme, est dans l'intérêt de la formation des jeunes, le terme de formation étant pris dans son sens abstrait – M. Speziali a dit, plusieurs fois, au cours de ce débat, que les jeunes ont été vraiment oubliés dans cette salle – et même, dirais-je, dans l'intérêt de l'économie. J'aimerais faire remarquer, en outre, que dans ce conseil, dans les différentes commissions permanentes, dans les commissions ad hoc, chaque fois que le problème des études moyennes et supérieures, que le problème des hautes écoles a été abordé, des perplexités ont surgi; non seulement des perplexités, mais de claires oppositions du côté des milieux des arts et métiers, du côté aussi, partiellement, de l'industrie. On a dit: «Soyez prudents, il faut éviter de créer, par le biais des universités, des études supérieures, un peuple d'universitaires en chômage.» On a dit surtout: «Veillez à promouvoir la formation professionnelle.» Or je constate que nous avons ici, justement, par cet article, la bonne occasion de montrer concrètement que nous attribuons à la formation professionnelle une importance toute spéciale, dans le domaine de la formation des jeunes en général. J'attribue, tout autant que M. Fischer-Berne, une importance fondamentale à cet article, mais naturellement en sens contraire. D'autres orateurs ont déjà démontré que, par ce jour et demi de théorie dispensée par les écoles, l'apprentissage en usine ne sera certainement pas mis en péril. Je conclus en disant simplement qu'en approuvant le nouvel alinéa 1 de l'article 27, nous démontrons que nous considérons les apprentis comme des concitoyens ayant droit à une formation complète et non pas comme une masse de manœuvre à la seule disposition de l'économie.

Pour ces raisons fondamentales, je vous recommande de vous rallier à l'avis de la majorité.

M. Speziali, rapporteur: La commission s'est occupée de l'article 27 pendant des heures, je dirais six ou sept

heures, pour arriver à une conclusion dont M. Arthur Schmid, je crois, a souligné toute la valeur.

Vous venez d'entendre les deux âmes radicales, celle de M. Fischer-Berne et celle de M. Barchi. Vous voyez bien que celle de M. Fischer a la majorité et que celle de M. Barchi a l'appui au moins du président de la commission.

La commission a débattu âprement la question de savoir s'il fallait augmenter les heures supplémentaires. La décision a été affirmative. On a discuté ensuite deux propositions, l'une de M. Arthur Schmid, l'autre de M. Jelmini tendant à porter l'enseignement à deux journées. Là aussi, nous avons beaucoup discuté. On pensait avoir trouvé le juste milieu; on s'est mis d'accord, si l'on peut dire, puisque M. Jelmini et M. Arthur Schmid ont retiré leur proposition.

Après la votation finale sur cet article, il est resté une journée et demie. La décision a été prise par 15 voix contre 11. Ces 15 voix n'émanaient pas seulement des socialistes; ils n'étaient pas tous là, ils n'étaient que 7. Cela signifie qu'il y avait des voix d'autres partis, aussi des radicaux, au moins un, peut-être deux.

On a pensé, encore une fois, ne pas vous proposer quelque chose d'extraordinaire, ni de révolutionnaire. On dit carrément: «L'apprenti dispose, en règle générale, ...» M. Arthur Schmid l'a très bien expliqué à nos collègues de Suisse allemande. On pourra le faire; si ce n'est pas nécessaire, pour certaines professions, on ne le fera pas, mais d'autres, peut-être, ont besoin d'une journée et demie; il faut aller dans cette direction. C'est une indication, une ligne politique à suivre: passer petit à petit à une journée et demie. Le canton du Tessin n'est pas très riche, ni très industrialisé. Et pourtant, Monsieur Fischer, je peux vous dire qu'au Tessin – l'économie du Tessin ne s'en porte pas plus mal, c'est pour d'autres raisons qu'elle a des difficultés – les 75 pour cent des apprentis bénéficient déjà d'une journée et demie. J'en ai parlé au conseiller d'Etat Sadis, qui n'est du reste pas très à gauche dans mon parti; il a dit: «C'est merveilleux d'avoir tant de discussions pour porter l'enseignement à une journée et demie.» Il ne faut donc pas dramatiser pour cette journée et demie. M. Dellsperger nous a déclaré – ce matin du reste M. le conseiller fédéral Brugger l'a confirmé – qu'un tiers des apprentis bénéficient déjà d'une journée et demie. C'est la démonstration qu'on peut le faire, déjà aujourd'hui. Mais ce qui est mieux, c'est de dire qu'on a la volonté politique d'améliorer la formation culturelle des jeunes gens. Du reste, ici, tous ont dit, depuis hier, vouloir agir dans l'intérêt des apprentis. Eh bien! à ce point, je ne sais plus qui défend les intérêts des apprentis, si c'est une opinion ou l'autre. Mais ici, dans cette circonstance, je voudrais demander de faire confiance – non seulement à votre majorité, elle n'en a pas besoin parce que c'est une majorité qui est déjà effacée – au moins à l'OFIAMT. Il devra régler cette question. Du reste, je viens de consulter encore une fois le procès-verbal. A un certain moment, M. Brugger a fait une magnifique, une excellente synthèse. Il dit: «Je dois prendre note que la majorité, qu'une claire majorité de la commission, est pour l'augmentation.» De concert avec lui et ses collaborateurs, nous avons préparé cette formulation qui est vraiment élastique et souple. Je dois encore préciser – cette remarque peut vous aider à raisonner avant de voter – que c'est, en fait, la seule modification intéressante et essentielle que comporte cette loi. M. Renschler et d'autres encore ont proposé une nouvelle fois que l'apprenti dispose de deux jours. A mon avis, leur proposition relève plutôt de la tactique, mais cela est normal puisque les autres usent aussi de la tactique. Or je dois vous faire remarquer que si l'on se fait la guerre ici, une fois franchi le cap de l'article 27, le ciel va redevenir serein. En ce qui concerne la question de ces deux jours, il est inutile, Monsieur Renschler, de se battre; ce sera déjà assez difficile de faire adopter un jour et demi. En général, dans toute bonne guerre, si la tactique est un suicide, alors on se retire. Néanmoins, pour le combat à

propos de l'acceptation d'un jour et demi, vous avez tout mon appui. Je tiens encore à déclarer, après avoir souligné encore une fois l'importance de la proposition de la majorité, que celle de M. Burchi nous paraît trop rigide; elle a d'ailleurs été repoussée par 9 voix contre 14. La proposition de M. Rüegg, à l'alinéa 2, a obtenu 12 voix contre 12. Pour ma part, je pense qu'elle ne mérite pas d'être acceptée. Quant à la proposition de M. Müller-Lucerne, elle procède, elle aussi, d'une tactique que je trouve fautive – je le lui avais d'ailleurs dit: il faut au moins se battre avant de présenter déjà la deuxième ligne de défense! M. Fischer-Berne a prétendu qu'au fond M. Müller-Lucerne nous propose la même chose. Pour ma part, je pense que la proposition de M. Müller-Lucerne est moins claire que l'autre. En fait, elle use de beaucoup de mots, pour un résultat fort médiocre. En l'occurrence, la commission ne s'est pas préoccupée d'une telle proposition, moi-même je la voterai en dernier ressort, c'est-à-dire vraiment en dernière ligne, «la retroguardia «ultima» d'une défense presque désespérée.

Frau Thalman. Berichterstatterin: Zunächst zur Zeitfrage. In der nationalrätlichen Kommission haben wir zunächst abgestimmt über anderthalb oder zwei Schultage. Mit 19 zu 6 Stimmen entschied man sich für anderthalb Tage. Nach einer weiteren sehr grossen Diskussion wurde wiederum abgestimmt, und wieder hat man sich mit 15 zu 11 Stimmen für anderthalb Tage entschieden. Ich hoffe sehr, dieses starke Befürworten der anderthalb Tage wirke sich zugunsten unserer Jugend aus. Persönlich habe ich das Gefühl, es gehe bei dieser Debatte gar nicht mehr in erster Linie um die Jugend, sondern um eine politische Frage. Darum möchte ich Sie sehr bitten, sich die Sache gut zu überlegen. Ich wehre mich dagegen, wenn erklärt wird, wer nicht dafür sei, im Gesetz anderthalb Tage aufzunehmen, der sei gegen Bildung.

Wenn wir formulieren «in der Regel», befürchte ich, dass wir einem Schematismus frönen; wir können dann nicht mehr nach unten und – was ich noch mehr bedauern würde – auch nicht mehr nach oben korrigieren.

Wir haben doch von der Jugend auszugehen. Stellen Sie sich einmal vor, dass Sie heute abend gewissen Leuten erklären, von jetzt an seien anderthalb Tage Schule; was würden viele junge Leute dazu sagen? Was, noch mehr Schule? Ich höre es doch immer wieder: Ich arbeite gerne mit den Händen, aber ich gehe nicht gerne zur Schule. Wenn die Bereitschaft zum Schulbesuch fehlt, macht auch ein halber Tag wenig aus, um nicht zu sagen, er habe nichts genützt. Von Beruf aus gesehen, werden doch verschiedene Anforderungen gestellt. Ich begreife nicht ganz, dass nun so viele Leute sich auf anderthalb Tage versteifen, während wir in Artikel 12 festgelegt haben, das müsse in den Lehrplänen enthalten sein, und die Lehrpläne seien mit den Berufsverbänden zusammen zu schaffen. In diesen Berufsverbänden sitzen bekanntlich Arbeitgeber und Arbeitnehmer; also könnte man dort Vereinbarungen treffen, wenn man den Eindruck gewinnt, bei der Schule müsse aufgestockt werden. Schon 30 Prozent unserer Lehrlinge, d. h. rund 50 000, haben bereits heute anderthalb Tage Schule. Das betrifft die kaufmännischen Lehrlinge, die eben im Alltag Schreibearbeit verrichten müssen. Darum sollen sie auch oft zur Schule. Wir haben auch 15 Berufe, in denen man heute bereits zwei Tage Schule hat. Ich frage mich ernstlich, können wir das noch aufrechterhalten, wenn im Gesetz anderthalb Tage enthalten sind? Wir werden in nächster Zeit 15 000 Lehrstellen mehr benötigen, das kann heute von niemandem bestritten werden. Falls der Numerus clausus eingeführt werden sollte, werden es noch mehr sein. Wir können bereits in Deutschland feststellen, wie sich die jungen Leute vermehrt der Berufslehre zuwenden und von der Matura abkehren, die im Grunde genommen für uns Schweizer nicht mehr sehr viel bedeutet. Darum haben wir ja Zusatzprüfungen an jeder Universität. Mit dieser Mittellösung «in der Regel» kann man sich

einfach nicht zufrieden geben, wenn man das Interesse der Jugend im Auge hat.

Wenn man den Eventualantrag Müller-Luzern annehmen will, habe ich nichts dagegen, weil man dann im Einzelfall noch entscheiden kann.

Noch kurz zum Verhältnis der allgemeinbildenden zu den berufsbezogenen Fächern: Ich habe mir die Mühe genommen, auszurechnen, wie dieses Verhältnis heute liege. Bei den Lehren mit 720 Lektionen, also der zweijährigen Lehre mit neun Stunden pro Schultag, haben wir 55 Prozent berufsbezogene Fächer, 45 Prozent allgemeinbildende; bei den Lehren mit 1080 Lektionen sind es 55 Prozent berufsbezogene und 45 Prozent allgemeinbildende Fächer; bei der Lehre mit 1444 Lektionen sind es ebenfalls 55 Prozent berufsbezogene und 45 Prozent allgemeinbildende Fächer. Wenn nun die Turnstunde dazu kommt, und zwar nur eine Stunde, dann haben wir bei der Lehre 720 Lektionen. Wenn wir annehmen, dass wir nicht die 1½ Tage festlegen, sondern bei den neun Stunden bleiben, dann haben wir das Verhältnis 50 zu 50. Wenn bei der vierjährigen Lehre bei 1444 Stunden eine Turnstunde hinzukommt, dann haben wir dasselbe Verhältnis.

Noch ein Wort zur Staatskunde: Ich muss doch feststellen: Den Berufsschulleitern attestiert man heute, dass sie in der Staatskunde mehr machen als unsere Mittelschullehrer. Unsere Mittelschullehrer bevorzugen heute immer noch die Geschichte; das Fach ist in den Mittelschulen noch zusammengezogen. Also: Es wäre sicher auch eine falsche Schlussfolgerung, wenn wir behaupten wollten, die Bürger gehen wenig stimmen, weil sie in der Berufslehre zu wenig Staatskunde gehabt haben. Wir dürfen einfach nicht dramatisieren. Und wir müssen die Realitäten im Auge behalten, ob es uns passt oder nicht.

Bundesrat **Brugger**: Meine Auffassung im Zusammenhang mit diesem Mehrheitsantrag der Kommission ist nicht überall mit letzter Objektivität dargelegt worden. Wenn man das Protokoll zitiert, muss man natürlich alles zitieren. Ich habe am Schluss meines Exposé in der Kommission gesagt: «Abschliessend halte ich nach wie vor den Vorschlag des Bundesrates für richtig. Da aber in der Kommission die Tendenz besteht, den Schulunterricht zu vermehren, lege ich den vorliegenden Eventualantrag vor.» Wir mussten eine Formulierung haben, die irgendwie zugänglich war. Das war damals unsere Rolle; ich glaube, wir haben da keine andere Rolle heute zu spielen.

Ich habe Ihnen heute morgen im Eintretensreferat dargelegt, dass ich und meine Mitarbeiter glauben, dass an sich eine merkliche Tendenz zur Vermehrung des Anteils der Berufsschule an der Lehrlingsausbildung festzustellen und dies von der Sache her, von technischen, allgemeinen, staatsbürgerlichen Entwicklungen her vermutlich auch richtig sei. Gleichzeitig habe ich es heute morgen aber auch abgelehnt, einfach die Gegenüberstellung zu machen: Schule hinsichtlich Bildungswert grossartig – praktische Ausbildung hinsichtlich Bildungswert nichts. Das ist eine unzulässige Gegenüberstellung. Ich glaube, ich habe das heute morgen sehr deutlich ausgeführt. Ich habe heute morgen auch ausgeführt, dass Ihnen der Bundesrat keine starre Lösung vorschlägt. Eine solche wäre in einem Rahmengesetz an sich schon falsch. Sie wäre aber auch falsch in einer Zeit, wo die Entwicklung relativ rasch voranschreitet. Es geht also heute nicht darum, dass Ihnen der Bundesrat einen Tag pro Woche vorschlägt und dem eine Lösung mit 1½ Tagen oder 2 Tagen gegenüberstellen würde; wir möchten einfach eine flexible Lösung, eine gezielte Lösung, eine differenzierte Lösung, die den tatsächlichen Verhältnissen entspricht und diese abdeckt, und gar nichts anderes. Wir sind progressiv genug und haben ein durchaus unverkrampftes Verhältnis zur Berufsbildung. Wir sind deshalb durchaus in der Lage, den tatsächlichen Bedürfnissen in Richtung Vermehrung des Berufsschulunterrichtes zu entsprechen. Und dass das so ist, beweist die Entwicklung der letzten Jahre, in denen wir eine ganze Reihe von Ausbildungsreglementen mit einem

Unterricht, der über diesen einen Tag hinausgeht, festgelegt haben. Die Zahl von 43 000 jungen Leuten, die bereits davon profitieren, zeugt von diesem Willen zur Entwicklung. Der Umstand, dass wir heute über nicht weniger als 15 Reglemente im Gespräch sind mit den Berufsverbänden, in der eidgenössischen Berufsbildungskommission, wo übrigens Arbeitnehmer und Arbeitgeber zum Worte kommen, zeigt Ihnen, dass da kein Stillstand ist, sondern dass diese Entwicklung weiterschreitet.

Es wird auch unsere Pflicht sein, die Folgen einer abrupten und starren Regelung ganz realistisch und klar zu sehen, bevor entschieden wird. Denn die Konsequenzen haben wir nachher zu tragen. Ich habe Ihnen heute morgen erklärt, wie wichtig die Erhaltung dieser Ausbildungsbereitschaft ist. Ich lasse mich zwar in dieser Beziehung auch nicht unter Druck setzen, von keiner Seite her. Aber ich habe schon gewisse Zweifel, ob wir unser Ziel, Jugendarbeitslosigkeit nach Möglichkeit zu vermeiden, wirklich erreichen können, wenn wir im jetzigen Moment eine starre Lösung einführen. 1979 und 1980 werden die schwierigsten Jahre sein wegen der hohen Geburtenzahlen der Jahrgänge, die für den Eintritt ins Erwerbsleben in Betracht kommen. Wir haben kein Interesse daran, in Verhältnisse hineinzurutschen, wie sie in einigen Nachbarländern bestehen. – Etwas Zweites, was die Konsequenzen betrifft, muss man auch sehen. Wie stellen Sie sich eigentlich den Ablauf vor? Wenn Sie nach den Anträgen der Herren Carobbio und Renschler vorgehen, dann bedeutet das eine Verlängerung der schulischen Ausbildungszeit für mindestens 100 000 junge Leute um 100 Prozent, also eine Verdoppelung. Wenn Sie nach den Anträgen der Mehrheit der Kommission gehen, dann bedeutet das für auch etwa 100 000 eine Verlängerung um 50 Prozent. Wie glauben Sie nun, dies praktisch realisieren zu können? Glauben Sie wirklich, dass man das einfach von einem Jahr auf das andere einführen kann? Auch bei Ihrer Lösung wird überhaupt nur ein schrittweises Vorgehen möglich sein, weil uns sowohl die Lehrkräfte als auch die Schulräumlichkeiten, vermutlich aber auch das Geld dazu fehlen. Ich glaube, das muss auch gesagt werden, so dass wir wohl im Effekt nicht sehr viel mehr herausholen, auch mit der Lösung der Mehrheit der Kommission nicht. Das, was Sie wollen, dieses schrittweise Vorgehen, will ja auch der Bundesrat; aber ich glaube nach wie vor, dass in diesem Rahmengesetz eine flexible Lösung richtig ist. Wir hatten sie auch im heute geltenden Gesetz.

Zu den Anträgen Bundi und Rüegg: Ich möchte Sie bitten, diese Gleichstellung der allgemeinbildenden mit den sogenannten berufskundlichen Fächern – diese starre zahlenmässige Gleichstellung – abzulehnen. Auch sie entspricht nicht den tatsächlichen Bedürfnissen, ganz abgesehen davon, dass es schwierig sein wird, zu definieren, was zu den allgemeinbildenden Fächern und was zu den anderen zu zählen ist. Ist zum Beispiel Französisch für eine Laborantin «berufskundlich» oder «allgemeinbildend»? Ich könnte eine ganze Reihe solcher Beispiele nennen.

Ich bitte Sie aber auch, den Antrag von Herrn Rüegg abzulehnen; das ist einfach die Kehrseite der Medaille. Ich glaube, diesen homerischen Kampf um den Vorrang von berufskundlicher oder allgemeiner Ausbildung könnten wir uns eigentlich ersparen, und es wäre nett gewesen, wenn beide Herren hier ein Gentlemen's Agreement getroffen hätten. Man wird bei dieser Ausmarchung versuchen, zu optimalen Lösungen zu kommen; jeder Schematismus ist auch hier fehl am Platz.

Zusammenfassend möchte ich Sie bitten, den Antrag der Kommissionsmehrheit abzulehnen, der Kommissionsminderheit und dem Bundesrat zuzustimmen sowie die Anträge Carobbio (2 Tage) und Renschler (2 Tage «in der Regel») abzulehnen.

Noch etwas möchte ich hierzu bemerken. Man sagt jetzt auch, die Lösung der Mehrheit der Kommission sei sehr flexibel mit der Formulierung «in der Regel». Aber wir wollen uns da doch nichts vormachen! Es gilt dann eben die Regel, nicht die Ausnahme. Wenn das so im Gesetz drin

steht, dann werden der Bundesrat und die Fachleute – meine Leute – verpflichtet sein, diese 1½ Tage für die grosse Mehrheit der Fälle auch einzuführen.

Zum Schluss noch zum Antrag von Herrn Müller. Er hat seinem Antrag im letzten Satz besondere Bedeutung gegeben. Er sagt: «Den allgemeinbildenden Fächern ist die gleiche Bedeutung zuzumessen, wie den berufsbezogenen.» Er sagt dann, das sei nicht zahlenmässig gemeint und entspreche nicht dem starren Antrag von Herrn Bundi; er wolle damit vielmehr festhalten, dass auch die Allgemeinbildung ihren Stellenwert im Rahmen des ganzen Berufsbildungskonzeptes haben soll. Das ist eine Auffassung, der ich mich durchaus anschliessen kann. Nachdem Herr Nationalrat Müller sich hier bemühte, etwas Druck von dieser langen Debatte wegzunehmen und sich so gewissermassen als Nikolaus von der Flüe betätigte, möchte ich sagen, dass ich diesem Antrag nicht mit Rücken und Bauch Widerstand leiste, wenn Sie in der Mehrheit glauben, dass er aus Gründen einer gewissen politischen Konzilianz die bessere Regelung darstelle. Wir könnten auch mit dieser Lösung leben.

Zusammenfassend: Ich bitte Sie, dem Antrag des Bundesrates, eventuell dem Antrag von Herrn Müller-Luzern zuzustimmen.

Le président: Nous passons à la votation sur cet article 27. Je vous propose de procéder de la manière suivante. En ce qui concerne la durée, nous opposerons la proposition Carobbio (deux jours) à la proposition Renschler (en règle générale deux jours). En deuxième votation, le résultat de cette première votation sera opposé à la majorité de la commission (un jour et demi). Le résultat de cette deuxième votation sera opposé à la proposition Müller-Lucerne (suffisamment d'heures). Le résultat de cette troisième votation sera alors opposé à la proposition de la minorité (ne pas régler).

En ce qui concerne la formation générale, la proposition de la minorité (autant de leçons pour les deux branches) sera opposée à la proposition Müller-Lucerne (la même importance pour les deux branches). Le résultat de cette votation sera opposé à la proposition de la majorité (ne pas régler).

Ensuite, concernant la gêne pour la formation au sein de l'entreprise, la proposition de la minorité (ne pas compromettre) sera opposée à celle de la majorité (ne pas régler).

M. Carobbio: Bien que je sois toujours convaincu qu'il était juste de fixer deux jours d'école pour tous, je me rallie à la proposition de M. Renschler et je retire la mienne pour simplifier les choses. Nous préférons cette fois aller au suicide avec nos camarades socialistes. Du reste, il n'est pas dit qu'un suicide au Parlement soit un suicide politique.

Allgöwer: Ich bekenne meine vollkommene Verwirrung. Auf diese Weise können wir doch nicht derart komplizierte Abstimmungen durchführen. Ich beantrage, dass der Präsident mit dem hochverehrten Generalsekretär, wie früher schon bei komplizierten Abstimmungen, uns schriftlich vorlegt, um was es hier geht. Wir können dann später abstimmen, wenn die Sache klar ist. (Unruhe)

Le président: Oserais-je souhaiter que les membres de ce conseil ne compliquent pas encore davantage les choses?

Schmid Arthur: Ich habe einiges Verständnis dafür, dass die Abstimmung kompliziert ist. Ich überlasse es selbstverständlich primär dem Präsidenten und zum zweiten dem Rat, wie Sie vorgehen wollen. Ich glaube aber, was hier vorgeschlagen wird, ist sachlich diskutabel. Ich glaube, man müsste den Eventualantrag Müller in eventueller Abstimmung dem Antrag der Minderheit gegenüberstellen, da Herr Müller keine Fixierung auf Tage

anstrebt, wie das die Mehrheit und Herr Renschler tun wollen, sondern lediglich die generelle Norm etwas gezielter formuliert. Ich würde vorschlagen, dass man zunächst in eventueller Abstimmung den Antrag der Mehrheit und den Antrag Renschler bereinigt, nachdem der Antrag Carobbio jetzt weggefallen ist, auf der anderen Seite die Anträge Müller und der Minderheit in eventueller Abstimmung bereinigt, und in definitiver Abstimmung das, was bei diesen beiden Vorabstimmungen herausgeschaut hat, einander gegenüberstellt. Das ist nach meinem Dafürhalten erstens korrekter und zweitens auch klarer.

Le président: La proposition que je vous ai présentée, et qui a d'ailleurs été bien étudiée, rejoint assez exactement ce que souhaiterait M. Schmid Arthur. Dès lors je vous prie de vous en tenir aux propositions que nous vous avons faites et nous passons à la votation.

Abs. 1¹ – Al. 1¹

Erste Eventualabstimmung – Premier vote préliminaire

Für den Antrag Renschler	41 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	94 Stimmen

Zweite Eventualabstimmung – Deuxième vote préliminaire

Für den Antrag der Mehrheit	60 Stimmen
Für den Antrag Müller-Luzern (Dauer)	84 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag Müller-Luzern (Dauer)	70 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	73 Stimmen

Abs. 1 – Al. 1

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Minderheit	32 Stimmen
Für den Antrag Müller-Luzern (Pflichtfächer)	77 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag Müller-Luzern (Pflichtfächer)	70 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	75 Stimmen

M. Muret: Je voudrais émettre un vœu pressant. Que mon excellent ami et président, M. Bussey, ou n'importe quelle autre autorité compétente, veuille bien nous expliquer clairement ce que nous venons de voter au juste!...

Le président: Si vous avez remarqué et lu attentivement les propositions contenues dans le dépliant, il s'agissait de se prononcer, en définitive, sur trois points. Nous venons de nous prononcer sur le point concernant la formation générale; ce que j'ai d'ailleurs indiqué avant le vote. Nous passons maintenant à la dernière votation. Il s'agit de ne pas entraver la formation au sein de l'entreprise. Nous allons opposer la minorité qui propose «à ne pas compromettre», à la majorité qui propose de ne pas régler.

Abs. 2 – Al. 2

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	71 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	70 Stimmen

Art. 28

Antrag der Kommission

Mehrheit

Abs. 1 und 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

... Berufsmittelschule oder von Freifächern, so ist er berechtigt, ...

Minderheit

(Renschler, Besuchet, Chavanne, Schmid Arthur, Uchtenhagen, Wyler)

Titel

Unterrichtsangebot

Abs. 1

Die Berufsschulen vermitteln Lehrlingen aller Berufe zusätzlich zum Pflichtunterricht eine breitere, der beruflichen und persönlichen Entwicklung dienende Bildung durch Wahlpflichtfächer. Diese sind so zu gestalten, dass begabten und leistungswilligen Lehrlingen während allen Phasen der Lehrzeit der Zugang zu anspruchsvolleren Bildungsgängen erleichtert wird.

Abs. 2

Der Bund setzt die möglichen Wahlpflichtfächer in der Verordnung fest.

Abs. 3

Für den Besuch der Pflicht- und Wahlpflichtfächer sind dem Lehrling zwei ganze Tage pro Woche ohne Lohnabzug zur Verfügung zu stellen.

Antrag Schmid Arthur**Titel**

Unterrichtsangebot

Abs. 1

Die Berufsschulen vermitteln Lehrlingen aller Berufe als Ergänzung zum Pflichtunterricht eine breitere, der beruflichen und persönlichen Entwicklung dienende Bildung, die ihnen auch den Zugang zu anspruchsvolleren Bildungsgängen erleichtert.

Abs. 2

Zu diesem Zwecke sind neben dem Pflichtunterricht Wahlpflichtfächer und Freifächer anzubieten. Zudem kann im Einvernehmen mit dem Bundesamt eine Berufsmittelschule angegliedert werden.

Abs. 3

Der Bund setzt die Wahlpflichtfächer sowie die Lehrpläne und Organisation der Berufsmittelschule in einer Verordnung fest.

Art. 28**Proposition de la commission****Majorité****Al. 1 et 2**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

... professionnelle supérieure ou des cours facultatifs, il est en droit...

Minorité

(Renschler, Besuchet, Chavanne, Schmid Arthur, Uchtenhagen, Wyler)

Titre

Offre d'enseignement

Al. 1

Les écoles professionnelles dispensent aux apprentis de toute profession, en sus des branches obligatoires, sous la forme de branches à option, une formation plus étendue qui a pour objectif le développement des aptitudes professionnelles et l'épanouissement de la personnalité. Ces branches à option seront conçues de telle manière que les apprentis possédant les aptitudes et les dispositions requises aient facilement accès, à tous les stades de l'apprentissage, à d'autres voies de formation.

Al. 2

La Confédération fixe par voie d'ordonnance les branches à option entrant en ligne de compte.

Al. 3

Deux jours entiers par semaine seront accordés aux apprentis, sans réduction de salaire, pour leur permettre de suivre l'enseignement des branches obligatoires et des branches à option.

Proposition Schmid Arthur**Titre**

Offre d'enseignement

Al. 1

L'école professionnelle dispense aux apprentis de toute profession, en complément de l'enseignement obligatoire, une formation plus étendue qui a pour objectif le développement des aptitudes professionnelles et l'épanouissement de la personnalité et qui leur facilite également l'accès à d'autres voies de formation.

Al. 2

L'école professionnelle offre à cet effet, en marge de l'enseignement obligatoire, des branches à option et des branches facultatives. Une école professionnelle supérieure peut en outre lui être rattachée, en accord avec l'office fédéral.

Al. 3

La Confédération fixe par voie d'ordonnance les branches à option ainsi que les programmes d'enseignement et l'organisation de l'école professionnelle supérieure.

Le président: La minorité (Renschler) retire sa proposition en faveur de la proposition Schmid Arthur.

Schmid Arthur: Gestatten Sie mir zwei Vorbemerkungen. Zunächst eine Vorbemerkung zur Berichterstattung der Kommission. Ich finde es unerträglich, wenn die Berichtstatterin deutscher Sprache, die normalerweise und nach den Gebräuchen in diesem Hause für die Kommissionsmehrheit zu argumentieren hätte, voll den Standpunkt der Kommissionsminderheit zur Darstellung bringt, wenn sie dieser angehört. Ich bin in dieser Hinsicht ziemlich grosszügig und toleriere, dass der überstimmte Kommissionsprecher seinen Standpunkt durchblicken lässt und keine Zweifel darüber lässt, wo er steht. Aber wenn, wie beispielsweise beim wichtigen Artikel 27, die gesamte Berichterstattung ausschliesslich die Argumente der Minderheit darstellt, dann finde ich das zumindest sehr problematisch, und ich möchte Frau Thalmann bitten, sich in Zukunft an die Spielregeln zu halten.

Zweite Bemerkung: Nachdem Sie sich nun bei Artikel 27 nicht nur auf die bundesrätliche Fassung zurückgezogen, sondern sogar *expressis verbis* gesagt haben, man müsse nun bei der Ausarbeitung der Stundentafeln und Reglemente darauf achten, dass man nicht in Konflikt mit der betrieblichen Ausbildung komme, muss ich mich fragen, ob mein Antrag überhaupt noch einige Chancen habe. Er hat nicht viel Aussicht; trotzdem werde ich ihn kurz begründen.

Bei diesem Alternativantrag zum bundesrätlichen Entwurf geht es mir nicht darum, das Institut der Berufsmittelschule zu eliminieren. Eine solche Absicht liegt mir schon deshalb fern, weil während meiner Amtszeit als aargauischer Erziehungsdirektor bei uns die erste dieser Schulen in der Schweiz eingerichtet worden ist. Ich möchte vorweg auch klar festhalten, dass sich die Berufsmittelschule durchwegs positiv für ihre Absolventen und auch für das grundsätzliche Image der Berufsbildung ausgewirkt hat. Der direkte Einstieg in die Höhere Technische Lehranstalt hat sich bewährt. Ich teile aber die Auffassung des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes und der Sozialdemokrati-

schen Partel der Schweiz, dass man sich im Rahmen der Revision des Berufsbildungsgesetzes nicht auf die Privilegierung einer schmalen Elite beschränken darf, sondern dass man allen Lehrlingen vermehrte Chancen einräumen muss. Ich wehre mich gegen eine weitere Differenzierung und Desintegration; ich bin der vollendeten Ueberzeugung, dass eine möglichst breite Durchlässigkeit im Rahmen der Berufsbildung sichergestellt werden muss, um allen Lehrlingen eine einer besseren beruflichen und persönlichen Entwicklung dienende Bildung angedeihen zu lassen und um allen, vielleicht in einem differenzierten Zeitpunkt, den Zugang zu anspruchsvolleren Bildungsgängen zu erleichtern.

Es erscheint zunächst paradox, dass nur den Intelligentesten und Fähigsten zusätzlicher Unterricht angeboten wird, einer schmalen Elite der Lehrlinge von höchstens 5 Prozent, während die Grosszahl und besonders die schwächeren Lehrlinge keinen zusätzlichen Unterricht offeriert erhalten. Ich würde also meinen, dass neben dem Pflichtunterricht an allen Schulen Wahlpflichtfächer und Freifächer anzubieten wären. Dadurch wird eine breitere berufliche und persönliche Entwicklung möglich, und sie wird allen Lehrlingen auf diese Art in verbessertem Ausmass zuteil werden können. Grösseren Schulen kann dann im Einvernehmen mit dem Bundesrat institutionell eine Berufsmittelschule angegliedert werden. Damit ist meines Erachtens sichergestellt, dass die verbesserte breitere Bildung und Ausbildung nicht nur einigen wenigen, sondern allen Lehrlingen zugute kommt, dass eine optimale Durchlässigkeit sichergestellt werden kann und dass die Attraktivität der Berufsbildung entscheidend verbessert wird. Die Attraktivität wird wohl deshalb verbessert, weil sichergestellt wird, dass alle Lehrlinge eine so starke Förderung erfahren, dass sie im Laufe ihrer Entwicklung sich verbessern können, anspruchsvollere Ausbildungen anstreben können und nicht riskieren, dass mit der einmal getroffenen Weichenstellung die Endstation angepeilt ist.

In diesem Sinne und als echte Alternative zur Mittelschulbildung verstehe ich meinen Alternativvorschlag zu Artikel 28. Ich bitte Sie, ihm zuzustimmen.

M. Spezlali, rapporteur: La proposition Schmid Arthur a été discutée pendant deux heures environ en commission et cette dernière vous invite à la repousser, avec la majorité par 18 voix contre 6.

Par contre, la commission comme telle – et il faut le souligner – vous propose d'ajouter «la possibilité de fréquenter l'école professionnelle supérieure et les cours facultatifs», ce qui est déjà quelque chose dans le climat que nous connaissons.

Par conséquent, la commission vous prie d'appuyer la proposition de la majorité et de repousser celle de M. Schmid Arthur.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Darf ich noch ein Wort sagen zu Artikel 27: Ich befehle mich ja einer gewissen Objektivität; aber wenn man über einen Artikel zweieinhalb Stunden gesprochen und immer wieder die Mehrheit vertreten hat, glaube ich, wäre es nur noch wichtig zu sagen, warum ich dennoch bei der Minderheit sei. Ich möchte aber nicht den Eindruck erwecken, ich wäre diesbezüglich nicht objektiv.

Zu Artikel 28: Die Berufsmittelschule wurde in der Kommission allgemein bejaht. Man möchte sie gesetzlich verankern, weil wir ja wissen, dass 3700 Schüler in 25 Schulen bereits schon da sind. Der Ständerat hat sie ebenfalls bejaht, nur hat er hinzugefügt, dass der Lehrling die Voraussetzungen erfüllen muss. Ich glaube, damit können wir uns auch zufriedengeben. Im Nationalrat hat die Mehrheit gefunden, man sollte nun noch sagen, nebst der Berufsmittelschule wäre man auch berechtigt, die Freifächer zu besuchen, ohne Lohnabzug. Ich habe zwar in der ganzen Praxis nie erfahren, dass ein Schüler Lohnabzug gehabt

hat, aber wenn dem so wäre, ist es sicher richtig, wenn wir in der Mehrheit sagen «Berufsmittelschüler und Freifächer».

Der Antrag Renschler, der jetzt zurückgezogen ist, wurde mit 19 gegen 6 Stimmen abgelehnt. Persönlich glaube ich, dass man die Berufsmittelschule in diesem Kreis anerkennen muss, weil sie ein Schulbeispiel darstellt für die Durchlässigkeit, wissen wir doch alle, dass einer, wenn er die Berufsmittelschule besucht und mit «gut» abgeschlossen hat, dann ohne Prüfung ins Technikum übertreten und dass er vom Technikum in den Vorkurs der ETH gehen und somit die ETH ohne Mittelschule besuchen kann. Ich glaube doch, dass das ein Schulbeispiel für die Durchlässigkeit ist.

Bundesrat Brugger: Ich bin Herrn Nationalrat Arthur Schmid dankbar, dass er jetzt wenigstens einigermaßen zu dieser Berufsmittelschule steht. Ich habe das übrigens auch erwartet, nachdem die Regierung des Kantons Aargau im Vernehmlassungsverfahren ja einen äusserst positiven Bericht zu dieser Berufsmittelschule abgegeben hat. Aber wäre es in dieser Situation nicht gerade richtig, vollständig zu ihr zu stehen? Ist es denn nicht auch gesetzestechnisch richtig, wenn wir den Titel «Berufsmittelschule» beibehalten? Das, was Sie sonst in Ihrem Antrag drin haben, wird natürlich weitgehend durch andere Bestimmungen dieses Gesetzes abgedeckt. Sie haben den Artikel 26 angenommen, und zwar in der Fassung Ihrer Kommission, wo es heisst: «Die Berufsschulen vermitteln als Schulen mit einem eigenständigen Bildungsauftrag den Lehrlingen im Rahmen des Pflicht- und eines allfälligen Wahlpflichtunterrichts die zur Ausübung ihres Berufes notwendigen theoretischen Grundlagen und fördern durch eine allgemeine Bildung die Entfaltung ihrer Persönlichkeit. Für leistungsschwächere Lehrlinge führen sie nach Möglichkeit Stützkurse durch, welche der vertieften Durcharbeitung des Pflichtstoffes dienen. Sie können ferner insbesondere freiwillige Kurse für Lehrlinge und Kurse durchführen, welche die Weiterbildung oder Umschulung von Gelernten oder Angelernten sowie die Vorbereitung zum Besuch von höheren Schulen bezwecken...» Das ist das eine. Das andere werden Sie in Richtung des vermehrten Bildungsangebotes offenbar auch beschliessen, es steht hier in Absatz 3 des Artikels 28: «Erfüllt der Lehrling in Betrieb und Berufsschule die Voraussetzungen zum Besuch der Berufsmittelschule, so ist er berechtigt, diese ohne Lohnabzug zu besuchen.» Ich glaube, damit ist weitgehend abgedeckt, was auch Herr Arthur Schmid mit seinem Antrag will. Ich bitte Sie, dem Antrag der Mehrheit und damit dem Bundesrat zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	72 Stimmen
Für den Antrag Schmid Arthur	41 Stimmen

Art. 29

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 30

Antrag der Kommission

... Neigungen entsprechende Ausbildung zu vermitteln ...

Antrag Dirren

... und der Berufsschule sowie der Berufsberatung, die notwendigen Vorkehren, ...

Art. 30*Proposition de la commission*

... une formation correspondant à ses aptitudes...

Proposition Dirren

... les parties contractantes et, le cas échéant, l'école professionnelle et l'orientation professionnelle; ...

Le président: M. Dirren a retiré sa proposition. L'article 30 est adopté.

Art. 31*Antrag der Kommission**Abs. 1-3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 4**Mehrheit*

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Spiess, Besuchet, Bundi, Chavanne, Jelmini, Müller-Luzern, Renschler, Seiler, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

Der Bund kann die Errichtung von Betrieben und Lehrwerkstätten in Berggebieten fördern, falls für Berufslehren bei Meistern wenig Möglichkeiten bestehen.

*Antrag Carobbio**Abs. 5 (neu)*

Der Bund fördert die Schaffung von öffentlichen Gewerbeschulen für alle Berufe.

*Antrag Reichling**Abs. 2*

... und der Kantone entsprechen. Zur Erteilung des obligatorischen Turnunterrichtes können Sportvereine ermächtigt werden.

*Antrag Uchtenhagen**Abs. 4*

Bei Vorliegen besonderer Verhältnisse, wie bei Mangel an geeigneten Lehrstellen, insbesondere in Berggebieten, kann der Bund die Errichtung von Lehrwerkstätten fördern.

*Antrag Welter**Abs. 2*

Die Kantone sorgen zu diesem Zweck für die Errichtung von Berufsschulen, soweit nicht vom Bund anerkannte Schulen oder Kurse von Berufsverbänden, gemeinnützigen Organisationen oder Betrieben (Werkschulen) bestehen, oder ermöglichen durch geeignete Vorkehrungen den Besuch ausserkantonaler Schulen und Kurse.

(Wortlaut von Art. 23 Abs. 2 des geltenden Gesetzes)

Art. 31*Proposition de la commission**Al. 1 à 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 4**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Spiess, Besuchet, Bundi, Chavanne, Jelmini, Müller-Lucerne, Renschler, Seiler, Uchtenhagen, Welter, Wyler)

La Confédération peut encourager la création d'entreprises et d'ateliers d'apprentissage dans les régions de montagne lorsque les places d'apprentissage disponibles

auprès des maîtres d'apprentissage n'offrent pas des possibilités suffisantes.

*Proposition Carobbio**Al. 5 (nouveau)*

La Confédération encourage la création d'écoles publiques d'arts et métiers pour toutes les professions.

*Proposition Reichling**Al. 2*

... aux prescriptions fédérales et cantonales. Des associations sportives peuvent être autorisées à dispenser l'enseignement obligatoire de la gymnastique.

*Proposition Uchtenhagen**Al. 4*

La Confédération peut encourager la création d'ateliers d'apprentissage lorsque les circonstances l'exigent, notamment s'il y a pénurie de places d'apprentissage appropriées (en particulier dans les régions de montagne).

*Proposition Welter**Al. 2*

A cet effet, les cantons veillent à ce que des écoles professionnelles soient créées, à moins qu'il n'existe déjà des écoles et cours fondés par des associations professionnelles, des institutions d'utilité publique ou des entreprises et reconnus par la Confédération, ou ils facilitent par des mesures appropriées la fréquentation d'école ou de cours hors des cantons.

(Texte de l'art. 23, 2e al., de la loi actuelle)

Abs. 1 *angenommen gemäss Antrag der Kommission*

Al. 1 *adopté selon la proposition de la commission*

Abs. 2 – Al. 2

Welter: Bereits beim Eintreten habe ich darauf hingewiesen, dass die vorliegende Fassung von Absatz 2 in Artikel 31 bei den Berufsverbänden, die seit Jahrzehnten als Träger vom Bunde anerkannter Schulen ihre Aufgabe zur vollen Zufriedenheit erfüllen, nicht verstanden wird. Nach dem geltenden Recht, d. h. Artikel 23 des geltenden Gesetzes, haben die Kantone für die Errichtung von Berufsschulen zu sorgen, soweit nicht schon vom Bund anerkannte Schulen von Berufsverbänden und gemeinnützigen Organisationen oder Betrieben vorhanden sind. Im vorliegenden Entwurf heisst es nun aber:

«Die Kantone sorgen zu diesem Zweck für die Errichtung von Berufsschulen...» Erst in einem zweiten Satz lesen wir dann: «Der Pflichtunterricht kann auch Schulen übertragen werden, deren Träger Berufsverbände, gemeinnützige Organisationen oder Betriebe (Werkschulen) sind, sofern diese Schulen den Vorschriften des Bundes und der Kantone entsprechen.»

Dieser Artikel bringt nach Auffassung der Berufsverbände eine völlig veränderte Ausgangslage. Sie bangen gewissermassen um wohlverworbene Rechte. Die Kantone können nunmehr die Führung einer Schule beim KV belassen, wenn sie wollen, während nach dem alten Text die Kantone Schulen schaffen mussten, wenn nicht bereits solche vorhanden waren. Neben den kaufmännischen Berufsschulen sind davon betroffen Verkäuferinnenschulen, die einen Gewerbeverein oder eine Detaillistenorganisation zum Träger haben, ferner Buchdruckerfachschulen, Gärtnerschulen, aber auch Werkschulen grosser Firmen.

Es stellen sich folgende Fragen: Ist es richtig, einen Berufsverband, der seine Aufgabe als Schulträger bisher anerkanntermassen richtig erfüllt hat, auszuschalten, oder wird die Kommunalisierung der Schule gewünscht? Sind sie dann effizienter oder billiger? Oder soll eine Arbeitnehmerorganisation ausgeschaltet werden?

Ich füge noch bei, dass zum Beispiel der Schweizerische Kaufmännische Verein nicht nur Träger des Pflichtunterrichtes ist, sondern dass er auch seit Jahrzehnten sich um

die Weiterbildung der Angestellten nach der Lehre kümert und eine ganze Reihe höherer Fachprüfungen und Berufsprüfungen durchführt (und die hierfür notwendigen Kurse eingerichtet hat), für welche vom BIGA ausgestellte Diplome und Fachausweise abgegeben werden. Als Beispiele nenne ich die eidgenössischen Diplome für Buchhalter, für Mehrsprachenkorrespondenten, Direktionssekretärinnen, Zolldeklaranten usw.

Wenn sich die Berufsorganisationen – nicht nur diese eine – in diesem Ausmass für die Berufsbildung einsetzen und seit Jahren das Vertrauen der eidgenössischen und kantonalen Behörden besitzen, ist es nicht verständlich, wenn die bisherige ausreichende gesetzliche Regelung geändert werden soll, zudem – wie es scheint – ohne Fühlungnahme mit den direkt Beteiligten. Nach Auffassung der zuständigen Berufsverbände hat sich die bisherige Regelung bewährt. Aus diesem Grunde empfehle ich Ihnen, meinen Antrag gutzuheissen und damit die bisherige gesetzliche Regelung zu übernehmen.

Müller-Aargau: Damit niemand glaubt, dass hier Herr Weiter nur sein Steckenpferd reite, möchte ich ihm Sukkurs bieten.

Seit über 80 Jahren sorgt der Kaufmännische Verein für eine einheitliche und qualitativ hochstehende Berufsbildung der Lehrlinge und Kaderleute im kaufmännischen Sektor, Industrie, Handel und Verwaltung. 30 Jahre vor dem ersten Berufsbildungsgesetz wurden diese Schulen, Kurse und Prüfungen zu festen Institutionen. Bund und Kantone konnten mit der Anerkennung dieses bestehenden Bildungswesens von einer wichtigen organisatorischen Aufgabe entlastet werden. Bis zum heutigen Tag wird diese Eigenleistung nicht nur weiter erbracht, sondern laufend erweitert. Keine Berufsschule kann sich solcher Praxisbezogenheit rühmen. Sie wird von den Arbeitnehmern selber verwaltet und gestaltet. Oft sind es auch Praktiker, die den Fachunterricht erteilen. Die angebotenen Kursprogramme für den Abend und untertags erfüllen in bestem Sinne die Forderung nach «éducation permanente» für bereits Berufstätige aus der Praxis für die Praxis. Lehrbücher für den Unterricht, aber auch Fortbildungskurse, Seminare werden durch die SAB (die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Bildungsmittel), durch den KV erprobt und entwickelt. Mehr als ein Drittel aller Lehrabsolventen entfallen auf die kaufmännische Berufsschule. Zur Betreuung dieses Zweiges wirkt im BIGA ein einziger Mann. Für die Betreuung der zwei Drittel sind zirka 50 Sachbearbeiter im BIGA voll ausgelastet. Das alles ist möglich dank der nebenamtlichen Tätigkeit von KV-Leuten, denen die zweckdienliche Ausbildung unserer Jugend ein Anliegen ist. Verdient diese Tätigkeit nicht eine eigentliche Garantie im Berufsbildungsgesetz? Der neue Artikel 31 lässt hierzu alles offen. Der entsprechende Artikel 23 im alten Gesetz wird den Verhältnissen, wie sie bestehen bleiben sollen, besser gerecht.

Ich bitte Sie daher, den Antrag Weiter zu unterstützen.

Reichling: Ich beantrage folgende Ergänzung des Artikels 31 Absatz 2: «Zur Erteilung des obligatorischen Turnunterrichtes können Sportvereine ermächtigt werden.» Das obligatorische Lehrlingsturnen ist im Bundesgesetz über die Förderung von Turnen und Sport geregelt. An diesem Obligatorium soll nicht gerüttelt werden, und es soll auch nicht untergraben werden. Das möchte ich gleich zu Beginn betonen. Im Gegenteil möchte ich dem Zweck dieses Gesetzes, nämlich der Förderung von Turnen und Sport im Interesse der Entwicklung der Jugend, der Volksgesundheit und der körperlichen Leistungsfähigkeit bessere Nachachtung verschaffen. Ein Postulat unserer Kommissionssprecherin Thalman, das eine Fristerstreckung für die Einführung des obligatorischen Lehrlingsturnens aus finanziellen Gründen verlangte, wurde überwiesen. Es geht darum, unter diesen schwierigen Voraussetzungen, wo vielerorts zwischen der Priorität von Schulhausneubauten und Turnhallenbauten gewählt werden muss, die besten

Möglichkeiten zu suchen und vor allem alle Möglichkeiten auszuschöpfen, um das Lehrlingsturnen optimal zu verwirklichen.

Wo bestehen nun Schwierigkeiten für die Einführung und Durchführung des Lehrlingsturnens? Auf der einen Seite sind es Berufe mit Blockunterricht, wo die Lehrlinge quartalsweise zu geschlossenen Kursen zusammenkommen. Einige Turnstunden im Blockunterricht sind sicher zweckmässig. Sie vermögen aber der Zielsetzung des obligatorischen Turnunterrichtes in keiner Weise gerecht zu werden. Ich möchte als Beispiel die Dachdeckerlehrlinge anführen. Weil es sehr wenige Lehrlinge hat, wird der Unterricht zu Blockunterricht zusammengefasst. Es wird niemand in diesem Saale zweifeln, dass gerade für diesen Beruf der Turnunterricht während des ganzen Jahres ein zwingendes Erfordernis wäre. Es gibt auch Spezialistenklassen mit sehr grossem Einzugsgebiet und entsprechend langen Anreisewegen, vielfach sogar mit gemischten Klassen beider Geschlechter, bei denen die Einführung des Turnunterrichtes an den Schulen besondere Schwierigkeiten bietet. Es geht auch um grosse Berufsschulen im Zentrum einer Stadt, wo kein Baugrund für zusätzliche Turnhallenbauten zur Verfügung steht, womit der Turnunterricht für alle Zeit, mindestens für lange Zeit, auf Randstunden verlegt werden muss, damit die am Stadtrand zu bauenden Turnhallen erreicht werden können. Es geht auch um Berufsschulen in veralteten Gebäuden, wo für den Fachunterricht und die Allgemeinfächer dringende Bauvorhaben verwirklicht werden müssen, welche die Priorität vor Turnhallenbauten besitzen. Es geht aber auch – und vielleicht nicht zuletzt – um alle jene Berufsschulen, die heute mit einem vollen Schultag pro Woche auskommen und vermutlich auch in den nächsten Jahren auskommen werden, wo gerade die Einführung des Turnunterrichtes allein bedingt, dass ein weiterer halber Schultag in Anspruch genommen werden muss.

Es geht aber auch um die Bedürfnisse der Lehrlinge. Ziel des Turnunterrichtes an der Schule schlechthin muss sein, günstige Voraussetzungen zu schaffen für die Fortsetzung der körperlichen Ertüchtigung nach Abschluss der Ausbildung und nach Abschluss aller Obligatorien. Es wird dies am besten erreicht durch eine sich einstellende persönliche – oder wenn Sie wollen gesellschaftliche – Bindung an Sportkameraden. Solche Sportkameraden finden sich bedeutend besser, wenn Lehrlinge der verschiedensten Berufe zusammen turnen können. Es wäre sowieso unter verschiedenen Gesichtspunkten erwünscht, wenn beim Turnunterricht – übrigens auch bei anderen allgemeinbildenden Fächern – die Handwerker, Kaufleute und die technischen Berufe zusammen kämen und Kontakte pflegen könnten. Besonders begrüssenswert wäre es, wenn dies am Wohnort des Lehrlings geschehen könnte, also vielfach am angestammten Schulort, wo alte Schulfreundschaften bestehen und durch diesen gemeinsamen Turnunterricht weiter gefördert und erhalten werden können. Das Turnen am Wohnort verschafft am besten die Kontakte, welche für das Turnen im vorgeschriebenen Alter einen so massgeblichen Einfluss haben.

Eine gewisse Bedeutung hat auch der Wettkampfsport. Wir fördern ihn ja heute auch mit staatlichen Mitteln. Wer Wettkampfsport betreiben will, muss auf alle Fälle im Lehrlingsalter, meistens sogar – oder in vielen Fällen – schon früher beginnen. Ein Wettkämpfer trainiert nicht eine Stunde wöchentlich und hört in den Ferien auf. In allen Sportarten, speziell aber für die jungen Sportler, ist das Training mit einer allgemeinen Körperschulung verbunden, neben den eigentlichen Wettkampfdisziplinen. Eine zusätzliche Turnstunde pro Woche an der Berufsschule kann hier sicher keine zusätzliche Förderung bringen.

Ich will Ihnen noch sagen, was mein Antrag nicht will. Er will vor allem nicht die freie Wählbarkeit für den Lehrling, ob er den von der Schule organisierten Turnunterricht oder ein Vereinsturnen besuchen will, das kaum kontrolliert werden kann. Ich will auch keine generelle Lösung für alle Lehrlinge suchen. Dort, wo das Lehrlingsturnen an

den Schulen organisiert werden kann oder bereits funktioniert, soll es weiterbestehen. Es geht darum, eine flexible Lösung dort zu suchen, wo die Einführung des Turnunterrichtes Schwierigkeiten schafft. Mein Antrag soll auch nicht ein Verzicht auf zukünftige Turnhallenbauten bedeuten. Ueberall dort, wo der Bau neuer Turnhallen sinnvoll und für die Schulen in den nächsten Jahren tragbar ist, soll er verwirklicht werden. Es geht mir auch nicht darum, generell den Turnunterricht auf die Zeit nach 20 Uhr zu verschieben. Es geht auch nicht um einen Vorschub für Drückeberger, auch nicht um die Begünstigung von Lehrmeistern, die dem Lehrling die freie Zeit zum Turnen nicht einräumen wollen, sondern es geht mir ganz allgemein darum, unter den heutigen schwierigen Verhältnissen für die Einführung des Turnunterrichtes eine flexible Lösung zu finden und überall dort, wo es ratsam und gegeben ist und eine bessere Lösung darstellt, die bestehenden Sportvereine in den Dienst des Lehrlingsturnens zu stellen. Das Lehrlingsturnen soll also trotz allfälligen Verzögerungen beim Turnhallenbau an vielen Orten mit einer solchen Lösung rasch verwirklicht werden können. Ganz allgemein soll der sportlichen Betätigung der Jugend vermehrt Rechnung getragen werden.

Aus diesen Gründen besagt mein Antrag, dass im Gegensatz zu den übrigen Pflichtfächern der Turnunterricht an Sportvereine übertragen werden kann, dass sie ermächtigt werden können, das Lehrlingsturnen durchzuführen. Die Schulkommissionen und die Kantone wachen darüber, dass eine solche Uebertragung in sinnvoller Weise geschieht. Ich selbst bin der Auffassung, dass die Ermächtigung zur Erteilung von Turnunterricht an Lehrlinge nur dann einem Sportverein übertragen werden soll, wenn damit der Turnunterricht allgemein verbessert werden kann, aber nicht, wenn dort nur ein Minimum an sportlichem Unterricht angeboten wird.

Am Montag hat der Zürcher Kantonsrat ein Postulat in diesem Sinne – allerdings nach längerem Wortgefecht im Saale – überwiesen. Das Problem ist an jener Stelle meiner Ansicht nach ganz zu Unrecht stark politisiert worden. Ich möchte Sie bitten, das, wenn Sie sich gegen meinen Antrag wenden, nicht zu tun, sondern einzig und allein nach einer Lösung für eine zweckmässige und rasche Einführung des Lehrlingsturnens zu suchen.

Mein Antrag zu Artikel 32, den ich nachher nicht noch speziell begründen will, ist meiner Ansicht nach eine logische Folge aus dem Antrag in Artikel 31. Auch hier wachen die Kantone und die Schulkommissionen über diese Ermächtigung. Sie können die Zeit festsetzen, innerhalb welcher dieses Lehrlingsturnen in einem Sportverein durchgeführt werden soll. Es geht mir dabei darum, dass die Kapazitäten in den Turnhallen zwischen der Volksschule und dem Vereinsturnen am Abend koordiniert werden können und auch die Verfügbarkeit von Lehrkräften ausgenützt werden kann. Das Gesetz sagt in Artikel 31 abschliessend, wer den Pflichtunterricht an den Berufsschulen erteilen kann. Ich möchte diese abschliessende Formulierung durch meine Formulierung auflockern, dass für das Turnen eine flexiblere Lösung geschaffen werden kann. In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, meinem Antrag zuzustimmen, und ich bitte auch die Kommissionsreferenten und Herrn Bundesrat Brugger, im Interesse des Turnunterrichtes für unsere Lehrlinge, sich nicht dagegen zu stellen.

König: Beim Bundesgesetz über Turnen und Sport hat das Parlament, im besonderen der Nationalrat – gegen den Willen des Bundesrates und gegen den Willen unserer vorberatenden Kommissionen –, das Obligatorium des Turnunterrichtes für Lehrlinge eingeführt. Der Ständerat hat anschliessend – sogar einstimmig – der vorgeschlagenen Ordnung zugestimmt. Es ist uns damals schon in Aussicht gestellt worden, dass eine sofortige Verwirklichung eines Obligatoriums des Turnunterrichtes für die Berufsschüler unerhörte Schwierigkeiten ergeben werde; es fehle an Turnhallen, an ausgebildeten Turnlehrern, es fehle

überhaupt an allem, mit Ausnahme von Beamten im BIGA, die ja sowieso dagegen seien.

Ich bin mir dieser Schwierigkeiten bewusst gewesen. Ich habe damals schon erklärt, ich sei der Meinung, man müsse mit einer gewissen Fantasie, die über das normale Mass an Fantasie eines Bundesbeamten hinausgehe, an die Aufgabe herantreten, und eine Heranziehung von örtlichen Turnvereinen sei durchaus in Betracht zu ziehen. Ich war dann etwas erstaunt, dass diese Möglichkeit auf dem Wege der Ausführungsverordnung im Sinne eines Provisoriums nicht verwirklicht worden ist. Es wäre an sich sympathischer gewesen, wenn dies im Sinne einer Uebergangsordnung auf dem Verordnungswege geschehen wäre, bis die ganze Geschichte in der Schule hätte organisiert werden können.

Später sind die Schwierigkeiten in ein Postulat von Frau Thalmann ausgemündet, das verlangt hat, dass die Frist, die der Bundesrat für die Einführung des Obligatoriums bereits ins Jahr 1986 festgelegt hatte – eine unerhört lange Frist für die Realisierung einer gesetzlichen Pflicht –, heute schon verlängert werden solle, obwohl heute niemand weiss, wie die Verhältnisse dann in der zweiten Hälfte der achtziger Jahre sein werden.

Ich muss nun sagen: Die Ueberweisung dieses Postulates nehme ich nicht sehr tragisch, und ich bitte, das zum Protokoll zu geben. Die Ueberweisung ist in einer verlängerten Abendsitzung beschlossen worden, an einem Abend, da – Frau Thalmann, ich muss Ihnen das sagen, Sie werden es kaum wissen – in Bern eine sehr grosse, bedeutende Sportveranstaltung stattgefunden hat, und es sind selbstverständlich die Mitglieder des Parlamentes, die am Sport interessiert sind, im Wankdorfstadion gewesen, als sie hier ihren Pyrrhussieg gefeiert haben. Ich bin der Ueberzeugung, dass, wenn der Nationalrat in normaler Besetzung das Problem diskutiert und darüber beschlossen hätte, man das Postulat, im heutigen Zeitpunkt schon, noch nicht überwiesen hätte. Man hätte Frau Thalmann gesagt: Darüber reden wir dann im Jahre 1984, sofern wir noch hier sind. Es ist dann immer noch früh genug, an eine weitere Verlängerung zu denken, und zwar schon deshalb, weil durch eine heutige Ueberweisung des Postulates der Mumm – der relativ kleine Mumm –, den die verantwortlichen Leute haben, noch abgebremst wird und dann überhaupt nichts mehr geschieht.

Nun muss ich sagen: Ich habe in dieser Notsituation ein gewisses Verständnis dafür, wenn heute Herr Reichling kommt und sagt: «Wir wollen das jetzt gesetzlich regeln. Wir wollen dieses Ventil durch das Gesetz öffnen.» Herr Reichling hat in aller Liebe und Offenheit die Schwierigkeiten umschrieben, die seine Lösung mit sich bringt, vor allem also das Handicap, dass natürlich auf diese Weise notgedrungen der Turnunterricht primär in die Freizeit des Lehrlings gelegt werden könne und der Arbeitgeber davon entlastet sei. Aber Herr Reichling hat gesagt, sein Wille sei nicht, dass das ein Dauerzustand werde. Das solle wieder aufhören, sobald eine normale Situation eintrete. Ich bin der Meinung: Mit den Einschränkungen, die er hier vorgebracht hat, ist seine Lösung jedenfalls besser als gar nichts. Denn es geht im Grunde genommen darum, dass schon unsere heutige Jugend den Turnunterricht bekommt und dass es nicht noch einmal zehn oder zwanzig Jahre dauert, bis unsere Lehrlinge auch auf dem Gebiet der körperlichen Ertüchtigung unseren Mittelschülern gleichgestellt sind.

Ich möchte Sie deshalb bitten, dem Antrag Reichling zuzustimmen.

Bundesrat Brugger: Zuerst der Antrag von Herrn Welter: Die Kommission hatte ja keine Gelegenheit, zu dieser Frage Stellung zu nehmen. Sie betrifft vor allem den Schweizerischen Kaufmännischen Verein. Ich bedaure es etwas, dass in der Kommission diese Sache nicht diskutiert wurde, nachdem Herr Moser, Vizepräsident des Schweizerischen Kaufmännischen Vereins, Mitglied dieser Kommis-

sion war. Also so ganz kontaktlos sind wir da nicht vorgegangen! Aber es lag dem Bundesrat fern, den Schweizerischen Kaufmännischen Verein zu bedrängen, nachdem er so grosse Verdienste hat um das Berufsbildungswesen im kaufmännischen Sektor. Es lag dem Bundesrat auch fern, dass seiner Fassung eine Interpretation gegeben wird, die jetzt offenbar als Wille zur Verstaatlichung der KV-Schulen ausgelegt wird. Ich möchte Sie deshalb einladen, dem Antrag von Herrn Welter zuzustimmen. Es ist die alte Fassung, wie sie im heutigen Gesetz enthalten ist.

Zum Antrag von Herrn Reichling betreffend das Turnen: Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass diese Materie natürlich nicht in diesem Gesetz geregelt ist, sondern im Gesetz über Turnen und Sport. Sie gehört also nach der Systematik dort hinein. Jetzt kommt aber etwas anderes: Ist es notwendig, dass Sie da legiferieren? Es ist ja nicht so, Herr Nationalrat König, dass da hinhaltende Taktik betrieben worden wäre; wir haben vielmehr ausserordentlich sorgfältig fünf Modelle zuhanden der Berufsschulen und der Kantone in Zusammenarbeit mit der Eidgenössischen Turn- und Sportschule ausgearbeitet, damit in der Uebergangszeit dieser Turnunterricht so rasch als möglich verwirklicht werden könnte. An dieser Uebergangszeit von zehn Jahren hält der Bundesrat übrigens, mindestens im jetzigen Zeitpunkt, fest. Unter diesen fünf Modellen befindet sich eines, das auch die Absolvierung dieser Sportverpflichtung in Sportvereinen vorsieht. Das ist also das, was Herr Reichling (und offenbar auch Herr König) will. Von diesen fünf Modellen, die in einen «Probelauf» gegeben wurden, sind zwei ausgeschlossen, weil sie in der Praxis sich nicht als praktikabel erwiesen. Aber ausgerechnet das Modell des Beizuges von Sportverbänden, Turnvereinen usw. steht nach wie vor in Kraft. Wir haben in dieser Richtung also etwas getan. Vielleicht hat man aber am rechten Zürichseeufer davon noch nichts gemerkt. Das ist nicht die Schuld von Herrn Nationalrat Reichling. Schliesslich sind die Kantone für die Durchführung zuständig; sie haben in Zusammenarbeit mit den Direktionen dieser Berufsschulen zu entscheiden, welche Modelle zur Anwendung kommen sollen. Es könnte aber auch ein anderer Grund sein. Es hat sich nämlich zu meinem Erstaunen gezeigt – ich war auch einmal im Sport tätig, und zwar als Vorturner (kein guter zwar, aber immerhin) in einem Turnverein –, dass die Bereitschaft der Sportvereine, diese Aufgabe zu übernehmen, entweder überhaupt nicht vorhanden oder nur sehr mässig entwickelt ist, und zwar deswegen, weil es für einen solchen Verein nicht ganz einfach ist, diese Hospitanten aufzunehmen, die vielleicht drei oder vier Jahre mitturnen, zum Teil pflichtgemäss, aber ohne inneres Feuer, und dann wieder verschwinden. Das kann für solche privaten Vereine natürlich eine schwere Hypothek sein. Das mag der Grund sein. Ich möchte also Herrn Reichling bitten, seinen Antrag zurückzuziehen; er ist wirklich nicht notwendig. Wir sind auch so auf seiner Linie.

Reichling: Ich habe den Text dieses Artikels 31 als abschliessend betrachtet. Darin waren solche privaten Vereine nicht erwähnt und enthalten.

Wenn aber hier erklärt wird, dass der Gesetzestext, der uns hier vorgelegt wird, diese Lösungen beinhaltet, dann ziehe ich selbstverständlich meinen Antrag zurück. Es geht mir um die Sache und nicht darum, dass etwas Zusätzliches noch geändert wird. Ich kann nicht beurteilen, ob im Gesetz über Turnen und Sport, wo ein Postulat Müller-Aargau vorliegt, nachher eine Aenderung notwendig würde. Ich nehme an, dass dies an anderer Stelle wird beraten werden müssen.

Le président: Nous prenons acte de la proposition Reichling. Les rapporteurs et le Conseil fédéral acceptent la proposition Welter.

*Angenommen gemäss Antrag Welter
Adopté selon la proposition Welter*

*Abs. 3 angenommen gemäss Antrag der Kommission
Al. 3 adopté selon la proposition de la commission*

Abs. 4 – Al. 4

Frau Spiess, Sprecherin der Minderheit: Ich möchte, dass in diesem Gesetz auch ein wenig an die möglichen Lehrlinge im Berggebiet gedacht wird. Von vielen Ferienaufenthalten her (wo ich immer versuche, mich auch ein wenig nach der wirtschaftlichen und sozialen Situation zu erkundigen) weiss ich, dass es sehr schwierig ist, in gewissen Berggebieten Lehrstellen für die Jugendlichen zu finden. Meine speziellen Kenntnisse stammen aus dem Obergoms; aber ich weiss, dass es in anderen Gebieten sehr ähnlich ist. Es gibt dort zwar Arbeitsplätze, wo Hilfsarbeiter, also Ungelernte, tätig sein können; es gibt aber nur sehr wenige Handwerksmeister, die in der Lage wären, einen Lehrling auszubilden. Wenn ich zum Beispiel ans Dorf Münster denke, wo ich mich besonders gut auskenne, dann gibt es dort beispielsweise eine leistungsfähige Metzgerei, wo immer wieder ein Lehrling ausgebildet wird; es gibt daneben den einen oder andern Betrieb, doch dann ist es aus. Erstaunlicherweise schickt das Goms aber recht viele Schüler nach Brig ins Lehrerseminar, aber auch in die Gymnasien und später an die Hochschulen. Es ist also speziell die Lehrlingsausbildung, mit der es übel bestellt ist in diesem Gebiet. Darum habe ich meinen Antrag eingereicht.

Ich wünsche also, dass der Bund die Errichtung von Lehrwerkstätten und allenfalls Betrieben fördert (es liegt mir nicht so sehr an den Betrieben, das wäre möglich im Zusammenhang mit dem Investitionshilfegesetz); mir liegt vor allem an den Lehrwerkstätten. Der Bund soll ihre Errichtung fördern können – es ist also eine Kann-Vorschrift –, falls für Berufslehren bei Meistern wenig Möglichkeiten bestehen. Wir haben alle ein grosses Interesse daran, dass die jungen Leute möglichst lange in ihren Bergtälern bleiben können. Je länger sie sich nicht von dort weggeben, desto eher besteht eine Chance, dass sie dort bleiben; damit ist die Entvölkerung unserer Berggebiete wenigstens an einem Ort gestoppt.

Im Prinzip bekenne ich mich voll und ganz zur Meisterlehre; ich halte sie für etwas Gutes. Sicher gibt es Fälle, wo sie nicht hundertprozentig ist, aber im grossen und ganzen weiss ich, dass sie gefördert werden muss. Mein Antrag richtet sich nicht gegen die Meisterlehre, wie Herr Ueltschi heute morgen erklärte; er ist nicht mit einer schleichenden Ideologie verbunden, sondern entspringt wirklich nur der Sorge um die Lehrlinge im Berggebiet, die möglichst am Ort oder in der Nähe eine Lehre sollten absolvieren können. Ich weiss, dass das nicht ganz einfach zu realisieren sein wird; ich weiss, dass der Bund mit den Kantonen und Gemeinden Vereinbarungen treffen muss, wie und wo man allenfalls helfen könnte. Ich möchte aber, dass das im Gesetz steht, damit man daran denkt, dass man so etwas tun kann und soll.

Frau Uchtenhagen: Ich teile die Anliegen der Kollegin Spiess und glaube, dass insbesondere in Berggebieten im Notfall der Bund die Errichtung von Lehrwerkstätten fördern sollte. Mehr Schwierigkeiten sehe ich bei den Betrieben, da er sehr wenig Kompetenzen hat, in dieser Richtung zu wirken.

Der Antrag, den ich Ihnen unterbreite, ist eine Erweiterung – wenn Sie so wollen – auf zwei Gleisen, indem ich ganz generell sage: Bei Vorliegen besonderer Verhältnisse – da denke ich insbesondere an den Mangel geeigneter Lehrstellen – kann der Bund Lehrwerkstätten errichten, und er kann dies unter Umständen auch ausserhalb der Berggebiete tun.

Ich habe den Antrag eingereicht, weil ich mir vorstellte, dass man ein Gesetz schaffen wolle, das einige Jahre gelten sollte. Es wäre immerhin denkbar, dass die strukturellen Probleme, die sich im Ausland langsam abzeichnen, mit der üblichen Verspätung auch die Schweiz treffen. Bei

den erwachsenen Arbeitskräften können wir uns zum Teil dadurch behelfen, dass wir die Zahl der Gastarbeiter reduzieren; aber die Jugendlichen sind einfach da, und dann wird sich bei uns ein ähnliches Problem ergeben wie im Ausland: Es zeigt sich dann eben ein Sockel von Jugendarbeitslosigkeit. Da müsste der Bund in der Lage sein, diesen besonderen Verhältnissen Rechnung zu tragen und im Notfall eine solche Lösung zu treffen.

M. Spezlali, rapporteur: La proposition de Mme Spiess a été rejetée sans longue discussion par la commission par 13 voix contre 11, après que M. Brugger, conseiller fédéral, eut relevé que la loi sur les investissements dans les régions de montagne permettait déjà d'obtenir ce que demande Mme Spiess. Dans tous les cas, la création d'ateliers dans les régions de montagne fait partie de la conception globale en matière de développement de ces régions. C'est pourquoi la majorité de la commission vous prie de repousser la proposition de Mme Spiess.

Quant à la proposition de Mme Uchtenhagen, elle n'a pas été examinée par la commission, mais personnellement je la trouve plus logique que la précédente, quand bien même cette matière est réglée par une autre loi. Elle n'est pas de caractère impératif: la Confédération «peut» encourager; si elle ne le veut pas, elle ne le fait pas.

En bref, la commission vous propose de rejeter la proposition Spiess, mais elle ne s'oppose pas à celle de Mme Uchtenhagen, qui est moins rigide.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Dieser Minderheitsantrag ist in der Kommission mit 11 zu 13 Stimmen abgelehnt worden. Wenn man Lehrwerkstätten errichtet in solchen Gebieten, sollten sie für mehrere Berufe gestaltet werden können, und das wird sehr teuer. Ferner befürchten wir, dass die jungen Leute dann nach Absolvierung einer solchen Lehre trotzdem auswärts arbeiten müssen. Wir haben gehört, dass für das Oberwallis beispielsweise vier genehmigte Entwicklungskonzepte vorliegen; deshalb fanden wir, es wäre wahrscheinlich richtiger, dort die Investitionshilfe einzusetzen, als Lehrwerkstätten zu begründen.

Ich habe hier das Verhältnis von Mädchen und Knaben etwas untersucht. Im Endbestand 1976 sind es gesamtschweizerisch 39 Prozent der Mädchen, die dem Berufsbildungsgesetz unterstehen. Im Oberwallis sind es aber nur 20 Prozent, nämlich 4003 Lehrlinge und 1025 Lehrtöchter. Ich frage mich, ob wir hier etwas unternehmen sollten, damit die Mädchen eher eine Lehrstelle erhalten.

Bundesrat Brugger: An sich ist dieser Zusatz – so sympathisch er wirkt – natürlich nicht notwendig. Zum Teil wird er abgedeckt durch Absatz 3 des gleichen Artikels 31, vor allem aber durch Artikel 62 Absatz 1, wo die Subventionsmöglichkeiten für diese Lehrwerkstätten geregelt sind.

Ich mache Sie noch auf etwas anderes aufmerksam: Es genügt natürlich nicht, in einem Berggebiet Lehrwerkstätten zu errichten; notwendige Voraussetzung wäre, dass die Leute nach Absolvierung einer solchen Lehre auch in der Region Arbeit finden. Damit kommen wir zu einem regionalwirtschaftlichen Problem, das wir glauben über das Investitionshilfegesetz im Berggebiet teilweise lösen zu können. Es ist ja gerade der Sinn dieses Gesetzes, die Bergregionen wirtschaftlich lebensfähig zu erhalten und nicht nur Lehrstellen, sondern vor allem eben dauernde Arbeitsplätze zu schaffen. Ich erachte vor allem den Antrag von Frau Spiess, der in dieser Form der Kommission nicht vorgelegen hat, als gefährlich. Sie will ja nicht nur das Lehrstellenangebot fördern, sondern auch Betriebe. Was versteht sie unter diesen Betrieben? Ich nehme an, Privatunternehmen. Das übersteigt nun natürlich bei weitem die Aufgaben eines Berufsbildungsgesetzes. Die Mittel, die für die Berufsbildung zur Verfügung stehen, können wir natürlich nicht für Regionalpolitik einsetzen. Grundlage hierfür wäre wohl das neue Gesetz über die Förderung notleidender Regionen, das im Vernehmlass-

ungsverfahrensverfahren ist, wobei sich auch Widerstände gegen diese Förderungsmassnahme zeigen. Die Förderung von Betrieben wäre jedenfalls ein absoluter Fremdkörper in diesem Berufsbildungsgesetz. Wenn Ihnen das Herz durchbrennt und Sie meinen, Sie müssten ein Signal für diese Berggebiete setzen, obwohl wir, wie die Sprecher der Kommission gesagt haben, bereits genügend Signale gesetzt haben, müsste ich Sie bitten, den Antrag von Frau Uchtenhagen anzunehmen.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Minderheit	18 Stimmen
Für den Antrag Uchtenhagen	70 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	56 Stimmen
Für den Antrag Uchtenhagen	62 Stimmen

M. Carobbio: Ma proposition concernant un alinéa 5 (nouveau) allait dans le même sens que la proposition Uchtenhagen que vous venez d'approuver, de sorte que je peux la retirer et éviter ainsi de prolonger la discussion.

Le président: M. Carobbio retire sa proposition. L'article 31 est ainsi adopté.

Art. 32

Antrag der Kommission

Abs. 1–3 und 5

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 4

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Wyler, Besuchet, Chavanne, Jelmini, Renschler, Uchtenhagen)

Der Pflichtunterricht und der fakultative Unterricht dürfen nicht auf einen Samstag angesetzt werden, sollen um 17 Uhr beendet sein und innerhalb der normalen Arbeitszeit erteilt werden. Die kantonale Behörde kann aus zwingenden Gründen Ausnahmen gewähren.

Abs. 6

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Wyler, Besuchet, Chavanne, Renschler, Uchtenhagen)

Die Lehrlinge sind berechtigt, in allen Fragen der Berufsschule mitzuzentscheiden.

Antrag Reichling

Abs. 4

... Ausnahmen gewähren. Der Turnunterricht kann teilweise oder ganz ausserhalb der regulären Schulstunden erteilt werden.

Antrag Uchtenhagen

Abs. 3bis (neu)

Wenn der Pflichtunterricht den ganzen Tag beansprucht, so darf der Lehrling vorher oder nachher nicht noch zur Arbeit im Betrieb herangezogen werden.

Abs. 4

Der Pflichtunterricht darf nicht auf einen Samstag angesetzt werden und soll um 18 Uhr beendet sein. Die kantonale Behörde kann aus zwingenden Gründen Ausnahmen gewähren.

Antrag Chopard**Abs. 3**

... nach Möglichkeit auf ganze Arbeitstage anzusetzen ...

Antrag Welter**Abs. 6**

Den Lehrlingen ist in Schulfragen ein angemessenes Mitspracherecht einzuräumen.

Art. 32*Proposition de la commission***Al. 1 à 3 et 5**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 4**Majorité**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Wyler, Besuchet, Chavanne, Jelmini, Renschler, Uchtenhagen)

L'enseignement obligatoire et facultatif ne doit pas tomber sur un samedi, il doit se terminer à 17 heures et être dispensé dans les limites de la durée normale du travail. L'autorité cantonale peut consentir des dérogations à cette règle pour des raisons impérieuses.

Al. 6**Majorité**

Rejeter de la proposition de la minorité

Minorité

(Wyler, Besuchet, Chavanne, Renschler, Uchtenhagen)

Les apprentis ont le droit de participer aux décisions sur toutes les questions concernant l'école professionnelle.

*Proposition Reichling***Al. 4**

.. pour des raisons impérieuses. L'enseignement de la gymnastique peut être dispensé en tout ou partie en dehors de l'horaire scolaire normal.

*Proposition Uchtenhagen***Al. 3bis (nouveau)**

Lorsque l'enseignement obligatoire dure toute la journée, l'apprenti est libéré ce jour-là de tout travail dans l'entreprise.

Al. 4

L'enseignement obligatoire ne doit pas tomber sur un samedi et doit se terminer à 18 heures. L'autorité cantonale peut consentir des dérogations à cette règle pour des raisons impérieuses.

*Proposition Chopard***Al. 3**

... si possible sur des jours ouvrables entiers. ...

*Proposition Welter***Al. 6**

Un droit de participation approprié sera accordé à l'apprenti pour toutes les questions concernant l'école professionnelle.

Abs. 1 und 2 angenommen gemäss Antrag der Kommission

Al. 1 et 2 adoptés selon la proposition de la commission

Abs. 3 – Al. 3

Chopard: Mit meinem Antrag zu Absatz 3 des Artikels 32, welcher die Organisation des Unterrichtes regelt, möchte ich präzisieren, dass der Pflichtunterricht nach Möglich-

keit auf ganze Arbeitstage anzusetzen ist. Mit dem Hinweis «Arbeitstage» möchte ich verhindern, dass zum Beispiel Verkäuferinnen, Coiffeure, Bäcker und andere Berufe den Berufsschulunterricht an ihrem freien Tag besuchen müssen, ohne dafür Kompensation zu erhalten. Man könnte dieses Ziel selbstverständlich auch über die Anwendung des eidgenössischen Arbeitsgesetzes erreichen. Dies würde aber nach meiner Meinung vorerst eine Aenderung der geltenden, diesbezüglich unbefriedigenden Regelung bedingen, denn nur bei einer entsprechenden Neufassung von Artikel 31 des Bundesgesetzes über die Arbeit in Industrie und Gewerbe wäre dieser Weg möglich. In diese Richtung zielt ja auch die Motion unseres Kollegen Reiniger. In Artikel 31 Absatz 1 des Arbeitsgesetzes wären die Worte «soweit er in die Arbeitszeit fällt» zu streichen; es würde dann heissen «die tägliche Arbeitszeit der Jugendlichen darf diejenige der andern im Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer und, falls keine anderen Arbeitnehmer vorhanden sind, die ortsübliche Arbeitszeit nicht überschreiten und nicht mehr als neun Stunden betragen. Auf die Arbeitszeit sind allfällige Ueberzeit und Hilfsarbeit sowie obligatorischer Unterricht anzurechnen.» Bis dieser Zustand erreicht ist, muss der Artikel 32 des vorliegenden Gesetzes klar gefasst werden, wenn wir mögliche Ungerechtigkeiten vermeiden wollen. Sie werden sicher mit mir einig gehen, dass mein Antrag verdeutlicht, dass der Pflichtunterricht für alle Lehrlinge gleich geregelt sein muss. Ich bitte Sie deshalb, meinem Antrag zuzustimmen.

M. Speziall, rapporteur: On n'a pas discuté cette question, en commission, mais je crois pouvoir dire personnellement, compte tenu de l'atmosphère de la commission, que la proposition Chopard est acceptable.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Der Antrag Chopard hat nicht vorgelegen. Aber persönlich befürworte ich ihn sehr. Es hat immer wieder Lehrmeister gegeben, die ihre Lehrlinge am Montag morgen zur Schule schickten, weil sie das Geschäft geschlossen hatten. Darum sind wir froh, wenn es heisst «Arbeitstage».

Le président: M. le conseiller fédéral renonce à s'exprimer; il accepte cette proposition. Y en a-t-il une autre? Ce n'est pas le cas; la proposition Chopard est approuvée.

*Angenommen gemäss Antrag Chopard**Adopté selon la proposition Chopard***Abs. 3bis und 4 – Al. 3bis et 4**

Frau Uchtenhagen: Ich weiss nicht, ob Herr Wyler bereit wäre, seinen Antrag, den er seinerzeit im Namen der Minderheit eingereicht hat, zurückzuziehen. Meine Version ist etwas flexibler. Die seine ist vielleicht zu sehr von der Romandie her konzipiert. Bei uns hört der Unterricht nicht um 17 Uhr auf, sondern vielfach erst um 18 Uhr. Es wäre dann vielleicht etwas schwierig, wenn man erst um 14 Uhr beginnen kann und der Anfahrtsweg relativ lang ist, schon um 17 Uhr mit dem Unterricht aufzuhören. Ich könnte mir sogar vorstellen, dass ausnahmsweise fakultative, zum Beispiel schönggeistige Fächer auch am Samstag morgen erteilt werden.

Im Prinzip sollte der Unterricht während der Arbeitszeit stattfinden. Wenn das aber zu eng gefasst ist, wäre es zum Beispiel denkbar, dass der Betrieb um 17 Uhr schliesst, die Schule aber erst um 18 Uhr. Soll der Lehrling dann jedesmal einen Verrechnungsanspruch haben? Das scheint mir doch wenig sinnvoll zu sein.

Wir müssen des weiteren auch an eine Kategorie von Lehrlingen denken, die eine sehr unregelmässige Arbeitszeit haben, insbesondere die Bäckerlehrlinge. Dort sollte es ausgeschlossen sein, dass ein junger Mensch um 3 oder 4 Uhr morgens mit der Arbeit beginnen und trotzdem noch an diesem Tag die Schule besuchen muss. Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

M. Wyler, porte-parole de la minorité: La proposition de la minorité, au 4e alinéa de l'article 32, va dans le sens qui vient d'être expliqué clairement par Mme Uchtenhagen, sauf sur un point où il y a une divergence, puisque j'ai insisté pour que les cours prennent fin à 17 heures. Elle propose d'aller jusqu'à 18 heures, comme prévu au 4e alinéa de la version du Conseil fédéral. Je ne veux pas engager une grande bataille à ce sujet, bien que je sois personnellement persuadé qu'il serait préférable de finir à 17 heures, étant donné les difficultés de transport auxquelles se heurtent quelquefois les apprentis, du fait qu'ils sont éloignés de chez eux. S'ils peuvent être libres plus tôt, ils ont plus de possibilités de rentrer à des heures encore convenables. C'est donc dans ce sens, comme le disait Mme Uchtenhagen, que la proposition a été faite. C'est pour obtenir que l'enseignement obligatoire et facultatif ne tombe pas le samedi et, selon notre proposition de minorité, finisse si possible à 17 heures. Je ne veux pas perdre plus de temps pour illustrer cette proposition. Nous avons subi déjà des flots d'éloquence: le Parlement, fatigué en ce moment, n'est plus perméable à de longs discours. Je me limite donc à cette proposition pour l'alinéa 4.

Reichling: Nachdem Herr Bundesrat Brugger erklärt hat, dass mit der Fassung des Artikels 31 der Turnunterricht auch in Sportvereinen durchgeführt werden könne, wird diese Lösung aber illusorisch, wenn zwingend verlangt wird, dass er um 18 Uhr beendet sein müsse. Ich glaube, die Lösung kann nur verwirklicht werden, wenn hier eine etwas grössere Flexibilität vorhanden ist. Ich möchte nicht, dass der Turnunterricht gleich wie die anderen Pflichtfächer gehalten wird, wo es heisst, dass bei zwingenden Verhältnissen der Kanton Ausnahmen genehmigen soll. Bei den übrigen Pflichtfächern bin ich der Auffassung, dass wirklich nur in zwingenden Fällen nach 18 Uhr noch Unterricht erteilt werden soll. Im Turnunterricht glaube ich, sollte man eine flexiblere Lösung finden, weil gerade in der Zeit zwischen 17 und 19 Uhr, auch noch bis 20 Uhr, gewisse Kapazitäten in den bestehenden Turnhallen frei sind. Ich bitte Sie also, meinem Antrag auf Ergänzung zuzustimmen.

Speziali, rapporteur: Les textes de Mme Uchtenhagen ne sont pas tout à fait les mêmes que ceux de la commission. En outre, je n'ai pas très bien compris si notre collègue Wyler retire sa proposition à propos de l'alinéa 4. Il pourra nous préciser la chose.

L'article 32, 3bis, proposition nouvelle de Mme Uchtenhagen, la commission ne l'a pas examiné. Personnellement, je donne mon accord à cette proposition d'autant plus que les exemples de Mme Uchtenhagen sont réels. La Chancellerie a reçu une pétition il y a quelques jours dans laquelle on dénonce justement le cas des apprentis boulangers qui font deux ou trois heures de travail avant d'aller à l'école. Ce sont des choses inacceptables. Personnellement, j'appuie la proposition 3bis de Mme Uchtenhagen. A propos de l'alinéa 4, la proposition de Mme Uchtenhagen est celle du Conseil fédéral, complétée par la suppression de l'enseignement le samedi.

En règle générale, la proposition de Mme Uchtenhagen est judicieuse et juste. Cependant je me demande si l'on a vraiment la possibilité d'annuler toute possibilité d'enseignement le samedi. Je ne crois pas. Mais, d'une façon générale, j'accepte, à titre personnel, la proposition de Mme Uchtenhagen.

Frau Thalman, Berichterstatterin: Der Antrag von Herrn Wyler ist mit 6 gegen 14 Stimmen mit der Begründung abgelehnt worden, räumlich wäre sein Vorschlag nicht realisierbar. Freifächer könnten dann nicht mehr angehängt werden. Zudem hätten wir weite Reisedrecken. Darum hat man gefunden, sein Antrag wäre nicht akzeptabel. Der Antrag Uchtenhagen kann meines Erachtens gut angenommen werden; es handelt sich ja hier um Freifächer, und ich würde beantragen, ihm mit der Ergänzung von

Kollege Reichling zuzustimmen, damit wir nicht jedesmal ein Gesuch stellen müssen.

Speziali, rapporteur: Après consultation de M. Wyler, je précise qu'il maintient sa proposition. Au nom de la commission, je vous engage à refuser la proposition Wyler et à appuyer celle de Mme Uchtenhagen.

Bundesrat Brugger: Der Antrag von Herrn Wyler muss ja sicher abgelehnt werden; er ist nicht realistisch. Das Erfordernis, dass auch der fakultative Unterricht schon um 17 Uhr beendet sein müsse, geht viel zu weit. Mit einer solchen Bestimmung würde auch jeder Weiterbildung das Grab geschaufelt. Diese muss zu einem grossen Teil am späten Nachmittag oder am Abend vermittelt werden, weil in der Regel auch viele Lehrer erst dann zur Verfügung stehen und die Schulräume vorher nicht frei sind oder für den Pflichtunterricht benötigt werden. Ich möchte Sie also bitten, diesen Antrag abzulehnen; er ist wirklich nicht durchführbar.

Was den Antrag 3bis von Frau Uchtenhagen betrifft, so haben wir in einer schriftlichen Antwort zu einer Motion Reiniger am 19. September dieses Jahres betreffend die Arbeitszeit der Jugendlichen ausgeführt, dass man bereit sei, bei einer nächsten Gesetzesrevision – damals hat man allerdings vor allem an das Arbeitsgesetz gedacht – eine Bestimmung ins Auge zu fassen, wonach der Lehrling an Vor- oder Nachmittagen, an denen er pro Halbtag vier oder mehr obligatorische Schulstunden zu besuchen hat, nicht mehr zur Arbeitsleistung im Betrieb verpflichtet werden darf. Ihr Antrag deckt das gleiche Problem ab. Meine Leute sagen mir, dass er sachlich gerechtfertigt sei. Es sei ein offensichtliches Ünding, wenn – selten, aber in gewissen Berufen da und dort noch üblich – vor oder nach einem achtstündigen Schultag die Lehrlinge noch im Betrieb arbeiten müssten. In Übereinstimmung mit dem, was der Bundesrat zum Vorstoss von Herrn Reiniger erklärt hat, kann ich daher den Vorschlag von Frau Uchtenhagen, Artikel Alinea 3bis betreffend, annehmen.

Der Absatz 4 ist harmlos. Ich habe Ihnen gesagt, dass diese «Samstagsgeschichte» eigentlich nicht mehr des Schweisses der Tüchtigen wert sei, weil wir nur noch eine einzige Berufsschule haben, die noch Samstag vormittag Unterricht gibt, nämlich die Berufsschule in Naters im Wallis. Diese wird auch verschwinden, sobald der Neubau der Berufsschule in Visp bezogen werden kann. Das ist ein Herumfunktionieren im luftleeren Raum. Es stört uns auch nicht; wenn Sie wollen, können Sie dem zustimmen. Es hat keine faktischen Auswirkungen.

Le président: L'alinéa 3bis est accepté par la commission et le Conseil fédéral. A propos de l'alinéa 4, je vous propose la procédure suivante. Nous allons opposer la proposition de la minorité (Wyler) à la proposition Uchtenhagen. Le résultat de ce vote sera opposé à la proposition de la majorité. Ensuite, nous traiterons de la proposition Reichling.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Minderheit	11 Stimmen
Für den Antrag Uchtenhagen	76 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	53 Stimmen
Für den Antrag Uchtenhagen	49 Stimmen

Abs. 4 letzter Satz – Al. 4 dernière phrase

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	33 Stimmen
Für den Antrag Reichling	46 Stimmen

Abs. 5 angenommen gemäss Antrag der Kommission

Al. 5 adopté selon la proposition de la commission

Abs. 6 – Al. 6

M. Wyler, porte-parole de la minorité: Cette proposition, à l'alinéa 6, demande simplement pour les apprentis un droit de participer aux décisions sur les questions de l'école professionnelle. C'est une proposition qui avait été présentée lors de la consultation par l'Union syndicale suisse. Il me semble qu'il est juste de mettre les apprentis sur un même plan d'égalité que les étudiants qui, à peu près partout, ont acquis le droit de se prononcer sur les problèmes de leurs écoles. Je ne crois pas qu'il faille encore augmenter la discrimination qui existe déjà vis-à-vis des apprentis si on les compare justement aux étudiants et aux élèves des écoles obligatoires, moyennes et supérieures.

Je vous demande donc d'appuyer cette proposition qui tend à donner justement aux apprentis un droit de regard et de participation à l'organisation de l'école.

Vizepräsident Generali übernimmt den Vorsitz

M. Generali, vice-président, prend la présidence

Welter: Ich bin mir im klaren darüber, dass ein Mitentscheidungsrecht, wie es Kollege Wyler beantragt, heute noch keine Chancen hat, in diesem Rat akzeptiert zu werden. Ich habe mir die Sache überlegt und unterbreite Ihnen einen Eventualantrag, der wie folgt lautet: «Den Lehrlingen ist in Schulfragen ein angemessenes Mitspracherecht einzuräumen.» Ich spreche also nicht von Mitentscheidung. Was ich verankern möchte, wäre ein gewisses Mitspracherecht, wie es von einzelnen Berufsschulen bereits gehandhabt wird.

In der grossen Handelsschule des Kaufmännischen Vereins Zürich mit 4500 Schülern gibt es ein Reglement, das diese Mitsprache über Klassenchefkonferenzen und die Vertretung in den Abteilungskommissionen regelt. Diese Gremien führen die Sitzungen während der Unterrichtszeit durch.

An der Handelsschule des Kaufmännischen Vereins Aarau heisst es im Schulreglement: «Die Schüler können ihr Mitspracherecht über die Jugendabteilung des KV und die Konferenz der Klassenvertreter wahrnehmen.»

Der Rektor der KV-Schule Zürich sagte mir ausdrücklich, dass dieses Mitspracherecht eingeführt und institutionalisiert worden sei, weil die sogenannten Vollversammlungen, die es auch in den KV-Schulen gegeben hatte, mit ihren Beschlüssen zu keinem vernünftigen Ergebnis geführt hätten. Der Rektor hat mir ferner deutlich zu verstehen gegeben, dass erst wenige Schulen dieses – ich möchte sagen – bescheidene Mitspracherecht institutionalisiert haben.

Deshalb möchte ich Ihnen den Vorschlag unterbreiten, dieses Mitspracherecht zu verankern durch eine entsprechende Bestimmung im Gesetz, das wir heute beraten, und ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

M. Speziali, rapporteur: La commission a repoussé la proposition de M. Wyler par 12 voix contre 5. Je vous invite à en faire autant.

En ce qui concerne la proposition de M. Welter, je la considère avec plus de sympathie car elle est plus souple, mais que signifie le terme «droit approprié»? Il s'agit d'une affirmation un peu dangereuse, à mon avis. Que signifie «approprié»? Pas partout, mais où? Donc je dis non à la proposition Wyler, au nom de la commission, et mets quelques points d'interrogation personnels dans le cas de la proposition Welter qui n'a pas été formulée devant la commission.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Artikel 32 Absatz 6 ist mit 5 gegen 12 Stimmen abgelehnt worden, und zwar war das Wort «mitzuentcheiden» massgebend. Das würde zu weit gehen. Hingegen sollte von mir persönlich aus gesehen der Antrag Welter nicht bekämpft werden, sofern der Vertreter von der Klasse gewählt wird. Dann haben wir etwas Ähnliches, wie wir es in den Mittelschulen kennen.

Bundesrat Brugger: Es ist wohl konsequent, wenn Sie nach Ihren früheren Entscheiden den ausserordentlich weit gehenden Antrag Wyler ablehnen, der das umfassende Mitspracherecht einführen möchte.

Der Antrag von Herrn Welter ist natürlich etwas anderes: ein angemessenes Mitspracherecht. Die Schwierigkeit wird dann natürlich bei der Interpretation des Wortes «angemessen» liegen. Nachdem Sie aber bei Artikel 21 im zweiten Absatz ein gewisses Mitspracherecht des Lehrlings auch im Betrieb angenommen haben, ist das wohl das Pendant, dass auch ein gewisses Mitspracherecht in der Schule akzeptiert werden kann. Ich möchte also diesem sehr gemässigten Antrag, der sich natürlich ganz grundsätzlich vom Antrag Wyler abhebt – das muss man schon klar sehen –, keinen Widerstand entgegensetzen.

Präsident: Wir stimmen ab. In der ersten, eventuellen Abstimmung stellen wir den Antrag der Minderheit (Wyler) dem Antrag Welter gegenüber. In einer definitiven Abstimmung wird das Resultat aus der ersten Abstimmung der Mehrheit gegenübergestellt.

*Abstimmung – Vote**Eventuell – A titre préliminaire*

Für den Antrag der Minderheit	20 Stimmen
Für den Antrag Welter	67 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	47 Stimmen
Für den Antrag Welter	55 Stimmen

Art. 33 und 34*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 33 et 34*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 35***Antrag der Kommission**Abs. 1 und 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2**Mehrheit*

Das Institut sorgt ferner für die Ausbildung der Instruktoren für Lehrmeisterkurse und die Weiterbildung der Lehrmeister, amtiert als schweizerische Dokumentationsstelle...

Minderheit

(Sigrist, Augsburger, Bürer, Flubacher, Künzi, Rüegg, Sauer, Schnyder-Bern, Vetsch)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 35*Proposition de la commission**Al. 1 et 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2**Majorité*

L'institut est chargé de former les instructeurs pour les cours destinés aux maîtres d'apprentissage; il remplit également les fonctions...

Minorité

(Sigrist, Augsburger, Bürer, Flubacher, Künzi, Rüegg, Sauer, Schnyder-Berne, Vetsch)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Sigrüst, Sprecher der Minderheit: Ich begründe nun auch gleichzeitig den Minderheitsantrag zu Artikel 11 Absatz 2, der zurückgestellt wurde. Es betrifft ja dieselbe Materie. Nach Entwurf des Bundesrates sorgt das Bundesamt in Zusammenarbeit mit den Kantonen und Berufsverbänden für die Ausbildung der Instruktoren. Das Bundesamt wiederum fördert die Weiterbildung der Lehrmeister.

Eine knappe Kommissionsmehrheit will nun diese Aufgabe des Bundesamtes nach unten delegieren und direkt in die Kompetenz des in Artikel 35 erwähnten Schweizerischen Institutes für Berufspädagogik legen. Wir bestreiten die Notwendigkeit und Nützlichkeit des genannten Institutes in keiner Weise, sonst müssten wir ja konsequenterweise auch dessen Verankerung in Artikel 35 bekämpfen, was wir nicht tun. Artikel 35 umschreibt den Aufgabenkreis des Institutes ungefähr wie folgt: Zum Zwecke der Ausbildung und Fortbildung der Berufsschullehrer führt der Bund ein Schweizerisches Institut für Berufspädagogik. Dass dieser Zweck nach dem neuen Gesetz ausgedehnt werden muss auf die Ausbildung der Instruktoren für Lehrmeisterkurse und die Weiterbildung der Lehrmeister beinhaltet, ist unbestritten. Das Institut aber ist ausführendes Organ des Bundesamtes. Es ist ihm (dem Bundesamt) unterstellt; es soll und kann nicht selbständig für die Ausbildung der Instruktoren und für die Weiterbildung der Lehrmeister zuständig sein. Der Gesprächspartner der Kantone und der Berufsverbände soll – wie es der Bundesrat ursprünglich vorsah – direkt das Bundesamt sein und erst in ausführender Funktion das Institut.

Ich bitte Sie, den Anträgen der Minderheit in Artikel 11 Absatz 2 und in Artikel 35 Absatz 2 zuzustimmen. Ich könnte mir vorstellen, dass man das in einer einzigen Abstimmung erledigt, weil es tatsächlich dieselbe Materie betrifft.

Präsident: Der Präsident der Kommission und die Berichterstatterin verzichten auf das Wort.

Bundesrat Brugger: Ich möchte Sie dringend bitten, der Minderheit zuzustimmen. Was die Mehrheit da beschlossen hat, ist von der Systematik her unmöglich. In Artikel 11 Absatz 2 sagen Sie, dass das BIGA für diese Einführungskurse verantwortlich zeichne; jetzt bezeichnet man hier dafür eine dem BIGA untergeordnete Stelle – nämlich das Institut für Berufspädagogik – und gibt ihm gesetzlich einen selbständigen Auftrag. Wir müssen hier die Verantwortung wirklich zusammenfassen; es wird dann unsere Sache sein, festzustellen, wer diese Aufgabe eigentlich zu übernehmen habe. Vermutlich wird es dieses Institut sein, doch ist das nicht ganz sicher, weil es unter Umständen in seiner personellen Ausstattung gar nicht in der Lage sein wird, die Kurse voll zu übernehmen. Im Sinne einer guten Ordnung bitte ich Sie also, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	33 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	63 Stimmen

Art. 36–47

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 36 à 47

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 48

Antrag der Kommission

Abs. 1–4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 5

... auf eine Berufslehre (z. B. Werkklassen, Vorlehen), der Förderung ...

Antrag Carobbio

Alle Jugendlichen, welche die Schulpflicht erfüllt haben und nicht eine Berufslehre absolvieren oder eine Mittelschule besuchen, müssen während zwei Jahren einen Tag pro Woche Fortbildungskurse besuchen. (Rest des Artikels streichen)

Art. 48

Proposition de la commission

Al. 1 à 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 5

... à un apprentissage (par exemple classes pratiques, pré-apprentissage), de favoriser leur...

Proposition Carobbio

Tous les jeunes qui ont achevé la scolarité obligatoire sont tenus, s'ils ne font pas d'apprentissage ni ne fréquentent d'école moyenne, de suivre des cours de perfectionnement à raison d'un jour par semaine pendant deux ans. (Biffer le reste de l'article)

Frau Uchtenhagen: Es tut mir leid, Sie noch strapazieren zu müssen, doch möchte ich Herrn Bundesrat Brugger einige Fragen stellen. Als die Anlehre konzipiert wurde – ich habe diese Papiere alle durchgesehen – hatte sie ein sehr schönes Ziel. Sie wollte den wirklich Schwachen eine Hilfe sein; sie war gedacht für Heimzöglinge, für Handicaperte, für Sonderschüler und für sehr schlechte Primarschüler. Es ist sicher unbestritten, dass es richtig ist, für diese Schwächsten unserer Gesellschaft etwas zu tun.

Leider haben sich unterdessen die Zeiten sehr geändert; es lässt sich nicht bestreiten, dass diese Anlehre sich nun sehr wahrscheinlich als Bumerang für unsere Jugendlichen erweisen wird, denn der Mangel an Lehrstellen führt dazu, dass beispielsweise schon heute in Zürich die Realschüler, wenn sie im Rechnen keine sehr gute Note haben, zum vorneherein in die Anlehre verwiesen werden, weil das eine einfachere, billigere Lehre ist.

Ich bin absolut überzeugt, dass das ein ganz schwerer Fehler ist. Letzten Endes wird auch die Wirtschaft davon nicht profitieren. Selbst wenn jemand später eine relativ einfache Tätigkeit ausübt, dürfte es sinnvoll sein, ihn eine einfache Lehre absolvieren zu lassen, beispielsweise eine zweijährige, wie sie in der Maschinenindustrie und andernorts durchgeführt wird. Er hat dann das Gefühl, eine Lehre absolviert zu haben, was ihm ein ganz anderes Selbstwertgefühl gibt.

Sehr viele Probleme, die wir in unserer Gesellschaft haben, entstehen gerade deshalb, weil die Menschen sich beeinträchtigt und zurückgesetzt fühlen, weil sie unzufrieden und unglücklich sind. Sehr wahrscheinlich spielt viel unbewusste Sabotage eine Rolle bei den Absenzen, Krankheiten usw. bei diesen Leuten, weil sie glauben, nie eine Chance gehabt zu haben. Wir müssen also verhindern, dass das Instrument der Anlehre, das zum Schutze der Schwachen gedacht war, sich nun gegen die mittleren, die nicht besonders guten Schüler richtet und damit ein neues «Reservoir» billiger, ungelerner oder angelernter Arbeitskräfte geschaffen wird.

An der Tagung in Sursee hat der Präsident des Baumeisterverbandes auch eine Ansprache gehalten; Leute, die die Politik nicht so gewöhnt sind, sagen die Dinge deutlich. Er hat uns nämlich erklärt: Die Gastarbeiter sind weg; es fehlen uns billige, ungelernete und angelernte Arbeitskräfte, wir brauchen nun diese Kategorie von Leuten.

Darum frage ich Herrn Bundesrat Brugger an, wie er das verhindern will. Was sieht das BIGA vor, damit dieses In-

strument der Anlehre, das ein so schönes Ziel hatte – das ich teile –, nicht missbraucht wird und nicht dazu führt, dass man Leute in eine solche Anlehre schiebt, die an und für sich imstande wären, eine normale Lehre zu absolvieren? Denn das würde der Gesellschaft und uns allen besser dienen.

Ich füge noch bei, dass mir bereits Konzepte und Reglemente – die jetzt erarbeitet worden sind – in die Hände gespielt wurden, die zeigen, dass die Arbeitsbedingungen, die man diesen «Anlehrlingen» offerieren will – höflich gesagt – sehr, sehr schlecht sind. Ich hätte nun gerne gehört, welches die Vorstellungen von Herrn Bundesrat Brugger sind, wie er sich in der heutigen Situation dazu stellt, und was das BIGA vorkehren will, damit dieses Instrument nicht missbraucht wird, sondern tatsächlich den Schwächsten dient.

M. Carobbio: Le problème que nous sommes en train de régler ici, celui de la formation des jeunes gens qui n'ont pas fait d'apprentissage ni poursuivi leur formation scolaire, est sûrement parmi les plus délicats que nous ayons à trancher. De sa solution dépend, à mon avis, en bonne partie, l'indication d'une volonté politique d'aborder les problèmes de la formation professionnelle dans une optique aussi sociale que possible. D'un côté, il y a l'exigence de réglementer la formation d'un groupe particulièrement défavorisé, notamment dans le cadre de la situation économique actuelle. De l'autre côté, il y a le danger de créer, à travers une telle réglementation, les bases juridiques permettant la mise à la disposition des entreprises d'une masse d'apprentis au rabais, d'une armée de semi-qualifiés à disposition des entreprises qui, comme le soulignait M. Viktor Moser, de l'Union syndicale suisse, dans un commentaire du projet de la loi professionnelle, seront très tentées alors, en temps de crise, de former moins de professionnels.

Si je puis croire à la bonne foi du Conseil fédéral qui, avec ses propositions à l'article 48, a probablement entendu résoudre le problème dans la première optique, je crains fortement que les solutions concrètes proposées ne débouchent, pour finir, sur la deuxième éventualité. Quelles sont, en effet, les principales critiques que l'on peut faire aux propositions qui nous sont soumises? Avant tout la réglementation proposée ne concerne pas tous les cas intéressés. Pratiquement, le Conseil fédéral nous propose, à l'alinéa 2, d'imposer aux parties la signature d'un contrat d'apprentissage après une année seulement de formation élémentaire. Le résultat sera de laisser une grande partie des jeunes en question sans protection. Deuxièmement, une fois de plus, l'accent n'est pas porté sur une éducation générale entendue comme aide à la vie et une formation générale adaptée aux capacités de ces jeunes. Or je crois que, même dans l'optique d'une réglementation de cette formation élémentaire, telle que nous la propose le Conseil fédéral, un tel choix ne peut pas être oublié. Au vu de ces lacunes et face à l'acuité du problème posé, dans l'idée que notre effort doit viser à créer des structures qui permettent à tous les jeunes, selon leurs capacités, de compléter leur formation générale et surtout pour éviter de créer une base juridique permettant la création d'une nouvelle catégorie d'apprentis – les semi-qualifiés –, nous sommes d'avis que la solution proposée par le Conseil fédéral ne peut pas être acceptée.

Reprenant une thèse déjà développée et soutenue par les représentants du Parti socialiste et des syndicats, soit au Conseil des Etats, soit en commission, nous préférons opter pour une solution qui introduit le principe selon lequel tous les jeunes gens ayant terminé leur scolarité obligatoire, et qui n'entreprendraient pas un apprentissage ou une école moyenne, ont l'obligation de suivre des cours de perfectionnement à raison d'un jour par semaine au moins, pendant deux ans. Je suis d'avis qu'une telle proposition, dont l'application pourrait être traitée dans le règlement, répond mieux à l'exigence d'assurer la forma-

tion de ce groupe de jeunes. Surtout, c'est un barrage bloquant la possibilité de former une masse d'apprentis au rabais. Je vous invite donc à appuyer ma proposition.

Flubacher: Ich bin mir bewusst, dass es nicht gerade erhehend ist, heute abend noch, wenn alle zum Nachtessen gehen möchten, ein paar Worte zu sagen. Aber ich habe zu einem mich sehr interessierenden Thema lange geschwiegen, und Sie erlauben mir vielleicht anfangs eine Bemerkung zu Herrn Renschler. Er hat es heute in meiner Abwesenheit – ich war gerade mit Schülern einer Berufsschulklasse unterwegs, von denen übrigens viele gegen seine Anträge stimmen würden, wenn sie dem Rate angehören würden – nicht verklemmen können, mich auch etwas persönlich anzuzünden. Ich habe sehr viel Verständnis für politischen Kampf. Ich kämpfe auch nicht so verbissen wie Herr Renschler. Es ist auch nicht gut. Aber ich möchte doch sagen: Herr Renschler hat mich als reaktionär bezeichnet. Herr Renschler, wenn ich ein reaktionär bin, sind Sie ein Superreaktionär. Das möchte ich hier feststellen. Damit wären wir ja wieder quitt.

Nun noch zwei, drei Bemerkungen zu Frau Uchtenhagen: Frau Uchtenhagen, Sie wissen, dass das nicht stimmt, dass je einmal der Baumeisterverband oder einer seiner Exponenten gesagt hat: Wir brauchen als Ersatz für die nicht mehr einreisenden Ausländer eine Anlehre. Wir brauchen eine Anlehre in verschiedenen Berufen für Leute, die nun einfach ohne diese Anlehre als Hilfsarbeiter ihr Leben fristen müssten. Da gibt es zum Beispiel im Bau sehr viele Möglichkeiten, und es kann einer nachher mit zunehmender Praxis dazu kommen, dass er in gewissen Sparten – es wird heute ja alles spezialisiert, auch bei uns – sogar zu Meisterleistungen fähig ist und dann auch fähig ist, einen ebensolchen Lohn zu erhalten wie derjenige, der eine dreijährige Lehre absolviert hat. Ich selbst habe mich auch zu dieser Anlehre durchringen müssen. Ich war ursprünglich der Meinung, man hätte sogar eher die bestehenden Lehren verlängern und nicht versuchen sollen, irgendeine Ausweichmöglichkeit zu finden. Aber wir stellen immer wieder fest, dass es so und so viele Lehrlinge auf dem Bau gibt, die schulisch einfach stranden. Sie kommen in der Berufsschule nicht nach. Dann sind sie ohne Beruf. Wenn es aber möglich ist, durch ein weniger anspruchsvolles Lehrprogramm diesen Leuten noch etwas zu vermitteln, tun wir ihnen doch einen sehr guten Dienst. Dass schlussendlich auch die Wirtschaft und unser Land davon profitieren, ist keine grosse Schande, glaube ich, Frau Uchtenhagen. Wir sind doch froh, dass in unserem Land die Kräfte so gut wie möglich zur Prosperität auch ihrer selbst herangezogen werden. Ich möchte hier nicht mehr weiter ausholen, sondern Sie bitten, nun dieser Anlehre zuzustimmen. Es ist nämlich keine Neuerung. Sie nehmen damit die Anlehre nur etwas in die Finger. Sie sorgen dafür, dass die Leute geschult werden; Anlehren gibt es ohnehin. Anlehrer: wird es immer geben; wenn Sie die gesetzliche Regelung ablehnen, haben wir keine Kontrollmöglichkeiten. Wenn wir eine Anlehre von mindestens einem Jahr ermöglichen, haben wir die Gelegenheit, diese Burschen auch noch zu schulen und ihnen auch noch etwas von dem mitzugeben, für das Sie sich heute doch so sehr eingesetzt haben, nämlich zusätzliche Bildung.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Zu den Fragen von Frau Uchtenhagen möchte ich mich nicht äussern, weil es sich nicht um Anträge handelt. Aber zum Antrag Carobbio muss ich sagen: Hierüber können wir gar nicht entscheiden. Fortbildungsschulen zu errichten ist Sache der Kantone und nicht des Bundes, und ich glaube kaum, dass ein einziger Kanton bereit ist, Fortbildungsschulen weiter zu führen oder neu zu errichten. Wir haben doch noch wirklich genug von jener Zeit, wo wir die jungen Leute mit Zwang in die Schule geholt haben.

Bundesrat Brugger: Ich habe mich immer darum bemüht, abweichende Meinungen zu verstehen. Meistens ist es mir

auch gelungen, dieses Verständnis aufzubringen. Aber die Opposition, die gewisse Exponenten der Sozialdemokratischen Partei und der Gewerkschaften gegen die Regelung dieser Anlehre machen, übersteigt nun einfach mein Begriffsvermögen. Sie stellten mir die Frage, was man machen könne, dass keine Missbräuche entstehen. Ich stelle fest, dass wir immer noch in einem relativ freien Land wohnen, wo es Sache des einzelnen oder des gesetzlichen Vertreters, der Eltern ist, sogar zu bestimmen, ob er arbeiten will oder ob er faulenzten und nichts tun will. Und wenn er arbeiten will, wo er arbeiten will, ob er vernünftigerweise in ein Lehrverhältnis eintritt oder ein weiteres Studium macht, oder ob er, wie das in der Hochkonjunktur vor allem der Fall war, einfach Geld verdienen will und nichts lernt. Wir hatten diese Situation ja ganz ausgeprägt während jener Jahre, wo es so leicht war, Geld zu verdienen, ohne dass man viel konnte und sich allzu sehr anstrengen musste. Das konnten wir auch nicht verhindern. Jetzt besteht die Gefahr, dass weniger Leistungsfähige eher die Schwierigkeit haben, eine gute Lehrstelle oder vielleicht die Lehrstelle ihres Traumberufes zu finden. Das wird mit sich bringen, dass vermutlich diese Anlehren als vorübergehender Ausweg wieder eine etwas grössere Rolle spielen könnten, aus einer gewissen Zwangslage heraus. Aber in allen diesen Situationen müssen wir davon ausgehen, dass es solche Anlehren gibt. Wir wissen nicht wieviele. Schätzungen, die gemacht worden sind, schwanken zwischen 5000 bis 8000 in der ganzen Schweiz. Das sind jedoch grobe Schätzungen. Diese Anlehren sind da, ob wir sie regeln oder nicht. Jetzt kommt der Punkt, wo ich nicht mehr mitkomme in Ihrer Argumentation: Ist es denn in einer solchen Situation nicht unsere Pflicht, diese Jugendlichen wenigstens einigermaßen zu schützen, vor allem dann, wenn diese Anlehren eine gewisse zeitliche Dauer aufweisen, ein Jahr oder mehr? Dass wir sie erstens schützen, indem wir vorschreiben, dass ein geregeltes Vertragsverhältnis da sein muss, das den Anlehrling schützt und zweitens, dass wir ihm die Möglichkeit eröffnen für einen gewissen Schulbesuch im Rahmen der bestehenden Berufsschulen? Wir können nicht direkt verhindern, dass solche Anlehren gemacht und dass sie vielleicht noch attraktiver werden – das gebe ich zu. Aber ich habe heute morgen gesagt: Helfen Sie mit, damit die Ausbildungsbereitschaft unserer Wirtschaft erhalten oder noch gestärkt werden kann. Wir müssen etwas anbieten, gerade um diese Anlehren nicht allzu zahlreich werden zu lassen. Ich hätte es begrüsst, wenn Sie mich in einen oder andern Punkt bei diesem Bestreben, die Ausbildungsbereitschaft zu erhalten, etwas nachhaltiger unterstützt hätten.

Das Zweite, was wir machen können, Frau Uchtenhagen – und dazu haben wir uns bereit erklärt (das hat ja sogar in Ihrer Formulierung seinen Niederschlag gefunden) – ist, dass wir wenigstens bei den jungen Leuten, welche die Voraussetzungen mitbringen, den Uebertritt in eine Normallehre erleichtern, auch wenn sie ihre Laufbahn mit einer Anlehre beginnen. Das ist unter Umständen ein Fall, der gar nicht so selten sein wird, weil wir doch immer wieder feststellen, dass die Leistungsfähigkeit eines jungen Menschen sehr stark von seinem Alter abhängig sein kann, und dass wir immer sehr viele junge Leute haben, die mit 15 Jahren noch nicht fähig sind, eine Lehre zu beginnen, dies jedoch mit 17 oder 18 Jahren tun können. Ich hoffe, Ihre Frage damit beantwortet zu haben.

Der Antrag von Herrn Carobbio ist die Wiederaufnahme eines Antrages in vereinfachter Form, wie er grossmehheitlich in der Kommission abgelehnt worden ist. Es geht um nicht mehr und nicht weniger als um die Einführung der alten Fortbildungsschule, die einige Kantone obligatorisch, andere fakultativ hatten. Es handelt sich um Fortbildungsschulen, die fast überall wieder verschwunden sind, für Leute, die in keiner Mittelschule sind, keine Berufsschule, auch keine landwirtschaftliche Berufsschule, besuchen können, und denen man noch eine gewisse Ausbildungsmöglichkeit geben wollte. Die Geschichte dieser Fortbildungsschule ist nicht glorios. Ich selber habe ein-

mal aushilfsweise in einer solchen Schule unterrichtet. Der Unterricht war eine schwere Last, denn er richtet sich an Schüler, die einfach nicht mehr aufnahmefähig und auch nicht lernbegierig sind, und denen das Bildungserlebnis ein Fremdwort bedeutet. Diese Schulen sind mehr oder weniger wieder verschwunden. Jetzt will man sie wieder einführen, und zwar im Rahmen des eidgenössischen Berufsbildungsgesetzes. Dazu haben wir die verfassungsmässige Grundlage gar nicht, denn das hat natürlich mit Berufsausbildung im engeren Sinne nicht mehr zu tun, sondern das ist der Schulunterricht der erweiterten Volksschule, der bekanntlich in der Kompetenz der Kantone liegt. Wir müssen also Ihren Antrag ausser aus den sachlichen vor allem auch aus verfassungsmässigen Gründen ablehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission
Für den Antrag Carobbio

85 Stimmen
7 Stimmen

Art. 49–55

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 49 à 55

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 19.50 Uhr

La séance est levée à 19 h 50

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.12.1977 - 16:30
Date	
Data	
Seite	1615-1633
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 212

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Elfte Sitzung – Onzième séance

Mittwoch, 14. Dezember 1977, Vormittag
Mercredi 14 décembre 1977, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bussey

Glückwunsch – Félicitations

Le président: Notre excellent collègue, Paul Wagner, fête aujourd'hui ses 60 ans (*Applaudissements*). Nous lui adressons nos souhaits d'heureux anniversaire ainsi que les vœux du Parlement.

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz
Formation professionnelle. Loi

Fortsetzung – Suite

Fortsetzung siehe Seite 1615 hiervoor
 Suite voir page 1615 ci-devant

Art. 56

Antrag der Kommission

Abs. 1

Wer die Berufsprüfung oder die höhere Fachprüfung nicht bestanden hat, wird frühestens nach einem Jahr nochmals zur Prüfung zugelassen. Wird auch die zweite Prüfung nicht bestanden, so wird der Bewerber frühestens nach Ablauf von drei Jahren seit der ersten Prüfung zu einer dritten und letzten Prüfung zugelassen.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 56

Proposition de la commission

Al. 1

Celui qui a échoué à l'examen professionnel ou à l'examen professionnel supérieur est admis à se représenter une année après au plus tôt. En cas d'échec la deuxième fois, le candidat est admis à se présenter une troisième et dernière fois trois ans après le premier examen au plus tôt.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Adopté

Art. 57

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Adopté

Art. 58

Antrag der Kommission

Abs. 1 und 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Nach Entwurf des Bundesrates

Antrag Rüegg

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 58

Proposition de la commission

Al. 1 et 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

Selon le projet du Conseil fédéral

Proposition Rüegg

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Rüegg: Ich möchte Ihnen beantragen, der Fassung des Ständerates zuzustimmen. Diese bringt klar zum Ausdruck, dass wir Hochschulabsolventen haben, die sich Diplomingenieure nennen, und dass wir HTL-Absolventen haben, die sich als Ingenieur HTL bezeichnen dürfen. Wir sollten nicht auf der politischen Ebene den akademischen Grad und den Abschluss einer HTL-Ausbildung zu verwischen suchen, indem wir zulassen, dass HTL-Absolventen den Titel Dipl. Ing. HTL oder Dipl. Arch. HTL tragen. Sowohl der SIA wie die Vereinigung der ehemaligen Studierenden an der ETH sind sich mit den Hochschulbehörden einig, dass eine klare Unterscheidung der Schultitel zwischen ETH- und HTL-Absolventen bestehen muss. Die Formulierung des Ständerates verhindert, dass auf dem Wege eines Abschlussdiplomes eine Verwechslung in der Bezeichnung besteht. Auch im Ausland wird der klare Unterschied zwischen der Hochschulausbildung und der Ausbildung an einer Höheren Technischen Lehranstalt in der Bezeichnung zum Ausdruck gebracht. Ich verweise auf Deutschland, wo wir zwischen dem Dipl. Ing. und dem Ing.-Grad. unterscheiden, oder auf Oesterreich, wo wir den Diplom-Ingenieur und den Ingenieur kennen.

Nach meiner Beurteilung ist der Bundesrat mit seiner Fassung einer klaren Stellungnahme ausgewichen und überlässt die Titelfrage der Zukunft. Wir sollten aber bei dieser Revision den Mut aufbringen, diese leidige Titelfrage einmal eindeutig zu regeln. Wenn der Bund zulässt, dass den Absolventen der Höheren Technischen Lehranstalten nach bestandener Abschlussprüfung ein Diplom ausgestellt wird, so werden sie sich mit Recht Dipl. Ing. HTL und nicht Ing. HTL nennen, und gegen diese Bezeichnung wehren sich die jungen Hochschulabsolventen mit gutem Recht. Herr Kollega Flubacher – ein besonderer Freund der Akademiker! – hat sich in der Kommission sehr temperamentvoll für eine Gleichstellung mit den Hochschulabsolventen eingesetzt, mit dem Hinweis, dass in der Praxis nur ein geringer Unterschied zwischen Hochschul- und HTL-Absolventen bestehe. Dies mag in vielen Fällen zutreffen, und es wird auch Absolventen der höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen geben, die den an den Hochschulen ausgebildeten Oekonomen durchaus ebenbürtig sind. Es geht aber hier nicht um Bewährung und Aufstiegsmöglichkeiten in der Praxis – denn in der Marktwirtschaft wird sich der Tüchtige durchsetzen –, sondern um den Titel, den ein Absolvent nach Verlassen der Ausbildungsstätte tragen darf. Ich verstehe nicht recht, warum man im Zeitalter der Transparenz diese Unterscheidung nicht vornehmen will.

Dass der Schweizerische Technische Verband anstrebt, den Absolventen der Höheren Technischen Lehranstalten den Titel Dipl. Ing. HTL zu verleihen, geht aus einer Zusage hervor, die wir vor einigen Tagen erhalten haben. Darin wird ausgeführt, dass sich zugunsten des Titels Ing. HTL oder Dipl. Ing. HTL neben den Konferenzen der Direktoren der Tages- und Abend-HTL eine Reihe von Organisationen aussprechen würden.

Nachdem der Bund schon teure eigene Hochschulen in Zürich und Lausanne unterhält, sollte er auch bereit sein, die Titel der Absolventen zu schützen. Ich ersuche Sie, der Fassung des Ständerates zuzustimmen und damit diesem unerfreulichen Titelstreit ein Ende zu setzen.

Bürer: Ich teile die Auffassung von Herrn Rüegg insofern, als es mühsam ist, heute auf diese leidige Titelfrage zurückzukommen. Leider haben aber gewisse Kreise in der Öffentlichkeit sich wieder stark engagiert und Ihnen verschiedene Schriften ins Haus schicken lassen.

Vorerst die Feststellung, dass erfreulicherweise mit dem neuen Gesetz die seinerzeitige «Missgeburt» des Ingenieur-Technikers HTL fallen gelassen wird. Sie war nie lebensfähig, und es muss ihr deshalb auch nicht nachgetrauert werden. Die Bezeichnung des Ingenieur HTL wird heute von allen Kreisen anerkannt. Ich brauche hier kaum nochmals auf den differenzierten Werdegang des Ingenieur ETH und des Ingenieur HTL hinzuweisen: auf der einen Seite Matura und vier Jahre Hochschule, auf der anderen Seite Berufslehre – heute meist mit BMS – und dann drei bis vier Jahre Ingenieurschule. Es ist nun aber nach meiner Ansicht unwürdig und sinnlos, die beiden Ausbildungstypen gegeneinander ausspielen zu wollen. Beide sind heute unbedingt notwendig. Es gibt keine gegenseitige Konkurrenz, sondern eine gegenseitige Ergänzung. Wenn der ETH-Ingenieur mit grösserer Allgemeinbildung eher der Wissenschaft und Forschung zustrebt, ist der HTL-Ingenieur der praxisbezogene Verwirklichter der Forschung; er versteht und vermittelt die Sprache des Wissenschafters. Ein Blick auf die Ausbildungszeiten ist recht interessant. Wenn einer eine Lehre absolviert und dazu die BMS besucht, so hat er in 40 Unterrichtswochen 16 Stunden, das gibt 640 Unterrichtsstunden im Jahr; bei der Mittelschule in 40 Unterrichtswochen 36 Lektionen in der Woche, gibt ein Total von 1440 Unterrichtsstunden im Jahr. An der Ingenieurschule – ich habe hier das Beispiel der staatlichen Ingenieurschule von Buchs – besucht der Student 43 Unterrichtswochen, gibt ein Total von 1720 Unterrichtsstunden im Jahr. An der ETH werden in 29 Unterrichtswochen 870 Pflichtstundenzahl im Jahr erteilt. Ich bin mir bewusst, dass es sich hier nur um die Pflichtstunden handelt. Damit will ich lediglich festhalten, dass die Ausbildung des Ingenieurs HTL sehr arbeitsintensiv ist; ich will in keiner Weise eine Bewertung vornehmen.

Leider hat nun die ständerätliche Kommission in bester Absicht, den HTL-Absolventen ein eidgenössisch anerkanntes Diplom zuzuerkennen, den «Titel-Hasen» wieder aufgescheucht. Der Ständerat hat aber das Diplom in «Ausweis» umbenannt, und das scheint mir wirklich eine unannehmbare Lösung zu sein. Es ist doch widersinnig, auf der einen Seite den Ingenieur HTL aufwerten zu wollen, indem man den Ingenieur-Techniker umbenannt, auf der anderen Seite aber das Diplom durch einen Ausweis ersetzen zu wollen. Wir wollen doch sicher keine «ausgewiesenen» Ingenieure.

Die weltweite Anerkennung des an der ETH diplomierten Ingenieurs ist unbestritten. Er hat seinen Platz in Wirtschaft und Gesellschaft, der ihm von niemandem streitig gemacht wird. Es wird zwar immer wieder darauf hingewiesen, dass vor allem im Ausland Verwechslungen zwischen ETH und HTL eintreten könnten. Wer schon einen qualifizierten Mitarbeiter einstellen will, ist sich über die Ausbildung in den beiden Schultypen und ihre Benennung eindeutig im klaren. Ich empfehle Ihnen aber, dem Antrag Rüegg, der sich dem Ständerat anschliessen will, nicht zu folgen; dies um so mehr, als auch die Formulierung im

Beschluss des Ständerates nach meiner Ansicht nicht voll befriedigt, und zwar aus folgenden Gründen:

1. Eine vom Bund anerkannte HTL – also Ingenieurschule – kann doch sicher auch ein Diplom ausstellen, das eidgenössisch anerkannt ist. Deshalb ist hier der Nachsatz des Ständerates nicht notwendig.

2. Die Formulierung «von der kantonalen Behörde ausgestellter Ausweis» trifft ebenfalls nicht in jedem Falle zu. Es gibt interkantonale und interstaatliche Ingenieurschulen, deren Diplom die Trägerschaft und nicht ein Kanton ausstellt.

Abschliessend halte ich fest, dass mit der durchaus berechtigten Korrektur in Richtung Ingenieur HTL ein bedeutender Schritt für die richtige Einstufung im Ausland getan wird. Sie wird aber wieder zunichte gemacht mit der Abschaffung des Diploms. Aus Gründen der Objektivität, der Loyalität und der so notwendigen Zusammenarbeit in den technischen Berufen empfehle ich Ihnen, der Kommission und damit dem Bundesrat zu folgen.

Rothen: Ich will nicht mehr weit ausholen, da das Wesentliche bereits gesagt worden ist. – Die Situation ist tatsächlich so, dass zwischen ETH und HTL keine Konkurrenz besteht oder bestehen darf. Es bleibt zu beachten, dass sich diese beiden Schulen ergänzen; beide bilden Ingenieure aus, nicht Techniker, nicht Ingenieur-Techniker im Sinne der heute weltweit üblichen Terminologie.

Es ist darauf aufmerksam zu machen im Zusammenhang mit den HTL-Absolventen, dass man im Ausland unter einem Ingenieur-Techniker etwas ganz anderes versteht als in der Schweiz. Mit dieser anderen, im Ausland üblichen Auffassung ist eindeutig eine Diskriminierung unserer HTL-Absolventen verbunden. Diese Diskriminierung kann im Sinne der bundesrätlichen Fassung korrigiert werden.

Noch kurz zur Diplomfrage. Gemäss Artikel 54 des Gesetzes erhält, wer eine höhere Fachprüfung bestanden hat, ein Diplom. Nun würde es einer weiteren Diskriminierung der HTL-Absolventen gleichkommen, wenn sie nur einen Ausweis statt – wie bis anhin – ein Diplom erhalten sollten. Zudem könnte der Bund wohl kaum veranlassen, dass die Ingenieurschulen nur noch Ausweise und nicht mehr wie bisher Diplome abgeben. Ich möchte Ihnen deshalb ebenfalls empfehlen, den Antrag Rüegg abzulehnen und im Sinne der Fassung von Bundesrat und Kommission zu entscheiden.

Ich mache noch darauf aufmerksam, dass diese Lösung auch befürwortet wird durch die Direktorenkonferenz gewerblicher Berufs- und Fachschulen, durch den Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeberorganisationen, durch den Schweizerischen Gewerkschaftsbund sowie sämtliche elf Kantone, die sich zu dieser Frage geäußert haben. Von den Parteien haben sich die Christlichdemokratische Volkspartei, die Schweizerische Volkspartei, der Landesring der Unabhängigen und die Liberaldemokratische Union für eine Anpassung des Titels im Sinne der Wünsche der HTL-Absolventen und damit im Sinne der bundesrätlichen Fassung ausgesprochen. Ich möchte Sie ebenfalls bitten, so zu entscheiden.

Canonica: Wenn ich zu Artikel 58 des vorliegenden Gesetzesentwurfes das Wort ergreife, so vor allem deshalb, weil die Beratungen in der kleinen Kammer zu einer formell wohl nur kleinen, inhaltlich aber schwerwiegenden Differenz gegenüber der Vorlage des Bundesrates geführt haben.

Im vorgeschlagenen Artikel 58 soll in Absatz 3 die Titelfrage für die Absolventen der Ingenieurschulen neu geregelt werden, indem statt der heutigen offiziellen Fassung «Ingenieur-Techniker HTL» neu der Titel «Ingenieur HTL» verwendet werden soll. Diese Aenderung wird von niemandem ernsthaft bestritten, konnte man doch vor allem im deutschen Sprachgebrauch feststellen, dass sich die Bezeichnungen «Ingenieur-Techniker HTL» und «Architekt-

Techniker HTL» trotz offiziellem Segen des noch gültigen Berufsbildungsgesetzes von 1963 absolut nicht eingebürgert haben.

In den Beratungen des Ständerates wurde diese Tatsache denn auch voll anerkannt und die Auffassung des Bundesrates bestätigt. Hingegen – und darin liegt die Differenz – vertritt man im Ständerat die Meinung, die HTL-Absolventen sollten zukünftig nach Studienabschluss lediglich noch einen Ausweis, statt wie bisher üblich ein Diplom, erhalten! An und für sich könnte man sagen, ob Ausweis oder Diplom, das spiele keine grosse Rolle, wichtig sei doch in erster Linie ein Dokument, das den erfolgreichen Studienabschluss bescheinige. Dem wäre auch so, wenn nicht die Kreise vor allem um die Trägerorganisationen des REG (Stiftung der Schweizerischen Register der Ingenieure, der Architekten, der Ingenieur-Techniker, der Architekt-Techniker und der Techniker) ganz andere Absichten damit verfolgen würden. Ihnen geht es mit dieser Formulierung einzig darum, über eine Hintertüre Einfluss zu nehmen auf die freie Berufsausübung vor allem bei Bauingenieuren und Architekten.

Wie ernst diese Absichten zu nehmen sind, mögen folgende Beispiele zeigen:

– Seitens des REG ist man der Auffassung, dass nur Hochschulabsolventen, d. h. A-REG-Mitglieder, die Sicherheit von Bauten gewährleisten könnten und deshalb nur diese zur Einreichung von Baugesuchen berechtigt seien; und es wird versucht, diese Auffassung direkt oder indirekt überall in der Gesetzgebung zu verankern; so im vergangenen Jahr zum Beispiel durch eine Motion Favre im Berner Grossen Rat, mit welcher die Aufnahme dieser Bestimmung in das bernische Baugesetz verlangt wurde.

– Geradezu groteske Blüten treibt der ständische Protektionismus der gleichen Kreise bei der mit staatlicher Unterstützung gegründeten «Interessengemeinschaft exportierender Projektierungsbüros» (IGe-P); ist diese doch nicht bereit HTL-Absolventen aufzunehmen, die nicht Mitglied der Standesorganisation SIA oder der privatrechtlichen Stiftung der Register (REG) sind. Im Klartext bedeutet dies nichts anderes, als dass den HTL-Ingenieuren die Befähigung, Auslandaufträge zu übernehmen, abgesprochen wird.

Keinesfalls aber darf es so sein, dass in das neue Berufsbildungsgesetz Bestimmungen eingeschmuggelt werden (wie dies schon im Ständerat geschehen ist), die auch in die Berufsausübung eingreifen. Das neue Gesetz kann niemals die Aufgabe haben, einseitig Standesinteressen zu schützen, sondern es hat den tatsächlichen Gegebenheiten im täglichen Leben Rechnung zu tragen.

Ein Blick in die Praxis, in die tatsächlichen Verhältnisse in den Betrieben, zeigt denn auch sehr deutlich, dass es für den Aufstieg in verantwortungsvolle Positionen kaum von Bedeutung ist, ob ein Ingenieur sein Diplom an einer HTL oder an der ETH erworben hat. Vielmehr ist es so, dass der Anteil der HTL-Absolventen, die gemäss Volkszählung der Gruppe Unternehmer, Direktoren und Geschäftsführer zugehören, gemessen am Gesamtbestand an Ingenieuren der betreffenden Wirtschaftszweige bedeutend grösser ist als der Anteil ihrer ETH-Kollegen.

Auch konnte in der aktuellen wirtschaftlichen Situation keine Veränderung von HTL-Ingenieuren durch ETH-Ingenieure beobachtet werden. Die Untersuchungen des BIGA zeigen vielmehr auch hier die deutlich bessere Stellung der HTL-Absolventen, liegt doch bei Ihnen die Arbeitslosigkeit nur 150 Prozent über dem Landesdurchschnitt, während es für die ETH-Ingenieure immerhin 450 Prozent über dem Durchschnitt sind.

Dieser Blick in die wirtschaftliche Praxis gibt zu zwei Feststellungen Anlass:

1. Die HTL-Ausbildung ist eine echte Alternative zur ETH-Ausbildung. Alle Unterscheidungsdiskussionen zwischen akademischer Ausbildung und Ausbildung an einer HTL sind deshalb im wahrsten Sinne des Wortes akademisch – nämlich müssig!

2. Es lassen sich kaum Kriterien finden, die es erlauben würden, die eine Ingenieurgruppe der anderen überzuordnen; in solchen Bemühungen ist wenig Sinn zu erblicken!

Ich bitte Sie deshalb, die bundesrätliche Fassung des Artikels 57 voll und ganz zu unterstützen!

Kloter: Es ist ausserordentlich bedauerlich, dass durch den Antrag Rüegg diese Diskussion jetzt wiederum erneut und zum x-ten Male ausgelöst wird. Ich hatte die Hoffnung bei der Beratung des Berufsbildungsgesetzes, dass die Titelfrage doch nun mit diesem Gesetz endgültig und abschliessend gelöst sei. Und nun wird sie erneut in Frage und zur Diskussion gestellt. Herr Rüegg behauptet an dieser Stelle, dass dann, wenn wir dem Antrage der Kommission und des Bundesrates folgen, die Titelfrage erneut im Raum stehe und immer wieder zu neuen Diskussionen Anlass geben werde. Demgegenüber stelle ich fest, dass mit seinem Antrag der ewige Zwist aufrechterhalten bleiben wird, und die Titelfrage wiederum nicht befriedigend gelöst sein wird. Sie wird so gelöst sein gemäss Antrag Rüegg wie bisher, dass man sich über die gesetzlichen Vorschriften hinwegsetzt und ganz unbekümmert den Titel braucht, der vom Bundesrat und von der Kommissionmehrheit vorgeschlagen wird. Herr Rüegg hat ausgeführt, warum er seinen Antrag in dieser Form stellt. Er möchte verhindern, dass die HTL-Absolventen dann, wenn der Titel Ingenieur HTL durch das Gesetz abgedeckt wird und sie gleichzeitig ein Diplom erhalten, den Dipl. Ing. HTL gebrauchen werden. Ich widerspreche ihm nicht. Es wird so laufen. Ich glaube nicht, dass es fair wäre, eine andere Behauptung in den Raum zustellen. Um dieser Gefahr – wenn überhaupt von einer Gefahr in dieser Sache gesprochen werden kann – zu begegnen: der Antrag Rüegg! Man will das Problem dadurch lösen, dass man das bisher ausgegebene Diplom durch einen Ausweis ersetzt.

Der Direktor des BIGA hat zu Recht in der Kommission festgehalten, dass auch ein Diplom ein Ausweis sei. Aber das Wort Diplom dürfte nicht mehr Verwendung finden, es müsste durch Ausweis ersetzt werden. – Es stellt sich in diesem Zusammenhang zuerst die Frage, wie dieser Antrag korrespondieren würde mit dem bereits genehmigten Artikel 54. In diesem Artikel 54 wird ausgeführt unter dem Haupttitel «Berufsprüfungen und höhere Fachprüfungen» im Abschnitt 1 «Wer die Berufsprüfung bestanden hat, erhält einen Fachausweis»; im Abschnitt 2: «Wer die höhere Fachprüfung bestanden hat, erhält ein Diplom.»

Nun soll also gemäss Antrag Rüegg der Abschluss eines HTL-Studiums nicht mehr zu einer höheren Fachprüfung gezählt werden, wo das Diplom im Gesetz versprochen wird, sondern das Studium soll deklassiert werden auf die Stufe der Berufsprüfung. Das scheint mir nicht angängig und ein Widerspruch zum Artikel 54 zu sein.

Wie ist heute der Tatbestand? Herr Canonica hat darüber Ausführungen zum Teil gemacht. Heute erhalten die HTL-Studenten ein vom BIGA anerkanntes kantonales Diplom. Das BIGA hat in seiner Vernehmlassung sogar vorgeschlagen, dieses kantonale Diplom durch ein eidgenössisches Diplom abzulösen. Und erst das vielleicht doch allzu stark superioritär denkende Technikum Winterthur hat diesen Vorschlag abgelehnt, und darum ist er nicht aufgenommen worden.

Ich halte also fest: Wenn wir dem Antrag der Mehrheit zustimmen, werden zukünftig – das muss ehrlicherweise zugegeben werden – diese HTL-Absolventen sich als diplomierte Ingenieure HTL bezeichnen. Das darf nicht bestritten werden, und zwar besonders dann, wenn sie mit dem Diplom ausgerüstet sind. Sie werden ja heute schon mit einem Diplom ausgerüstet. Demgegenüber werden die Absolventen der ETH sich als diplomierte Ingenieure ETH bezeichnen. Nun frage ich Sie, und ganz besonders diejenigen, die die Hintergründe kennen, ob nicht diese Differenzierung bereits voll und gültig aussagt, wer der Betreffende ist.

Es kommt in diesem Antrag Rüegg ein zünftisches Denken wiederum zum Vorschein, das für mich unverständlich ist. Ich kann nicht verstehen, dass man auch heute noch – in der heutigen Industriegesellschaft – derartige zünftische Vorschläge unterbreiten kann. Man muss sich sogar fragen: Wo kommt da die hohe Bildung zum Ausdruck, dass seit Jahrzehnten an dieser Titelfrage sich die Gemüter in dieser Art und Weise ereifern. Spielt das nun wirklich eine derartige gewaltige Rolle, dass nur noch diese drei letzten Buchstaben die Differenz aufzeigen sollen. Derjenige, der einen Ingenieur anstellt, weiss ganz genau, was ein Absolvent ETH und ein Absolvent HTL ist. Darum vestehe ich diese Anträge und diesen Streit nicht mehr. Er ist mir so fremd in der Geisteshaltung wie die Diskussion um den Kanton Jura. Ich verstehe diese Denkensart nicht mehr und möchte Ihnen darum – um diesen Streit nun endlich einmal aus der Welt zu schaffen – beantragen, dem Antrag der Kommission und des Bundesrates zu folgen. (Beifall auf der Tribüne)

Albrecht: Ich bitte Sie ebenfalls, der Kommissionsmehrheit und damit der Fassung des Bundesrates zuzustimmen und den Antrag unseres Kollegen Rüegg abzulehnen. Bekanntlich werden den Studenten der Höheren Technischen Lehranstalten nach erfolgreich bestandener Diplomprüfung Diplome ausgehändigt. Es handelt sich dabei um eine Praxis, die sich seit Jahren bewährt hat. Nach meinem Dafürhalten ist es mehr als befremdend, wenn man in einem modernen Berufsbildungsgesetz Rückschritte proponiert, indem man statt eines Diploms lediglich einen Ausweis zu verabreichen vorschlägt. Wir kennen eidgenössisch diplomierte Coiffeurmeister usw. HTL-Ingenieure dagegen sollen sich mit einem Ausweis begnügen. Die Bezeichnungen Dipl. Ing. ETH und Ingenieur HTL haben sich in unserem Lande eingebürgert, so dass man keine besonderen Diskriminierungen vornehmen muss, wie dies Kollega Canonica bereits festgestellt hat.

Ich bitte Sie sehr, den Antrag Rüegg abzulehnen.

Flubacher: Da es in letzter Zeit zum Brauch gehört, dass ich in diesem Rat täglich zitiert werde, muss ich doch noch etwas zu dieser Angelegenheit «Titelfrage» sagen. Ich muss hier in aller Offenheit feststellen, dass ich den Hut ziehe vor jedem ETH-Absolventen, der nicht nur am Rande so durch das Studium geschlichen ist, sondern am Schluss mit seiner Diplomarbeit eine Meisterleistung vollbracht. Ich muss Ihnen aber sagen: Wenn man solche Diplomarbeiten von Spitzenleuten der Höheren Technischen Lehranstalten mit jenen der ETH vergleicht, sieht man keinen sehr grossen Unterschied. Sie sehen also, dass es auf den Einsatzwillen dieser Leute ankommt und nicht unbedingt auf die Schule. Ich persönlich möchte den Unterschied zwischen ETH-Absolventen und HTL-Absolventen klar sehen. Wer Aufträge zu vergeben hat, kennt auch diesen Unterschied, ebenso der Personalchef eines Unternehmens, der einen Ingenieur anstellen muss. Unsere Schulen beider Richtungen (HTL und ETH) haben in der Welt einen sehr guten Ruf. Ich bin der Auffassung, dass einem ETH-Absolventen absolut nichts von seiner Ehre abgeht, wenn er es zulässt, dass der Absolvent einer Höheren Technischen Lehranstalt sich «Ingenieur HTL» nennen darf und nach seiner Diplomarbeit auch ein Diplom und nicht bloss einen Ausweis erhält. Ich habe einmal einen Nothelferkurs besucht – und dann ebenfalls einen Ausweis bekommen. Ich sage dies nur, um festzustellen, auf was für Ebenen Ausweise abgegeben werden.

Es wäre ein Rückschritt, wenn wir dem Ständerat und dem Antrag unseres Kollegen Rüegg folgten. Herr Rüegg hat mich zitiert. Ich möchte dazu sagen: Es zeugt für die gute Qualität unserer ETH-Absolventen, dass sie gerade unseren Kollegen Rüegg ins Feuer geschickt haben, der es mit seiner Sachlichkeit versteht, uns einzulullen. Herr Rüegg hat mir vorgehalten, ich sei nicht gerade Freund der Akademiker. Das ist eine Unterschlebung. Das einzige, was

ich jemals gegen einen Akademiker gesagt habe, war eine Aussage in diesem Saal. Ich habe einmal einen Volkswirtschaftler, der sehr viel gesprochen hat, hier etwas angegriffen. Angesichts dieser Tatsache sollten Sie sich nun nicht alle solidarisch hinter diese Leute stellen. – Ich wenigstens trete heute noch aussen auf, was der St. Galler Professor kaum mehr tut.

Ich glaube, was man hier wieder einführen will, hat doch etwas mit Standesdünkel zu tun. Nach Gesprächen mit vielen Absolventen unserer Technischen Hochschulen bin ich überzeugt, dass sie das gar nicht wollen. In der Kommission habe ich einen Antrag eingereicht, wonach sich HTL-Absolventen Dipl. Ing. HTL nennen dürfen. Nach eingehender Aussprache habe ich diesen Antrag zugunsten des Antrages Bürer zurückgezogen. Ich bitte Sie, diese Titelfrage nun nicht noch weiter zu verwässern und den Absolventen der Höheren Technischen Lehranstalten das zu geben, was ihnen zusteht, wenn sie mit Erfolg abgeschlossen haben, nämlich ein Diplom.

M. Spezziali, rapporteur: Tous ceux qui ont pris la parole, ce matin, l'ont très bien fait, mais ils ont dit tout à fait la même chose. MM. Albrecht, Kloter, Rothen, Bürer, Canonica et même Flubacher, si j'ai bien compris, sont pour la formulation du Conseil fédéral qui est très claire et qui ne crée pas de confusions. On a longtemps discuté à la commission de cette question de diplômes (Ausweis), brevet, en italien «diploma» et «brevetto». Je ne sais pas quelle différence existe entre ces termes; en tout cas, en italien, il n'y en a pas; c'est un peu disputer du sexe des anges, alors qu'en allemand on me dit que la différence est assez sensible.

Je crois que l'explication qui nous a été donnée, surtout par M. Canonica, a été très convaincante. Pour les étudiants des écoles techniques supérieures, on a déjà fait un pas en avant assez net. Dans la proposition du Conseil fédéral, ils sont autorisés à se nommer «ingénieurs ETS»; c'est une conquête qui est du reste assez récente, de même qu'«architectes ETS», ce qu'on appelle, au Tessin, «ingenieri scula tecnica superiore». Or on veut encore ajouter un diplôme et on a eu, au Conseil des Etats, une drôle de guerre entre diplômes et brevets. Pour finir, on en est resté au brevet (Ausweis); c'est la proposition de notre collègue Rüegg.

Je crois que vous serez assez sages, pour la clarté des titres et pour laisser, en faveur de ceux qui font des études aux écoles polytechniques fédérales, subsister une différence entre ces derniers et ceux qui suivent l'enseignement des écoles techniques supérieures, et d'en revenir carrément à la formulation du Conseil fédéral.

C'est dans ce sens que je vous demande, au nom de la commission, de rejeter la proposition Rüegg et de voter la formulation du Conseil fédéral.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Bei der Debatte in der nationalrätlichen Kommission ging es nicht um den Ausdruck «Ingenieur», auch nicht um den Ausdruck «HTL» oder «ETH». Die Aussprache drehte sich vielmehr ausschliesslich um die Begriffe «Ausweis» oder «Diplom». Mit 14 gegen 7 Stimmen hat die Kommission dann beschlossen, dem Bundesrat zuzustimmen, also weder das Wort Ausweis noch das Wort Diplom zu gebrauchen, und zwar mit folgender Begründung:

Wenn sich der Absolvent einer Höheren Technischen Lehranstalt Ingenieur HTL nennen kann, ist er gegenüber einem Ausländer mit gleicher Ausbildung nicht benachteiligt. Der Vorschlag des Bundesrates scheint uns zudem eine flexiblere Lösung darzustellen. Drittens ist zu bemerken, dass die höheren Fachprüfungen in der Schweiz, die nun berufsbegleitend sind, ein Diplom erhalten. Die erfolgreichen Kandidaten einer Berufsprüfung hingegen erwerben nur einen Ausweis.

Die Kommission erachtet somit die Lösung des Bundesrates, also weder Diplom noch Ausweis nennen, als richtig.

Bundesrat Brugger: Der Titelkrieg ist tot – es lebe der Titelstreit! Ich habe schon im Ständerat gesagt: Sorgen haben wir in diesem Lande!

Viel weniger als das Wort «Ausweis» oder «Diplom» fällt der Umstand ins Gewicht, dass eine eidgenössische Anerkennung ausgesprochen wird. Das hat einen realen Hintergrund, weil heute viele Absolventen unserer Höheren Technischen Lehranstalten gezwungen sind, ihre Tätigkeit im Ausland zu suchen. Wenn sie hinsichtlich ihres Bildungsstandes konkurrenzfähig sein wollen, ist eine eidgenössische Anerkennung ihres Ausweises notwendig und nicht nur eine kantonale, weil offenbar das Gewicht einer eidgenössischen Anerkennung im Ausland grösser ist als das einer regionalen. Worin besteht diese Anerkennung? Das kantonale oder interkantonale Diplom oder der kantonale oder interkantonale Ausweis werden anerkannt, weil sie von einer Schule ausgestellt werden, welche die Voraussetzungen für eine Höhere Technische Lehranstalt erfüllt. Auch nach der Fassung des Bundesrates gibt es weder ein eidgenössisches Diplom noch einen eidgenössischen Ausweis. In diesem Sinne wollen wir die eidgenössische Anerkennung handhaben. Zudem glaube ich, dass die bundesrätliche Fassung durchaus den Bedürfnissen entspricht. Ich muss mich aber gegen das wenden, was Herr Kloter dargelegt hat. Es ist natürlich schon eine etwas merkwürdige «Aufforderung zum Tanz», wenn man zum voraus annimmt, die im Gesetz festgelegte Bestimmung in bezug auf den Titel «Ingenieur HTL» oder «Architekt HTL» werde von den Trägern dieses Titels nicht eingehalten, indem sie einfach das Wort «Dipl.» dem Titel voranstellen. Ich habe etwas mehr Vertrauen in den Sinn für Recht und Gesetz bei den Absolventen unserer Höheren Technischen Lehranstalten, abgesehen davon, dass im Falle einer Titelverletzung natürlich geklagt werden kann. Es liegt ein Bundesgerichtsurteil aus dem Jahre 1967 vor, das noch auf der alten Lösung beruht und worin das Tragen eines Titels, der von demjenigen, wie er im Gesetz niedergelegt ist, abweicht, ausdrücklich als Gesetzesverletzung bezeichnet wird. Sehr viel hat das allerdings nicht geändert. Ich lege Wert darauf, zu erwähnen, dass wenn wir hier schon Gesetze machen, wir das tun im Vertrauen darauf, dass diese Gesetze auch eingehalten werden. Ich empfehle Ihnen, dem Antrag der Kommissionsmehrheit zuzustimmen und hoffe auf der anderen Seite, dass man das Kriegsbeil einmal begräbt, wobei ich zugebe, dass auch von seiten der Ingenieure ETH ein grosser Schritt getan worden ist, damit überhaupt eine Lösung gefunden werden konnte. Dafür sind wir dankbar. Der wesentliche Unterschied wird in Zukunft wohl darin liegen, dass der eine Ingenieur/Architekt HTL und der andere Ingenieur/Architekt-ETH sein wird. Eine andere Auslegung ist nicht möglich.

Le président: Les alinéas 1 et 2 de l'article 58 ne sont pas contestés.

Angenommen – Adopté

Abs. 3 – Al. 3

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission

114 Stimmen

Für den Antrag Rüegg

10 Stimmen

Art. 59

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 60

Antrag der Kommission

Abs. 1

Der Bund fördert die Ausbildung an anderen höheren Fachschulen durch Beiträge oder anderweitige Massnahmen

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 60

Proposition de la commission

Al. 1

La Confédération encourage par...

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Titel

Antrag der Kommission

Mehrheit

5. Titel: Berufsforschung und Berufsbildungsforschung

Minderheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre

Proposition de la commission

Majorité

Titre cinquième: Recherche en matière de professions et de formation professionnelle

Minorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Art. 61

Antrag der Kommission

Abs. 1

Mehrheit

Der Bund fördert die Berufsforschung und die Berufsbildungsforschung. Diese sollen, in Zusammenarbeit mit der Wirtschaft und den Institutionen der Berufsbildung, nach wissenschaftlichen Methoden insbesondere grundsätzliche Fragen der praktischen Ausbildung und Weiterbildung sowie des beruflichen Unterrichts abklären und notwendige Anpassungen der Berufsbildung an die technische, wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklung frühzeitig erkennen und vorbereiten.

Minderheit

(Augsburger, Flubacher, Künzi, Sauser, Sigrist, Vetsch)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 61

Proposition de la commission

Al. 1

Majorité

La Confédération encourage la recherche en matière de professions et de formation professionnelle. Cette recherche se fait avec la collaboration de l'économie et des institutions de formation professionnelle; elle doit en particulier clarifier, à l'aide de méthodes scientifiques, les questions fondamentales posées par la formation pratique, le perfectionnement et l'enseignement professionnels, déceler suffisamment tôt la nécessité d'une adaptation de la formation professionnelle à l'évolution technique, économique et sociale et préparer cette adaptation.

Minorité

(Augsburger, Flubacher, Künzi, Sauser, Sigrist, Vetsch)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Le président: Les propositions de la majorité sont devenues caduques à la suite du vote à l'article 1er. C'est donc les propositions de la minorité et du Conseil fédéral qui sont adoptées.

Angenommen – Adopté

Art. 62

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 63

Antrag der Kommission

Abs. 1 Bst. d

... nach Artikel 58 und Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschulen nach Artikel 59.

Abs. 2 Bst. g

... Artikel 57 und andere Höhere Fachschulen nach Artikel 60;

Abs. 3 Bst. d

Lehrmittel für den Pflichtunterricht für Lehrlinge, die sprachlichen Minderheiten angehören.

Für den Rest von Art. 63: Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 63

Proposition de la commission

Al. 1 let. d

... selon l'article 58 et les écoles supérieures de cadres pour l'économie et l'administration selon l'article 59.

Al. 2 let. g

Les écoles techniques selon l'article 57 et les autres écoles supérieures selon l'article 60;

Al. 3 let. d

Le matériel d'enseignement des branches obligatoires pour les apprentis qui font partie des minorités linguistiques.

Pour le reste de l'art. 63: Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 64

Antrag der Kommission

Abs. 1 und 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Renschler, Besuchet, Bundi, Chavanne, Rothen, Uchtenhagen, Welter)

Für die Beaufsichtigung der Berufslehre und als Konsultativorgan für alle durch das Gesetz geregelten Belange bestellen die Kantone eine Berufsbildungskommission. Darin sind die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen paritätisch vertreten, ebenfalls in angemessener Weise die Berufsschulen und die Lehrlinge.

Art. 64

Proposition de la commission

Al. 1 et 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Renschler, Besuchet, Bundi, Chavanne, Rothen, Uchtenhagen, Welter)

Pour la surveillance de la formation professionnelle ainsi qu'en tant qu'organe consultatif, pour toutes les matières régies par la loi, les cantons instituent des commissions de la formation professionnelle. Les associations professionnelles d'employeurs et de travailleurs y sont représentées paritairement, les écoles professionnelles et les apprentis de manière appropriée.

Renschler, Sprecher der Minderheit: Wir haben bisher in dieser Gesetzesvorlage an zwei Orten die Mitsprache verankert: In Artikel 21 bezüglich des Lehrverhältnisses und in Artikel 32 bei den Berufsschulen. Sie haben weitergehende Anträge, welche die eigentliche Mitbestimmung zum Gegenstand hatten, abgelehnt. Wir hatten zwei derartige Anträge bei Artikel 23 und 32 zur Diskussion gestellt. Bei Artikel 64 geht es nun eigentlich um zwei Dinge: Einmal geht es darum, dass den Kantonen vorgeschrieben wird, Berufsbildungskommissionen zu schaffen, in denen nicht nur Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen paritätisch vertreten sind, sondern in denen neben den Berufsschulen auch noch die Lehrlinge vertreten sein sollen. Der zweite Punkt in diesem Antrag ist das Element der Mitbestimmung für die Lehrlinge. Sie wissen, dass die meisten Kantone bereits Berufsbildungskommissionen besitzen. Sie sind natürlich nicht alle paritätisch zusammengesetzt. Sie richten sich nicht nach dem Zusammensetzungsmuster, wie es hier vorgeschlagen ist, aber ich glaube doch, dass es gerechtfertigt ist, einen solchen Vorschlag hier anzubringen und ins Gesetz aufzunehmen. Der Kanton Solothurn – ich habe das schon bei der Diskussion um Artikel 23 gesagt – hat in seiner Berufsbildungskommission den Lehrlingen das Mitwirkungsrecht eingeräumt; dort sind Lehrlinge in der Kommission vertreten; und ich nehme an – ich habe auch nichts Gegenteiliges gehört –, dass deswegen diese Kommission nicht schlechter arbeitet als irgendeine andere Kommission in einem anderen Kanton. Ich bitte Sie deshalb, diesem Antrag zuzustimmen. In der Kommission ist der Antrag mit 7 gegen 10 Stimmen knapp unterlegen.

M. Spezlali, rapporteur: En commission, M. Wyler avait présenté une proposition de modification presque semblable à celle de M. Renschler.

La commission vous propose, par 7 voix contre 10, de vous opposer à la proposition de M. Renschler en raison de son caractère trop impératif. Il faut laisser aux cantons une certaine liberté. Si l'on peut concevoir des commissions de la formation professionnelle formées sur une base paritaire de représentants des travailleurs et des employeurs, la formule «une représentation appropriée des écoles professionnelles et des apprentis» nous paraît trop vague et de nature à donner lieu à diverses interprétations. C'est pourquoi la commission vous invite à refuser cette proposition.

Frau **Thalmann**, Berichterstatterin: Bei Artikel 64 geht es noch einmal um die Mitsprache der Lehrlinge in den Konsultativorganen in den einzelnen Kantonen. Der Antrag wurde von Kollege Wyler vorgetragen. Man hat ihn mit 7 gegen 10 Stimmen mit der Begründung abgelehnt, man wolle den Kantonen nicht vorschreiben, wen sie in diese Kommissionen wählen sollten oder nicht. Darum rate ich Ihnen, den Antrag abzulehnen.

Bundesrat **Brugger**: Es geht hier um die Aufgaben der Kantone. Ich habe Ihnen gestern im Einführungsreferat gesagt, wir sollten nicht so tun, als ob wir hier in Bern – Sie und wir – allein die Aufgaben der Berufsbildung zu tragen hätten. Auch die Kantone haben eine Verantwortung. Wenn wir aber dafür sorgen wollen, dass sie nicht einfach Ausführungsorgane des Bundes sind und zu dieser Funktion degradiert werden, dann müssen wir Ihnen in echt föderalistischem Sinne auch einen eigenen Gestaltungsraum lassen. Wie sie diese Aufgaben, die wir ihnen hiermit aufbürden und vorschreiben, lösen wollen und wie sie sich organisieren wollen, sollten wir den Kantonen überlassen, wobei vernünftigerweise etwa so vorgegangen werden sollte, wie das Herr Nationalrat Renschler vorschlägt. Wenn ich auf kantonaler Ebene verantwortlich wäre, würde ich es etwa so machen. Aber diese Freiheit sollten wir den Kantonen lassen. Ich bitte Sie, der Mehrheit und dem Bundesrat zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	35 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	43 Stimmen

Art. 65 bis 74

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 65 à 74

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 75

Antrag der Kommission

Wer schon vor Inkrafttreten des Gesetzes während mindestens fünf Jahren Lehrlinge mit Erfolg ausgebildet hat . . .

Art. 75

Proposition de la commission

Celui qui a formé avec succès des apprentis pendant cinq ans au moins avant l'entrée en vigueur...

Angenommen – Adopté

Art. 76 und 77

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 76 et 77

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

M. **Carobbio**: Après les discussions et les votes qui se sont déroulés, ici, à propos du projet de loi sur la formation professionnelle, notre groupe doit constater que la loi telle qu'elle va sortir de nos débats ne constitue pas un progrès par rapport à la situation actuelle et surtout par rapport aux revendications et aux aspirations des jeunes. Le projet du Conseil fédéral – comme l'a souligné le collègue Canonica dans un journal de ce matin – était déjà

faible: le Parlement l'a encore détérioré. Certes, nous ne nous attendions pas à ce que nos propositions soient approuvées par ce Parlement. Mais, quand on doit constater que même les propositions les plus modérées, même certaines propositions de la majorité de la commission ont été repoussées. force est de relever qu'on a mis sur pied une loi n'allant pas dans le sens des intérêts et des aspirations des jeunes.

Lors du débat d'entrée en matière, nous avons proposé le renvoi du projet au Conseil fédéral pour qu'il l'améliore. Dans le cours de la discussion de détail, nous avons fait, comme la minorité socialiste, certaines propositions d'améliorations. Toutes ou presque ont été repoussées; toutes les revendications des jeunes des syndicats ont ainsi été rejetées. Dans ces conditions, notre groupe ne peut pas voter la loi mise au point par la majorité. Nous dénonçons le fait que la majorité de ce Parlement n'a pas tenu compte des jeunes apprentis et a, pratiquement, entériné les intérêts et les privilèges du patronat, spécialement du petit et moyen patronat.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	105 Stimmen
Dagegen	19 Stimmen

Le président: Le Conseil fédéral vous propose de classer les postulats suivants:

- 10187 Politique en matière de formation technique (N 3. 6. 69, Wartmann)
- 10867 Revision partielle de la loi sur la formation professionnelle (N 20. 9. 71, Baumann)
- 11056 Ecoles supérieures de commerce et d'administration (ESCA) (N 8. 6. 72, Müller-Lucerne)
- 11189 Modification de la loi sur la formation professionnelle (N 8. 6. 72, Rüegg)
- 11434 Formation professionnelle dans le commerce de détail (N 11. 12. 72, Thalmann)
- 11513 Formation professionnelle (N 13. 3. 73, Künzi)
- 11728 Formation professionnelle; examen de maîtrise (N 25. 9. 73, Thalmann)
- 11257 Formation professionnelle (N 20. 6. 73, Wüthrich).

Zustimmung – Adhésion

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.12.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1634-1640
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 214

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

bei der Erfüllung von Bundesrecht, aber auch in ihrer Ermüdung zur Verwirklichung der entsprechenden Verbesserungen im Straf- und Massnahmenvollzug.

Ich bedanke mich beim Interpellanten, dass er mir Gelegenheit gab, diese Probleme hier – wenn auch nur kurz und unvollständig – darzustellen. Ihnen, Herr Präsident, danke ich, dass Sie mir trotz der fortgeschrittenen Zeit soviel Zeit eingeräumt haben, und Ihnen, meine Damen und Herren, dass Sie ausgeharrt haben.

Schaffer: Ich möchte mich dem Dank für das Ausharren anschliessen. Ich habe diese Interpellation mündlich begründet, weil es mir wichtig schien, dass seitens des Bundesrates hier im Rate selbst zu diesem umstrittenen und wichtigen Problem Stellung genommen wird. Die Antwort von Herrn Bundesrat Furgler war von grossem Verständnis für die aufgeworfenen Probleme und vom Willen getragen, tatkräftig mitzuhelfen, bestehende Unzulänglichkeiten auszumergen und der Kriminalität vermehrt zuleibe zu rücken. Ich danke ihm für seinen guten Willen. Von der Antwort kann ich mich unter der Voraussetzung befriedigt erklären, dass in nächster Zukunft noch notwendige und sinnvolle Reformen speditiv an die Hand genommen werden.

*Schluss der Sitzung um 20.00 Uhr
La séance est levée à 20 h 00*

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Mittwoch, 18. Januar 1978, Vormittag

Mercredi 18 janvier 1978, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bussey

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz Formation professionnelle. Loi

Siehe Jahrgang 1977, Seite 1586 — Voir année 1977, page 1586

Beschluss des Ständerates vom 16. Januar 1978

Décision du Conseil des Etats du 16 janvier 1978

Differenzen – Divergences

**Wo nachstehend nichts anderes bemerkt ist, beantragt die Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
Sauf indication contraire, la commission propose d'adhérer à la décision du Conseil des Etats**

M. Speziali, rapporteur: Le texte de loi issu de nos premières délibérations présentait trente et une divergences par rapport au texte adopté par le Conseil des Etats. La commission du Conseil des Etats en a éliminé vingt-quatre; il en reste donc sept.

Votre commission, qui s'est réunie hier après-midi, a pu en éliminer à son tour cinq, si bien qu'il n'en reste plus que deux, que nous vous exposerons le moment venu.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Der Ständerat hat von den von uns geschaffenen 31 Differenzen noch deren sieben nicht akzeptiert. Die Kommission stimmte in der Sitzung von gestern nachmittag bei fünf Punkten zu. Es verbleiben also noch zwei Differenzen.

Art. 11 Abs. 3 – Art. 11 al. 3

Antrag der Kommission

Festhalten

Proposition de la commission

Maintenir

M. Speziali, rapporteur: Le Conseil des Etats a décidé, par 21 voix contre 14, d'en rester à sa version, qui est plus ample que celle du Conseil fédéral. Votre commission a décidé hier, par 15 voix contre 9, de vous proposer de maintenir votre décision. C'est la seule disposition importante qui est l'objet d'une divergence entre les deux conseils.

Je vous invite donc à suivre votre commission et à maintenir le texte du Conseil fédéral.

Frau Thalmann, Berichterstatterin: Bei Artikel 11 Absatz 3 ist der Ständerat ebenfalls, wie wir, für die obligatorischen Lehrmeisterkurse. Er möchte jedoch festhalten, dass Ausnahmen möglich sind, und zwar wie wir, bei gleichwertiger Ausbildung oder – und hier setzt die Differenz ein –, dass auch Ausnahmen möglich sein sollen in Einzelfällen aus anderen wichtigen Gründen, die durch die kantonalen Behörden bewilligt werden können. Die Abstimmung im Ständerat lautete 21 zu 14 Stimmen, jene in unserer Kommis-

sion 13 zu 9 Stimmen mit folgender Begründung: Dadurch durchlöchert man das Obligatorium, das doch, weil es sich nicht um sachliche Weiterbildung, sondern um Kurse für Menschenführung handelt, sehr wichtig ist, weil man dem Lehrmeister junge Menschen anvertraut. Die Kommission des Nationalrates möchte nur die gleichwertige Ausbildung gelten lassen und wichtige Gründe, die doch von Kanton zu Kanton verschieden interpretiert werden könnten, nicht im Gesetz. Unsere Kommission beantragt Ihnen daher Festhalten am Entwurf des Bundesrates.

Angenommen – Adopté

Art. 21 Abs. 2 – Art. 21 al. 2

M. **Speziali**, rapporteur: La commission vous propose d'adhérer à la décision de la commission du Conseil des Etats.

Frau **Thalmann**, Berichterstatterin: Hier will der Ständerat an seinem Text festhalten. Er möchte ein «angemessenes Mitspracherecht» des Lehrlings auch im Betrieb, nicht nur in der Schule, und dass man beim nicht ordnungsgemässen Verlauf der Lehre den gesetzlichen Vertreter des Lehrlings benachrichtigen soll. Unsere Kommission stimmt hier zu.

Angenommen – Adopté

Art. 21 Abs. 6 – Art. 21 al. 6

Antrag der Kommission
Festhalten

Antrag Uchtenhagen
(Neuformulierung)

Der Lehrmeister informiert den Lehrling spätestens 3 Monate vor dem Abschluss der Lehre darüber, ob er nachher im Betrieb beschäftigt werden kann.

Al. 6

Proposition de la commission
Maintenir

Proposition Uchtenhagen
(nouvelle rédaction)

Au plus tard 3 mois avant la fin de l'apprentissage, le maître d'apprentissage communique à l'apprenti s'il pourra ou non rester au service de l'entreprise.

M. **Speziali**, rapporteur: Nous sommes ici en présence d'une proposition émanant de divers milieux.

Après une longue discussion sur la question de savoir s'il importe que le maître d'apprentissage informe l'apprenti trois mois avant la fin de l'apprentissage s'il peut ou ne peut pas rester à son service après l'apprentissage, la commission a estimé qu'une telle communication est bien dans l'intérêt de l'apprenti. Mme Uchtenhagen a donné au texte de l'alinéa 6 une tournure si nuancée et si aimable qu'au nom de la commission, qui s'est prononcée par 14 voix contre 11, je ne peux que vous recommander de l'adopter, ce qui est une belle victoire pour Mme Uchtenhagen.

Frau **Thalmann**, Berichterstatterin: Bei Artikel 21 Absatz 6 will der Ständerat die von unserer Mehrheit erarbeitete Auflage «Der Lehrmeister gibt dem Lehrling 3 Monate vor Lehrabschluss bekannt, ob er nach der Lehre im Lehrbetrieb bleiben kann» mit 28 zu 6 Stimmen streichen. Unsere Kommission will mit 14 zu 11 Stimmen daran festhalten mit der Begründung, der Lehrmeister sei der Erwachsene und wirtschaftlich Stärkere. Er hat Uebersicht über seinen Betrieb und kennt die Wirtschaftslage. Deshalb ist die einseitige Auflage unsererseits bejaht worden. Wir beantragen Ihnen daher, Artikel 21 Absatz 6 zu belassen und ihn in der Formulierung von Frau Uchtenhagen anzunehmen;

es heisst anstatt «Er gibt bekannt» «Er informiert den Lehrling».

Bundesrat **Brugger**: Wenn wir schon diese Informationspflicht des Lehrmeisters im Gesetz einführen, ist die Formulierung von Frau Uchtenhagen sicher auch gesetzestechnisch gesehen die bessere. An sich könnte man ja sagen, wenn diese Information nicht erfolge, sofern das nicht im Gesetz festgehalten wird, sei sowieso etwas faul an einem Lehrverhältnis. Aber es scheint Fälle zu geben, vor allem in Rezessionszeiten, in denen der Lehrling bis zum letzten Moment im unklaren gelassen wird, ob er nachher im Betrieb weiter arbeiten kann oder nicht. Bei Ihrer Diskussion ist das letzte Mal auch die Frage gestellt worden, ob das nicht eine einseitige Privilegierung des Lehrlings darstelle und ob nicht auch eine Sicherung für den Lehrmeister eingebaut werden sollte. Wenn wir das tun, gelangen wir sofort in die Nähe des Arbeitsvertragsrechtes, das im OR geregelt ist, und bekommen Abgrenzungsschwierigkeiten. In der Praxis wird es doch so sein, dass der Lehrmeister im Moment, wo er den Lehrling informiert, die Möglichkeit hat, mit ihm einen Arbeitsvertrag abzuschliessen, der seine Gültigkeit am Tag nach Abschluss des Lehrverhältnisses entfaltet. Ich glaube nicht, dass der Antrag von Frau Uchtenhagen eine einseitige Belastung für den Lehrmeister bedeutet; ich kann mich ihm anschliessen.

Angenommen – Adopté

Art. 27 Abs. 2 – Art. 27 al. 2

M. **Speziali**, rapporteur: La commission du Conseil des Etats unanime a biffé l'alinéa 2 de l'article 27. Votre commission vous propose d'en faire de même.

Frau **Thalmann**, Berichterstatterin: Bei Artikel 27 wollten wir, dass bei der Festlegung der Stundenzahl die betriebliche Ausbildung nicht beeinträchtigt werden dürfe. Der Ständerat will diesen Passus streichen. Im Nationalrat stimmten wir seinerzeit nur mit 71 zu 70 Stimmen zu. Wir erklären uns darum mit der Streichung einverstanden.

Angenommen gemäss Antrag Uchtenhagen
Adopté selon la proposition Uchtenhagen

Art. 31 Abs. 4 – Art. 31 al. 4

M. **Speziali**, rapporteur: La discussion sur l'article 31, 4e alinéa a été très ouverte. Le Conseil des Etats a décidé par 17 voix contre 7 de biffer l'alinéa 4, décision que votre commission a faite sienne par 13 voix contre 12. Il s'agit du principe de l'encouragement par la Confédération de la création d'ateliers d'apprentissage, notamment en cas de pénurie de places d'apprentissage et en particulier dans les régions de montagne.

La majorité de la commission s'est laissé persuader par l'argument de M. Brugger, conseiller fédéral, argument selon lequel la disposition du 4e alinéa de l'article 31 est superflue, cette possibilité figurant dans d'autres dispositions légales, notamment la loi sur les investissements dans les régions de montagne. Afin que l'on puisse créer des ateliers d'apprentissage dans ces régions, il faut quand même que ces ateliers soient insérés dans la conception générale du développement de la région. C'est donc par souci de clarté que la petite majorité de la commission vous propose de biffer, comme c'est l'intention du Conseil des Etats. La grande minorité (12 voix) a fait un autre raisonnement qui tient aussi: elle pense que c'est une déclaration d'ordre politique fondée sur des raisons psychologiques. Il est justifié de dire aux habitants de ces régions de montagne que même dans le secteur de la formation professionnelle, on leur donnera quelque chose de plus. Mais au nom de la commission, de cette majorité très faible, je vous propose d'adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Frau **Thalmann**, Berichterstatterin: Die Mehrheit im Nationalrat wollte die Möglichkeit schaffen, Lehrwerkstätten in Berggebieten zu fördern. Der Ständerat will den Passus streichen mit der Erklärung, dass die Investitionshilfe wirksamer sei als diese Kann-Vorschrift.

Die Mehrheit unserer Kommission stimmt der Streichung mit 13 : 12 zu.

Angenommen – Adopté

Art. 63 Abs. 3 Bst. d – Art. 63 al. 3 let. d

M. **Spezi**, rapporteur: Une petite question se pose ici. Il existe une certaine différence entre la formulation allemande (Lehrmittel) et la formulation française: matériel d'enseignement et manuels (Lehrbücher). Il faut prêter toute attention au fait qu'à l'alinéa 3, lettre d, on parle des manuels pour les petites minorités linguistiques. Cet alinéa ne se rapporte pas à l'ensemble de l'article 63. C'est pour cette raison qu'après une longue discussion, très pédagogique... on a décidé, à l'unanimité, d'en rester à la formulation du Conseil des Etats.

Frau **Thalmann**, Berichterstatterin: Artikel 63 Absatz 3 Litera d sieht vor, dass der Bund Beiträge gewähren soll für Lehrmittel für Lehrlinge, die den sprachlichen Minderheiten angehören. Weil man unter Lehrmittel auch Lehrhilfen versteht, hat der Ständerat präzisiert, indem er «Lehrmittel» durch «Lehrbücher» ersetzt und festhält, dass es kleine sprachliche Minderheiten, also Lehrbücher mit kleinen Auflagen, sein müssen.

Unsere Kommission stimmt dem Ständerat zu.

Angenommen – Adopté

Art. 75

M. **Spezi**, rapporteur: L'article 75 est la dernière divergence puisqu'il s'agit de se déterminer sur la question du nombre des apprentis qui peuvent être formés par les maîtres d'apprentissage. Le Conseil fédéral parle de deux apprentis; certains disent: «Pourquoi pas trois, ou quatre?» La formulation du Conseil national est, au fond, plus claire: en se référant seulement à cinq ans au moins avant l'entrée en vigueur. Le Conseil des Etats a décidé, par 12 voix contre 11, d'en rester au projet du Conseil fédéral. Votre commission, par 13 voix contre 9, a donné son adhésion à la décision du Conseil des Etats. Je vous engage à vous y rallier.

Frau **Thalmann**, Berichterstatterin: Unser Rat wollte, dass der Lehrmeister nicht mehr verpflichtet sein soll, den Ausbildungskurs zu besuchen, wenn er während fünf Jahren Lehrlinge mit Erfolg ausgebildet hat. Der Ständerat will dispensieren, entsprechend dem Text des Bundesrates, wenn zwei Lehrlinge mit Erfolg ausgebildet wurden. Die Mehrheit der Kommission (13 zu 9) stimmt dem Ständerat zu.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

77.011

Tierschutzgesetz

Protection des animaux. Loi

Siehe Jahrgang 1977, Seite 1401 — Voir année 1977, page 1401

Beschluss des Ständerates vom 17. Januar 1978

Décision du Conseil des Etats du 17 janvier 1978

Differenzen – Divergences

Wo nachstehend nichts anderes bemerkt ist, beantragt die Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates. Sauf indication contraire, la commission propose d'adhérer à la décision du Conseil des Etats

Rüttlmann, Berichterstatter: Wir haben bei unseren Beratungen des Tierschutzgesetzes acht Differenzen zum Ständerat geschaffen. Dieser hat uns davon sieben zurückgegeben, wobei allerdings zwei davon nur redaktioneller Natur sind.

Unsere Kommission hat sich gestern nachmittag versammelt. Sie hat sich in allen Differenzen bis auf eine (Art. 23) dem Ständerat angeschlossen.

M. **Dupont**, rapporteur: La commission a examiné attentivement les divergences qui existaient entre nos décisions et celles du Conseil des Etats; sauf en ce qui concerne l'article 23, elle les a toutes acceptées. Elle s'est donc ralliée à la décision du Conseil des Etats. Nous reviendrons tout à l'heure sur le détail.

Art. 8 Abs. 3 – Art. 8 al. 3

Rüttlmann, Berichterstatter: In Artikel 8 haben wir eine redaktionelle Aenderung, die uns der Ständerat gegeben hat. Beim Antrag, der seinerzeit bei uns aufgenommen wurde durch den Vorschlag von Herrn Fischer-Bremgarten, hat er bei «Primaten und Raubtierkatzen» «Tier» gestrichen. Das sei zoologisch ein besserer und zutreffender Ausdruck.

M. **Dupont**, rapporteur: A propos de l'article 8, les divergences ne portent que sur le texte allemand. Il n'y a donc pas de commentaires à ajouter. Nous pouvons admettre la version du Conseil des Etats.

Angenommen – Adopté

Art. 9 Abs. 1 – Art. 9 al. 1

Rüttlmann, Berichterstatter: In Artikel 9 besteht insofern eine Differenz, als der Ständerat unseren Antrag mit 18 zu 10 Stimmen gestrichen hat.

Unsere Kommission beantragt Ihnen mit 11 zu 4 Stimmen, sich dem Ständerat anzuschliessen. Der Zusatz in Artikel 9, den wir eingefügt haben, hat eine gewisse Querverbindung zum Artikel 4 (Käfighaltungsverbot bei den Hühnern). Die Absicht war die, dass der Bundesrat auch den Import von Eiern, die aus Käfighaltung stammen, allenfalls verbieten könnte. Nun haben wir einsehen müssen, dass das in der Praxis wohl kaum möglich ist, weil es auch wissenschaftlich nicht möglich ist, festzustellen, ob ein Ei aus Bodenhaltung oder Käfighaltung stammt. Zudem kommen da handelspolitische Schwierigkeiten dazu. Es ist vorgesehen, mit der Preisausgleichskasse «Eier» allenfalls eine Korrektur vorzunehmen.

Das ist der Grund, warum die Kommission Ihnen beantragt, sich hier dem Ständerat anzuschliessen.

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.01.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	76-78
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 383

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

78.002

Milchwirtschaft. Verlängerung von Massnahmen
Economie laitière. Prorogation de mesures

Siehe Seite 469 hiervor. — Voir page 469 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 7. März 1978

Décision du Conseil des Etats du 7 mars 1978

A.

Milchwirtschaftsbeschluss. Verlängerung
Arrêté sur l'économie laitière. Prorogation

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes	111 Stimmen
Dagegen	15 Stimmen

B.

Milchkontingentierung. Dringlicher Bundesbeschluss
Contingentement du lait. Arrêté fédéral urgent

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes	127 Stimmen
Dagegen	14 Stimmen

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz
Formation professionnelle. Loi

Siehe Jahrgang 1977, Seite 1586 — Voir année 1977, page 1586

Beschluss des Ständerates vom 19. April 1978

Décision du Conseil des Etats du 19 avril 1978

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes	122 Stimmen
Dagegen	9 Stimmen

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

77.053

Atomgesetz. Revision
Energie atomique. Loi

77.054

Atomanlagen. Volksinitiative
Installations atomiques. Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

Bundespräsident **Ritschard**: Ich möchte für diese lange und für mich ausserordentlich interessante Debatte sehr

herzlich danken. Sie war wichtig und ich glaube auch aufschlussreich. Leider kann ich nicht auf die einzelnen Voten eingehen, dazu wird vielleicht in der Detailberatung Gelegenheit sein. Ich kann insbesondere auch nicht die Interpellation von Peter Dürrenmatt beantworten. Ich besitze zwar die Antwort, aber der Bundesrat hat sie noch nicht genehmigt. Sie stand nicht auf dem Programm. Das gleiche gilt auch für die Motion von Herrn Vincent.

Diese Debatte hat gezeigt, und wir haben es ja schon in den Beratungen der Kommission erlebt, dass die Energie zu einem brisanten politischen Thema geworden ist, nicht nur hier im Parlament, auch in der Bevölkerung. Ich möchte sagen, dass ich dieses Interesse an sich für eine sehr erfreuliche Sache halte. Zwar sind die Argumente, die man zu hören bekommt, nicht immer bequem. Es gibt hier viele Kritiker mit einem absolut negativen Fingerspitzengefühl. Aber das ändert nichts daran, dass dieses grosse Interesse an der Energiefrage erfreulich ist. Nicht alle erfreulichen Sachen sind eben auch bequem. Wir klagen ja alle gelegentlich – und zu Recht – über das ungenügende politische Interesse der Bürger. Ich würde sagen, dass über das Engagement in der Energiefrage viele Mitbürger, vor allem auch jüngere Mitbürger, ihren Weg zum politischen Interesse gefunden oder auch vielleicht wiedergefunden haben, und das ist etwas grundsätzlich Positives. Das Verhältnis der Energiekritiker zum Staat ist zwar meistens eben ein kritisches, sogar gelegentlich ein gestörtes. Aber immerhin: Wenn einer dieser Kritiker wegen der Energiefrage etwas fordert, dann fordert er es vom Staat, er fordert es vom Parlament, vom Bundesrat. Daraus kann man doch schliessen, dass auch solche Kritiker noch etwas Vertrauen und auch etwas Hoffnung in diesen Staat setzen. Dieses Vertrauen – deshalb sage ich das – ist bei der Beratung dieses Gesetzes in unsere Hände gelegt. Wir sollten im Blick auf die vielen, wegen der Atomenergie ehrlich verängstigten und besorgten Mitbürgerinnen und Mitbürger, in ihrem Interesse mit diesem Vertrauen hier sorgfältig umgehen.

Energie, das ist verschiedentlich gesagt worden, man mag das bedauern, ist nicht mehr allein eine Frage der Versorgung, sondern auch ein wirtschaftliches Problem, es geht hier um politische Fragen, gesellschaftspolitische, wenn Sie wollen. Wir können diese Probleme nicht aus den Augen lassen; wenn nicht zuletzt, nach diesen Beratungen, viel Enttäuschung im Volk entstehen oder stehen bleiben soll, wenn noch viele Fragen, wie bei Herrn Baechtold, offenbleiben. Dass so viele Menschen für das Problem der Energiepolitik derart sensibilisiert worden sind, hat mit der Oelkrise von 1973/74 und mit dem Wissen um die Endlichkeit dieser Vorräte nicht so viel zu tun, wie man vielleicht glauben möchte. Diese Sensibilisierung ist wegen einer einzigen Art der Energiegewinnung, wegen der Atomtechnik, entstanden. Diese Technik – es ist hier gesagt worden – hat sich der Menschheit 1945 mit der Atombombe als Inbegriff des Schreckens und als menschliche Katastrophe vorgestellt. Ein Atomkraftwerk hat mit der Atombombe zwar nichts, gar nichts zu tun, aber diese Bombenabwürfe bleiben mit dem Begriff Kernspaltung im Denken der Menschen doch wahrscheinlich noch für viele Jahrzehnte verbunden. Es bleibt der Zweifel daran, ob wir Menschen verantwortungsbewusst genug sind, und ob wir auch moralisch stark genug sind, die ungeheure Kraft dieser Kernspaltung zu unserem Besten zu nutzen. Ich bin sicher, dass wir das können, aber wir können diese Hoffnung nicht dem Zufall überlassen. Kein ernsthafter Politiker hier – und das ist auch nicht geschehen – kann die Problematik der Atomenergie einfach übersehen. Es bestehen ehrliche Aengste. Wir haben es mit grossen Kräften zu tun, mit gewaltigen. Wenn wir sie vermehrt einsetzen wollen, müssen wir dem Volk die Gewissheit vermitteln können, dass wir sie beherrschen, dass sie sicher sind, dass wir bereit sind, sie zu verantworten. Es ist gesagt worden: Dem Atomschreck von 1945 folgte in den fünfziger Jahren eine Atomeuphorie. Die friedliche Verwendung der

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Aprilsession
Session	Session d'avril
Sessione	Sessione di aprile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.04.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	508-508
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 624

schon weit fortgeschritten ist, in Ruhe und in Frieden zu Ende zu führen.

Man soll nicht glauben, auf diese Art und Weise Demokratie und Rechtsstaat in unserem eidgenössischen Lande gegeneinander ausspielen und langsam aber sicher ein sogenanntes «legitimes Widerstandsrecht» schaffen zu können. So wie heute die Territorien des Kantons Bern garantiert werden, werden morgen die Gebiete des Kantons Jura garantiert werden. Das ist der Sinn eidgenössischen Zusammenlebens. Wer glaubt, er könne, weil ihm ein Teil des Trennungsverfahrens nicht gefällt, nachher von einem sogenannten «legitimen Widerstandsrecht» sprechen, der irrt sich nicht nur, sondern der verstösst gegen unsere Rechtsordnung. Ich möchte das ganz unmissverständlich gesagt haben.

Der Nordjura hat sich auf demokratischem Weg für einen eigenen Kanton entschieden. Der Südjura hat sich auf demokratischem Weg für ein Verbleiben bei Bern entschieden. Der Entscheid des Südjurats ist nicht weniger zu respektieren als jener des Nordjurats. Gewalt und Einschüchterung sind keine Argumente, um diese Entscheide in Frage zu stellen, um sie zu unterwandern, um sozusagen «rechtsfreie Räume» zu schaffen. Derartige Methoden müssen den entschiedenen Widerstand aller demokratischen und rechtsstaatlich gesinnten Kräfte in unserem Land hervorrufen. Wo die politische Auseinandersetzung an ihre Grenzen stösst, weil der Gegner Gewalt anwendet, da muss die Demokratie jene Instrumente einsetzen, welche die rechtsstaatliche Ordnung bereithält. Unsere Staatsordnung verlangt nicht Toleranz gegenüber der Gewalt, sie verlangt im Gegenteil den Einsatz aller rechtsstaatlichen Mittel gegen die Gewalt. Wenn ich hier von «Gewalt» spreche, meine ich – ich wiederhole es – auch parapolizeiliche Organisationen hüben und drüben. Dafür sind Entschlossenheit und Verantwortungsbewusstsein erforderlich. Diese Entschlossenheit ist Ausdruck des legitimen Selbstbehauptungswillens unserer freiheitlichen Demokratie. Die Waffe dieser Demokratie ist das Recht, und nur das Recht. Der Bundesrat ist fest entschlossen, dieses Recht anzuwenden und sich jedem Versuch, unsere staatliche Ordnung zu durchlöchern, zu widersetzen. Zerstörerische Kräfte dürfen in unserem Staate nie obsiegen. Zu viel steht auf dem Spiel. Unsere Demokratie muss fähig sein, und sie ist es, schwierigste politische Probleme mit demokratischen Mitteln zu lösen. Mehr denn je bedarf es aber dazu der Anstrengung aller, aller Behörden, aller Mitbürger. So verstanden, trägt der Gewährleistungsantrag des Bundesrates wesentlich zu einer solchen Lösung bei.

Im Namen des Bundesrates und in Uebereinstimmung mit den Anträgen Ihrer Kommission darf ich Sie bitten, auf die Vorlage einzutreten und sie zum Beschluss zu erheben.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

M. Aubert, rapporteur: Je vous propose, à titre personnel, de traiter cet arrêté article par article, en vous rappelant que la commission vous en propose l'acceptation à l'unanimité.

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 1 à 3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes

35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz Formation professionnelle. Loi

Botschaft und Gesetzentwurf vom 26. Januar 1977 (BBI I, 681)

Message et projet d'arrêté du 26 janvier 1977 (FF I, 697)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles

Kündlg, Berichterstatter: Die berufliche Ausbildung ist unbestreitbar eine der tragenden Säulen, auf denen die hochwertige Qualitätsleistung schweizerischer Arbeit aufgebaut ist. So ist auch die Bedeutung dieser wichtigen Lebensphase junger Leute gross.

Dem verfassungsmässigen Auftrage entsprechend, hat der Bund durch seine Gesetzgebung die Berufsbildung schon seit längerer Zeit geregelt. Das heute gültige Recht, das Bundesgesetz über die Berufsbildung, das im Jahre 1965 in Kraft getreten ist, hat sich nach Meinung aller Kreise bewährt, ist jedoch heute auf die neuen Verhältnisse anzupassen und wird auch in Zukunft laufend dem Wandel der Zeit, dem Wandel der Methodik, den beruflichen Anforderungen und den gesteckten Zielen angeglichen werden müssen.

Die Bedeutung dieser gesetzlichen Regelung über die Berufsbildung zeigt sich anhand der Zahl der unterstellten Lehrlinge, die heute auf etwa 150 000 angewachsen ist. Vergleichsweise möchte ich hier die rund 50 000–55 000 Hochschulstudenten erwähnen. Das grosse Interesse an dieser Gesetzesrevision mag sich auch daran zeigen, dass über 145 Vernehmlassungen aus Arbeitgeber, Arbeitnehmer- oder Schulkreisen eingegangen sind.

Die Forderungen dieser Vernehmlassungen waren nicht einheitlich, da auch die Zielsetzung nicht für alle Gruppen die gleiche ist und sein kann. So gehen denn die Vorwürfe einerseits dahin, dass diese Gesetzesrevision überhaupt nichts Nennenswertes enthalte und ihr Ziel nicht erreiche, während andererseits festgestellt wurde, dass am Bisherigen ja nicht gerüttelt werden dürfe und die vorgeschlagenen Neuerungen weit über das Ziel gingen.

Grossmehreheitlich wurde jedoch dem neuen Gesetz zugestimmt, und seine Vorzüge gegenüber der Fassung von 1963 wurden anerkannt. Die Wesenszüge der Vorlage können wie folgt zusammengefasst werden:

1. Die obligatorische Ausbildung der Lehrmeister zur Verbesserung ihrer pädagogischen Führung gegenüber dem Lehrling, aber auch zur Verbesserung der Methodik der betrieblichen Ausbildung, die ihrerseits durch die Schaffung von Modellelehrgängen für die praktische Ausbildung im Betrieb gefördert, gestrafft und effizienter werden soll.

2. Die bisherige zweistufige Ausbildung der Lehrlinge im Betrieb und durch die Berufsschule soll neu durch eine dreistufige ersetzt werden, indem für alle Lehrberufe Einführungskurse durchgeführt werden müssen. Diese Einführungskurse sollen aufgrund staatlicher Minimalanforderungen durch Berufsverbände durchgeführt und finanziert werden.

3. Die Anlehre soll durch das Gesetz geregelt werden. Es handelt sich dabei um eine Ausbildungsmöglichkeit für Leute, die aus verschiedensten Gründen nicht in der Lage sind, einer üblichen Berufsausbildung zu folgen. Diese Anlehre soll, sofern sie von einer gewissen zeitlichen Dauer ist, von einem obligatorischen Schulunterricht begleitet sein, der die Absolventen neben der beruflichen Betätigung durch den Schulbesuch zusätzlich auf ihr Berufsleben vorbereitet.

4. Im Bereich der Weiterbildung wurden verschiedene neue, ich möchte sagen neuzeitliche Regelungen getroffen, indem die Berufsmittelschule, die als Förderschule für begabte Lehrlinge gedacht ist, gesetzlich verankert wird, aber auch die Möglichkeiten der beruflichen Weiterbildung ausgebaut werden sollen. Höhere Technische Lehranstalten sowie Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschulen sind in das neue Gesetz einbezogen, das auch die schwierige Aufgabe der Regelung der Diplome und Titel der Höheren Technischen Lehranstalten lösen will.

5. Durch die neue Vorlage soll erleichtert werden, dass fähige Leute zur Lehrabschlussprüfung zugelassen werden, auch wenn sie keine eigentliche Berufslehre im Sinne des Gesetzes absolviert haben.

6. Die Berufsforschung ist in der Vorlage umschrieben und ausgedehnt. Dadurch soll erreicht werden, dass die Grundlagenforschung und die Vereinheitlichung der Ausbildungsmethoden zielstrebig vorangetrieben werden können.

Diese wesentlichen Aenderungspunkte sollen Ihnen zeigen, dass es sich zwar nicht um eine spektakuläre oder revolutionäre Revision des Gesetzes handelt, dass aber doch ein bedeutender Schritt zur Verbesserung der Grundausbildung, aber auch der Weiterbildung gemacht wird.

Die Kommission konnte feststellen, dass das System der Betriebslehre, also der sogenannten Meisterlehre, nicht bestritten war und dass eine Umstellung von der Betriebslehre auf eine Schullehre auch in der Vernehmlassung nicht gefordert wurde. Ein Abkehren von diesem bisherigen, oft auch bemängelten System hätte für den Staat finanzielle Folgen, die unmöglich zu verkraften wären. Probleme bleiben selbstverständlich bestehen, und sie können auch nicht generell für alle Branchen und alle Berufe gleich gelöst werden. Es scheint Ihrer Kommission aber bedeutungsvoll, dass eine umfassende praktische berufliche Ausbildung für die spätere Tüchtigkeit von äusserst grossem Wert ist. Die Kommission bedauert, dass der Geltungsbereich des Berufsbildungsgesetzes durch Artikel 34ter der Bundesverfassung so eingeschränkt ist, dass nicht alle Berufe einer einheitlichen Regelung unterstellt werden können.

Dies trifft vor allem zu für Berufe im Gesundheitswesen, die sogenannten medizinischen Hilfsberufe, aber auch für gewisse Berufe der Verwaltung und der Landwirtschaft.

Die obligatorische Einführung von Lehrmeisterkursen scheint der Kommission im heutigen Zeitpunkt eine Notwendigkeit zu sein. Sie glaubt auch, dass die Uebergangsregelung, die eine gewisse Erleichterung für Lehrmeister bringt, die bereits bis heute Lehrlinge mit Erfolg ausgebildet haben, notwendig ist. Durch diese Kurse sollen die verantwortlichen Lehrmeister auf ihre bedeutungsvolle Aufgabe vorbereitet werden. Sind sie doch heute die einzigen Ausbilder, die ohne spezifische Vorbereitung ihre Aufgabe zu erbringen haben. Die Kursdauer von 40 bis 50 Stunden scheint angemessen zu sein. Die erwähnte Uebergangsordnung muss aber auch aus einem weiteren Grund gewährt werden. Würde das Recht auf Lehrlingsausbil-

dung ab sofort vom Besuch der Ausbildungskurse für Lehrmeister abhängig gemacht, so würden einerseits ab sofort sehr viele Betriebe auf die künftige Lehrlingsausbildung verzichten, andererseits müssten innerhalb weniger Monate Zehntausende diese Kurse besuchen, was aus organisatorischen Gründen daher schon unmöglich ist, weil das notwendige Ausbildungskader nicht zur Verfügung steht.

Ihre Kommission erachtet den Wechsel vom dualen auf das triale System als richtig und zukunftsweisend. Dadurch soll dem Lehrling der Einstieg in die Berufsausbildung erleichtert werden. Die Lehrlinge werden von Anfang an einheitlich in die beruflichen Grundkenntnisse eingeführt, was am betrieblichen Arbeitsplatz sehr oft nur mit Schwierigkeiten erreicht werden konnte.

Die Meisterlehre kann durch diese Neuerung aufgewertet werden. Im besonderen aber auch, weil für die praktische Ausbildung berufsbezogene Ausbildungsvorschriften erlassen werden müssen, die die Anforderungen an die Lehrbetriebe und die Ausbilder festlegen.

Die Durchführung der Einführungskurse ist den Berufsverbänden überlassen, die dafür Vorschriften aufgrund von Richtlinien des BIGA auszuarbeiten haben und für sämtliche daraus erwachsenden Kosten aufzukommen haben.

Ihre Kommission ist davon überzeugt, dass es sich in diesem Punkt nicht um Kosmetik, sondern um eine wesentliche und bedeutungsvolle Neuerung handelt.

Aber auch der dritten Stufe, nämlich dem Berufsschullehrer, soll in Zukunft eine wesentliche, zusätzliche Unterstützung zukommen, indem das schweizerische Institut für Berufspädagogik mit neuen Aufgaben betraut wird. Neben der Forschung für die Berufsbildung wird auch die Ausbildung und Weiterbildung der Lehrer sowie die Sammlung aller Grundlagen der beruflichen Ausbildung in den Aufgabebereich integriert.

Die seit 1968 in verschiedenen Kantonen eingerichtete Berufsmittelschule, die heute etwa 4000 Schüler zählt, ist in das Gesetz aufgenommen. Sie dient vor allem den Begabten und soll ihnen helfen, den Uebergang zur nächsten Stufe, zur Meister- oder Techniker Ausbildung, mühseliger zu machen. Aber auch die höheren technischen Lehranstalten, wie die Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen erhalten durch das neue Gesetz eine verbesserte Basis.

Einige Mühe bereitete der Kommission das Problem der Einführung der Anlehre. Schon das Vernehmlassungsverfahren zeigt, dass es sich hier um einen recht heiklen und nicht einfach zu lösenden Bereich handelt. Während der Gewerkschaftsbund für alle Leute, die keine Lehre absolvieren können, eine schulische, berufsbezogene Fortbildung von mindestens zwei Jahren Dauer gewünscht hätte, war von Arbeitgeberseite der Wunsch laut geworden, jede Institutionalisierung der Anlehre im Gesetz wegzulassen, da die Anlehre an und für sich nicht unter einem Sammelbegriff eingereiht werden könne. Ihre Kommission konnte sich nach langen Beratungen mehrheitlich den Anträgen des Bundesrates, die gewisse Mindestanforderungen an die Anlehre stellen, anschliessen.

Ein Jahr ist als Mindestdauer für diese Ausbildung vorgesehen. Die Anlehre soll aufgrund eines schriftlichen Vertrages durchgeführt werden und am Schluss der Anlehre ist ohne Prüfung ein amtlicher Ausweis über die Ausbildung und die erreichten Ziele abzugeben.

Die Einführung der Anlehre in das neue Berufsbildungsgesetz soll dahingehend verstanden werden, dass dadurch den jungen Leuten die Eingliederung in die Wirtschaft unter einem positiveren Vorzeichen ermöglicht werden soll. Wenn Ihre Kommission, wie sie dies in der Detailberatung sehen werden, in diesem Zusammenhang einen Antrag einbrachte, aufgrund dessen die Möglichkeit zum späteren Einstieg in eine normale Berufslehre erleichtert werden soll, so hat sie dies nicht, um der Anlehre den Charakter der Vorlehre zu geben, sondern um dem System der Durchlässigkeit, das ja auch nach der Berufslehre zur

Technikerschule, zur Höheren Technischen Lehranstalt oder einer technischen Hochschule führt, eine gewisse Nachachtung zu verschaffen.

Selbstverständlich sind nach wie vor auch kürzere Anlehen gestattet, die ohne irgendwelche Vorschriften absolviert werden können, wie dies schon bisher in verschiedenen gewerblichen und industriellen Berufen möglich war. Die Freiwilligkeit der Ausbildung junger Leute durch die Wirtschaft ist nach wie vor gegeben; es muss deshalb dazu Sorge getragen werden, dass die Ausbildungsbereitschaft erhalten bleibt.

Ihre Kommission hat verschiedene in die Beratungen eingebrachte Abänderungsanträge abgelehnt, über die ich Sie unterrichten möchte, so im besonderen die Schaffung öffentlicher Lehrwerkstätten, die einer möglichen stärkeren Nachfrage nach Lehrstellen hätten genügen müssen. Aber auch die Forderung nach einer obligatorischen Fortbildung der Berufsberater scheint nach Ansicht der Kommission zu weit zu gehen. Ein Antrag, der die Kantone verpflichtet hätte, dafür zu sorgen, dass jeder Lehrling seine begonnene Lehre auch beenden könne, wurde aus rechtlichen Ueberlegungen, aber auch wegen der Undurchführbarkeit, abgelehnt. Auch ein zu starker Ausbau des Schulunterrichts, der einen zweiten Schultag hätte bringen sollen, der weitgehend für Wahlfächer bestimmt gewesen wäre, ist nach Ansicht der Kommission der Ausbildungsbereitschaft abträglich. Gewisse Forderungen, die den Aufgabenbereich des schweizerischen Instituts für Berufsbildungsforschung ausgedehnt hätten, so z. B. die Abklärung der in Zukunft benötigten Fachkräfte und die Schaffung einer Dokumentationsstelle für Berufsbildung erschienen der Kommission zu weitgehend.

Die Ueberprüfung der finanziellen Auswirkungen zeigt, dass der Bund auf der einen Seite durch Reduktion der Baubeiträge und der Subventionen an die Reiseentschädigungen der Lehrlinge entlastet wird, auf der anderen Seite aber zusätzliche Aufgaben in der Berufsbildungsforschung und der beruflichen Weiterbildung zu übernehmen hat. Gesamthaft gesehen, soll diese Mehrbelastung aber in einem bescheidenen Rahmen bleiben. Die personellen Auswirkungen werden mit der Schaffung von drei zusätzlichen Stellen als den Verhältnissen angepasst betrachtet. Die Kantone ihrerseits werden auch noch zusätzliche Lasten erhalten, besonders durch die ergänzende Tätigkeit der Berufsschulen, durch die Schaffung der Berufsmittelschulen und durch die Reduktion der Bundesbeiträge. Stärkere finanzielle Lasten werden auch den Berufsverbänden zugemutet, die für die Einführungskurse der Lehrlinge, aber auch für den Meisterkurs den notwendigen Raum, die Anlagen, Instrukoren und Materialien zur Verfügung zu stellen haben. Gesamthaft gesehen darf das uns unterbreitete Berufsbildungsgesetz als fortschrittlich beurteilt und die Auswirkungen der Neuerungen als tragbar und vernünftig bezeichnet werden.

Im Zusammenhang mit der Beratung des Berufsbildungsgesetzes hat Ihre Kommission das Problem des Turnunterrichtes an den Berufsschulen einer eingehenden Prüfung unterzogen und über einen eingebrachten Motionensentwurf befunden, der nur mit knappem Mehr abgelehnt wurde. Deshalb erachte ich es als richtig, Sie in der Eintretensdebatte auch über dieses Problem zu orientieren. Im ersten Teil stellt die Motion fest, dass bei der Prüfung des Entwurfes zum Gesetz über die Berufsbildung sichtbar wurde, dass der berufliche Unterricht angemessen auszudehnen sei, damit nicht nur die beruflichen Kenntnisse, sondern auch die Allgemeinbildung gefördert werden könne.

Bei dieser Sachlage wird es schwierig sein, dem Turn- und Sportunterricht (der gestützt auf Artikel 16 Absatz 2 des Bundesgesetzes vom 17. März 1972 über die Förderung von Turnen und Sport obligatorisch erklärt wurde) einen genügenden Platz zuzusichern. Nach Auffassung der Kommissionsminderheit sollte deshalb eine Gesetzesrevision vorgenommen werden, die diesen Unterricht freiwillig

erklärt, wobei er für Vollschulen und Lehrwerkstätten obligatorisch bleiben könnte. Es liessen sich in diesem Zusammenhang aber auch die nicht unbedeutenden Auswirkungen auf die ohnehin angespannten Bundesfinanzen diskutieren, da uns bekannt ist, dass im Verlaufe der nächsten Jahre Hunderte von Millionen Franken für den Ausbau der noch nicht bestehenden Turnhallen ausgegeben werden müssten. Wie erwähnt, hat die Kommission mehrheitlich beschlossen, Ihnen diese Motion nicht zu unterbreiten.

Wie Sie der Presse entnehmen konnten, wurde am letzten Freitag eine Petition zuhanden der Mitglieder der Bundesversammlung eingereicht, die mit 52 743 Unterschriften versehen ist. Sie wurde von der Jugend des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes lanciert und hat folgenden Wortlaut:

«Die Unterzeichner dieser Petition fordern von den Mitgliedern der Bundesversammlung und des Bundesrates, dass die kommende Revision des Berufsbildungsgesetzes wirkliche und optimale Fortschritte bringt. Das neue Gesetz muss gewährleisten, dass

- eine umfassende Grundbildung im Zentrum der Bemühungen steht;
- die ständige Weiterbildung aller Arbeitnehmer gefördert und erleichtert wird;
- der Bund eine Stelle schafft, die auf wissenschaftlicher Ebene kurz-, mittel- und langfristige Berufsbildungs-Forschung betreibt;
- die Aus- und Weiterbildung für alle Lehrkräfte von Berufsschulen und Lehrbetrieben obligatorisch wird;
- anstelle der Berufsmittelschule (BMS) allen Lehrlingen Wahlpflichtfächer angeboten werden;
- für den Besuch der beruflichen, allgemeinbildenden und sportlichen Fächer sowie für die Aufgaben jedem Lehrling wöchentlich zwei Tage zur Verfügung stehen;
- die Lehrlinge zusammen mit den Gewerkschaften auf allen Ebenen der Berufsbildung mitbestimmen können!»

Da ich erst seit zwei Stunden im Besitze dieser Petition bin, konnte ich die Kommissionsmitglieder von deren Inhalt nicht mehr unterrichten und bin deshalb nicht in der Lage, eine Kommissionsmeinung bekanntzugeben. Gestatten Sie mir deshalb einige persönliche Bemerkungen. Ich begrüsse die lebhafteste und engagierte Anteilnahme der Jugend des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes. Es zeigt sich darin das grosse Interesse, das einer gründlichen Vorbereitung auf das Berufsleben entgegengebracht wird. Mir scheint, das Ziel der Ertüchtigung sei das gleiche, das auch den Bundesrat bewegen hat, eine Revision des Berufsbildungsgesetzes vorzusehen. Die vorgesehenen Massnahmen sind jedoch nicht dieselben, was zu einer Diskussion führen muss.

Die wesentlichen Punkte der Petition sind: Ausbau der Berufsschule auf zwei volle Schultage durch Angliederung von weiteren allgemeinbildenden und sportlichen Fächern, Wahlpflichtfächer, sowie Gewährung von Freizeit zur Erledigung der Hausaufgaben; ständige Weiterbildung der Lehrkräfte an Berufsschulen und Lehrbetrieben; ständige Weiterbildung aller Arbeitnehmer. Ein vierter Punkt betrifft die Berufsmittelschule, die nicht erwünscht zu sein scheint; sie soll durch Wahlpflichtfächer abgelöst werden. Der fünfte Punkt soll den Lehrlingen in Zusammenarbeit mit den Gewerkschaften auf allen Ebenen der Berufsbildung eine Mitbestimmung einräumen.

Meine Bemerkungen zur Petition: 1. Zunächst zum Ausbau der Berufsschulen: Im Bundesgesetz ist ein weiterer Ausbau der Berufsschulen vorgesehen; er darf jedoch keineswegs dahingehen, dass der Lehrling solange vom Lehrbetrieb abwesend ist, dass eine gründliche berufliche Ausbildung nicht mehr möglich wäre. Ich anerkenne den Wert der Berufsschulen wie auch der dort dozierten allgemeinbildenden Fächer, kann Ihnen aber als ehemaliger Lehrling und langjähriger Ausbilder aus eigener Erfahrung sa-

gen, dass die praktische Berufsbildung Mittelpunkt bleiben muss, wobei ich es sehr begrüsse, dass auch diese Ausbildungsteile durch die Schaffung von Lehrplänen effizienter werden sollen.

2. **Obligatorische ständige Weiterbildung für Lehrkräfte von Berufsschulen und Lehrbetrieben:** Hier wird etwas gefordert, was sicher langfristig als Ziel gelten darf. Im heutigen Zeitpunkt muss dies jedoch als Aufgabe im Raum stehen bleiben, da wir zuerst alle die Neuerungen, die das Gesetz bringen soll, verkraften müssen; denn jede Massnahme, die ohne exakte Vorbereitung ergriffen wird, muss zum Scheitern führen.

3. **Die Förderung der ständigen Weiterbildung aller Arbeitnehmer:** Ich bin überzeugt, dass dies nicht Aufgabe des Bundes sein kann und muss. Die Vergangenheit hat bewiesen, dass diese vornehme Aufgabe auf den verschiedensten Ebenen durch Zusammenwirken der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen möglich war und auch in Zukunft möglich sein wird. Benützen wir doch unsere staatlichen Einrichtungen nur dort, wo sie sinnvoll und wirklich notwendig sind.

4. **Zur Berufsmittelschule:** Ich verstehe die gewerkschaftliche Forderung, die die Berufsmittelschule ablehnt, nicht. Wir sollten doch jede sich bietende Gelegenheit benützen, demjenigen, der die Fähigkeiten besitzt, zusätzliche Ausbildung zukommen zu lassen, damit es ihm auch auf dem zweiten Bildungsweg gelingt, eine seinen Talenten entsprechende Ausbildungsstufe zu erreichen. Es scheint mir aber auch eine Notwendigkeit zu sein, da unsere Wirtschaft ohne bestausgebildete Führungskräfte in Zukunft zum Scheitern verurteilt sein könnte.

Zur Mitbestimmung der Lehrlinge zusammen mit den Gewerkschaften auf allen Ebenen der Berufsbildung: Der Lehrvertrag ist ein privatrechtlicher Vertrag, in dem Aufgaben und Pflichten beider Partner gemäss den Vorschriften des Staates festgelegt sind. Die Aufsicht über das Lehrverhältnis obliegt in jedem Fall dem Staat, der auch als Beschwerdeinstanz und Kontrollorgan jederzeit eingreifen kann. Dies ist meiner Meinung nach der beste Schutz für unsere Lehrlinge, die ihrerseits aufgrund des Bundesgesetzes im Artikel 21 Absatz 2 (neu) ein angemessenes Mitspracherecht erhalten. Ein Recht für gewerkschaftliche Organisationen in bezug auf die Mitbestimmung bei der Berufsbildung sehe ich im Bereich der Berufsverbände, wo, wie dies schon heute der Fall ist, die Vorschriften für die Ausbildungspläne und Prüfungsreglemente erarbeitet werden.

Ich komme zum Schluss. Meines Erachtens sollte unser Rat von der Petition der Jugend des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes Kenntnis nehmen, wobei die Bemühungen um eine Verbesserung der beruflichen Ausbildung als gemeinsames bedeutungsvolles Ziel anerkannt werden, wobei jedoch auch alles daran gesetzt werden muss, dass in Zukunft die dringend benötigten Lehrplätze durch Erhaltung der Ausbildungsbereitschaft gesichert bleiben.

Ich bitte Sie im Namen der Kommission, auf die Vorlage einzutreten, eine abschnittsweise Beratung durchzuführen und den Abänderungsanträgen der Kommission, denen der Bundesrat vollumfänglich zustimmt, beizupflichten.

Ulrich: Wir haben hier für die Hochschulförderung Beschlüsse gefasst. Heute gilt es nun, die andere Säule – das Berufsbildungswesen – in unserem Bildungssystem zu verstärken. Das vorliegende Berufsbildungsgesetz ist in seiner Grundhaltung meiner Meinung nach ein Vorbild einer realistischen und logischen Entwicklung dieser Aufgabe. Die Vorlage unterlässt theoretische Höhenflüge und bleibt fest auf dem Boden der Realität. Das Bewährte wird nicht leichtfertig über Bord geworfen, sondern weitergeführt und weiterentwickelt. Die bewährte Betriebslehre wird beibehalten, und es werden Garantien eingebaut, damit die Qualität der Lehrmeister entsprechend ihrer Verantwortung gegenüber den Lehrlingen gesteigert werden kann.

Die Alternative wären staatliche Lehrwerkstätten. Was das für Mittel für Bauten und Lehrkräfte erfordern würde, ist ungefähr zu ermessen, wenn man die Zahl der Lehrverhältnisse (150 000) vergleicht. Ein Blick genügt, um einzu-sehen, dass diese Mittel in diesem Lande einfach zurzeit nicht aufzubringen wären. Die Betriebslehre ist aber auch in staatspolitischer Hinsicht von besonderer Bedeutung; der Lehrling und die Lehrtochter stehen mit einem Bein jederzeit im Berufsleben, sie sind Glieder unserer Marktwirtschaft. Das ist von grossem Wert, denn das hat nach meiner Ansicht dazu geführt, dass wir mit diesen Jugendlichen auch in Zeiten sehr starker Spannung nie wirkliche Probleme hatten. Im übrigen kommt dem Berufsbildungswesen im Rahmen unseres Bildungssystems eine zentrale Bedeutung zu, weil ja der weitaus grösste Teil unserer Jugend diese Bildung absolviert und weil unsere Wirtschaft, die auf Qualitätsleistungen ausgerichtet ist, gerade diese gut ausgebildeten Berufsleute benötigt. Zudem haben wir auch in dieser Sparte die geburtenstarken Jahrgänge zu bewältigen.

Von einiger Bedeutung ist die Verbesserung der Stellung der Berufsmittelschulen, der Techniken und der höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen sowie die doch jetzt befriedigende Lösung der Titelfrage. Damit ist die Berufslehre bei weitem keine Sackgasse mehr, sondern eröffnet grosse Möglichkeiten für weitere höhere Ausbildung und entsprechenden Aufstieg im Berufsleben.

Durch eine Aufwertung dieses Bildungsweges, der vor allem praktisch begabten jungen Leuten entspricht und ihnen weitere Berufschancen eröffnet, können die überfüllten Hochschulen etwas entlastet werden. Dieser Weg über Berufslehre und höhere Bildungsanstalten (Techniken, Wirtschafts- und Verwaltungsschulen) ist nicht nur effizient, er ist auch kurz und daher wenig aufwendig.

Ich komme nicht darum herum, mich kritisch zum Lehrlingsturnen noch zu äussern; schon der Herr Präsident hat darauf hingewiesen. Es ist leider nicht hier, sondern im Bundesgesetz für Turnen und Sport geregelt. Schon damals habe ich mich erfolglos dagegen gewehrt. Nach dem 12. Juni müssen wir aber wieder darüber reden. Es belastet nämlich Schulbauten, Lehrkräfte und vor allem die Unterrichtszeiten gewaltig. In dieser Form ist das Lehrlingsturnen auch unnötig und diese Vorschrift einfach ein Unsinn. Die Lehrlinge und Lehrtöchter können nach meiner Meinung am Wohnort in den örtlichen Turnvereinen diesen Unterricht absolvieren. Turnhallen sowie Lehrer sind dort vorhanden, und sie müssten sich lediglich über die Absolvierung dieses Turnunterrichtes ausweisen. Damit könnten viele Millionen für teure Turnhallen, für Turnlehrer eingespart werden, die Lehrlinge wären länger im Betrieb, was für die Erhaltung der Betriebslehre einfach ins Gewicht fällt. Ich würde also eine Revision in diesem Sinne sehr befürworten.

Der bisherige Erfolg in diesem Sektor Berufsbildungswesen ist nach meiner Erfahrung auf die ausgezeichnete Zusammenarbeit zwischen Schule, Berufsverbänden und Wirtschaft zurückzuführen. Die grossen Leistungen der Wirtschaft in diesem Sektor können kaum genügend gewürdigt werden, wie auch andererseits – und das möchte ich besonders hervorheben – die ausgezeichnete und sehr flexible Einstellung des BIGA. Ich bin für Eintreten.

Stuckl: Obschon das bisherige Gesetz noch keine 15 Jahre in Kraft steht, drängt sich bereits eine Totalrevision auf, ein Zeichen für die Schnellebigkeit unserer Zeit. Auch wenn die neue Vorlage keine revolutionären Neuerungen bringt, sind doch einige wesentliche Anpassungen notwendig. Die Zeit ist eben in den letzten 15 Jahren nicht stillgestanden, und so war es notwendig, einige Erkenntnisse der letzten Jahre einzubauen. Ich möchte in diesem Zusammenhang nur auf zwei wesentliche Neuerungen hinweisen: auf die Anlehre und auf die Berufsmittelschule.

Bei der Anlehre muss meines Erachtens vor allem darauf geachtet werden, dass sie nicht zulasten der eigentlichen

Berufslehre geht, sondern dass damit weitere Schichten Jugendlicher erfasst werden. Wenn heute 70 Prozent der Burschen und 33 Prozent der Mädchen eine Lehre im Sinne dieses Gesetzes absolvieren, so sollte dieser Prozentsatz auch in Zukunft beibehalten werden können. Die Anlehre sollte vor allem für die jungen Menschen gedacht sein, die z. B. über genügende manuelle Fähigkeiten verfügen, die jedoch den Anforderungen der Schule nicht gewachsen wären, oder sie sollte auch als Vorbereitung für eine spätere Lehre dienen können. Es ist sicher wichtig, dass solche Leute nicht Hilfsarbeiter bleiben müssen, sondern einen Ausweis als Spezialarbeiter erhalten.

Dass die in den letzten Jahren mehr probeweise eingeführten Berufsmittelschulen durch das vorliegende Gesetz verankert werden, hat sicher seine Berechtigung. Sie sind vor allem gedacht für Absolventen, die später eine gehobene Stellung in ihrem Beruf erstreben oder in eine Ingenieurschule eintreten wollen. Es ist deshalb wichtig, dass grundsätzlich jeder Lehrling, der in Betrieb und Berufsschule die Voraussetzungen zum Besuch erfüllt, berechtigt ist, eine solche Schule zu besuchen, eine Bestimmung, die durch Ihre Kommission eingefügt worden ist. Wir verhindern damit eine unnötige Diskriminierung und räumen einen Stein zur Verbesserung der Chancengleichheit zur Seite. Es wäre sicher unverständlich, wenn im gleichen Lehrbetrieb der eine Lernwillige eine solche Schule besuchen könnte, ein anderer jedoch trotz gleichen oder besseren Fähigkeiten davon absehen müsste.

Trotz dieser und anderer wertvoller Neuerungen konnten natürlich nicht alle Postulate erfüllt werden. Wünschenswert wäre z. B. – der Herr Kommissionspräsident hat bereits darauf hingewiesen – eine Ausdehnung des Gesetzes auf weitere Berufe. Es ist sicher stossend, dass wegen der vorhandenen Verfassungsbestimmung die Berufe der Erziehung und der Krankenpflege nicht in den Bereich dieses Gesetzes fallen, ja dass sogar Verwaltungslehrlinge nur bei extensiver Auslegung eingegliedert werden können. Es drängt sich deshalb eine baldige Erweiterung der Verfassungsbestimmung auf.

Ich bitte das BIGA ferner, grosses Gewicht auf die Weiterbildung von Lehrmeistern, Lehrern und Prüfungsexperten zu legen. Mit der Einführung von Ausbildungskursen für Lehrmeister wird sicher ein entscheidender Schritt getan. Im Zeichen der rasch ändernden Verhältnisse und Methoden kommt aber auch der Weiterbildung vermehrte Bedeutung zu. Es besteht die Gefahr, dass, wenn ein Meister während 30 bis 40 Jahren Lehrlinge ausbildet und wenn der gleiche Experte während Jahrzehnten amtiert, ohne ständige Anpassung an die sich wandelnde Zeit, Ausbildung und Prüfungsmethoden veralten. Ich habe in dieser Hinsicht schon interessanten Auseinandersetzungen zwischen jungen und alten Meistern bzw. Experten beigewohnt. Den sich mit der Weiterbildung beschlagenden Artikeln dieses Gesetzes kommt somit erhebliche Bedeutung zu.

Im weiteren bitte ich das BIGA, in Zukunft von einer weiteren Zersplitterung von Berufslehren möglichst abzusehen. Der Spezialisierung müssen Grenzen gezogen werden. Gerade im Zeichen der auch für die gewerblichen Berufe geltenden «éducation permanente» ist es wichtig, dass die Basis für jeden Beruf möglichst breit ist, damit jeder Berufsmann die Möglichkeit hat, sich den später eventuell in verschiedener Richtung gehenden Tendenzen anzupassen. Wenn heute für 269 Berufe Ausbildungsreglemente bestehen, so sollte man versuchen, nicht nur weitere Spezialisierungen zu vermeiden, sondern eventuell sogar Zusammenlegungen zu ermöglichen.

Ich möchte nochmals betonen, dass das vorliegende Gesetz nichts Umstürzlerisches erstrebt. Es handelt sich um ein «braves» Gesetz. Eine Anpassung an die in den letzten Jahren eingetretenen veränderten Verhältnisse erweist sich jedoch als notwendig, und so bin auch ich für Eintreten auf die Vorlage.

M. Dreyer: Je voudrais assortir mon adhésion à l'entrée en matière de quelques réflexions qui ne plairont certaine-

ment pas à tous ceux – et ils sont je crois la grande majorité, c'était le cas à la commission – qui saluent avec enthousiasme ce projet.

Première réflexion: La loi qui régit la formation professionnelle est une bonne loi, elle est bien appliquée, elle a ceci de particulier – et c'est assez rare – que c'est une loi fédérale contraignante dans laquelle on laisse beaucoup de liberté aux cantons. Dans les cantons où l'on est sensible à l'autonomie scolaire spécialement, on n'a jamais dû se plaindre de l'intervention de l'OFIAMT parce qu'on a veillé à ce que les inspecteurs fédéraux – ils existent – en la matière n'apparaissent jamais comme un bailli scolaire, comme ce «Schulvogt» qui était tant redouté à une certaine époque. Incontestablement, l'OFIAMT fait preuve d'efficacité, de diplomatie, l'un n'excluant pas l'autre. Mais à la suite de vœux généralement exprimés, y compris d'ailleurs à mon grand étonnement dans les associations professionnelles faitières, de plus en plus dirigées par des fonctionnaires permanents qui perdent petit à petit le contact avec la réalité, pour répondre donc à ce vœu général on a mis sur pied un nouveau projet, une réforme que les uns estiment trop timide et que les autres estiment particulièrement judicieuse. L'essentiel, lorsque l'on s'applique à l'étude de tels textes, c'est qu'on ne perde pas de vue le bien de l'apprenti. Sous cet angle, le projet répond incontestablement aux aspirations qui se sont fait jour d'un côté et de l'autre.

La ligne générale du projet est inspirée du souci légitime d'améliorer la formation de base. Ce que je crains en revanche, c'est qu'on veuille tellement améliorer cette formation de base par l'enseignement qu'on en arrive petit à petit, à la suite d'ambitions trop grandes, à s'écarter de l'essentiel.

Certaines innovations du projet apparaissent comme le fruit d'une réflexion plus théorique que pratique et s'éloignent – on peut le craindre – des réalités. Ce projet a été conçu par des spécialistes, des experts, animés des meilleures intentions, mais apporte-t-il véritablement le progrès souhaité? Il en est ainsi de l'obligation qui sera faite aux maîtres d'apprentissage de s'astreindre à un cours d'une durée de cinquante heures même lorsque ces maîtres d'apprentissage seront titulaires d'un diplôme de maîtrise par exemple. Comme si l'on pouvait tout résoudre dans notre pays avec des cours! On fait suivre des cours à tout le monde. Les seuls bientôt à être dispensés de cours en Suisse sont ceux qui, comme nous, briguent un mandat politique.

Il y a dans cette obligation une contrainte qui va d'abord restreindre le nombre de ceux qui acceptent encore de former des apprentis et qui ensuite va créer des inégalités parce que le maître d'apprentissage, dans une grande entreprise, va pouvoir, sans inconvénient, quitter l'entreprise pendant cinquante heures, c'est-à-dire plus d'une semaine, pour suivre ses cours, tandis que dans une petite entreprise il va devoir réfléchir longtemps avant de s'astreindre à cette obligation. Et ce d'autant plus que le maître d'apprentissage, du moins celui qui est responsable de la formation des apprentis dans une petite entreprise, est directement en contact avec eux, alors que celui qui pourra suivre ces cours, parce qu'il vient d'une grande entreprise, ne sera, hélas! que trop rarement en contact direct avec les apprentis. De plus, on s'est imaginé qu'on allait pouvoir former des pédagogues en cinquante heures. On est ou on n'est pas pédagogue; je doute beaucoup en tout cas de l'efficacité de cette mesure qui, je le crains bien, sera un frein à l'extension du nombre des maîtres d'apprentissage alors que, à l'heure actuelle déjà, nous n'en avons pas assez.

Il y a aussi quelques réserves à faire quant aux cours d'introduction, bien que ceux introduits jusqu'ici aient fait leurs preuves; mais ils ne sauraient sans plus être étendus à toutes les professions et, là, il faudra faire montre de sens pratique et de sens des réalités dans l'application de la loi.

Dernière réflexion: Il n'est pas interdit de s'inquiéter des conséquences financières des innovations qui sont propo-

sées sur le budget des communautés publiques et en particulier des cantons. Au moment où la Confédération diminue ses subventions, il semble qu'elle s'ingénie à augmenter les obligations qu'elle impose aux cantons et aux professions. Je voudrais me défaire d'un certain conservatisme résistant à toute tentative de changement; il n'en faut pas moins s'avancer prudemment dans ce que l'on appelle pompeusement des «réformes» parce qu'un jour ou l'autre, on se rend compte qu'il faut payer la facture et les pots cassés. A vouloir tout faire ou tout entreprendre, on risque d'apporter la démonstration, comme je l'ai dit à la commission, que le mieux n'est pas nécessairement l'ami du bien.

M. Donzé: En commission, je me suis prononcé pour l'entrée en matière, mais j'ai présenté quelques remarques d'ordre général que j'aimerais reprendre devant vous.

Une première série de remarques concerne le champ d'application de la loi et je ne puis que regretter une nouvelle fois que les articles constitutionnels sur l'enseignement n'aient pas trouvé grâce devant le peuple suisse.

Fondamentalement, mon parti maintient ce postulat du nouvel article constitutionnel. Etant donné le peu de possibilités que laissait la constitution, il était certes difficile d'élargir le champ d'application de la loi et de l'étendre en particulier aux professions soignantes, aux professions des services, à celles des transports et aux PTT. Cet élargissement du champ d'application de la loi aurait facilité une véritable intégration de la formation professionnelle, alors que le projet se borne à réaliser une certaine institutionnalisation, une certaine désintégration, qui caractérise malheureusement souvent l'ensemble du système scolaire, et cela à la défaveur des apprentis, à la défaveur de ceux qui ne peuvent faire de longues études et de ceux qui ne peuvent même pas faire un apprentissage. C'est pourquoi nous considérons d'un œil critique l'institutionnalisation des écoles professionnelles supérieures et, en même temps, une certaine institutionnalisation du manœuvre puisqu'on prévoit – et je crois qu'en soi, c'est une bonne chose – certaines dispositions en vue de faciliter la formation de ceux que l'on appelle les semi-qualifiés et de les aider.

Nous aurions voulu un autre système, un système d'options qui permette le passage à n'importe quel moment d'un niveau à un autre. Nous avons un peu le sentiment qu'à cet égard, la loi n'est pas satisfaisante et que ses auteurs ne se sont pas penchés sur le véritable problème qui est celui de l'égalité des chances.

Enfin, un certain nombre des critiques qui se sont élevées au sein de la commission concernent les progrès mêmes que cette loi est censée réaliser sur le plan de la formation théorique, de la formation des maîtres d'apprentissage, dont M. Dreyer a un peu fait son cheval de bataille, considérant qu'elle entraînera des complications, alors qu'à mon avis, si on supprime l'obligation relative à la formation des maîtres d'apprentissage et à la formation théorique, nous viderions la nouvelle loi d'une partie de sa substance et, en tout cas, je ne pourrais plus la voter.

Je regrette aussi qu'on n'ait pas non plus généralisé plus complètement l'orientation professionnelle.

Même l'article interdisant le travail à la tâche pour les apprentis est mis en question par certains.

Il m'aurait également plu de voir la loi souligner le rôle des administrations sur le plan de la formation professionnelle; un très grand nombre d'administrations publiques et parastatales peuvent participer à la formation de très nombreux apprentis dans les corps de métier les plus divers. Or la loi reste ambiguë à cet égard.

Je pense que, de toute façon, cette loi nous reviendra du Conseil national modifiée et certainement améliorée. C'est pourquoi je ne m'opposerai pas à l'entrée en matière mais je crois, avec l'Union syndicale suisse et en particulier son groupe «Jeunesse», qui aspirait à cette égalité des chances dont j'ai parlé, que la véritable loi sur la forma-

tion professionnelle reste de toute façon encore à mettre sur pied.

Jauslin: Einige Bemerkungen zu den Auslegungen dieses Gesetzes. Ich habe als Lehrmeister Lehrlinge angestellt, bei der Ausbildung mitgeholfen, Zeugnisse unterschrieben und ich war sogar einige Jahre im Technikumsrat. Aber ich hatte nie mit dem Gesetz direkt zu tun, dagegen sehr viel mit all den Verordnungen und Reglementen, mit allen diesen Bestimmungen, die nur erlassen werden unter dem Titel «Der Bund sorgt für...» oder «Das Bundesamt bestimmt...». Ich hätte den Wunsch, dass meine Bemerkungen bei der Ausarbeitung der Reglemente Beachtung finden.

Vorweg möchte ich aber eine Feststellung machen zur allgemeinen Situation. Der Generaltenor ist der, dass man zu wenig Lehrstellen habe und man befürchtet, dass die Wirtschaft als Folge der Rezession zu wenig Lehrstellen zur Verfügung stellt. In unserem Ingenieurbüro stelle ich aber das Umgekehrte fest, nämlich ein Mangel an Lehrlingen. Es melden sich wesentlich weniger als in früheren Jahren, teilweise überhaupt niemand. Daraus könnte man zwei Schlüsse ziehen: Entweder, dass die Jungen schneller auf veränderte Situationen reagieren als wir Politiker dies können, oder aber, dass die Berufsberater zu sehr von der wirtschaftlichen Situation beeindruckt sind, dass sie weniger auf Veranlagung und auf längerfristige Entwicklungen achten. Ich bin deshalb ausserordentlich froh, dass der Grundsatz im Gesetz festgelegt ist, dass Weiterbildung auf allen Stufen gefordert wird. Das sollte dafür sorgen, dass die Wirtschaftsschwankungen nicht zu rastlosen Änderungen in der Berufsstruktur der Lehrlinge führen.

Ein Wort zur Berufsmittelschule. Die Berufsmittelschule ist eine glänzende Idee, ist auch ein willkommenes Instrument, die Berufslehre aufzuwerten. Die Idee ist gut, aber die Durchführung bringt gewaltige Probleme, wie ich das aus nächster Nähe feststellen kann. Die Berufsmittelschule will eine breitere Ausbildung geben, muss aber gleichzeitig auf den durchschnittlichen oder sogar auf den minimalen Stand der Grundausbildung der Schüler Rücksicht nehmen. Das kann dazu führen – wie ich es an einem Beispiel erlebt habe – dass die Fremdsprache Englisch, die geboten wird, bei null beginnt, dass bei der Mathematik zusätzlich Algebra und dazu noch Turnen geboten wird – mit dem Erfolg, dass ein Lehrling mit relativ guter Ausbildung (vielleicht vorgymnasialer Ausbildung, oder mit – bei uns – Realschulbildung) im Englisch nichts Neues erhält, in der Algebra deswegen nichts Neues erhält, weil er das von der Fachausbildung als Zeichner her schon kennt und beim Turnen muss man sich die Frage stellen, warum nicht alle dieses Fach besuchen können. Die Schwierigkeit liegt darin, dass diese Berufsmittelschule genau auf die Leute zugeschnitten werden müsste, die sie besuchen. Das ist meist nur dann möglich, wenn ganze Klassen, ganze Berufsklassen wirklich in diese Berufsmittelschule delegiert werden können. Ich möchte also hoffen, dass man nicht nur die Idee verfolgt, sondern wirklich danach trachtet, die beabsichtigte Zielsetzung auch mit einem gezielten Pensum zu erreichen.

Auch die zwei Tage Absenz, die ohne Lohninbusse – nach Forderung dieses Gesetzes – verlangt sind, sind nicht so selbstverständlich. Einerseits gehen ja nicht alle Lehrlinge gerne zur Schule, sie sind also froh, dass sie nicht zwei Tage zur Schule gehen müssen. Auf der anderen Seite habe ich festgestellt, dass bei der Diskussion, ob ein Berufsmittelschüler den gleichen Lehrlingslohn erhalten soll – wie es das Gesetz verlangt – überhaupt nur das Kriterium der Gerechtigkeit eine Rolle spielte. Für den Arbeitgeber ist es nebensächlich, ob diese Leute den gleichen Lohn haben oder nicht. Man muss sich jedoch die Frage stellen: Wenn die intelligenteren Schüler die Gelegenheit haben, zwei Tage dem Betrieb fernzubleiben, ohne dass sie deswegen eine Lohninbusse haben: Besteht dieses Recht nicht für alle anderen auch? Weichen wir nicht

doch vielleicht von der Chancengleichheit ab, indem wieder einmal mehr die Intelligenteren aufgewertet werden, indem sie weniger im Betrieb tätig sein müssen?

Abgesehen davon ergibt sich die Nebenerscheinung, die ich selbst feststellen konnte, dass eine Absenz von zwei Tagen – dazu kommen dann noch die betriebsinternen Kurse – dazu führen kann, dass diejenigen Leute, die diese Lehrlinge einsetzen, nicht mehr gewillt sind, ihnen wirklich berufsbedingte Arbeiten zu geben. Sie finden, dass diese Lehrlinge so selten, so kurz zur Verfügung stehen, dass sie nicht voll eingesetzt werden können. Das ist der betrieblichen Ausbildung nicht förderlich.

Es mögen dies Spezialfälle sein. Aber ich möchte nur etwas diesen optimistischen Tenor brechen. Man soll nicht glauben, dass man mit diesen neuen Institutionen und dem Postulat keine Lohnneinbusse alle Schwierigkeiten überwindet. Es geht mir darum, darauf hinzuweisen, dass nur bei sehr massstäblicher Organisation eine gute Wirkung erreicht werden kann. Ich danke Ihnen.

Weber: Sie kennen die Haltung des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes gegenüber der Vorlage zum neuen Berufsbildungsgesetz. In der gewerkschaftlichen Stellungnahme kommt die Enttäuschung über die Ernte der Revision zum Ausdruck. Ich finde, man hätte in grundsätzlichen Fragen den Vorstellungen des Gewerkschaftsbundes mehr Rechnung tragen müssen. Ich teile die Kritik am neuen Gesetzeswerk. In der Kommission versuchte ich, mit nicht weniger als zwölf Abänderungsanträgen etwas von einem fortschrittlichen Geist in die Revision zu bringen. Ohne Erfolg. Wenn ich diese Anträge hier im Rate mit einer Ausnahme nicht mehr aufgenommen habe, dann nicht, weil ich meine Auffassung geändert hätte. Vielmehr ist es eine Art Resignation, die mich zu diesem Verhalten gebracht hat. In allem Ernst haben wir uns mit dem Gedanken befasst, einen Nichteintretensantrag zu stellen. Ich glaube, dass sowohl die Schöpfer des Revisionswerkes wie auch der Bundesrat im guten Glauben und bester Absicht gehandelt haben, wenn sie Bestehendes mit dem Gesetz zementieren wollen. Das kann aber gerade im Sektor der Berufsbildung nicht der Weisheit letzter Schluss sein. Gerade bei der Berufsbildung sollten unsere Anstrengungen besonderer Art sein, damit man all jenen, die nicht das Privileg haben, unsere höheren und höchsten Schulen, die mit beachtlichen öffentlichen Mitteln getragen werden, zu besuchen, einen echten Ersatz an Grundbildung und Lebenshilfe bieten kann. Das Leben wird nicht einfacher. Damit der Mensch sich noch zurechtfinden kann und nicht auf Gedeih und Verderben Entscheiden anderer ausgeliefert ist, muss er ein denkender Mensch sein. Denken kann nur jener Mensch; der zum Denken angehalten wird und dessen Geist geschult ist. Das künftige Leben verlangt mehr Mobilität. Der junge Mensch muss auf diese Mobilität vorbereitet werden. Diese Fähigkeiten kann ihm nur die Schule geben. Als künftiger Staatsbürger und als Glied der Gesamtwirtschaft, als Berufsmann oder als Soldat sollte ihm nach der Volksschule, im Berufsbildungsalter die Berufsschule möglichst jene Fähigkeiten geben, sich zurechtzufinden, damit er im ganzen Gefüge nicht eine Nummer ist, sondern Mensch sein kann. Gerade in der Berufsberatung sollte man weite Ziele stecken, auch wenn diese im Moment nicht erreichbar zu sein scheinen. Besondere Opfer und besondere Anstrengungen sind hier mehr als begründet. Der Mensch muss im Mittelpunkt stehen, weniger das, was man ihm eintrichtern will.

Leider ist man im Begriff, den gleichen Fehler zu begehen, den man schon auf der Volksschulstufe mit der Aufspaltung begangen hat und der nur sehr schwer zu korrigieren ist, ja man will das noch in verstärkter Masse weiterführen. Ich denke da an die Stufenlehre, vor allem an die Einführung der Berufsmittelschule und die Anlehre. Die Zersplitterung der Berufsbildung ist bereits heute ziemlich stark vorangetrieben. So sollen die jungen Leute noch **mehr als bisher nach der Volksschule eingeschleust** und damit beruflich sehr früh abgestempelt werden. Wir lehnen

deshalb die Stufenlehre als zusätzliches Instrument der Selektion ab, weil sie insbesondere die Entfaltungsmöglichkeiten für Lehrlinge mit mangelhafter schulischer Vorbildung stark einengt. Zudem wird dem Jugendlichen in der – ich zitiere hier die Botschaft – «wohl problemreichsten Phase seines Lebens» überhaupt nicht geholfen, wenn er bei Leistungsschwierigkeiten einfach in die nächst untere Stufe relegiert wird. Den daraus entstehenden Rückstand wird er später nur mit allergrösster Mühe aufholen können.

Unser Ziel muss daher eine vollwertige Berufslehre für alle Jugendlichen in der Berufsbildung sein. Der Begriff «vollwertig» bedeutet in unserer Sicht: Die Grundlage dafür schaffen, dass der Ausgelernte auf dem Arbeitsmarkt einen möglichst hohen Grad an Mobilität aufweist und den wechselnden Anforderungen gewachsen ist. Diesem Postulat widerspricht eine allzu frühe und starke Spezialisierung in verschiedenen Lehrberufen, wie sie während der Hochkonjunktur betrieben worden ist; Herr Stucki hat bereits darauf hingewiesen. Die wirtschaftliche Krise hat mit aller Deutlichkeit gezeigt, dass zahlreiche Lehrgänger auf ein sehr enges Ausbildungsspektrum programmiert worden sind und damit nur unter Schwierigkeiten einen andern, verwandten Beruf antreten können. Aus diesem Grunde sollte die Berufsausbildung in einer ersten Phase eine breite allgemeine und berufliche Basis vermitteln; während dieser Zeit sollte es dem Lehrling möglich sein, innerhalb seines Berufsfeldes den Beruf ohne zeitliche Einbusse zu wechseln. Erst später soll das Grundwissen vertieft werden und mit einer Spezialisierung einhergehen. Den Lehrwerkstätten sollte mehr Bedeutung zukommen. Sie sollten mit Hilfe dieses Gesetzes geschaffen und unterhalten werden. Dagegen beschränken wir uns hier darauf, sie einfach zu tolerieren. Der Rückgang des Lehrstellenangebotes ist auch eine Folge der Rezession, in erster Linie aber des Konzentrationsprozesses in der Wirtschaft; denn Grossbetriebe bilden vergleichsweise weniger Lehrlinge aus als Kleinbetriebe. So beschäftigen Grossbetriebe in der Maschinenindustrie mit guter Lehrlingsausbildung – auf die sie zu Recht stolz sind – nur einen Lehrling pro 10 bis 20 Arbeitskräfte, während in Kleingewerbebetrieben mit durchschnittlicher Ausbildungsintensität ein Lehrling pro ein bis zwei Fachleute ausgebildet wird. Das neue Berufsbildungsgesetz sollte unbedingt darüber Bestimmungen enthalten, die eine rechtzeitige Erfassung und Förderung des Lehrstellenangebotes ermöglichen. Die Botschaft hält einzig fest, dass bei Lehrstellenknappheit die Höchstzahl von Lehrlingen pro Betrieb vergrössert werden könne. Nun werden aber diese Limiten von den Grossbetrieben kaum erreicht. Die Erteilung von Ausnahmegewilligungen führt in diesem Zusammenhang immer zu einem Rückgang der Ausbildungsqualität, selbst wenn damit die Ausbildungsintensität im einzelnen Betrieb nicht sinken sollte.

Ist die Privatwirtschaft nicht mehr in der Lage, ein quantitativ und qualitativ genügendes Angebot an Lehrstellen aufrechtzuerhalten, so muss die öffentliche Hand diese Lücke füllen. Andernfalls wird das Recht auf Bildung des grössten Teiles der schulentlassenen Jugend abhängig von konjunkturellen Schwankungen sowie allgemein ökonomischen und demographischen Entwicklungen. Da sich der Konzentrationsprozess in der Wirtschaft fortsetzen wird, werden die in den Lehrwerkstätten neu geschaffenen Ausbildungsplätze auch dann nicht überflüssig sein, wenn als Folge des Pillenknicks geburtenschwächere Jahrgänge die Schule verlassen werden; ganz abgesehen davon, dass der Andrang zu den Lehrwerkstätten schon heute sehr stark ist. Die von Herrn Jauslin aufgezeigten Erscheinungen sind bestimmt darauf zurückzuführen, dass den jungen Leuten der Glaube an diese technischen Berufe abhanden gekommen ist.

Zu den Berufsmittelschulen: Wir lehnen sie als Privileg für eine kleine Minderheit von 5 bis 6 Prozent der Lehrlinge ab. Es scheint geradezu absurd zu sein, dass die begabten Lehrlinge durch einen zweitägigen Schulunterricht noch besonders gefördert werden, während die überwie-

gende Mehrheit nach wie vor mit einem einzigen Schultag Vorlieb nehmen muss. Zudem führt die Berufsmittelschule unweigerlich zu einer Niveausenkung in den Berufsschulklassen, wenn die leistungsmässig besseren Schüler als Zugpferde abgesondert werden. Durch eine gesetzliche Verankerung würde der Besuch der Berufsmittelschule praktisch zur Bedingung für einen eventuellen Eintritt in die Höhere Technische Lehranstalt. Dies bedeutet nichts anderes als eine rigorose Weichenstellung, dass die Berufsmittelschule fast ausschliesslich für Abgänger aus höheren Schulstufen in Frage käme. So würde also bereits während der allgemeinen Schulzeit beim Uebertritt in eine höhere Schulstufe entschieden, wer später in eine HTL eintreten könne, z. B. im Kanton Bern mit 10 Jahren, weil da der Uebertritt in die Sekundarschule erfolgt. Andererseits ist es unbestritten, dass der junge Mensch im Alter von 16 bis 20 Jahren noch stark entwicklungsfähig ist. Solche «Spätentwickler» würden aber von vorneherein um ihre späteren Aufstiegschancen geprellt, mindestens würden diese Chancen sehr stark geschmälert.

Besonders stossend ist schliesslich die Tatsache, dass der Besuch der Berufsmittelschule auch in Zukunft von der Bewilligung des Lehrmeisters abhängig sein soll. In den letzten Tagen habe ich in den «Solothurner Nachrichten» von einem solch krassen Fall gelesen, bei dem ein Gewerbelehrer sich beklagte, dass ein Lehrmeister dem Lehrling den Eintritt in diese Mittelschule verweigerte.

Als Alternative zur Berufsmittelschule hätten wir gerne die zusätzliche Einführung sogenannter Wahlpflichtfächer neben dem Pflichtunterricht gesehen. Zunächst eine Erklärung, was darunter zu verstehen ist: Ein Angebot von allgemeinen und berufsbezogenen Fächern, aus dem der Lehrling eine gewisse Anzahl auswählen muss. Dabei gehen wir von der Erkenntnis aus, dass es nicht schlechthin begabte und unbegabte Lehrlinge gibt, sondern dass jeder Jugendliche verschiedene Begabungen hat. Durch die Einführung von Wahlpflichtfächern soll daher jeder einzelne dort sein Wissen verbreitern oder vertiefen können, wo seine speziellen Neigungen und Fähigkeiten liegen.

Zur Anlehre selbst möchte ich mich jetzt nicht äussern. Dazu habe ich einen Abänderungsantrag eingereicht. Mein Antrag will anstelle der Anlehre einen Unterricht für alle Burschen und Mädchen, die weder eine Mittelschule besuchen, noch eine Berufslehre absolvieren. An zwei Halbtagen sollen sie ohne Lohnbusse diese Schule besuchen können. Der Unterricht wäre als Lebenshilfe gedacht.

Herr Stucki hat vor einer weiteren Spezialisierung gewarnt. Ich schliesse mich seinem Appell an. Das neue Gesetz ist ein braves Gesetz; es täuscht aber mehr vor, als es zu geben vermag. Es gäbe noch andere Gründe zur Kritik oder wenigstens zur Skepsis. Ein weiteres Ueberdenken tut sicher not. Meine Hoffnungen liegen bei der Behandlung der Vorlage im Nationalrat. Unter Vorbehalt und ohne Begeisterung stimme ich vorerst einmal für Eintreten. In der Detailberatung werde ich auf verschiedene Punkte zu sprechen kommen.

Bundesrat Brugger: Aus den Zahlen, die in der Botschaft enthalten sind, können Sie ersehen, welche Bedeutung diesem Berufsbildungswesen sowohl quantitativ als auch qualitativ zukommt. Wir hatten Ende 1975 rund 143 000 gesetzlich geregelte Lehrverhältnisse, und diese Zahlen haben trotz der Rezession – das ist eine erfreuliche Feststellung – steigende Tendenz. Als Referenzzahl zu diesen 140 000 bis 150 000 Lehrtöchtern und Lehrlingen haben wir auf der anderen Seite rund 52 000 Hochschulabsolventen. Es geht also um eine sehr wichtige Sache, die wir hier zu regeln haben, die ganz allgemein eine grosse Auswirkung auf den Bildungsstand unseres Volkes hat.

Nun liegt in unseren Verhältnissen ja das Merkmal der Berufslehre darin, dass sich zwei Partner in diese Aufgabe teilen: einmal der Betrieb, und mit anderen Worten und allgemein gesagt die Wirtschaft, und dann die Schule, die Berufsschule. Dieser Berufsschule steht für die Erfüllung ihrer Aufgabe nach heutigen Verhältnissen weniger Zeit

zur Verfügung als dem Betrieb. Das ist einer der grundsätzlichen Diskussionspunkte, wieweit Schule und wieweit praktische Ausbildung im Betrieb gelten sollen. Wir müssen hier einfach pragmatisch vorgehen und das Mögliche sehen. Es ist schade, dass heute noch gewisse Kreise verkennen, dass auch eine Ausbildung im Lehrbetrieb Bildungswerte zu vermitteln vermag und dass in der Vermittlung von Bildungswerten nicht ein Monopol der Schule besteht. Denn der Umgang mit Menschen verschiedenartiger Prägung, das Aufbringen von Verständnis für die Meinung von anderen, die Notwendigkeit der Einordnung in eine Gemeinschaft, vor allem auch die Uebernahme persönlicher Verantwortung für übertragene Aufgaben tragen – wenigstens nach meinen Erfahrungen als ehemaliger Lehrer und auch als Vater – insgesamt wesentlich dazu bei, alle jene Charaktereigenschaften zu fördern, die einen guten, verlässlichen und damit auch einen gebildeten Menschen kennzeichnen.

Die berufliche Bildung ist ein wesentlicher Bestandteil unseres Bildungswesens, und wir müssen natürlich aufpassen, dass sie nicht zu einer Sackgasse wird. Die Berufslehre hat sich ja immer mehr zu einem Ausgangspunkt zu einer ausserordentlichen breiten und weitgefächerten beruflichen Tätigkeit auf verschiedenen Ebenen entwickelt. In den letzten Jahren sind besonders im tertiären Bildungsbereich neue Bildungsinstitutionen geschaffen worden, die es fähigen und bildungswilligen Absolventen von Berufslehren ermöglichen, verantwortungsvolle Stellen im mittleren und oberen Kaderpositionen zu versehen. Die im Bildungswesen selbst, aber auch in anderen Bereichen, vor allem im Arbeitsmarkt auftauchenden Probleme erfordern eine grössere Flexibilität nicht nur des Individuums, sondern auch unseres Bildungssystems. Denn Barrieren sowohl im horizontalen wie im vertikalen Bereich müssen sich gerade in wirtschaftlich schwierigen Zeiten als nachteilig erweisen. Was will ich damit sagen? Ich will damit sagen, dass der Durchlässigkeit zwischen den verschiedenen Bildungsbereichen, aus denen unser Bildungssystem zusammengesetzt ist, eine grosse Bedeutung zukommt. In einer Zeit, in der die Zulassung von Maturanden zur Hochschule beschränkt zu werden droht – wir hoffen, wir können das abwenden, aber wir sind nicht so sicher –, treten die Nachteile beispielsweise einer starren Trennung der Mittelschulbildung oder des akademischen Bildungsweges und der Berufslehre besonders deutlich zutage. Ich glaube, schon in der heutigen Entwicklung des Berufsbildungswesens haben wir dieser Forderung so weitgehend als möglich Rechnung getragen. Die Barrieren zwischen den einzelnen Systemen sind laufend abgebaut worden. Wir hoffen aber mit der Revision dieses Berufsbildungsgesetzes, diesem Ziel noch näher zu kommen, und zwar vor allem durch einen möglichst grosszügigen Verzicht auf Zulassungsbedingungen, wobei auch neuartige und unkonventionelle Lösungen in Erwägung gezogen werden sollen.

Was bringt nun materiell diese Revision? Es ist zu sagen, dass das Berufsbildungsgesetz, das im Frühjahr 1965 in Kraft gesetzt worden ist, sich im wesentlichen bewährt und wohl viel zum heutigen durchschnittlich erfreulichen Stand unserer Berufsbildung beigetragen hat. Es war ein Rahmengesetz. Es sind in ihm im wesentlichen nur Grundsätze verankert worden, und das liess für entwicklungssoffene Lösungen viel Raum. Trotzdem zeigte sich in den letzten Jahren die Notwendigkeit, dieses Gesetz zu revidieren. Es geht vor allem darum, die Betriebslehre, die nach wie vor für unsere Verhältnisse eine zweckmässige Ausbildungsform darstellt, zu verbessern. Zu diesem Zwecke soll das bisherige sogenannte duale System, also die Ausbildung des Lehrlings einerseits im Betrieb und andererseits in der Berufsschule, von einem trialen abgelöst werden. Dessen Merkmal liegt darin, dass nicht mehr jeder einzelne Lehrmeister dem Lehrling die grundlegenden Fertigkeiten seines Berufes selber vermittelt, sondern dass ein Teil der praktischen Ausbildung kollektiv in Form von sogenannten Einführungskursen erfolgt. Ein solcher Kurs

soll jeweils dann stattfinden, wenn nach dem Ausbildungsprogramm eine neue wesentliche Fertigkeit zu vermitteln ist. Ich bedaure, dass in dieser Eintretensdebatte dieser wesentliche Schritt wohl nicht die nötige Beachtung gefunden hat.

Zur Verbesserung der Betriebslehre soll ferner der obligatorische Besuch von Ausbildungskursen für Lehrmeister beitragen. Im weiteren sollen Modellelehrgänge für alle Berufe erarbeitet werden, grundsätzlich von den Berufsverbänden selber, immer mit dem Ziel, die Zeit besser zu nutzen und die praktische Ausbildung der Lehrlinge systematischer zu gestalten. Im neuen Gesetz sollen ferner die Berufsmittelschule, aber auch das Schweizerische Institut für Berufspädagogik, das heute für die Ausbildung der Berufsschullehrer (Fachlehrer und Lehrer für allgemeine Fächer) zuständig ist, verankert werden. Das Schweizerische Institut für Berufspädagogik soll überdies eine schweizerische Dokumentation zusammenstellen und die Berufsbildungsforschung systematisch an die Hand nehmen. Ausserdem sollen im neuen Gesetz die Technikerschule und die Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschule verankert werden. Es ist an sich erstaunlich, welches reichhaltige Angebot an Ausbildungsmöglichkeiten wir unseren jungen Leuten zur Verfügung stellen können. Ferner ist vorgesehen, die Anlehre bundesrechtlich zu regeln und die Berufsbildungsforschung zu fördern. Ganz allgemein ist zu sagen, dass wir zahlreiche Bestimmungen des bisherigen Gesetzes aufgrund der gesammelten Erfahrungen den neuen Verhältnissen anpassen, um die gesetzlichen Grundlagen der Berufsbildung zeitgemäss auszugestalten.

Nun wird uns gelegentlich auch die Frage gestellt, ob es richtig sei, dass wir die Revision des Berufsbildungsgesetzes in einer veränderten, unsicheren Wirtschaftslage an die Hand nehmen. Es ist die Auffassung des Bundesrates, dass kein Grund vorliegt, die Revision wegen der veränderten Wirtschaftslage zurückzustellen; wir haben im Gegenteil allen Anlass, unser Instrumentarium der Berufsbildung zu verbessern und es auch vermehrt der Anlehre, der Weiterbildung und der Umschulung dienstbar zu machen, und zwar, weil allen diesen Fragen gerade in Zeiten wirtschaftlicher Rezession noch erhöhte Bedeutung zukommt. Ich vertrete sehr engagiert die Ansicht, dass sich die Wirtschaft in den kommenden Jahren auf gut ausgebildete Leute stützen können, dass die Qualität unserer Arbeit, unsere Zuverlässigkeit, unsere Charaktereigenschaften hinsichtlich der Art und Weise, wie wir wirtschaften und unsere menschlichen Beziehungen im Rahmen einer nicht mehr stark wachsenden Wirtschaft gestalten, unsere Phantasie, Kreativität, Innovationsfreudigkeit und Dynamik massgebend sein werden dafür, wie sich die Wirtschaft dieses Landes, ihr Ertrag und damit auch der Wohlstand dieses Volkes entwickeln werden. Ich bin der festen Überzeugung, dass in einem Land wie dem unsrigen, das über keine namhaften Rohstoffe verfügt, der «Rohstoff» Mensch mit seinen Fähigkeiten, seiner Zuverlässigkeit, seiner Innovationsfreudigkeit und Phantasie von entscheidender Bedeutung ist. An diese Zielsetzung hat auch die Berufsbildung einen ganz wesentlichen Beitrag zu leisten. Diese Revision passt also sehr gut in die heutige Landschaft hinein.

Wir haben uns bei der Ausarbeitung dieses Entwurfes natürlich bemühen müssen, das heute wirklich Machbare zu erkennen. Das hat nichts mit Kleinmut oder mangelndem Reformwillen zu tun. Das möchte ich Herrn Ständerat Weber sagen. Dass wir da offenbar gar nicht so schlecht liegen, beweisen die Verhandlungen in Ihrer Kommission und die Reaktionen in der Öffentlichkeit. Die Anträge, die aus Ihrer Kommission heraus gestellt werden, haben im wesentlichen eher eine restriktive Tendenz. Ein Höhenflug ist zwar recht schön und wäre wohl auch politisch attraktiv, doch nützen uns Höhenflüge nichts – das muss nach dem 12. Juni auch gesagt sein –, wenn wir sie nicht finanzieren können. Ich verweise z. B. auf das gewünschte grössere Engagement des Bundes in Richtung Lehrwerk-

stätten und Berufsbildungszentren. Wir müssen da realistisch bleiben und dürfen nicht in Schizophrenie machen. Solche Aufgaben könnten wir heute gar nicht finanzieren.

Es geht indessen nicht nur um die finanziellen Mittel. Wir mussten auch in einer anderen Beziehung realistisch bleiben. Was nützt es uns, wenn wir die Anforderungen an die Ausbildungsbetriebe so hoch schrauben, dass die Ausbildungsbereitschaft der Wirtschaft absinkt? Was nützt es uns, wenn die Wirtschaft die Lasten, die Vorschriften aller Art, die wir aufstellen, als zu beschwerlich empfindet? Was nützt es uns, wenn wir 10 000, 20 000 oder 30 000 Lehrstellen oder Lehrmeister verlieren? Einen echten Ersatz könnten wir nämlich, mindestens kurzfristig, nicht bieten. Ich möchte in diesem Zusammenhang die Feststellung machen, dass unsere Gespräche mit den Wirtschaftsverbänden und unser Aufruf an die Wirtschaft, das Lehrstellenangebot auch in der Zeit der Rezession quantitativ und qualitativ aufrechtzuerhalten, im allgemeinen ein sehr gutes Echo gefunden haben. Wir stellen fest, dass im allgemeinen von einer Lehrstellennot in der Schweiz, im Gegensatz zu unseren Nachbarländern, nicht gesprochen werden kann. Die Zahl der gesetzlich geregelten Lehrverhältnisse nimmt bei uns nicht etwa ab, sondern sogar zu. Darauf sind wir aber angewiesen, und zwar im Hinblick auf die demographische Entwicklung. Nach 1980, wenn die geburtenschwachen Jahrgänge zur Berufsausbildung kommen, wird sich die Situation rasch ändern. Das mag mit ein Grund sein, dass aufgeschlossene Branchen, dieser demographischen Entwicklung heute schon Rechnung tragend, rechtzeitig für beruflichen Nachwuchs sorgen.

Wenn wir dieses Bildungssystem aufrechterhalten wollen, brauchen wir die Zusammenarbeit mit den Betrieben und den Berufsverbänden. Das Engagement und den Willen zur Zusammenarbeit, die wir beim grössten Teil der Berufsverbände heute feststellen können, müssen wir erhalten. Ohne unbescheiden zu sein, wage ich zu behaupten, dass wir mit unserem dualen System den Vergleich mit Ländern, die ähnliche wirtschaftliche und soziale Verhältnisse aufweisen wie die Schweiz, in keiner Weise zu scheuen brauchen. Ich muss das sagen im Interesse und aus Objektivität gegenüber den Hunderten und Tausenden von Menschen, die ihr Bestes im Rahmen unseres Berufsbildungssystems geben. Unser System hat zudem den Vorteil, dass es einen breiten Experimentierraum lässt. Es ist nämlich flexibler als alle anderen Bildungseinrichtungen, die wir in diesem Lande haben. Wir haben deshalb keinen Grund, unser Berufsbildungssystem – ich möchte sagen – von Grund auf umzukrempeln und gleichsam wieder von vorne anzufangen. Das wäre nur dann notwendig, wenn man sich schablonenhaft in einem Korsett gefangen fühlen würde. Das ist nicht der Fall. Auch das neue Gesetz eröffnet weite Möglichkeiten zum Experimentieren für neue Ideen und vor allem für eine laufende Anpassung an die gesellschaftlichen und an die wirtschaftlichen Verhältnisse. Wir wollen deshalb auf dem Bestehenden und Bewährten aufbauen. Ich muss Sie übrigens fragen, welche realistische Alternative hätten wir denn überhaupt zur Verfügung? Das wäre die schulische Ausbildung. Aber auch die schulische Ausbildung des Lehrlings kommt natürlich ohne Laboratorien und Lehrwerkstätten nicht aus. Ich muss Sie fragen: Woher eigentlich die Kraft? Nach unseren Schätzungen wären 400 bis 500 neue Lehrwerkstätten zu errichten, wenn wir grundsätzlich auf das schulische System umstellen würden. Ich frage noch einmal: Woher nähmen wir die Mittel hiezu und womit würden wir den äusserst teuren Betrieb solcher Lehrwerkstätten bezahlen? Es liegt auf der Hand, dass auch in einem neuen Berufsbildungsgesetz das Schwergewicht auf der Betriebslehre liegen muss. Die Marschroute ist an sich klar gegeben. Es geht um einen zweckmässigen Ausbau, um eine Fortentwicklung der Betriebslehre. Hier haben wir zwei Partner: Den Lehrbetrieb und die Berufsschule. Beide klagen, sie hätten zuwenig Zeit. Es stellt sich deshalb die Frage, ob allenfalls zwischen den beiden Partnern eine Gewichtsverschiebung am

Platze wäre. Von einer solchen könnten wir sprechen, wenn, was ja auch in einzelnen Vernehmlassungen beantragt worden ist, der berufliche Unterricht für alle Berufe auf mindestens zwei volle Tage pro Woche gesetzlich festgelegt würde. Wir haben in diesem Gesetz einen solchen Schematismus vermieden, obwohl wir wissen, dass die Tendenz in dieser Richtung geht. In den letzten zwei, drei Jahren haben 14 Berufe, vor allem solche, die auch viel technisches Wissen vermitteln, den Unterricht in der Berufsschule gegenüber der praktischen Ausbildung ausgedehnt. Die Entwicklung wird in diesem Sinne ohne Zweifel weitergehen. Andererseits müssen wir aber auch die Lehrbetriebe in den Stand setzen, die in der Regel immer umfangreicheren Lehrprogramme für die praktische Ausbildung des Lehrlings zu erfüllen. Diese praktische Ausbildung – daran glauben wir – wird nun durch die Einführungskurse – den «dritten Pfeiler» unseres Systems –, die mittlerweile allgemein eingeführt werden sollen, nachdem sie während mehrerer Jahre ausprobiert wurden, systematisiert. Wir glauben, dass damit auch einiges an Zeit gewonnen wird. Mit dieser Feststellung möchte ich den Wert der Allgemeinbildung, welche die Berufsschule auch zu vermitteln hat, in keiner Weise verkennen. Aber wenn wir das Fazit dieser Überlegungen ziehen, so kann es nur lauten: Lehrbetrieb und Berufsschule müssen die ihnen zur Verfügung stehende knappe Zeit möglichst gut ausnützen.

Da haben wir nun zwei Neuerungen, die wesentlich sind; von der einen habe ich schon gesprochen: die zentralen Einführungskurse, die obligatorisch erklärt werden sollen. Die andere Neuerung betrifft die Frage der Ausbildung der Lehrmeister. Man soll sie nicht als eine marginale Frage bezeichnen. Wir können mit unseren Ausbildungsgesetzen noch so schöne Dinge verfügen, Institutionen schaffen und Geld investieren – auf dem Gebiete der Ausbildung ist nach wie vor der Mensch die zentrale Grösse, auf der einen Seite der Schüler, auf der anderen Seite der Auszubildner, der Lehrmeister und der Berufsschullehrer. Es ist an sich etwas merkwürdig, dass ausgerechnet der Lehrmeister oder Lehrlingsvater, der für die Ausbildung Zuständige, welcher während drei oder vier Jahre in einem ausserordentlich engen Kontakt zum jungen Menschen steht, eigentlich nichts mitbekommt an grundsätzlicher Ausbildung – wobei ich sagen möchte, Monsieur Dreyer, dass auch ich nicht an das Alleinseligmachende des Kurswesens glaube und weiss, dass, wenn einer keine Begabung hat, nicht kontaktfreudig ist, kein didaktisch-pädagogisches Talent besitzt, man ihn auch mit einem fünfzigstündigen Kurs nicht für seine Aufgabe «auf Hochglanz polieren» kann. Ich weiss auf der anderen Seite auch, dass es sogenannte Naturtalente gibt, wunderbare Menschen, die das einfach können, die zum ihnen unterstellten Schüler oder Lehrling ein glänzendes Verhältnis haben, die eine natürliche Autorität ausspielen können und die eine pädagogische Naturbegabung aufweisen. Das gibt es auch. Aber zwischen diesen beiden Extremen gibt es noch andere, und diese dürften wohl die grosse Masse ausmachen; ihnen können ein paar grundlegende Kenntnisse über methodische Fragen, über die Art und Weise, wie man einen Lehrstoff gestaltet, über die Psychologie des Jugendlichen usw. von Wert sein. Die Jugendlichen stehen ja in diesen Jahren zwischen 16 und 20 in einer entscheidenden Entwicklungsphase ihres Lebens und werden unter Umständen wesentlich geprägt durch die Art und Weise, wie sie von ihren Lehrern und Lehrmeistern behandelt und geleitet werden. Wir sind uns bewusst, dass wir eine grosse und anspruchsvolle Aufgabe übernehmen mit dieser obligatorischen Ausbildung der Lehrmeister. Auch das ist unseres Erachtens eine zentrale Frage und ein echter, wesentlicher Fortschritt. Dabei können Sie uns nicht den Vorwurf machen, dass wir irgendein theoretisches Modell vorschlagen; denn wir haben in den letzten Jahren unter Mitwirkung der Kantone solche Lehrmeisterkurse durchgeführt. Ich möchte sagen, im grossen und ganzen waren sie

nicht nur zweckmässig, sondern sie hatten einen durchschlagenden Erfolg nach dem Urteil der Lehrmeister, die daran teilgenommen haben. Haben wir doch den Mut, dieses Obligatorium zu schaffen! Ueber andere Neuerungen werden wir in der Detailberatung sprechen können.

Darf ich noch zum Schluss auf ein paar Postulate hinweisen, die im Rahmen der ausgedehnten Vernehmlassung vorgetragen wurden, die wir aber einfach nicht erfüllen konnten. Da ist einmal das Postulat, dass der Geltungsbereich dieses Gesetzes ausgeweitet werden sollte auf jene Berufe, die ihm noch nicht unterstellt sind. Das kam auch in Ihrer Eintretensdebatte wieder zur Sprache. Es sind ja vor allem die Sozialberufe, es sind die hilfsmmedizinischen Berufe, z. B. auch der Beruf der Krankenschwester, die Berufe der Landwirtschaft und der Forstwirtschaft. Landwirtschaft und Forstwirtschaft sind in speziellen Ausbildungsgesetzen geregelt. Die sozial- und hilfsmmedizinischen Berufe können wir nicht einbeziehen, weil uns hierfür ganz einfach die Verfassungsgrundlage fehlt. Der Bildungsartikel, der vor einigen Jahren in der Volksabstimmung abgelehnt worden ist, hätte diese verfassungsmässige Grundlage geschaffen. Ich bedaure es mit Ihnen, dass wir keine rechtlichen Möglichkeiten besitzen, diese anderen Berufe, wie ich sie genannt habe, auch «in Abrahams Schoss zu nehmen», um so mehr, als die Vertreter dieser Berufe dies wünschen und eine Vereinheitlichung anstreben. Aber dazu brauchen wir einfach eine erweiterte Verfassungsgrundlage.

Ein zweites Postulat: Ein generelles Obligatorium der Berufsberatung. Da hätten wir grundsätzlich die gesetzlichen Möglichkeiten; aber es hat sich gezeigt, dass dieses Obligatorium politisch einfach nicht möglich ist, weil die Kantone es als einen unerhörten Einbruch in ihre kantonale Schulhoheit empfinden. Nachdem ich das Votum von Herrn Ständerat Dreyer vorhin gehört habe, glaube ich, sollten wir Anstrengungen, die in eine Vermehrung der Bundeskompetenzen ausmünden, unterlassen. Ich möchte nicht bei jeder Sache, die wir da bringen, einen Föderalismusstreit heraufbeschwören. Ich glaube, es ist auch richtig, wenn in diesen Fragen die Kantone ihre Kompetenzen behalten.

Ein anderes Postulat: Die Aufhebung der Berufsmittelschule und überhaupt eine grössere Durchlässigkeit. Dem ist immerhin entgegenzuhalten, dass diese Berufsmittelschule von allen Fachverbänden der Berufsbildung und auch – wenn ich mich richtig erinnere – von sämtlichen Kantonen befürwortet worden ist, weil die Resultate, die wir damit gemacht haben, erfreulich sind; diese Schule hat sich bewährt. Ich möchte nicht sagen, dass wir die endgültig letzte Form gefunden haben, und man kann auch nicht sagen, dass sie nur einigen wenigen zugute kommt. Es sind heute, da das Ganze noch im Aufbau begriffen ist, immerhin schon 4000 Lehrlinge und Lehrtöchter, die heute eine Berufsmittelschulklasse besuchen können. Nun macht man diesem System den Vorwurf, dass es gewissermassen zu einer Klassenbildung führe, dass es dem Prinzip der Einheitsschule widerspreche. Ich bin ohne weiteres bereit, Ihnen Vorschläge über eine Einheitsausbildung auch im Berufsbildungswesen zu machen, wenn Sie mir ein einziges kantonales Schulsystem nennen können – das Primarschulsystem, das Sekundarschulsystem, das Mittelschulsystem sind ja kantonale Angelegenheiten –, das das Prinzip dieser Einheitsschule, wo gewissermassen alle Wege nach Rom führen, anwendet. Sie können mir keines nennen! Ich sehe wirklich nicht ein, wie wir nun auf dem Gebiete der Berufsbildung da eine Ausnahme machen könnten, so dass das Prinzip der unterschiedlichen Fähigkeiten und Leistungen nicht mehr oder nur noch teilweise gültig wäre. Ich sehe nichts anderes, als dass man z. B. auch im Kanton Solothurn das Schulsystem auf Leistungen aufbaut hat, auf Promotionsordnungen, auf Zeugnisdurchschnitten, und dass auch das Einsparen in die Sekundarschule oder in die Oberschule oder in die oberen Klassen der Primarschule – diese Namen sind kantonal verschieden –

sich aufgrund der Leistungen vollzieht; wir machen hier gar nichts anderes. Ich bin aber mit Ihnen der Meinung, dass diese Berufsmittelschule durchlässig sein, d. h. möglichst vielen offen bleiben soll, und ich glaube, in dieser Beziehung können wir mit diesem Gesetz wiederum eine wesentliche Verbesserung herbeiführen. Im übrigen habe ich schon dargelegt, dass wir uns laufend bemühen, den Uebertritt von der Mittelschule in eine Berufslehre, von der Berufslehre in eine Mittelschule, in die Techniken, in die Technikerschulen, in die höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen zu erleichtern – auch den Zugang zu den HTL-Schulen, ja sogar zur ETH –, um diese bessere Durchlässigkeit zu verbessern.

Schliesslich noch die Berufsbildungsforschung. Da sind wir auch gewissermassen zwischen Hammer und Amboss, das hat die bisherige Diskussion gezeigt. Die eine Seite wünscht den Ausbau der Berufsbildungsforschung – das ist auch unsere Auffassung –, aber die Diskussion in ihrer Kommission hat schon eindeutig gezeigt, dass die anderen da wieder einen wissenschaftlichen Leerlauf befürchten. Die Berufsbildungsforschung sollte unseres Erachtens in einem engen Kontakt mit der Berufsbildung bleiben, sie sollte praxisbezogen sein; wir brauchen nicht grossartige Konzepte, mit denen wir nachher in der Praxis nichts anzufangen wissen. Das ist unsere Haltung.

Das sind die wesentlichen Punkte, die im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens keine oder nur teilweise Berücksichtigung gefunden haben.

Nun noch zu Ihrer Diskussion. Da habe ich eigentlich nur noch zu der einen Frage Stellung zu nehmen, ob der Turnunterricht obligatorisch bleiben soll oder nicht. Ich bin einigermassen erstaunt über den raschen Gesinnungswandel, der offenbar in den eidgenössischen Räten in dieser Frage eingetreten ist. Einmal ist zu sagen, dass das kein Thema ist, das wir in diesem Gesetz geregelt haben; das ist im Bundesgesetz über Turnen und Sport geregelt. Vor einigen Jahren, als dieses Gesetz vor den Räten lag, ist gegen die Auffassung des Bundesrates und gegen meinen persönlichen Widerstand das Obligatorium des Turnunterrichts an den Berufsschulen ins Gesetz aufgenommen worden. Ich war deswegen nicht todunglücklich, weil ich an sich glaube, dass dieser Turnunterricht wertvoll sein kann. Meine Spezialisten haben aber all die Schwierigkeiten vorausgesehen, die mit der Einführung des obligatorischen Turnunterrichts an den Berufsschulen verbunden sind: Die grosse Zahl von Turnplätzen und Turnhallen, die zusätzlich notwendig werden, die Schwierigkeiten bei der Stundenplangestaltung und die Schwierigkeiten bei jenen Schulen, die ein sehr grosses Einzugsgebiet haben. Die Tendenz geht ja in Richtung eigentlicher Berufsbildungszentren. Das ist heute notwendig, weil die Aufwendungen für die berufliche Ausbildung gross sind. Sowohl die Menschen wie das Material müssen ökonomisch eingesetzt werden. Man hat damals gute Begründungen für den obligatorischen Turnunterricht an Berufsschulen geben können, Begründungen, die wohl auch heute noch gelten. Man hat von Haltungsschäden gesprochen, die vor allem bei jungen Menschen anzutreffen seien und die durch das Konditionstraining, durch Spiel und Sport, vermindert werden könnten. Sogar die Aerzte haben sich in die damalige Diskussion eingeschaltet. Im übrigen hat man argumentiert, es sei auch psychologisch wichtig, dass man die Lehrlinge und die Lehrtöchter in bezug auf den Turnunterricht den Mittelschülern gleichstelle. Nachdem man an den Mittelschulen drei obligatorische Turnstunden pro Woche kennt, hätte auch der Lehrling ein gleiches Recht auf Turnunterricht, und mit diesem Mittel lasse sich auch die Attraktivität der Lehrlingsausbildung fördern. Ich glaube, dass dies stimmt. Wir mussten dann zur Verwirklichung schreiten und haben es uns dabei wirklich nicht leicht gemacht. Wir haben fünf verschiedene Modelle ausgearbeitet, wie das Lehrlingstraining in der Praxis ohne allzu grosse Schwierigkeiten und ohne einen unverhältnismässig grossen Aufwand zu gestalten sei. Wir haben uns alle

Mühe gegeben, flexible Lösungen zu präsentieren. Unter den fünf Modellen figurierte sogar das Modell, dass ein Lehrling seine Turnpflicht abends in privaten Sportvereinen erfüllen kann und dafür einen Ausweis erbringen muss. Das ist das System, das von beiden Seiten am wenigsten geschätzt ist. Vom Lehrling her kann ich das noch begreifen; weniger Verständnis vermag ich dafür aufzubringen, dass es auch Turn- und Sportverbände gibt, die kein Interesse haben, solche sogenannte «Pflichtmitglieder» zu übernehmen. Diese Bemerkung soll allerdings nicht pauschal verstanden werden. Die Verhältnisse sind von Ort zu Ort und von Verein zu Verein verschieden. Wir haben überdies eine Uebergangsfrist von 10 Jahren, nämlich bis zum Jahre 1986, gesetzt. Flexibler kann man wirklich nicht mehr sein. Jetzt kommt von allen Seiten das Begehren um Aufhebung dieses obligatorischen Turnunterrichts, d. h. das Verlangen um Abänderung einer Gesetzesbestimmung, die Sie vor wenigen Jahren, gegen die Auffassung des Bundesrates, erlassen haben. Ich stelle diese Situation dar, damit Sie eine klare Basis für die weitere Diskussion haben. Ich würde es persönlich bedauern, wenn Sie auf Ihren früheren Beschluss zurückkämen. Hingegen wird es unter Umständen notwendig sein – wegen der Wirtschaftslage und der zur Verfügung stehenden Mittel – sogar die lange Uebergangsfrist nochmals zu erstrecken. Wenn Sie das wollen, müssen Sie einer Motion zustimmen, die den Bundesrat verpflichtet, Ihnen eine Vorlage auf Aufhebung Ihres noch sehr jungen Gesetzes vorzulegen. Auch das tun wir, wenn Sie es wünschen.

Das sind ein paar Bemerkungen zum vorliegenden Gesetzesentwurf. Auf einige andere Schwerpunkte werde ich in der Detailberatung hinweisen. Der Kommission danke ich für ihre sorgfältige und auch uns gegenüber verständnisvolle Arbeit.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Hier wird die Beratung abgebrochen

Ici, le débat est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr

La séance est levée à 12 h 55

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.06.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	368-378
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 961

strasse, ergänzt durch die Umfahrung von Ortschaften, begnügen, um dieses schöne Tal möglichst unversehrt zu erhalten. Nun soll zur Abklärung der geologischen Verhältnisse am Rawil mit einem Kostenaufwand von angeblich 30 Millionen Franken ein Sondierstollen vorgetrieben werden. Wenn nun die N6 im Simmental nicht kommt, dann dürfte der Bau eines Tunnels durch den Rawil ausser Betracht fallen, denn ein Rawiltunnel ohne eine vierspurige Zufahrt durch das Simmental ist doch undenkbar. Hat es einen Sinn, einen Sondierstollen auszuführen, bevor die grundsätzliche Frage entschieden ist, ob eine vierspurige Strasse durch das Simmental erstellt wird oder nicht? Der vorherige Bau eines Sondierstollens könnte den Verdacht erwecken, es werde hier ein «fait accompli» geschaffen. Sie wissen, dass bereits eine gewisse Beunruhigung besteht.

Ich wäre Herrn Bundesrat Hürlimann dankbar, wenn er sich zu dieser Frage kurz äussern könnte.

Bundesrat Hürlimann: Die Frage ist sehr berechtigt. Ich habe im Nationalrat auf diese Situation hingewiesen. Man muss es aber umkehren: Die Situation am Rawil, vor allem in bezug auf die Möglichkeit eines Tunnels, beeinflusst den Entscheid der sogenannten N6, der Strasse durch das Simmental. Vorderhand bleibt dieser Strassenzug im Nationalstrassennetz eingeplant, weil die Führung einer Strasse durch das Simmental zur Entlastung der rund 10 bis 12 Dörfer unbestritten ist. Die Frage lautet: Was ist es für eine Strasse? Es kann eine vierspurige, eine dreispurige, eine zweispurige Nationalstrasse oder eine Hauptstrasse sein. Das würde dann eine Aenderung des Netzbeschlusses bedeuten. Um das aber entscheiden zu können, müssen wir die Entscheidungsgrundlage haben, ob überhaupt ein Tunnel am Rawil verantwortet werden kann. Diese Verantwortung kann heute – denken Sie an die Kosten beim Furkatunnel! – niemand übernehmen, wenn nicht vorher die Sondierung ausgeführt ist. Wir haben das gründlich geprüft. Es gibt keine andere Möglichkeit; bezüglich der sogenannten Senkrechtbohrungen zur Erkundung der Querprofile, die wir auch studiert haben, lehnen die Geologen die Verantwortung ab. Nur ein Sondierstollen gibt letztlich die massgebende Entscheidungsgrundlage, wie wir die Verbindung zwischen dem Wallis und Bern herstellen wollen. Es geht hier nicht nur um das Simmental, sondern um die Frage, ob man den Rawil überhaupt bauen könnte. Deshalb führen wir diese Sondierung durch. Das kostet selbstverständlich Geld. Wenn Sie das aber in Relation setzen zu den Mehrkosten, die für einen allfälligen Bau entstünden, dann liegt eine objektive Abklärung durch die Geologen im Interesse des Bundesrates und vor allem auch des Parlaments. Das wird unter Umständen dann auch Gegenstand des Berichtes sein, wie das ganze Problem aufgrund der geologischen Erkenntnisse zu beurteilen sein wird.

Vorderhand bleibt die Rawilverbindung mit dem Auftrag der Ueberprüfung und Planung im Sinne der Motion im Nationalstrassennetz bestehen.

Präsident: Ich stelle fest, dass die Motion aus der Mitte des Rates nicht bekämpft ist. Sie ist an den Bundesrat überwiesen.

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz Formation professionnelle. Loi

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 368 hiervor — Voir page 368 ci-devant

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Knüsel

Abs. 1 Buchst. b

..., des Handels, des Handwerks, der Verwaltung, des Bank-, Versicherungs-, ...

Art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Knüsel

Al. 1 let. b

..., le commerce, l'artisanat, l'administration, la banque, les assurances,

Kündig, Berichterstatter: Artikel 1: Hier wird der Geltungsbereich umschreiben. Der Geltungsbereich dieses Gesetzes ist festgelegt in Artikel 34ter der Bundesverfassung und lautet: «Der Bund ist befugt, Vorschriften aufzustellen über die berufliche Ausbildung in Industrie, Gewerbe, Handel, Landwirtschaft und Hausdienst.» Die Kommission hat es bedauert, dass gewisse Verwaltungsberufe, besonders aber auch medizinische Hilfsberufe, wie Krankenschwestern, Arztgehilfinnen usw., nicht dem Gesetz unterstellt werden können. Es handelt sich hier jedoch um einen Verfassungsauftrag, und wir können in einem Gesetz die Verfassung nicht ändern. Das gleiche ist zu sagen zum Antrag Knüsel betreffend Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe b, der eine Ergänzung verlangt mit dem Begriff der Verwaltung. Die Kommission hat in ihren Beratungen die Frage der Nennung, der Enumerierung der umfassenden Berufsbildung behandelt. Sie hat die Verwaltung beauftragt, zuhanden des Zweirates das Problem noch einmal genau zu studieren. Sie kann aber dem Antrag Knüsel nicht zustimmen, da der Begriff Verwaltung nicht in dieses Gesetz gehört.

Knüsel: Sie haben vom Kommissionspräsidenten soeben gehört, dass der Begriff der Verwaltung in bezug auf das Berufsbildungsgesetz keinen Platz hat. Ich möchte trotzdem versuchen, Herr Kommissionspräsident, mein Anliegen zu begründen.

In Absatz 1 unter dem Begriff Geltungsbereich wird – wie Sie auch sagen – in einer Enumeration die ganze Gruppe von Berufen, die im Berufsbildungsgesetz behandelt werden sollen, aufgeführt, und zwar nach meinem Dafürhalten abschliessend. Mir geht es in erster Linie darum, dass der Begriff der Verwaltung aufgenommen wird, um den höhe-

ren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen auch unter dem Begriff des Geltungsbereichs den entsprechenden Platz einzuräumen. Es trifft zu in Absatz 2, dass jene Berufe, die ausserhalb des Berufsbildungsgesetzes behandelt werden sollen, aufgeführt sind. Es sind das die Landwirtschaft, die Forstwirtschaft, die Fischerei, Krankenpflegeberufe usw.; aber ich glaube, gerade die Verwaltung ist ja auch in Absatz 2 nicht ausgeschlossen. Darin sehe ich bereits ein Motiv, dass man den Begriff der Verwaltung – ich denke, noch einmal ausgedrückt, an die höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen – aufnehmen kann. Dass ein Bedürfnis besteht, beweist die Tatsache, dass in den letzten Jahren im ganzen Gebiete der Schweiz sechs Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschulen eröffnet werden konnten, die – und das ist doch erwiesen – junge, begabte kaufmännische Angestellte für die Uebernahme von anspruchsvollen und verantwortungsvollen betriebsökonomischen Aufgaben in der Wirtschaft und der Verwaltung ausbilden.

Nun ist es so, dass im Vergleich zu den Ingenieurschulen oder bisherigen Techniken an den Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen ein dreijähriger Kurs absolviert wird und sie damit ein Gegenstück zu den Techniken auf dem kaufmännischen Gebiet bilden. In der Botschaft zu diesem nach meinem Dafürhalten sehr guten Gesetz wird auf Seite 8 angeführt, dass die Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen sich in den letzten Jahren sehr gut konsolidiert haben. Ihre Verankerung im Gesetz sei angebracht und würde keine besonderen Probleme aufwerfen. Sie werden bereits aufgrund des Gesetzes von 1963 subventioniert. An den Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen finden wir unter anderem die Fachrichtung der öffentlichen Verwaltung und Fachkurse für Verwaltungsbeamte. Mir persönlich will scheinen, dass beim Geltungsbereich dieser Begriff der Verwaltung aufgenommen werden sollte. Diese Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen sind ein junges Kind, das aber eine hervorragende Aufgabe erfüllt und zweifellos berechtigt ist; nirgends, weder im Aufgabenbereich noch im Beitragswesen, würde das zu Schwierigkeiten Anlass geben. Trotz dem negativen Votum des Herrn Kommissionspräsidenten möchte ich Ihnen also beliebt machen, den Begriff der Verwaltung in Absatz 1 aufzunehmen.

Bundesrat Brugger: Wir werden hier nicht über die Verfassung hinausgehen können; in Artikel 34ter der Bundesverfassung, Buchstabe g, wird gesagt, der Bund sei befugt, Vorschriften aufzustellen über die berufliche Ausbildung in Industrie, Gewerbe, Handel, Landwirtschaft und Hausdienst. Ich bedaure, dass diese Verfassungsbestimmung so eng ist; aber Sie wissen, dass mit der Verwerfung des Verfassungsartikels über die Bildung diese Ausweitung eben auch «bachab gegangen» ist und damit die medizinischen Hilfeberufe, z. B. die Krankenschwestern, aber auch die Berufe im Sozialdienst, nun verfassungsmässig nicht abgedeckt sind und nicht unter dieses Gesetz gestellt werden können. Ich glaube, wir alle bedauern das.

Nun geht es ja nicht um die Verwaltung an sich; denn auch in Industrie, Handel und Gewerbe findet sich eine Verwaltung, eine Administration; sondern es geht um die Frage der öffentlichen Verwaltung. Das spielt insofern eine Rolle, als heute die Bundesverwaltung, PTT und SBB einen Bestand von 1780 Lehrlingen und Lehrtöchtern aufweisen. Wir haben hier zweierlei Arten von Berufen, die wir in der öffentlichen Verwaltung ausbilden: Wir haben Berufe, die nachher allgemeine Gültigkeit haben, in denen der Absolvent auch in die Privatwirtschaft übertreten kann; das gilt z. B. für kaufmännische Lehrlinge und Lehrtöchter. Das gilt auch für Laboranten, Laborantinnen und andere Sparten. Auf der anderen Seite haben wir die sogenannten Monopolberufe der Verwaltung, z. B. Lokomotivführer, Postbeamte, Telefonistinnen, Stationsbeamte usw. Da herrscht absolute Klarheit, dass diese Leute nicht unter dieses Gesetz fallen, sondern dass hier andere öffentlich-rechtliche Regelungen Platz greifen. Es gibt auch be-

sondere Schulen für diese Berufe; diese Lehrlinge und Lehrtöchter besuchen nicht die ordentlichen gewerblichen oder kaufmännischen Berufsschulen.

Nun hatte man im geltenden Gesetz eine Klarstellung in dem Sinne, dass diese Gesetzesbestimmungen sich in der Anwendbarkeit nach der Art des zu erlernenden Berufes richten und von der Art des Betriebes unabhängig sind. Man hat also eine Interpretation gewählt, die eigentlich nicht ohne weiteres durch die Verfassungsformulierung gegeben ist, die aber wohl in der *ratio legis* liegt und vernünftig ist. Ich könnte mir in der Praxis gar nichts anderes vorstellen.

Nun hat man auf Wunsch der Juristen, vor allem der Justizabteilung, diese Bestimmung in die Verordnung verwiesen, aus systematischen und rechtlichen Gründen. Das gefällt mir auch nicht so recht; ich habe den Eindruck, die alte Formulierung sei eher klarer gewesen, weshalb wir Ihrer Kommission vorgeschlagen haben, dieses Problem zuhanden des Zweitrates noch einmal zu überprüfen..

Zwei Dinge kann ich allerdings sagen, nämlich dass an der heutigen Regelung natürlich nichts geändert wird und dass – zweitens – die Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen in keiner Art und Weise betroffen werden, denn diese Schulen finden wir weiter hinten im Gesetz; sie sind im öffentlichen Recht anerkannt und bekommen damit auch Subventionen. Ich bin sogar bereit, von mir aus gesehen, Ihrem weiteren Antrag zum vierten Kapitel entgegenzukommen und für diese Schulen – um deren Bedeutung auch rein optisch herauszustreichen – einen separaten Titel aufzunehmen, sofern der Herr Kommissionspräsident dem zustimmen kann. Damit ist – glaube ich – Ihre Befürchtung wohl abgebaut, dass diese Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen nicht den ihnen gebührenden Platz in diesem Gesetz einnehmen könnten; Sie könnten deshalb wohl auf Ihren Antrag verzichten. Ich möchte Sie darum bitten.

Präsident: Ich frage Herrn Knüsel an, ob er seinen Antrag aufrechterhalte.

Knüsel: Die Ausführungen des Herrn Bundesrat Brugger zu Absatz 1 haben mich überzeugt. Ich ziehe meinen Antrag zurück.

Präsident: Nachdem der Antrag zurückgezogen ist, ist Artikel 1 unbestritten und damit in der Fassung des Bundesrates genehmigt.

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Die Beratung für Jugendliche erfolgt in Zusammenarbeit mit den Eltern, der Schule und der Wirtschaft, diejenige der Erwachsenen in Zusammenarbeit mit der Wirtschaft.

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

L'orientation des jeunes gens a lieu avec la collaboration des parents, de l'école et de l'économie, celle des adultes avec la coopération de l'économie.

Kündig, Berichterstatter: Artikel 2 regelt die Berufsberatung. Zu diesem Artikel hat die Kommission einen Abänderungsantrag zu Absatz 2 gestellt. Dieser bezweckt die Ausdehnung der Berufsberatung auf die Erwachsenen. Es

scheint der Kommission, dass gerade in der heutigen Zeit mit ihrer dauernden Strukturveränderung in den Berufen es richtig sei, wenn die Berufsberatung auf Erwachsene ausgedehnt werden kann. Dies ermöglicht die Beratung in laufenden Umschulungen und dem oft später folgenden Berufswechsel. Ich möchte Sie darum im Namen der Kommission bitten, diesem Antrag zuzustimmen.

Bundesrat **Brugger**: Wir können zustimmen.

Angenommen – Adopté

Art. 3-8

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 9

Antrag der Kommission

Abs. 1

Als Lehrling oder Lehrtochter (im folgenden Lehrling genannt) gilt der aus der Schulpflicht Entlassene vom vollendeten 15. Altersjahr an, der aufgrund eines Lehrvertrages einen dem Gesetz unterstellten Beruf erlernt.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 9

Proposition de la commission

Al. 1

Est réputé apprenti toute personne de l'un ou l'autre sexe, âgée d'au moins 15 ans révolus et libérée de l'école, qui apprend une profession régie par la loi et est au bénéfice d'un contrat d'apprentissage.

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Hier beantragt Ihnen die Kommission die Streichung des folgenden Textes: «... der in einem Betrieb einer Lehrwerkstätte oder einer Schule für Gestaltung...». Neu soll eingefügt werden: «der aufgrund eines Lehrvertrages...». Diese Streichung ändert am Inhalt nichts, vermeidet aber eine Enumerierung, die nie vollumfänglich sein kann.

Im übrigen kann bemerkt werden, dass im Artikel 7 bereits umfassend umschrieben ist, wo die berufliche Grundausbildung vermittelt wird.

Präsident: Der Bundesrat ist mit der Abänderung einverstanden. Artikel 9 ist in der Fassung der Kommission angenommen.

Art. 10

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Kündig, Berichterstatter: Dieser Artikel betrifft den Lehrmeister. Die Kommission sieht in diesem Artikel eine der wesentlichen Neuerungen des Gesetzes. Die Einführung von Ausbildungskursen für Lehrmeister führte sowohl in der Öffentlichkeit wie auch in der Kommission zu lebhaften Diskussionen. Grossmehrheitlich konnte sich die Kommission der Vorlage des Bundesrates anschliessen. Die

Bedenken gegen das Obligatorium, die wir auch in der Eintretensdebatte gehört haben, gehen vor allem dahin, dass befürchtet wird, dass durch dieses Obligatorium zuviele Lehrmeister davon abgehalten werden könnten, in Zukunft weitere Lehrlinge auszubilden.

Angenommen – Adopté

Art. 11

Antrag der Kommission

Abs. 1

Die Kantone führen in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden Ausbildungskurse für Lehrmeister durch. Sie können die Durchführung dem zuständigen kantonalen Berufsverband übertragen. Für Berufe mit wenigen Lehrverhältnissen kann das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (im folgenden Bundesamt genannt) auf dessen Gesuch dem betreffenden schweizerischen Verband die Durchführung für die ganze Schweiz oder für ein Sprachgebiet oder einem regionalen Berufsverband für eine Region übertragen.

Abs. 2

Die Berufsverbände bestimmen die Kursprogramme aufgrund von Mindestanforderungen, die vom Bundesamt in Zusammenarbeit mit den Kantonen erlassen werden.

Abs. 3

Der Besuch des Ausbildungskurses ist für die Lehrmeister obligatorisch. Ausnahmen können bei Nachweis einer gleichwertigen Ausbildung oder in Einzelfällen aus anderen wichtigen Gründen durch die kantonale Behörde, gestützt auf Richtlinien des Bundesamtes bewilligt werden.

Art. 11

Proposition de la commission

Al. 1

Les cantons organisent des cours de formation pour maîtres d'apprentissage avec la collaboration des associations professionnelles. Ils peuvent en confier l'exécution à l'association professionnelle compétente du canton. Lorsque des professions ne comptent qu'un nombre restreint de placers d'apprentissage, l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (appelé ci-après «l'office fédéral») peut remettre, sur demande, l'organisation des cours pour tout le pays ou une région linguistique à l'association suisse intéressée, ou pour une région déterminée, à une association professionnelle régionale.

Al. 2

Les associations professionnelles fixent les programmes des cours en se fondant sur les exigences minimales que l'office fédéral établit avec la collaboration des cantons.

Al. 3

La fréquentation du cours est obligatoire pour les maîtres d'apprentissage. Des dérogations peuvent être consenties par l'autorité cantonale, conformément aux directives de l'office fédéral, lorsque la formation du requérant est jugée équivalente ou, dans des cas particuliers, si d'autres motifs valables sont invoqués.

Kündig, Berichterstatter: Artikel 11 regelt die Ausbildung der Lehrmeister. Zu Absatz 1 schlägt Ihnen die Kommission eine Ergänzung vor, und zwar indem beigefügt wird «... oder einen regionalen Berufsverband für eine Region...». Diese Ergänzung soll es ermöglichen, dass nicht nur auf kantonaler oder gesamtschweizerischer Basis Einführungskurse durchgeführt werden können, sondern auch eine regionale Organisation, z. B. in einer Sprachregion, möglich ist.

Zu Absatz 2: Die von der Kommission beantragte Aenderung verschiebt die Verantwortung für die Ausarbeitung

der Ausbildungsprogramme vom Bundesamt auf die Berufsverbände, wobei das Bundesamt in Zusammenarbeit mit den Kantonen die Mindestanforderungen festzulegen hat und auch den Erlass der Reglemente vorzunehmen haben wird.

Zu Absatz 3: Im ersten Satz beantragt Ihnen die Kommission folgende Aenderung: «Der Besuch der Ausbildungskurse» soll geändert werden in «Der Besuch eines Ausbildungskurses». Es handelt sich hier um eine Klarstellung. Der zweite Satz soll eine Erweiterung der Ausnahmemöglichkeiten bringen. Wenn sich die Kommission diesem Wunsch der Kantone angeschlossen hat und beantragt, neu einzufügen «... oder in Einzelfällen aus anderen wichtigen Gründen...», so tut sie dies aus der Sorge, dass gerade in der heutigen Zeit der wirtschaftlichen Rezession sowie der technischen Evolution zu wenig Lehrstellen zur Verfügung stehen könnten, da die Lehrmeister zum betreffenden Zeitpunkt noch nicht in der Lage waren, die Ausbildungskurse besuchen zu können. Hier sollen kantonale Behörden aufgrund der Richtlinien des Bundesrates Ausnahmen bewilligen können.

Die Kommission vertritt die Ansicht, dass diese Ausnahmen im echten Sinne des Wortes Einzelfälle bleiben sollen und dass sie eventuell auch zeitlich zu befristen wären.

Bundesrat Brugger: Ich habe Ihnen gestern beim Eintreten die Bedeutung dieser Artikel 10 und 11 dargelegt, die Bedeutung einer gewissen Grundausbildung für die Lehrmeister. Ich habe das auch damit begründet, dass wir bei allen gesetzgeberischen Grundlagen und Institutionen, die wir da schaffen, daran denken müssen, dass bei der Ausbildung von jungen Menschen der Mensch, der Lehrmeister, der Lehrlingsvater, eine entscheidende Rolle spielt.

Und aus dieser Philosophie heraus gewichten wir diesen Artikel 11 ausserordentlich stark. Gestatten Sie mir, dass ich in aller Offenheit einem gewissen Bedauern darüber Ausdruck gebe, dass in den langen Diskussionen in Ihrer Kommission eigentlich eher eine restriktivere Haltung zu Tage trat und dass Sie nun drei Abänderungen gemacht haben, die Ausdruck dieser Haltung sind. Während die erste Abänderung in Absatz 2 unbedenklich ist – auch aus unserer Sicht und auch aus den Zielen heraus, wie ich sie nun dargelegt habe –, ist bei Absatz 2 die materielle Implikation natürlich schon bedeutend stärker, aber für uns noch akzeptabel. Hingegen haben wir Bedenken, dass bei Absatz 3 noch einmal eine Durchlöcherung erfolgt, dass die Kantone aus anderen wichtigen Gründen noch einmal Ausnahmen machen können. Das ist nicht ganz das, was wir eigentlich gewollt haben. Ich weiss, dass meine Mitarbeiter in der zweiten Kommissionssitzung in meiner Abwesenheit vielleicht etwas zu rasch ihre Opposition aufgegeben haben. Ich habe dieses Gesetz auch im Zweitrat noch zu vertreten, und ich vermute, dass dort der Wind aus einer etwas anderen Richtung blasen wird. Ich glaube, das ist eine realistische Vermutung. Ich möchte schon aus diesen Gründen den ursprünglichen Antrag zu Absatz 3 in aller Form aufrechterhalten.

Angenommen – Adopté

Abstimmung – Vote

Für den Antrag des Bundesrates	13 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	20 Stimmen

Art. 12–14

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 15

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2, 5, 6

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Der Besuch der Kurse ist für alle Lehrlinge des betreffenden Berufes obligatorisch. Lehrlinge von Betrieben, welche die grundlegenden Fertigkeiten in einer betriebsinternen Lehrwerkstätte vermitteln, brauchen die Einführungskurse nicht zu besuchen.

Abs. 4

Die Einführungskurse werden von den Berufsverbänden in Zusammenarbeit mit den Kantonen durchgeführt. Sie sind auf den beruflichen Unterricht abzustimmen, ohne dass dessen Dauer eingeschränkt werden darf.

Art. 15

Proposition de la commission

Al. 1, 2, 5, 6

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

La fréquentation des cours est obligatoire pour tous les apprentis de la profession dans laquelle de tels cours sont organisés. Les apprentis qui apprennent les techniques fondamentales de travail dans des entreprises possédant leur propre atelier de formation ne sont pas tenus de suivre les cours d'introduction.

Al. 4

L'organisation des cours incombe aux associations professionnelles, en collaboration avec les cantons. Ces cours doivent être coordonnés avec l'enseignement professionnel, sans que la durée de celui-ci en soit réduite.

Kündig, Berichterstatter: Hier liegt der zweite Schwerpunkt dieser Vorlage, nämlich die Einführungskurse für Lehrlinge. Durch diesen Artikel wird vom bisherigen sogenannten dualen System, das die Berufsschule und die Berufsausbildung im Betrieb umfasst, auf das triale System gewechselt, indem neben diesen beiden Säulen neu auch die Einführungskurse für Lehrlinge stipuliert werden. Die Kommission beantragt hier folgende Aenderungen:

Zu Absatz 3: Durch die beantragte Aenderung soll das Obligatorium für den Besuch der Einführungskurse für jene Unternehmungen aufgehoben werden, welche die Lehrlingsausbildung in betrieblichen Lehrwerkstätten vornehmen und somit die gründliche Einführung gewährleisten.

Zu Absatz 4: Die beantragte Aenderung soll die Prioritäten zwischen den Einführungskursen und dem Berufsschulunterricht regeln und vor allem dazu führen, dass eine Verständigung zwischen beiden Seiten gefunden wird, wie dies bis heute nicht immer der Fall war. Der Berufsschulunterricht soll seinerseits nicht durch die Einführungskurse beeinträchtigt werden, indem festgelegt wird, dass dessen Dauer nicht eingeschränkt werden darf.

Angenommen – Adopté

Art. 16–20

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 21

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3, 5

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Der Lehrmeister informiert den Lehrling über alle wesentlichen Massnahmen im Zusammenhang mit dem Lehrverhältnis und räumt ihm ein angemessenes Mitspracherecht ein. Bei einem nicht ordnungsgemässen Verlauf der Lehre hat er rechtzeitig den gesetzlichen Vertreter des Lehrlings zu benachrichtigen.

Abs. 4

Der Lehrling darf nicht Akkordarbeiten ausüben. Ausnahmen dürfen frühestens vom zweiten Lehrjahr an im Ausbildungsreglement bewilligt werden, sofern die Ausbildung dadurch nicht beeinträchtigt wird.

Art. 21*Proposition de la commission***Al. 1, 3, 5**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Le maître d'apprentissage renseigne l'apprenti sur toutes les mesures importantes qui touchent l'apprentissage et lui accorde, de manière appropriée, le droit d'être entendu à ce sujet. Si l'apprentissage ne se déroule pas normalement, il doit en avertir à temps le représentant légal de l'apprenti.

Al. 4

Le maître d'apprentissage ne doit pas occuper l'apprenti à des travaux à la tâche. Le règlement d'apprentissage peut prévoir des exceptions au plus tôt dès la deuxième année d'apprentissage, à condition que la formation n'en soit pas compromise.

Kündig, Berichterstatter: Artikel 21 behandelt die Pflichten des Lehrmeisters. Im Absatz 2 und 4 beantragt Ihnen die Kommission Änderungen. In Absatz 2 wünscht sie folgende Ergänzung des zweiten Satzes: «Bei einem nicht ordnungsgemässen Verlauf hat er rechtzeitig den gesetzlichen Vertreter des Lehrlings zu benachrichtigen.» Nachdem in Artikel 30 eine analoge Informationspflicht der Berufsschule vorgesehen ist, erachtet es die Kommission für richtig, dass auch der Lehrmeister zur Information des gesetzlichen Vertreters verpflichtet wird.

In Absatz 4 wird die Frage des Verbotes jeglicher Akkordarbeit behandelt. Die Kommission hat diese Frage sehr eingehend beraten. Sie erachtet es grossmehrheitlich als richtig, dass der Lehrling unter gewissen Voraussetzungen, die eine missbräuchliche Handhabung ausschliessen, zur Akkordarbeit herangezogen werden kann. Es gibt Berufe, bei denen die Erlernung gewisser Tätigkeiten fast nur in Akkordgruppen möglich ist. Auch ein gewisser erzieherischer Wert kann dieser Tätigkeit nicht abgesprochen werden. Im bisherigen Gesetz war die Möglichkeit gegeben und hat nach Feststellung des BIGA bisher zu keinerlei Reklamationen Anlass gegeben. Im übrigen muss darauf hingewiesen werden, dass dieser Vorschlag auch Vorteile für den Lehrling beinhaltet, da er durch seine Mitarbeit in einer Akkordgruppe, die er so oder so zu leisten hat, dadurch, dass er im Akkord arbeitet, auch an deren Ertrag beteiligt wird.

Bundesrat Brugger: Hinsichtlich des Ergänzung des Absatz 2 durch Ihre Kommission habe ich nichts beizufügen; das scheint mir in Ordnung zu sein.

Hingegen möchte ich bei Absatz 4 am bundesrätlichen Antrag aus den Gründen, wie ich sie vorhin dargelegt habe, festhalten. Das ist eine schwer umstrittene Bestimmung, die Sie hier einführen; dessen muss man sich bewusst sein. Persönlich frage ich mich auch, ob das richtig ist; denn warum macht man Akkordarbeiten? Um den wirtschaftlichen Ertrag zu steigern. Man wird da all denjenigen wieder neue Munition liefern, die in unserer Meister-

lehre ein untaugliches Instrument sehen für die Ausbildung von jungen Menschen, die sie verketzern und erklären, es gehe dabei einfach um billige Arbeitskräfte. Man sollte diesen Eindruck wirklich vermeiden.

Hinzu kommt die Frage, wie man das im Detail regelt. Muss der Lehrling einen Akkordlohn erhalten? Dann wird das für ihn sogar sehr attraktiv; er wird dann seine eigenen Ausbildungsziele leicht vernachlässigen, wenn er mehr verdienen kann. Das ist also zumindest eine äusserst umstrittene und problematische Ergänzung, die hier Ihre Kommission angebracht hat, und ich frage mich, ob das dem Ansehen dieses Gesetzes wirklich nicht schadet. Der Bundesrat möchte – mindestens vorläufig – an seinem Antrag festhalten.

Weber: In der Kommission selber habe ich ebenfalls für die Belassung der bundesrätlichen Fassung votiert und mich dafür eingesetzt. Ich muss gestehen, dass im ursprünglichen Antrag der Kommissionsmehrheit die Fassung noch viel schlimmer aussah. Man hat es nachher etwas korrigiert. Trotzdem möchte ich gerade aus den Gründen, wie sie von Herrn Bundesrat Brugger jetzt vorgetragen worden sind, Sie bitten, dem Absatz 4 von Artikel 21 in der bundesrätlichen Fassung zuzustimmen. Neben den Argumenten, wie sie nun vorgetragen worden sind, besteht die Gefahr, dass Lehrlinge durch Akkordarbeit zu Pfuscharbeiten verleitet werden. Ich glaube, der Lehrling darf nicht missbraucht werden. Er sollte wirklich als Lehrling tätig sein und versuchen, sich Fähigkeiten anzueignen, die nachher auch ihm und dem späteren Arbeitgeber von Nutzen sein können. Ich bitte Sie, der bundesrätlichen Fassung zuzustimmen.

Präsident: Ich stelle fest, dass die Absätze 1, 2, 3 und 5 von Artikel 21 unbestritten sind, und zwar mit Bezug auf Absatz 2 in der Fassung der Kommission.

Bei Absatz 4 stehen sich der Antrag der Kommission und der Antrag des Bundesrates gegenüber.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	13 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	17 Stimmen

Art. 22–25*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 26***Antrag der Kommission***Abs. 1, 2, 3**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2bis

Die Schulen für Gestaltung können für die von ihnen vermittelten Berufslehren Vorkurse durchführen.

Art. 26*Proposition de la commission***Al. 1, 2, 3**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2bis

Les écoles d'arts appliqués peuvent organiser des cours de préparation aux formations qu'elles dispensent.

Kündig, Berichterstatter: Ich bedaure es, dass bei Artikel 21 Absatz 4 zwei Referenten, die sich zum Wort gemeldet

haben, nicht mehr zum Wort kamen. Es scheint mir aber doch wichtig zu sein, die Kommission insofern zu verteidigen, als es der Kommission in keinem Fall darum ging, den Missbrauch des Lehrlings durch Akkordarbeit zu fördern. Ich glaube, ganz im Gegenteil, dass man nach Meinung der Kommission dem Lehrling die Gelegenheit geben wollte, die Akkordarbeit innerhalb des Lehrvertrages und innerhalb gesetzlicher Normen zu ermöglichen.

Zu Artikel 26 Absatz 2bis (neu): Durch Angliederung dieses Absatzes, der lautet: «Die Schulen für Gestaltung können für die von ihnen vermittelten Berufslehren Vorkurse durchführen», sollen diese Vorkurse, die als Basiskurse für verschiedene kunstgewerbliche Berufsausbildungen durchgeführt werden, nach Antrag der Kommission ebenfalls dem Berufsbildungsgesetz unterstellt werden. Auf diese Weise werden sie integrierter Bestandteil der Berufsbildung.

Präsident: Wird Diskussion gewünscht zu Artikel 26? Ich stelle ausdrücklich fest, dass sich niemand zum Wort gemeldet hat. Wenn ich die Wortmeldung erteile, dann hat das immer die Meinung, dass ich erst am Schluss dem Vertreter des Bundesrates das Wort erteile. Ich bitte die Herren, die sich an der Diskussion beteiligen wollen, sich zu melden, wenn die Worterteilung freigestellt wird und nicht erst, wenn wir zur Abstimmung schreiten. Sonst haben wir in diesem Laden keine Ordnung mehr.

Kündig, Berichterstatter: Ich möchte zu diesem Punkt folgendes feststellen: Nach Auskunft der Vertreter des BIGA hat der Bundesrat sämtlichen Abänderungsanträgen der Kommission zugestimmt. Die Kommission wie auch die Mitglieder des Rates waren also nicht darüber orientiert, dass der Bundesrat einen anderen Antrag zum Absatz 4 gegenüber dem Kommissionsantrag beantragen wird. Somit war es gar nicht möglich, dass unsere Ratsmitglieder vor der Orientierung durch Herrn Bundesrat Brugger Stellung nehmen konnten.

Präsident: Solche Hintergründigkeiten, Herr Kommissionsreferent, sind dem Ratspräsidium leider nicht bekannt. Wir diskutieren jetzt zu Artikel 26, nicht zu den Prozedurfragen; das hat keinen Sinn. Wir befinden uns jetzt in der Detailberatung dieses Gesetzes.

Bundesrat **Brugger:** Wir können dem Zusatz der Kommission zustimmen.

Angenommen – Adopté

Art. 27

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 28

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Erfüllt der Lehrling in Betrieb und Berufsschule die Voraussetzungen zum Besuch der Berufsmittelschule, so ist er berechtigt, diese ohne Lohnabzug zu besuchen.

Art. 28

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Lorsque l'apprenti remplit, dans l'entreprise et à l'école professionnelle, les conditions lui permettant de fréquenter l'école professionnelle supérieure, il est en droit de le faire sans qu'une retenue soit opérée sur son salaire.

Kündig, Berichterstatter: Absatz 3 neu lautet: «Erfüllt der Lehrling in Betrieb und Berufsschule die Voraussetzungen zum Besuch der Berufsmittelschule, so ist er berechtigt, diese ohne Lohnabzug zu besuchen.» Dadurch sollen klare Verhältnisse für den Besuch der Berufsmittelschule geschaffen werden. Die Mehrheit der Kommission glaubt, dass dadurch eine wertvolle Förderung der Berufsmittelschule erbracht werden kann, die ihrerseits den Bildungsfähigen und Bildungswilligen den Aufstieg zur höheren Ausbildung erleichtern soll.

Bürgli: Ich beeile mich, das Wort rechtzeitig zu verlangen, um nicht zum Missmute unseres sehr verehrten Herrn Präsidenten beitragen zu müssen.

Die Berufsmittelschule als Institution ist in diesem Saale offenbar nicht bestritten, hingegen ausserhalb des Saales; ich verweise auf die Petition der Jugend des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes, die wir erhalten haben. Es scheint mir deshalb gerechtfertigt zu sein, einige Worte zu dieser Institution zu sagen.

Ich hatte seinerzeit im Kanton St. Gallen Gelegenheit, beim Aufbau dieser neuen Schulstufe etwas mitzuhelfen. Ich habe inzwischen die Entwicklung verfolgt und wage zu sagen, dass wir mit der Berufsmittelschule alles in allem sehr gute Erfahrungen gemacht haben. Sie hat sich als echte Alternative zum Mittelschulbesuch erwiesen. Wenn wir an die Schwierigkeiten auf der Hochschulstufe denken, dann haben wir alles Interesse daran, den jungen Leuten vernünftige Alternativen zum Mittelschul- und späteren Hochschulbesuch anzubieten. Die Berufsmittelschule hat sich auch als sehr günstige Gelegenheit für den Kadernachwuchs in Industrie und Gewerbe erwiesen. Im Gewerbe kommt dazu, dass die Rekrutierung künftiger Betriebsinhaber – was für das Gewerbe eine Lebensfrage darstellt – wesentlich erleichtert wird. Die Berufsmittelschule verhindert keineswegs, dass die allgemeine Berufsschule möglichst hohe Bildungswerte vermittelt. Man darf in diesem Zusammenhang auf die grossen Anstrengungen für diese Schulstufe in allen Teilen des Landes hinweisen. Insbesondere dürfen auch die stark erhöhten Mittel des Bundes erwähnt werden, die dafür zur Verfügung gestellt werden.

Ich komme aufgrund dieser Ueberlegungen zum Schluss, dass die gesetzliche Verankerung der Berufsmittelschule, so wie sie im Artikel 28 vorgesehen ist, wohl gerechtfertigt ist.

Bundesrat **Brugger:** Ich bin Ihrer Kommission dankbar, dass sie diesen Zusatz gemacht hat. Das wird das Ansehen und das Gewicht dieser Berufsmittelschule wesentlich verbessern, indem wir damit hinsichtlich der Voraussetzungen für den Besuch der Berufsmittelschule absolute Chancengleichheit schaffen.

Einen Einwand können wir allerdings auch mit diesem Satz nicht aus der Welt schaffen, nämlich, dass eine gewisse Selektion nach Leistung stattfindet. Das macht man dieser Schule ja zum Vorwurf, indem man als Alternative die sogenannte Einheitsschule propagiert. Ich möchte aber sagen: Diese Selektion nach Leistung ist ein Prinzip, das unserem Schulsystem inhärent ist. Ich habe das gestern schon angetönt. Ich sehe keine Möglichkeit, wie wir nun auf einmal bei der Berufsausbildung von diesem Grundsatz abgehen könnten, nachdem dieser Grundsatz für jene Schulsysteme, bei denen die Einheitlichkeit der Ausbildung sich viel leichter bewerkstelligen liesse, nämlich vor allem beim Primarschulunterricht, in der Schweiz keinen Eingang gefunden hat, trotz aller Schulversuche,

die in verschiedenen Kantonen in dieser Richtung durchgeführt worden sind.

Darf ich weiter noch einen Irrtum ausräumen, der da auch herumgeistert, die Auffassung nämlich, durch die Berufsmittelschulen werde die Qualität des ordentlichen Unterrichts in den gewerblichen und kaufmännischen Berufsschulen beeinträchtigt, weil gewissermassen die besten und leistungsfähigsten Schüler dort «abgezogen» würden? Das ist ein Irrtum, denn auch die Absolventen der Berufsmittelschule besuchen die ordentlichen Ausbildungsklassen, wie alle übrigen Lehrlinge und Lehrtöchter. Es ist hier kein Qualitätsverlust festzustellen; im Gegenteil. Das wollte ich zur Klarstellung noch beifügen.

Weber: Herr Bundesrat Brugger hat nun verschiedene Bedenken gegenüber der Berufsmittelschule aus dem Weg geräumt, insbesondere auch in bezug auf eine Niveausenkung in den Berufsschulklassen. Ein Bedenken bleibt aber dennoch bestehen: Wer entscheidet darüber, wer in die Berufsmittelschule eintreten kann? Bisher war das der Lehrmeister. Ich habe keine Gewähr, dass es in Zukunft anders wird. Ich habe gestern in der Eintretensdebatte von einem Fall berichtet, der sich kürzlich abspielte und bei dem ein Lehrmeister seinem Lehrling den Eintritt in die Berufsmittelschule verboten hat. Ist mit dieser Formulierung Gewähr geboten, dass der Lehrling oder seine Eltern darüber entscheiden können, dass er die Berufsmittelschule absolviert? Es wäre wahrscheinlich der Sache sehr dienlich, wenn der Bundesrat hier eine beruhigende Antwort geben könnte.

Bundesrat Brugger: Auch bei anderen Promotionen in höhere Schulen können nicht der Schüler oder seine Eltern darüber entscheiden, ob er beispielsweise in die Sekundarschule oder das Gymnasium aufgenommen werden kann. Die Beurteilung der eigenen Leistungen wird immer eine subjektive bleiben. Entscheiden wird in unserem Falle einmal die Leitung der Berufsmittelschule selber. Sie wissen, dass gewisse Prüfungen abzulegen sind, dass gewisse Leistungsmindestanforderungen verlangt werden. Das kann auch die Form einer Probezeit haben; es bestehen hier ja verschiedene Möglichkeiten.

Es kann aber auch eine andere Friktion entstehen, nämlich im Verhältnis Lehrling/Lehrmeister. Das ist ohne weiteres zuzugeben. Ich mache darauf aufmerksam, dass wir in einem der nächsten Kapitel das Verwaltungsverfahren regeln. Gegen Entscheide des Lehrmeisters oder bei Differenzen, die sich aus dem Lehrvertrag ergeben, kann eine kantonale Stelle angerufen werden, sei das das kantonale Lehrlingsamt, oder wie immer das heisst. In den meisten Fällen kommt es aber gar nicht zu einem Verwaltungsverfahren, sondern die kantonale Stelle wird versuchen, die Differenz aus der Welt zu schaffen, indem sie die streitenden Parteien an einen Tisch bringt und die Frage diskutiert. Das ist in der Praxis der häufigere Fall als die Ergreifung eines Rechtsmittels. Das gilt natürlich auch für den Besuch der Berufsmittelschule.

Präsident: Artikel 28 ist in der Kommissionsfassung unstritten und damit genehmigt.

Art. 29, 30

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 31

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Die Kantone sorgen zu diesem Zweck für die Errichtung von Berufsschulen oder ermöglichen durch geeignete Vorkehrungen den Besuch ausserkantonalen Schulen. Der berufliche Unterricht kann auch Schulen übertragen werden, deren Träger Berufsverbände, gemeinnützige Organisationen oder Betriebe (Werkschulen) sind, sofern diese Schulen den Vorschriften des Bundes und der Kantone entsprechen.

Art. 31

Proposition de la commission

Al. 1, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

A cet effet, les cantons veillent à ce que des écoles professionnelles soient instituées ou facilitent par des mesures appropriées la fréquentation d'écoles hors du canton. L'enseignement professionnel peut aussi être dispensé dans des écoles relevant d'associations professionnelles, d'institutions à caractère d'utilité publique ou d'entreprises (écoles-ateliers), pourvu que ces écoles satisfassent aux prescriptions fédérales et cantonales.

Kündig, Berichterstatter: Zu Absatz 2 beantragt Ihnen die Kommission das Auswechseln des Begriffes «Pflichtunterricht» durch «beruflichen Unterricht». Das mag unbedeutend erscheinen. Die Kommission beantragt aber diese Aenderung, weil die Kantone sonst verpflichtet werden könnten, alle gewünschten Freifächer, die unter den Begriff des beruflichen Unterrichtes subsumiert werden können, wie z. B. Chinesisch für einen Schriftsetzer, im eigenen Kanton anzubieten.

Bundesrat Brugger: Einverstanden.

Angenommen – Adopté

Art. 32–47

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 48

Antrag der Kommission

Abs. 1–4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 5

Der Bund fördert durch Beiträge und andere Massnahmen die von Kantonen, beruflichen Schulen, Berufsverbänden oder anderen Organisationen veranstalteten Kurse, die der Einführung von Angelernten in eine berufliche Tätigkeit, der Vorbereitung auf eine Berufslehre, der Förderung ihrer beruflichen Mobilität oder der Erweiterung ihrer Allgemeinbildung dienen.

Antrag Weber

Art. 48

Fortbildung für Personen ohne Berufslehre

Abs. 1

Die Fortbildung für Personen ohne Berufslehre bietet durch allgemeinbildenden und berufsfeldbezogenen Unterricht den Jugendlichen Lebenshilfe und bereitet sie insbesondere auf ihre Aufgaben als Staatsbürger vor. Sie dauert zwei Jahre und umfasst wöchentlich zwei halbe Tage.

Abs. 2

Die Fortbildung ist für alle Jugendliche obligatorisch, die nach der allgemeinen Schulpflicht keine Berufslehre oder Mittelschule absolvieren. Aus dem Besuch des Unterrichts darf ihnen keine Lohneinbusse erwachsen.

Abs. 3

Die Kantone führen für Personen ohne Berufslehre besondere Klassen, die den Berufsschulen anzugliedern sind. Die Artikel 29, 31 und 32 gelten sinngemäss.

Abs. 4

Der Absolvent der Fortbildung für Personen ohne Berufslehre erhält eine Bestätigung für den Besuch des Unterrichts, welche von der Berufsschule und der kantonalen Behörde unterzeichnet wird.

Abs. 5

Der Bund fördert durch Beiträge und andere Massnahmen die von den Kantonen organisierten Kurse.

Art. 48**Proposition de la commission****Al. 1 à 4**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 5

La Confédération encourage par des subventions et d'autres mesures les cours organisés par les cantons, les écoles professionnelles, les associations professionnelles et d'autres organisations, en vue d'intégrer les personnes ayant reçu une formation élémentaire dans une activité professionnelle, de les préparer à un apprentissage, de favoriser leur mobilité professionnelle ou de développer leur culture générale.

Proposition Weber**Art. 48**

Perfectionnement en faveur de personnes qui n'ont pas fait d'apprentissage

Al. 1

Le perfectionnement en faveur de personnes qui n'ont pas fait d'apprentissage offre à ces dernières une possibilité de départ dans la vie, grâce à un enseignement axé sur la culture générale et sur les branches se rapportant à l'exercice de la profession, et les prépare en particulier à leurs devoirs de citoyens. La période de perfectionnement dure deux ans et comprend deux demi-jours par semaine.

Al. 2

Le perfectionnement est obligatoire pour tous les jeunes gens qui, après avoir terminé l'école obligatoire, n'entrent pas en apprentissage ou dans une école moyenne.

Al. 3

Les cantons organisent des classes spéciales pour les personnes qui n'ont pas fait l'apprentissage; ces classes sont rattachées aux écoles professionnelles. Les articles 29, 31 et 32 sont applicables par analogie.

Al. 4

Ceux qui ont terminé leur période de perfectionnement reçoivent une attestation qui sera signée par l'école professionnelle et l'autorité cantonale.

Al. 5

La Confédération encourage par des subventions et d'autres mesures les cours organisés par les cantons.

Kündig, Berichterstatter: Der dritte Schwerpunkt dieser Vorlage dürfte in der Einführung der Anlehre zu suchen sein. Die Kommission hat sich sehr eingehend mit dieser Frage auseinandergesetzt, wobei die Meinungen – ähnlich

wie im Vernehmlassungsverfahren – diametral auseinandergingen. Einerseits wurde die Anlehre aus Ueberlegungen der mehrklassigen Gesellschaft abgelehnt, andererseits wurde sie als Einstieg in eine normale Berufslehre aufgefasst.

Die Kommissionsmehrheit konnte sich mit dem Antrag des Bundesrates einverstanden erklären, beantragt Ihnen jedoch in Absatz 5 eine textliche Aenderung durch Beifügung des Satzes «der Vorbereitung auf eine Berufslehre...» Das soll jedoch nicht so ausgelegt werden, als ob die Anlehre an und für sich eine Vorbereitungsstufe für eine ordentliche Berufslehre sein sollte; sie soll auch nach Meinung der Kommission Anlehre bleiben und nur in gewissen Fällen zur Vorstufe einer Berufslehre werden können.

Zum Antrag Weber möchte ich gerne Stellung nehmen, nachdem ich seine Begründung gehört habe.

Weber: Ich habe den gleichen Antrag bereits in der Kommission gestellt. Ich weiss, dass die Anlehre in weiten Kreisen ein verlockendes Angebot für eine Pseudolehre ist. Eine gesetzliche Verankerung der Anlehre sollte aber nicht vorgenommen werden. Der Angelernte wird nämlich bloss auf Hilfsfunktionen innerhalb eines sehr eng abgesteckten Tätigkeitsfeldes ausgebildet. Daran ändert auch eine Reglementierung nichts. Besonders der relativ niedrige Mobilitätsgrad bewirkt, dass an- und ungelernete Arbeitnehmer in Krisenzeiten als erste entlassen werden. Diese Tatsache wird durch aktuelle Erfahrung eindeutig bestätigt.

Durch die Anlehre errichtet man eine zusätzliche Schranke, indem die Unterschiede aus der allgemeinen Schulpflicht in die berufliche Ausbildung hinein verlagert werden. Herr Bundesrat Brugger hat zwar gestern nach meinen Ausführungen gesagt, dass in den Kantonen eben diese Aufsplitterung bestätigt werde. Aber es finden auch gegenteilige Bewegungen statt. Ich könnte das aus dem Kanton Solothurn bestätigen, wo man die unteren Klassen der Kantonsschule aus der Kantonsschule herausgenommen und in die Volksschule eingegliedert hat. So werden die unteren Klassen der Realschule seit langem mit den Klassen der Bezirksschulen unterrichtet und werden somit erst später entscheiden müssen, wohin sie sich wenden wollen. Die Tendenz besteht, dass beim Gymnasium ebenfalls eine Veränderung vorgenommen werden soll.

Schulische Leistungen decken sich sehr häufig mit der sozialen Herkunft. Damit erschwert man den Jugendlichen aus bildungsfernen Milieus den Zugang zur Berufsschule. Mit der vorgesehenen Neuregelung würden zahlreiche Schulentlassene, die bis jetzt eine Berufslehre antreten konnten, in die Anlehre geschleust. So fanden Jugendliche aus unteren Schulstufen in den letzten zwei Jahren, wenn überhaupt, nur mit Mühe eine passende Lehrstelle, da die Lehrbetriebe die Anforderungen wesentlich hinaufschraubten, zum Teil unbegründet hinaufschraubten. Diese Tendenz wird durch die Anlehre noch verstärkt. Das BIGA teilt diese Auffassung, wenn es in der Erläuterung zum ursprünglichen Entwurf schreibt: «Für die Regelung der Anlehre spricht auch der Umstand, dass im Gefolge einer veränderten Wirtschaftslage möglicherweise weniger Lehrstellen zur Verfügung stehen werden. Die Zahl der jugendlichen Angelernten könnte deshalb zunehmen.» Diese Aussage möchte ich durch eine Tatsache bestätigen. In unserer Gemeinde haben wir eine Stelle für eine Sekretärin ausgeschrieben. Von den 15 Angemeldeten waren etwa drei oder vier als Verkäuferinnen ausgebildet und glaubten, einfach in eine andere Art Beruf hinüberwechseln zu können, weil das während der Kriegsjahre oft möglich war. Fünf kamen aus einem Betrieb, der eine betriebseigene Ausbildung betreibt und den Töchtern Ausweise ausstellt, die den Ausweisen der kaufmännischen Berufsschule sehr ähnlich sind. Dass die Öffentlichkeit verpflichtet ist, das Angebot der Lehrstellen dem Bedarf anzupassen, das habe ich gestern bereits ausgeführt. Man könnte das z. B. durch Lehrwerkstätten tun, kann aber auch, wie es jetzt im

Gesetz steht, die Höchstzahl pro Betrieb hinaufsetzen. Ueberdies könnte die Schulmüdigkeit manchen Jugendlichen dazu verleiten, die Anlehre als kurzfristig verlockende Alternative gegenüber der Berufslehre zu wählen. Die daraus entstehende Bildungskluft ist aber später nur mit Mühe wettzumachen. Die in der Botschaft festgelegte Grenze von einem Jahr verhindert ferner die Erfassung der meisten Anlehen, da diese in der Regel weniger lang dauern.

Sicher hat nicht jeder Schulentlassene das Rüstzeug für eine Berufslehre. Aber gerade diese Leute benötigen eine minimale Bildung, welche sie auf das spätere Leben vorbereitet. Wir betreiben eine Politik, die grundfalsch ist. Jene, die von Natur aus einen grossen geistigen Rucksack haben, denen geben wir mehr. Jene, die eben geistig weniger begütert sind, bekommen nichts.

Aus diesen Gründen sollte für Personen ohne Berufslehre eine Fortbildung von wöchentlich einem Tag während zweier Jahre als obligatorisch erklärt werden, wobei ihnen daraus keine Lohnneinbusse erwachsen darf. Der Unterricht sollte sowohl Allgemeinbildung vermitteln als auch berufsbezogen sein. Es sollten also zwei Voraussetzungen erfüllt werden, damit allenfalls das Fähigkeitszeugnis später gemäss Artikel 40 nachgeholt werden kann. Zu diesem Zwecke ist der Besuch des Lehrgangs durch ein Abgangszeugnis zu bestätigen. Aus organisatorischen Gründen und im Interesse einer optimalen Durchlässigkeit sollten die Klassen den Berufsschulen angegliedert werden. Damit könnte man verhindern, dass diese Leute eine Diskriminierung erfahren müssten.

Es gibt übrigens auch Berufsverbände, die die Anlehre ablehnen. So war auch der Schweizerische Baumeisterverband ursprünglich dagegen. Gerade dieser Verband hat nun eine glücklichere Lösung gefunden. Er ist bereit, sämtliche jungen Leute, die auf dem Bau tätig sind und keine Berufslehre absolvieren, zusammenzufassen und ihnen allen eine gewisse berufliche Ausbildung zukommen zu lassen. Ich weiss, der Antrag, der hier gestellt wird, hat ein hochgestecktes Ziel. Trotzdem bitte ich Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Jauslin: Ich habe zwar Verständnis für Anträge, wie sie in Absatz 1 und 2 von Herrn Weber gestellt werden. Sie betreffen eine allgemeine Bildung, staatsbürgerlichen Unterricht und Weiterbildung. Ob sie hierher gehören oder nicht, ist eine andere Frage. Aber aus all den Anträgen, wie sie Herr Weber vorbringt und wie sie uns auch von aussen vorgelegt werden, spricht eigentlich der Eindruck, dass nur die Schule, nur der theoretische Unterricht wirklich etwas zur Bildung und Weiterbildung beitrage. Dem möchte ich grundsätzlich entgegenreten. Diese Denkweise belastet unsere Beurteilung der Chancengleichheit: Auch ein handwerkliches Können ist ein Können; es darf nicht nur theoretisches Können zählen. Denken wir an die Künstler oder an einen Goldschmied, der ein Werk vollführt. Er erbringt eine Leistung, die nicht nur über die Schulbildung zu erreichen ist. Es braucht für ihn persönlich auch eine Schulung, um überhaupt eine derartige handwerkliche Tätigkeit ausführen zu können. Deshalb möchte ich bestreiten, dass nur über die Schulbildung wesentlich Neues erreicht werden kann. Dazu ist auch in Erinnerung zu rufen, dass es Leute gibt, die nicht mehr zur Schule wollen und die man nur mit Mühe in eine Schule bringen würde. Denen muss man andere Möglichkeiten bieten. Dazu ist die Anlehre sicher kein Hindernisgrund. Herr Weber hat ja selbst Beispiele erwähnt, wie spezielle Lösungen gefunden werden.

Dann kommt der nächste Punkt. Wir haben die Bildungsfähigkeit auf verschiedenen Stufen zu beachten, und wir sollten darnach trachten, dass möglichst allen eine gute Ausbildung gegeben werden kann. Dazu bietet das Gesetz sehr gute Möglichkeiten. Andererseits muss auch die Tätigkeit derjenigen Leute, welche keine Schulen oder nicht alle Schulen besucht haben, eben auch voll gewürdigt

werden. Das wäre von mir aus gesehen die echte Chancengleichheit.

Ich bin also der Auffassung, dass der Antrag von Herrn Weber etwas an der Sache vorbei geht, wenn er darauf abzielt, die Anlehre aus diesem Gesetz herauszunehmen. Ich möchte empfehlen, dass die Anlehre hier im Gesetz nach Vorschlag Bundesrat bleibt.

Kündig, Berichterstatter: Die Beratungen innerhalb der Kommission haben gezeigt, dass die Mehrheit der Kommission diesem Antrag Weber nicht zustimmen kann, und zwar, weil sie feststellen muss, dass dessen Ziel «Schule statt Anlehre» gegenüber dem Antrag des Bundesrates einfach zwei Paar verschiedene Stiefel sind. Die Schule einerseits ist eine kantonale Angelegenheit und an sich sicher förderungswürdig. Die Bedenken, wie sie Herr Jauslin, in bezug auf Schulmüdigkeit, besonders bei den Jugendlichen, die keine weitere Berufsausbildung wünschen, feststellt, sind sicher allgemein. Die Beispiele der kantonalen obligatorischen Fortbildungsschulen sprechen in dieser Richtung eine deutliche Sprache. Denn diese Schule wird von diesen Jugendlichen meistens als Ballast und unnütz empfunden, und gerade die Hilfsarbeiter leisten ja diese Schule mit einer Lohnneinbusse, die nicht unbedingt unter dem Begriff «unbezahlte Stunden» abgegolten werden, sondern durch einen entsprechend tieferen Lohn. Ich glaube auch, dass Leute, die bereits während neun oder zehn Jahren geschult wurden und so in 8000 bis 9000 Schulstunden das Rüstzeug fürs Leben mitbekommen haben sollten, in diesen letzten 320 Stunden auch nicht mehr stark zusätzlich motiviert werden können. Die Anlehre hingegen bezweckt ganz etwas anderes. Sie soll zur Förderung der Minderbegabten zu einer gehobenen beruflichen Tätigkeit führen, also die Nutzung von Fähigkeiten in handwerklicher Richtung, in Geschick, in bezug auf Zuverlässigkeit. Wenn man diese Leute zusätzlich noch in die Schule schickt, so mit der Absicht der Vermittlung von zusätzlichen Lebenshilfen, wobei die Schule einen begleitenden Charakter zu dieser geringeren Berufsausbildung haben soll. Ich möchte Ihnen deshalb beantragen, den Artikel 48 in der Fassung der Kommission zu genehmigen.

Bundesrat Brugger: Dieser Artikel 48 ist von zwei Seiten her unter Beschuss geraten: von seiten des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes und auch von seiten gewisser branchenmässiger Arbeitgeberorganisationen, die an diesem Artikel gar keine Freude haben.

Tatsächlich ist es so, dass wir nicht wissen, wie gross die Zahl der jungen Leute ist, die keine eigentliche Berufslehre machen, sondern eine Anlehre von verschiedener Dauer. Die Verhältnisse sind hier äusserst mannigfaltig. Das haben unsere Abklärungen ergeben. Sicher sind es Tausende von jungen Leuten. Es gibt ganz verschiedene Arten von Anlehen, solche, die ein paar Tage dauern, z. B. als Küchenbursche in einem Hotel, in einem Restaurant, um ein extremes Beispiel zu nennen. Es gibt Anlehen, die durch die Berufsverbände oder durch die Unternehmen selber vorbildlich geregelt sind. Das gilt vor allem bei den Banken, aber auch bei grossen Industrieunternehmen, wo diese Anlehre unter Umständen zwei Jahre dauern kann. Die Verhältnisse sind hier sehr vielgestaltig. Es ist daher ausserordentlich schwer, sie gesetzestechisch einzufangen; aber auch zu definieren, wie man eigentlich diese Situation etwas verbessern könnte, ist nicht leicht. Wir haben unendlich viele Gespräche geführt mit den Praktikern auf diesem Gebiet, auch mit den Präsidenten der Fachverbände im Berufsbildungswesen. Man hat sich dann darauf einigen können, dass ein gewisser gesetzlicher Schutz notwendig sei, wenn eine Anlehre ein Jahr oder länger dauere. Wir müssen ja immer Gesetze machen für jene Fälle, die nicht zu befriedigen vermögen, und leider trifft das dann auch diejenigen, die sich aus eigener Kraft wohl verhalten. Von einem Jahr an aufwärts! Ich möchte Ihnen jetzt einfach die Frage stellen: Ist es denn so abwe-

gig, dass einer, der eine Anlehre von über einem Jahr macht, mit seinem Arbeitgeber obligatorisch einen Anlehrvertrag abschliesst oder wenigstens die Möglichkeit hat, einen solchen Vertrag abzuschliessen, in dem seine Rechte und Pflichten definiert werden? Ich glaube, es ist doch unbestritten, dass das sinnvoll ist.

Nun scheint es merkwürdig (das sollten es auch Sie, Herr Ständerat Weber, sehen), dass man darin keinen Fortschritt erkennen will. Denn auch wir kennen die Verhältnisse und wissen, dass hier von Weiss bis Schwarz alle Varianten vorhanden sind. Nun haben Sie Angst, es könnte aus dieser geregelten Anlehre eine Art Kurzlehre entstehen, die attraktiv werden und viele Leute davon abhalten könnte, eine ordentliche Lehre einzugehen. Diese Gefahr besteht, das wissen wir. Aber gerade das Beispiel, das Sie vorhin zitiert haben, zeigt, dass wir in Gottes Namen heute Tausende von jungen Leuten haben, die eines gewissen Schutzes und einer gewissen zusätzlichen Ausbildung bedürften. Denn der von Ihnen genannte Fall ist eingetreten, bevor dieser Artikel 48 in Kraft gesetzt worden ist, d. h. unter den heutigen Verhältnissen. Ihre Kommission – und dafür bin ich ihr noch einmal dankbar – hat da einen sehr wesentlichen Zusatz gemacht, um auch Ihre und unsere Bedenken etwas zu zerstreuen, indem man ausdrücklich sagt, dass diese Anlehre, sofern die anderen Voraussetzungen vorhanden sind, auch – ich betone auch – als Vorbereitung für den Eintritt in eine Berufslehre dienen kann. Mir scheint darin eine wesentliche Verbesserung in der Zielrichtung zu liegen. – Man sollte diese Anlehre einführen, wobei wir uns bewusst sind, dass wir wiederum nicht alles erfassen. Aber wenn wir einen zusätzlichen Unterricht bieten wollen, dann verlangt der eine gewisse zeitliche Dauer, die Fachleute sagen uns ein Jahr oder mehr.

Nun haben Sie einen Alternativvorschlag, der sich in seinem Gehalt deckt mit dem Vorschlag des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes. Sie wollen die bestbekannte sogenannte Fortbildungsschule, wie man sie in vielen Kantonen zum mindesten früher genannt hat, aufleben lassen. Eine zweijährige Fortbildungsschulpflicht für alle diejenigen, die keine Berufsschule absolvieren, die nicht in einer Mittelschule sind, die also nach der obligatorischen Schulpflicht nichts mehr haben. Wir stellen fest, dass solche obligatorische und freiwillige Fortbildungsschulen noch vor zwanzig Jahren in recht vielen Kantonen anzutreffen waren, z. B. auch im Kanton Zürich. Ich selbst habe in meiner Jugendsünden-Maienblüte in einer solchen Berufsschule Rechenunterricht erteilt. Ich habe die schlechtesten Berufserlebnisse gehabt in dieser nebenamtlichen Tätigkeit. Viele dieser Fortbildungsschulen waren wohl gar nicht lebensfähig und wurden aufgegeben. Heute sind es nur noch ein paar wenige Kantone, die ein Obligatorium des Fortbildungsschulunterrichtes kennen. Das mag bedauerlich sein, aber offenbar sind die Realitäten zu stark. Offenbar gibt es eben junge Leute, die nach Abschluss der obligatorischen Schulpflicht derart schulmüde sind, dass die Bereitschaft, sich noch weiterzubilden, einfach nicht mehr vorhanden ist. Es ist bedauerlich, dass man das feststellen muss. Man kann hier nur hoffen, dass in einer späteren Lebensphase der Wissensdurst doch noch ausbricht und sie das noch nachholen können. Von der Sache her ist diese Fortbildungsschule nach den Erfahrungen, die die Kantone gemacht haben, also ausserordentlich problematisch.

Für uns ist natürlich auch die rechtliche Situation von Bedeutung. Sie wollen ja als Hauptziel die Vorbereitung auf die Aufgaben des Staatsbürgers. Sie definieren da also ein ganz allgemeines Unterrichtsziel. Das ist auch die Zielsetzung der bestehenden Fortbildungsschulen. Es handelt sich also nicht um eigentliche Berufsschulen und auch nicht um einen eigentlichen berufsbezogenen oder berufsbegleitenden Unterricht. Wir greifen damit in die Schulhoheit der Kantone ein. Ich möchte sehen, was jetzt geschehen würde, wenn Sie nun in diesem Gesetz sämtliche 25

Kantone der Schweiz verpflichten würden, obligatorisch diesen neuen Schultypus einzuführen! Das wäre politisch vermutlich gar nicht durchzustehen. Unsere Juristen sagen, dass auch die verfassungsmässige Grundlage für ein Legiferieren des Bundes hier nicht vorhanden sei. Also gut, dann können wir da eben nichts machen. Es wäre eigentlich Aufgabe derjenigen, die diese Lücke füllen möchten, einmal in ihren Kantonen zu sehen, was sich da machen lässt. Das wäre eine vornehme und gute Aufgabe der Kantone selber und würde auch dem Föderalismus bei einem Problem, das tatsächlich noch nicht zufriedenstellend hat gelöst werden können, wieder etwas Substanz geben.

Aus diesen Gründen muss ich Sie bitten, den Antrag von Herrn Weber abzulehnen. Das, was wir hinsichtlich Anlehre vorschlagen, ist zum mindesten wohl besser als das, was wir heute haben.

Präsident: Es stehen sich in der Abstimmung gegenüber der Antrag des Bundesrates, etwas modifiziert durch die Kommission, und der Antrag von Herrn Kollege Weber.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	29 Stimmen
Für den Antrag Weber	5 Stimmen

Art. 49–57

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 58

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Wer die Abschlussprüfung an einer vom Bund anerkannten Höheren Technischen Lehranstalt bestanden hat, erhält ein von der kantonalen Behörde ausgestelltes eidgenössisch anerkanntes Diplom. Er ist berechtigt, sich «Ingenieur HTL» zu nennen und diese Bezeichnung öffentlich zu führen. Für Ausbildungsrichtungen, in denen die Bezeichnung «Ingenieur HTL» nicht gebräuchlich ist, bestimmt das Departement den Titel.

Antrag Reverdin

Abs. 3

... bestanden hat, erhält einen von der kantonalen Behörde ausgestellten eidgenössisch anerkannten Ausweis. Er ist berechtigt, ...

Art. 58

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Celui qui a réussi l'examen final d'une école technique supérieure reconnue par la Confédération reçoit un diplôme délivré par l'autorité cantonale et reconnu sur le plan fédéral. Il est autorisé à se nommer «ingénieur ETS» et à porter cette appellation publiquement. Le département fixe le titre correspondant aux formations dans lesquelles la dénomination «ingénieur ETS» n'est pas usuelle.

Proposition Reverdin

Al. 3

... la Confédération reçoit un brevet délivré par l'autorité cantonale ...

Kündig, Berichterstatter: Artikel 58 behandelt die Höheren Technischen Lehranstalten. Die Kommission beantragt Ihnen, eine von diesen Schulen und ihren Absolventen gewünschte Änderung über die Abgabe eines Diploms, indem dieses Diplom oder dieser Ausweis in Zukunft eidgenössisch anerkannt werden soll. Es hat sich gezeigt, dass viele Absolventen Höherer Technischer Lehranstalten mit den kantonalen Ausweisen im Ausland Mühe hatten, den Nachweis ihrer Ausbildung erbringen zu können. Durch die eidgenössische Anerkennung der kantonalen Diplome soll deren Wert verbessert werden.

Darf ich mich gleich zum Antrag Reverdin äussern: Herr Reverdin schlägt in diesem Zusammenhang vor, dass anstelle des Diploms in Zukunft ein Ausweis ausgestellt werden soll. Die Kommission hat sich mit diesem Problem befasst, und ich glaube, dass sich die Kommission dem Antrag Reverdin nicht widersetzen wird.

Präsident: Herr Reverdin ist nicht anwesend; Kollege Genoud hat es übernommen, für ihn diesen Antrag zu begründen.

M. Genoud: En l'absence de M. Reverdin, j'ai accepté de motiver assez rapidement sa proposition.

Les écoles polytechniques fédérales d'une part, les écoles techniques supérieures d'autre part, forment des spécialistes que nous sommes d'avis de qualifier les uns et les autres d'ingénieurs. Sur ce point, entre le Conseil fédéral et la commission il y a accord. Les formations sont différentes. Il importe que les titres le soient. Or la proposition de la commission risque de créer la confusion. Les ingénieurs des deux catégories seront en effet titulaires de diplômes reconnus par la Confédération. Ils seront dès lors tous des ingénieurs diplômés.

C'est pour éviter cela que je propose de qualifier de brevet (Ausweis), le document remis aux ingénieurs ETS. Cela contribuerait à éliminer, dans une large mesure, la confusion. Le plus simple, toutefois, serait de s'en tenir au texte du Conseil fédéral. Ma proposition est à considérer comme un amendement à la proposition de la commission. Si celle-ci était écartée au profit du texte du Conseil fédéral, ma proposition deviendrait caduque. Je tiens à préciser que je n'entends pas porter de jugement de valeur sur les deux titres de formation des ingénieurs. J'estime simplement qu'il est d'intérêt général qu'on puisse aisément les distinguer par leur titre. C'est là le but unique de cette proposition.

M. Debétaz: Si nous pouvions voter le texte présenté par M. Reverdin tel qu'il figure dans la partie française de sa proposition, je le ferais des deux mains. Lisez ce texte. Il dit scrupuleusement, d'une façon très séduisante: «La Confédération reçoit un brevet délivré par l'autorité cantonale.» Je veux bien subordonner la capacité fédérale à un brevet délivré par l'autorité cantonale et je serais prêt à appeler le document «diplôme». Ce qui compte, c'est que l'appréciation pouvant conduire au document relève de l'autorité cantonale: Mais trêve de considérations tutélaires à l'égard de la Confédération.

Notre collègue pose effectivement un problème important, celui de l'appellation des titres, et ce problème mérite incontestablement d'être évoqué devant notre Conseil. Je rappelle qu'il a fait l'objet d'un débat très approfondi lors de l'examen de la loi fédérale qui nous régit actuellement: loi fédérale sur la formation professionnelle de 1963. Si je me souviens bien, c'est la solution qui avait été apportée par les Chambres fédérales à ce problème qui avait suscité un référendum populaire. Lors de la votation, il convient de le préciser, la loi fédérale avait été largement adoptée par le peuple suisse.

Il s'agit du nom à donner au document attestant que l'ingénieur ETS a réussi l'examen final d'une école technique supérieure. La commission propose («proposait» si j'ai bien compris le rapporteur de notre commission) que ce

document soit un diplôme. M. Reverdin souhaite que ce document s'appelle «brevet».

Je répète que le problème est important. Il ne s'agit pas pour autant d'y mettre de la passion. La sérénité, je m'empresse de le reconnaître, est générale dans cette salle à ce sujet. Il y a des considérations de caractère international. Dans une lettre que m'a adressée l'Union technique suisse, union dans laquelle sont groupés les ingénieurs ETS, je lis ce qui suit: «Néanmoins, les problèmes ayant trait à la reconnaissance fédérale des diplômes de fin d'études des ETS ne sont toujours pas résolus. Or de nombreux diplômés ETS sont précisément contraints à l'heure actuelle de chercher du travail à l'étranger où, avec leur diplôme non encore officialisé par la Confédération, ils rencontrent de nombreuses difficultés. Il appert qu'il serait opportun que les Chambres fédérales trouvent une solution qui tienne compte de cette situation et qui puisse être reconnue d'une manière générale.» On parle dans cette lettre de diplôme et non pas de brevet.

Le problème est également imprégné de pas mal de considérations de caractère psychologique.

Qu'en est-il aujourd'hui dans les faits? Les écoles techniques supérieures existent. Nous délivrons des documents qui attestent la réussite de l'examen final; ces documents sont intitulés «diplômes». Si les Chambres fédérales décidaient de transformer ce diplôme en brevet, les étudiants et les diplômés de nos écoles techniques supérieures y verraient certainement un pas en arrière à leur égard.

La proposition qui nous est faite ne nous paraît donc pas apporter une solution au problème. Elle ne fait que déplacer ce problème.

Refuser l'appellation «diplôme» à l'attestation délivrée aux ingénieurs ETS leur paraîtra d'autant plus incompréhensible que le projet de loi dont nous discutons prévoit le diplôme et non pas le brevet en cas de réussite d'autres examens. Il en est ainsi de celui qui a réussi l'examen professionnel supérieur. Si vous prenez l'article 51, 2e alinéa, vous constatez que l'examen professionnel supérieur doit établir si le candidat a les aptitudes et les connaissances requises pour diriger une entreprise de façon indépendante ou satisfaire à des exigences élevées dans sa profession. Je rappelle – cela me paraît important aussi pour l'appréciation que nous avons à porter – que selon l'article 58 du projet de loi, la formation d'ingénieur ETS est donnée «dans les écoles techniques supérieures (écoles d'ingénieurs) qui dispensent à leurs étudiants les connaissances théoriques et pratiques nécessaires à l'ingénieur – comprenant les mathématiques, les sciences naturelles, les sciences de l'ingénieur ou la construction et le génie civil ou l'architecture ainsi que les branches de culture générale – et qui le préparent à appliquer de manière indépendante les résultats de la science et de la recherche à la fabrication et au développement industriel ainsi qu'à d'autres domaines».

Je voudrais souligner qu'il s'agit d'une formation très importante, très approfondie, très solide. Les personnes qui effectuent cette formation avec succès n'auraient, si la proposition de notre collègue était acceptée, plus droit à un diplôme. On leur délivrerait un brevet alors que, je viens de l'indiquer, des diplômes sont décernés dans d'autres cas en vertu du même projet de loi sur la formation professionnelle.

Une fois encore, nous ne ferions que déplacer le problème. En suivant la proposition de M. Reverdin, que je comprends dans une certaine mesure, nous donnerions satisfaction aux ingénieurs polytechniciens; nous ferions en revanche du diplôme décerné aux ingénieurs ETS un brevet.

Ce qui est important, c'est le titre figurant sur le diplôme. L'alinéa 3 de l'article 58 est précis: le titre que le diplômé d'une école technique supérieure est autorisé à porter est celui d'ingénieur ETS, en français. Les ingénieurs diplômés d'une école polytechnique fédérale peuvent se nommer, j'imagine, ingénieurs EPF. Ces lettres me paraissent

avoir toute leur signification; ce ne sont pas des petites lettres; elles sont à mes yeux déterminantes.

En conclusion, je suis d'avis que ceux qui ont réussi l'examen final d'une école technique supérieure devraient rester des diplômés et ne pas devenir des brevetés.

Baumberger: Nachdem ich in der Kommission den Antrag zur Einführung der eidgenössischen Anerkennung gestellt habe und nachdem der Schweizerische Ingenieur- und Architektenverein in einer neuen Eingabe das Problem nochmals aufgeworfen hat, erlaube ich mir eine kurze Klarstellung: Es geht der Kommission nicht um die Titelfrage; das muss ganz klar gesagt werden. Für diese schwierige Frage ist – ich glaube, man darf sagen: Gott sei Dank – eine zufriedenstellende Lösung gefunden worden.

Um was geht es der Kommission? Wer eine Höhere Technische Lehranstalt absolviert hat, erhält heute ein kantonales Diplom. Mit diesem Diplom ergeben sich nun offensichtlich im Ausland Schwierigkeiten, weil diese Schulen natürlich in zahlreichen Ländern wenig bekannt sind. Durch die eidgenössische Anerkennung soll diese Situation verbessert werden. Das scheint mir heute besonders wichtig zu sein, weil die Auslandsaufenthalte für Absolventen von Ingenieurschulen nicht nur häufiger sind, sondern in Länder führen, die keine traditionellen Beziehungen zu unseren Lehranstalten haben. Das ist – kurz gesagt – der Sinn dieses Vorschlages.

Zum Antrag der Kommission und zum Antrag von Herrn Kollege Reverdin: Ueber die beiden Ausdrücke Diplom oder Ausweis haben wir in der Kommission diskutiert. Mir scheint es eher unwesentlich zu sein, was man schreibt; im Grunde genommen kommt es darauf an, wie letztlich die eidgenössische Anerkennung formuliert wird, damit man sie auch im Ausland versteht. Ich glaube, wir sollten dem Antrag Reverdin zustimmen. Ich sehe auch nicht ein, warum diese kantonalen Ausweise nicht weiter den Titel «Diplom» enthalten könnten. Wir sollten nach meiner Meinung hier keine neuen Schwierigkeiten schaffen.

M. Grosjean: Pour ma part, je considère que c'est avec raison que les écoles polytechniques fédérales s'inquiètent du titre octroyé aux étudiants. Elles veulent empêcher toute confusion possible. Il y a une profession dans notre pays qui s'est singulièrement dévalorisée ces dernières années parce qu'elle n'a pas su protéger son titre, c'est la profession d'architecte. Pour le profane, à côté du titre d'architecte, on trouve toutes sortes de lettres – ce sont des abréviations – que personne ne comprend. Je ne vous apprendrai rien en vous disant que, malheureusement, certains architectes recherchent cette ambiguïté sur leur titre parce qu'ils n'ont pas ou si peu de titres qu'ils cherchent, avec des lettres ronflantes qui ne veulent rien dire, cacher les lacunes de leur formation. Il me semble alors que nous devons effectivement – que ce soit en français ou en allemand, cela va de soi – avoir des appellations qui ne permettent aucune confusion. Il ne s'agit pas de savoir quels sont les meilleurs. Constatons simplement qu'un ingénieur ETS et un ingénieur EPF n'ont pas les mêmes connaissances. Les études faites sont aussi différentes. C'est la raison pour laquelle, aussi bien pour les ingénieurs que pour les architectes, nous nous devons d'avoir une systématique des appellations qui ne permette aucune confusion. Le problème est là. C'est pourquoi, personnellement, je soutiendrai la proposition de M. Reverdin.

Jauslin: Ausnahmsweise sehe ich mich veranlasst, als Vertreter meines Berufsverbandes zu sprechen, was mir nicht besonders liegt. Ich möchte ganz einfach festhalten: Es geht hier um den Titel «Dipl. Arch.» und «Dipl. Ing.». Diese Titel sind nicht direkt zur Diskussion gestellt; aber das sind jene Titel, die nichts anderes aussagen, als dass der Träger ein Studium an einer Technischen Hochschule in

der Schweiz – oder auch in Deutschland – absolviert hat. Es geht nun ja nur darum, den Unterschied festzuhalten. Die Berufsbezeichnung – sei das nun Dipl. Ing., Dipl. Arch. oder auch Lic. iur usw. – sagt ja nichts anderes aus, als welche Ausbildung absolviert worden ist. Dass wir mit diesem Titel gleichzeitig ein Statussymbol verbinden wollen, ist nicht der Fehler dieses Titels. Man sollte sich wieder darauf besinnen, dass diese Bezeichnungen wirklich nichts anderes bedeuten als die Angabe, welche Ausbildung absolviert worden ist.

Wenn wir nun die Bezeichnung nach Vorschlag der Kommission wählen, soll – wie ich informiert wurde – die Möglichkeit bestehen, dass die Absolventen – trotzdem es hier heisst: «Arch. HTL» oder «Ing. HTL» – den Titel «Dipl. Ing.» führen können. Das stützt sich vielleicht auf den Text eines Paragraphen, der zwar nicht direkt hierher gehört: In Artikel 55 Absatz 3 steht: «Als Titel für den Inhaber des Diploms kann die betreffende Berufsbezeichnung mit dem Zusatz «diplomiert» verwendet werden.» Der Text gilt zwar nicht speziell für die HTL; aber es wäre wahrscheinlich schwierig, nachträglich festzustellen, dass dieser Titel «Dipl. Ing.» nicht berechtigt sei.

Die ganzen Abänderungsanträge – Herr Genoud hat das dargelegt – zielen wirklich nur darauf ab, dass man «Dipl. Ing.» als Bezeichnung für einen Absolventen einer Technischen Hochschule verwendet und dass der Titel «Ing. HTL» für die Absolventen einer HTL gilt. Ueber die Bedeutung und den Wert eines Titel ist damit nichts gesagt. Wir beschäftigen in unserem Betrieb gleichwertig Dipl. Ing. und Ing. HTL; wenn wir jemanden ins Ausland senden, sind wir froh, klar sagen zu können, was diese Ausbildung sei, und wenn wir diese Ausbildung – Ing. HTL – möglichst hoch einstufen können.

Es wurde mir vorgeworfen, die Bezeichnung «Dipl. Ing. ETH» und «Dipl. Ing. HTL» seien doch einfach zu unterscheiden und das genüge. Das stimmt natürlich nicht. Wenn ich den gleichen Mann nur schon frage in bezug auf den französischen Titel, ob das nun Ing. ETS oder EPF sei und welches der Unterschied sei, wird offensichtlich, dass der Unterschied nur beim «Dipl.» liegen kann und nirgends sonst.

Damit will ich nicht etwa für meinen persönlichen Titel kämpfen, sondern möchte nur festhalten, dass natürlich genau gleich wie die Absolventen der HTL ein Anrecht und einen Stolz auf ihre Ausbildung und den Titel haben, auch die Absolventen der Hochschulen eine eigene Bezeichnung und den nötigen Stolz damit verbinden dürfen. Ich möchte also beantragen, dem Antrag Reverdin zuzustimmen.

Bundesrat Brugger: Sorgen haben wir! Immerhin hat diese Titelfrage eine brillante historische Vergangenheit. Ich erinnere daran, dass bei Erlass des Berufsbildungsgesetzes im Jahre 1963 (als man den Absolventen der HTL den Titel Ingenieur-Techniker HTL oder Ingenieur-Architekt HTL gab und ihre Wünsche in dieser Beziehung nicht in Erfüllung gingen) das Referendum wegen dieser Titelfrage ergriffen wurde. Diesmal sind sie natürlich eher zufrieden. Wir haben Ihnen diese Neuerungen vor allem vorgeschlagen, weil sich dieser Titel nach heutigem Gesetz nie eingebürgert hat und weil man alle Umkehrmöglichkeiten ausnützte und auch heute noch ausnützt. Zwar gibt es ein Bundesgerichtsurteil vom 13. Juni 1967, in welchem die Tragung des Titels «Ing. HTL» und «Arch. HTL» aufgrund der heutigen Rechtslage ausdrücklich als gesetzeswidrig bezeichnet wird. Aber das hat in der Praxis nicht viel bewirkt.

Nun kommen wir ihnen also entgegen. Ich glaube, das ist von der Sache her richtig und ist auch hier unbestritten. Auch da waren wesentliche Widerstände von seiten der akademischen Berufsverbände zu überwinden. Ich muss aber doch zu Ehren der Absolventen der Eidgenössischen Technischen Hochschulen und ihrer Fachverbände sagen, dass sie uns einen sehr weiten Schritt entgegengekommen

sind und ihre ursprüngliche Opposition aufgegeben haben. Das gilt es doch auch festzuhalten.

Nun hat Ihre Kommission also noch diesen Begriff des eidgenössisch anerkannten Diploms eingeführt. Das figuriert nicht im bundesrätlichen Entwurf. Man hat uns aber erklärt, das sei dringend notwendig wegen der Konkurrenzfähigkeit unserer Ingenieure und Architekten im internationalen Wettbewerb. Hier brauche es einfach irgendeine Bestätigung der Eidgenossenschaft, damit diese Leute gewissermassen mit gleich langen Spiessen gegen die Konkurrenten aus anderen Ländern antreten können. Wie weit das stimmt, vermögen wir nicht zu beurteilen; vermutlich wird auch das etwas übertrieben dargestellt, denn man kennt ja diese Lehranstalten; man kennt beispielsweise ein Technikum Winterthur und weiss, dass, wer eine solche Schule durchlaufen hat, gut ausgebildet ist. Es ist wohl mehr die Reputation der Schule und das persönliche Können des Absolventen, das auch im ausländischen Konkurrenzkampf letztendlich entscheidend sein wird. Aber man behauptet, diese eidgenössische Anerkennung sei dringend notwendig. Wir stemmen uns also nicht dagegen.

Nun sind der SIA vor allem, aber auch der Eidgenössische Schulrat, durch den Zusatz Ihrer Kommission durch den Begriff des Diplomes aufgeschreckt worden. Ich habe da ganz taufrische Briefe vom SIA vor mir, die sagen, der bundesrätliche Vorschlag sei richtig; allenfalls wäre man noch einverstanden, wenn der Begriff des Diplomes durch das Wort «Ausweis» ersetzt würde. Persönlich habe ich etwas Mühe, da einen wesentlichen Unterschied zu sehen, was die eidgenössische Anerkennung anbetrifft; aber wenn die Direktbetroffenen glauben, das sei ein akzeptabler Kompromiss – und sie glauben ja vermutlich auch, dass wenn der Begriff des Diplomes im Gesetz steht, nachher das Bundesgericht, wenn wieder einmal eine solche Titelfrage streitig sein würde wohl mehr Mühe hätte, in ihrem Sinne richtig zu entscheiden –, dann würde ich Ihnen eigentlich empfehlen: Nehmen Sie doch den Antrag von Herrn Ständerat Reverdin an. Dann haben wir wieder den Frieden in diesem Lande und können den Schlussstrich unter eine Geschichte ziehen, die sich während Jahrzehnten hingezogen und von beiden Seiten her ausserordentliche Aversionen geweckt hat. Dann hätten wir wieder wenigstens in einem der emotionalen Punkte unserer Politik – es gibt ja noch zwei oder drei andere – eine Lösung gefunden.

Präsident: Der Bundesrat ist bereit, seine eigene Version aufzugeben zugunsten des Antrags Reverdin. Demgegenüber hat Herr Debétaz formell den ursprünglichen Antrag der Kommission aufrechterhalten.

Abstimmung – Vote

Abs. 3

Für den Antrag Reverdin	32 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	6 Stimmen

Art. 59

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Knüsel

Titel von Art. 59

4. Kapitel

Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschulen

Titel von Art. 60

4bis Kapitel:

Andere Höhere Fachschulen

Art. 59

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Knüsel

Titre précédant l'art. 60

Chapitre 4

Ecoles supérieures de cadres pour l'économie et l'administration

Titre précédant l'art. 60

Chapitre 4bis

Autres écoles supérieures

Kündig, Berichterstatter: Hier liegt ein Antrag von Herrn Knüsel vor. Er beantragt, einen neuen Titel einzufügen, indem für Artikel 60 neu der Titel «4bis Kapitel: Andere höhere Fachschulen» eingefügt wird, während der Titel von Kapitel 4 umbenannt wird in «Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschulen». Ich glaube, dass die Kommission diesem Antrag ohne weiteres zustimmen kann, da es sich um eine rein gesetzestechnische Abänderung handelt.

Knüsel: Im Gegensatz zum vorhergehenden Problem ist mein Anliegen ein nur kleines. Wir wissen, dass die Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen eine junge, aber äusserst wertvolle Institution darstellen. Sie stellen auch heute im schweizerischen Berufsbildungssystem einen wesentlichen Faktor dar und können vielleicht doch, ohne zu übertreiben, als Pendant zu den Höheren Technischen Lehranstalten aufgefasst werden. Beide Institutionen schliessen an die Berufsschulen an, und beide haben ihren Vollunterricht während dreier Jahre. Ich glaube, nach den positiven Erfahrungen, die wir in den letzten Jahren mit diesen Institutionen machen konnten, ist es wertvoll, wenn wir wenigstens die Sachüberschrift zur Kapitelüberschrift machen, um nach aussen den Eindruck zu geben, dass diese Schulen auch in Zukunft die entsprechende Anerkennung erhalten.

Bundesrat Brugger: Es stimmt, wie Herr Knüsel sagt, dass die Bedeutung dieser Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen zunimmt. Wenn man das Bedürfnis hat, diese Bedeutung nun auch rein optisch etwas besser darzustellen, durch einen gesonderten Titel, haben wir nichts dagegen einzuwenden.

Präsident: Der Antrag Knüsel ist unbestritten geblieben. Der Titel zu Artikel 59 wird entsprechend geändert; der Artikel selbst in seinem Inhalt ist ohne Diskussion akzeptiert. Ich nehme an, dass man in diesem Falle auch die Streichung des Titels bei Artikel 60 akzeptiert. Das ist ja die logische Konsequenz aus dem Antrag Knüsel zu Artikel 59.

Angenommen – Adopté

Art. 60

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 61

Antrag der Kommission

Abs. 1

Der Bund fördert die Berufsbildungsforschung. Diese soll, in Zusammenarbeit mit der Wirtschaft und den Institutionen der Berufsbildung, nach wissenschaftlichen Methoden insbesondere grundsätzliche Fragen der praktischen Ausbildung und Weiterbildung sowie des beruflichen Unterrichts abklären und notwendige Anpassungen der Berufsbildung an die technische, wirtschaftliche und gesell-

schaftliche Entwicklung frühzeitig erkennen und vorbereiten.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 61

Proposition de la commission

Al. 1

La Confédération encourage la recherche en matière de formation professionnelle. Cette recherche se fait avec la collaboration de l'économie et des institutions des formations professionnelles; elle doit en particulier élucider, à l'aide de méthodes scientifiques, les questions fondamentales posées par la formation pratique, le perfectionnement et l'enseignement professionnels, déceler suffisamment tôt la nécessité d'une adaptation de la formation professionnelle à l'évolution technique, économique et sociale et préparer cette adaptation.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Kündig, Berichterstatter: Dieser Artikel behandelt die Berufsbildungsforschung. Es scheint der Kommission, dass der Bundesrat den Aufgabenbereich der Berufsbildungsforschung zu weit gesteckt hat. Sie beantragt Ihnen deshalb eine textliche Änderung, die folgende zwei Punkte umfasst: Erstens Streichung des Textes «Ziel und Inhalt der Berufsbildung für einzelne Berufe ermitteln» und eine Beifügung, indem das frühzeitige Erkennen der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung als neuer Auftrag formuliert wird.

Bundesrat Brugger: Man kann sich lange darüber streiten, welche Formulierung eigentlich weiter geht, ob die unsrige oder die Ihrige. Wenn Sie sagen, «die notwendigen Anpassungen der Berufsbildung an die technische, wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklung», dann ist das ein sehr weitgespannter Bogen. Wenn Sie uns diesen Handlungsspielraum geben wollen, habe ich nichts einzuwenden; ich kann Ihre Formulierung durchaus akzeptieren. Wir haben ein ganz anderes Problem mit dieser Berufsbildungsforschung: Wir haben die notwendigen Mittel nicht, um sie so durchzuführen, dass wir zu raschen Resultaten kommen könnten. Dort liegt unser Problem und nicht in der Absteckung der Ziele.

Schlussfolgerung: Ich kann mich dem Antrag der Kommission anschliessen.

Kündig, Berichterstatter: Darf ich nur noch ein Wort dazu sagen? Herr Bundesrat Brugger macht darauf aufmerksam, dass die gesellschaftliche Entwicklung neu durch die Kommission aufgenommen worden sei. Dies ist aber nicht der Fall. Die Kommission wünscht einfach, dass diese Probleme frühzeitig erfasst werden.

Angenommen – Adopté

Art. 62

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 63

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Knüsel

Abs. 1 Buchst. e (neu)

e. Höhere und Verwaltungsschulen nach Artikel 59.

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Knüsel

Al. 1 let. e (nouveau)

e. Les écoles supérieures de cadres pour l'économie et l'administration selon l'article 59.

Kündig, Berichterstatter: Zum Artikel 63 liegt ein Antrag von Herrn Knüsel vor, der bezweckt, dass unter Absatz 1 ein neuer Buchstabe e beigelegt wird, so dass die Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen ebenfalls in diesen Bemessungsbereich der Beiträge kommen würden. Das würde bedeuten, dass wir heute eine Subventionserhöhung beschliessen würden für diese Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen von 40 auf 50 Prozent. Ich glaube, dass das nicht im Sinne der Bundesfinanzen sein kann und dass es zum ändern auch nicht im Sinne der Gleichbehandlung sein kann, weil nämlich durch die Umgestaltung der Titel nun alle übrigen höheren Fachschulen nicht mehr gleichstehen würden wir die Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsfachschule, die dem Artikel 59 unterstellt wurde.

Präsident: Herr Knüsel zieht seinen Antrag zurück.

Angenommen – Adopté

Art. 64–77

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes

32 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

76.065

AHV. 9. Revision.

Ausgabenbremse. Sonderabstimmung

AVS. 9e revision.

Frein aux dépenses. Votation spéciale

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 247 hiervor — Voir page 247 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 22. Juni 1977

Décision du Conseil national du 22 juin 1977

Präsident: Wir behandeln noch die Frage der Sonderabstimmung bei der 9. AHV-Revision. Sie sind gestern dahingehend orientiert worden, dass eine Sonderabstimmung mit Bezug auf zwei Artikel verlangt worden ist. Inzwischen hat sich der Nationalrat als Prioritätsrat mit dieser Frage auseinandergesetzt. Es ist dort die Grundsatzfrage gestellt worden, ob die Sonderabstimmung überhaupt noch zulässig sei.

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.06.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	383-396
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 964

Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

Ständerat – Conseil des Etats

1978

Januarsession – 11. Tagung der 40. Amtsdauer
Session de janvier – 11e session de la 40e législature

Erste Sitzung – Première séance

Montag, 16. Januar 1978, Nachmittag

Lundi 16 janvier 1978, après-midi

18.15 h

Vorsitz – Présidence: Herr Reimann

Nachruf – Eloge funèbre

Präsident: Kurz nach Neujahr – am 5. Januar – ist Nationalrat Ezio Canonica an einem Herzversagen plötzlich gestorben. Am letzten Mittwoch hat eine grosse Trauerversammlung, worin auch unser Rat durch zwei Delegierte offiziell vertreten war, in Zürich vom Verstorbenen Abschied genommen. Die vielen Leidtragenden haben einem Mitbürger die letzte Ehre erwiesen, der im öffentlichen Leben der Schweiz eine hervorragende Stellung einnahm, vor allem als Präsident des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes. Sie haben eines Mannes gedacht, den ein tragisches Geschick, ein Uebermass an Aufgaben und Verantwortung und vielleicht eine unerfüllte Erwartung mitten aus dem tätigen Leben, aus dem Kreis seiner Familie, von der Seite seiner Gattin, weggerissen hat. Sie trauerten um einen Menschen, dessen Ausstrahlung und dessen glückliche Natur sie schmerzlich vermissen und der in allen seinen Wirkungsfeldern eine grosse Lücke hinterlässt.

Ezio Canonica, am 27. Juni 1922 in Tesserete geboren, verlebte seine Jugend- und Schulzeit in Lugano. In Bellinzona erwarb er die Handelsmatura, der er später noch Studien an der Universität Zürich beifügte. Von 1941 bis 1946 war er Redaktor an der «Libera Stampa» und Fachlehrer an der Schule des Kaufmännischen Vereins in Lugano. Selber Sohn eines Gewerkschafters, trat er der Gewerkschaftsbewegung bei und war eine Zeitlang Präsident der Sozialistischen Tessiner Jugend. – 1947 wurde Canonica als Zentralsekretär und Redaktor des Schweizerischen Bau- und Holzarbeiterverbandes nach Zürich berufen, hielt aber sehr enge Bindungen mit seiner Tessiner Heimat aufrecht und ist Zeit seines Lebens im Fühlen und Denken und in seiner ganzen Art ein Tessiner geblieben.

In den letzten zehn Jahren trat Ezio Canonica immer stärker ins Licht der Öffentlichkeit. 1968 wurde er zum Zentralpräsidenten der Gewerkschaft Bau und Holz und 1971 in den Nationalrat und 1973 zum Präsidenten des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes gewählt.

Canonica hatte sich für sein öffentliches Wirken der Besserstellung der Arbeiter und der Hilfe für die kleinen Leute verschrieben. Dieses Ziel verfolgte er so unbedingt, dass er gelegentlich eine hitzige Parole ausgab und Kampfmassnahmen nicht ausschloss, was seinem Namen zeitweilig einen etwas schrillen Nebenton beigefügt hat. Cano-

nica sah anderseits die Besserstellung der Arbeiter nicht nur als eine Frage der Lohntüte und des Einkommens. Gerade dadurch, dass er an ideellere Ziele erinnerte, an die Vermittlung von Wissen und Bildung, Stärkung der Gemeinschaft, Mitsprache und Mitbestimmung, ist er, wie man es genannt hat, zu einem richtigen Motor der Gewerkschaftsbewegung geworden. Bei der Verwirklichung seiner Ziele bewies er grosse Klugheit und Weisheit. Er zog Verhandlungen und Kompromisse einem Kampf mit seinen Zerstörungsgefahren vor. Er hat namentlich auch in der Rezession nicht vergessen, dass der Wohlstand auch des Arbeiters eine starke und funktionstüchtige Wirtschaft voraussetzt.

Canonica war ein überzeugter Demokrat. Seine Methode war Gespräch und Diskussion. Durch Diskussion, ohne Vorbehalte, und geschickte Gesprächsführung ist es ihm gelungen, innerhalb der Gewerkschaftsbewegung Unterschiede zu überbrücken und Einigkeit zu stiften. Die Arbeitgeberseite hat ihm bestätigt, dass er ein harter, aber offener und regeltreuer Verhandlungspartner war. Man kann Ezio Canonica nicht auf eine einfache Formel reduzieren. Er drängte vorwärts und wusste klug zurückzuhalten. Er war gleichzeitig ein kämpferischer und ein warmer Mensch.

Im Namen des Rates versichere ich der Gattin des Verstorbenen, seinen vier Kindern, der sozialdemokratischen Fraktion und Partei und dem Schweizerischen Gewerkschaftsbund unsere bewegte Anteilnahme am grossen Verlust, den sie erlitten haben. Ich bitte die Mitglieder des Rates und die Besucher auf den Tribünen, sich zu Ehren des Toten zu erheben.

Der Rat erhebt sich zu Ehren des Verstorbenen von den Sitzen

L'assistance se lève pour honorer la mémoire du défunt

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz Formation professionnelle. Loi

Siehe Jahrgang 1977, Seite 383

Voir année 1977, page 383

Beschluss des Nationalrates vom 14. Dezember 1977

Décision du Conseil national du 14 décembre 1977

Differenzen – Divergences

Art. 1 Abs. 1bis – Art. 1 al. 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission**Adhérer à la décision du Conseil national*

Kündig, Berichterstatter: Die Aufnahme dieses Absatzes bringt eine klare Bestimmung über die in der Verordnung umschriebene Behandlung der Lehrstellen der öffentlichen Hand. Materiell hat sie jedoch keine Auswirkung.

*Angenommen – Adopté***Art. 10 Abs. 2 – Art. 10 al. 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission**Adhérer à la décision du Conseil national*

Kündig, Berichterstatter: Die vorgeschlagene Fassung bedeutet eine textliche Präzisierung der im Entwurf des Bundesrates vorgesehenen Regelung.

*Angenommen – Adopté***Art. 11***Antrag der Kommission**Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

Festhalten

Art. 11*Proposition de la commission**Al. 1, 2**Adhérer à la décision du Conseil national**Al. 3*

Maintenir

Abs. 1 – Al. 1

Kündig, Berichterstatter: Die neue Fassung trägt den Gegebenheiten besser Rechnung. Es handelt sich um eine bessere Formulierung der vom Ständerat in seinem Beschluss gewünschten Intentionen. Es ist auch gerechtfertigt, die Regionen zu erwähnen, da im besondern in der Westschweiz diese Organisationsform sehr beliebt ist.

*Angenommen – Adopté**Abs. 2 – Al. 2*

Kündig, Berichterstatter: Die Kommission konnte sich dem Beschluss des Nationalrates, der die ursprüngliche Fassung des Bundesrates wieder aufnimmt, anschliessen, da dadurch die Verantwortlichkeit für den Erlass von Mindestanforderungen präziser definiert ist und da im besondern die kleineren Berufsverbände kantonal oder regional zusammengefasst werden können.

*Angenommen – Adopté**Abs. 3 – Al. 3*

Kündig, Berichterstatter: Hier ist die erste Differenz zum Nationalrat. Von den 31 zu bearbeitenden Differenzen sind nur noch sieben übriggeblieben. Die Kommissionsmehrheit möchte am früheren Beschluss des Ständerates festhalten. Es geht der Kommission nicht etwa darum, dass hier das Prinzip der Lehrmeisterkurse durchlöchert werden soll. Es geht ihr darum, dass die Kantone die Möglichkeit haben, unter gewissen Bedingungen Ausnahmen zu erlassen. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes, Herr Bundesrat Brugger, hat zwar der Kommission

zugesichert, dass diese vom Ständerat gewünschten Ausnahmen in der Verordnung erwähnt würden und dass damit kein Grund bestünde, dem Nationalrat nicht zuzustimmen. Die Mehrheit der Kommission glaubt jedoch, dass gerade die zu bewältigenden Probleme mit den kommenden geburtenstarken Jahrgängen nicht noch zusätzlich belastet werden sollten. Auch ist noch nicht abzusehen, ob die Ausbildungsbereitschaft der Lehrmeister unter den erschwerten Bedingungen aufrechterhalten werden kann. Die Mehrheit beantragt deshalb, am Beschluss des Ständerates festzuhalten und den Kantonen einen gewissen Ermessensspielraum einzuräumen.

Weber: Ich beantrage Ihnen, in diesem Fall der Formulierung des Bundesrates und damit auch der Auffassung des Nationalrates zuzustimmen. Es ist bereits erwähnt worden, dass im allgemeinen die Lehrmeisterausbildung von den Betroffenen selber begrüsst wird. Damit sollte im Grundsatz der Gedanke dieser Ausbildung keinen Widerstand mehr finden. Um so weniger kann ich verstehen, dass man versucht, Löcher in diese gutgemeinte Einrichtung zu machen. Beim Emmentalerkäse mögen die Löcher ein Gütezeichen bedeuten; hier aber bedeuten solche Löcher Schlupfwinkel für Drückeberger und solche, die einfach glauben, sie müssten nicht machen, was andere bereit sind zu tun. Gute und pflichtbewusste Lehrmeister würden nie von einer solchen Ausnahmebestimmung Gebrauch machen. Die bundesrätliche Lösung lässt genügend Möglichkeiten offen, Sonderfällen Rechnung zu tragen. Es ist hier wie in vielen Fällen des Lebens: Klare Vorschriften sind meist nötig, um einzelnen wenigen aufzuzeigen, was man von ihnen verlangt, nämlich das, was andere auch zu leisten bereit sind. Es ist sicher richtig, wenn die Kantone einen gewissen Spielraum erhalten; aber wenn Kantone andere Vorschriften für Ausnahmen aufstellen können, dann glaube ich, dass doch das Ganze darunter leiden wird. Ich glaube auch, dass der Mangel an Ausbildnern nicht so gravierend sein kann; die Ausbildung von Lehrmeistern lässt sich auch überregional regeln, indem Kantone zusammenarbeiten, damit nicht zu viele Ausbilder gebraucht werden. Ich würde es als falsch betrachten, wenn man gerade in dieser Hinsicht eine Differenz zum Nationalrat schaffen würde, und ich bitte Sie, aus psychologischen Überlegungen dem Nationalrat zuzustimmen und damit der Formulierung des Bundesrates den Vorzug zu geben.

M. Debétaz: J'approuve le principe de ces cours de formation. La solution votée par notre Chambre lors de sa première lecture me paraît une solution raisonnable. Il faut pouvoir compter sur un nombre suffisant de maîtres d'apprentissage, si nous pensons à l'importance des volées de jeunes filles et de jeunes gens qui quitteront l'école ces prochaines années et rechercheront des places d'apprentissage. Il importe, je le répète, de disposer d'un nombre suffisant de maîtres d'apprentissage, il importe d'encourager ceux qui sont déjà maîtres d'apprentissage à le rester, il importe aussi de convaincre ceux qui ne le sont pas encore de le devenir. Prévoir des cours de formation c'est fort bien, j'en approuve le principe, mais maintenir et trouver tous les maîtres d'apprentissage dont nous avons besoin, c'est indispensable. Je vous recommande de maintenir la décision que nous avons prise lors de la première lecture de ce projet.

Bundesrat Brugger: Ich bitte Sie, der Minderheit Ihrer Kommission, also der ursprünglichen Fassung des Bundesrates, die vom Nationalrat übrigens einstimmig übernommen worden ist, zuzustimmen. Warum dies? Ich halte diese Ausbildung der Lehrmeister für eine der wichtigsten Neuerungen dieses Gesetzes. Nach meinem Dafürhalten ist es von entscheidender Bedeutung, wie ein Lehrlingsvater oder ein Gewerbetreibender während Jahren Jugendliche, die sich in einer sehr schwierigen und wichtigen

Entwicklungsphase befinden, ausgebildet. Wir stellen mit grosser Freude fest, dass der überwiegende Teil der Lehrmeister diese Neuerung auch begrüsst. Nun sind wir leider wegen des Gesetzes der grossen Zahl gezwungen – das haben Sie in den Uebergangsbestimmungen –, sehr sachte vorzugehen. Es ist nicht möglich, 50 000 bis 70 000 in diese Kurse aufzunehmen. Die Uebergangsbestimmungen sind ja ausserordentlich weit gefasst, und man hat sie denn auch kritisiert. Wenn Sie hier das Prinzip nochmals durchlöchern, dann kann man wirklich Kritik an dieser Neuerung üben. Ich glaube, das einzige Kriterium, dass jemand überhaupt keinen Kurs besuchen muss, ist doch das einer andern, gleichwertigen Ausbildung. Wenn diese Bedingung erfüllt ist, dann soll man jemanden vernünftigerweise dispensieren können, wie dies im Antrag des Bundesrates, dem der Nationalrat zugestimmt hat, vorgesehen ist. Selbstverständlich muss man auf die persönlichen Verhältnisse Rücksicht nehmen. Geht diese Rücksichtnahme aber nun wirklich so weit, dass man einen Lehrmeister überhaupt vom Kursbesuch dispensiert? Muss diese Rücksichtnahme nicht eher in die Richtung gehen, dass man den Kurs zeitlich so legt, dass ein Kursbesuch möglich ist? Das wäre eine Rücksichtnahme auf die Möglichkeiten des Lehrmeisters. Damit ist auch die Frage beantwortet, ob wir in den nächsten Jahren, wo wir 14 000 zusätzliche Lehrstellen haben sollten, nicht überfordert seien. Man wird auch hier eine gewisse Uebergangsfrist gewähren müssen. Das ist doch eine Frage der vernünftigen Anwendung dieses Gesetzes, und dazu sind wir auch gewillt. Ich habe das schon in der Kommission erklärt. Ich befürchte einfach, dass Sie mit dieser Bestimmung den Grundsatz der Ausbildung des Lehrmeisters in einer Art und Weise durchlöchern, die uns bei der Anwendung ausserordentliche Schwierigkeiten bringen könnte. Denn es ist ja nicht eine zentrale Stelle, welche diese Ausnahmen bestimmt, sondern es sind 25 Kantone und Halbkantone. Das ist der Grund, warum ich Ihnen empfehle, dem einstimmigen Beschluss des Nationalrates zu folgen.

Kündig, Berichterstatter: Es ist zwar nicht üblich, dass man nach dem Bundesrat noch spricht, aber ich glaube, dass ich im Namen der Kommissionsmehrheit doch noch eine Präzisierung anbringen muss. Es handelt sich keinesfalls darum, dass hier der Lehrmeister darüber entscheiden soll, ob er einen Kurs für seine Ausbildung zu besuchen hat oder nicht. Es handelt sich auch in keiner Weise darum, dass die Kantone frei darüber entscheiden sollen, welche Ausnahmen zu bewilligen seien, sondern es handelt sich darum, dass Kantone in Einzelfällen aus andern wichtigen Gründen Ausnahmen bewilligen können, gestützt auf Richtlinien des Bundesamtes. Die Kommissionsmehrheit ist der Ansicht, dass mit diesen Einschränkungen doch eigentlich der Möglichkeit, Ausnahmen zu statuieren, zugestimmt werden kann.

Stucki: Gestatten Sie mir auch noch eine Präzisierung. Ich möchte auf die Uebergangs- oder Schlussbestimmung in Artikel 75 hinweisen, wo es heisst: «Wer schon vor Inkrafttreten des Gesetzes während mindestens fünf Jahren Lehrlinge mit Erfolg ausgebildet hat und hiefür weiterhin Gewähr bietet, ist nicht verpflichtet, einen Ausbildungskurs für Lehrmeister nach Artikel 11 des Gesetzes zu besuchen.» Wir haben also hier bereits in der Uebergangs- oder Schlussbestimmung eine Einschränkung; ich glaube deshalb, dass wir dem Beschluss des Nationalrates zustimmen können.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Festhalten) 21 Stimmen
Für den Antrag Weber 14 Stimmen

Art. 12 Abs. 4 – Art. 12 al. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Es handelt sich nach Ansicht der Kommission um eine echte Verbesserung für die Zusammenarbeit verwandter Berufe.

Angenommen – Adopté

Art. 15 Abs. 3 – Art. 15 al. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Die neue Formulierung kommt den Bestrebungen des Beschlusses des Ständerates entgegen, da es sich um eine beweglichere und anpassungsfähigere Fassung handelt.

Angenommen – Adopté

Art. 16

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Abs. 1 – Al. 1

Kündig, Berichterstatter: Die Fassung des Nationalrates ist eine praxisbezogenere Lösung als der Vorschlag des Bundesrates, da sie ermöglicht, dass die Lehrpläne etappenweise ausgehändigt werden und nicht nur starr beim Antritt der Lehre abgegeben werden müssen, was sich bestimmt negativ auswirken könnte. Die Kommission wünscht jedoch, dass die Verordnung vorsehen soll, dass der Lehrling schon zu Beginn seiner Lehre in geeigneter Weise über die Grundzüge seiner bevorstehenden Ausbildung und im einzelnen über die erste Ausbildungsphase orientiert wird.

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Kündig, Berichterstatter: Die Kommission kann sich der Ansicht des Nationalrates, dass die Ausbildungsberichte nicht jährlich, sondern semesterweise auszufertigen sind, anschliessen. Ebenso beantragt sie, dem zweiten Satz, der die Orientierung des gesetzlichen Vertreters verlangt, zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

Art. 19 Abs. 2 – Art. 19 al. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Die Kommission konnte sich nur mit Mühe diesem Beschluss des Nationalrates anschliessen. Nicht dass ihr das gesundheitliche Wohlergehen des Lehrlings nicht am Herzen liegen würde, ganz im Gegenteil. Aber sie hat einige Bedenken wegen der daraus resultierenden Komplizierung des Genehmigungsverfahrens der Lehrverträge, wegen der möglichen diskriminierenden Wirkung auf die zu unterstellenden Berufe und weil aufgrund der bisherigen Erfahrungen die gesundheitliche Würdigung des Lehrstellensuchenden sowohl durch die Berufsberater wie durch die zukünftigen Lehrmeister zu keinen

Beanstandungen Anlass gegeben hat. Wenn die Kommission trotzdem zustimmt, so tut sie dies in Würdigung der Bemühungen um die Gesundheit des Lehrlings, wobei sie aber vom Departement erwartet, dass nur Berufe dieser Vorschrift unterstellt werden, bei denen tatsächlich eine mögliche Gefährdung vorliegt.

Angenommen – Adopté

Art. 21 Abs. 2 – Art. 21 al. 2

Antrag der Kommission

Festhalten

Proposition de la commission

Maintenir

Kündig, Berichterstatter: In Artikel 21 Absatz 2 haben wir die zweite Differenz zum Nationalrat. Die Kommission beantragt Ihnen Festhalten am Beschluss des Ständerates. Die Fassung des Ständerates geht einerseits weiter, durch das angemessene Mitspracherecht des Lehrlings, andererseits aber verlangt sie vom Lehrmeister die Benachrichtigung des gesetzlichen Vertreters nur in den Fällen, wo die Lehre nicht ordnungsgemäss verläuft. Der Nationalrat beantragt eine Fassung, die vorsieht, dass alle wesentlichen Massnahmen, die das Lehrverhältnis betreffen, mit dem Lehrling und dem gesetzlichen Vertreter besprochen werden müssen. Ihre Kommission kann dieser Fassung nicht zustimmen, da sie keine Abgrenzung zwischen wesentlichen und unwesentlichen Massnahmen im Zusammenhang mit dem Lehrverhältnis finden konnte und somit endlose Streitigkeiten fürchtet.

M. Donzé: Il peut paraître que la rédaction du Conseil national et la nôtre ne sont pas très différentes. Toutefois, il me semble que la rédaction du Conseil national est plus complète et défend mieux les droits de l'apprenti. C'est pourquoi je demande que l'on s'en tienne à la position prise par le Conseil national.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	26 Stimmen
Für den Antrag Donzé	8 Stimmen

Art. 21 Abs. 6 – Art. 21 al. 6

Antrag der Kommission

Streichen

Proposition de la commission

Biffer

Kündig, Berichterstatter: Die Kommission beantragt Ihnen Streichung dieses Absatzes 6. Die Kommission erachtet diese Vorschrift einerseits als unnötig, da die rechtzeitige Absprache über das zukünftige Anstellungsverhältnis in einem geordneten Lehrverhältnis als eine Selbstverständlichkeit erachtet wird. Andererseits hat sie Bedenken wegen der rechtlichen Tragweite, da es sich bei dieser Bestimmung um die einseitige Festlegung der Absicht des Lehrmeisters handelt, ohne damit den Lehrling in irgendeiner Form an einen gleichzeitigen Entscheid zu binden. In der Praxis würde dies wohl dazu führen, dass die Mitteilung des Lehrmeisters immer negativ ausfallen würde. Er, wie auch der Lehrling, könnte sich im nachhinein immer noch anders entscheiden. Auch dürfte bei etwaigen Streitigkeiten der Nachweis über diese mündlich festlegbaren Tatbestände äusserst schwierig sein.

Die Kommission vertritt die Ansicht, dass die rechtzeitige Regelung eines späteren Dienstverhältnisses zur gegenseitigen Anstandspflicht gehört, dass aber eine einseitige gesetzliche Verpflichtung des Lehrmeisters nicht in das Gesetz aufgenommen werden sollte.

M. Donzé: Je crois que, du point de vue psychologique, la proposition qui a été faite en cours de travail au Conseil

national et qui a été acceptée par 79 voix contre 23 est très importante. On me dira que le contrat d'apprentissage est un tout, qu'on sait à quoi on s'engage, que ce contrat a une durée de trois, de quatre ans et qu'il est inutile de faire intervenir une disposition comme celle qu'a prévue le Conseil national.

Eh bien! je crois que, même si elle ne devait toucher qu'un petit nombre d'apprentis qui seraient dans l'ignorance ou qui, dans des circonstances particulières à l'entreprise, pourraient supposer qu'ils peuvent rester au service de celle-ci, je crois qu'il est nécessaire de faire intervenir une disposition comme celle-là, même si elle n'est pas impérative au-delà de ce que représente le contrat lui-même. Particulièrement aujourd'hui où le chômage des jeunes est un phénomène grave, je pense qu'il faut tout faire pour que ceux-ci, à la fin de leur apprentissage, puissent trouver un emploi et le fait d'être averti est très important. Ils peuvent à ce moment-là chercher un travail en dehors de l'entreprise et on connaît des cas très précis où, parce que le jeune supposait qu'à la fin de son apprentissage il pourrait rester dans la même firme, il n'a pas cru bon de faire les démarches nécessaires; ces cas-là sont tragiques.

Du point de vue psychologique, dans le climat actuel, il faut suivre le Conseil national. D'ailleurs, je suis persuadé que ce dernier ne cédera pas sur cette divergence. Finalement, on ne veut pas accepter de se rallier à cette proposition pour des questions de forme. Mais, puisque précisément elle a un effet que je dirai normal, je ne vois pas pourquoi notre conseil, encore une fois, ne s'y rallie pas.

Egli: Ich möchte Ihnen empfehlen, diese Formulierung des Nationalrates zu streichen, weil die rechtliche Tragweite dieses Absatzes unklar ist. Welche Bedeutung hätte ein Stillschweigen des Lehrmeisters? Bedeutet es, dass der Lehrling angestellt wird, oder bedeutet es, dass er nach der Lehre den Betrieb verlassen muss? Welche Folgen hätte ein Stillschweigen für den Lehrmeister? Er würde damit wohl eine vertragliche Verpflichtung verletzen. Aber welche Sanktion hätte diese Vertragsverletzung zur Folge?

Helmann: Ich frage mich nun doch, ob das eine Zumutung ist, wenn der Lehrmeister einem Lehrling drei Monate vor Beendigung seiner Lehre erklären muss, ob er im Geschäft bleiben darf oder nicht. Er kann ihm ja, wenn er ihm diese Erklärung abgibt, dass er bleiben kann, seinerseits auch die Erklärung abnehmen, dass er gewillt ist zu bleiben. Auf jeden Fall müssen doch die beiden ein Gespräch miteinander führen, und das erleichtert doch beiden Seiten die Frage, was nach dem Lehrabschluss zu geschehen hat. Ich würde meinen, dass dies zumutbar ist. Ich beantrage Ihnen, dem Nationalrat zuzustimmen.

Bundesrat Brugger: Dieser Antrag stammt nicht vom Bundesrat; aber ich habe ihm aus den Gründen, die jetzt Herr Ständerat Heimann dargelegt hat, auch nicht besondere Opposition gemacht. Ich möchte einmal grundsätzlich sagen: Wenn ein Lehrmeister das nicht macht, dann ist natürlich an diesem Lehrverhältnis ohnedies etwas faul. Aber es scheint doch – das ist in der nationalrätlichen Kommission dargelegt worden – immer wieder einzelne Fälle zu geben, dass man den Lehrling bis zum letzten Tag gewissermassen im ungewissen lässt. Das trägt nicht gerade zum Glanz der Berufslehre bei und ist ein Fehler. Auf der andern Seite ist zuzugeben: Wenn der Lehrmeister dies dem Lehrling nicht bekanntgibt, dann wird er sich aufgrund von Artikel 69 Absatz 1 Buchstabe c strafbar machen. Die Frage ist, wie das dann zu beweisen ist. Sehr oft wird dann Aussage gegen Aussage stehen, es sei denn, man fixiere die Vereinbarung schriftlich. Aber im Lichte der rechtlichen Bestimmungen für das Vertragsverhältnis ist zuzugeben, dass die Durchführung dieses Zusatzes des Nationalrates eine schwierige Übung ist, auch für uns, für

die Durchführungsorgane; dessen sind wir uns auch bewusst. Ich hatte darum etwas Verständnis für den Streichungsantrag Ihrer Kommission, wenn ich auch bedaure, dass damit eine positive psychologische Wirkung, die dieser Zusatz des Nationalrates ganz sicher hätte, verlorengeht. Aber die rechtliche Durchsetzung dieses Passus ist für uns nicht einfach.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Festhalten) 28 Stimmen
Für den Antrag Donzé 6 Stimmen

Art. 24 Abs. 3 – Art. 24 al. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Zustimmung zum Nationalrat, wobei für die französische Fassung eine redaktionelle Aenderung vorzusehen ist.

Angenommen – Adopté

Art. 26 Abs. 1 – Art. 26 al. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Hier werden vom Nationalrat drei Ergänzungen vorgeschlagen: Erstens die Ausdehnung des Aufgabenbereichs der Berufsschule auf einen möglichen Wahlpflichtunterricht. Dieser soll ermöglicht werden, ohne dass dadurch eine Durchführungspflicht für die Schulen entstehen wird. Zweitens die Durchführung von Stützkursen für schwächere Lehrlinge. Auch hier legen wir Wert auf die Feststellung, dass dies nach Möglichkeit zu geschehen hat, dass aber kein gesetzlicher Anspruch besteht. Drittens die durch die Anlehre bedingte logische Erweiterung des Ausbildungsauftrages für die Berufsschule zugunsten von Anlehrlingen.

Die Kommission beantragt Ihnen, der Fassung des Nationalrates zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

Art. 27 Abs. 2 – Art. 27 al. 2

Antrag der Kommission

Streichen

Proposition de la commission

Biffer

Kündig, Berichterstatter: Auch hier haben wir eine Differenz zum Nationalrat. Die Kommission beantragt Ihnen Streichung dieses Absatzes 2.

Für Ihre Kommission bedeutet diese vom Nationalrat mit einem Mehr von 71 zu 70 Stimmen beschlossene Fassung keine Notwendigkeit, da sie eigentlich selbstverständlich ist. Im Sinne eines Beitrages zur Verständigung beantragt Ihnen deshalb die Kommission, hier eine weitere Differenz zu schaffen und diesen Absatz zu streichen.

Angenommen – Adopté

Art. 28 Abs. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Bürgi

Festhalten

Art. 28 al. 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Bürgi

Maintenir

Kündig, Berichterstatter: Mit seinem Beschluss will der Nationalrat möglichst allen Lehrlingen, nicht nur den Berufsmittelschülern, eine zusätzliche Ausbildungsmöglichkeit schaffen. Er hat deshalb auch die Freifächer aufgenommen. In Zukunft soll also dem Lehrling, sofern er gewisse Voraussetzungen erfüllt, der Besuch von Freifächern möglich sein, ohne dass ihm dafür der Lohn gekürzt wird, wenn diese Freifächer in die reguläre Arbeitszeit fallen.

In den Beratungen hat die Kommission aber auch Bedenken geäußert, dass auf diesem Weg der Berufsschulunterricht auf anderthalb oder gar zwei Tage ausgedehnt werden könnte. Weitere Bedenken wurden auch dahingehend angemeldet, dass dieses Problem der Freifächer nicht im Artikel 28, unter Berufsmittelschule, gelöst werden dürfe. Wenn sich die Mehrheit der Kommission für den Beschluss des Nationalrates entschieden hat, so war die Beurteilung, dass Freifächer in der Regel nach Arbeitschluss erteilt werden und dass die Lehrlinge ohnehin höchstens einige wenige Freifächer verkraften können, wegleitend. Auf jeden Fall möchten wir klar zum Ausdruck bringen, dass die ordentliche Berufsausbildung nicht auf diesem Wege ausgedehnt werden soll.

Bürgi: Einleitend darf ich darauf hinweisen, dass sich die Kommission Ihres Rates als ausserordentlich verständigungswillig gezeigt hat. Wie Sie vom Kommissionspräsidenten hörten, sollen 24 von 31 Differenzen durch Zustimmung zum Nationalrat erledigt werden. Das ist beinahe ein Rekord an Kooperation in der ersten Runde der Differenzbereinigung. So darf ich denn hoffen, dass Sie mir nicht vorwerfen, ich suche vorsätzlich Händel, wenn ich hier den Antrag stelle, am seinerzeitigen Antrag des Bundesrates und am Beschluss des Ständerates festzuhalten. Der Sinn meines Antrages ist der, dass die drei Worte «oder von Freifächern» gestrichen werden sollen. Wie der Kommissionspräsident sagte, geht es hier erneut um das Verhältnis von betrieblicher Ausbildung und Schulbesuch. Im Nationalrat fand darüber eine längere Auseinandersetzung statt. Sie wurde aufgrund von zahlreichen Anträgen, die dann schlussendlich in einem Minderheitsantrag Schmid Arthur zusammengefasst wurden, klar entschieden, nämlich mit 72 zu 41 Stimmen. Der Sinn dieses Entscheides war: Es muss genügend Zeit für die betriebliche Ausbildung des Lehrlings zur Verfügung stehen. In einer Zeit, da zusätzliche Ausbildungsplätze geschaffen werden müssen, um die grösseren Geburtenjahrgänge, die auf uns zukommen, auszubilden, sollen die Lehrbetriebe nicht durch übermässigen Schulbesuch der Lehrlinge von der Lehrlingshaltung abgeschreckt werden. Das war sozusagen im Nationalrat das Treffen beim Haupteingang ins Gebäude. Wenn ich bei diesem Bild bleiben will, möchte ich sagen, dass es bei Artikel 28 Absatz 3 irgendwie um ein Gerangel um den Eingang an der Hintertür geht. In der Kommission wurde vom Vertreter der Verwaltung darauf hingewiesen, dass solche Freifächer nur in Abendkursen gegeben werden sollen. Ueber das Wochenende sind mir nun Informationen zugegangen, die etwas anderes besagen. Offenbar gibt es an grösseren Gewerbeschulen bereits Vorstellungen, die dahingehen, es sollen ganze Blockkurse an Nachmittagen für diese Wahlfächer durchgeführt werden. Ich wende mich in keiner Art und Weise gegen Wahlfächer. Aber ich frage mich wirklich, ob wir es verantworten können, dass da die Möglichkeit geschaffen wird für einen zusätzlichen Schulbesuch von einem halben oder unter Umständen gar von einem ganzen Tag, eine Zeit, in der der Lehrling zusätzlich vom Betrieb weg ist. Wir nähern uns deshalb, wenn wir diesen Antrag annehmen, der Si-

tuation, die durch die im Nationalrat abgelehnten Minderheitsanträge geschaffen werden sollte. Auf jeden Fall haben wir keine Gewähr, dass die Wahlfächer nicht schrittweise vom Abend in den Tag hineinwachsen.

Es gibt auch noch eine gesetzsystematische Betrachtung anzuführen. Wir behandeln hier den Abschnitt über die Berufsmittelschule. Bestimmungen über Freifächer gehören ganz sicher nicht hierher. Ich bitte Sie darum, eine klare Situation zu schaffen und am frühern Beschluss unseres Rates festzuhalten.

Masoni: Ich möchte Sie bitten, in diesem Punkt die Lösung der Kommission und des Nationalrates zu unterstützen, und zwar aus folgenden Überlegungen:

Für einige wenige haben wir die Berufsmittelschule eingeführt. Eine weitere Scholarisierung des Unterrichts hat man dadurch bekämpft, dass man erklärte, diese Jugend hätte nicht den Willen, weitere Unterrichtsstunden auf sich zu nehmen, und sie habe dafür keine Veranlagung. Hier haben wir aber die Möglichkeit, für die andern etwas zu tun, wenn sie es wollen. Wir geben die Möglichkeit zum Besuch von Freifächern nur für diejenigen, die eine entsprechende Veranlagung haben. Im Artikel sind nämlich alle möglichen Garantien eingebaut, dass es hier nicht zu Missbräuchen kommen kann. In Artikel 28 Absatz 3 heisst es: «Erfüllt der Lehrling im Betrieb und in der Berufsschule die Voraussetzungen zum Besuch der Berufsmittelschule oder von Freifächern, so ist er berechtigt, diese ohne Lohnabzug zu besuchen.» Diese Voraussetzungen geben Gewähr, dass nicht diejenigen diese Freifächer besuchen können, die sich nur von der Arbeit drücken wollen. Ich glaube, unter diesen Umständen sollte man die ins Auge gefasste Möglichkeit nicht verbauen. Hier geht es um diejenigen, die den Willen haben, sich in gewissen Fächern weiterauszubilden. Diesen sollten wir den Weg dazu offenhalten.

Bundesrat **Brugger:** Auch das ist kein Antrag des Bundesrates. Ich fühle mich aber doch verpflichtet, Ihnen auch ein bisschen die Gründe, die in den langen Diskussionen um diesen Artikel im Nationalrat und in seiner Kommission vorgebracht wurden, darzulegen.

1. Freifächer haben wir schon bei der heutigen Regelung, und sie werden wacker besucht. Ich war selber Englischlehrer an einer kaufmännischen Berufsschule während zwölf Jahren, und es ist mir kein einziger Fall bekannt, wo einem Schüler, weil er anderthalb Stunden pro Woche Englischstunden besucht hat, der Lohn gekürzt worden wäre. Also etwas gänzlich Neues ist das nun auch wieder nicht.

2. Es sind auch in dieser Formulierung die Voraussetzungen festgelegt. Ein Lehrling kann nicht einfach voraussetzungslos Freifächer besuchen, sondern nur wenn im Betrieb und in der Berufsschule die Voraussetzungen erfüllt sind. Er muss sich also durch sehr gute Leistungen auszeichnen.

3. Nun kommt der Hauptgrund, warum ich Sie doch bitte, sich das gründlich zu überlegen. Wir müssen da auch ein bisschen politisch denken. Sie wissen, dass gerade über diese Fragen eine eigentliche politische Polarisierung stattgefunden hat. Es gibt offenbar starke Gruppen, auch politische Gruppen, Gewerkschaften und so weiter, in unserem Lande, die finden, die Art der Berufsausbildung, wie wir sie heute betreiben, sei nicht richtig; vor allem im Vergleich zum Mittelschulunterricht werde dieser Kategorie von jungen Menschen – und es sind gegen 150 000 – zu wenig geboten, insbesondere auch für die sogenannte allgemeine Ausbildung zum zukünftigen Staatsbürger. Es ist eine ganze Reihe von Anträgen, sehr weitgehenden Anträge, gestellt worden. Sie haben sie in Ihrer Fahne. Sie sehen, was da alles gestrichen ist. Alle diese Anträge sind abgelehnt worden. Das ist nun eigentlich das einzige, was noch bleibt, um dieser immerhin starken Minderheit etwas entgegenzukommen: die Möglichkeit offenlassen, dass weitere zusätzliche Ausbildungsmöglichkeiten geschaffen

werden, ohne dass dafür der Lohn gekürzt wird. Oder etwas apodiktischer gesagt: Man hat uns den Vorwurf gemacht, dass wir vor allem mit den Berufsmittelschulen für eine kleine Elite grosse Möglichkeiten schaffen; für das Gros der Lehrlinge bringe dieses Gesetz aber nichts. Mit dieser Bestimmung, die nicht so viel Neues enthält, wie vielleicht die Redaktoren dieses Passus glauben, erreichen wir ein besseres Gleichgewicht gegenüber diesem politischen Vorwurf. Ich glaube nicht, dass deswegen die Meisterlehre oder der Betrieb in Gefahr steht. Man hat ja den Besuch von Freifächern jetzt schon mit Vernunft gehandhabt. Es kann einer nicht einfach voraussetzungslos Freifächer besuchen, sondern er muss bestimmte Leistungen erbringen. Schon von diesem Leistungszwang her wird sich eine ganz natürliche Beschränkung ergeben. Ich würde denken, obwohl das kein ursprünglicher Antrag des Bundesrates ist, dass es uns in der vorgegebenen politischen Situation daran gelegen sein muss, dass wir dieses Berufsbildungsgesetz, das wesentliche Fortschritte bringt, auch innert nützlicher Frist über die Bühne bringen und es in Kraft setzen können zugunsten unserer Jungen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	19 Stimmen
Für den Antrag Bürgi (Festhalten)	15 Stimmen

Art. 30

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Es handelt sich um eine redaktionelle Aenderung, der zugestimmt werden kann.

Angenommen – Adopté

Art. 31

Antrag der Kommission

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 4

Streichen

Art. 31

Proposition de la commission

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 4

Biffer

Abs. 2 – Al. 2

Kündig, Berichterstatter: Es handelt sich hier um die Uebnahme des Artikels 23 Absatz 2 des geltenden Rechtes. Es geht vorweg um die Wahrung der wohl erworbenen Rechte des Schweizerischen Kaufmännischen Vereins. Durch diese Bestimmung soll eine mögliche Verstaatlichung dieser Schulen verhindert werden.

Angenommen – Adopté

Abs. 4 – Al. 4

Kündig, Berichterstatter: Die Kommission anerkennt die beabsichtigte Bevorzugung von Berggebieten durch die Förderung von Lehrwerkstätten. Die Mehrheit glaubt aber, dass sich derartige Bestimmungen als rein deklamatorisch erweisen könnten, denn massgebend für das Lehrstellenangebot kann ausschliesslich die regionale Wirtschafts-

struktur sein. Jungen Leuten würde ein schlechter Dienst erwiesen, wenn sie nach der Ausbildung in einer Lehrwerkstätte wegen des Fehlens von Arbeitsplätzen trotzdem ins Tal abwandern müssen. Wenn wir also vernünftige Hilfe betreiben wollen, dann müssen wir die Ansiedlung von arbeitsintensiven Betrieben im Berggebiet fördern und dadurch das Angebot an Arbeitsplätzen und Lehrstellen erhöhen. Diese Förderung kann aber nicht im Rahmen des Berufsbildungsgesetzes geschehen. Die Kommissionsmehrheit beantragt deshalb Streichung von Absatz 4.

Weber: Man spricht viel von den Berggebieten und ihren Sorgen und Problemen. Eines dieser Probleme ist sicher die Abwanderung in die Städte und die Industrieregionen. Nach dem Warum müssen wir nicht fragen. Wir kennen die Antwort. Im Landwirtschaftssektor tun wir auf Bundesebene ziemlich viel. Aber nicht alle Söhne und Töchter der Bergbauern wollen und können wieder den Beruf ihrer Eltern ergreifen. Industrien und entsprechende Gewerbebetriebe fehlen meistens. Wenn nun der Kanton beim Vorliegen von besonderen Verhältnissen – und hier besonders in Berggebieten – vielleicht auf Initiative einer Region etwas unternehmen möchte, um hier ein grösseres Angebot in Lehrstellen zu schaffen, dann sollte dieser Kanton, besonders wenn es sich um einen Bergkanton handelt, Anspruch auf Bundeshilfe erheben können. Abgesehen davon, dass es sich um eine Kann-Bestimmung handelt, glauben wir, dass man nicht nur immer von Hilfe an wirtschaftlich benachteiligte Landesteile sprechen sollte; man sollte auch dafür sorgen, dass diese Hilfe angeboten werden kann.

Der Kommissionspräsident hat darauf hingewiesen, dass wir unter Umständen den jungen Leuten einen schlechten Dienst erweisen, wenn sie nachher, nach Vollendung der Lehre, das Berggebiet trotzdem wieder verlassen müssen, weil eben die Arbeitsplätze fehlen. Aber eines können wir durch diese Lehrwerkstätten unter Umständen verhindern: dass diese Leute schon im jugendlichen Alter ihre Familie verlassen müssen. Wenn sie dann einmal die Lehre abgeschlossen haben, dann gibt es unter Umständen eine Möglichkeit, dass sie von ihrer engeren Heimat aus – auch wenn dieser Arbeitsplatz etwas weiter wegliegt – der Arbeit nachgehen. Oder aber sie verlassen die Heimat zu einem Zeitpunkt, da sie sich so oder so von ihren Angehörigen einmal trennen. Ich glaube, hier – es ist keine grosse Sache – liegt etwas drin, dem wir unbedingt zustimmen sollten. Ich beantrage Ihnen, der Lösung des Nationalrates beizupflichten.

Krauchthaler: Meine Einstellung und meine Sympathien zum Berggebiet brauche ich nicht mehr unter Beweis zu stellen, das habe ich schon oft getan. Aber gerade in diesem Punkt komme ich zum gleichen Schluss wie unsere Kommission. Im Berggebiet wollen wir durch die Entwicklungskonzepte Lehrstellen und Arbeitsplätze schaffen und nicht Lehrwerkstätten. Das ist meine Auffassung, und deshalb stimme ich für die Streichung.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission
Für den Antrag Weber

17 Stimmen
7 Stimmen

Art. 32

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Abs. 3 – Al. 3

Kündig, Berichterstatter: Zustimmung zum Nationalrat.

Angenommen – Adopté

Abs. 3bis – Al. 3bis

Kündig, Berichterstatter: Die Kommission stimmt der Auffassung des Nationalrates zu, möchte jedoch die Redaktionskommission bitten, eine bessere Formulierung zu suchen.

Heimann: Ich habe volles Verständnis für ein fortschrittliches Berufsbildungsgesetz, das dem Lehrling die Rechte, die er haben muss, einräumt, das dafür sorgt, dass er eine gute Berufslehre absolvieren kann. Hingegen scheint mir, man habe sich im Nationalrat doch zu stark bemüht, den Lehrling vor jeder überdurchschnittlichen Leistung zu bewahren. Im Grunde genommen müssen wir doch sagen, dass auch jede Berufslehre dahin führen muss, dass der Lehrling am Schluss seiner Ausbildung auch etwas Ueberdurchschnittliches leisten kann, und zwar nicht nur materiell in seinem Beruf, sondern auch zeitlich. Was heisst das in Absatz 3bis, wenn wir erklären: «Wenn der Pflichtunterricht den ganzen Tag beansprucht, ...»? Was ist ein ganzer Tag im Jahre 1978? Die einen glauben, der Tag beginne morgens um 9 Uhr und ende mittags um 4 Uhr, siehe gleitende Arbeitszeit und dergleichen, währenddem andere wissen, dass der Tag für recht viele Leute um 7 Uhr beginnt und selbst um 6 Uhr noch nicht zu Ende ist. Selbstverständlich bin ich auch für den 8-Stunden-Tag, aber hier scheint man nun doch die Perfektion zu weit getrieben zu haben. Es gehört auch dazu, dass der Lehrling selbst nach einem ganzen Schultag dem Lehrgeschäft für eine Arbeit noch zur Verfügung stehen könnte, wenn es sich erweist, dass ein Lehrgeschäft aus irgendwelchen Umständen einen grossen Arbeitsanfall hat. Es ist auch nicht gut für die Mentalität des Lehrlings, wenn er sich der Eingliederung und der Solidarität im Betrieb völlig entzieht. Es hätte meines Erachtens vollauf genügt, wenn man hier gesagt hätte, dass er «in der Regel» nicht herangezogen werden sollte, aber die Möglichkeit dazu offengelassen hätte. Die Fahne ist erst heute abend auf den Tisch gekommen; es gab keine Möglichkeit, vom Sekretariat noch grosse Schreibarbeiten zu verlangen. Aber es würde mich doch interessieren, was Sie über diese grundsätzliche Angelegenheit denken. Der Lehrmeister hätte also nicht einmal mehr Gelegenheit, seinen Lehrling selbst nur für eine Instruktion des folgenden Tages zu sich zu bitten, das geht zu weit.

Bundesrat Brugger: Ich muss mich immer mit Anträgen herumschlagen, die nicht vom Bundesrat kommen; der Bundesrat hat Ihnen auch das nicht vorgeschlagen. Ich möchte Herrn Heimann noch sagen: Gemeint ist natürlich mit dem «ganzen Tag» – das ist im Gesetz festgehalten – eine Zeit von 8 bis 12 Uhr und von 14 bis 18 Uhr. Es scheint, dass in der Praxis Fälle vorkommen, wo zum Beispiel Bäckerlehrlinge morgens noch zwei, drei Stunden in der Backstube oder wo Metzgerlehrlinge noch über Mittag im Geschäft arbeiten müssen. Das hat man uns glaubwürdig nachgewiesen. Wir hätten das vermutlich trotzdem nicht vorgeschlagen. Aber jetzt ist es da, und ich mache Sie darauf aufmerksam: Wenn Sie nun diese Formulierung streichen, wird man *e contrario* sagen: Aha, es ist also vom Gesetzgeber durchaus gewollt, dass der Lehrling ausserhalb eines vollen Schultages auch noch im Geschäft arbeitet. Ich lege Wert auf die Feststellung, dass das nicht die Meinung sein kann; wenn einer 8 Stunden in der Schule sitzt und anschliessend noch seine Aufgaben machen muss, so ist das für einen Jugendlichen zwischen 15 und 19 Jahren weiss Gott genug. Man muss zum Ansehen unserer Berufsbildung etwas Sorge tragen. Es tut mir leid, dass es Leute gibt – von beiden Seiten –, die nichts zur Hebung dieses Ansehens beitragen.

Heimann: Wie ich gesagt habe, konnten die Schreibarbeiten nicht wunschgemäss erledigt werden. Aber nachdem wir ja auf eine Simultanübersetzung verzichtet haben, darf man sowohl den Welschen wie den Deutschschweizern

zumuten, dass sie so kleine Dinge selbst übersetzen können. Ich glaube nicht, dass wir mit einem Lehrlingsausbildungsgesetz eine Ausnahmegesetzgebung schaffen sollten. Wir müssen auch den verschiedenen Lehrgeschäften noch eine gewisse Möglichkeit lassen. Bei den Bäckerlehrlingen mag es ja vorgekommen sein, dass der eine oder andere zu viel leisten musste. Solche Ausnahmen können das kantonale Industrie- und Arbeitsamt und die Lehrlings-Betreuungsstellen sicher verhindern. Ich möchte Ihnen doch den Vorschlag machen, dass der Lehrling «in der Regel» nicht herangezogen werden soll. Auf diese Weise geben wir einem Lehrgeschäft doch noch die Möglichkeit – denken Sie an die verschiedenen Feiertagsvorbereitungen in vielen Betrieben –, den Lehrling beizuziehen und ihm auch eine Ahnung zu vermitteln, was es heisst, einmal eine halbe oder eine Stunde länger arbeiten zu müssen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 19 Stimmen
Für den Antrag Heimann 15 Stimmen

Abs. 4 – Al. 4

Kündig, Berichterstatter: Zur deutschen Fassung keine Bemerkungen. Bei der französischen Fassung ist hier irrtümlicherweise «biffer» aufgeführt.

Angenommen – Adopté

Abs. 6 – Al. 6

Kündig, Berichterstatter: Die Kommission beantragt Zustimmung zum Nationalrat. Die Mehrheit der Kommission vertritt die Ansicht, dass, nachdem durch die Formulierung des Ständerates in Artikel 21 Absatz 2 dem Lehrling ein bestimmtes Mitspracherecht im Betrieb gewährt wird, auch ein solches für die Schule gewährleistet werden sollte.

Angenommen – Adopté

Art. 48 Abs. 5, 56 Abs. 1 – Art. 48 al. 5, 56 al. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 58 Abs. 3 – Art. 58 al. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Die Titelfrage hat die Gemüter des Nationalrates wiederum sehr erregt, wie dies auch schon bei uns der Fall war. Er hat mit überwältigender Mehrheit der Fassung des Bundesrates zugestimmt. Die Kommission hat dieses Problem noch einmal sehr eingehend beraten und mögliche neue Formulierungen gesucht. Wenn sie Ihnen trotzdem beantragt, der Fassung des Nationalrates zuzustimmen, so tut sie dies aufgrund der Zusicherung von Herrn Bundesrat Brugger, dass er an der heutigen Beratung eine Erklärung abgeben werde, die festhält, dass durch die Abgabe eines Diplomes an die Absolventen der Höheren Technischen Lehranstalten kein Recht abgeleitet werden könne, sich «Diplomingenieur HTL» oder «Diplomarchitekt HTL» nennen zu dürfen, sondern die Titelbezeichnung ohne das Wort «Diplom» oder «diplomiert» zu erfolgen habe.

Bundesrat Brugger: Es ist merkwürdig, wenn man eine Erklärung abgeben muss über etwas, das eigentlich selbstverständlich ist; denn wer sich den Titel «diplomierter Ingenieur HTL» zulegt, vergeht sich gegen dieses Gesetz. Ich war aber gezwungen, im Nationalrat diese Erklärung abzugeben, weil ein Absolvent einer Höheren Technischen Lehranstalt frisch und frei prophezeite, selbstverständlich werde man sich dann «dipl.» nennen. So musste ich ihn denn auf die Unrechtmässigkeit eines solchen Titels hinweisen, und ich habe keine Mühe, das hier zu repetieren und diese Unrechtmässigkeit zu bestätigen. Ich wäre aber ausserordentlich dankbar, wenn wir mit dieser Titelfrage endlich fertig würden. Ich habe im Nationalrat erklärt: Der Titelkrieg ist tot, es lebe der Titelkrieg!

Mit Ihrer Fassung greifen Sie natürlich ein in wohlverworbene Rechte. Es geht ja um die Frage, ob die Höheren Technischen Lehranstalten ein Diplom abgeben dürfen oder nur einen Ausweis. Nun ist es so, dass meistens heute schon ein Diplom abgegeben wird, ein verdientes Diplom, denn die Ausbildung an einem Technikum ist eine anspruchsvolle Angelegenheit; das nun wieder auf einen Ausweis zurückzuschrauben, wäre kleinlich und schwierig. Aus diesen Gründen müssen wir uns auf die Rechtmässigkeit der zukünftigen Träger dieses Titels verlassen können. Ich bitte Sie somit, dem Beschluss des Nationalrates, der ja dem Antrag des Bundesrates entspricht, zuzustimmen. Die zusätzliche Unterscheidung mit den Buchstaben ETH auf der einen Seite und HTL auf der andern Seite behält natürlich ihre volle Bedeutung.

Angenommen – Adopté

Art. 60 Abs. 1 – Art. 60 al. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 63

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3 Bst. d

Lehrbücher für den Pflichtunterricht für Lehrlinge, die kleinen sprachlichen Minderheiten angehören.

Art. 63

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3 let. d

Les manuels pour les branches obligatoires pour les apprentis qui font partie des petites minorités linguistiques.

Abs. 1 und 2 – Al. 1 et 2

Kündig, Berichterstatter: Artikel 63 Absatz 1 Buchstabe d sowie Artikel 63 Absatz 2 Buchstabe g können gemeinsam behandelt werden. Es handelt sich hier um eine neue Einstufung der Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsfachschulen für die Bundesbeiträge. Die Kommission stimmt den Beschlüssen des Nationalrates zu.

Angenommen – Adopté

Abs. 3 – Al. 3

Kündig, Berichterstatter: Die Kommission beantragt Ihnen, hier eine Aenderung gegenüber dem Beschluss des Nationalrates

nalrates vorzunehmen. Anstelle von «Lehrmitteln» soll «Lehrbücher» aufgeführt werden, und es sollen zusätzlich nur die kleinen sprachlichen Minderheiten berücksichtigt werden und nicht alle sprachlichen Minderheiten. Durch diese Formulierung soll erstens vermieden werden, dass alle Lehrmittel – also auch sprachunabhängige – subventioniert werden müssen, und zweitens, dass nicht alles, was nicht in deutscher Sprache erscheint, unterstützt werden muss; es soll sich vielmehr um kleine sprachliche Minderheiten handeln.

Angenommen – Adopté

Art. 75

Antrag der Kommission

Festhalten

Proposition de la commission

Maintenir

Kündlg, Berichterstatter: Die Kommission beantragt Ihnen, hier am Antrag des Bundesrates festzuhalten. Es mag zwar unbedeutend erscheinen, ob hier aufgeführt wird «zwei Lehrlinge mit Erfolg ausgebildet hat» oder ob der Zeitraum von fünf Jahren gelten soll. Die Kommissionsmehrheit vertritt jedoch die Ansicht, dass gerade bei länger dauernden Lehrzeiten von 3, 3½ oder 4 Jahren die Qualitätsanforderungen an die Lehrmeister viel höher sind als bei kürzerer Ausbildungsdauer und dass dadurch Zufälligkeiten entstehen könnten, indem nur die Abschlussprüfung eines einzelnen, vielleicht besonders begabten Lehrlings darüber Auskunft geben würde, ob der Lehrmeister qualifiziert sei oder nicht. Sie beantragt Ihnen deshalb Festhalten am Beschluss des Ständerates und damit Zustimmung zum Antrag des Bundesrates.

Weber: In Artikel 11 Absatz 3 haben Sie der abgeschwächten Formulierung zugestimmt in bezug auf die Lehrmeisterausbildung. Man hat dort verschiedene Möglichkeiten offengelassen, dass der Lehrmeister diese Ausbildungskurse nicht besuchen muss.

Hier will man nun – so scheint es mir wenigstens – noch einmal einer starken Entlastung den Vorzug geben. Ich persönlich glaube, dass die Formulierung, wie sie der Nationalrat gewählt hat, doch die bessere ist, und ich möchte Sie bitten, dem Nationalrat zuzustimmen.

Bundesrat Brugger: Man hat uns schwerste Vorwürfe gemacht wegen dieser «zwei Lehrlinge». Das sieht ja tatsächlich optisch wie eine minimale Forderung aus. Man ist dann im Nationalrat einvernehmlich auf die andere Lösung gekommen, auf diese fünf Jahre, das präsentiert sich wirklich besser. De facto, in der Praxis, kann das je nach Situation mehr oder weniger sein. Bei zwei Lehrlingen – wenn sie in einem kleinen Betrieb hintereinander ausgebildet werden, kann die Bewährungszeit länger als 5 Jahre dauern – muss ein Lehrmeister immerhin den Beweis erbringen, dass er zwei Lehrlinge durch die Lehre hindurch gebracht hat und dass diese einen genügenden oder sogar guten Abschluss gemacht haben. Bei fünf Jahren hat er vielleicht nur einen, der diesen Beweis erbracht hat. Man kann nicht einfach sagen, das eine sei mehr und das andere sei weniger, das kommt vor allem auf die Zahl der Lehrlinge an. Vermutlich ist für die Beurteilung des Lehrmeisters die nationalrätliche Lösung mindestens so gut wie die bundesrätliche. Wenn einer fünf Jahre lang diese Ausbildungstätigkeit betrieben hat, dann sollte man auf jeden Fall über seine Qualitäten entscheiden können. Aber der eigentliche Grund, warum man das einstimmig geändert hat, liegt darin, dass diese zwei Lehrlinge nach aussen hin wirklich fast etwas provokativ wirken in einer Uebergangsbestimmung. So ist die Situation. Für uns kann aber beides recht sein.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission

23 Stimmen

Für den Antrag Weber

11 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

Schluss der Sitzung um 19.50 Uhr

La séance est levée à 19 h 50

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.01.1978 - 18:15
Date	
Data	
Seite	1-9
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 419

77.005

Berufsbildung. Bundesgesetz Formation professionnelle. Loi

Siehe Seite 1 hiervor — Voir page 1 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 18. Januar 1978

Décision du Conseil national du 18 janvier 1978

Differenzen – Divergences

Art. 11 Abs. 3, Art. 21 Abs. 6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 11 al. 3, art. 21 al. 6

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Von den sieben im Januar verbliebenen Differenzen im Berufsbildungsgesetz konnten fünf dadurch erledigt werden, dass der Nationalrat unseren Anträgen zugestimmt hat. Es verbleiben heute also noch zwei Differenzen. Die eine Differenz betrifft den Artikel 11 Absatz 3. Es geht hier darum, dass die kantonalen Behörden die Möglichkeit haben, gewisse Ausnahmen für die Teilnahme an Ausbildungskursen zu bewilligen. Die zweite Differenz besteht in Artikel 21, wo die Lehrmeister zu einer gewissen Orientierungspflicht gegenüber dem Lehrling, der die Lehre beendet hat, verpflichtet werden sollen.

Die Kommission hat zu den beiden verbleibenden Differenzen Stellung genommen und beantragt Ihnen, dem Nationalrat zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

77.065

ETH Zürich und Lausanne. Ausbau EPF Zurich et Lausanne. Agrandissement

Botschaft und Beschlussentwurf vom 19. September 1977
(BBl III, 409)Message et projet d'arrêté du 19 septembre 1977
(FF III, 441)

Beschluss des Nationalrates vom 15. Dezember 1977

Décision du Conseil national du 15 décembre 1977

Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil national

Munz, Berichterstatter: Mit Botschaft vom 19. September 1977 hat der Bundesrat den eidgenössischen Räten ein Kreditbegehren in der Höhe von 149 274 000 Franken unterbreitet. Es zerfällt in verschiedene Teilkredite, worüber

nachher kurz gesprochen werden soll. Der Nationalrat hat dieses Geschäft im Dezember 1977 behandelt und, wie den amtlichen Protokollen entnommen werden kann, diskussionslos verabschiedet. Die Kommission für Wissenschaft und Forschung, welcher die Vorberatung dieser Vorlage übertragen war, hat sich damit an einer in Lausanne durchgeführten Sitzung befasst. An dieser Sitzung haben ausser dem Vorsteher des Eidgenössischen Departements des Innern, Herr Bundesrat Hürllmann, auch der Chef der Direktion der eidgenössischen Bauten, Herr Huber, ferner der amtierende und der designierte Präsident des Schweizerischen Schulrates, die Herren Minister Burckhardt und Professor Cosandey, in Lausanne, ferner der Direktor des Schweizerischen Instituts für Nuklearforschung, Herr Professor Blaser, und Herr Freitag, Direktor an der ETH in Zürich, teilgenommen. Die Herren haben der Kommission wertvolle Aufschlüsse erteilt. Der Besuch in Lausanne gab der Kommission Gelegenheit zur Besichtigung der dort in Entstehung begriffenen Eidgenössischen polytechnischen Schule. Wir konnten uns davon überzeugen, dass zweckmässig und zukunftsgerichtet gebaut wird, ohne in Uebertreibungen zu verfallen. Der Hauptteil des angeforderten Kredites betrifft denn auch die Weiterführung der Bauten in Lausanne, die Ausrüstung mit Apparaten für die wissenschaftliche Forschung. Es handelt sich um den zweiten Teilkredit der ersten Etappe von 89 650 000 Franken, aufgeteilt in die Positionen Infrastruktur und Gebäude mit 55 290 000 Franken und Ausstattung und wissenschaftliche Apparate mit 34 360 000 Franken. Für die Einzelheiten dieser beiden Kreditpositionen kann auf die Botschaft verwiesen werden, zunächst auf die Seiten 5 bis 24, ferner auf die Tabelle 1, Seite 41, und schliesslich auf das Objektverzeichnis der Bauvorhaben Seite 47.

Die Botschaft enthält einen Rückblick über die Entwicklung des Bauprojektes seit 1972. Diejenigen, die damals bei der Kreditgewährung schon dabei waren, seien darauf aufmerksam gemacht, dass heute architektonisch etwas wesentlich anders gebaut wird, als in der Botschaft vom 3. Mai 1972 im Modell vorgezeigt worden ist. In dem nach der Krediterteilung eröffneten Baubewilligungsverfahren wurden Einsprachen erhoben, die sich vor allem gegen die Bauhöhen richteten. Nachdem die kantonale Rekurskommission entschieden hatte, die Höhe der im Gesamtplan vorgesehenen Hochhäuser müsse herabgesetzt werden, wurde das Projekt teilweise überarbeitet. Da der Rauminhalt ungefähr gleich gehalten werden musste, ergab sich die Inanspruchnahme einer grösseren Grundfläche, die zur Verfügung stand. Weil gemäss den Kostenberechnungen angenommen werden durfte, dass die Projektänderungen nur geringe Mehrkosten verursachen, konnten sie in der Position «Unvorhergesehenes» von 14,5 Millionen untergebracht werden, und es war nicht notwendig, nochmals an die Räte zu gelangen. Diese Vorgänge führen zur Frage, ob es bei grösseren Bauvorhaben, bei Gesamtanlagen, überhaupt sinnvoll sei, dem Parlament ein konkretes Bauprojekt vorzulegen, oder ob es nicht zweckmässiger und zeitsparender wäre, ein Raumprogramm auszuarbeiten, welches zur Kostenberechnung genügen würde. Der umgekehrte Weg, zunächst das Baubewilligungsverfahren abzuwickeln, ist nicht nur zeitlich nicht angängig, sondern auch deswegen nicht, weil das Parlament dann zum Projekt und Raumprogramm nichts mehr zu sagen hätte, weil ja jede Projektänderung zu einem neuen Bewilligungsverfahren führen müsste. Es kommt eine andere Ueberlegung noch dazu: Vom Standpunkt der eidgenössischen Räte aus kommt es nur darauf an, dass mit dem erteilten Kredit ein Bauvorhaben realisiert wird, das dem vorgegebenen Zweck optimal dient. Wie es architektonisch und bautechnisch gestaltet wird, berührt nicht das eidgenössische Parlament, wohl aber die Bewohner der Umgebung, und hier hat sich ganz deutlich gezeigt: Die Bewohner haben nichts gegen diese Hochschule, aber sie wollen sie architektonisch und bautechnisch so gestaltet haben, dass es sie nicht stört oder nur minimal stört. Uns kann das mehr

Berufsbildung. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.02.1978 - 09:00
Date	
Data	
Seite	64-64
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 570

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Titel und Ingress, Art. 1 und 2**Titre et préambule, art. 1 et 2***Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

28 Stimmen
(Einstimmigkeit)**Bundesbeschluss über das Ergebnis der Volksabstimmung vom 26. Februar 1978 (Konjunkturartikel)****Arrêté fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 26 février 1978 (Article conjoncturel)***Eintreten ist obligatorisch**L'entrée en matière est acquise de plein droit***Titel und Ingress, Art. 1 und 2****Titre et préambule, art. 1 et 2***Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

31 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Nationalrat – Au Conseil national*

78.002

**Milchwirtschaft. Verlängerung von Massnahmen
Economie laitière. Prolongation de mesures****A.****Milchwirtschaftsbeschluss 1977****Arrêté sur l'économie laitière 1977**

Siehe Seite 146 hiervor — Voir page 146 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 19. April 1978

Décision du Conseil national du 19 avril 1978

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes

32 Stimmen
(Einstimmigkeit)**B.****Bundesbeschluss über Massnahmen gegen übermässige
Milchlieferungen****Arrêté fédéral instituant des mesures contre les livraisons excédentaires de lait**

Siehe Seite 146 hiervor — Voir page 146 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 19. April 1978

Décision du Conseil national du 19 avril 1978

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes

31 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

77.005

**Berufsbildungsgesetz. Bundesgesetz
Formation professionnelle. Loi**

Siehe Seite 64 hiervor — Voir page 64 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 18. Januar 1978

Décision du Conseil national du 18 janvier 1978

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes

Dagegen

24 Stimmen
1 Stimme*An den Nationalrat – Au Conseil national***Rücktritt – Démission****Präsident:** Frau Lieberherr, meine Herren, die Traktandenliste des heutigen Tages und damit dieser Sondersession, die wir uns gesetzt haben, ist aufgearbeitet.

Mit dem heutigen Tage verlässt unser Freund und Kollege Dr. Fritz Stucki aus dem Stande Glarus die Kleine Kammer, der er seit 1962 angehört hat. Damit geht die politische Laufbahn einer Persönlichkeit zu Ende, die während 36 Jahren in den verschiedensten Funktionen der Öffentlichkeit gedient und durch eine ausgewogene Zuverlässigkeit und Kompetenz sich auch grosse Verdienste erworben und eine breite Anerkennung gefunden hat. Nach dem Abschluss seiner Studien im Jahre 1936 bis zur Wahl als Verhörrichter, 1942, war der mit einer rechtshistorischen Dissertation abschliessende junge Akademiker wissenschaftlich tätig, eine Neigung, der Fritz Stucki auch in den Jahren seiner politischen Tätigkeit nie vollständig entsagen konnte. Nach acht Jahren Zugehörigkeit zum Landrat erfolgte 1952 die Wahl in den Regierungsrat, wo er die Erziehungsdirektion übernahm, welches Departement er mit einem Unterbruch von fünf Jahren, wo er Polizeidirektor war, bis zu seinem Ausscheiden aus der Regierung im Jahre 1973 innehatte. Erziehungsdirektor Fritz Stucki war der Schöpfer des neuen Glarner Gesetzes über das Erziehungswesen, der, nebenbei erwähnt, seine Vorlagen noch ohne eigenes Sekretariat selbst in die Maschine schreiben musste. Das waren noch Zeiten! Unter ihm erfolgte der Aufbau der Kantonsschule mit Maturitätsabschluss. Seine umfassende Bildung, seine ausgeprägten kulturellen Interessen und sein Sinn für praktikierbare Lösungen waren die glücklichen Voraussetzungen für seine erfolgreiche Tätigkeit im Bildungswesen des Kantons und des Bundes. Von 1968 bis 1973 war Fritz Stucki als Landammann der erste Mann des Standes Glarus. Seine überlegene Leitung der Landsgemeinde mit dem schweren Schwert in den Händen, von dem er immer wieder engagiert sprach, hat viel zur Festigung dieser Institution im Glarnerlande beigetragen. Neben diesen Aemtern war Fritz Stucki eine Zeitlang auch Redaktor der «Glarner Nachrichten» sowie Präsident und Mitglied der Evangelischen Synode seines Kantons. Wir zweifeln nicht daran, dass Kollege Stucki nach dem Ausscheiden aus der Politik den weitem Ablauf des politischen Geschehens unseres Landes auch zukünftig mit wachem Interesse und innerem Engagement verfolgen wird. Im Namen des Ständerates danke ich dem scheidenden Kollegen Dr. Fritz Stucki für seinen Einsatz und seine Arbeit im Dienste der Öffentlichkeit und in diesem Hause sowie für seine Freundschaft und Kameradschaft, die während vieler Jahre erleben durften. Fritz Stucki, wir alle hier wünschen Dir auch weiterhin eine gute Gesundheit, damit Du Dich endlich wieder Deinen wissenschaftlichen Arbeiten, Deiner Familie und Deinen Freunden in Deiner schönen glarnerischen Heimat widmen kannst. Herzlichen Dank, Fritz Stucki!

*Schluss der Sitzung und der Session um 8.50 Uhr**Fin de la séance et de la session à 8 h 50*

Berufsbildungsgesetz. Bundesgesetz

Formation professionnelle. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Aprilsession
Session	Session d'avril
Sessione	Sessione di aprile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.04.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	212-212
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 659